Réponse à la consultation de recherche PUCA-Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable, de la Mer :
« La citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité »

RAPPORT FINAL DU PROJET :

Engagements et subjectivations : un horizon incertain

Nord-Pas de Calais et Bulgarie

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Responsable scientifique :
Bernard EME

Partie I :
Bernard EME
Bruno LAFFORT
Jean-Étienne PIERRAT

Lille 1 et CLERSÉ

Partie II :
Judith HAYEM

Lille 1 et CLERSÉ

Partie III :
Svetla KOLEVA (responsable scientifique)
Tanya NEDELTCHEVA
Diana NENKOVA
Dimitrina POPILIEVA

Institut de Sociologie auprès de l'Académie bulgare des sciences

DATE D'EXECUTION DU PROJET : novembre 2007-mai 2010

Edition du rapport final : octobre 2014

Table des matières

« Debout derrière l'une des fenêtres, il [l'homme sans qualités] regardait la rue brunâtre à travers le filtre vert tendre de l'air du jardin et comptait depuis dix minutes, montre en main, les autos, les voitures, les tramways et les visages, délavés par la distance, des piétons qui emplissaient le filet du regard de leur hâte mousseuse ; il évaluait les vitesses, les angles, le dynamisme des masses en mouvement les unes devant les autres qui, le temps d'un éclair, attirent l'œil, le retiennent et le relâchent et qui, pendant une durée échappant à toute mesure, contraignent l'attention à s'appuyer sur elles, à s'en détacher pour sauter sur la suivante et se jeter à ses trousses ; enfin, après avoir calculé un instant de tête, il remit sa montre dans sa poche, éclata de rire et constata qu'il avait perdu son temps ».

Robert Musil, *L'homme sans qualités.*

« Je m'étonne toujours que le musée de l'Homme ou une bonne revue de vulgarisation géographique ne fasse jamais état du peuple citadin, ne révèle pas au grand public l'ethnographie des bas quartiers, que les grands canards préfèrent renseigner dûment leurs milliers de lecteurs sur les mœurs et coutumes des Indiens Navajos que sur ceux et celles des vieux de Nanterre, comme je m'étonne qu'après l'énorme quantité de livres, et bons livres, consacrés à Paris, ancien et moderne, par les descripteurs du fantastique social, l'habitant ignore sa ville, la dédaigne ou limite ses réflexions et commentaires toujours identiques à la poésie des quais de la Seine comme à la visite des musées nationaux, et trouve curieux qu'un homme ordinaire, mais qui sait voir, entendre, renifler, se servir de ses appareils sensoriels comme d'antennes démesurées puisse encore de nos jours rester embarrassé, ahuri, stupéfait, muet d'étonnement, incapable de commentaires, écarquiller l'œil, n'en plus dormir, se précipiter sur ses amis pour leur faire part de ses découvertes, les y entraîner, leur y faire prendre pied… »

« La révélation de la vie d'une cité est interdite au public, réservée aux initiés, aux très rares poètes, aux très nombreux vagabonds et chacun en prend selon son humeur et sa capacité émotionnelle, selon le regard éteint ou révulsé ou en vrille. La ville est inépuisable. Et pour la conquérir il n'est que d'être justement vagabond-poète ou poète vagabond ».

Jean-Paul Clébert, *Paris insolite. Roman aléatoire*.

« Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville »

Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*.

« On appelait naguère citoyens actifs, capables d'élire et d'être élus, les propriétaires qui vivaient de leurs rentes et citoyens passifs, indignes de ces fonctions, ceux qui travaillaient pour gagner leur vie. »

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé.*

AVERTISSEMENT

Ce travail se présente en trois parties. La première présente des expériences sociales, d'habitat et artistiques sur l'espace de la Métropole Lilloise où se trouvent questionnés des engagements. La deuxième rend compte, sur la durée, d'un travail de recherche sur la mobilisation des ouvriers de Metaleurop-Nord. Enfin, la troisième partie est le fruit du travail d'une équipe bulgare de l'Institut de sociologie de Sofia sur des expériences locales de citoyenneté dans une période toujours difficile de transition.

Ce travail est œuvre collective, mais au-delà de la problématique qui a réuni les chercheurs, il est marqué par les inflexions personnelles des chercheurs dont on n'a voulu effacer la trace. Il s'agit en particulier de faire jouer les résonances entre les trois parties qui possèdent leur propre autonomie.

Cette recherche fut marquée par une interruption, celle qui correspondit aux mobilisations universitaires de 2009 dans lesquelles certains des membres de l'équipe de recherche s'impliquèrent.

En partie 1 :

- L'habitat écologique partagé et les journaux alternatifs locaux : Bruno Laffort.
- Les scènes Slam : Bruno Laffort avec une contribution de Jean-Étienne Pierrat, étudiant en master.
- Les fenêtres qui parlent : Bernard Eme.

En partie 2 :

- La recherche sur la mobilisation des ouvriers de Metaleurop-Nord et sur l'association Chœur de fondeurs fut conduite par Judith Hayem qui ainsi pu poursuivre une recherche antérieure.

En partie 3 :

- Les expériences locales de citoyenneté en Bulgarie furent l'objet de la recherche menée par une équipe de l'Institut de sociologie sous la responsabilité scientifique de Svetla Koleva avec Tanya Nedeltcheva, Diana Nenkova et Dimitrina Popilieva.

CONSIDÉRATION INITIALE

Qu'est-ce qui n'a pas été qualifié de « citoyen(ne) » dans les trois dernières décennies ? Même les entreprises le furent à un moment donné, il ne faut pas l'oublier. Mode un peu passée, on doit le reconnaître, dans le tourbillon des idées passagères émis par les acteurs des systèmes politiques et économiques, simples stratèges de ces systèmes dans une logique de marketing ou de communication – dite "com." (Habermas, 1987). On a pu en sourire et, pourtant, en cette période, la question de la citoyenneté oblige à la pensée tant elle est malmenée de manière aussi dramatique, tant les citoyens lorsqu'ils doivent assumer son acception juridico-nationale se tiennent en retrait et opèrent de sourdes et multiples formes de résistances. Lorsque la démocratie est dite participative, ces mêmes citoyens ont compris après bien des années de désillusion qu'ils n'étaient convoqués que pour la forme quand les espaces de participation étaient verrouillés et le niveau des décisions inatteignable pour eux. Ce qui depuis le début des années soixante-dix, en particulier dans les quartiers d'habitat social relégués, devait faire vivre un nouveau souffle à la citoyenneté et redonner voix aux habitants n'a abouti qu'à plus de désespérance dans l'oubli de la *reconnaissance* des habitants. La citoyenneté devient question inquiète. L'*intranquillité* d'un Pessoa atteint à un tout autre niveau ce qui fait aujourd'hui citoyenneté.

Peut-être faut-il fixer en quelques mots des repères. Le statut de la citoyenneté n'est pas un concept figé dans le ciel des idées, et Jean Leca le rappelle, cette notion oscille entre la désignation d'un « idéal souhaité » et celle d'une « réalité », entre des représentations normatives et des visions plus ou moins critiques, mais aussi d'autres descriptives comme celles des juristes qui ne font que « recenser les attributs du citoyen formellement posés par la loi ou construits par la jurisprudence » Leca, 1986, p. 163). Plus encore, la citoyenneté varie dans ses fondements civiques d'engagement, de même que dans son « extension » – les différents modes d'accès à la citoyenneté (propriétaires, contribuables, nationaux…) et de constitution de la communauté politique – et dans sa « compréhension » – la variabilité des devoirs et obligations de la citoyenneté[1] (Leca, 1986, p. 161). Si la citoyenneté est tension, elle ne serait pas fondamentalement propriété, ni substance. Elle serait construction en tension et donc en déséquilibre constant. Désormais, il y a déséquilibre, mais bien plus : une perte de signification imaginaire.

C'est qu'elle est mise à mal par la transformation des sphères de gouvernement des hommes tant d'un point de vue supranational qu'infranational – leur enchevêtrement de plus en plus complexe, en particulier dans les niveaux infranationaux dont l'opacité des régulations est pour le moins problématique –, par une crise de légitimité de l'État nation (Habermas, 1990) qui se double d'une « profonde crise de la citoyenneté sociale » (Balibar, 2010, p. 146) ou, dit autrement, d'une « crise de l'État national social » (Balibar, 2002, p. 102), mais aussi par une crise de la représentation et de la délégation politiques dans l'emprise d'oligarchies politiques. La citoyenneté ne cesse d'être interrogée ainsi que la démocratie dans ses différents niveaux d'exercice. En arrière-plan, et de manière lancinante, revient ce que Jacques Rancière nomme la « haine de la démocratie » dans les prolongements de la révolution de 1789. Le péché de la Révolution fut l'*individualisme*. C'est là la critique de la contre-révolution, relayée par les socialistes utopiques, sous une autre forme : « la révolution est la conséquence de la pensée des Lumières et de son principe premier, la doctrine "protestante" élevant le jugement des individus isolés à la place des structures et des croyances collectives » (Rancière, 2005a, p. 21[2]). La Révolution française a brisé les structures collectives, défait le lien social, atomisé l'individu. Ainsi, n'a jamais cessé « la dénonciation très française de la révolution individualiste déchirant le corps social » derrière « la référence aux Lumières et à la tradition anglo-américaine de la démocratie libérale et des droits de l'individu » (Rancière, 2005a,

1 « Par exemple, l'appartenance à une religion permet-elle d'échapper à une loi de droit public, telle que le service militaire ? » (Leca, 1986, p. 161). Des questions semblables ne cessent d'être posées dans nombre de pays en interrogeant le statut de la citoyenneté.

2 Pour une approche dans une plus longue durée de l'individu-citoyen, cf. Hermet, 1986, p. 132-158.

p. 22). D'où la critique du « double excès d'activité collective ou de retrait individuel inhérent à la vie démocratique » : 1] « ou bien la vie démocratique signifiait une large participation populaire à la discussion des affaires publiques, et c'était une mauvaise chose » ; 2] « ou bien elle signifiait une forme de vie sociale tournant les énergies vers les satisfactions individuelles, et c'était aussi une mauvaise chose » (Rancière, 2005a, p. 14). Dans ce constat, il en ressort une citoyenneté prise dans un paradoxe qui ne cesse pas et qui en mine la légitimité.

Toujours dans le prolongement de cette histoire, et sans qu'on y revienne longuement tant ce fait est connu et analysé, cette "participation populaire" peut s'entendre dans les collectifs ou associations qui se créent sans cesse. Ils s'inscrivent dans « un compromis entre l'idéal républicain issu de la Révolution française et les tendances anti-individualistes valorisant les structures intermédiaires » (Barthélémy, 2000, p. 15), entre l'intégration républicaine du citoyen en tant qu'individu au regard de l'État nation et la participation à les collectifs, ces derniers étant toujours entachés de suspicion de la part des représentants élus, seuls légitimes. Il en a résulté une résistance sourde, longue et patiemment menée à l'instauration des associations et des collectifs jusque dans la III^{e} République, toujours soupçonnée d'illégitimité au regard de la démocratie représentative. Il ne fait guère de doute qu'encore aujourd'hui cette question est essentielle à la compréhension de la vie politique locale ainsi qu'à l'exercice de la citoyenneté, d'un côté rabattue du côté de la démocratie représentative et ses limitations, de l'autre du côté d'une démocratie plus contradictoire ou dite dans le langage de Rosanvallon d'une « contre-démocratie » (Rosanvallon, 2006). Pourtant, depuis des années, des vocables ont été énoncés sur la place publique qui suggèrent que cette démocratie contradictoire pourrait bien être l'horizon de pratiques qui, pour la plupart, viennent du "bas de la société" – mais on peut aussi penser de "technocrates éclairés", d'élus qui tentent d'inventer d'autres formes politiques de la vie locale. Citoyenneté locale, urbaine, active vs citoyenneté nationale, démocratie participative, voire délibérative vs démocratie représentative, démocratie radicale ou directe tentent de venir combler le sentiment d'un « vide social », entendu comme « rupture du dialogue nécessaire entre la population et les appareils et institutions qui la "représentent" », mais aussi comme « absence du *sens* des choses » (Barel, 1984, p. 24, 26).

Systèmes politiques, espaces publics, actions collectives

Pour fixer quelques repères, on voudrait repartir d'une triangulation avancée, après d'autres, par François Dubet et Danilo Martuccelli (1998, p. 271). Au regard de la question de la citoyenneté, il y a là matière à interrogation. Si la société ne tient plus dans une représentation de son unité, elle devrait se produire par un travail qui n'a pas de fin et renvoie d'une certaine façon à une réflexivité d'elle-même (Giddens, 1987), toujours alimentée par ses propres changements.

On peut le dire autrement : la notion de citoyenneté, dans une généralité qui n'est pas assignée à une institution particulière, tel l'État nation, serait au cœur d'un système de tensions. Ces tensions s'exerceraient entre trois pôles : 1] le système politique – les systèmes politiques institués, « *le* politique » selon des sens différents chez Castoriadis (1996[3]) ou Rancière (1995[4]) par exemple –, 2] les

3 *Le* politique, c'est le « pouvoir explicite », « l'instance (ou les instances) instituée pouvant émettre des injonctions sanctionnables », le pouvoir judiciaire, le pouvoir gouvernemental, avec leurs dispositifs, leurs procédures, leurs décisions, leurs sanctions légitimes ; il est le « garant institué du monopole des significations légitimes dans la société considérée » (Castoriadis, 1996, p. 222 et 224).

4 Le politique, c'est exercice de la Police « comme art de la gestion des communautés ». Comme « principe de domination » (Breaugh, 2007, p. 161), la police « repose sur la distribution hiérarchique des places et des fonctions » dans une communauté selon des titres divers à gouverner (Rancière, 2004, p. 112). Le « partage policier du sensible » fait que chacun est à sa place et tient sa place, sans en tenir aucune autre, qu'il exerce une fonction qui lui est assignée tout étant « doté de l'équipement sensible et intellectuel qui convient à cette place et à cette fonction » (Rancière, 2008, p. 48), qu'il est « dans un temps et un espace spécifiques » et que, finalement, se nouent des relations harmonieuses entre la place et l'occupation d'une part et une forme de capacité d'autre part qui est incapacité à occuper d'autres places ou fonctions. Dans cette distribution des places et des fonctions, elle est *mécompte* puisqu'elle élimine nombre d'individus de ces places et de ces fonctions et qu'elle produit ainsi des torts.

actions individuelles et collectives d'engagement plus ou moins autonomes des acteurs ou encore des mouvements sociaux qui ne sont pas devenus systémiques et peuvent à un moment donné s'inscrire comme de *la* politique, et, enfin, 3] la production d'espaces publics qui émergent au XVIII[e] siècle avec l'espace bourgeois (Habermas, 1997) bien qu'il ait eu des antécédents populaires comme l'a reconnu Habermas ultérieurement dans un article (Habermas, 1992[5]). Loin d'être unique, l'espace public se révèle pluraliste et se construit dans des tensions et conflictualités entre (et au sein d') une diversité d'espaces publics – espaces publics dominés par les pouvoirs institués, espaces publics dominés par l'influence de l'argent (Eme, 2006c).

On se doit de reprendre cette tension dont la citoyenneté est le cœur. Il y a tout d'abord l'institué des systèmes politiques – « le politique » – à différents niveaux territoriaux, locaux, nationaux et supranationaux malgré les aléas définitionnels et normatifs de ces niveaux et qui varient selon les aires géographiques et politiques. Mais, grossièrement, cette caractéristique renvoie à la question de la distinction entre gouvernants et gouvernés et donc à « la liaison entre la participation au "gouvernement" et l'assujettissement à celui-ci » (Leca, 1986, p. 165). Dans les systèmes dominants actuels, le système de la démocratie représentative en est l'opérateur, plus ou moins mâtiné de démocratie participative instituée, mais le plus souvent cette dernière n'est qu'un appendice de la première et en dépend selon des procédures et des modes de fonctionnement qui dépendent du politique. C'est que la définition, l'extension et la compréhension du participatif relèvent de règles, de procédures, de formes assignées par le représentatif selon des caractéristiques propres à celui-ci. La citoyenneté dépend de la définition normative qu'en donnent les systèmes institués, en particulier sa construction nationale. D'autre part, cet ensemble définit une « appartenance citoyenne » à ce qui était autrefois nommée la « société civile », la « communauté politique » aristotélicienne ou la « *political society* » de Locke soumise à la loi en opposition à l'état de nature (et à la naturalité du lien politique d'Aristote) ; cette appartenance se sépare des appartenances aux autres groupes sociaux[6] et d'une certaine façon les domine[7].

Ensuite, il y a des modes d'action collective qui se démarquent des systèmes politiques institués, qui les renforcent – dans certains cas – ou les questionnent, leur résistent, les combattent parfois, mettent en doute la légitimité de leurs actions. Ce qui fait citoyenneté est écart normatif et axiologique avec celle des systèmes institués. Qu'on veuille un retour à un ordre antérieur, à des valeurs du passé ou qu'on cherche à instaurer une autre société. Et cet écart est tension, plus ou moins sourde ou véhémente. De ce point de vue, il y aurait possibilité d'une « citoyenneté civile » (Leca, 1986, p. 178) dans un retrait à l'égard de la cité ou encore d'une « citoyenneté privée » ou « passive » (Leca, 1986, p. 179) selon une vision libérale qui s'oppose, terme à terme, à une citoyenneté « militante » ou encore à une citoyenneté « participative » qui peut se métamorphoser en citoyenneté de « contestation » (Leca, 1986, p. 180). Dans les mouvements et actions collectifs, une polarité se dessine entre conservatisme et mouvement avec toutes les nuances que comportent ces pôles. Dans un cas, il y a souvent adéquation entre citoyenneté dans les systèmes institués et revendication de citoyenneté, dans l'autre, il y a discordance entre le monde institué et le monde des actions collectives qui cherchent des formes instituantes d'une autre forme de citoyenneté, plus active ou radicale (démocratie directe) ou, encore, participative.

Enfin, au regard de la citoyenneté, la société se vit aussi dans des espaces publics où des gens se rendent visibles et interviennent en tant que publics qui font disputes et controverses – ou affichent des accords – sur des questions publiques qui sont de l'intérêt de la cité quand celle-ci y accorde de l'importance. Mais, il faut sans aucun doute pluraliser la notion normative d'espace public de Habermas (1997[8]) comme celle que déploie Hannah Arendt comme scène sensible de visibilité (Arendt, 1983). En première approximation, on pourrait distinguer : 1] les espaces publics inféodés

5 En français, cet article fut repris comme préface à une nouvelle édition de l'ouvrage *L'espace public* en 1993.

6 En même temps, dans les théories contractualistes, la sphère éminente est celle de la vie privée qui doit être protégée par le pouvoir politique tout autant que la liberté subjective (Cassin, 2004, p. 1193).

7 Jean Leca rappelle à juste titre l'analyse wébérienne de la cité occidentale médiévale qui est une « société civile », une association de statut juridique autonome donnant droit au statut de citadin (citoyen).

aux systèmes politiques ou sous leur influence, 2] les espaces dominés par l'influence de puissances économiques ; ces deux types sont des « espaces publics imprégnés par le pouvoir et hautement organisés » (Habermas, 1988, p. 170 ; 1990) dont les fins sont pour une grande part de légitimation du pouvoir ou de l'argent (Eme, 2006c). Ceux-ci renvoient ou à la sphère des systèmes institués politiques – conseil municipal ou sphère participative instituée sous les influences du pouvoir politique[9] – ou alors aux systèmes économiques qui déploient leurs stratégies d'influence sur les citoyens en tant que producteurs ou consommateurs. On peut les nommer « espaces publics institués ». 3] Sur un autre versant, on peut dire qu'il y a des espaces publics, non institués, qui se construisent en tension avec ces espaces empreints de légitimité publique ou marchande-capitaliste et qui peuvent être dits « autonomes » – espaces publics autonomes, plus ou moins restreints, qui ne sont pas exempts de pouvoir et pas toujours sans liens avec la puissance publique. L'une de ses formes, assez radicale, est par exemple celle d'espaces de "désobéissance civile" (Thoreau, 1993) qui vient défier l'obligation politique et dont on sait les multiples origines, en particulier puritaines (Thompson, 1988 ; Rediker, Linebaugh, 2008). Nombre de ces arènes sont créées par des actions collectives, des mouvements, des groupements qui produisent une autre forme de visibilité de l'"être-ensemble", un espace d'argumentations controversées au nom de principes de justification différents, un horizon axiologique d'institutions désirables.

Mais, là, encore, tant en extension qu'en compréhension, il faut insister sur la pluralité de ces espaces publics, en particulier *dans leur articulation-tension* avec les espaces institués ou les espaces sous influence des pouvoirs économiques. Si l'on use d'une distinction maintenant classique de Michel de Certeau, celle entre tactiques et stratégies, on comprend que ces espaces autonomes peuvent parfois se constituer en un lieu propre de ressources, de forces accumulées pour mener des actions offensives qu'elles ont préparées en gardant une maîtrise du temps, soit la possibilité de la stratégie, calcul des forts (de Certeau, 1980, p. 85). Mais ce n'est pas toujours le cas, et on le voit dans nombre de mouvements. Les espaces se révèlent dépendants du terrain de l'autre à qui l'on s'oppose ou auquel on résiste, l'autonomie n'est finalement qu'apparente et les actions – où la ruse, l'habilité, la mobilité sont reines dans l'usage tactique du temps – dépendent des circonstances, des aléas, des occasions offertes et des failles découvertes. Bien entendu, cette distinction analytique peut n'être pas aussi tranchée dans la réalité sociopolitique. Mais, elle indique une polarité qui éclaire le paysage où agissent et parlent les acteurs de la "société civile". Un des aspects de notre travail concerne cet autre versant, celui de ces espaces publics construits par ces groupements conduisant *parfois* à *la* politique *quand celle-ci parvient réellement à se fabriquer à certains moments ou périodes*, et cela en dehors de toute préformation par les politiques instituées (*le* politique)[10]. Mais, bien entendu, on ne peut identifier *la* politique tant avec les mouvements collectifs d'engagement qu'avec ce qui se déroule dans les espaces publics autonomes ; la politique serait cette « activité explicite et lucide concernant l'instauration des institutions désirables » (Castoriadis, 2004, p. 225) ou encore, « la mise en question explicite de l'institution établie de la société », telle qu'elle est, soit, dit autrement, l'émergence d'un instituant capable de figurer un désirable – tout à la fois l'autonomie individuelle et l'autonomie collective permettant une participation effective au pouvoir. Une conception de la citoyenneté peut s'en inférer dont la nomination laisse toujours à désirer, citoyenneté active, participative, contestataire, militante ou, encore, d'initiative comme on le verra dans une expérience étudiée.

Une de nos hypothèses serait que nombre de modes d'action collective et d'espaces autonomes ne sont pas déconnectés des « mondes vécus » des gens (*Lebenswelt*), parfois tourmentés, mutilés, déstabilisés et amoindris, au bord de la rupture et non reconnus par les institutions de toute sorte. C'est à partir de ces mondes vécus, des modes d'existence, des significations imaginaires qu'ils portent, des sociabilités qui l'entretiennent que, parfois, se déploient de l'agir collectif et des arènes sociales, culturelles et parfois civiques. On ne parle pas des mondes vécus des classes dominantes dans la

8 L'espace public permet d'instituer la citoyenneté comme « un ensemble de droits et de pratiques d'argumentation » (Balibar, 2002, p. 190).

9 Les études des formes institutionnelles de démocratie participative suggèrent, pour le moins, une réticence des personnels politiques à s'engager dans de véritables processus participatifs (*cf. Infra*).

10 On reprend ici furtivement un des noyaux de la pensée de Sylvain Lazarus (1996).

reproduction entretenue de leur entre soi qui est connecté aux sphères publiques du pouvoir et de l'économie, mais de ceux des couches dominées qui, de manière mutilante, vivent une séparation qui vaut abime avec les élites du pouvoir et de l'argent. Est en jeu la *reconnaissance* (Honneth, 2000) de ce qu'ils font dans le travail, de leurs modes d'existence, de leur "utilité sociale", tout autant que de leurs rêveries, de leurs pensées, de leurs méditations et de leurs flâneries. La question de la *reconnaissance* – la *reconnaissance de la dignité, de la valeur, de la qualité de l'existence individuelle et collective de chacun* – est sans doute au cœur des mutations actuelles qui concernent aussi bien la vie intime et familiale que la vie virtuelle où l'espace et le temps – ainsi que l'autre – se trouvent radicalement transformés dans leurs usages et leurs représentations. La question de la reconnaissance concerne aussi le vécu de la citoyenneté. Mais au-delà de son acception juridico-nationale qui n'est pas si vieille au regard de l'histoire, celle-ci semble se dérober. On oublie qu'elle n'est pas univoque. Quel est l'objet de transformation dans le temps. Que de nouveaux modes ou de nouvelles formes peuvent être fabriqués et institués. Finalement, il faut entrevoir que la reconnaissance est toujours un rapport entre un *ego* et un *alter*, entre ce qui est soi et ce qui l'autre. Sans trop arpenter les multiples chemins qui permettraient d'approfondir cette question, ne peut-on pas distinguer deux grandes formes de reconnaissance au regard des *rapports sociaux* qu'elle met en jeu ? D'un côté, la reconnaissance dans des relations de réciprocité qui peuvent être asymétriques mais qui se nouent entre les gens, dans le vis-à-vis, le face-à-face – les corps, les visages, les affects et les percepts – ou dans des relations de groupe peu étendu ; de l'autre, la reconnaissance dans des organisations, des institutions et plus largement dans des "systèmes" – politiques, économiques, médiatiques – par des gratifications et des marques qui relèvent de ces systèmes (elles peuvent passer par des médiations personnalisées : le chef d'atelier annonce en face-à-face à un ouvrier une revalorisation de son statut et de son salaire dont la décision relève d'un département que l'ouvrier ne connaît que de manière virtuelle) ; elle émane de ce qui est dans un surplomb anonyme et, souvent, selon des procédures standardisées qui, elles-mêmes, font l'objet d'évaluations standardisées. Les systèmes politico-administratifs, eux aussi, produisent des formes de reconnaissance standardisée, même s'il faut bien mentionner des relations plus individualisées à des fins stratégiques de réélection. Il faut bien constater que ces organisations, ces institutions et ces systèmes sont bien en-deçà des attentes légitimes des gens[11]. Mais, on peut aussi dire que les formes de sociabilité ordinaire sont aussi atteintes par des formes de méconnaissance ou de non-reconnaissance dans l'émiettement des anciennes formes de sociabilité – paysannes, ouvrières, de voisinage urbain ou rural[12] – qui concernaient tous les aspects de la vie quotidienne. Il faut dès lors se replonger dans la citoyenneté dans ses formes historiques pour retrouver l'en-deçà du juridico-national, plus proche de ce que l'on nommer concitoyenneté.

De la citoyenneté

Comme le souligne Constantin Petcou (2009), Emile Benveniste renvoie à une *tension* dans son analyse des mots de la cité dans les contextes grec et latin. C'est ainsi que se fait jour l'acception romaine de la citoyenneté dont Emile Benveniste a montré « l'opposition linguistique et institutionnelle » avec la tradition grecque (Colas, 2004, p. 217). Si l'on revient au texte même de Benveniste que dit-il ? Dans le cas grec, ce qui est premier, le terme premier et fondateur, c'est la *polis* dont dérive *polites* (« citoyen »), celui qui participe de la cité, « celui qui assume les devoirs et les droits de sa condition » (Benveniste, 2008, p. 277). La « *polis* » est première et l'appartenance à ce tout politique fonde de manière dérivée le citoyen. Dans le cas latin, c'est l'inverse. Le mot fondateur est celui de *civis* dans une *mutualité de relation des individus* et *civitas* – ce qui englobe comme

11 D'où l'on comprend que loin de tomber d'un ciel théorique des idées, ce thème de la reconnaissance en philosophie et en sociologie émerge du constat de ce que Axel Honneth nomme d'un terme général le « mépris social » tant au niveau individuel que collectif. Il s'agit de reconnaissances négatives ou de "pathologies de la reconnaissance" où les rapports sociaux désormais, « se déforment » ou « se dégradent » qui privent les sujets sociaux « d'une condition décisive pour la formation de leur autonomie » (Honneth, 2006, p. 247).

12 Il faut recréer de la sociabilité, la "fête des voisins" en est un des exemples. Les "médiateurs" en sont un autre dans les quartiers d'habitat social (Ginsbourger, Landrieu, 2000).

collectivité –, est second. Le citoyen est d'abord et avant tout citoyen dans ses relations au citoyen, « il est cocitoyen » (Colas, 2004) et nulle appartenance civique – à la *civitas* – ne conditionne cette concitoyenneté ; la citoyenneté est donc avant tout « reconnaissance et réciprocité » (Colas, 2004, p. 217). Il ne peut y avoir référence au tout de la cité puisque c'est *civitas* qui dérive de *civis*. Benveniste le souligne avec sa précision irréprochable : le latin *ciuis* (« citoyen ») renvoie tout comme le terme gotique *heiwa-* (« groupe familial ») et le sanskrit *séva-* (« amical ») qui remontent à l'indo-européen *Keiwos* à une rencontre entre « notions sociales et valeurs de sentiments » (Benveniste, 2003, p. 335) : c'est « un terme de compagnonnage impliquant communauté de l'habitat et des droits politiques. Le sens authentique de *ciuis* n'est pas "citoyen", comme le veut une tradition routinière, mais "concitoyen" » (Benveniste, 2003, p. 337) avec une « valeur de réciprocité ». À ce modèle s'oppose donc le modèle grec : la *polis* est première, corps qui se fonde sur un territoire et qui détermine le *politès* dont le statut public d'appartenance dépend. Benveniste montre que le vocabulaire politique des langues occidentales a repris le modèle grec. Dans le cas grec, le *tout* politique et l'appartenance sont au fondement ; dans le second, romain, c'est la réciprocité – « le statut de l'individu en relation », le « concitoyen » (Balibar, 2010, p. 19) – qui est fondatrice. Deux modèles théoriques sont en présence. Et en concurrence. Ce qui n'est pas sans conséquence pratique pour la pensée de ce qu'est la citoyenneté, encore aujourd'hui.

Ainsi donc, Benveniste remet en cause – anachronisme conceptuel que l'usage entérine – que le « sens propre et premier » de *civis* soit « citoyen ». Sans entrer dans le détail de la démonstration, il indique qu'« est *civis* pour moi celui dont je suis le *civis* » (Benveniste, 2008, p. 274) selon une valeur de réciprocité ou de mutualité, ce qui permettrait de dire que *civis*, c'est le « *concitoyen* » dans une « dépendance réciproque », « avant d'être *civis* d'une certaine ville » (Benveniste, 2008, p. 276). La *civitas* n'est alors que la collectivité et la mutualité des *cives*. Terme de base « qui se rapporte à un statut social de nature mutuelle », *civis* donne le dérivé abstrait *civitas* « dénotant à la fois la condition statuaire et la totalité de ceux qui la possèdent » (Benveniste, 2008, p. 278) ; il en est de même pour d'autres termes (*socius* : *societas* ; *sodalis* : *sodalitas* ; *nobilis* : *nobilitas*). Benveniste ajoute que l'on retrouve « ce modèle dans les groupements, anciens ou modernes, fondés sur un rapport de mutualité entre gens de même appartenance » (parenté, classe, profession).

En son arrière-plan, Benveniste articule donc les sentiments d'amitié, d'hospitalité et une plus forte valeur institutionnelle par rapport au gotique et au sanskrit de « copartageant des droits politiques ». Il autorise donc un emploi qui ne tait pas les émotions, les affects et les sentiments de l'"être-ensemble" dans la cité tout en le référant à cet espace de la concitoyenneté. En se dégageant du politique *stricto sensu*, on peut concevoir la vie civique « comme l'ensemble des droits et des devoirs communs à tous les citoyens dans leur application concrète » (Nicolet, 2006, p.16). En cela, il s'agit par exemple de s'interroger « sur la signification de l'appartenance à une cité » (Nicolet, 2006, p. 23). La notion de communauté n'est pas loin et elle est utilisée tant par Benveniste que par Nicolet. Ici, on retrouve sous une forme spécifique l'usage de la notion de *civilité* par Etienne Balibar comme « civilisation de nous-mêmes » au regard des violences identitaires assignées et revendiquées : « Il ne s'agit pas de faire *disparaître les identités*, mais de donner aux individus et aux groupes des moyens de s'identifier et de se désidentifier, de *voyager dans l'identité*. De revendiquer à la fois le droit à la différence et l'égalité, la solidarité et la communauté » (Balibar, 2002, p. 129-130).

Si l'on poursuit l'investigation sur la question de la communauté, on peut faire référence à l'analyse de Roberto Esposito (2000). La communauté n'est pas appartenance positive à un commun qui donne une propriété d'appartenance aux êtres sociaux, mais un « copartage d'une tâche » qui est une « dette », un « manque », une « charge » à remplir, un vide à combler. La communauté n'est pas un donné dans lequel on est inclus naturellement, elle est ce qui doit être rempli par chacun de ses membres dans un don à être ce qui fait qu'on n'est jamais dans la plénitude de l'avoir et de l'être communauté. La communauté est fondamentalement ce qui manque et qui doit être rempli par ses membres comme « être-don », « être-gage », « être-dette ». L'être social n'est pas appartenance, il est celui qui doit toujours combler cette distance-dette à ce qui ne le contient jamais et auquel il n'appartient jamais vraiment. « Quelle est la « chose » que les membres de la communauté ont en commun ? […] Bien que prenant soin de signaler qu'il n'est pas attesté, ils nous informent que

l'ancien sens de *communis*, et probablement son sens originel, devait être « celui qui copartage une charge (une fonction, une tâche) ». Il en résulte que la *communitas* est l'ensemble des personnes unies non pas par une « propriété », mais très exactement par un devoir ou par une dette ; non pas par un « plus », mais par un « moins », par un manque, par une limite prenant la forme d'une charge… […] … le *munus* que la *communitas* partage n'est pas une propriété ni une appartenance. Il n'est pas un avoir, mais au contraire une dette, un gage, un don-à-donner. Il est donc ce qui déterminera, ce qui est sur le point de devenir, ce qui virtuellement est déjà un manque. » (Esposito, 2000, p. 19-20). Politiquement, la communauté n'est que l'horizon de ce qui doit être en n'étant pas propriété commune des êtres sociaux, commun d'appartenance ; elle est ainsi l'horizon de ce qui doit être dans le copartage des tâches à tenir sans jamais que ces tâches ne soient données puisqu'elles sont toujours à venir et à remplir.

On pourrait ainsi dire que la concitoyenneté est suspendue à ce processus ordinaire de *reconnaissance* des autres, dans le copartage dans l'« être-avec » – le "faire société" – qui serait condition de la démocratie participative ou de la « contre-démocratie » selon Pierre Rosanvallon (2006), laquelle, en même temps, appartient à l'exercice de la démocratie : la « contre-démocratie » comme pouvoir de la défiance dans les démocraties ; ce pouvoir de défiance se déploie dans un ensemble de pratiques qui sont celles exercées par « les pouvoirs de surveillance, les formes d'empêchement, les mises à l'épreuve du jugement » (Rosanvallon, 2006, p. 15).

On débouche ainsi sur une perspective autre que celle de la citoyenneté juridico-nationale : une citoyenneté de copartage des tâches, de réciprocité et de mutualité, d'hospitalité. Si la citoyenneté est toujours taraudée par la tension entre une conception « universaliste » (« les droits de l'homme et du citoyen » et un « droit universel à la participation politique ») et une conception « matérialiste » des droits sociaux, Etienne Balibar suggère que la tension est finalement ailleurs : elle se jouerait entre, d'une part, une citoyenneté de droits et de devoirs, d'appartenance à une communauté, de capacités et, d'autre part, une « citoyenneté active à partir de la façon dont les individus se confèrent les uns aux autres, réciproquement, ces droits et ces capacités pour construire la communauté » (Balibar, 2010, p. 131 ; 2002, p. 180). Ceci pose la question du « transindividuel » et de son institution en tant que la relation sociale produit l'individu : « des *citoyens* comme tels sont toujours des *concitoyens* (ou des *cocitoyens*, se conférant mutuellement les droits dont ils jouissent) : la dimension de réciprocité est constitutive » (Balibar, 2010, p. 19).

Peut-être qu'ainsi un déplacement pourrait s'opérer au regard de la citoyenneté nationale qui articule la souveraineté « que l'État exerce sur les citoyens » et la « *souveraineté du peuple* qui s'exerce le plus souvent par délégation, ou par représentation » (Balibar, 2002, p. 103). Alors que celle-ci est en crise comme on l'a dit – et sous un double registre : le « désintérêt croissant pour la chose publique », des « identifications perçues comme incompatibles avec un modèle universaliste de citoyenneté » (Neveu, 2003, p. 215) –, on pourrait ainsi tenter de poursuivre la voie d'une "citoyenneté" qui serait « parole dans l'espace public » (Balibar, 2002, p. 127) et *pouvoir d'agir* au regard d'un être-ensemble désirable selon des principes de justice. Ne retrouve-t-on pas dans ce déplacement une forme de décentrement dans l'attention au "bas", à l'"ordinaire", au "quotidien", aux pratiques et aux modes de reconnaissance, ou de déni de reconnaissance ? Au regard d'une désacralisation de la naturalité de la citoyenneté nationale (Colas, 2004), d'une mise en perspective sociologique ou anthropologique de l'État et de la souveraineté politique (Abèlès, 2005), n'accède-t-on pas à un espace d'ouverture problématique pour penser la citoyenneté, au-delà de son assimilation à la nationalité comme construction sociopolitique « stabilisée depuis 1889 » (Colas, 1991 ; Carrel, 2007 ; Weil, 1991, p. 455 sq.), en tant que pratique plurielle ordinaire des individus dans leurs relations à eux-mêmes et à autrui dans des formes de réciprocité ? On peut tenir la citoyenneté comme *un procès de politisation de l'agir de mobilisation ou d'investissement* – le plus souvent *pratique* – qui suppose des *processus de reconnaissance* – institutionnels, collectifs, interindividuels – pour non seulement acquérir une *légitimité*, mais continuer à exister socialement dans des pratiques qui puissent posséder une puissance d'agir. *Citoyenneté pratique* et *reconnaissance* constitueraient les soubassements d'une concitoyenneté ordinaire au regard de la tradition plus classique – et académique – des mobilisations et des mouvements sociaux *(Béroud et al, 1998 ; Sommier, 2005 ; Neveu, 2005 ;*

Cefaï, 2007). Mais cette ouverture problématique oblige à penser les tensions auxquelles cette citoyenneté est sujette dans les contextes locaux. De manière plus ou moins accentuée, on retrouve des questions principielles de la citoyenneté :

- la si difficile articulation des légitimités respectives de la démocratie représentative et de la démocratie participative où cette dernière semble porter le spectre des expériences de démocratie directe ou, encore, de la tradition communaliste ou conseilliste (Abensour, 2004, p. 6), alors que la première, depuis la fin du XIX^{e}, semble incarner l'idéal démocratique – cette difficile articulation n'est-elle pas surdéterminée d'autre part par une culture politique qui la construit comme un faux problème ? – ;
- un épuisement des dispositifs participatifs institués dans le cadre de multiples politiques (urbaine, sociale, d'insertion, etc.) sans jamais avoir vraiment été *mis à l'épreuve* des principes politiques qui auraient dû être mis en œuvre dans leur déroulement ; le plus souvent, ne peut-on pas parler de *mise en scène* sous les chapiteaux du politique institué ?
- l'offre de participation, autrefois vécue – dans les années soixante-dix – comme compromission, récupération ou alibi démocratique qui ne pouvait s'accepter que dans des formes conflictuelles (Millet, 1989) a laissé place à un brouillage idéologique sur son sens dans une pacification – en tous les cas apparente et dans les représentations – des rapports sociaux (Gaucher, 1998), tout en laissant la plupart du temps les citoyens en mal de *reconnaissance* ou affectés par un déni de reconnaissance de leurs capacités – cognitives, axiologiques, imaginatives, argumentatives –, de leurs expériences de vie, de leurs demandes explicites ;
- le renforcement de l'« esprit gestionnaire » et de sa légitimité (Ogien, 1995) tant dans le déroulement des actions publiques (Neveu, 2003, p. 224) que dans celui des pratiques associatives qui sont conduites et contraintes, pour partie – mais pour partie seulement – par les exigences publiques (Eme, 2001) au détriment de la légitimité d'une logique de projet politique, débattue et argumentée avec les acteurs pour conduire à un choix entre de multiples possibles ;
- un essoufflement des acteurs associatifs, en quête de sens dans l'effondrement des grands récits et qui ont toutes les difficultés à donner un horizon de sens à leurs actions locales (Lyotard, 1979 ; Ion et al.) alors que beaucoup d'entre eux se situent depuis des décennies en première ligne de la "question sociale" dans un agir pragmatique.

Envers du décor, on peut faire l'hypothèse d'une permanente éclosion d'*investissements ou d'engagements multiples* d'individus et de groupes dans des pratiques, des activités de toutes sortes, souvent peu médiatisées ou peu mises en évidence, considérées parfois comme « futiles ou inutiles » (Juan, Corbin, 2003 ; Eme, 2006, p. 191), actions et activités soutenues par des argumentations, des dénonciations, des publicisations, des revendications de reconnaissance, des émotions collectives, des modes d' « être-ensemble » qui peuvent laisser penser une *citoyenneté pratique* plus ou moins invisible.

Première Partie : une démocratie active ?

PREMIER CHAPITRE :

EXPÉRIENCES URBAINES ET AGIRS COLLECTIFS

1. APPROCHE INITIALE : COLLECTIFS, ESPACES, LIEUX

1.1. Du slam

Sur l'agglomération lilloise, et d'une manière urbaine plus ou moins diffuse et éparse, il existe de multiples groupes de slam : Le Pouvoir des Innocents, groupe aux multiples activités qui se décline en Libre Parole Insoumise dans son activité slam (L.P.I.), On a slamé sur la lune dans une filiation postcoloniale, La Générale de l'Imaginaire ancrée pour partie sur les hauts-fonds d'un théâtre ; mais aussi des lieux de rencontres épisodiques de slameurs – le bar du MoonLight –, des lieux fixes comme le Zem Théâtre dans lequel fait corps un groupe (La Générale de l'Imaginaire). Certains animent des ateliers dans de multiples endroits, écoles, centres sociaux, prisons et maisons de retraite ; le besoin de financements – intérêts financiers – s'accorde selon les acteurs avec la pratique auprès de publics qui pourraient en profiter (apprentissage, plaisir, loisir, insertion). Le L.P.I. pratique le slam de (dans) la rue, des places publiques, des entrées de métro ; les slameurs du MoonLight celui enclos dans un café ; et, enfin, ceux de La Générale de l'Imaginaire souvent dans un théâtre, mais aussi dans beaucoup d'autres lieux. Autant de variations spatiales et collectives à partir d'une même pratique de la prise de parole slamée dans des lieux et espaces urbains. Les résonances entre groupes et lieux ne font pas unanimité et ne sont pas sans conflictualité. Entre le MoonLight et le Zem théâtre, des contentieux ont toujours cours dont il a été difficile de démêler les raisons. Dans la ville, ou plutôt l'agglomération, ces collectifs créent des « scènes urbaines », "dans les murs" et "hors les murs", parfois dans l'épreuve redoutable de l'éphémère et du peu visible, qui s'offre au regard de l'observateur comme fait social urbain sans grande consistance et sans qu'il soit vraiment discernable. L'observateur doit suivre des passages qui vont de dedans les murs vers hors les murs (et réciproquement) ainsi que des traversées dans les espaces urbains hors les murs.

Certains collectifs ou individus, en particulier de slam, parcourent donc l'espace urbain, mais ils sont parfois plus ou moins sédentarisés en des lieux de connexion qui sont aussi des échangeurs. Le nomadisme de l'expression passe par des échangeurs urbains (des lieux), mais parfois pas. Alors que les gens ou les groupes qui se rendent au Moonlight semblent assez sédentarisés dans ce lieu tout en s'impliquant dans d'autres lieux – et jusqu'en Belgique –, d'autres groupes circulent dans les mailles urbaines, mais selon des allures et des styles différents. La Générale d'Imaginaire pourrait être définie par un caractère à la fois mi-sédentaire et mi-nomade, On a slamé sur la lune est itinérant alors que Le pouvoir des innocents (Libre Parole) pourrait se définir plus précisément comme collectif nomade urbain, dans son refus d'attache à tout lieu, à ce qui pourrait lui être propre, ou *en propre*.

L'urbain n'est pas *un* comme le disait Henri Lefebvre (1974), il est éclaté, il est multiplicité dans une tension entre lieux et espaces et nomadismes entre lieux. D'un point de vue social, il y a les lieux d'attachement qui obligent à tenir des positions socioculturelles, des espaces qui confèrent la possibilité de déplacements socioculturels et des nomadismes socioculturels entre des lieux. Pourtant, cette diffraction urbaine crée l'urbain qui n'est finalement que l'effet de ces pratiques éclatées. Sous le vernis de l'urbanité, sa création sans cesse remise sur l'établi se diffracte en de multiples polarités d'agir.

1.2. Lieu 1 : un bar restaurant

Soirée Slam dans un restaurant/bistrot. Une lumière douce éclaire une petite scène avec un micro. On a rapporté tous les chaises et tabourets disponibles du mieux que les organisateurs le pouvaient. Il faut s'organiser dans un lieu chiche en espace. Le patron veille au bon ordre des paroles

et des gestes ainsi qu'on le comprendra pendant la soirée – « il ne faut pas franchir certaines limites ». L'épreuve du slam se confronte à l'Interdit – sexualité et politique –, ce qui oblige à dire sans dire ou dans un dire implicite ou encore à travers une espèce de « texte caché », à faire preuve de ruse dans un langage toujours à double sens, en filigrane ou "à la limite". On comprend que l'expressivité est sous contrainte ; il s'agit de la contourner.

Étant arrivé un peu en avance, on a pu s'affaler dans un canapé qui, avec le temps, deviendra un luxe. Les gens affluent, se saluent. Certains se connaissent, ce sont des slameurs, monde d'interconnaissance si l'on accepte nos impressions. Tout ce monde constitue ce que l'on appelle dans un euphémisme la « diversité », notion sans grande consistance. L'animateur est grand ; avec douceur et drôlerie, le corps courbé en deux, il passe dans l'assistance pour inviter qui le veut à slamer. Il note sur un bout de papier informe le nom de ceux qui acceptent son invitation. On note peu de réponses positives. Il n'y a pas de musique. N'importe qui, dans le public, est donc invité à slamer en lui offrant un rôle d'acteur.

Le slam, c'est d'abord inviter, et inviter, *invitare*, est d'origine inconnue, ce qui n'est jamais pour déplaire. Conservant la valeur du latin, sa première acception est de « prier quelqu'un de se rendre dans un lieu et de prendre part à une activité » (1585). Littéraire au figuré, il a ensuite aussi signifié « inciter à faire quelque chose ». *Inviter* est une modalité ordinaire du rapport social où quelqu'un s'adresse à l'autre (ou des autres) en vue d'une activité personnelle ou commune (mais, il faut bien le mettre en contrepoint de tous les moments de la vie sociale où, de manière stratégique ou normative, personne n'est incité à faire quoi que ce soit et à rester passif ou inactif). Déjà engager une conversation avec un autre (ou des autres), c'est l'(les) inviter à la poursuivre, c'est une promesse dialogique qui est incitation à prendre la parole et à répondre dans l'espace public, et parfois à travers la parole à agir ; le dialogue peut être égalitaire, même si, bien entendu, de nombreuses formes de dialogue sont le plus souvent entachées d'une pseudo égalité et dévoilent des rapports asymétriques de la part d'un des participants – arrogance, mépris, suffisance…

L'invitation à une prise de parole dans une session slam est une invitation faite à *n'importe qui* pour monter sur scène ou entrer dans le cercle pour déclamer un texte. Dans la ligne directrice de la pensée de la politique chez Jacques Rancière, on peut dire qu'il est *postulé* une égalité des participants, elle ne doit pas être recherchée, sinon on ne la trouvera jamais dans des écarts toujours à combler, elle doit être présupposée comme le fit en 1818 le lecteur de littérature française à l'université de Louvain, Joseph Jacotot (Rancière, 2004a)[13]. Or, *la* politique est justement fondée sur le présupposé de l'*égalité* selon Rancière, « la vérification de l'égalité de n'importe quel être parlant avec n'importe quel autre » (Rancière, 2004, p. 115). Bien entendu, on peut toujours objecter que toute cette *mise en scène* qui présuppose l'égalité n'est qu'un leurre et qu'au bout du compte les plus compétents, les mieux armés, les plus cultivés, tiennent le devant de la scène. Même si, on le verra, tous ne montent pas sur scène, il est indéniable que nos observations et les récits de vie de certains slameurs montrent que beaucoup montent sur scène, et pas seulement les slameurs aguerris, mais aussi nombre de gens qui n'avaient jamais écrit auparavant avant de se prendre de passion pour le slam. Et donc d'écrire quand ils n'écrivaient pas. La puissance ou la capacité d'écrire ne se mesure pas seulement aux qualifications certifiées, d'autres épreuves, dont le slam, accorde une puissance de dire. Les gens s'autorisent d'écrire et de déclamer.

La tonalité générale est celle de la douceur et de la convivialité, excepté dans certains textes dont l'expression renvoie à une violente critique du monde. On avait noté sur un carnet de recherche, la chaleur du lieu, les sourires, la bienveillance. Lors d'une première observation, Fernand, slameur, vient serrer spontanément la main des deux observateurs sociologues. Un échange impromptu dans la rue avec l'animateur, le temps de fumer une cigarette, conduit à une longue conversation informelle qui dure très longtemps lors d'une autre observation. Cet animateur dira un peu plus tard à l'autre sociologue qu'il aimait aller vers les « *darons* », trouvant leur expérience toujours très enrichissante.

13 Pour résumer : « Le maître ignorant exposait la théorie excentrique et le destin singulier de Joseph Jacotot qui avait fait scandale au début du XIX^{e} siècle en affirmant qu'un ignorant pouvait apprendre à un autre ignorant ce qu'il ne savait pas lui-même, en proclamant l'égalité des intelligences et en opposant l'émancipation intellectuelle à l'instruction du peuple » (Rancière, 2008, p. 7).

Le rôle de l'animateur est sans doute important car il « donne le ton ». Tout un travail de préparation, partie invisible de l'observation, est attesté par la lecture d'innombrables textes courts, souvent ironiques, sur des thèmes plus ou moins liés. Ce rôle qui fait vivre la prise de parole est très travaillé et mis en scène, avec des moments d'improvisation. En maniant l'humour et l'ironie, il s'agit de jouer sur des ruptures et des dissonances comme autant de rebondissements dramatiques de la session slam.

> *« Voilà, quand je suis là [sur la scène] et que je vais balancer un proverbe, je le relis avant et je me dis « tiens, je vais le balancer, je vais tirer telle tête » […] en disant juste après « Oh merde, je l'ai trop mal balancé », il y a des réactions du public et c'est ce qu'il y a de marrant »* (animateur de sessions slam).

L'animateur du Moonlight prend l'image d'une rose pour représenter la soirée, « *les pointes, c'est les slameurs qui viennent filer des coups de petites piques aux gens autant pour les faire pleurer que pour les faire marrer* » et « *la tige, c'est le public* ».

> *« Avec mes interventions, que ce soit avec mes proverbes complètement débiles ou avec des textes d'autres auteurs que j'apprécie particulièrement et même avec mes textes, j'essaye de jouer la pointe d'attaque mais qui ne fait que caresser, tu sais, c'est la caresse qui pique »* (animateur de sessions slam).

Chaque personne parmi le public est un *hôte*, il est invité à prendre la parole en plus d'être reçu dans le bar. Passant de table en table pour inviter les personnes sur scène, il répondait quelques fois aux hésitations par la formule : « *la scène reste ouverte* ». Tout est ouvert, tout est possible. L'invitation se fait également par des voies détournées.

> *« … je suis déjà là pour inciter les gens à se mettre à écrire et à essayer de monter sur cette scène, mais je me charge, et ça c'est de ma pure volonté, d'essayer de pousser les gens à découvrir d'autres auteurs »* (animateur de sessions slam).

1.3. Lieu 2 : un théâtre

Le Zem Théâtre – petite bâtisse d'un coin de rue, recouverte de boiseries mauves ondulées, sûrement poncées et repeintes plusieurs fois. Le lieu survit au croisement des rues d'Anvers et de Flandre face aux monstres de béton tout juste sortis de terre pour offrir du ‘‘standing’’ aux nouveaux locataires de la gentrification. Il y a du monde à l'entrée. Le froid n'inquiète personne, l'ouvreur n'est pourtant pas encore arrivé. Cigarettes et flots de paroles plongent l'observateur dans une sorte de bain chaud. Pas une minute, on ne se sent esseulé, on se rassure à la vue d'un punk engagé, souvenir intarissable d'un premier entretien. Tiens, se dit-on, il slame lui aussi.

Les clés sont enfin arrivées, beaucoup s'impatientaient. On se masse calmement à l'entrée. Chacun aura son billet contre quelques pièces de monnaie qu'il récupèrera en cidre et pizza au moment de l'entracte. Le prix d'entrée est ainsi réutilisé dans l'achat de boissons et de pizzas qui feront l'objet d'un partage. Il est vrai que les soirées slam sont déficitaires et sont financées par les autres activités de l'association.

Pas besoin d'être patient, une fresque emplie de dialogues “sms” anime le défilé. La soirée n'a pas encore commencé. C'est une première occasion de parler et de faire des rencontres, Vilio et une de ses amies sont là. Celle-ci dit qu'elle ne slame pas, dire ou lire un texte, ça ne va pas de soi : « *Ça a besoin d'être mûri* ». Quelques minutes passent, il faut rentrer, s'installer, dans cette pièce entièrement noire, sur des bancs faits d'une garniture rouge molletonnée, disposés en demi-cercle autour du micro. Un pupitre est prévu pour ceux qui souhaitent avoir leur texte sous les yeux. Non loin de là, Acétone a une place de premier choix à partir de laquelle il enregistre les inscriptions et réfléchit aux transitions. Sur quelques notes d'harmonica et sur des rythmes de ‘‘beat box’’, il introduit la soirée. Puis, l'animateur de la soirée présente chaque slameur en improvisant à partir de la déclamation précédente. Il part d'une phrase, d'un mot, d'un extrait du texte pour annoncer la venue sur scène du prochain slameur. Interpellé, il invite à une nouvelle interpellation. Ces interpellations jouent particulièrement

sur les *affects*. Il a l'allure d'un rappeur d'une trentaine d'années, habillé d'un polo, d'un survêtement, d'une paire de baskets et d'une casquette.

Ceux qui se présentent pour déclamer leurs textes sont tous très différents. On se souvient du jeune homme, handicapé moteur et présentant des difficultés d'élocution, déclamant un poème sur la vie d'un patron, qui, se regardant dans la glace de sa salle de bain, se caressait afin de faire monter son ambition. On pense à Jean-François, professeur de lettres, qui aime inviter et discuter autour d'une bonne bière mais qui ce soir-là eût un autre visage en reprenant quelques lignes d'un livre de Pascal Quignard. Le sujet était grave, un moment de l'histoire, celui d'une guerre États-Unis – Japon, les génocides du passé comme ceux du présent et le rôle de l'argent. Guillaume, adepte du hip-hop tentait tant bien que mal d'expliquer son addiction au micro et son désir profond de laisser échapper son *flow*. Entre-temps, Acétone, au moyen d'une transition, fit savoir sa rancœur envers le Moonlight. Une femme s'arrêta sur son corps, au rythme de quatre saisons, de l'enfant allaité à la relation la plus intime. Axel, un slameur belge invita l'observateur à Tournai le mercredi suivant dans l'espoir de voir plus souvent des Français à leurs sessions.

Le Zem Théâtre, c'est surtout des personnes, pour la plupart unies au collectif La Générale d'Imaginaire, qui arpentent des espaces, parfois des musées, histoire de restaurer, au moyen de quelques vers, un passé oublié mais tout en conservant ce qu'ils nomment « de l'humanité » – tout en réalisant pas ailleurs des ateliers slams dans de multiples institutions. Dans de tels moments, spectateurs et orateurs sont pour beaucoup slameurs, c'est l'invitation mais aussi le partage d'émotions qui abolissent les rôles.

Là aussi les proximités se créent aisément, de manière fluide. Lorsque l'on s'y rend, le premier mardi soir de chaque mois, les interactions ne cessent de se multiplier. À un théâtre où les comédiens ne partageraient rien avec le public, sinon dans les loges avec des proches venus les voir jouer, se substitue un théâtre où les moments de partage créent des interactions ; des discussions souriantes deviennent possibles aussi bien avec les spectateurs qu'avec les participants. Anonyme au début de la première partie de la session, on ressort de ce lieu avec de nouvelles relations.

1.4. Lieux 3 : des espaces publics éphémères

Dans les *cercles* de La Libre Parole, l'interpellation n'est plus seulement celle de personnes (spectateurs et acteurs) dans un lieu clos derrière des murs et sous l'éclairage de spots, mais bien plus celle de passants qui vont et viennent dans l'espace public, sur une place, à une entrée de métro ou à un coin de rue. Il s'agit de substituer à un espace enclos, l'impromptu de paroles dans un cercle de personnes, paroles qui sont le cours d'un événement faisant irruption dissonante dans l'espace urbain. Celui-ci devient matière sensible dans les percepts et affects, mots et intonations, densité de couleurs et de voix, mais aussi champ de reconnaissance.

> *« Mais dis-moi qui prend le temps de voir la ville s'endormir, de faire signe aux autres passants, hormis, hormis… moi »* (Slameur, LPI*).*

L'invitation laisse la place au « faire signe », un mouvement destiné à faire savoir quelque chose ou à communiquer avec quelqu'un[14], à engager une relation dans l'espace urbain. Soit une figure de l'*interpellation*, une invitation à écouter et à prendre la parole, à devenir un « hôte du cercle » et à créer une connivence. Encore faut-il que l'autre comprenne le « faire signe », l'« incitation » et l'accepte. Et y réponde. Mais, encore faut-il aussi, en amont, « aller vers les gens » qui n'ont aucune disposition particulière à venir écouter un slam dans l'espace urbain. Il s'ensuit une question : qu'est-ce qu'un slam dans l'espace urbain ? Un cercle de personnes qui, dans la matérialité sensible des corps et des voix, s'impose à ceux qui passent et fait figure de polarité qui attire ou non, construit de l' « être-ensemble » produisant un commun transitoire en rupture sensible avec le cours ordinaire de l'urbanité.

14 Soit l'une des significations de *signum* comme symptôme. L'une des racines possibles, indoeuropéenne, renvoie à « une déclaration publique » ou « un récit fait devant un public » (Rey, 1993).

« C'était un truc où on incitait vachement les gens… tu vois, pendant les cercles, je faisais beaucoup le tour…comme je te le disais, j'ai rencontré des gens et voilà pendant un texte, tu vois quelqu'un en face, et tac, tu lui fais signe… » (Slameur, LPI*).*

*« …là je lis Eluard, il y a deux putains de textes que j'ai bien envie de rigoler dessus et de les lire aux gens… alors je ne sais pas, c'est peut être aussi une démarche, d'essayer de pousser ça vers les gens, vers leur univers » […] « c'est une démarche d'aller vers les gens, le fait de l'amener [le slam] dans les quartiers, on avait intégré indirectement que les gens ne se déplacent pas pour ça… on peut dire qu'on l'imposait aussi… » (*Slameur, LPI).

Cette invitation faite aux passants se déploie dans des zones de passages urbains. Derrière la « réappropriation » d'un pan de l'espace urbain, Baloot disait qu'il s'agissait littéralement d'« *interpeller le passant* ». C'est, selon Don Masetti, « *pour que les gens qui sortent du métro se disent « tiens, il y a une animation, je veux voir ce que c'est ! »* ». L'espace urbain, arpenté par les passants, devient sphère d'interpellation par une dissonance critique.

« Tu vois qu'il y a des "cailles" [Racailles] qui sortaient du métro pour aller se caler devant la télé… voilà, ça les incitait peut-être à montrer qu'il y avait une animation sur une place où d'habitude, il ne se passe rien […] Après, il y a certains textes où tu es fort critique et où tu essayes d'interpeller les gens, les gens qui t'écoutent » (Slameur, LPI).

Être hôte, au regard de l'écoute et des applaudissements, d'une Libre Parole, c'est être interpellé, écouter, réagir, applaudir une critique avec sa mise en scène symbolique – le maître du cercle et son costume de Dalton. C'est « jouer le jeu » où le sérieux et le parodique, comme dans les anciennes fêtes populaires, viennent perturber l'espace public policé et ordonnancé. Comme pratique urbaine dans un espace ouvert, le slam vient défaire la surface sociale dans une œuvre collective, « l'art de vivre la ville comme œuvre d'art » (Lefebvre, 1974a, p. 139).

Sans aucun doute, faudrait-il faire une sociologie de ces moments de plaisir, de ces sentiments de contentement intérieur, de tranquillité apaisante. Lucie qui parlait des séances LPI soulignait leur « magie ». Sans tomber dans la mièvrerie, il faudrait parvenir à décrire sociologiquement ces moments de « magie » qui sont aussi une expression des rapports sociaux. Les rôles sociaux, les appartenances, les assignations et les assujettissements sociaux se dérobent aux personnages ; on peut laisser libre cours à sa subjectivité sans être ramené à la dure réalité des rapports stratégiques ou instrumentaux, à la dureté de certaines joutes verbales, à la violence symbolique de certaines formes de domination ou, encore, à la mesure de chacun au regard des autres dans une compétition des ego quand les identifications collectives – et les modes de reconnaissance qui s'ensuivaient – faiblissent si fortement. En ce sens, les scènes slam observées ont ceci de particulier avec bien d'autres scènes, privées comme publiques, de permettre des modes de reconnaissance interpersonnelle qui ne soient pas entachés du risque d'indifférence ou de violence qui met en cause l'intégrité de chacun. L'ouverture subjective à l'autre qui se voit dans les corps, dans leur présentation d'eux-mêmes, déplace le regard de l'autre et engendre la familiarité de ce « qui va de soi », sans « prise de tête » comme beaucoup le disent. Il y a là des manières d'être, construits sociaux, qui méritent attention.

1.5. Lieu 5 : un apéro-slam

Soit, un regard d'un *Apéro-Slam* et d'une *mise en bouche de textes par le collectif « On a slamé sur la lune »* à la Maison des associations de Tourcoing – Vendredi 9 octobre 2009.



Contraste saisissant de l'entrée de la Maison des associations où se déroule une rencontre autour du slam. L'enseigne éteinte mais colorée derrière l'architecture haussmannienne d'un « monde gris » est très intéressante au regard de la manifestation automnale dans laquelle s'imbrique l'apéro-slam et qui a pour nom « Octobre en couleurs ».



Un large escalier de marbre se dessine derrière les portes en bois massif de ce lieu. En faisant les premiers pas vers l'intérieur de cette demeure, on est vite subjugué par l'abondance luxueuse qui en orne chaque paroi.



Après avoir gravi les quelques marches du somptueux escalier, on se retrouve dans une première pièce où dépliants, affiches et informations locales détournent l'attention de l'architecture intérieure et de son épaisseur historique. Avant de s'engager plus encore par l'escalier en fer forgé, on peut décider d'aller à la rencontre des pièces du rez-de-chaussée et des personnes qui s'y trouvent.



Une première pièce située à gauche de la salle servant d'entrée présente de larges tapisseries mais aussi des boiseries, à un point tel que l'on a beaucoup de mal à se penser dans une maison associative.



Cette salle est aussi celle de l'apéro comme le suggérait le nom de la manifestation qui a lieu ce soir-là. Des « pains-surprises » et des boissons sont disposés sur des tables venant encercler l'intérieur de la pièce. Quelques personnes s'y trouvent. Marco vient saluer le sociologue ainsi qu'un membre organisateur à qui l'on demande si l'on peut prendre des photos.



De l'autre côté de la pièce, devant une large cheminée en marbre, on remarque la présence coorganisatrice de l'UPC de Roubaix (L'Université Populaire et Citoyenne). Une personne est chargée de tenir un stand en leur nom sur lequel sont disposés l'ouvrage réalisé par Marco (ADN), leurs revues et d'autres livres aux thématiques multiples (féminisme, esclavagisme moderne, histoires révolutionnaires…).

(NB : La photo a été recadrée)

On apprend d'un organisateur que le lieu est un ancien hôtel particulier des 18e et 19e siècles et qu'il a été cédé à la mairie de Tourcoing pour un franc symbolique. La visite complète du lieu permet de confirmer cette marque historique. Avant de se rendre dans la seconde pièce du rez-de-chaussée qui deviendra par la suite le cœur de la manifestation, on décide d'entreprendre, dans un langage quelque peu présomptueux, un « tour du propriétaire ».



Des frises saillantes entre les parois et le plafond ornent les différentes pièces. Elles représentent des hommes au travail et sont sublimées par leur plaquage bronze doré. Avec les slameurs deux époques se font face.



De nombreux meubles qui n'ont pas l'air d'être estampillés viennent attester l'histoire d'un hôtel particulier. On apprend plus tard que la commode – ci-contre – porte la marque d'une période architecturale dite « néo-classique » au regard d'une fascination pour l'Antiquité. À ce propos, on peut lire autour des figures présentes dans chaque case de ce meuble « Tiberius » ou encore « Cesar ». À noter également que les usages du marbre sont typiques de cette période architecturale.



Le plus surprenant arrive enfin lorsque l'on fait le choix de monter l'escalier en fer forgé. Tout au long de ce dernier et de son ancienneté apparente, on découvre des éléments plus récents qui sont des souvenirs de manifestations d'octobre en couleurs et qui viennent raviver sinon redonner un éclat aux teintes ternies et jaunies par le temps.



Ici une sorte de patchwork en céramique sur lequel on peut lire des messages comme autant d'états d'esprit désirables : « Culture », « Paix » ou encore « Merci ».



Là, un arbuste au feuillage multicolore qui a l'air de s'être bien adapté à son milieu.

Ci-dessous, des profils humains aux couleurs vives et déconcertantes.







À l’étage, le parquet vieilli ne mérite pas autant d’éloges que le somptueux plafond mais la soirée est sur le point de commencer, il est temps de redescendre et de revenir à cet apéro-slam.

Le collectif « On a slamé sur la Lune » est presque au complet : Vilio, le capitaine Marco, Ange Gabriel et le révérend Chancelor. Seul Karim Fedal manque à l'appel sans qu'on ne sache vraiment pourquoi. Très vite, Chancelor nous invite à partager leur présence. Un demi-cercle se forme en face du collectif. Dix-huit personnes sont présentes. Marco choisit alors d'introduire la soirée en évoquant le prix symbolique de la paix qui venait d'être attribué le jour même à Barack Obama. La soirée est donnée sous cet auspice en plus de la présence coorganisatrice de l'université populaire et citoyenne relayée par Mathilde qui pose déjà de nombreuses questions aux quatre slameurs. Juste avant, celle-ci rappelle le programme dans lequel s'insère la manifestation : « Culture, Mémoire, Mobilisations ». Elle évoque aussi la question du « vivre ensemble » et les craintes qui sont rencontrées face aux résurgences mémorielles au regard d'une conscience de soi, de sa biographie. Le cadre est donné.

Les slameurs prennent ensuite la parole pour tenter de définir le slam. Ils évoquent leur croyance en la fraternité et disent leur pensée ancrée dans l'histoire et exprimée par le slam, un art poétique. Vient ensuite un long échange, un moment de partage où chaque personne présente est invitée à prendre la parole en lisant un morceau de l'ouvrage ADN du « Capitaine Marco ». On a pu enregistrer cette séquence et en retranscrire une grande partie. L'intérêt est certain au regard de la manière dont chacun s'est réapproprié des textes qui touchaient à l'Afrique, à la négritude ou encore à la poésie. Aussi, ce moment qui dura près d'une dizaine de minutes a donné une impression d'intensité forte tant le public a joué le jeu, dont celui des intonations. Cela a permis de briser une atmosphère froide qui se profilait au vu de l'interview journalistique qui était réalisé jusque-là. Voici un extrait de ce qui a été dit par le public :

Un homme : « La négritude est un arc-en-ciel de mille et une couleurs, de toiles de toutes les couleurs, de paroles militantes contre tous les racismes ».

Un petit garçon prend la parole en lisant un texte sur la fraternité noire et l'Afrique dont la fin lui laisse un regard déconcerté.

C'est à ce moment que Chancelor a l'idée de ponctuer chaque déclamation par un cri d'union « Brothers, Sisters » auquel les participants doivent répondre en chœur « Yeah ». Sa fougue détonante entraîne tout le monde qui y prend plaisir.

Une femme : « Je ne peux pas chanter le passé aux dépens de mon présent et de mon avenir, je ne peux pas être esclave de l'esclavage, je ne veux qu'une chose, que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme c'est-à-dire de moi par un autre, qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve… Franz Fanon ».

Une femme : « Avec ou sans visa, vous êtes tous les bienvenus chez moi ».

Une femme : « Écrire de la poésie, c'est prendre parti, avoir envie de participer à la marche du monde, je marche, je marche… depuis Douala, depuis quinze ans, j'écris et je marche même quand rien ne marche, je marche et j'écris de la poésie comme d'autres plantent des arbres pour ne pas vivre inutiles ».

Un homme : « Soleil Noir… comme les albums uniques que je rêve de réaliser et qui tourneront peut-être en boucle dans vos cœurs les enfants… Quand, à son tour votre mémoire s'endormira, Ange, Maëlle, Léa, je vous aime à la folie et je rêve d'être pour vous… Soleil Noir ».

Je prends la parole : « Je suis un poète sans papier, peut-être que mon acharnement poétique me coutera mais je refuse que la société m'euthanasie et personne ne me débranchera de cette machine à espérer qu'est la poésie… Sango, dis-leur que mon romantisme et mes idéaux sont à l'épreuve des balles et de cette putain de nécessité mangeuse de rêves ».

Une femme : « La liberté est l'idéal pour lequel, de tous les temps et à travers les siècles, les hommes ont su lutter et puis mourir ».

Une femme : « La plus belle des musiques, c'est le silence ».

Un homme : « Mais pourquoi est-ce toujours la nuit qui rugit ? La mort qui surgit ? »

La dernière personne à prendre la parole est un des membres de la maison des associations et conclut cet échange par « Douala est ma famille, on my mind, always on my mind ».

Une fois ce moment passé, la parole est redonnée aux slameurs afin qu'ils puissent expliquer leur engagement. Marco est le premier à intervenir et ne manque pas de se souvenir de l'UPC, non pas de l'Université populaire et citoyenne mais de l'Union Pour le Cameroun. Le clin d'œil n'est pas anodin compte tenu qu'il dit avoir été sensible à ce parti indépendantiste. Plutôt que de longs discours, Marco choisit alors de déclamer un texte en hommage à Edouard Glissant à partir d'une réflexion intitulée « Quand les murs tombent ». On se souvient des mots qu'il employait pour définir la relation à l'autre : « *En moi, je me suis retrouvé en lui* ». Il explique par la suite qu'il faut « *penser l'autre en soi* », même si on en reste très incapable aujourd'hui au regard des murs que l'on érige.

Interpellée par ces mots, Mathilde l'interroge sur des catégories de pensée comme celle d'une « conscience de la mondialité ». Elle frôle également l'hypothèse d'une ère post-raciale. À cela, Marco répond en tentant de définir ce qu'Edouard Glissant avait conceptualisé par le terme de « créolisation ». Il s'agit pour lui d'une catégorie compréhensive plus précise et plus dynamique que le métissage : « *On ne se juxtapose pas mais on se rencontre* ». Toujours d'après Marco, c'est l'idée d'une « culture-monde » qui repose sur le respect de cultures propres à chacun, permettant alors un mécanisme de reconnaissance réciproque[15].

Dans la salle, la parole se délie et des remarques sont soulevées. Un participant évoque l'angoisse d'une déception par Obama. De façon symptomatique, les slameurs donnent leur vision de cet évènement. Vilio relativise d'abord en disant qu'Obama reste un homme, mais admet le caractère symbolique de son élection : « *Le pas est franchi* ». Les autres slameurs vont, quant à eux, insister sur une dissymétrie entre l'élection d'Obama, jour auquel eu lieu un sommet à Vichy sur la question de l'intégration. Peu après, Mathilde dit vouloir connaître un peu l'histoire de leur collectif. Marco se presse de vouloir répondre mais est très vite coupé par Vilio qui parle d'un « commencement » (à l'image d'un « nouveau testament ») : « *La parole, le verbe, une sensibilité à l'autre, une passion pour l'autre* ». Pour Marco, « *c'est exactement ce qui s'est passé* » mais c'est aussi une « *croyance dans le destin* » comme si les « *astres* » les avaient « *guidés sur la Lune* ». Selon lui, il est un droit absolu, celui de rêver. Sur un ton sympathique, il conclut la présentation du collectif en disant : « *Ça dure depuis quelques lunes maintenant !* »

C'est au tour de Vilio de venir présenter sa pratique. Il le fait d'une façon très spontanée en déclamant un court texte. Il y parle de « *caresses vocales* » et « *d'un lien entre le balbutiement, le slameur et la parole* ».

Mathilde, avec une inflexion très journalistique, semble se cantonner à des questions comme celle de l'écriture. Marco répond en mobilisant sa trajectoire biographique. Il dit être un « auteur par amour ». Il rend là un hommage à sa mère et définit sa pratique d'écriture comme une réaction au monde. Il préjuge un peu en s'amusant de ce qu'il appelle les « auteurs-chercheurs ». À juste titre, c'est au regard de cette catégorie que les slameurs s'expriment en cœur : « *Nos écrits seront plus forts que leurs cris* ».

De façon très présente, Marco reprend la parole pour faire la promotion de son ouvrage ADN. Il en parle comme d'un « *voyage introspectif dans un univers éclaté, dispersé mais entier* ». Mathilde s'interroge alors sur cette pensée et lui demande s'il ne s'agit pas plutôt d'une « *prose-combat* ». Selon Marco, ce n'est pas vraiment la même chose. Celui-ci préfère parler de « *souffrances du monde* ». Mathilde le coupe alors pour le questionner sur le choix des lettres de sang en couverture. Marco explique ce choix au regard de ses textes « *organiques, de chair, de sang* » mais aussi parce qu'il considère qu'on se cherche un style et qu'on se cherche soi-même avec la projection d'un dépassement du souci esthétique. À ses yeux, ce qui importe le plus, c'est de « *prendre la plume* » car « c'est pour dire quelque chose ». Son livre est un « livre brut » n'ayant rien à voir avec la « *masturbation intellectuelle* ». Mathilde enchaîne avec de nombreuses questions qui me paraissent un peu trop bien tournées. On a l'impression qu'un dialogue très bilatéral s'instaure entre elle et Marco. Ce dernier devient véritablement le porte-parole du collectif. L'auditoire reste captivé bien que se sont éteints les échanges du début de soirée.

15 Edouard Glissant est la référence pendant une grande partie de l'apéro-slam.

Admettant une vision assez déterministe, Mathilde lui demande auprès de quel héritage a-t-il trouvé cette pensée. Pour Marco, il tire celle-ci du fait d'avoir le « *droit de rêver, d'espérer* » au travers d'un « *art qui efface les différences* ». Il nous recommande même de lire" Le journal" d'Anne Franck et de pleurer « *même si on ne sait pas ce que c'est qu'un juif* ». Pour lui, il faut être capable de faire exister un « sentiment d'humanité commune » et d'être « *un citoyen-monde débarrassé des maux* ». À la suite de la définition de sa pensée, Marco ne pouvait pas manquer de l'illustrer en nous faisant partager un texte d'Edouard Glissant qui s'intitule « Abattre les murs-frontières ». Dans ce texte, il est question d'un équilibre du monde tributaire de l'équilibre de tous et qu'il ne faut pas enfermer les débats contemporains ou les rendre inhérents à la condition noire.

On a l'impression que les slameurs, en particulier Marco, sont épuisés par le fait d'avoir été assaillis de questions et qu'ils ne pouvaient pas mieux raconter leur pratique qu'en la mettant directement à exécution. Sur un fond sonore et selon une rythmique africaine aussi belle qu'accablante, le collectif participe au conte funeste de « *Yagin et Fodé, deux petits nègres dans un avion* ». Le sang de leur mort avait fait irruption dans l'actualité française après qu'ils se sont cachés dans un train d'atterrissage. Vilio, Chancelor et Ange Gabriel battent la rythmique tandis que Marco conte avec une émotion sincère ce triste destin. À la fin de son texte, avec la musique qui résonne à mes oreilles, Marco demande au public de fermer les yeux.

Pendant quelques instants le débat reprend un peu lorsque Mathilde s'interroge sur l'engouement récent pour le Slam. Pour Vilio, cela provient du caractère « *minimaliste* » de la pratique : « *on n'a besoin de rien et surtout, par rapport aux ateliers, ce sont des instants de vie incroyables* ». Vilio parle aussi du champ de leurs actions qui s'étend des prisons aux hôpitaux en passant par les collèges et les maisons de retraite. Dans son discours, on sent le désir, l'envie de faire vivre les individus par l'écriture, de leur donner un sentiment d'existence.

Une discussion s'ouvre ensuite sur les lieux de partage, à l'initiative d'un monsieur de l'UPC qui se demande : « *Comment on refait communauté ? Comment on refait collectif ?* ». On y sent une certaine inquiétude. Presque instantanément, Marco fait une digression sur les prises de paroles. Il évoque les « *grillots* » en Afrique, le Slam en passant par le « *blues* » ou encore le « *jazz* ». Pour lui, ces musiques et ces prises de paroles sont celles de la souffrance et de la perdition. Elles permettent d'exprimer ce que l'on ressent et dire ce à quoi l'on aspire. Chacun a sa vision nous dit Marco mais il insiste surtout sur l'idée que « *la beauté de cet art* » relève de la liberté. Il semble entendre que le Slam permet de partager un ensemble de visions.

Pour rebondir, Mathilde se demande s'il n'y a pas une analogie entre le Slam américain et la vision prônée par le collectif. Le groupe insiste alors sur un point commun qu'est celui du partage et de la célébration de la parole, qui ont toujours existé. Marco parle des salons littéraires ou encore de l'Agora chez les Grecs. Mais ce sur quoi le groupe insiste concerne la part de sensible. Pour illustrer cette idée, ils livrent le souvenir d'Ange Gabriel, qui, après sa première scène, a regardé ses amis slameurs et leur a dit « *je l'ai fait* » juste avant d'éclater en sanglots alors que le micro était encore ouvert. Juste après cette histoire, Ange Gabriel se fait le plaisir de nous transmettre son émotion en déclamant un texte sur la différence et la façon dont on a pu lui faire ressentir. Puis, tout s'enchaîne très vite, si vite que les questions n'ont plus de place, Vilio se met à déclamer un texte sur le temps et l'impuissance que l'on ressent lorsqu'on se retrouve face à lui. Chancelor poursuit à son tour en exprimant cet art du partage. Il dit de ce dernier qu'on ne sait pas toujours le remarquer dans la société où « *l'argent pollue* » et où l'on voit que c'est « *ce qui nous suffit* ». À un tel point qu'on ne sait plus ce que veulent dire « *sourire ou aimer* ». Symptomatiquement, à la fin de son texte, Chancelor vient serrer la main de tout le monde. Suit enfin le texte de clôture par Marco sur la liberté et la révolution : « *On se bat au nom d'un romantisme désuet, on se bat parce qu'on n'a pas le choix, on rêve ensemble ou on crève ensemble* ». Après sa déclamation, il nous soumet une méditation cartésienne remodelée : « *J'espère donc je suis, je suis noir donc j'espère* ». La soirée et le débat prennent alors fin et le groupe prononce en chœur ses derniers mots : « *ADN : Ces lettres sont mon sang, prenez-en, buvez-en tous !* ».

1.6. Lieux 4 : Des Fenêtres qui parlent

Les Fenêtres qui parlent est une opération annelle menée sur l'agglomération de Lille par un collectif RESO ASSO METRO qui, de manière volontaire, est sans forme instituée associative ; il regroupe de multiples associations de quartier, disséminées dans l'agglomération. Elle s'inscrit dans une tradition populaire du nord où les habitants exposent aux fenêtres ce qui leur tient à cœur ou ce qui fait sens pour eux. Le privé, et l'intime parfois, s'invitent à la fenêtre de leur maison, interface privé/public, et s'exposent ainsi au regard public.

> « … Dans un territoire difficile à déterminer, correspondant au nord de la France et la Belgique, des objets de toutes sortes se retrouvent sur les rebords intérieurs des fenêtres et semblent être adressés à ceux qui passeraient devant. À tel point que souvent, le rebord de fenêtre constitue un espace à part, délimité d'un côté par la vitre et de l'autre par un rideau qui protège l'intérieur des regards extérieurs, mais, de ce fait cache les objets pour les habitants. Ces objets sont donc un petit morceau du dedans réservé au dehors. Ils ne sont pas visibles de l'intérieur, ou très peu. Du côté de la maison, ils sont marqués par une certaine opacité qui tend à prouver qu'ils sont dirigés vers l'extérieur créant entre le rideau et la vitre un micro espace, intermédiaire, à trois dimensions qui, vu de dehors, se présente comme un petit tableau en relief. » (Lemière, Laidebeur, 2011, p. 3)

Comme le montrent Jacques Lemière et Marie-Lavande Laidebeur, ces usages sont propres au milieu populaire et échappent aux pratiques politiques. Ce qui peut paraître étrange à un voyageur relève d'une familiarité culturelle de l'urbanité du Nord, bien qu'elle soit absente de toute politique culturelle ou patrimoniale (Lemière, Laidebeur, 2011, p. 21). Le voyageur s'empressera d'ailleurs de faire des photographies de cette étrange pratique, sans bien savoir ce qui s'y joue pour les gens. C'est une pratique traditionnelle populaire, on le répète, dont on ne connaît pas les travestissements récents quand elle fut connue à plus grande échelle territoriale.

> « Utiliser sa fenêtre pour dire, montrer, faire savoir est une pratique culturelle des villes du Nord. Les personnes qui viennent d'ailleurs nous font parfois part de cette particularité qui nous semble si familière pour nous, gens du Nord. » (Asso Réso Metro, 2007).

Sur ce cœur, se greffent des fêtes avec d'innombrables performances d'artistes et de spectacles. Cette opération s'inscrit dans une *intentionnalité politique* dont l'art est de plus en plus l'objet. Mais cette intentionnalité n'est pas unique ; on se doit d'en démêler les divers aspects, plus ou moins explicites. Ce qui demeure, c'est que par rapport aux pratiques populaires, Les Fenêtres qui parlent se distinguent par « l'engagement d'acteurs extérieurs à la classe populaire et le fort investissement des collectivités qui l'inscrivent à l'intérieur de leurs politiques urbaines » (Lemière, Laidebeur, 2011, p. 8). Ces acteurs extérieurs qui reçoivent en effet le soutien des collectivités locales n'appartiennent pas quant à eux au milieu populaire.

En même temps, et de toute évidence, dans l'opération des fenêtres qui parlent, il ne s'agit pas simplement de reproduire un usage populaire urbain, mais de le *réinventer* en produisant des sens nouveaux et de nouveaux partages du sensible par l'exposition aux fenêtres des habitants d'œuvres d'artistes. Déplacement de la tradition : ce n'est plus l'habitant qui expose, mais un artiste qu'il a choisi, ce qui suppose un travail d'approche entre l'artiste et l'habitant, un travail sur la *connivence* comme le montrent les films réalisés lors d'une de ces opérations. Cette connivence fait écho à la bienveillance au sein de LPI. Mais la bienveillance entre membres d'un groupe n'est pas la connivence entre personnes qui ne se connaissent guère et qui exige un "travail d'approche" et de familiarisation.

Lors de cette action, de multiples espaces sont créés et investis par les associations adhérentes, dans la rue et sur des places, ou encore dans des bâtiments. Les gens circulent entre ces espaces disséminés dans les quartiers de l'agglomération et au sein même de ces espaces. Ces espaces favorisent des cheminements internes et d'autres par les rues qui les connectent entre eux. La ville, c'est aussi des micro-espaces et des parcours entre ceux-ci produits par des « micro-politiques » d'appropriation de soi subjective et esthétique, tant d'un point de vue individuel que collectif. Mais, ici, ce ne sont plus des « espaces populaires autonomes », mais des espaces investis par une

manifestation culturelle qui avait fini par être aussi inscrite dans une politique culturelle urbaine. Il y a là une tension irréductible qui interroge ces pratiques.

Ces micro-espaces sont en propre des espaces de socialisation esthétique dans la ville, « ludique » aurait dit Lefebvre en en faisant la nouvelle centralité de la vie urbaine (1974, p. 136 *sq.*), faisant peut-être rupture sensible (Rancière, 2000) avec l'ordinaire de l'urbain, et des ramifications dans lesquelles se parcourent pour les gens des distances entre les lieux de manifestation et d'exposition esthétique. On est dedans, et on est entre, on parcourt dedans des espaces et on parcourt entre ces espaces. Il y a donc là matière à interrogation sur ces pratiques sensibles et leurs significations pour les différents acteurs. Ce qui est donné comme acte de citoyenneté par le collectif RESO ASSO METRO est-il un acte autonome urbain, propre à des citoyens intervenant dans la ville ? Ces espaces circonscrits, appropriés, plus encore, coproduits par les gens ne deviennent-ils pas des espaces publics imprégnés par le pouvoir de la ville qui sait en user dans la grande concurrence entre métropoles ?

Mais ces espaces sont eux-mêmes des *lisières* éphémères, ni dedans, ni dehors. Ni dedans l'urbain planifié, calculé, fonctionnalisé et commercialisé, soumis à un capital de plus en plus rentable, ni dehors l'urbain sauvage, indompté, friches et zones. Bien entendu, c'est un urbain parmi d'autres en tension avec d'autres urbanités. Si l'urbain n'est pas un, il est une multiplicité de polarités d'existences urbaines en tension. Cela pose la question de la signification de cet entre-deux et de l'imaginaire qu'il porte au regard d'une intervention des gens dans l'espace public.

1.7. Habitat Ecologique Partagé : L'horizon du collectif et son projet initial

Après les « expériences fondatrices » – Les Crieurs et Anagram –, s'est construite en matière d'habitat groupé autogéré l'aventure de l'association HEP – Habitat Ecologique Partagé. Nomination engageante, s'il en est. Cependant, les tribulations de ce collectif révèlent « en creux » les difficultés d'une mobilisation dans la durée, dans un secteur « symbolique » et sensible : celui du logement et, plus particulièrement, de l'accession à la propriété. Créée en 2006, l'association HEP énonce une triple perspective que l'on peut ainsi résumer :

- Habiter ou vivre ensemble pour promouvoir une vie de groupe plutôt qu'individualiste et individuelle en privilégiant des comportements de coopération qui l'emportent sur ceux de la compétition et en créant un habitat groupé qui respecte l'intimité de chacun ;
- Réduire les besoins en énergie en recherchant des implantations à proximité des services et des transports en commun ;
- Construire de manière durable en privilégiant les matériaux locaux et écologiques à faible énergie grise[16].

Rencontre donc d'un engagement en vue d'une vie collective qui privilégie la coopération entre les êtres sociaux, mais qui préserve leur vie intime ou privée, avec une vision écologique du monde qui réduit les besoins en énergie. Une forme spécifique d'engagement donc. Cette association compte une cinquantaine d'adhérents, mais seulement une petite dizaine de membres actifs. Ratio qui n'est pas sans poser problème pour qui veut élucider les formes d'engagement. Grâce à une personne particulièrement férue d'informatique et acquise aux logiciels libres (Linux) et autres formes d'engagement dans une pratique et un savoir collectifs sans droit d'auteur, une des originalités de cette association réside en la constitution d'un site Internet original et réellement participatif sur le modèle de « Wikipédia ». Après avoir été coopté selon un principe qui semble intangible dans ces milieux – le plus souvent, après une discussion informelle autour d'un verre de bière ou d'une petite bouffe de type « auberge espagnole » –, le nouveau membre qui s'est acquitté de sa cotisation annuelle (au choix : cinq, dix ou vingt euros) peut accéder au site de l'association et compléter éventuellement les articles présents. La deuxième particularité de cette association – dont la plupart des membres résident à

16 L'énergie grise est la quantité d'énergie nécessaire pour la totalité du processus qui concerne des matériaux ou des produits, ce qui implique de prendre en compte son cycle de vie depuis l'extraction jusqu'au recyclage en incluant toutes les étapes.

Villeneuve-d'Ascq, mais dont le siège social est situé à la MRES de Lille[17] –, est d'avoir, dès sa création, engagé des liens avec la mairie de Lille et son élue au « développement durable »[18].

L'association Habitat Ecologique Partagé (HEP) fut l'objet d'un suivi pendant neuf mois (janvier/septembre 2008) sur le mode de la « recherche-action ». En première approximation, une impression générale – on pourrait dire, avant de commencer l'analyse, presque « intuitive » –– imprégnait le processus de cette enquête et pourrait se résumer en quelques mots : au-delà de la qualité des personnes qui composent son « noyau dur » de membres, l'expérience d'HEP tergiverse pour passer d'une phase de réflexion et de projet à une phase de réalisation concrète ; on tentera d'analyser ce parcours sinueux qui n'est pas particulier à ce collectif. Comme le souligne le préambule de la Charte de mars 2009 du Mouvement de l'Habitat Groupé Ecologique et Solidaire qui fait suite au Mouvement de l'habitat groupé autogéré, la faiblesse du nombre de projets qui se réalisent tient pour partie à « la difficulté de passer d'un groupe de personnes aux objectifs souvent très variés, à un groupe réaliste, capable de définir son projet ». L'imaginaire du projet commun tarde à se concrétiser en actes réels d'un collectif.

La première difficulté est certainement celle qui est inhérente à tout processus collectif et démocratique, digne de ce nom quand il s'inscrit dans une quête du consensus, et dont les fondements idéologiques, on le verra, conduisent à des divergences et des malentendus, sinon par manque de délibération, *du moins par manque de compréhension et d'accord sur le type de la délibération souhaitée*. Question essentielle, comment délibère-t-on sur ce qui pourrait faire *commun* ? Quel mode de délibération met-on en œuvre ? Délibération et collectif se trouvent ici mis en tension. On y reviendra.

On est parti de l'urbain comme espaces et lieux où pourraient se construire des engagements qui portent sur les affaires publiques de la cité. Thématique traditionnelle. À travers l'expérience d'HEP apparaît la question de la *temporalité* – ou plutôt des temporalités –qui deviendra sans aucun doute prédominante dans les années à venir. Ce qui fait la ville désormais, ce n'est plus seulement l'aménagement, l'occupation de l'espace et l'urbanisme, la répartition économique, sociale et culturelle des ressources, de l'espace et des lieux mais aussi la coordination et l'ajustement des temps sociaux, collectifs et individuels qui, dans leur accélération et leur désynchronisation, deviennent œuvres quotidiennes des individus dans les divers aspects de leur vie ordinaire. Le devenir collectif est suspendu aux temporalités vécues des individus – celles du présent et du futur au regard du passé, mais aussi celles des vies de chacun au regard de celles des collectifs – et de leurs ajustements perpétuels, précaires et toujours en constante redéfinition.

L'association HEP s'inscrit dans une vision d'un habiter autre dans l'urbain, dans des engagements différenciés, comme on le verra, en faveur d'une rupture à l'égard de l'habitat urbain. Comment HEP s'est-il constitué initialement comme collectif en vue d'un habitat écologiquement partagé dans la ville ? Comment se construit un collectif qui articule du commun et du privé, une visée de transformation des rapports sociaux dans l'habiter, mais aussi plus globalement une perspective de changement urbain à partir de cette expérience de l'habiter ? C'est ce lien entre visée de transformation de la ville où peut se dévoiler une forme de citoyenneté et expérience singulière d'un habitat partagé qui demande à être interrogé. De manière générale, cette impulsion des commencements a toujours des effets sur le processus de construction des démarches collectives et leurs devenirs – il en est souvent de même des associations dont les fondateurs font figure de référence selon une légitimité parfois charismatique et souvent aux antipodes de la légitimité démocratique dite associative.

On ne peut pas à proprement parler de rationalité instrumentale ou normative au départ. La démarche part de Loïc et Hélèna qui, pendant quelques années, ont cherché en vain un nouvel habitat, d'abord dans l'ancien, puis dans le nouveau dans l'agglomération de Lille. À ce stade, il n'y avait aucune offre qui vise une alternative sociale, politique ou écologique. Ils n'y pensent pas. Mais, les

17 Maison régionale de l'environnement et des solidarités.

18 La convention-cadre entre la ville de Lille et HEP a été signée en novembre 2007, elle est disponible sur le site de l'association.

prix étaient dissuasifs, contrainte du marché. En même temps, ils s'intéressent à l'habitat partagé. Ils avaient rencontré les habitants des Crieurs, mais ils n'avaient pas été retenus comme possibles locataires. Finalement, ils envoient une annonce à *Silence*[19], ce qui n'est pas sans signification, sans doute :

> *« On disait qu'en gros on était un salarié à mi-temps, assez classique… et qu'on cherchait à habiter différemment, qu'on voulait rencontrer des personnes qui vivaient soit à plusieurs, en habitat partagé, ou habitat écologique, maison écologique… toutes ces sortes de choses… les rencontrer pour créer notre projet […] On a lancé cet appel pour rencontrer des groupes, parce que c'est pas forcément évident de savoir où ils se trouvent… donc avoir des conseils, ou même connaître un groupe qui chercherait quelqu'un. Par rapport à ce qu'on n'a pas pu avoir aux Crieurs, on essaierait peut-être de trouver ailleurs… ».*

Une réponse de Pascal Bourdon les engage dans le projet de création d'une association, alors qu'ils pensaient initialement s'insérer dans un projet existant. Ils diffusent ainsi leur projet par diverses voies, dont Internet, pour trouver d'autres personnes. Une petite annonce placardée à l'école d'architecture de Lille par l'un des membres fondateurs sera un nouveau déclencheur. Après des projets non aboutis d'habitat partagé où il s'était rendu compte de la difficulté de réunir un « *groupe motivé* », Bernard, architecte, en aura connaissance par un de ses amis et participera à plusieurs réunions d'HEP dont la première aura lieu en avril 2005. Le groupe n'est pas encore structuré, mais se constate un désir de construire un projet commun.

> *« et on s'est foutu dedans parce qu'on s'est dit : moi ce que je veux faire depuis des années, il y a des gens qui veulent le faire ! et peut-être que eux ils ont des trucs qu'on ne sait pas ! et on va y arriver ! » (*Bernard*)*

Ainsi, une équipe formée de 5/6 couples s'est constituée initialement en 2005. Ce collectif ne provient pas d'une « bande de copains » dont les membres se connaissaient auparavant, au contraire du groupe Anagram fondé par des amis ayant déjà une solide expérience de l'habitat groupé, grâce à leur acquis précédent et collectif au sein des « Crieurs ». Ce collectif doit se construire sans fondement commun, amical, politique ou idéologique.

Le projet dans cette année 2005 se déploie sous l'exergue de l'impératif « bâtir écologique » qui permet « *de préserver à la fois notre planète, notre santé et notre économie. »*[20] En ce temps de l'énonciation du projet initial, on se contentera de son descriptif sans en questionner les fondements. La première valeur mise en avant est celle de la *simplicité* de vie qui fait écrire que « *choisir la simplicité, c'est choisir sa vie plutôt que de la subir* » : plutôt que de s'encombrer de multiples équipements personnels qui ont des coûts multiples (sociaux, économiques, écologiques), il s'agit de se restreindre dans ses standards de vie et donc de favoriser le principe du *partage* qui suppose en outre « l'appel à l'intelligence », à « l'innovation », et à « la créativité ». *Partager* n'est pas si simple, cela suppose de s'engager dans une expérience collective de vie, d'inventer de nouveaux modes de vie, d'expérimenter des façons de faire qui s'opposent à la routine. La *mutualisation* de multiples

---

19 Silence est une revue mensuelle de Lyon qui date de 1982 et se veut un projet de « propositions alternatives ». De manière strictement descriptive et non de critique sociale, on dira que dans une perspective d'« écologie sociale radicale », articulant donc écologie et social, elle met au cœur de la transformation sociétale et de l'engagement, microprojets, horizontalité, réseaux. Le changement social et politique passe par une radicalité de l'action, ici et maintenant, dans tous les aspects de la vie quotidienne, en dehors des appareils de pouvoir et des systèmes – rejeton en cela de pans du socialisme utopique du XIX^{e} siècle –, ce qui n'est pas sans résonner avec les représentations de certains membres d'HEP : « comme nous l'apprennent les lois de l'écologie : plus un milieu est complexe, plus il est capable de s'adapter. Soyons donc complexes, différents, multiformes et tolérants. » Cette *Weltanschauung* utopique est une manière de faire de la politique en dissonance au cœur de la politique, mais dont on ne mesure pas l'impact sur les structures sociales. On retiendra que ce regard simplement descriptif renvoie bien à des représentations et des actions des acteurs de la métropole lilloise qui ne sont pas inscrits dans les réseaux des associations instituées en lien avec les pouvoirs politiques. Bien qu'HEP ait noué des contacts avec les collectivités locales, elle demeure dans une marge associative. http://www.revuesilence.net/

20 Soit un extrait de l'éditorial du catalogue du salon 'Bâtir écologique' qui s'était tenu du 3 au 5 décembre 2004 à la cité des sciences à Paris. Le projet d'HEP avait été mis en ligne le 22 mars 2005 sur le site de Demain la terre : http://www.demain-la-terre.net/9-avril-2005-HEP-un-projet-d

objets, équipements, pratiques, ressources, pensées, est un des fondements de cette simplicité de vie. La mutualisation est invention d'une vie quotidienne autre. En même temps, ce projet d'HEP qui devait regrouper entre quatre et douze familles se devait de respecter l'intimité de chaque famille (logements individuels) en se démarquant des « *communautés post-soixante-huitarde* », ce qui rejoint la finalité des premières expériences d'habitat autogéré, toujours réticentes à la dissolution personnelle ou familiale dans du communautaire (Bonnin, Reynaud, 1982). Si l'amitié n'est pas requise, ce projet demande « respect mutuel » et quelques bases communes de fonctionnement. S'il y a du *commun*, celui-ci n'absorbe pas toute la vie quotidienne, mais encore faut-il pouvoir définir ce commun – problème que devra résoudre l'HEP.

La deuxième valeur est celle du choix d'un mode de vie écologique dont l'habitat est la clef de voûte. Il s'agit de viser une autonomie maximale de l'habitat, une économie de toutes les ressources et une mise en commun de moyens dont l'autoconstruction est le premier pas. Bien que remise en cause comme on le verra, cette idée d'autoconstruction qui devait favoriser l'interconnaissance des membres est présente dès les prémisses du projet. Si l'on se fie aux statuts de l'association, les mots qui signent le projet, outre ceux qui, idéologiquement, relèvent d'une certaine affirmation écologique, sont ceux de « convivialité », « solidarité », « simplicité volontaire », « entraide » et « échange ». Autant de mots "problématiques" (Lazarus, 2001, p. 392 *sq.*). Enfin, ce projet se conçoit comme un *projet urbain* tant du point de vue des commodités qu'offre la ville (services, transports) que d'un point de vue écologique (déplacements en transports publics qui économisent l'usage de l'automobile, par exemple). En filigrane, et à sa juste mesure bien entendu, le projet se vit comme participant d'une visée de transformation de l'urbain. Cette perspective est développée aussi selon plusieurs perspectives complémentaires, mais en réalité concurrentes comme on le verra : une ouverture de l'habitat partagé aux pratiques d'engagement des gens du quartier (une ouverture sociale au quartier et la production de liens sociaux) ; un rôle de conseil et d'essaimage en termes d'habitat écologique en s'inscrivant dans les dynamiques plus globales de transformation écologique de l'agglomération urbaine (par exemple, dans les écoquartiers) ; une transformation de la mono-fonctionnalité des espaces urbains en incluant dans l'habitat partagé des activités artisanales ou associatives. L'urbain se décline ainsi de multiples manières. Sous l'impulsion de leaders informels qui se refusent d'assumer toute forme de pouvoir ou de responsabilité d'animation ou de direction comme on le verra, on peut cependant dire que s'y trouve déployé un imaginaire fondé pour certains de ses membres sur un vécu de "décroissance écologique" qui suppose une mutualisation des ressources et des usages ainsi qu'une forme de solidarité, cependant peu explicite. Cet imaginaire et sa radicalité seront sources de difficultés au sein du collectif.

1.8. Lieu 5 : un journal d'activistes

Le journal bimensuel La Brique est devenu mensuel en 2009. La moyenne d'âge avoisine les 20/30 ans, et beaucoup près de 30 ans. Des hommes, en très grande majorité. Le problème de cette présence ténue de femmes au sein de l'équipe éditoriale avait été soulevé lors de la première réunion de la presse alternative à l'Univers. Question pour l'instant non résolue. Le travail contre le sexisme est un travail jamais achevé pour un journal qui féminise ses textes mais qui comporte donc toujours une forte prédominance des hommes dans l'équipe des plus impliqués. Ce travail passe notamment par une prise de parole plus collégiale :

> *« Héléna s'est fait sa place... Marie-Hélène aussi... Mais après voilà... je veux dire... dorénavant on voit un petit peu, voilà, tous les mecs ont leurs petits côtés sexistes... Forcément autrement... on fait partie de la société et c'est comme ça, même si on fait un travail là-dessus, qu'on a déjà beaucoup réfléchi... Je*

pense on fait gaffe, grosso modo, je pense il n'y a pas beaucoup de collectifs, même au niveau de la prise de parole [qui fassent aussi attention que nous]... Enfin, là on fait gaffe, il y a quelqu'un qui anime la réunion, qui prend les tours de parole, normalement tout le monde doit pouvoir y trouver sa place... »

Leur sensibilité politique n'est pas uniforme. Elle s'étale sur un spectre qui part de la gauche alternative (ex comités Bové, Chiche[21]) en passant par une sympathie pour les Verts et le mouvement altermondialiste, jusqu'à des affinités affirmées avec les anarchistes et les libertaires. Certains se refusent à participer aux élections alors que d'autres vont déposer leur bulletin de vote.

Avec un tirage à 2 500 exemplaires, mais seulement 30 abonnés, ce journal est disponible, outre les incontournables lieux « militants » – le centre culturel libertaire – ou les structures « amies » ou « sympathisantes » – MRES[22], Café citoyen, etc. – dans de nombreux kiosques de Lille et des environs. Vendu 1,50 €, il est possible d'en acheter dix exemplaires pour 10 € afin de pouvoir les revendre ensuite autour de soi, parmi ses connaissances – une forme de diffusion militante. Thomas revient sur ces différents moyens qui permettent d'élargir la vente. En droite ligne des ventes militantes traditionnelles, la vente à la criée constitue une formule de vente à laquelle les journalistes tiennent. Pour autant, en alternative à la diffusion marchande, cette vente à la criée dans l'espace urbain reste difficile selon nos interlocuteurs dans les zones populaires (à Fives, par exemple) et paraît plus facile dans les rues commerçantes et piétonnes de Lille (rue de Béthune). Les membres du collectif vendent à trois ou quatre le journal à la criée. En général, le dimanche au marché de Wazemmes, le samedi près de la Grande Place de Lille. Festive, cette vente entraîne de multiples échanges avec les passants rencontrés.

« On attend que tous les kiosques aient renvoyé les invendus pour avoir un chiffre (…) Ça tourne autour de 300, 400 ventes dans les kiosques, sachant que nous, à la criée, on en vend au moins autant ! À la criée et dans les autres lieux qui sont des librairies… là où ça se vend le mieux c'est « Au ici » [rue Inkermann qui donne sur la place de la République], au « Café citoyen », au CCL… et puis il y a « L'Emeraude » aussi qui vend pas mal, c'est un tabac qui se trouve à Wazemmes, juste à côté de la Maison Folie… [ce sont] des lieux qui accueillent déjà des militants… des repères écolos, libertaires, militants… ».

Comme on vient de le voir, Simon reconnaît que les ventes à la criée dans les quartiers populaires ne marchent pas vraiment ; du coup, ils font des distributions gratuites de La Brique, en particulier lorsqu'ils traitent un sujet lié à ces quartiers.

« On a déjà été une fois au marché de Fives c'était pareil, au bout d'une demi-heure on est parti tellement tu vends rien, tu es là planté au milieu de tout le monde et tout le monde s'en fout... Tu n'arrives même pas à rester une heure comme ça debout, c'est épuisant… »

« Après quand on fait des papiers sur Lille-sud, faut aussi à ce moment-là aller le mettre dans les boites aux lettres, ou quand on fait un truc sur un quartier faut au moins aller le diffuser dans le quartier le journal, quitte à le donner, pour bien faire comprendre aux gens que ça parle d'eux, et que ça va les informer directement sur un truc qui est à côté d'eux, que ce soit quand on a fait le commissariat de Lille-sud, ou d'autres sujets comme ça... »

Les membres du collectif ne sont pas aveugles, ils savent qu'ils sont en décalage avec le lectorat qu'ils voudraient atteindre.

---

21 Chiche ! est « une association de jeunes écolos alternatifs solidaires qui se définit comme le mouvement de jeunesse de l'écologie politique. Fondé en 1996, Chiche ! n'est subventionné par aucun parti politique. Présents dans de nombreuses villes françaises, les groupes locaux mènent des actions sociales et environnementales, le cœur de leur action politique étant la décroissance de nos sociétés. ». http://www.chicheweb.org/

22 Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités qui a succédé à la Maison de la Nature et de l'Environnement : avec une centaine d'associations adhérentes, elle joue un rôle très important dans l'animation des réseaux associatifs de la région Nord - Pas-de-Calais.

« c'est plus compliqué, on va pas se leurrer, notre lectorat c'est beaucoup les classes moyennes, milieux militants, les profs… […] c'est vrai que nous on fait des sujets, sur les graffs, sur ça, sur ça, beaucoup de sujets qui correspondent beaucoup à notre culture qui est plus de classe moyenne, et du coup oui... »

Si La Brique, journal local principalement urbain, se vend dans de multiples lieux de l'agglomération lilloise, on peut comprendre la somme d'énergie et de temps nécessaire aux transports des exemplaires dans ces multiples lieux qui constituent une des toiles de la vie urbaine. Cette toile est fondée sur de multiples connexions : dans la préparation collective du journal et les reportages individuels sur des lieux dont certains sont proposés par le réseau des sympathisants, dans l'écriture personnelle des articles, la production de dessins et leur critique collective, dans le maquettage, l'impression puis la diffusion dans ces lieux ou par des sympathisants. Une toile d'araignée d'« activistes » en réseau se dessine.

Si l'on en revient à la vente à la criée, celle-ci peut se faire sans être inquiétée par la police[23], même si les journalistes de *La Brique* ont été pris à parti, lors d'une vente sur la Grand Place à côté du tournage, à quelques mètres de là, du film « Bienvenue chez les Ch'tis ». On ne sait comment interpréter cette "rencontre" entre le tournage de ce film, populaire s'il en est, et la vente à la criée de La Brique sur la Grand Place. Sans doute, un certaine perturbation y était perceptible, mais il fallait aussi faire place nette pour le bon déroulement d'une "œuvre" qui avait reçu, non sans débats, des financements de la Région.

« On s'est fait interdire de vente à la criée… les flics sont venus nous contrôler et puis ils ont voulu nous empêcher… parce que c'était le film « Bienvenue chez les Ch'tis » qui était en train de se tourner sur la Grand'Place et puis nous on lançait nos slogans devant La Voix du Nord[24]… […] Il y avait les caméras qui filmaient dans un sens, mais au niveau du son on criait ! et puis c'était juste après ou juste avant l'élection de Sarko, et donc il y avait […] des slogans bien rentre-dedans… les flics, au bout d'un moment ils sont arrivés… on a sorti un communiqué de presse sur ce truc-là parce qu'ils nous ont dit que c'était une vente à la sauvette – comme si c'était n'importe quoi – alors que c'était une vente à la criée… ».

Interpeller les passants par une vente à la criée, interpeller leur cheminement ou leur marche dans les rues ou sur les places peut conduire à « être interpellé » par la police, acte à partir duquel Althusser théorisait la notion de sujet assujetti, de la transformation de l'individu en sujet. On y reviendra, mais on voit bien que l'*interpellation* dans l'espace urbain n'est pas réductible à cette seule signification althussérienne. Au regard du cours de la vie urbaine, l'interpellation est aussi un acte d'invitation à briser l'anonymat avec un journal tendu et exhibé, à engager un dialogue avec les gens.

2. UN COLLECTIF DE SLAM

2.1. De l'« innocence » comme pouvoir

Demander ce qu'est le slam – ou plus largement le hip-hop –, c'est souvent se confronter à des autoreprésentations ou des autodéfinitions de soi, faites par les acteurs, et souvent sur des sites Internet qu'ils ont créés. Exposition de soi, parfois stratégique – médiatique – sur la toile virtuelle. Ces sites changent les manières de représenter des collectifs et il faut les prendre en charge dans la tension opérée entre ce qui est de l'ordre du *localisé* – « *originaires de la métropole lilloise* », disent-ils – et leurs ramifications virtuelles sur la toile, *surface-monde* ainsi que leurs connections activistes avec d'autres groupes et lieux. En deçà de présentations médiatiques convenues, certains sites évoluent dans une « sous-culture » qu'ils cherchent à assumer. Sous-culture qui tord les représentations dominantes. Ils sont en torsion-distorsion et cette torsion-distorsion de la réalité sociale est en elle-même une question pour celui qui se rend sur ces sites.

Cette torsion-distorsion renvoie plus sourdement à une *sensibilité politique* qui se dresse contre la violence *du* politique, entendu comme gouvernement et administration des êtres ; cette sensibilité

23 *« Toute entreprise de presse est libre d'assurer elle-même la distribution de ses propres journaux et publications périodiques par les moyens qu'elle jugera les plus convenables à cet effet* », Loi du 2 avril 1947.

24 L'immeuble du journal La Voix du Nord est situé sur la Grand Place de Lille.

politique qu'on peut dire de *la* politique s'inscrit en dissonance avec les pratiques et les discours du politique, mais aussi les pratiques de la quotidienneté ordinaire qui ne s'offrent plus des moments de réflexivité et de déplacements. Cette sensibilité politique, attentive à l'autre dans l'effort constant d'un *rapport inconditionnel d'égalité*, attentive à ses faiblesses et ses moments de dénuement, à ses affects et à sa singularité semble être imprégnée d'un persévérant souci de nouer autonomie personnelle et autonomie collective, en renvoyant comme en filigrane aux analyses de Cornelius Castoriadis : « … il ne peut y avoir d'"autonomie" individuelle s'il n'y a pas d'autonomie collective, ni de "création de sens" pour sa vie pour chaque individu qui ne s'inscrive dans le cadre d'une création collective de significations » (Castoriadis, 1996, p. 62-63). L'expressivité de LPI se tient dans ce nouage qui est aussi *tension* permanente : ce qui est sans doute remarquable, c'est cette attention de tous les instants à cette tension qui, d'une certaine façon, est *expérimentation* d'une nouvelle forme de collectif autogéré, fondé sur des « obligations réciproques » et à distance des anciens modes d'agir collectif plus formalisés.

Sur son site, Le Pouvoir des Innocents (LPI) se présente comme un « groupe » ou un « collectif ». Le groupe joue sur l'ellipse et le travail métaphorique et théorique des mots. Il triture les mots. S'il ne dit pas le fin mot de son histoire ou les fondations de ces « problématiques *communes* » qui réunissent ses membres, l'*expression* est première, tout à la fois poétique et politique. Le jeu sur la langue travaille à ces deux niveaux tout à la fois dans l'écriture et l'oralité.

> « De jeunes gens se réunissant autour d'une passion commune : le hip-hop »[25], originaires de la métropole lilloise. Groupe ou collectif sont le fruit d'une « volonté d'expression de jeunes individus touchés par des problématiques communes » « Loin d'un isolement et d'un repli sur soi, c'est par des actions menées collectivement que chacun va faire face à ses problèmes personnels. Le collectif va progressivement développer une sorte de « thérapie » basée initialement sur l'écriture et l'oralité mais qui va se diversifier progressivement. Cette initiative originale a le mérite d'être totalement autogérée et de ne reposer que sur la bonne volonté des participants. Une certaine forme de solidarité apparaît… »

Page d'accueil du site Internet du « groupe » LPI : en le parcourant, on écoute automatiquement en même temps un slam qui est le premier titre de leur album éponyme de 2004 : « LPI est le seul lieu d'espoir… » LPI est « une clique », un « groupe », un « collectif », autant de mots interchangeables qui jalonnent les différents textes du groupe. Il faut prendre les mots au sérieux.

> « Ma click est solide »… Clique (de l'ancien français cliquer, résonner) : péjoratif : groupe d'individus se réunissant pour intriguer ou nuire. Anthropologique : groupe primaire dont les membres sont liés par des obligations réciproques[26]. »

En réalité, le mot clique est « détaché et démotivé par rapport aux autres mots de la série » (« cliquer », « cliquette », « cliquet », « cliqueter ») selon le *dictionnaire historique de la langue française*. Son premier sens est celui de « société fermée de gens » avant que ne se renforce sa valeur péjorative. Par ailleurs, s'il se détache de « cliquer », on ne peut que mettre en parallèle le sens de ce verbe : « émettre un bruit sec » et le slam, onomatopée évoquant le « claquement d'une porte ». Il s'agit de claquer des paroles, de les faire résonner d'un ton sec dans l'espace urbain. Le dérivé, « cliquette », désigne au Moyen Âge un petit instrument de percussion, utilisé dans l'*espace public*, tout d'abord par les lépreux pour signaler leur présence, puis par les marchands ambulants et les

25 Les noms : Altes, Blondin, Cosh, Daner, Dave, Darwin, Don Masetti, Empir, Fripon, Jabiru, Jezu, Kesti,éLa Ratur, Le Pix, Logick, Losc, Pecho, Perin, Plume, Sawer, Shado, Topolino, Troll.

26 http://lapageinternet2.free.fr/presentation.htm

musiciens (Rey, 2010). Il s'agit d'attirer l'attention et les regards dans les rues et sur les places où se déploie la vie urbaine en en interrompant le cours ordinaire.

Comprendre le sens anthropologique tel que l'assume la clique LPI, exige de passer par la médiation de l'« innocence » revendiquée. En effet, sur cette page d'accueil du groupe, par des citations choisies avec minutie, Le Pouvoir des Innocents, au négatif répond par le positif, retourne le stigmate de l'innocence. Bien avant les théories du *care*, devenues à la mode en France, LPI dit le souci de soi et des autres au regard de ce qu'on appellera, dans un langage spécifique, les pathologies de sens (la culture), de solidarité (le social) et de subjectivité (l'individualité) (Habermas, 1987). En arrière-plan, on voit bien que la *tendresse* et la *bienveillance* dans le regard porté tant à l'égard de soi que des autres au sein d'un collectif pèsent de leur poids affectif sans qu'il puisse y avoir soupçon de stratégie – d'autant plus après les entretiens avec certains des membres du collectif. Tendresse et bienveillance paraissent des termes connotés d'un autre âge, mais sans référence spirituelle ou religieuse. Ce n'est pas le cas ; ils sont de cet âge, ces jeunes gens vivent dans cette époque. On pourrait user du mot *philia*, « amour d'amitié » fondé sur une relation d'égalité, mutuelle et réciproque, et qui, chez Aristote, renvoie de manière générique aux liens éthiques et politiques que ce soit dans l'espace privé ou que ce soit dans la société civile et politique (Cassin, 2004, p. 41 *sq.*[27]). Fondamentalement, on le sait, l'amitié, dans sa plus excellente manifestation est l'amitié selon la *vertu* qui, pour Aristote, implique une relation stable et égale qui est donc liée à la démocratie[28]. Égalité, mutualité, réciprocité où se jouent la bienveillance, la tendresse, le respect, l'estime sont donc au fondement de cette *philia*. Une recherche est à l'œuvre dans ce collectif qui aurait demandé tout un travail, trop long et trop minutieux dans le cadre de ce travail. On le regrette, il est décisif, croyons-nous.

Quelque chose, ici, laisse entrevoir de nouveaux « cadres » de l'action collective, des rapports des uns aux autres dans ces collectifs, de la relation des individus aux collectifs. Le Pouvoir des Innocents : le collectif déploie une *signification imaginaire* autour de la notion d'« innocence », celui qui étymologiquement « ne fait pas de mal », qui « ne nuit à personne », soit une relation sociale d'innocence qui ne blesse pas, mais qui attentif au mal se guérit et guérit l'autre ; les guérisseurs sont ainsi liés par une réciprocité bienveillante.

> « On utilise souvent le terme "innocent" pour qualifier celui qui ne sait rien, ou un simple. Mais d'après sa racine, il signifie être exempt de toute blessure, physique ou morale. En espagnol, le mot *inocente* désigne une personne qui essaie de ne pas faire du mal aux autres, mais est aussi capable de guérir le mal qu'on a pu lui faire.La *inocente* est également le nom qu'on donne souvent à une guérisseuse, *una curandera*, celle qui soigne. Être innocent, c'est se révéler capable de voir exactement ce qui ne va pas et d'y remédier. Être innocent c'est éviter de faire du mal aux autres, tout en ayant la capacité de soigner les autres et soi-même. » (Clarissa Pinkola Estés, *Femmes qui courent avec les loups*[29]).

Quant au pouvoir, on peut voir la référence à laquelle renvoie l'usage du mot par le collectif. Elle est cette "puissance d'agir" spinoziste, et sans vouloir la malaxer plus que de raison, elle se relie avec les préoccupations antérieures du soin de soi et des autres. Ce pouvoir, c'est le pouvoir de la puissance de grandir, soit avec les autres, et telle que cette capacité ne se mesure pas à l'aune de la société, mais au regard de soi en tant qu'intériorité "de capacités" dans ses rapports aux autres bienveillants. Soit, peut-être une obligation réciproque du soin de l'autre quand dans la société les

---

27 Tout cela est bien connu. On ne peut que renvoyer aux livres VIII et IX de *l'Ethique à Nicomaque*.

28 On ne développera pas les analyses d'Emile Benveniste sur la signification première de *philos* qui « énonce le comportement obligé d'un membre de la communauté à l'égard du *xénos*, de l'« hôte » étranger. » (Benveniste, 2003, p. 341). L'étranger est accueilli, il trouve un gîte et il devient un « hôte » du membre de la communauté selon une obligation réciproque ; « ils sont désormais engagés dans la réciprocité de prestations qui constitue l'"hospitalité" » (Benveniste, 2003, p. 341). Benveniste forge le néologisme « hospiter » pour rendre compte de *phileîn*. Tous les autres sens renvoient à des « formes d'engagement et de reconnaissance mutuels » (Benveniste, 2003, p. 335) qui instituent un mode de relations sociales.

29 (http://lapageinternet2.free.fr/)

subjectivités se parlent trop souvent dans le langage de l'autre, les injonctions managériales, les visées de la raison "du calcul", les "violences symboliques". Quelque chose est là qui est premier, l'*affect*, mais inscrit dans du relationnel et du collectif.

> « Or le pouvoir que nous devinons dans une graine, dans la croissance d'un enfant, que nous éprouvons en écrivant, en tissant, en créant, en choisissant n'a rien à voir avec les menaces d'anéantissement. Il est à entendre au sens premier du mot pouvoir, qui vient du latin *podere*, être capable. C'est le pouvoir qui vient du dedans, le pouvoir du dedans » (Starhawk, *Femmes, magie et politique*…[30]).

Ces textes sont donc sur la page d'accueil du site Internet LPI. Ils ne sont pas là par hasard. Ils indiquent quelque chose qui ne va pas de soi, un *écart*. Ils expriment des déplacements de sens sur l'innocence et le pouvoir où, simultanément, sont engagées des significations subjectives. Ils obligent ses membres à se considérer dans l'ordre du sensible assigné, mais en en déplaçant le sens et le ressenti, puis en l'assumant publiquement sur un site Internet qui, en même temps, est un lieu de connexion dans l'espace urbain virtuel, un lieu de production et d'identification, de diffusion et de ralliement. Se refusant à l'assignation d'une tenue de rôle telle qu'elle se réalise dans le monde sensible déterminé par les usages dominants, ils cherchent à exprimer de manière particulière un autre horizon pour leur vie. Peut-être tentent-ils de ne pas tricher, non pas tant avec ce qu'ils sont, mais avec le désir de leurs devenirs. Devenirs singuliers et devenir collectif, dans l'accroissement de leur puissance d'expression au regard d'eux-mêmes, des autres et du monde social. Mais, on voit bien que cette puissance d'expression demeure minoritaire, même si elle irradie dans certains milieux de la métropole.

2.2. Un collectif à géométrie variable

Le Pouvoir des Innocents se décline en de multiples versions ou collectifs informels ou « de fait » usant du même acronyme (LPI) comme un leitmotiv identitaire (Le Petit Illustré, Les Productions Imagées, la Libre Parole Insoumise) ; produit de l'action collective, il y a ce mode d'affrontement et de résolution des blessures personnelles et sociales par l'agir collectif. On l'a vu, la notion d'« innocent » n'est pas le fruit du hasard. LPI se confronte à la question de la « vie bonne », personnelle et sociale, touchée qu'elle est par de multiples pathologies. Manière singulière de présentation de soi qui, pourtant, signale un régime de sensibilité propre, mais aussi une forme d'*émancipation* à prendre dans son sens originel de *sortie d'un état de minorité*. Les innocents (les "très jeunes enfants", les "simples d'esprit") vivent un état de minorité ; c'est dans cette capacité intérieure de *soin* de soi-même et des autres que l'on s'en sort et que l'on sort de l'état de minorité. D'anciennes acceptions du soin renvoient à « se soucier de », « s'occuper avec attention de quelque chose ». Dans ce soin de soi et des autres, on s'émancipe en activant des capacités, ici l'écriture et l'oralité, qui permettent de sortir des tâches et des rôles assignés par le "partage du monde sensible" qui ne fait qu'entériner des logiques dominantes, instrumentales, stratégiques et fonctionnelles. En filigrane, se lit une *interprétation du monde social* qui ne se fait guère d'illusion sur sa violence et ses atteintes à l'intégrité psychique, morale ou physique des personnes.

À qui l'interrogeait sur la signification des lettres LPI, l'un de ses membres, répondait « *le partage d'inquiétudes* ». LPI, toujours. Chaque parole personnelle est l'expression d'une

30 http://lapageinternet2.free.fr/

« *inquiétude* ». Ces « *inquiétude*s », mises côte à côte, mais aussi entrelacées dans le collectif, vont définir socialement l'espace LPI comme un « *partage* » d'inquiétudes, mais où chacun doit soigner son "intranquillité" et celle de tous les autres. Un jeune slameur à l'une des sessions y retrouvait assurance :

> *« Pouvoir se dire que finalement, tu n'es pas tout seul, il y en a d'autres qui pensent comme toi, il y a moyen de trouver tous un terrain d'entente ».*

Il faut prendre garde au fait que triturer les mots est une forme d'engagement expressif qui ne va pas toujours de soi : ainsi en est-il d'une expression *fétiche,* le « droit à l'initiative », que revendiquent nombre d'associations sans pouvoir toujours le mettre en œuvre au regard des contraintes institutionnelles et de la fermeture stratégique des systèmes politiques locaux. Plus encore, c'est un "mot d'ordre" qui finit par ne plus être une pensée de l'action, qui s'impose comme le langage de l'autre (l'administration), même si beaucoup ne sont pas dupes et en usent tactiquement dans les « espaces publics de pouvoir ». Des mots s'inventent et marquent des ruptures, mais leur capacité d'engendrer un "imaginaire social" s'épuise plus ou moins vite jusqu'à clore tout horizon aux pratiques des acteurs.

Dans cette perspective, on se doit de comprendre ces « initiatives » de la Libre Parole Insoumise – mot trituré dans un sens et une performativité propres – comme beaucoup d'autres créations de ce groupe qui relèvent de cheminements personnels entrelacés à des devenirs collectifs : c'est ce que Périn appelle la « *démarche projet* ». Il n'y a rien là de bien innovant. Cette démarche projet qui a reçu des acceptions de plus en plus institutionnalisées depuis les années quatre-vingts[31] – quelque peu différentes de ses usages par LPI – ne naît pas de rien pour ce groupe, ancré qu'il est dans des expériences singulières collectives et des formes antérieures d'apprentissage et de socialisation. C'est dans le cadre du mouvement des Éclaireurs de France[32] que se sont retrouvés ou rencontrés nombre de membres du futur groupe LPI. Périn abordait ce point sans détour. La musique – les vinyles – en était la médiation. Un espace de rencontre interpersonnelle se créait autour des vinyles. L'espace commun était celui de la musique avec en arrière-plan, support tout proche, les Éclaireurs de France.

> *« … j'ai rencontré Don Masetti avec qui j'ai accroché, notamment autour du hip-hop, il m'a fait découvrir le hip-hop avec son grand frère Topolino qui lui l'avait découvert aux Éclés avec un autre responsable […] de fait, tous les samedis après-midi après les Éclés, j'allais chez Don Masetti, je me souviens, on se posait sur son lit, il mettait des vinyles ».*

À cinq personnes, ils fondent LPI. Quelques autres les rejoignent ensuite : il s'ensuit un premier album, Le Petit Illustré, puis une première ouverture de squat puisqu'ainsi pouvait se construire le collectif… Quand le groupe LPI s'est formé, il ne concernait donc qu'un petit nombre de personnes avant qu'il ne s'élargisse et regroupe une quinzaine de personnes. Sa création passe par une volonté affichée de se différencier du « rap business » – le refus de l'univers marchand et de ses dérivés, de l'espace public envahi par le marketing économique – et d'apporter une dimension réfléchie à leurs revendications, leurs aspirations et leur engagement expressif. Il s'agit donc de penser l'engagement quand il se fait *expressif*.

C'est leur socialisation politique antérieure ancrée sur ces pratiques de « démarche projet » et d'« initiative » au sein des Éclaireurs de France qui est une des fondations du groupe. Il faut en tenir compte, même si ces termes sont finalement énigmatiques et problématiques. C'est dans ce cadre associatif – parfois informel – que naissent des "démarches projet" étayées par des acteurs expérimentés – ceux des Éclaireurs de France qui soutiennent ces jeunes et leur donnent des cadres de

31 Elle est devenue le cadre procédural et légitime de « bonnes pratiques », autre expression incontournable de la langue de bois politico-administrative – cette dernière provenant des experts attachés aux commissions de la Communauté européenne. La « cité par projet » en est une des théorisations (Boltanski, Chiapello, 1999).

32 Mouvement scout se définissant comme laïque et mixte, avec une vocation à caractère éducatif qui valorise l'engagement, les prises d'initiatives afin d'aider les plus jeunes à développer leurs capacités physiques, intellectuelles et sociales (cf. www.eedf.fr) L'éducation populaire semble en être un des fondements.

pensée et d'action[33]. Il y a de la *transmission politique* qui n'est pas seulement répétition de mots et de discours, mais qui induit de l'inventivité créative, une *praxis* qui en transformant le monde proche change les personnes. La transmission politique n'est pas ressassement de discours, mais incitation incessante à devenir soi par un soutien à l'expression de son désir et à des pratiques de projet, décidées et pensées par chacun, et les plus autonomes possible.

> *« … On était bien encadrés, par des types qui ont monté la cellule SCALP à Lille (Section Carrément Anti Le Pen), on a été assez influencé… c'est dans ce cadre-là, et notamment, cette démarche projet que l'on retrouve dans LPI : tu veux faire quelque chose, vas-y, mets les moyens en œuvre » (Périn).*

Ce qui doit être noté, fait primordial, est que ces démarches projet, et bien que le mouvement scout soit une organisation comme une autre avec son instrumentalité, ne relèvent pas d'une logique instrumentale de sujets/objets, telles les démarches projets d'insertion (Eme, 2006), ou celles qui se déploient dans la culture (Pryen, 2004), mais s'inscrivent dans le monde ordinaire des individus au regard de leurs aspirations propres. La différence est radicale, on le sait. Il s'agit d'être et de se subjectiver dans une expressivité singulière au sein d'un collectif au lieu d'assigner à des pratiques une visée instrumentale – des pratiques artistiques dont la finalité est la production de "lien social" – ou de les astreindre à des résultats normés par une instance extérieure. Nombre d'autres jeunes de Lille – et beaucoup d'étudiants puisqu'il faut noter leur surreprésentativité – s'y sont frottés ; on les retrouve dans de multiples collectifs de l'agglomération lilloise (graffiti, rap, danse, groupes de "musiques actuelles"). Le *nomadisme urbain* de groupe dans différents espaces de la métropole est l'un des traits principaux de l'exercice des slams Libre Parole comme c'est celui d'autres groupes ; ce nomadisme est lié à l'engagement des membres à prendre en charge de manière personnelle une action – telle action – en choisissant le lieu de celle-ci sans avoir à en référer à une instance collective ou aux résultats d'une discussion du groupe – même s'il y a délibération au sein du collectif. Le membre prend en charge l'action, la pense et lui donne sa forme. Ce qui fait « projet » et « initiative ». Puis, il en informe les autres membres. Fondé sur la confiance, c'est une manière de s'engager pour chacun, en se prenant en charge au sein du groupe, lui-même aléatoire et à géométrie variable.

C'est une manière de nouer autonomie personnelle visée et autonomie collective souhaitée en articulant l'expressivité artistique et la réflexivité politique où il s'agit de briser les assignations sociales et leur intériorisation. Il s'agit de les lier sans s'abandonner à une rationalité instrumentale où l'une serait le moyen de l'autre. En cherchant à éviter les impasses, si faibles en résonances, où l'expression artiste n'est que moyen d'un message politique. Ce qui sous-tend, dans ce cas, les créativités, personnelles et collectives, résident en effet dans la production d'un *lieu propre autonome* au sein de l'espace public urbain, lieu propre qui interroge l'espace public, le statut de la parole et où chacun tient un rôle en écart à la norme tout en slamant une interpellation critique. Bien entendu, la résonance de cette expression dans l'espace public, ses effets sur celui-ci demeurent faibles au regard des grandes manifestations culturelles et artistiques dans l'agglomération. Il n'empêche que liée à ceux de beaucoup d'autres groupes, ils induisent une forme de contagion qui touche de nombreux jeunes dont les capacités et les imaginaires se trouvent mobilisés dans un art de la rue.

33 La socialisation politique fait naître des sociabilités avec plusieurs personnes qui forment le groupe de hip-hop LPI. Aujourd'hui encore, Périn fait partie des Éclaireurs de France en tant que référent animateur ; il se sert de cette expérience et la transmet au travers de ses actions. Il en résulte que la démarche projet est un mode d'action qui a été suggéré par les Éclaireurs de France de façon plus ou moins explicite au moment des slams Libre Parole, notamment dans leur impulsion et leur organisation.

2.3. Non-organisation et simplicité volontaire

Pour les membres de LPI, c'est une question toute matérielle, assez simple, la question du prix de l'entrée dans les lieux de culture, qui les a conduit à la décision de se rendre dans la rue ou sur des places pour déclamer des textes et "faire cercle". Cette question pourrait être envisagée comme celle des nouveaux rapports entre individus et collectifs, comme on le verra. Il ne faut pas oublier que les membres de LPI vivent très chichement, de manière frugale et sans grandes ressources, sinon par des actes de mutualisation. La pauvreté de ces jeunes fait nécessité. Mais il la retourne en un mode de vie frugale qui ne doit pas les empêcher de s'exprimer. Lors d'un entretien, Don Masetti disait des bars « slams » :

> *« … si déjà tu dois payer pour entrer, après dans un bar, forcément, tu vas consommer, sinon tu es mal vu, ça te met dans une autre ambiance… ».*
>
> *« … j'avais payé deux euros pour entrer, ce n'est pas cher deux euros mais quand on va plus loin dans ce que j'ai fait, quand j'ai fait les slams du LPI, je me suis dit à quoi bon payer pour aller faire un texte, donc après j'ai arrêté d'aller dans des trucs comme ça ! » (*Baloot*).*

Plus encore, au vécu d'un lieu culturel fermé, avec sa salle équipée de son appareillage technique complexe – scène, sono, éclairage – répond le vécu du slams dans la rue où s'invente une « non-organisation » des sessions dans lesquelles la simplicité des règles doit prévaloir. En arrière-plan, il faut bien entendu ne pas mésestimer une méfiance toute libertaire à l'égard de l'institué, quel qu'il soit, qui enferme dans ses carcans normatifs, ses contraintes techniques. Si l'urbain est fait d'institués de toutes sortes, il faut le contourner pour LPI. Simplifier, simplifier sa vie, simplifier la mise en œuvre de slams est une réponse à la complexité de la vie sur laquelle veille la police, non sans la rendre encore plus complexe. Dans le langage de Jacques Rancière, la logique policière du politique qui contrôle un partage du sensible est mise en question par la création d'*espaces de performance* dans la rue ; celle-ci suppose une non-organisation et des prises en charge personnelles. On retrouve là une des caractéristiques connues de ces collectifs, « un refus plus ou moins fort des contraintes d'organisation, […] refus très net chez les jeunes inspirés par la mouvance libertaire » (Ion et *al*, 2005, p. 49). L'« orga », celle des groupes militants antérieurs, se trouve discréditée tant elle leur paraît mortifère. En même temps, et de nouveau, s'exprime la quête d'un nouveau rapport entre l'engagement individuel et le « faire collectif ». Ce rapport tient dans la prise d'initiative et la capacité à agir des individus, ici à lancer un slam par un flyer, ainsi que la capacité des autres à répondre à cette invitation et à faire ensemble. L'agir collectif se fonde sur la capacité des individus à entreprendre des actions de manière singulière dans une assurance permise par la confiance relationnelle. C'est une question d'affect qui ne peut être réduite à une analyse positiviste des relations entre les individus.

> *« [Le slam dans la rue] qu'on fait avec un minimum de règles, avec une revendication : qu'il n'y a pas d'organisation, qu'il n'y a pas d'organisateurs, avec le message tout con, tu vois quand j'explique « ouais, tu veux faire un slam, tu prends une feuille, tu la plies en 4, t'écris une date, une heure… », voilà, on simplifie vachement les choses, […] il y a un peu un refus de toute cette complexité, quand je te dis : « A bas la vie limite », c'est parce que c'est complexe et du fait que c'est complexe, on a besoin d'une police qui rend les relations encore plus complexes… » (Périn).*

Ainsi, un discours sur la *simplicité volontaire* articulé à la « *démarche-projet* » (« *si tu veux le faire, fais-le ! Et tu dois t'en donner les moyens* ») sous-tend la prise de parole dans l'"espace public ouvert" (la rue, une place, une entrée de métro). Réponse à la complexité du monde – entendue comme *imaginaire* de LPI –, comme peut l'attester concrètement la facilité et la fluidité d'organisation d'une Libre Parole : il tient à *n'importe qui* de pouvoir organiser une "Libre Parole" tant ce souci de la simplicité fait partie de l'imaginaire des membres du groupe. Il y a là quelque chose d'assez fascinant, doit-on dire, dans cette obstination à faire simple, mais à faire ou à agir. Nul besoin d'équipements, nul besoin de machineries, de matériels, nul besoin de « *prise de tête* ». Nul besoin d'"orga", d'instances décisionnelles, de planification, de programmation. Une session nécessite très peu de choses puisqu'elle a lieu dans des espaces publics – place, station de métro, rue – et qu'elle ne repose sur aucun support technique – seule la voix est utilisée, sans micro ni instrument de musique. D'autre part,

le groupe revendique une informalité qui s'oppose à toute organisation structurée du collectif. Image parlante : un flyer, collé sur les murs de la ville, organise les sessions slam. Bien sûr, quelqu'un (ou quelques-uns) aura écrit, photocopié et collé le flyer[34], mais en même temps, il est vrai qu'il est médium du faire collectif quand d'autres, qui connaissent les codes informels, répondent à cette interpellation. Mode de communication très simple.

> *« … Mais comme c'est vraiment personnel, il n'y a personne qui organise. Et puis même, quand on se retrouve sur le lieu, généralement il y a la police ou des gens qui demandent : « c'est qui, qui organise ? ». « Il n'y a personne qui organise ça. C'est le fly en lui-même sur le mur qui l'a organisé ». […] [c'était] surtout pour dire que ce n'est pas un collectif qui se sera approprié l'espace public ou qui dit qu'il faut [se réapproprier] l'espace public. Non, ce sont des gens et puis il faut venir. Des gens qui passent ou qui viennent aussi… »*

Ce thème de la simplicité de l'auto-organisation fondée sur les capacités individuelles s'oppose à la complexité des machineries de l'industrie culturelle ou à la nécessité de passer par des espaces de consommation investis par l'argent et le marketing.

> « Le peu de moyens mis en œuvre pour le déroulement de ces rassemblements vise à démontrer qu'il est encore possible de se rencontrer et d'échanger en toutes libertés sans pour autant passer par un lieu clos dans lequel on consomme (cafés, salles de concerts). »

Un Slam Libre Parole s'organise donc manière très simple et ne nécessite que l'usage d'un *réseau de connivences* ou « *de potes »* au sein de l'espace urbain pour diffuser par affichage ou par distribution l'information. Bien entendu, cette facilité ou cette aisance suppose des ressources en temps du groupe et de ceux qui s'en font les relais. L'image de l'*arborescence urbaine* permet ici de figurer la diffusion de l'information. De même, si concert il doit y avoir, celui-ci n'a lieu qu'à des conditions strictes d'*autogestion* des lieux. La maîtrise autonome de ses pratiques et de ses rôles se distingue de toute forme d'assignation, même pour une « bonne cause ».

> *« La clique ne se produit en « concert » que dans des lieux autogérés (squats, centres culturels libertaires) et à l'occasion de manifestations de soutien à des luttes bien choisies… »*

Cette organisation du slam elle-même n'est donc jamais première comme peut l'attester une des observations menée à l'occasion du 1er anniversaire de la Brique – le journal alternatif local. Une situation tout à fait surprenante s'est présentée ce jour-là (le samedi 29 mars 2008 à la Mairie de quartier de Wazemmes) qui renseigne assez bien sur les deux dimensions du réseau et de la simplicité. En milieu d'après-midi, un groupe de personnes appartenant au LPI arriva. Puis, de manière spontanée une session Libre Parole s'est mise en place en prenant appui sur la répétition du groupe LCF (Les Choses qui Fâchent, groupe hip-hop composé de membres proches du groupe LPI). Plusieurs

34 Le terme Flyer, outre sa signification britannique, représente de façon implicite l'idée d'un bout de papier qui vole, il renvoie au développement de l'imprimerie et à la diffusion de l'image d'abord dans les couches basses et moyennes de la société du XVe siècle avant de devenir un mode de communication propre à tout le monde. On date sa naissance de la seconde guerre mondiale. Depuis, le flyer est partout, c'est une invitation que l'on reçoit en main propre ou que l'on trouve même par terre, il ne répond à aucun code artistique précis et concerne aussi bien les milieux culturels que les milieux publicitaires, c'est une forme de « liberté créative » (cf. www.flyersweb.com).

personnes dont certaines ont participé au film Libre Parole étaient présentes et venaient déclamer leur texte à proximité du square Ghesquière.

Dans le film Libre Parole[35], de courts plans séquences qui ponctuent les séances slam donnent à voir dans la nuit ces flyers apposés sur des murs, des poteaux ou des barrières ; leur profusion qui gomme le temps espacé des sessions suggère que la ville est prise d'assaut par ces invitations et les prises de parole ou plutôt qu'elle bruisse de toutes ces prises de parole et de ces mots écrits. Ces flyers sont des espèces de cartons d'invitation à l'adresse de n'importe qui, à qui veut bien y répondre. Interpellation dans l'espace urbain à qui veut bien.

> *« Voilà, on a lancé des petits flyers qu'on allait coller en rue, qu'on filait à notre réseau de potes […] c'était l'histoire de deux ou trois motivés à chaque fois, on faisait 100 affiches et on les collait en ville, on en filait aussi aux gens qu'on croisait » (Don Masetti).*

LPI se fait agir collectif dans l'*imaginaire* de la simplicité bienveillante entre potes dans le refus de tout raffinement dans l'organisation d'une session slam, dans l'appropriation de l'espace urbain, dans le rejet des offres des lieux culturels clos, dans l'affirmation de l'autogestion, dans l'évitement d'une emprise du groupe – comme « volonté générale » – sur les individus qui devraient s'effacer (la cité civique, Boltanski, Thévenot, 1991) et dans la volonté de se rendre sujet, à la fois dans la pensée, l'expression artistique et les affects. Il y a là l'*image* d'un monde contesté – sa complexe organisation, ses strates de pouvoir, ses hiérarchies sociales – auquel ils tentent de substituer un autre monde qui cristallise leur imaginaire. Sans pouvoir généraliser, LPI suggère l'émergence depuis des années de nouveaux modes d'agir collectif qui se refusent à la clôture militante parce que mutilante.

3. Les Fenêtres qui parlent

> *« Le nom Reso-Asso-Metro, c'était l'antidote de métro/boulot/dodo. » (*Béatrice*).*

Rappelons les faits. Fondée sur une pratique populaire d'exposition aux fenêtres d'objets, un collectif Réso-Asso-Métro organise de manière annuelle une manifestation en plusieurs lieux de l'agglomération qui consiste dans l'exposition d'œuvres d'artistes aux fenêtres des habitants après un travail entre ceux-ci. Des fêtes et des performances, des spectacles s'inscrivent aussi dans l'espace public. Cette manifestation trouvera sa place dans les politiques urbaines de l'agglomération dont la culture deviendra un maillon central, ce qui ne peut qu'interroger les rapports institués entre pouvoir politique et culture.

À lire les textes et à entendre les principaux acteurs, la première finalité de cette manifestation, et la plus explicite, est celle de faire des habitants des acteurs de leur espace urbain dans une « *prise d'initiative* » culturelle et artistique. Ce qui relèverait de l'ordre de la « citoyenneté » et que ces acteurs nomment « culture participative » (Réso-Asso-Métro, 2007). La seconde, beaucoup moins explicite, est de déplacer les lieux de l'art, des productions artistiques et de leur réception, vers des espaces urbains, en particulier la rue, soit ce qui nommé « la participation culturelle ». On le voit, ces deux intentions ne sont pas de même nature, l'une se concentre sur la figure de l'"habitant" citoyen, l'autre sur la figure de l'habitant culturel, l'une sur l'intervention citoyenne dans l'espace urbain, l'autre sur la production artistique et ses réceptions dans l'urbain avec des finalités qu'il faut bien interroger puisqu'elles lient, de manière plus ou moins souterraine, le sociopolitique et les pratiques artistiques. C'est qu'au-delà de l'intervention citoyenne des habitants et de l'exposition d'œuvres d'art, une autre fin se découvre, celle d'être un moment de fêtes et de production de relations sociales entre les habitants. Il s'agit de réinventer de la société urbaine, minée par les rapports d'indifférence dans le voisinage, les replis sur l'espace privatif, le manque de participation des citoyens aux affaires publiques, les retraits dans l'anomie. En cela, une intentionnalité dernière vise la transformation ou l'amélioration de l'environnement urbain[36].

---

35 http://regardeavue.com/videos/%5Bvideobaseproject.net%5D.%5Bles.productions.imagees%5D.libre.parole.mp4 On en reparlera plus loin.

36 Ce n'est pas pour rien que ce réseau est lié par certains de ses fondateurs à VivaCitéS Nord– Pas de Calais, réseau régional pour l'éducation à l'environnement urbain.

3.1. Le projet et ses acteurs

Deux personnes sont à l'origine du collectif RESO-ASSO-METRO, Béatrice Auxent et Michel Brulin, qui vont coopter d'autres membres pour une réflexion commune, cooptation qui leur donne une place et une position centrale. Ils se sont rencontrés par l'intermédiaire d'une tierce personne du SGAR sur les enjeux de l'éducation à l'environnement urbain quand il s'agissait de croiser de multiples approches disciplinaires. Elle est architecte et investie dans plusieurs associations[37], il est un acteur important dans le social – les centres sociaux – après avoir été un baroudeur des politiques jeunes et de la ville dans des municipalités diverses de la région. Deux personnages atypiques qui ne sont pas dans le droit fil des carrières balisées et font connaissance. Mais, en même temps, ils ne sont pas démunis en termes de capital social et symbolique. Ils appartiennent à des réseaux associatifs importants de la région, dans de multiples secteurs d'activité, et l'entrelacement institutionnel de ces réseaux leur a ouvert de multiples portes dans divers domaines d'action et sur les pouvoirs politiques dans la région.

> *« …Les Fenêtres qui parlent, c'est une complémentarité… Un accident… Croiser la réflexion d'autres personnes car notre binôme, c'est aussi en s'ouvrant à l'échange, à la réflexion… » (*Michel*).*

> *« [Michel et moi], on s'est connu dans le projet de dynamique régionale de l'éducation à l'environnement urbain où on avait l'idée que pour approcher la ville il fallait croiser les domaines… Il a été présenté par le SGAR : « celui-ci sera intéressé, c'est un atypique… » » (*Béatrice)

Une exigence initiale est de murir longuement le projet au sein d'un groupe de personnes cooptées par les initiateurs, en particulier au regard de la diversité des approches professionnelles, associatives, culturelles. Il s'agissait de nourrir le projet à partir de perspectives complémentaires. Ils ont pu puiser dans le vivier de leurs connaissances, rencontrées dans les réseaux régionaux[38].

> *« Ça permet de diversifier les approches, les regards, culturels, artistiques, c'est vrai que moi, j'ai plutôt l'étiquette "social", j'assume, mais à l'inverse dans les centres sociaux, j'ai été identifié par Les Fenêtres qui parlent et je me retrouve avec la thématique culture au sein des centres sociaux. Donc, c'est une espèce de fusion, ça c'est intéressant… » (*Michel*).*

Il faut donc noter l'importance accordée au *temps de production du projet et de sa délibération* ; de même, l'oralité ne suffit pas alors que c'est souvent le cas dans ces champs d'intervention : l'écriture, des notes sur le projet identitaire du groupe (*Qui sommes-nous ?*), ne cesse d'accompagner ce travail. Ainsi ce projet sera réécrit plusieurs fois dans les années 2000. Le collectif initial, c'est un

37 Cet acteur principal de RESO-ASSO-METRO fut présidente de VivaCitéS Nord-Pas de Calais, créée en association en 2000 ; cette association se donne pour raison première l'éducation à l'environnement urbain par la mise en réseau des acteurs. Entre 2002 et 2005, elle fut aussi présidente de Citéphile, réseau national visant la même finalité.

38 Le réseau des acteurs de VivaCitéS, par exemple, regroupent des mairies importantes, des acteurs culturels, de l'environnement, de l'urbanisme, de la recherche, de la solidarité et de l'économie sociale et solitaire dont beaucoup sont des institutions fortes de la région.

écrit qui ne cesse d'être rectifié. Tous les signes sont là : il faut prendre son temps pour écrire le projet et dire ce que l'on est et ce que l'on vise.

> *« On a réuni des gens divers et variés, on s'est fait des temps de midi, des tables rondes, 8/12 personnes et on a échangé comme ça pendant plus d'un an et demi en prenant des notes tout le temps et c'est comme ça qu'on a écrit le premier texte « Qui sommes-nous ? » » (*Béatrice*).*

Le travail collectif s'oriente très vite autour d'une perspective, celle de la participation des "habitants" à la vie de la cité ou à la « démocratie locale » de la métropole. La *citoyenneté* de l'habitant est là en filigrane et l'idée d'un réseau, informel, se fait jour.

> « C'est au début de l'année 1999 qu'émerge l'idée de constituer un réseau de réflexion et d'échanges sur le thème de la démocratie locale, à l'échelle de la métropole lilloise » (RESO-ASSO-METRO, 2000, p. 3).

Dès « octobre 2000, Métropole lilloise » selon son en-tête, le collectif RESO-ASSO-METRO produit donc après une année de gestation en 1999 son premier texte qui sera remanié à de multiples reprises : « *Qui sommes-nous ?* » La question n'est pas anodine dans son interrogation identitaire. En filigrane, elle interroge la citoyenneté alors que la catégorie "indigène" centrale, telle que revendiquée dès les commencements par ces initiateurs, est celle d'*habitant*. Citoyenneté et habitants. On retrouve là un leitmotiv des politiques urbaines, depuis leurs prémisses dans les années soixante-dix, celui de la participation des habitants aux affaires publiques locales, thème débattu, affiché, mais jamais vraiment accompli dans la réalité quotidienne[39].

> *« Ça a démarré comme ça… Qu'est-ce que ça voudrait dire être un habitant actif à l'échelle d'une métropole ? C'était ça notre première idée. Qu'est-ce que ça peut vouloir dire ? […] qu'est-ce que ça veut dire la citoyenneté à l'échelle de la métropole ? L'envie, on est dans une métropole, qu'est-ce que ça veut dire en tant que citoyen ? (*Béatrice*).*

Encore fallait-il savoir comment aborder cette question de la démocratie locale et de la citoyenneté. Très vite cette participation des habitants à la vie de la métropole s'oriente vers l'expression culturelle. L'enjeu devient celui de « la participation des habitants à la vie culturelle de la cité. »

> *« …Culture participative, participation culturelle, ces deux mots se sont très vite croisés, dans les deux sens… » (*Béatrice*).*

Si RESO-ASSO-METRO tient progressivement sa colonne vertébrale, la réalisation concrète d'actions demeure incertaine – « *qu'est-ce qu'on pourrait faire ? Quelle action précise ?* » (Béatrice). Il existait des « prémices » (Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007[40]). Il y avait eu l'expérience à Roubaix sur une fenêtre, la plus petite galerie du monde depuis octobre 1995[41], celle de Berkem Label depuis 1997 à La Madeleine avec, en particulier, son opération Facad'Art (« un artiste à la fenêtre ») à l'échelle du quartier[42] et l'association du Pont du Lion d'Or à Lille et Mons-en-Baroeul depuis 1993[43]. Trois expériences donc préfigurent ce travail sur des expositions artistiques aux fenêtres dans une réappropriation et réinvention d'une tradition.

Mais ce travail est inséparable de la question urbaine, « *l'animation et l'aménagement urbain du quartier* » pour l'association du Pont du Lion d'Or, la définition et la mise en œuvre de « *toute*

---

39 Sur ce thème, la bibliographie des recherches est immense. En première approche, on se reportera à Carrel, 2007.

40 Il s'agit d'un film réalisé lors de l'opération Les Fenêtres qui parlent.

41 « La plus petite galerie du monde (OU PRESQUE) est installée dans une "fenêtre-vitrine" au 69, rue des Arts à Roubaix. Une ou plusieurs œuvres (peinture, photographie, sculpture) de l'artiste du mois sont présentées en permanence. C'est aussi une salle d'exposition de près de 200 m^2 implantée à l'arrière de la maison dans un ancien atelier de confection, un bâtiment industriel typiquement roubaisien. » http://www.lapluspetitegalerie.com/spip.php?article12

42 http://www.filrouge-berkem.fr/

43 http://assoliondor.canalblog.com/archives/exposition_aux_fenetres/index.html

action de valorisation du quartier de Berkem dans un esprit de convivialité, d'ouverture et de collégialité ». De même, la plus petite galerie du monde s'ouvre sur l'espace public : « *le vernissage reste le moment-clé de l'exposition. Il commence toujours sur le trottoir [où] les voisins, amis, passants et tous ceux qui aiment s'étonner sont aussi les invités prioritaires du lieu*. » Il y a là intrication entre ce qui serait expérience esthétique et son efficacité propre et ce qui serait de l'ordre d'une efficacité sociale lorsque l'art « sort de ses lieux propres pour se transformer en pratique sociale » (Rancière, 2008, p. 57). Il faut s'en souvenir en sachant bien que ces deux formes d'efficacité dans leur liaison ne vont pas de soi. Emmanuel Vachon qui réalisait des choses atypiques – « *des champs mécaniques chez l'habitant* » – les engage à prolonger ces expériences dans ce nouveau projet dont il se souviendra lors des manifestations de Lille 2004 et Lille 3000.

> *« … Il voyait bien qu'on cogitait, il est venu et il nous a dit faites ça, c'est ça qu'il faut faire, on l'a écouté, on l'a retrouvé dans le cadre de Lille 2004, dans le cadre de Lille 3000, là aussi il a fait en sorte que la part d'habitants soit reconnue dans des programmes de la culture (capitale européenne)… » (*Béatrice*).*

Ce sera donc Les Fenêtres qui parlent. 2002 est l'année de la première action du collectif. Il s'agit donc d'inviter des artistes à exposer aux fenêtres des habitants. Exposition qui est aussi une fête dans la rue.

> *« Autour de ça se greffent plein de choses. Le jour du vernissage, c'est dans la rue […], ça fait l'objet d'une déambulation, d'une musique, d'une auberge espagnole… La première année, on était cinq quartiers, assez vite on est monté en nombre, avec un point fort, sur Lille 2004 […]. » (*Béatrice*)*

D'année en année, le nombre d'associations de quartier ne cesse d'augmenter ainsi que le nombre d'artistes exposés. En même temps, des associations membres se sont dissoutes et n'apparaissent plus comme membres du collectif. En 2002, cinq quartiers et huit associations sont de la fête : une quarantaine d'artistes participent sur deux cents fenêtres d'habitants. Une publication de seize cartes postales, conçues et réalisées par Jean-Jacques Tachdjian, « graphiste agitateur », retrace la manifestation. En 2003, onze associations et onze lieux, une centaine d'artistes, deux cents fenêtres d'habitants. Cette année-là, c'est un « livre-objet à facettes » qui est réalisé par Bruno Desplanques, plasticien. En 2004, 19 associations et 15 lieux ; 400 artistes investissent plus de 500 fenêtres. Un accordéon de cartes postales, réalisé par Patrick Poulain, clôt l'opération. Emmanuel Vachon inscrit l'action dans le programme Lille 2004 – Capitale européenne de la culture – qui l'ancre dans le paysage institutionnel et lui apporte un soutien financier particulier.

> *« On a eu une aide particulière, financière, de présentation d'artistes et de pouvoir faire des commandes artistiques. […] Chaque quartier avait son thème pour donner une couleur avec le choix des artistes. La ville, à partir ce cette date, a financé ces actions. » (*Béatrice*)*

2005 : vingt associations, huit lieux investis dans la métropole : plus de 350 artistes et de plus de 750 fenêtres. Un livret photographique, graphique et littéraire (Dimitri Vazemsky, éditeur) retrace des moments significatifs. 26 associations en 2006, 15 lieux, 350 artistes, plus de 1 000 fenêtres : la publication de 9 x 260 pièces de douze artistes à recomposer l'année suivante est coordonnée par Benjamin Gourdin. En 2007, 26 associations, 13 lieux, plus de 450 artistes et 1 000 fenêtres, et la publication d'un double DVD réalisé par Zoom allure, coordonné par Benjamin Gourdin et Béatrice Auxent. En 2008, 18 lieux, 31 associations, 28 ateliers de quartiers, plus de cinq cents artistes et 26 créations in situ, deux ateliers métropolitains d'écriture Haïkus, trois compositions collectives de banderoles Haïkus, plus de 1 000 fenêtres. Pour l'édition 2009, huitième édition de Les Fenêtres qui parlent, 30 associations sur plusieurs communes de l'agglomération ont participé à l'action[44]. À partir de 2003, cette opération s'accompagne en moyenne d'une vingtaine d'animations et spectacles et un public estimé à 20 000 personnes[45]. Les Fenêtres qui parlent est ainsi devenue une action menée

44 Du 13 mars au 12 avril 2009, soit un mois d'expositions dans différents quartiers.

45 Il faut noter que les publications sont toutes accompagnées par la commission artistique du collectif qui fait participer les habitants à leur conception.

annuellement par un collectif d'associations de la métropole lilloise, collectif qui, comme on le verra, n'a pas été institué volontairement en association.

> *« Pour qu'il y est une qualité, ça mobilise des groupes de personnes dans chaque quartier. Il y a une moyenne de 4/5 personnes par quartier et il y a 17 quartiers […] Les associations ne font pas toutes Les Fenêtres qui parlent ; de temps en temps, elles font des breaks. Il y a une trentaine de groupes et une vingtaine font Les Fenêtres qui parlent. » (Béatrice).*

3.2. Jeux de mots

Est-ce l'effet du temps ? La nomination « ASSO-RÉSO-MÉTRO » joue sur les mots qui cherchent à déconstruire les pensées et les imaginaires des anciens collectifs. Dans cette déconstruction se cherche quelque chose qui est d'un ordre civique, un quelque chose qui ne peut être que non abouti, en processus, mais qui pointe un autre horizon du civique entre individualité et collectif. On voit ainsi à l'œuvre un processus et non un effet ou un résultat, un cheminement et non un aboutissement. Il est frappant, sans être naïf, de noter que la marque "identitaire" du réseau relève d'un « *engagement aventurier* » qui implique une réflexivité constante, corollaire d'un travail constant pour redéfinir ses perspectives – le « *Qui nous-sommes ?* »[46] :

> « … nous sommes bien conscients des limites et des fragilités de notre engagement aventurier, y compris dans le temps et par l'extension du réseau et de son rayonnement. Doutes et remises en question sont toujours utiles et nécessaires. » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2007).

Il est sans aucun doute nécessaire d'analyser les *représentations* construites autour de cette nomination « ASSO-RÉSO-MÉTRO » comme représentations idéales d'une forme d'agir collectif dans l'espace urbain où la citoyenneté des habitants est convoquée.

3.2.1. « Réso »

« Réso », c'est le réseau. C'est son horizontalité s'inscrivant contre les formes pyramidales associatives qui jouent sur les modes de délégation de pouvoir au nom de la volonté générale, mais aussi cherchant l'articulation entre l'individuel et le collectif où il s'agit de « donner une *résonance* particulière aux actions de chacun de nous » (ASSO-RÉSOMÉTRO, 2000). Réso comme résonnance, le collectif réseau est une « *caisse de résonance* » – non une volonté générale – des pratiques personnelles. Une tentative d'articulation entre actions personnelles et pratique collective se forge sans que sa pensée ne soit pleinement satisfaisante. Le collectif réseau est pensé comme cet espace-temps de ressources et de capacités du collectif pour les pratiques et les pensées individuelles. Se jouent ainsi de nouvelles conjugaisons entre *expressions* de soi et *supports* collectifs, mais aussi subjectivations civiques. Si cette tentative est dans « l'air du temps », analysé par de nombreux chercheurs, elle n'en implique pas moins un changement de regard sur l'agir collectif.

Dans cette perspective, on voit bien que la « cité civique » a changé de sens ou s'est dédoublée. Elle devient *support et ressources* d'individualité civique, et en cela, indirectement, légitimité du collectif civique. Ce n'est pas le détachement des personnes humaines (Boltanski, Thévenot, 1981, p. 231) et l'attachement aux personnes collectives qui prédominent, ce n'est pas la valeur personnelle de chacun en tant qu'elle appartient primordialement à un être collectif qui en fait la « grandeur », ce n'est pas « la volonté générale » devant laquelle chacun s'efface qui est « principe supérieur commun » ; une tout autre distribution des valeurs se construit en permettant de repenser le civique selon d'autres modalités : l'expression civique de chacun comme désir de soi dans un collectif émerge et trouve une « résonance » sans véritable théorie ou pensée de ce phénomène. C'est dire que, proprement, l'engagement de chacun – la pratique et la pensée, le dire, le faire et le penser tels qu'ils sont engagés – vient s'inscrire dans un collectif qui en est l'une des conditions de possibilité et non l'une des finalités. La volonté générale prend un tout autre sens : celui de faire perdurer et amplifier ce qui est de l'ordre de l'invention personnelle. Un renversement s'opère entre l'individuel et le collectif.

46 Il faut modérer ce constat en notant qu'en réalité peu de choses ont varié dans ces écrits du réseau. Ce n'est vraiment qu'à la marge que des inflexions sont introduites.

L'individuel ne se soumet plus à un ordre supérieur, celui du collectif ; ce dernier devient condition de possibilité de l'émancipation sensible de l'individuel en en devenant un espace/temps de *ressources* et en y puisant la capacité de perdurer.

> *« …il y a d'autres formes, plus souples… peut-être que les personnes se sentent un peu moins engagées, c'est pas vrai, dans les faits, c'est pas vrai, mais il y a moins cette question d'adhésion formelle, du coup, mais on est tout autant engagé… » (*Béatrice*)*

De ce point de vue, il y a aussi passage d'une certaine façon des *noêta* – les « choses intelligibles » dans la volonté générale pratiquée et théorisée – aux *aisthêta* – les « choses sensibles » où se font jour des relations d'affect entre les membres des collectifs au regard du monde qui est vécu aussi comme monde sensible. Les relations sensibles et d'affect entre les membres deviennent une donnée du civique. Le civique est sensible et n'est pas réductible à l'emprise de l'idéologie, de la vision théorique ou politique. Une tension nouvelle entre idéologie et sensible se déploie qui transforme les relations entre les membres des collectifs et les finalités de ceux-ci.

Ce qui est donné à voir et ce qui fait signe manifeste de ce « réseau », c'est une quête d'un autre type de fonctionnement et d'organisation des individus et des collectifs fondé sur la « coopération » et la « mutualisation » – *« la mise en commun des moyens financiers, négociation, communication »*. La coopération des membres, des collectifs ou des associations ne relève pas de règles ou de contraintes internes à une association qui fixent des rôles et des places puisque volontairement le statut associatif a été écarté. Il s'agit de faire vivre un *« fonctionnement souple, non bureaucratique » (*ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2007).

> « Ce collectif qui n'est pas une association a justement un fonctionnement qui est très participatif […], on veut quelque chose de très collectif comme fonctionnement, il y a une association qui est porteur financier pour les subventions, une autre association qui est porteur du temps employé, du petit temps employé, le reste du temps étant bénévole, donc c'est réellement une envie d'avoir une participation citoyenne à tous les niveaux, on prend les décisions ensemble, tout le monde est impliqué » (Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007).

« Asso ». ASSO-RÉSO-MÉTRO n'est pas une association, ses fondateurs s'y sont refusés.

> *« Avec Innov'enfance, j'étais au bureau. J'ai compris quand il fallait une structure associative et quand elle n'était pas nécessaire pour mener une action… Il y avait toute cette gestion associative qui pouvait être lourde et ça dans les questions de réseau, il n'y a pas toujours besoin d'un statut associatif et ARM est un collectif… on nous a plusieurs fois demandé pourquoi ça n'est pas une association et on a dit non parce qu'autrement on va casser cet effet collectif réseau, collégialité… Michel avait l'expérience de fédérations qui devenaient tout de suite pyramidales, moi, j'avais l'expérience de réseaux d'acteurs, il faut de la coordination, mais il ne faut pas forcément une structure, il faut une animation, mais pas forcément un statut d'association pour ça… Dès qu'on voit des financeurs, on le rappelle, il y a un porteur associatif financier, mais ça reste un collectif et pas une association… C'est vrai que c'est besogneux une association, de plus en plus… » (*Béatrice*)*

Si l'exigence d'horizontalité fait partie des valeurs du collectif, il n'en demeure pas moins que s'y dévoilent les figures charismatiques des fondateurs. Une certaine *fragilité* apparaît si l'une de ses deux personnes devait pour une raison ou une autre prendre du recul ou se désengager.

> *« Le réseau : ça tient à peu de choses ! L'important, c'est que Michel et moi-même soyons toujours là. Papa, Maman. C'est sûr, c'est évident, même si, actuellement… côté finance si je lâche, le réseau est mal. Je fais tous les dossiers de financements. Je passe par Berkem, j'ai trouvé quelqu'un qui m'aide pour les dossiers et ça pourrait faire le lien avec une autre asso qui prendrait le relais… » (*Béatrice*).*

On le voit bien, ce collectif aurait quelques traits de la « cité domestique » avec ses « relations personnalisées » (la cooptation), la proximité entre les choses et les gens, les « attaches spécifiques

comme gage de liens durables », les figures paternelles à qui l'on doit « respect et fidélité » (Boltanski, Thévenot, 1981) et où la question des rapports de pouvoir est dissimulée derrière la représentation de la « grande famille ». Plus encore, si le collectif n'est pas une association, elle a bien un cœur névralgique extérieur, une association qui, avec l'une des figures charismatiques, gère le financement.

Compte tenu que Réso-Asso-Métro n'est pas une association, mais un collectif, les associations signent un engagement éthique (le texte sans cesse réactualisé : *Qui sommes-nous ?*) et un engagement pratique et financier (le texte : *Engagement solidaire*), même si tout n'est pas balisé et peut laisser place à des contentieux.

> *« On a créé ça progressivement, avec le bouche-à-oreille ; chaque année d'autres personnes arrivent à qui il faut expliquer – acclimatation – que Les Fenêtres qui parlent c'est la partie visible de l'iceberg et qu'en dessous il y a ASSO-RÉSO-MÉTRO avec des valeurs, un engagement solidaire chaque année pour tous ceux qui s'engagent. […] s'il y a un bouillon financier, surtout au début, il y a solidarité, on réfléchit actuellement en termes d'assurances. C'est la première question qu'on nous pose. C'est la responsabilité civile des habitants qui joue. S'il y a franchise, peut-il y avoir mutualisation des franchises ? » (*Béatrice*).*

Plus encore, cela signifie que les associations membres signent annuellement un « *engagement solidaire* » sur l'adhésion au texte fondateur de ASSO-RÉSO-MÉTRO, lui-même remis à jour ; cet engagement permet « à ceux qui le désirent de se mettre en « jachère » vis-à-vis d'actions au sein du réseau sans s'exclure de l'appartenance au réseau » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2007). C'est ainsi que des collectifs informels ou des associations de quartier peuvent pendant une année, voire plus, faire « une pause » et ne pas participer à la préparation de l'opération Les Fenêtres qui parlent, sans que leur appartenance ne soit remise en cause ou sans qu'aucune polémique ne survienne. L'« intermittence » de l'action civique (Carrel, Neveu, Ion, 2009) devient d'une certain façon un *contrat* entre le « Réso » et les associations déclarées ou de fait. Ces dernières ne subissent pas l'*épreuve de la continuité* de l'action. De même que les trajectoires personnelles sont de plus en plus discontinues et faites de ruptures (affectives, professionnelles, amicales, civiques) obligeant les gens à une réflexivité incessante sur leur devenir et sa cohérence temporelle, les devenirs collectifs sont marqués, telles des sinusoïdes, par des hauts et des bas, mais qui ne sont pas jugés à l'aune d'un marqueur de mobilisation optimum qui en ferait de « bons collectifs ». De même que les temps des engagements et des mobilisations se flexibilisent, les jugements de valeur s'assouplissent. Les regards se font moins perçants et aigus dans un amoindrissement de la puissance du *surmoi* de l'engagement. Se mobiliser collectivement, c'est aussi parfois pouvoir « prendre son temps », le maîtriser au regard des temporalités personnelles et le rendre légitime dans le temps qui ne cesse de courir.

Une nouvelle fois, c'est une manière, si l'on y prend garde, de gérer le temps des engagements de manière flexible : « l'engagement citoyen prend, dans le cours de la temporalisation du temps […], une "forme de projet" : la durée, la séquence, et aussi fréquemment le rythme sont décidés de manière

flexible ; et les projets sont à court terme et limités dans la durée » (Rosa, 2010, p. 286). Ce constat est connu. Mais l'organisation flexible favorise une flexibilité de l'appel aux ressources de mobilisation dans le temps, au moment où ce temps se raréfie du fait de l'accélération du rythme de vie qui, loin de faire gagner du temps avec les accélérations concomitantes du changement social et technique, le rend encore plus rare et précieux puisque tout temps gagné se paye du prix d'une quantité croissante de choses à faire. C'est bien la question centrale que doit affronter le temps des engagements individuels et celui des mobilisations collectives, eux-mêmes étant souvent en discordance et en désynchronisation. Cette question de la synchronisation des différents temps personnels et sociaux est au cœur d'une réflexion sur les engagements, la citoyenneté dans l'espace urbain, et, plus largement, la vie ordinaire des gens.

Cette organisation coopérative flexible ne permet-elle pas une "décroissance" temporaire des engagements de membres ou de collectifs. Ces nouvelles modalités flexibles d'organisation, de coopération et de mutualisation dans le « Réso » seraient d'une certaine façon une réponse tout à la fois idéologique et pragmatique aux transformations des engagements des individus et des mobilisations collectives, transformations dues à l'affrontement des diverses temporalités de l'existence et des divers temps des systèmes. Idéologiques dans le refus des formes normatives de hiérarchie et d'encadrement des énergies associatives – en tant que « passion de s'associer » – et dans la visée de nouveaux liens d'association, mais aussi pragmatiques dans la prise en compte de la sensibilité individuelle des êtres sociaux au nom de nouveaux principes de justification des engagements.

3.2.2. « Asso »

S'il n'y avait pas lieu de fonder une association, mais de faire fonctionner un collectif, c'est que la « cité civique » demandait sans doute à être remaniée comme on vient de le voir. Pourquoi dès lors Asso ? C'est que pour la plupart, les membres de ASSO-RÉSO-MÉTRO sont « *issus de la vie associative locale* » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2000). Il fallait permettre aux associations locales d'en être membre. En même temps, peuvent y appartenir des « *collectifs informels* ». Si l'on prend à la lettre cette proposition, une tension apparaît entre des appartenances associatives passées et présentes, le regroupement d'associations locales et l'adhésion à un réseau qui tente pour partie de les effacer en incluant en outre des groupes informels. Il ne s'agit pas de manière quelque peu étroite de pointer des contradictions, mais de comprendre – ou d'interpréter – des processus qui, comme la juxtaposition entre une association de financement et le réseau ASSO-RÉSO-MÉTRO, conduisent à un entrelacement entre des régimes d'action qui ne sont pas forcément en résonance. Dissonance ? Sans doute, mais il faut encore tenir compte des processus en cours. De multiples associations sont là, évidence visible dans le champ local politique ; elles se tiennent dans leur rôle et leur fonction au regard de la légitimation produite (ou non) par le champ institué du politique. ASSO-RÉSO-MÉTRO devient une structure autre qui cherche à rompre et qui en même temps est attachée à toutes ces associations qui la forment – ne serait-ce que dans l'association qui gère l'argent de ses financements publics.

L'interprétation de ce rôle d' ASSO-RÉSO-MÉTRO n'est pas simple, on le dira sans détour. Elle n'existe que dans les associations qui la forment alors que dans le même temps elle s'en détache en ne se voulant pas autre chose qu'une enveloppe associative institutionnelle dans des rapports institués aux instances politiques. Cette ambiguïté tient-elle à un processus en cours de détachement des intrications entre société civile et puissance publique selon un partage institué des rôles ou provient-elle d'une stratégie de ses acteurs pour accroître de manière inédite leur surface de pouvoir, leur fonction et leur capacité ? Tient-elle à cette prise en compte du changement de la nature des collectifs et des engagements individuels (forme instituante) ou permet-elle une organisation spécifique du pouvoir, sans pouvoir déclaré ni représentant légal (forme instituée quelque peu cachée) ?

De même que pour « Réso », « Asso » se dédouble en un sens autre. Si de longues discussions et délibérations ont présidé à la naissance de ce collectif, on ne peut pas croire que ce dédoublement soit pur ou simple jeu de mots. On doit prendre celui-ci au sérieux, ne serait-ce qu'un instant. Que nous dit-il ? Il s'agit de « partir *à* l'*assaut* pour *une prise en compte de notre parole* à une autre échelle

territoriale » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2000). On ne sait explicitement à l'assaut de quoi, il s'agit, puisque manque l'objet de l'assaut. On le devine. L'assaut, dans son registre militaire non anodin, est celui des institutions politiques au niveau de l'agglomération ; et s'il y a assaut c'est que celles-ci méconnaissent, voire disqualifient la parole des acteurs ordinaires ou associatifs. La « prise en compte » renvoie à la question de la légitimité de la parole des acteurs, de leur reconnaissance quand leur verbe est dénié, délégitimé, disqualifié par l'institué. L'assaut est renversement de la reconnaissance, d'une reconnaissance disqualifiante en reconnaissance de capacités qu'elles soient sociales (la "performance sociale", l'œuvre, le travail, l'activité) ou de droit (le statut de soi en droit) ou encore esthétique (le partage du sensible au regard de soi et de ses propres perspectives). La question, on le verra, est bien celle de la reconnaissance de la parole et de l'agir des gens dans l'arène urbaine et dans les espaces publics de pouvoir institué.

4. LA « PRESSE ALTERNATIVE » SUR LILLE

Loin des journaux vendus en tête des gondoles médiatiques, mais aussi loin des titres alternatifs de couverture nationale, on aiguisera notre regard sur des journaux qui se disent « citoyens » et qui fleurissent sur la métropole lilloise. La lecture de la presse d'information et d'opinion – qu'elle soit quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle –affiche d'années en années, à part quelques exceptions, une érosion par rapport aux autres pratiques liées au « temps libre » qui gagnent du terrain. Dans ces conditions, on comprend que de nouvelles aventures journalistiques sur Lille, qui plus est indépendantes et se voulant « libres », soient déjà une épreuve en soi. Ce paysage de l'agglomération

lilloise, local et localisé, suppose d'être inscrit dans un tableau plus vaste, en tout cas à l'échelle de la nation, notion sans doute à revisiter dans la globalisation. Chaque échelle territoriale est à revisiter et à reconstruire dans les pratiques et les représentations localisées des « habitants ».

4.1. Une presse "indépendante"

Il est sans doute utile de préciser ce qui se définit comme « presse indépendante » tant d'un point de vue général – national – que local. En première approximation, on pourrait dire qu'il s'agit d'une presse qui s'autofinance sans avoir recours à de la publicité – sous quelque forme que ce soit – et qui ne compte que sur la fidélité des ses lecteurs pour (sur)vivre. On pourrait aussi la définir par une certaine liberté de ton et par un engagement particulier de ses journalistes dont beaucoup se déclarent être à la fois des journalistes « impliqués » et en même temps non professionnels. C'est une deuxième compréhension possible.

Mais, c'est la représentation du journal La Brique de Lille et de ses rédacteurs qui exigent tout d'abord attention au regard de ce travail. Dans le n° 4 (octobre/novembre 2007), ce journal mentionne la parution d'un guide des médias alternatifs[47] qui évalue à près de deux millions de personnes en France le nombre de lecteurs de la presse « alternative », en comptabilisant en outre les lecteurs du *Monde diplomatique* et du *Canard Enchaîné* – Fait qui demanderait une analyse. Quelle est la représentation donnée par La Brique au-delà de l'exergue : « Presse indépendante, télévisions libres, radios associatives et autres sites web militants : un guide propose un tour de France » ? Les auteurs de ce guide, selon La Brique, présentent « ce village d'irréductibles médias alternatifs » qui « continue de résister aux marchands d'armes et de cerveaux ». Imaginaire de la *résistance* de David contre Goliath, le village gaulois résiste dans son petit coin et produirait une représentation alternative et critique de la réalité. Différents critères tentent de définir cette presse alternative selon les auteurs du guide (*La Brique* n° 4, p. 15) : « esprit critique vis-à-vis de la société marchande et hiérarchique », sources d'informations « indépendantes, larges et multiples », « autonomie financière », « libre de droits d'auteurs » et « esprit non violent ». Selon cet idéal, toujours d'après les auteurs du guide, le fonctionnement d'une telle presse relève d'une « structure démocratique », d'une « féminisation des textes » et d'une « équipe de rédaction équilibrée hommes-femmes ». De plus, ces journaux doivent encourager la « coopération entre les rédacteurs, les rédactions ». Enfin, cette presse « populaire, doit être lisible par le plus grand nombre et proposer un prix abordable » (Esteban, 2008). Cette presse se signalerait donc avant tout par son indépendance revendiquée à l'égard de tout pouvoir, financier, économique, politique, par l'instauration de rapports sociaux horizontaux et démocratiques prenant en compte la question du genre. Ces traits ou ces critères pourraient évidemment être discutés et analysés. En particulier, au regard de quelle référence, de quel monde normatif, la critique s'exerce dans ces journaux ? Toute critique doit s'exercer au regard de fondements et de critères normatifs qu'elle explicite de manière argumentative.

Selon un ex-représentant du feu journal indépendant lillois « Le Clamplin »[48], Jean-Luc Porquet, il n'existerait actuellement en France que deux journaux alternatifs qui tiennent le coup : – *La Feuille*, à Villeneuve sur Lot, qui fonctionne depuis 20 ans avec une équipe éditoriale de 6 salariés et un tirage à 5.000 exemplaires. Pour autant, le financement est assuré à 50% par la publicité ; – *La Glorieuse*, à Montpellier, sans publicité et vendue à 1 euro le numéro. Ce constat est peut-être quelque peu réducteur. Sur cette même période des commencements de La Brique, d'autres périodiques pourraient être mentionnés[49].

---

47 ESTEBAN (coord.) (2008), *Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes*, Paris, Edition Le p'tit gavroche : www.guidaltern.Org

48 Rencontré lors d'une réunion organisée à l'Univers, lors de la soirée-débat de la presse « alternative, locale et indépendante », le 30 novembre 2007, dans le cadre de la semaine des Rencontres Intergalactiques de la Presse Alternative, Locale et Indépendante (RIPALI).

49 *Politis*, *La Décroissance* (sous titré *Le journal de la joie de vivre*), *L'âge de faire (*sous titré *Écologie, citoyenneté, solidarité)* ou encore la revue écologiste *Silence* ; dans un registre plus radical, on pourrait citer *CQFD*, le bimensuel *Le Plan B* ou encore *Le Sarcophage* (sous titré *Contre tous les sarkozysmes, journal d'analyse politique*). D'autres existent aussi de manière associative et avec un minimum de publicité : c'est le

Toujours sur cette même période, et à une échelle territoriale plus localisée à Marseille, le mensuel *Le Ravi, le magazine qui à les mains libres*, « mensuel infos et satires en région PACA » en vente au prix de 2,80 €, fonctionne depuis 10 ans avec un rédacteur en chef qui a fait ses armes à *Témoignages Chrétiens*[50]. Le *Sans Culotte 85*, « *mensuel indépendant d'intérêt civique* » est né d'une conviction est-il dit : « *Que l'information est trop importante pour être laissée entre les seules mains des "vendeurs d'armes" et des groupes de presse monopolistiques. Que l'information n'appartient en aucun cas aux journalistes qui la traitent ni aux élites de tout poil, mais bien aux citoyens.* »[51] Il couvre le département de la Vendée depuis le n° 0 en janvier 2007. Il ne s'interdit pas l'activité publicitaire, mais celle-ci est régie par une charte « *garantissant un partenariat éthique entre le journal et l'annonceur, gage de l'indépendance financière et de la liberté d'opinion du* Sans-Culotte 85 *vis-à-vis de ses clients*. » Il s'agit de sortir de l'uniforme du journaliste qui produit de l'uniformité et du consensus. Plus près du nord, à Amiens, c'est *Le Ch'Fakir*[52], *« journal [qui n'est] lié à aucun parti, aucun syndicat, aucune institution, fâché avec tout le monde, ou presque »*[53] qui tente de survivre malgré l'épuisement moral de son initiateur… Derrière tous ses titres revient l'idée que l'information, chose stratégique entre toutes, est aussi l'affaire des citoyens, qu'ils doivent s'en emparer comme moyen d'exercer leur vigilance et leur critique[54].

4.2. La métropole lilloise

À Lille, le paysage paraît à première vue éclectique, mais peu de journaux récents ont subsisté au-delà de leur premier anniversaire. Là encore, les énergies bénévoles doivent payer un prix très élevé pour faire paraître de manière régulière ces journaux. Après le défunt *La Monseigneur*, journal de liaison des squatteurs lillois paru en 2000, présenté comme une « Feuille d'infos clandestine et à parution aléatoire émanant d'une obscure bande de squatteurs-euses à Lille »[55], trois titres à visée plus généraliste se sont créés entre 2006 et 2007 dans une optique de pérennisation grâce à des équipes éditoriales qui, bien que précaires, apparaissent néanmoins plus étoffées :

- Tout d'abord, *La Wassingue*[56], *le torchon des arts méningés* se définit sur sa première de couverture comme un « magazine citoyen à périodicité aléatoire, à rédaction collégiale et à prix semi libre (1 euro mini) ». Ce journal, dont l'essentiel de la ligne éditoriale se veut une critique des politiques municipales menées sur Lille-Roubaix-Tourcoing ne s'interdit pas des sorties dans la région, voire au-delà.
- Ensuite, *La Brique, journal local d'info et d'enquête sans foi ni loi*, paraît plus « professionnel » dans sa forme ; si ses sujets d'investigation restent voisins de ceux de *La Wassingue*, la ligne éditoriale est plus dure, plus tranchante et le verbe plus acerbe, avec un adversaire qui paraît être tout désigné : la Communauté urbaine de Lille et les hommes et

cas de *Fumigène (*sous titré *Littérature de rue, Diversité Cultures Politique*) où les thèmes traités le sont essentiellement par la mise en avant de chanteurs sensés représenter la culture de banlieue, à grand renfort de reportages photographiques.

50 http://www.leravi.org/ Sur le site de *Le Ravi*, on trouve une liste de journaux et de sites Internet alternatifs ou indépendants.

51 http://www.lesansculotte85.com/cest-quoi-

52 http://www.fakirpresse.info/frontoffice/main.php?rub=accueil.php

53 Sous titre du Ch'Fakir présent en première page du journal.

54 Une sociologie de ces médias demanderait bien entendu de prendre en compte les sites Internet dont le nombre ne cesse de grandir.

55 http://lille.squat.net/ La page d'accueil signale que « ce site est la façade d'un petit mouvement qui se réclame spontané, mais également épris d'un certain penchant vers la non-organisation de sa propagande... » Mais, s'il demeure, il n'est plus géré et ses informations datent donc. Il prônait « le squat telle une réappropriation de lieux voués à une maladive spéculation et en tentant de créer des bases d'un fonctionnement politique égalitaire. » La page d'actualité renvoie à l'expulsion de trois squats le 10 juin 2005. On y trouve un « Historik des squats à Lille, 1995-2002 » ainsi qu'une défense et illustration des squats selon un discours libertaire.

56 Dans le patois du Nord, La wassingue est le nom donné à la serpillière. En 2012, le site qui ne paraît guère mis à jour est http://margranger.free.fr/wassingue Les trois numéros parus y sont mis en ligne.

femmes politiques – de tous bords – qui y gravitent. Le fonctionnement se veut, comme à *La Wassingue*, sans hiérarchie et de type horizontal. Les réunions hebdomadaires où chacun peut donner son avis et critiquer l'article du copain remplacent l'avis du rédacteur en chef.

– Enfin, *Le Bretzel, journal « étudiant alternatif à parution aléatoire » dont* le dernier numéro, à notre connaissance, est le n° 26, non daté, mais qui est paru au printemps 2007. Dans ce dernier numéro, on découvre un dossier très fouillé sur l'implantation controversée d'un casino à Lille ainsi qu'un article sur les sans- papiers dans la région de Calais : deux thèmes qui reviennent aussi de manière régulière dans La Brique[57]. Sur la page internet qui renvoie à ce même numéro, on trouve un encart pour se connecter à d'autres journaux alternatifs de Lille ou d'ailleurs.

À Lille, les premières assises de la presse libre et indépendante ont eu lieu en novembre 2007 dans une salle subventionnée par la ville de Lille : L'Univers. À ce titre, chacun avait été invité à venir présenter son « canard ». Assistaient également à cette séance des anciens journalistes du « Clampin », le premier journal indépendant lillois des années 1970. En dehors des trois titres déjà nommés, des représentants de *Indymedia-Lille*[58] étaient présents. Faisant partie du réseau Indymedia qui regroupe d'autres sites en France – Paris, Toulouse, Nantes, Marseille et Nice – et plus de 200 sites dans le monde, ce média utilise exclusivement Internet pour sa diffusion ; ce qui ne le rend pas accessible à tous. Indymedia-Lille se définit à travers trois objectifs – repris sur le site :

> « – le collectif de Lille a pour but de diffuser des informations sur les luttes sociales et de soutenir les luttes sociales à Lille et dans sa région ; – Il met à la disposition des internautes un site Internet permettant la publication ouverte des informations, c'est-à-dire de manière libre et non contraignante [pour peu que les articles rentrent dans la ligne éditoriale d'Indymedia-Lille] ; – au sein du collectif, l'équipe éditoriale est chargée de modérer la zone de libre publication en suivant la politique éditoriale du collectif ».

L'équipe n'est pas constituée de journalistes, les articles étant envoyés par les internautes eux-mêmes. Indymedia fonctionne sur le principe de *l'open publishing* : si l'article envoyé correspond à la politique éditoriale, il est publié. Le site lillois recevrait en période calme 1 000 visites par jour, avec des « pointes » à 5 000 visites/jour lors de grandes manifestations et conflits sociaux. Lors de cette journée des « médias alternatifs » organisée à l'Univers, une des responsables d'Indymedia racontait que l'antenne lilloise avait fait l'objet d'un procès en 2004, suite à un article mis en ligne sur le site qui dénonçait « les rafles des sans-papiers à Calais ». La plainte avait été déposée par le Premier ministre de l'époque, le mot « rafle » lui semblant trop connoté. La justice s'est retrouvée face au système de fonctionnement très particulier d'Indymedia, basé sur un mode horizontal, sans directeur de publication. Devant la difficulté d'imputer la responsabilité de la diffusion de l'article à une personne en particulier, le procès s'est soldé par une relaxe générale.

Enfin on a découvert, lors de participations à différentes conférences sur Lille,[59] que des personnes venaient bénévolement enregistrer ces conférences publiques pour ensuite les déposer sur un site internet, créé en 2003 et dénommé PasserelleSud[60], « Association pour le Maintien d'une Information Indépendante ». Ce site tente de proposer aux internautes une « information citoyenne et solidaire en Nord-Pas de Calais », entendu que l'information est définie comme « information-connaissance, voire ressource cognitive ». Il propose une mise en accès libre de nombreuses conférences et débats principalement autour de certains thèmes : écologie politique, alter mondialisme, démocratie, philosophie, économie, questions sociales, etc. Au-delà de ces conférences, de multiples rubriques sont régulièrement alimentées, de la décroissance à la citoyenneté, de l'écologie aux luttes, des mémoires associatives aux médias.

---

57 Sur la page internet qui renvoie à ce même numéro, on trouve un encart pour se connecter à d'autres journaux alternatifs de Lille ou d'ailleurs. Mais en 2012, le site s'est transformé en forum : http://resistances.discutforum.com/t15-le-bretzel-journal-etudiant-alternatif-lillois

58 http://lille.indymedia.org/

59 Notamment la conférence de Paul Ariès, le 22 mai 2008 à la maison de quartier de Lille-Vauban.

60 www.passerellesud.org/

4.3. La brique

4.3.1. Un collectif à volonté démocratique

La Brique : pas de hiérarchie, pas de « rédac' chef », une relecture commune de tous les articles lors de la réunion hebdomadaire du lundi soir. Une horizontalité assumée jusque dans le travail ingrat de la relecture des articles à publier ou non. Pour Simon, l'expérience de la relecture collective provient davantage de son expérience à La Brique que de ce qu'il a appris à son école :

> *« À part un cours de stylistique où on mettait les papiers dans la classe : qu'est-ce qui va pas, qu'est-ce qui va... ça j'ai beaucoup plus appris à La Brique, en relecture collective... »*

Il s'agit de produire un journal local par des « non professionnels », un noyau dur de huit personnes pour la plupart des personnes. Trois travaillent à plein temps en bénévole, une à mi-temps, et les autres acteurs de La Brique sont des « Rmistes », des chômeurs ou des étudiants... Boris, impliqué dans les commencements, est parti pour voyager en Europe. Nulle contrainte collective, chacun doit faire ce qu'il doit faire dans le temps qui lui apparaît le plus opportun. De mars-avril 2007 avec le numéro 1 à juillet-août 2009, ils ont produit et sorti 16 numéros. Antonio, entré dans La Brique avec le numéro 2 en avril 2007, se dit « le petit de la bande » puisque certains ont autour de la trentaine. Implicitement, la cité domestique et son principe de la prééminence de l'autorité de l'âge (Boltanski, Thévenot, 1991) vient s'adjoindre aux principes d'un collectif autogestionnaire. Un hybride se construit : démocratie autogestionnaire et autorité domestique.

Le collectif n'est pas sans règles. Il y a ainsi de l'organisation, terme clef dans notre analyse en tension avec la subjectivation collective qui s'extrait de toute forme de communauté proclamée, de tout collectif substantiel tension donc. Un texte pour La Brique fait office de « charte » et donne pour une part la régulation – la production de règles – du fonctionnement du collectif. Il y a ce qui est l'ordre de la prescription quant aux règles du collectif et de qui est de l'ordre des interdits. Prescrits (refuser toute hiérarchie, relire tous les textes collectivement, faire tourner les fonctions et les postes) et interdits (les propos sexistes et racistes) construisent la charte identitaire du collectif.

> *« Quand les gens arrivent, on leur transmet une charte sur la façon dont on travaille, sur le fait qu'on relise tout, sur le fait qu'on interdise les propos racistes, sexistes, etc. Sur le fait qu'on féminise nos textes à peu près. Sur le fait qu'il n'y a pas de hiérarchie mais qu'il existe des mandats qu'on aimerait faire tourner pour que chacun apprenne la mise en page, la diffusion, le contact avec les revendeurs… qu'on appelle « dealers ». On essaie de faire tourner les postes. »*

Point important, à travers la tenue tournante des différents postes et rubriques, le fonctionnement cherche à être le plus démocratique possible. Cela se fait au consensus, même si ce processus rebute parfois. Construire le consensus, sans vote, est un exercice qui n'est pas aisé comme les membres de La Brique le reconnaissent.

> *« On essaie de ne pas voter. On discute et puis, au bout d'un moment, on se met d'accord ou pas… ça marche au consensus. Sans que ce soit un consensus mou. On essaie de discuter au maximum. Je sais que ça rebute des gens, le fait… qu'on discute de tout. Il y a des gens qui sont venus et qui nous ont dit : « vous vous prenez la tête ». »*

Ainsi, il faut « faire tourner les tâches et les mandats » : prescription du collectif. Ça ne tourne pas forcément rond, mais ça produit du désir et de la transmission d'apprentissage.

> *«Voilà sur l'écriture, la relecture, toutes les tâches, ça tourne quand même pas mal... […] Disons qu'on ne fait pas non plus tout tourner tous les mois, autrement ce n'est pas possible, et*

des fois on se pose la question... Des fois il y a un mandat qui tourne bien, tu le passes à quelqu'un qui peut-être à ce moment-là a moins le temps, ou est moins au fait de tout ce qu'il y a à faire dans le mandat, et du coup ça pêche un peu, donc du coup... Enfin, il ne faut pas aller à l'extrême et faire tout tourner, toutes les tâches, tous les mois, et savoir aussi... Même c'est agréable d'être sur un mandat et tu sais que tu l'as pour six mois, comme ça après voilà tu es habitué, et puis tu l'améliores et puis tu vois ce qu'il y a de bien à faire, de moins bien à faire, et puis bon, tu peux le passer à quelqu'un d'autre en formant l'autre personne... » .

La Brique travaille donc au mandat. Un mandat de ce qu'on pourrait appeler les relations intérieures du groupe qui existe ainsi, un mandat feuille de route : « *tous les articles qui sont prévus, contacter les dessinateurs et voir ce sur quoi ils veulent se mettre, relancer les gens pour qu'ils envoient leurs papiers à temps* », un mandat « mail-site internet ».

« Au plus on met sur la table vraiment toutes les tâches qu'il y a à faire, au moins il y en a un ou deux qui vont faire un peu tout... Ca sert vachement aussi à ce que les gens se rendent compte de tout ce qu'il y a à faire, des fois il y en a qui vont être moins investis, qui arrivent comme ça, les mandats ça permet de voir tout ce qu'il y a à faire... ».

Par exemple la dernière page, « Portraits », qui dresse à chaque numéro le portrait d'un ou d'une militant(e) de la région, est assurée de manière tournante par les journalistes. Thomas revient sur ce fonctionnement qui entend ainsi décloisonner chaque tâche et poursuivre les visées d'une démarche d'« éducation populaire », d'appropriation collective de tous les savoirs et savoir-faire, en refusant une taylorisation des tâches, une hiérarchisation entre conception et création comme entre travail technique et travail intellectuel. Chacun doit être capable de se servir des logiciels de mise en page, de faire des photos, d'être rédacteur, de diffuser…

« Le but, justement, c'est de faire en sorte que les postes tournent, qu'au fur et à mesure chacun apprenne et qu'il y ait le moins de hiérarchie possible. […] En gros chaque fois, il y a un mandat qui est laissé pour le maquettage ou pour la tenue du chemin de fer… c'est-à-dire faire en sorte de rappeler régulièrement les gens pour leur dire : « est-ce que tu as relu ton texte ? Attention, tu as droit à 4000 signes – ou tant de signes – et tu as droit à un dessin, donc vois avec le dessinateur ! »…] et sur chaque mandat il y a à chaque fois un mec qui – ou une nana, mais ce sont plus des mecs – a plus d'expérience, qui prend avec lui un mec qui en a le moins… comme ça, ils travaillent en binôme… donc il y a un mec qui apprend à chaque fois ! Sur la communication pareil, sur la diffusion aussi, ça marche comme ça ! »

Le fonctionnement horizontal paraît pourtant se heurter au principe de réalité de l'autorité, compétence et expérience de ceux qui savent faire. Mais celui-ci ne serait que le support de l'expérimentation et de l'apprentissage de chacun. La Brique serait un lieu d'apprentissage et de transmission de savoirs et de savoir-faire, de transformation individuelle dans un creuset collectif.

« … sans non plus être naïf sur des gens qui ont plus d'expérience et qui font preuve d'un peu d'autorité. Ça ne me dérange pas de donner de l'autorité à un mec qui a plus d'expérience que moi dans le maquettage de l'article. On est tout à fait conscient de ça. Le but, justement, c'est de faire en sorte que les postes tournent, qu'au fur et à mesure chacun apprenne et que… il y ait le moins de hiérarchie possible. »

Le fonctionnement non hiérarchique, et pourtant différencié entre responsables et non responsables, n'est bien sûr pas sans poser parfois des problèmes. La conflictualité ne se résout pas toujours dans le temps présent. On diffère.

« … Les problèmes sont discutés. Il y a des prises de tête. On s'engueule et tout. Moi je trouve ça bien. […] Il y a des bons clashs. Il y en a certains qui ne se résolvent pas, qui ne sont pas encore résolus. »

Les règles de l'organisation du collectif ne sont pas sans produire des interrogations, des plus simples aux plus complexes. La subjectivation civique se soutient de règles qui, vaille que vaille, soutient la tenue du collectif.

« Il y en a qui vont dire qu'on commence à mettre des règles et que ça fait trop... c'est des petits trucs... de fumer hors du local pour que ce soit plus agréable, de faire des tours de parole... Il y en a qui vont trouver que c'est plus logique mais que ça change beaucoup par rapport à comment on a fonctionné jusque maintenant… ».

S'il n'existe pas de hiérarchie, il faut cependant noter la production sémantique de deux catégories de journalistes qui ne se trouvent pas, de fait, valorisées de manière égale. D'une part des journalistes nommés « responsables » qui, en sus de leur travail d'investigation et d'écriture, s'investissent pour faire « tourner » le journal ; d'autre part les journalistes qui se contentent d'adresser leurs articles au journal : ceux-ci, les journalistes occasionnels, n'écrivent un article que de temps en temps, mais sans s'investir au-delà de cette écriture ; ils sont nommés les « irresponsables », terme assez péjoratif s'il en est, mais ironique. C'est une question d'implication, terme qui veut dire des engagements différenciés dans la production du journal. À l'absence de différenciation d'implication dans LPI – chacun joue un rôle plus ou moins grand ou intense –, La Brique construit une hiérarchie d'implication, responsables/irresponsables qui n'est pas sans questionner sa visée autogestionnaire. Dans cette perspective, on voit que l'organisation prend le dessus sur la subjectivation collective articulée aux subjectivations individuelles de chacun de ses membres. L'organisation prend le dessus sur les subjectivations individualisées d'implication.

« … en gros, les irresponsables, ce sont les gens qui arrivent à La Brique ou qui n'ont pas envie de s'impliquer plus que ça, si ce n'est d'envoyer un texte de temps en temps, ou un dessin, un truc comme ça… Les rédacteurs responsables, ce sont des gens qui ont envie de s'impliquer dans la rédaction, mais aussi dans la vie du journal et qui ont un peu d'expérience… »

Antonio précise cette distinction sémantique où le maître mot, après celui d'implication, est celui d'« investissement », même si l'on peut s'étonner de la connotation dépréciative du mot « irresponsables » qui lui fait face en quelque sorte :

« Les rédacteurs responsables, ce ne sont jamais des choix qui sont faits comme ça… ça dépend de si tu es investi, si tu n'es pas investi… « Est-ce que tu es devant ton PC tous les jours à répondre aux mails ? Est-ce que tu passes assez régulièrement au bureau ? », c'est dans ce sens-là plutôt… après, c'est aux gens de montrer que oui, il va participer et qu'il n'y a aucun problème, en faisant 2, 3 articles comme ça, mais pendant 3 semaines, il ne va pas venir aux réunions… ou alors être là aux réunions tout le temps, au taquet, et puis prendre des mandats, des responsabilités, des choses comme ça… c'est un peu aux gens de dire s'ils ont envie de participer fortement [ou pas]… ».

Simon précise une autre distinction qui ne recoupe pas complètement la précédente. Celle-ci revient en filigrane dans son entretien. Il s'agit de ce temps objectivement possible à donner pour chacun dans la fabrique de La Brique. Lui qui a toujours tenté de garder un travail à temps partiel dans

La Brique pour se préserver un temps libre de toute nécessité ou contrainte extérieure, il sait qu'il accomplit un temps plus que complet pour La Brique, alors que d'autres se partagent plusieurs temps d'activité selon d'autres contraintes temporelles.

> *« … Après, il y a une différence entre ceux qui bossent à plein temps... et qui font ça à côté et que c'est peut-être plus de l'ordre... pas du loisir, mais quelque chose qu'ils font en plus, et ceux qui en font le cœur de leur activité, on va dire, qui sont beaucoup plus... »*

Si la Brique tente de fonctionner au consensus, il n'en demeure pas moins que la critique est permanente, les débats incessants et les conflits fréquents. Mais des règles permettent aussi un « tour de parole » égalitaire.

> *« Mais oui, des conflits, il y en a tout le temps. Le texte de base il n'est pas terminé (…). On ne veut pas se figer dans quoique ce soit. » (Thomas) […] « Nous on critique tout, du dessin, à la photo, au texte, au titre, à la mise en page. Personne n'est au-dessus de tout ça. » (Thomas).*
>
> *« Enfin là on fait gaffe, il y a quelqu'un qui anime la réunion, qui prend les tours de parole, normalement tout le monde doit pouvoir y trouver sa place ou a les moyens, ou on met en place plus ou moins les choses pour que ça puisse se faire... Même moi je sais que je suis à temps plein sur la Brique, ça me travaille beaucoup, donc j'ai toujours des trucs à dire, j'ai toujours envie d'intervenir mais... le fait de faire un tour de parole, ça... ».*

Débats : ainsi en est-il du positionnement du journal au moment d'élections. En parler ou non ? Comment présenter les enjeux, dont certains ont été traités sous forme d'articles dans La Brique – municipalisation de l'eau, logement social, Casino… – ? Bien entendu, cela renvoie à des clivages au sein du groupe entre ceux « qui se mettent en dehors du système électoral » et ceux qui participent aux élections. D'ailleurs, force est de constater que malgré tous ces débats, peu d'articles ne passent pas la discussion. De longues discussions eurent lieu à propos des « communautaristes d'extrême gauche » qui seraient conciliants avec certaines sphères religieuses.

> *« … Qu'est-ce qui ne passe pas comme article ? Moi je n'ai pas encore vu d'article où on a dit « c'est niet ! », où on a dit « cet article-là, il ne passe pas »… apparemment il y en a eu par le passé, mais c'était sur des brèves… on a eu pas mal de débats sur l'article sur N'Ndjamena, sur l'Arche de Zoé, mais il a fini par passer[61]… il y a eu pas mal de débats aussi autour du dernier bouquin de Pierre Tevanian, « Les indigènes de la République », c'est lui qui est à l'origine de l'appel des indigènes… »[62].*

Même si le terme n'est pas employé, on l'aura compris, ce collectif cherche à réinventer pour son propre compte les principes et les valeurs de la « créativité autogestionnaire » (Sainsaulieu, 2001, p. 34), qui remettent en cause les hiérarchies de postes, la division du travail, les rapports sociaux de pouvoir dans le travail. Dans une perspective historique qui lui donne un sens, ce collectif est instituant d'une espèce d'"ordre social alternatif" qui renvoie en même temps au contenu même du journal que ces acteurs fabriquent. Le Sphinx renaît sans cesse de ses cendres. Une créativité collective ou une expérimentation sociale peut tenter d'inventer d'autres voies de l'existence au travail et dans le « hors travail », instituant ainsi une légitimité démocratique dans l'organisation des collectifs. Faisant référence aux travaux de l'analyse, de la pédagogie et de la psychothérapie institutionnelle, Sainsaulieu montrait que l'institution légitime est « celle qui libère la parole, la personne, l'expression, la créativité par une attention privilégiée portée sur le travail des groupes » (Sainsaulieu, 2001, p. 14).[63.]

D'une certaine façon, ce collectif s'ancre dans une certaine tradition, celle du débat qui, sans vote, parvient au consensus. En même temps, du fait que les postes tournent, des apprentissages "sur le

61 Cet article a été très discuté lors des réunions et a failli ne pas passer. Un *nota bene* précise après l'article que « ce texte ne fait pas l'unanimité au sein de La Brique ».

62 Pierre Tevanian, enseignant en philosophie, est à l'origine avec Sylvie Tissot du collectif « Les Mots sont importants » (LMSI), il participe au mouvement « Les Indigènes de la République », aux luttes des sans-papiers ainsi qu'à des actions à propos de l'école.

63 Même dans les entreprises capitalistes, on le sait, ce sont les innovations cachées, la créativité des ouvriers, les échanges sous la forme de don qui font tourner ces machines industrielles (Alter, 2005, 2009).

tas” et en binôme produisent des savoirs et des savoir-faire pour les journalistes, en particulier les plus inexpérimentés. Les moments de préparation du futur numéro et de relecture en commun de tous les articles du numéro en cours sont des moments qui réaffirment le collectif. Le travail collectif intellectuel opère une critique commune des apports personnels, espèce de miroir interne de la critique que le collectif porte sur la société locale dans laquelle il est inscrit dans des positions sociales non assurées. On n’a pas senti de tension entre un apport personnel – article, dessin – et sa critique collective. Cette tension se dérobe à notre regard.

« En gros, il y a une première réunion – pour le numéro sept, c’était hier – où là chacun vient avec ses idées… […] On les présente… qu’est-ce qu’on commence à travailler ? Dans quel sens ça va aller ? Quel va être le point de vue ? On commence déjà à discuter à partir de là… […] Hier on était une dizaine et après ça, il y a une date buttoir, qui n’est jamais respectée, pour l’arrivée des articles… En gros, une quinzaine de jours avant la parution… ensuite, les dessins, c’est pareil, les photos aussi… et tout texte est relu collectivement et critiqué abondamment… […] En fait, on se voit tous les mardis au local et au fur et à mesure que les textes arrivent, on les relit […] on fait une lecture à voie haute, de temps en temps, et puis on se permet de tout critiquer : les mots, l’angle [d’attaque], tout quoi ! C’est jouissif, c’est vraiment là qu’on a l’impression de travailler, qu’il y a un peu de travail intellectuel… […] Des fois ça dure longtemps ! Ce n’est pas rare que le lundi ça se termine à minuit, en commençant à 18 h… après, c’est aussi qu’on se marre bien ! On boit un coup, on ne se prend pas non plus… enfin si, on se prend la tête mais… ».

Mais, on le cerne dans les catégorisations promues par les journalistes eux-mêmes – « responsables », « irresponsables » –, cette voie exige pour certains des investissements personnels, parfois hors de prix. De plus, au regard de recherches antérieures (Sainsaulieu et al, 1983), ces expérimentations autogestionnaires au consensus ont souvent buté sur la question de la reconnaissance individuelle au sein des collectifs qui, à un moment, se trouve trop mise en suspens. Le collectif repose sur le temps donné gratuitement par ses membres. L’embauche d’un salarié reste une idée conditionnelle qui n’est pas approfondie et n’est pas débattue comme si elle engageait trop, de même l’idée de passer en mensuel. En même temps, tous les acteurs en parlent.

« Après j'avais envie d'être tranquille sur la Brique vu qu'on parle de passer en mensuel, je voulais vraiment, même si j'ai pas de thune, être à plein temps dessus ou quasi… […] Même si à La Brique, on parle, là, est-ce qu'on passe à une forme de salariat ou pas... ou de forme de défraiement, pour ceux qui sont à mi-temps ou à temps plein sur le journal, ça se pose...donc... on verra ce qu'on fait. » (Simon).

À un autre moment de l’entretien, Simon dit qu’il sait que personne ne voulait passer en mensuel. On le sent désappointé par ce rythme bimensuel. Il dit que ce ne serait pas grave de demeurer à ce rythme mais tous ces arguments, dans des phrases d’un seul coup jamais achevées, démentent ce propos. Il chercherait une autre activité car pour lui sortir un bimensuel, ce n’est pas quand même pas la mer à boire, c’est plutôt tranquille. Il faut qu’il vive et il est désormais au RMI. Il cherche du travail de pigiste dans des associations.

« Ben là, par exemple, il y a Thomas qui travaille à AC qui me disait qu'il faut qu'ils maquettent leur journal et qu'ils auront sûrement un peu de sous, je vais peut-être faire ça... ».

Tout le monde n’a pas besoin d’être à plein temps sur ce mensuel, puisqu’il a suffisamment d’acteurs impliqués dans le projet. L’hypothèse d’un tel mensuel ne lui fait pas peur.

« Le tru, c'est que le journal, j'ai vraiment envie que ça s'accélère, qu'on passe en mensuel, enfin qu'on soit beaucoup plus lu. Là, ça reste confiné à un petit milieu de peut-être 2-3000 personnes, je ne sais pas exactement… »

En filigrane, on voit bien qu’une telle hypothèse suppose d’engager de nouveaux financements et donc des pourparlers avec les institutions ; ce qui ne peut être que tabou, ou mal vécu, ou occulté.

En second lieu, une perspective de salariat au sein de La Brique exige une discussion pour savoir qui en seront les bénéficiaires. Ce n'est qu'une seule fois que cette question est franchement abordée, en fin d'entretien par Simon. Il reconnaît la délicatesse de la question et les rapports compliqués entre salariés et bénévoles au sein du journal. Même si ces acteurs ne savent pas ce que tout cela donnera, l'aventure continue malgré le départ de l'un ou de l'autre, pour des raisons personnelles, malgré les conditions de vie aléatoires de chacun. Simon tient à cette idée d'un projet qui perdure et se maintient coûte que coûte. L'incertitude sur l'avenir du projet de La Brique vient se fonder sur une trajectoire journalistique qui tient bon.

> *« … C'est vrai qu'on ne sait pas du tout... ce que ça peut donner sur le long terme… […] Et le fait [que Boris] parte, ça continue, il n'y a pas de manque... même s'il faisait du bien... […] Je pense que n'importe qui peut partir du journal, le journal continue... » « On doit se voir mi-novembre pour en discuter... voir où on en est, on s'est un peu mis des objectifs... D'être un peu plus... d'être plus structuré, d'en vendre plus, d'avoir plus de points de vente, d'avoir des papiers d'avance, d'avoir plus de dessinateurs, que les dessinateurs soient plus intégrés dans le projet, enfin plein de choses comme ça, essayer de travailler là-dessus pour... que ce soit pas la foire une fois qu'on passe en mensuel... ».*

Le temps de La Brique et de sa fabrication est un temps festif. Il ne peut en être autrement. Le festif appartient à la fabrique de ce journal.

> *« Ça reste festif... enfin festif... c'est agréable, des fois on fait la fête ensemble, le bouclage c'est toujours sympa, on boit des coups en même temps... »*

4.3.2. Un journal local critique

Un certain nombre de thèmes reviennent régulièrement dans La Brique et apporte un éclairage spécifique sur l'agglomération, et plus largement la région : la question des Roms, les sans-papiers et le traitement qui leur ait réservés par les forces de l'ordre, notamment autour de Calais – la fermeture du camp de Sangatte par Nicolas Sarkozy n'ayant rien réglé comme on le sait – ; la « criminalisation » de la société – à travers notamment la création d'un nouveau commissariat à Lille, mais aussi la question des prisons –, la construction d'un casino, la gestion de l'eau, l'aménagement urbain et le phénomène de « gentrification », l'envahissement de l'espace public par la publicité, la condition des ouvriers dans certaines entreprises, le fonctionnement local des institutions politiques et plus largement la critique de la gestion de la communauté urbaine… Une « chronique de lutte » analyse des conflits et des résistances, un portrait d'une personne retrace sa trajectoire en questionnant une thématique sociale, politique ou culturelle ou des luttes. Le ton qui caractérise ce bimestriel est bien celui d'une certaine « radicalité », avec les conséquences que cela entraîne en termes de « dommages collatéraux » – les rapports avec les élus de la ville de Lille, et de toutes obédiences confondues, étant au plus bas. En même temps, ils tentent de relier des faits et des luttes régionaux à ceux d'autres espaces et à créer des passerelles dans l'esprit du lectorat. Nombre d'articles sont des enquêtes fouillées et argumentées sur des faits régionaux, ou de l'agglomération, des expériences concrètes dans de nombreux champs d'activité (par exemple, le Théâtre de l'Opprimé dans le n° 6), des associations et des personnes qui se refusent à rester inertes face au fonctionnement des pouvoirs institués, aux injustices et aux inégalités croissantes.

À titre d'exemple, au sommaire du numéro 1 de mars-avril 2007, sous-titré simplement « *Journal local d'info et d'enquête* », un gros titre sur la première page donne le ton : *Tourisme à*

Lille : on visite le commissariat ou le casino ? Au-delà d'une critique de l'implantation d'un casino à Lille avec ses effets sociaux (la dépendance), l'article démonte le processus politique qui y conduit, l'attitude des différents groupes politiques de la majorité municipale, et le mépris ainsi affiché à l'égard de la population qui n'est pas consultée. D'autres articles critiquent la manifestation « Lille 3000 », au regard de sa conception de la culture, la construction d'un « hyper-commissariat à Lille Sud » pour « mater les pauvres », mais aussi le journal la Voix du Nord, à partir d'un livre sur l'histoire de ce quotidien régional écrit par un ex-journaliste du quotidien. Le numéro 2 s'attaque à la question des prisons et de leur surpopulation, ainsi qu'aux initiatives qui tentent d'aborder autrement la vie des détenus, à l'idéologie de la grande vitesse (autoroute dans le Nord et le TGV en Val de Suze (Italie) ; le numéro 3 s'attache à la question des politiques urbaines dans les quartiers d'habitat social (la démolition d'immeubles et le relogement) en donnant sur une pleine page la parole aux habitant-e-s, à la surveillance par caméras dans les transports en commun de la métropole, à une enquête sur la « jungle de Calais », à une histoire de « Roms », au portrait d'une immigrée algérienne qui interroge la question de l'immigration. On pourrait ainsi dévider le fil d'un journal qui cherche à dévoiler les coulisses des politiques publiques et du pouvoir économique, à décrypter des luttes et des formes de résistance, non sans épargner des acteurs qui pourraient être proches de leurs positions lorsque les journalistes le pensent nécessaire (la Caisse solidaire dans le n° 4, p. 14, une épicerie solidaire, dans le n° 10, dépendante d'une grande surface).

Dans le numéro disponible (n° 8, juin-septembre 2008), on constate une évolution dans le sous-titre qui s'intitule désormais « *Journal sans foi ni loi de Lille et d'ailleurs* ». L'encart de la première page présente en gros titre un « *Bienvenue chez les Ch'tis ?* », avec en dessous une photo « pleine page » d'un sans-papier de Calais réfugié sous sa couverture ; une manière de rappeler que le film du même nom a eu tendance à occulter des réalités bien plus sombres qui se vivent dans le Nord-Pas de Calais. Il existe aussi une rubrique intitulée « le gros mot du mois » qui se veut une critique des mots « politiquement corrects » dont usent et abusent les politiques et les médias. À titre d'exemple, les gros mots traités récemment ont été « charges sociales », « médiation culturelle » et « développement durable ». Enfin, la rubrique « portraits » déjà évoquée essaye de donner une touche un peu plus fraîche, une note un peu « positive » dans ce journal.

L'ancrage localisé sur une agglomération urbaine ne renvoie pas à une certitude unanime au sein du journal ; certains rédacteurs de La Brique voudraient insuffler une part de regard « national » dans le journal – ce qui est le cas déjà pour quelques articles –, ce qui fait l'objet, bien entendu, de débats dans ce collectif qui ne peut s'inventer que dans le débat. L'interpellation critique doit-elle se restreindre à l'agglomération, voire au régional ? La question est en discussion. Le sous-titre du journal témoigne de cette hésitation. Le numéro 1 (mars-avril 2007), bimestriel, se présente comme « Journal local d'info et d'enquête ». Mais très vite, cette présentation de soi devient « Journal d'info et d'enquête de Lille et d'ailleurs ». L'ailleurs vient accrocher le regard. Un court instant, cet « ailleurs », on a cru que c'était l'« ailleurs de l'utopie », mais, non. Si les modèles idéologiques ou politiques se sont effondrés, il s'agirait d'être en prise avec la réalité, de la « décortiquer », et d'en comprendre les fonctionnements dans la production d'*asymétries* ; terme repris de Miguel Benasayag. Avec le n° 10 (novembre-décembre 2008), le sous-titre se raccourcit, « Journal d'enquête de Lille et

d'ailleurs », renforçant du même coup la notion d'enquête. Le n° 12 devient mensuel et porte en sous-titre : « Infos et enquêtes de Lille et d'ailleurs ». Les n° 13 et 14 renvoient à la même auto-présentation. L'info reprend ses droits au même titre que l'enquête.

Ces discussions sur Lille et l'ailleurs, Antonio en témoigne. Pour lui la critique passe par l'enquête minutieuse sur les faits, les acteurs, les lieux. La critique ne peut se circonscrire seulement à une argumentation idéologique, même la plus serrée – la tribune d'opinion –, mais se fonder sur une analyse précise et documentée de la réalité sociale. Soit en filigrane, une articulation étroite avec ses études, thème qui mérite attention dans la mesure où nombre d'étudiants à partir de leur travail universitaire construisent une interpellation plus critique et politique, ou construisent des projets professionnels ancrés sur leurs études, elles-mêmes fondées sur des valeurs qui ne sont pas celles du plus grand nombre.

> *« Il y a des discussions sur « est-ce que c'est local ? Est-ce que ce n'est pas local ? », il y a toutes ces questions-là qui rentrent aussi ! […] Bastien reste très casé, ça l'emmerde [ces discussions] « local ? pas local ? »… Il a fait des articles sur l'armée, des choses comme ça, générales, mais il dit qu'on est un journal de Lille, qu'on se base principalement sur ce qu'il se passe à Lille… ça peut se faire : il doit y avoir 2/3 local, 1/3 pas local… voilà, donc toutes ces questions-là… […] Voilà ! Ou alors on change de créneau : on est moins dans l'enquête et moins dans les faits, plus dans une tribune d'opinion et de façons de voir… à mon avis, ce qui serait assez con ! Il ne faut pas faire ça ! Nous, on s'est construit justement un peu sur ces trucs-là de dire : « nos opinions passent », ça c'est sûr, il n'y a pas de problème ! Mais on va sur les lieux, on retranscrit ce qu'on a vu, ce qu'on a fait, c'est de l'enquête ! […] Je crois que ça c'est indispensable ! C'est ça qui fait aussi notre [spécificité] parce qu'à chaque fois, tu as une grosse enquête qui est un peu béton… les gens sont nommés… même si on n'a pas toutes les techniques journalistiques, au moins on s'est déplacé, on est allé voir les gens et on a recueilli des bons trucs… ».*

4.4. La Wassingue, le torchon des arts méningés

Cette recherche d'une démocratie interne n'est pas propre à La Brique, mais il semble bien que certains collectifs ne parviennent que difficilement à accorder principes et réalité quotidienne. La Wassingue serait dans ce cas.

La moyenne d'âge est plus élevée que celle des « journalistes » de La Brique – ces acteurs engagés ne se proclament pas journalistes –. Elle se situe autour de la trentaine. Les trajectoires sont aussi différentes, même si on retrouve un socle de deux journalistes-pigistes qui exercent à temps partiel dans des structures associatives. Ils sont passés par une école de journalisme pour s'orienter ensuite vers des horizons journalistiques moins formatés que dans la presse traditionnelle. À La Wassingue, une personne travaille ainsi comme journaliste pigiste à la MRES (Maison régionale de l'Environnement et des solidarités, ex MNE[64]), notamment pour rédiger des articles dans « *La lettre de la MRES »* et il anime une émission hebdomadaire sur Radio Campus, la « Radio libre » de la métropole. Une autre vient de partir en province pour travailler à temps plein à « *L'âge de faire* ». On retrouve aussi un ancien étudiant de Lille 1, Jean-Pierre, – il a commencé une première année de thèse sans allocation avant d'abandonner pour chercher du travail –, ainsi que son amie, devenue partie prenante de l'aventure. Bref, il s'agit d'abord et avant tout d'une « *bande de copains* » avec les avantages et les faiblesses d'une telle sociabilité pour entreprendre la parution régulière d'un journal. Peut-il tenir le coup sans « sortir du copinage » de base qui est à l'origine de sa création et où le nombre de personnes composant sa ligne éditoriale (trois à quatre) paraît insuffisant ? Pour autant, cet espace de rencontres entre des journalistes semi-professionnels et des personnes, qui revendiquent de multiples héritages où se mêlent socialisation catholique, études littéraires ou sociologiques et périodes de travail salarié dans le milieu de l'éducation populaire, n'est pas dénué d'intérêt et pourrait déboucher sur un contenu éditorial original.

Trois numéros de *La Wassingue, le torchon des arts méningés*, sont sortis pour l'instant : le premier (numéro 0) début 2006, le deuxième (n° 1) en juin 2006 et le troisième (n° 2) en février 2007. La ligne éditoriale de La Wassingue se construit, dans l'absolu, autour de quatre ou cinq thèmes principaux : l'environnement/l'écologie/la décroissance, le féminisme, la remise en cause du travail

64 MNE : Maison de la nature et de l'environnement qui a décidé de changer de nom devant le nombre grandissant d'associations hébergées se réclamant davantage des volets sociaux et « citoyens » que purement environnementaux.

salarié tel qu'il existe aujourd'hui, la critique sociale et l'éducation populaire. Dans chaque numéro, on lit le portrait d'une personne qui a choisi de vivre différemment – un paysan-boulanger dans le numéro 1, l'installation d'une femme dans l'agriculture dans le numéro 2. Les journalistes ne s'interdisent pas des sorties dans la région (on pense ainsi à un article sur les réfugiés de Calais), voire au-delà (tel un article sur le conflit israélo-palestinien, via un séjour en Israël-Palestine organisé par l'hebdomadaire Témoignage Chrétien). Concernant l'éducation populaire, on retrouve un premier article consacré à Franck Lepage dans le numéro 1 – un des chantres de l'éducation populaire qui a monté un spectacle sur les mots utilisés le plus communément par les politiques de tout bord – et un deuxième sur le théâtre de l'opprimé à Lille (numéro 2). Au niveau de la critique sociale, les thèmes sont analogues à ceux développés également par La Brique, mais traités sur un mode moins sombre.

La manière de traiter le milieu carcéral – thème qui est devenu un des thèmes « classiques » des médias alternatifs, peut-être parce que les autres médias ne s'y intéressent que très modérément, est un exemple de cette différence de point de vue entre les deux journaux. Dans le numéro 2 de La Wassingue un article présente ainsi le portait d'une enseignante qui intervient en prison auprès de femmes illettrées. En guise de conclusion, la journaliste revient sur le contenu de son sujet pour en montrer les limites :

> « Difficile de faire un article « positif » sur ce qui se passe en prison. Combien de personnes aux vies encore plus malmenées après qu'avant ? Cet article témoigne de ce qu'il est possible de faire, à l'intérieur, pour regonfler des vies, tout en sachant qu'autour, pratiquement tout est fait pour les détruire ».

Même si on sent que la journaliste a visiblement du mal à assumer cet article, celui-ci a le mérite d'exister. Au niveau de La Brique, les articles sur les prisons sont plus « politiques » (numéros 2, 3 et 4), telle la dénonciation, dans le numéro 4, de la création des EPM (établissements pénitentiaires pour mineurs) et du risque de dérive d'une politique du « tout sécuritaire ». Pour autant La Brique s'autorise, malgré ses convictions anticléricales avérées, à dresser dans son numéro 3 sur

une pleine page, le portrait d'un aumônier dans un article intitulé « un étrange familier dans la prison : l'aumônier ».

Organisée début janvier 2008, une réunion devait relancer le quatrième numéro qui n'est pour l'instant toujours pas paru. La Wassingue se trouve donc dans une phase de coma prolongé après la sortie de son dernier numéro qui remonte à plus de deux ans. Il y aurait un intérêt certain à comprendre les difficultés d'une telle aventure, fondée essentiellement sur le *bénévolat* qui requiert un fort investissement dans la durée, difficultés qui conduisent *in fine* beaucoup d'expériences de ce type à ne pas « tenir » dans la durée et à stopper leur aventure éditoriale. On peut faire l'hypothèse que si ce bénévolat n'amène pas, en retour, des satisfactions et des gratifications diverses – sortie régulière des numéros, équipe éditoriale conséquente, émulation dans l'équipe, retour positif des lecteurs, reconnaissance locale… –, les personnes impliquées dans cette aventure s'essoufflent devant les tâches à tenir régulièrement. C'est un peu l'expérience de Jean-Pierre qui permet de comprendre cette *épreuve*.

D'autre part, ainsi qu'on l'a dit, la démocratie interne aurait quelque difficulté à vivre et la participation horizontale des membres se heurterait à des responsabilités hiérarchisées. De fait, les personnes les plus motivées auraient tendance à décider plus que les autres – sélection des articles, mise en page – ; ce qui conduirait à une hiérarchisation implicite entre les membres du journal. Mais en réalité, ce qui manquerait davantage encore serait un cadre de fonctionnement collectif qui fasse loi commune et qui fixe les choses – de la taille des articles et des rubriques à leur cohérence d'ensemble et leur ordonnancement, du planning à la discussion collective des articles -. Plaisir et convivialité de ses membres primeraient sur toute pensée organisatrice collective. L'interlocuteur de la Wassingue se sent en porte-à-faux avec ce "spontanéisme" créateur qui, manifestement, ne lui convient pas.

> *« Comme je te le disais tout à l'heure, l'horizontalité ne se décrète pas et ne se fait pas de fait ! […] ou alors c'est le bordel ! C'est le bordel ou c'est vertical... et si tu veux faire œuvre sociale, d'éducation populaire, enfin de solidarité [*silence de réflexion*]… tu sais, tous ces grands mots-*

là, d'émancipation, de… et bien ça s'organise, ça ne se décrète pas, ça ne se fait pas de fait ! C'est de la civilisation, c'est un acte politique… et du coup, ça ne se fait pas à La Wassingue parce qu'on est avec des gens qui ont envie de se faire plaisir, voilà ! Du coup, c'est une espèce de… tu verras les numéros, c'est de l'assemblage d'articles, il n'y a aucune cohérence… […] Il faut structurer un minimum cet espace de discussion : ça ne veut pas dire écrire des statuts, ça veut dire structurer un espace de discussion… […] Il n'y a pas de collectif… il a failli en avoir un parce qu'on a commencé à parler de comment on s'organise… c'est comme ça que tu fais un collectif, pas en ramenant chacun de tes articles, je n'aime pas ça moi ! Je trouve que… ça ne m'intéresse pas, ce qui m'intéresse c'est s'organiser collectivement, je trouve que c'est riche ! ».

Du coup, Jean-Pierre se sent de plus en retrait d'un journal dont il ne peut faire clairement la promotion. Le collectif dans son absence de cadre se lézarde et ne permet pas aux individualités de se mettre en question de manière positive.

« Du coup, je suis incapable d'en parler... voilà, tu as des gens qui me demandent : « la prochaine Wassingue, elle sort quand ? », je ne sais pas... je n'en sais rien jusqu'à ce que je l'aie dans les mains [silence de réflexion], c'est un objet non identifié… […] Du coup, on ne s'implique pas, je n'ai pas l'impression d'être impliqué dans la Wassingue... c'est bizarre […] … je te dis c'est un journal... il l'annonce [lui-même] qu'il n'a pas d'avenir : [dans son titre] il dit « parution aléatoire… […] et du coup je lâche l'affaire ».

Regret de Jean-Pierre : le « laboratoire » que le journal aurait pu être, à savoir un espace de formation « sur le tas », d'apprentissage collectif des pratiques d'écriture journalistique. En cela, le collectif serait cet espace de transformation des individualités, d'apprentissage de nouveaux modes de subjectivation, et de critique collective du travail réalisé.

« Je trouve ça dommage de ne pas aller au bout... non ce n'est pas ça mais pour moi le projet, il est un peu fini du coup... moi, je ne suis pas pour que l'on perdure à tout prix des trucs... là, du

coup, pour moi c'était sympa que ça existe : ces trois premiers numéros je trouve que c'est bien, c'est vrai il fallait les faire, mais si à partir de ta pratique, tu n'es pas capable de prendre de la distance, de la retravailler, de faire un peu de critique sur ce que tu as fait pour progresser... moi, j'ai envie de progresser dans ce domaine, le milieu du journalisme comme je te l'ai dit, je ne le connais pas… […] J'aurais bien voulu m'exercer vraiment à ça… donc, ça veut dire que pour moi, maintenant je ne peux plus comme ça jouir du truc en écrivant, en délirant sur le mot : seulement ça, je crois que ce n'est pas suffisant... faire un travail de lecture, d'écriture pour être lu par les autres, que ce soit un peu plus sérieux... ».

Plus qu'un collectif structuré par des règles et la projection dans un avenir, La Wassingue reste un espace de sociabilité informelle, une association de fait qui revendique cette « excentricité » – dixit cet interlocuteur. Il n'y a pas à La Wassingue une réelle personne morale, mais davantage des individualités avec leurs projets spécifiques, liées par une affectivité de regroupement. Dès lors, on peut se demander quel est réellement l'objectif de ce journal et s'il pourra refaire surface.

On peut donc comprendre que les différents thèmes traités dans La Wassingue n'apparaissent pas avec une clarté suffisante, et la première impression au niveau du contenu est celle d'un « patchwork d'articles ». À titre d'exemple, le numéro 2 propose, entre autres, un article sur une émanation du théâtre de l'opprimé en région, le portait de Bernadette, une personne « revenue à la terre », ou un compte-rendu critique du dernier ouvrage de Thierry Jonquet très controversé, « *Ils sont notre épouvante et vous êtes leur crainte*[65] ». Cette « lisibilité » incertaine peut surprendre effectivement ; c'est déjà une première critique que Jean-Pierre formule, en reprenant la genèse du journal :

« On a fait une réunion, deux réunions, trois réunions… moi je disais qu'il fallait qu'on écrive des trucs et du coup on a écrit des trucs ! (…) Au premier numéro, on se touillait, on n'arrivait

65 Ces journaux indépendants ont toutes les difficultés à aborder la question du judaïsme et de l'islam.

pas à attraper le truc, moi, ce que je disais au début, c'est qu'il fallait qu'on écrive, que chacun ramène ce qu'il sait faire et puis on voit ! Du coup, le premier numéro, c'est normal qu'il soit (un peu fouchtrac)... Et on a fait un numéro zéro où il y avait des articles en vrac… là où ça devient inquiétant, c'est que le deuxième, on recommence ! (…) Ça s'institutionnalise comme ça, ce sont des gens qui veulent fuir l'institutionnalisation mais ils institutionnalisent du coup un truc non voulu… deuxième numéro pareil, troisième pareil… et moi à chaque fois, je milite, enfin j'essaye de militer pour qu'on décide avant de la Wassingue d'après, qu'on vote un cadre collectif, qu'on décide ensemble un cadre collectif, combien de pages, quels dossiers fait-on, etc… »

On pourrait parler d'une écriture « spontex » sans ligne directrice éditoriale du numéro et sans cadre collectif décidé conjointement par les membres du journal.

5. HABITAT ÉCOLOGIQUE PARTAGÉ

Avant d'en venir à l'expérience de Habitats écologiques partagés (HEP), un petit détour s'impose du point de vue des acteurs et de leurs logiques d'action. Ces structures d'« habitat groupé », écologiques ou pas, quelles sont-elles ? Et, qu'est-ce que l'« habitat groupé autogéré » qui fut à l'origine de ces expériences ? Dans quelle tradition celui-ci s'est-il inscrit et comment l'a-t-il "réinventé" ? Ces préliminaires aideront sans doute à mieux comprendre les difficultés que rencontrent les membres de HEP pour formaliser leur projet. Car il y a difficulté. Par exemple, on verra la tension qu'il existe entre leur charte (très complète – trop sans doute –, notamment dans le registre de la décroissance) et leurs souhaits en matière d'urbanité qui conduisent certains à refuser tout projet d'implantation qui ne serait pas desservi par une station de métro proche.

5.1. Esquisse de généalogie

Ainsi avant de se pencher sur les différents projets et structures présents dans la métropole lilloise, que peut-on donc dire rapidement sur la filiation de ces projets au regard de l'histoire ? Sans remonter aux communautés taisibles, qui naissent à partir du X^e^ siècle et se perpétueront jusqu'à l'aube de la révolution industrielle, on peut penser aux mouvements des Castors de l'après-guerre. Celui-ci provient de l'action du militantisme catholique chrétien (Meister, 1957) en vue d'un habitat communautaire et d'une promotion de la classe ouvrière pour sortir de son exploitation (Bonnin, Reynaud, 1982, p. 14). Ce mouvement s'insurge contre les injustices créées par les politiques de logement et témoigne « qu'il fallait faire quelque chose tout de suite sans attendre une révolution hypothétique »[66]. Plus largement, ces projets s'inscrivent dans la filiation de ces tentatives, toujours recommencées, de réinventer des modes d'habiter plus joyeux que les modes d'habitat standardisés qui se sont développés durant cette même époque avec l'industrialisation du bâtiment et l'avènement du béton armé. Cette *résistance* à un type d'habitat trop uniforme s'est retrouvée tant dans la classe ouvrière au niveau de l'autoconstruction, que dans le pavillonnaire[67], style d'habitat souvent décrié par les sociologues, mais qui contrairement à l'habitat de type collectif HLM, laissait à ses habitants certaines « marges de Manœuvre » (Lefebvre, 1974a), tant dans la hiérarchisation des espaces (publics/privés), dans les endroits « tampons » (caves, abris de jardin,…), dans l'aménagement du jardin, qu'en matière d'aménagements ultérieurs (aménagement des combles par exemple). De même, il est fait référence à « l'extraordinaire capacité créatrice des plus pauvres, à résoudre eux-mêmes leur problème de logement dans la mesure où leur en sont donnés les moyens » (Drummond, 1981, p. 5-6[68]).

En remontant le temps, et de manière plus accentuée encore, Philippe Bonnin et Paul Reynaud font part de profondes similitudes de l'habitat groupé autogéré avec des réalisations philanthropiques, des pensées architecturales et urbanistiques du socialisme utopique (Godin, Considérant, Fourier ;

66 INYZANT H. (1980), *Le Mouvement Castors en France entre 1950 et 1960*, MECV, juin, cité in Bonnin, Reynaud, 1982, p. 21.

67 On pense ici à l'étude, préfacée par Henri Lefebvre, sur ce mode d'habitat tant décrié, Raymond et al., 1996. Cet ouvrage, devenu introuvable, a fait l'objet d'une réédition chez L'Harmattan en 2003.

68 Cité par Bonnin, Reynaud, 1982.

Bonnin, Reynaud, 1982, p. 4, p. 12 *sq.*), ainsi que des expériences communautaires dans le fil de la Révolution russe ; ce qui poserait selon eux la question de la tradition et de la transmission, « de la résurgence d'une logique associative de l'habitat et de la société » qui articule un refus de tout pouvoir centralisé et une logique de l'habiter communautaire.

Dans l'habitat groupé autogéré, c'est la maîtrise de la production du logement – et les rapports sociaux qui en découlent visant une vie commune, sinon communautaire – qui est l'enjeu au regard « de l'habitat normé », mais aussi au regard des normes dominantes dans la société. Il faut en reprendre la courte histoire. Le qualificatif « autogéré » date ces pratiques collectives et suggère une période passée (années 70 et début des années 80). Avant l'habitat groupé qui retrouve un certain renouveau actuellement, il y eut l'"habitat groupé autogéré". Il nous faut entrevoir la *généalogie* des expériences actuelles pour comprendre ces dernières. Cette généalogie permet en outre de problématiser ces expériences. Si toute définition fige les choses et ne les problématise pas, on peut cependant repartir de celle que donnent de l'habitat groupé autogéré Philippe Bonnin et Paul Reynaud ; elle permet d'amorcer l'analyse en ce qu'elle en développe les principaux traits[69] :

> « Les groupes d'habitat groupé autogéré se définissent eux-mêmes par quelques critères simples : l'autopromotion, la participation active à la conception architecturale, l'autogestion du chantier puis de l'entretien et de la vie du bâtiment, la construction de locaux communs (salles de réunion, de jeux, ateliers, buanderies, chambres d'hôtes,…) […] On peut assez aisément les différencier par là de la classique copropriété anonyme à laquelle les habitants ne participent quasiment pas et où les décisions se prennent à proportion du capital possédé, et non à la personne. Ils se différencient également à l'opposé des communautés de jeunes qui ont fleuri en France après 1968, dans lesquelles la cellule familiale est volontairement rompue et qui sont généralement caractérisées par des pièces collectives, notamment la cuisine » (Bonnin, Raynaud, 1982).

L'habitat groupé autogéré se bat ainsi sur deux fronts : d'une part la copropriété, attachée au capital immobilier et symbole d'une absence de participation à une quelconque vie collective, sinon de manière formalisée ; d'autre part, les « communautés soixante-huitardes » qui, un temps, furent l'incarnation de la primauté du collectif et du caractère relatif de la famille et de la vie intime ou privée. Il constitue ainsi un entre-deux qui, au regard de la citoyenneté, demande à être explicité.

69 Le dossier publié par la revue *Autogestions* (1982) et mis en forme par Philippe Bonnin et Paul Reynaud provenait d'un rapport de recherche qu'ils avaient conduit : *Une Révolution paisible : l'habitat autogéré*, CREDOC/CESP – Direction de la construction, 1981.

Refus du pouvoir au prorata du capital possédé, de l'anémie de la vie de voisinage, mais aussi refus de la prédominance du collectif dans l'abolition d'espaces privés comme dans un vécu restreint à de trop nombreux espaces, trop collectifs. Les auteurs poursuivent leurs argumentations en déplaçant la question des « modes de vie personnels » du côté sociétal :

> « L'apparition et le développement « spontané » de ces groupes, qui se veulent une réponse adéquate à la dégradation de l'habitat, de l'urbanisme et de la vie sociale, obligent à reconsidérer les certitudes trop faciles, les rejets et abandons trop rapides de toute utopie : en transformant leur mode de vie personnel, ces groupes (certains d'entre eux du moins) se veulent également porteurs de questions et de démonstrations à l'égard de l'ensemble de la société » (Bonnin, Raynaud, 1982, p. 4).

Après les grandes structurations associatives de l'après-guerre adossées à l'État centralisé, en particulier dans le champ de l'éducation populaire, ces approches collectives en termes de transformation des modes de vie personnels renvoient aux changements de représentations qui s'opèrent dans les années soixante-dix et aux mobilisations localisées qui visent un *changement pragmatique dans l'ici et le maintenant et la vie quotidienne*, un changement qui cherche à modifier l'espace local, voire de voisinage, tout en pensant global. C'est d'ailleurs à partir des années 68-70 que l'habitat groupé autogéré va prendre son envol et qu'un « mouvement d'habitants », le Mouvement de l'Habitat Groupé Autogéré, verra le jour en novembre 1977[70]. On y reviendra. On peut cependant dire que cette notion d'*habitat groupé autogéré* propose en filigrane qu'il ne s'agit pas non plus d'une recherche d'autonomie ou plutôt d'*autarcie* maximale – un îlot d'autosuffisance –, ce qui signifierait la mise en cause de la participation de ces collectifs à la vie de la société et à ses changements. Ainsi, ces collectifs tiennent à une démarche qui est fort éloignée de la maison écologique individuelle où la recherche d'une autonomie prime sur le reste et où l'autoconstruction est souvent la règle (Oliva et *al*., 2007). L'engagement n'est pas individualisé dans une vision écologique de transformation de la société à partir d'une vision autocentrée. La notion d'*habitat groupé autogéré* ne renvoie pas non plus à une communauté au sens strict du terme, telle par exemple celle de L'Arche fondée près de Lodève (Hérault) par Lanza del Vasto, dont les principes s'articulent sur le respect du travail, la spiritualité et la non-violence. Il ne s'agit pas non plus de communautés de « puristes », telles celles de *Longo Maï*[71], qui, dans l'abolition de toute propriété privée, se définissent par une critique radicale du système politique actuel et par la recherche d'une autonomie la plus complète, via l'autosuffisance alimentaire et par un travail essentiellement basé sur l'agriculture.

D'autre part, on aurait pu accoler à « *habitats groupés autogérés* » le terme *milieu – ou contexte – urbain*[72], tant leurs habitants actuels (ou futurs habitants, pour le HEP) revendiquent tous, et très fortement, leur *appartenance* au vécu de la ville, tant au niveau des commodités et usages qu'elle est censée leur apporter que plus fondamentalement dans leur culture et leur mode de vie centrés sur cette urbanité. Toutes ces expériences d'habitat groupé autogéré renvoient toutes, sans exception, à des expériences d'habiter en milieu urbain, où souvent le potager, quand il est présent, n'a qu'une valeur symbolique. Ces expériences d'habitat groupé en métropole lilloise ne font pas exception et revendiquent haut et fort leur attachement aux « rumeurs de la ville » ; en cela, ces expériences sont très éloignées d'autres projets d'habitat collectif qui prônent le retour à la terre, ou tout au moins une implantation des groupes en milieu rural pour sortir de ce qu'ils considèrent comme une impasse, celle de l'urbanisation à grande échelle.[73]

---

70 La Charte du MHGA est reproduite in Bonnin, Reynaud, 1982, p. 52 *sq*. On n'est pas étonné que le dossier réalisé par Philippe Bonnin et Paul Reynaud, « Les utopistes du M^2 », paraisse dans un numéro de la revue *Autogestions*.

71 La première communauté est née en 1973 sous la forme d'une société de coopérative ouvrière de production (SCOP). Longo Maï signifie en occitan « longue vie ! ». On ne peut s'étendre ici sur les controverses liées à son fonctionnement interne.

72 Sur la notion de milieu, on ne peut que se reporter à Gilbert Simondon, 2005.

73 Projets tels que ceux induits par Pierre Rabhi autour de sa ferme pédagogique de Lablachère (Ardèche). On renvoie au projet du Hameau des Buis et, plus largement, au concept développé par Pierre Rabhi intitulé « Oasis en tous lieux ». Sur cette question de l'oasis, on renvoie au texte de Bernard Aspe (2006).

Si l'on reprend la Charte du MHGA (Mouvement de l'Habitat Groupé Autogéré, créé en 1977), quelques repères peuvent être donnés. La taille réduite des groupes permet « une connaissance mutuelle véritable et des prises de décision collectives » ; le processus renvoie à une maîtrise collective de tous les aspects concernant l'habitat ; des espaces communs favorisent la vie collective et l'ouverture sur la vie sociale du quartier et de la commune en refusant l'isolement du mode d'habiter ; le fonctionnement est autogestionnaire, c'est-à-dire qu'il vise « une véritable égalité de pouvoir qui respecte les différences ». Si la vie de famille ne se dissout pas dans un vaste espace communautaire, si on en respecte la légitimité, il n'en demeure pas moins que le devenir collectif est au cœur de la démarche engageant de nouveaux rapports sociaux égalitaires et ouverts sur l'environnement social.

Si l'on saute plusieurs décennies, le Mouvement de l'Habitat Groupé Ecologique et Solidaire (Eco Habitat Groupé) qui a pris la suite du MHGA et dont la charte fut adoptée le 8 mars 2009 s'inscrit, on le voit immédiatement, dans une vision non plus autogestionnaire, mais écologique et solidaire. Le langage a changé tout en demeurant dans un imaginaire proche. Le mouvement s'inscrit dans une perspective de développement durable, mais il note que ses acteurs restent le plus souvent oublieux d'« approches sociales de l'urbanisme » et renvoient les habitants au « statut d'acheteurs de "produits" » et non de codécideurs. Au regard de la charte de 1977, la question de l'autogestion n'est pas mise de côté mais au contraire, étendue à la production de la ville, et les habitants sont mis dans un rôle de « coproducteurs de leur habitat et de leur cadre de vie », renvoyant ainsi aux souhaits d'un certain nombre de professionnels d'un « urbanisme démocratique », où l'objectif peut être atteint « en autogestion »[74]. L'objectif du mouvement est à cet égard de permettre la généralisation de l'autogestion des groupes d'habitants. S'y dessinent les contours d'une citoyenneté urbaine qui articule l'habiter et l'urbain. Au regard de l'habitat, la convivialité peut se déployer par des « espaces d'usage collectif et d'équipements de proximité immédiate » – compléments à la « préservation de l'intimité du logement » – qui visent en même temps une perspective plus globale de « mixité des fonctions » de la ville. La solidarité apparaît plus nettement que dans le texte de 1977. Autour de cette notion, s'articulent le droit au logement pour tous, la recherche de mixité sociale dans les quartiers, l'ouverture sur le quartier et, la commune dont les espaces communs constituent comme en 1977 les passerelles. Enfin au regard de la nécessaire limitation de la consommation d'espaces et d'énergies, il s'agit de produire un habitat et un urbanisme économes en espace et en énergie et lié à la nature (biodiversité). Dans cette perspective, il s'agit bien d'articuler la production citoyenne de la ville comme celles d'un développement durable, d'un habitat collectif qui conjugue espaces communs et espaces privés. Entre 1977 et 2009 si le langage a changé, c'est donc aussi que la mise en perspective se transforme. L'habitat partagé est intégré dans une vision globale de l'urbanisation et de la transformation de l'urbain qui suppose « une intelligence et une efficacité collectives » ainsi qu'une « philosophie coopérative » en termes d'échange de temps, de savoir, de savoir-faire, et de travail. Si l'on résume d'un terme la *concitoyenneté*, comme sens authentique de *ciuis* selon Emile Benveniste (2003, p. 337), est l'horizon de ces discours : il s'agit bien de « réciprocité », de « copartageant des droits politiques », d'« amitié » qui « transposent le sentiment de la communauté en terme affectif » (Benveniste, 2003, p. 337).

Quelles analogies peut-on tenter entre les communautés taisibles, les Castors d'hier, et les groupements d'habitat autogéré d'aujourd'hui ? Il semble que chacun se constitue en temps de crise (Bonnin, Reynaud, 1982, p. 9), crise sociale et culturelle, crise environnementale, mais aussi crise du système politique. En d'autres termes, à travers un mode d'habiter qui incarne concrètement la concitoyenneté, ces groupes ambitionnent la recherche d'un autre mode de vie qui puisse déboucher sur un modèle de société où chacun, et n'importe qui, copartage les décisions politiques et coproduit l'habitat et l'urbain.

www.la-ferme-des-enfants.com/

74 http://www.ecohabitatgroupe.fr/page.php?categorie_id=96

5.2. Brèves considérations sur deux expériences

5.2.1. Les Crieurs : la structure de référence en habitat groupé locatif

> *« Au niveau du chemin des Crieurs, ils étaient quand même à l'origine de ce logement collectif, qui a quand même perduré après quasiment une dizaine d'années après eux. Donc ça, je trouve que c'est quand même historiquement… dans la région une expérience pilote qui n'a pas d'équivalent… » (*Patrice, HEP*).*

Cette structure de onze logements réunit dix familles qui, outre leur habitat propre, acceptent de louer en commun un onzième logement. Ce dernier est à la disposition des dix familles. De plus, existent labo photo, buanderie, grande salle de jeu pour les enfants, grande cuisine/salle à manger/salon pour les adultes. En outre, ces dix familles acceptent de provisionner tous les mois, en sus de leur loyer, un « sur-loyer » correspondant à une part du loyer du onzième appartement : le montant payé par les familles pour l'appartement commun est calculé de manière complexe, prenant en compte le revenu, le nombre d'enfants, mais aussi le nombre de kilomètres parcourus pour se rendre au travail pour les familles qui font le choix de ne pas déménager malgré un lieu de travail éloigné. Aussi, une petite somme est provisionnée et mise en commun pour acheter et renouveler l'ameublement, l'électroménager et l'équipement (chaîne HI-FI, abonnement canal plus…) du onzième logement collectif. Le reliquat de cette cagnotte est utilisé pour organiser deux ou trois sorties collectives par an au bord de la mer du Nord pendant la période estivale. Les Crieurs appartiennent à la classe moyenne supérieure. À certains moments, les professions médicales étaient très représentées, (médecins, infirmiers, kinésithérapeutes) à d'autres, les professions enseignantes.

L'originalité de cette expérience tient dans le fait qu'elle fut montée dès sa création avec un bailleur social, dans un quartier de la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, où 90% des logements étaient à l'époque constitués d'HLM[75]. Ces dix familles s'occupent en interne de la réattribution du logement vacant lorsqu'une famille déménage ; cette réattribution se fait sur la base d'une cooptation – la recherche au niveau des amis d'amis – et la société d'HLM n'a *a priori* pas de droit de regard sur ces attributions[76]. Marion revient sur cette expérience atypique, mais qui ne pouvait concerner les classes populaires :

> *« Les Crieurs, c'était le seul HLM où il y avait cet arrangement-là, où les familles pouvaient choisir qui allaient emménager... C'est rigolo parce que finalement ce sont des HLM, mais c'est un peu un luxe cet appartement… un HLM où on accepte de payer pas mal ! Mais il faut forcément que ce soit des gens qui ont les moyens aussi de payer tous ensemble cet appartement et ces trucs en plus... ».*

Véronique explique la *cooptation* dont ils ont fait l'objet au moment où trois familles quittent les Crieurs pour fonder Anagram – dont on reparlera –, habitat groupé mais en accession à la propriété. D'abord, s'est tenue une réunion des colocataires, puis a été lancée une invitation à un pot à la famille pressentie, avec des discussions informelles avec les membres des différentes familles. Du fait de successifs départs de familles, ce principe de cooptation n'a jamais cessé de fonctionner. Il y avait un droit de veto qui, semble-t-il, n'a été appliqué que très rarement.

> *« En tout cas la SLE [HLM] n'avait pas son mot à dire. C'était vraiment le groupe des Crieurs qui cooptait la famille arrivante. »*

Après une vingtaine d'années de fonctionnement, cette expérience collective s'est progressivement fragilisée. La première fissure fut le départ des « créateurs » du projet, qui ont poursuivi l'aventure dans un projet similaire mais en accession à la propriété, cette fois à Anagram.

---

75 Depuis, les organismes HLM ont engagé un programme de vente tout azimut dans ces endroits où le turn-over était faible et où les habitants – qui dépassaient depuis longtemps les plafonds HLM requis mais se maintenaient dans les lieux – aspiraient à devenir propriétaires de leur maison ou appartement. Cette politique de vente se poursuit encore aujourd'hui.

76 Voir à ce sujet un ouvrage où est mentionné notamment (et parmi d'autres) cette expérience de la « rue des Crieurs » : *Habitats autogérés, M.H.G.A (mouvement pour l'habitat groupé autogéré)*, Paris, Editions alternatives/Syros, collection AnArchitecture, 1983 (préface de Philippe Bonnin).

L’expérience collective a changé de sens et s’est articulée à la propriété. D’autres membres, en particulier médecins, ont construit un parcours résidentiel jusqu’à des maisons huppées en centre ville. Il n’est d’autres encore, comme la famille de Marion, qui n’ont pas eu l’argent pour investir dans Anagram.

> *« Les Crieurs, finalement, ça s'est un peu essoufflé au fur et à mesure que ces gens-là [les créateurs] ont voulu arrêter d'être locataires par exemple… Anagram, ça s'est créé bêtement : ce sont beaucoup de gens des Crieurs, à Anagram, qui ont voulu devenir propriétaires […] Tout le monde louait, mais du coup, ce qu'on payait de loyer [on ne le mettait pas dans une accession]... et il fallait payer en plus pour les parties communes… […] Voilà, et c'était en fonction des revenus des gens… et à un moment, tout le monde a commencé à gagner plus, et peut-être qu'il commençait à y avoir des calculs du type : « est-ce que c'est encore rentable pour moi d'être là ou pas, selon ce que j'utilise des parties communes ? » » (Marion).*

La société HLM qui avait besoin de renouveler son parc immobilier a vendu des maisons rue des Comices et nombre de Crieurs les ont rachetées. Une deuxième difficulté a surgi lorsque les plafonds de ressources ont été imposés à ceux qui voulaient accéder à un appartement en HLM. Les Crieurs ont eu du mal à trouver parmi leurs réseaux (de la classe moyenne ou supérieure) des personnes susceptibles de pouvoir rentrer dans les plafonds requis. Les personnes susceptibles d’y accéder s’en sont désintéressées du fait du sur-loyer (pour le onzième logement) qui n’était pas négligeable. Du coup, un début de vacance s’est manifesté et le bailleur social a souhaité reprendre à son compte les affectations des logements ; ce qui a entraîné le déclin progressif de ce projet. L’*autonomie contractualisée* avec l’institution sur la gestion de l’affectation des appartements, une des caractéristiques novatrices du projet, s’est trouvée remise en cause. La règle générale (plafonds de ressources) est venue affaiblir la règle particulière (autonomie de gestion), qui faisait la force du projet. Le bailleur a repris depuis peu en charge l’attribution des logements, et les parties collectives initiales (jardin) ont été découpées et privatisées.

> *« On avait de plus en plus de mal à recruter des familles parce qu'il y a eu une nouvelle loi sur les HLM. Il fallait vraiment que ce soit des habitations à loyer modéré. Donc il ne fallait pas dépasser un certain seuil de salaire. Tu vois ? Donc les familles qui auraient pu venir étaient vraiment à la limite de ce seuil et donc il fallait qu'ils payent un surplus, je ne sais plus... […] Donc du coup on avait de plus en plus de mal à recruter des gens. Moi je suis partie après et j'ai su que les familles qui étaient arrivées, elles n'étaient pas cooptées, c'est la SLE qui les a placées là parce qu'il fallait bien occuper ces loyers. »*

Outre la fragilisation de l’expérience collective, l’ensemble du quartier HLM, où se situaient Les Crieurs, s’est progressivement paupérisé, si bien qu’aujourd’hui Marion ne reconnaît plus son quartier :

> *« Le quartier était beaucoup plus vivant pour moi. Je ne sais pas si c'est une impression en moi, mais j'ai l'impression que nous les enfants, on jouait beaucoup plus facilement dehors, sans avoir peur. Maintenant, il y a des moments où le chemin des Crieurs je le trouve un peu glauque. Ils ont muré tous les côtés avec des barreaux. Les Crieurs ont été murés avec des barreaux. […] Oui, il y a eu des problèmes, mais malheureusement, j'aurais aimé qu'il y ait d'autres solutions que celle de mettre des barreaux sur tous les halls d'immeubles. Ils ont tout fermé… ».*

Peut-être faut-il retenir de cette expérience de vie collective ce qu’en ont retiré les enfants, ces derniers constituant sans aucun doute le meilleur lien pour réunir les familles ? Outre les raisons déjà données, on pourrait d’ailleurs faire l’hypothèse que les enfants ayant grandi, les parents ne se sont plus sentis continuer à vivre dans cet habitat collectif avec ses contraintes. Leïla et Marion conservent toutes deux des souvenirs très forts de sociabilité festive dans la salle commune, spécialement aménagée avec une petite maison en bois, mais aussi amicale au quotidien où les enfants ne cessaient d’aller chez leurs copains pour goûter, regarder la télé en commun. Hélène, de même, se rappelle les moments collectifs, les soirées télé, les moments de barbecue, les journées dans le jardin l’été ou dans la salle commune l’hiver, les anniversaires, les après-midis roller, mais aussi plus tard les week-ends

ex-Crieurs après l'abandon de la structure où les enfants louaient un gîte pour une fin de semaine. Elle se rappelle aussi la solidarité entre les enfants des Crieurs à l'école, les plus grands prenant en charge les plus petits qui arrivaient tant en primaire qu'au collège.

> *« … Enfin en même temps, il y avait quand même cet esprit de solidarité... Parce que tout le monde s'entraidait, je veux dire, quand quelqu'un était malade on allait faire ses courses, on allait récupérer ses gamins à l'école... Donc il y avait quand même une espèce de... oui, une solidarité. »*

5.2.2. Anagram

Le vécu de cette expérience des Crieurs fut sans doute riche puisque certaines familles décidèrent de le prolonger par un projet d'accession à la propriété. De là est né Anagram, habitat groupé et cogéré réunissant dix familles qui, depuis 17 ans à Villeneuve-d'Ascq, fonctionne sur les mêmes principes que celui de la rue des Crieurs. Simplement, ce projet change quelque peu de nature puisque c'est celui d'une construction neuve en accession à la propriété. On peut noter en outre que d'anciens locataires des « Crieurs », partis sur Grenoble, ont « essaimés » et furent à l'origine de la création, à Grenoble, de deux autres structures d'habitat groupé en accession. L'expérience de Christian La Grange (2009) est source d'interrogation, cet auteur préconisant la constitution d'une équipe « évolutive et multi générationnelle » pour éviter le problème du vieillissement de beaucoup de structures qui pourraient se transformer en ghettos de personnes âgées. Anagram se trouve confronté à ce phénomène. Qu'en est-il des engagements dans ce type de projet lorsque les années passent et que nombre de personnes sont au seuil de la retraite ?

On se doit de revenir sur quelques éléments de repère historique tout d'abord. Entre le projet, commencé en 1985, et l'entrée dans les lieux, début 1991, il s'est déroulé cinq ans, « *période moyenne de concrétisation des projets d'habitat partagé* », selon les résidents. Le terrain appartenait à la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq qui avait engagé une procédure d'expropriation de la ferme qui occupait l'espace afin de maîtriser son foncier sur cette partie de la ville qui borde un beau lac de promenade. Le paysan – très âgé – vivait encore sur cette ferme avec un bail précaire. La vente à Anagram faillit ne pas se faire et des tergiversations au niveau de la mairie compliquèrent cette vente. Le maire de l'époque était attentif aux rumeurs possibles, alors qu'il avait par ailleurs refusé un projet de construction « classique » à quelques encablures de là. Finalement, le terrain fut vendu au prix des domaines. Parmi les fondateurs, trois familles sur dix avaient déjà une expérience de vie en habitat groupé : ils avaient vécu l'expérience des Crieurs dont on a parlée.

Anagram se situe donc aux franges de Villeneuve-d'Ascq, en bordure immédiate d'un magnifique lac, dévolu à la promenade et à la villégiature. La rue est en impasse et la seule circulation (très faible) émane des quelques automobilistes qui viennent se garer pour effectuer leur promenade dominicale autour du lac. Pour autant, Anagram est desservi par un bus urbain cadencé (dix minutes en heure de pointe) qui rabat en quelques minutes environ tout ce petit monde sur une des stations de métro de Villeneuve d'Ascq : la station Pont de Bois. D'un côté le lac et la campagne, de l'autre la plupart des services (écoles, commerces, médecins, salles de sport) présents dans un rayon de 500 m : Anagram est donc situé dans un cadre idyllique qui ferait pâlir d'envie de nombreux citadins en quête de calme et cette structure pourrait défendre l'oxymore d'être située idéalement à « la campagne en ville ». L'architecture est soignée, mélangeant subtilement en façade de la brique et de la pierre. Les bâtiments d'habitation se regroupent en deux entités bâties, ou plutôt trois avec la maison commune. De la ferme initiale ne subsiste que le superbe proche d'entrée en brique et un bâtiment attenant servant d'atelier.

Anagram comprend des logements de plain-pied – que l'on pourrait appeler maisons en faisant abstraction des mitoyennetés – et des appartements sur un ou deux niveaux, en duplex, situés au-dessus de ces logements. En rez-de-chaussée, on trouve des décrochés et des avancées harmonieuses en verre pour rompre la monotonie et faire office de vérandas (orientation sud). De loin, l'impression est d'avoir affaire à deux corps de bâtisses proches qui pourraient évoquer une ancienne maison de maître du début de siècle. Les surfaces intérieures habitables sont spacieuses et varient de 55 m^2

environ (pour deux logements) à 175 m^2 (également pour deux d'entre eux), la moyenne étant plutôt autour de 100 à 120 m^2. On le voit, on a affaire aux classes moyennes ou supérieures comme l'attestent les professions de médecins et des professions dans la culture et le social (médiathèque, foyer social, jeunesse et sport, association sociale de soutien).

Des infléchissements apparaissent, perceptibles au niveau des dernières familles arrivées. Un exemple symbolique en est la croyance à l'école publique qui semble aujourd'hui pouvoir être remise en question, chose inconcevable il y a seulement une dizaine d'années. Martine évoque ainsi la scolarité de ses deux enfants, son fils (18 ans) et sa fille (en quatrième), tous deux scolarisés à « L'École active bilingue Jeanne Manuel » (EABJM). La concurrence est sévère pour inscrire ses enfants dans cette institution « haut de gamme », où de nombreux cours sont donnés en anglais, tant les places sont limitées. À tire d'exemple, Hugo se retrouve en terminale dans une classe de quatorze élèves et l'année prochaine, il suivra une école d'auteur compositeur en Angleterre dans laquelle il a été admis, afin d'améliorer ses réels talents. On le voit, concernant cette famille tout au moins, on a plutôt affaire à des personnes de la classe supérieure. Dernière arrivée en date, cette famille n'est sans doute pas représentative de la « philosophie » initiale du projet ; pour autant, elle donne des arguments à ceux qui critiquent volontiers ce type de structure qui serait selon eux en passe de devenir des repaires de « bobos ». Pour autant, cet exemple ne doit pas nous empêcher, loin de là, de réfléchir en profondeur sur le projet d'Anagram. D'ailleurs, l'exemple de Laurence vient infléchir ce premier regard lorsque la discussion commence autour de la table. Assistante sociale, et également « fondatrice » et habitante du plus petit logement (un F 1 de 54 m^2), elle raconte comment elle a pu intégrer *in fine* le projet grâce à un prêt « interne » des autres membres du groupe ; ces derniers lui ont prêté l'équivalent de 30.000 francs de l'époque pour pouvoir se rendre acquéreur de son appartement, son apport personnel étant insuffisant. Elle rappelle que dans le projet à l'époque, deux autres femmes seules, ont dû partir au dernier moment car elles ne pouvaient plus s'engager sur le montant définitif de l'opération.

5.3. HEP, pour Habitat Écologique Partagé

On a déjà décrit les prémisses du projet d'HEP où se conjuguaient habitat groupé, fondé sur la coopération et la mutualisation des usages et des moyens, écologie, simplicité des modes de vie et économie des ressources engagées, et enfin, visée de transformation écologique de la maille urbaine de l'agglomération. Tout cela forme un imaginaire qui est le support du projet. On peut désormais se demander comment vont se traduire ces aspirations dans le mode de fonctionnement de l'association HEP ? Comment ce mode est-il pensé ? Comment ses membres font-ils collectifs ? Comment font-ils devenir-collectifs ?

5.3.1. Une "association collégiale"

Un collectif c'est un *devenir* dans le temps, le plus souvent instable. Mais ce devenir est plus ou moins ouvert – ou restreint et fermé – par les membres du collectif au regard d'une analyse stratégique en termes de rapports de pouvoir et de mainmise sur ce pouvoir, tant en interne que dans les rapports à l'extérieur. Il faut comprendre ce qui crée ou non devenir collectif. Dès les fondations initiales, la volonté de créer une association de type 1901 est présente au regard d'une représentation officielle dans l'espace public[77], mais sous l'impulsion de quelques leaders informels ; l'association se donne pour objectif d'exister en interne selon un fonctionnement « en râteau », horizontal et collégial. Pas de délégation, pas d'instance hiérarchique, pas de représentation. On vise la "démocratie directe" au sein de l'association en se méfiant des distanciations introduites par l'attribution de rôles de représentants. C'est donc davantage un *agencement collectif*, fondé sur la collégialité et l'horizontalité, l'absence de prétention à tenir des rôles assignés au sein d'une association, et en particulier de représentants :

> *« Dès le départ, on a défini le groupe sur le fait qu'il n'y a pas de tête… Ce qui peut être une difficulté ou un avantage, selon les cas. À part qu'officiellement, il faut un président. Donc là,*

77 Il faut rappeler qu'une convention-cadre en la ville de Lille et HEP est signée en 2007.

c'est moi… qui suis le responsable légal de l'association, puisqu'il fallait désigner quelqu'un. Mais, par rapport à l'association, ça n'a pas de sens. Sauf quand il y a un papier à signer éventuellement, il faut ma signature. Mais sinon… […] Je sais qu'il y a des personnes qui s'occupent plus ou moins du financier… […] là c'est pareil, il faut qu'il y ait quelqu'un de désigné pour les signatures de chèques, mais je ne suis même pas sûr de savoir qui c'est. Je ne m'intéresse pas du tout à la partie appareil… et c'est vrai qu'elle est quasiment inexistante, dans cette association-là en tout cas. Elle est là parce qu'il faut qu'elle y soit, mais les rôles des personnes ne sont pas définis comme étant importants. C'est un fonctionnement collégial » (Loïc).

On a donc une enveloppe formelle – un « appareil » – destinée à exister au regard de la puissance publique, un espace formel de places et de rôles qui, en réalité, masquent la réalité d'un agencement de personnes, n'endossant leurs rôles que dans des actes qui engagent au regard des institutions. Les statuts sont ceux d'une « association collégiale » où tous les membres sont membres du CA[78]. On y reviendra, mais on doit noter cette distance aux rôles propres à toute association (président, secrétaire, trésorier), celle-ci n'étant finalement pour les membres de l'HEP qu'une enveloppe formelle dédiée aux rapports avec la puissance publique et les institutions. En d'autres termes, et ce ne sera pas finalement sans conséquence pour les membres d'HEP qui se diviseront sur cette question, le fonctionnement associatif formel et ses règles ne sont pas une *source de régulation* de la vie collective. La régulation interne, horizontale, du groupe n'est pas de même nature que celle qui lie l'association aux institutions politiques et institutionnelles. L'égalité de tous les participants est le principe de cette régulation. Ce qui ne sera pas sans problèmes. Ici encore, on assiste à une remise en cause de l'organisation du *faire associatif* qui peut impliquer instances hiérarchiques, représentants, porte-parole, délégation de pouvoirs dans « l'attachement aux personnes collectives » (Boltanski, Thévenot, 1991, p. 231), et la prééminence de celles-ci.

Conformément à ce choix d'un fonctionnement horizontal et collégial, peu formalisé et hiérarchisé, HEP a misé sur un mode peu contraignant de son futur où l'élargissement du groupe est fondé sur la *cooptation* de tout nouveau membre par deux personnes, au contraire de bien d'autres groupes de ce type qui insistent sur une définition claire des « règles d'entrée et de départ » (La Grange, 2008) – et ce aussi à l'inverse de modes d'habitats groupés plus légers (squats, colocations). Les règles d'entrée sont peu strictes laissant ouvertes les possibilités de transformation de la vie collective. Ce point est à noter pour entrevoir la trajectoire collective de ce projet qui tarde à se traduire en actes propres de co-production.

Rectification organisationnelle, HEP a renoncé il y a peu à cette cooptation qui devenait de plus en plus symbolique, aucune personne n'ayant jamais été « refusée ». De même l'adhésion annuelle – entre cinq et dix euros – vient d'être supprimée, le collectif ne sachant que faire de cet argent. Cette absence de contraintes a conduit un nombre important de personnes à devenir « membres » de ce collectif, presque malgré elles, comme "faisant semblant". Ce faire semblant ne doit pas être pris à la légère, il pèse d'un poids non négligeable. Ainsi, le « ticket d'entrée » n'étant pas cher – ni d'un point de vue financier, ni d'un point de vue symbolique –, bien des personnes adhèrent au groupe mais sans manifester un désir profond de participer activement au projet d'Habitat Ecologique Partagé. Au-delà du "noyau dur", bien des gens ne semblent venir que très irrégulièrement aux réunions ; d'autres semblent très indécis et suscitent des interrogations quant à leurs motivations ou leurs désirs ; d'autres, encore, sont impliqués sans l'être dans la mesure où ils se disent « très intéressés » par le projet alors qu'ils sont déjà propriétaires d'une maison. Lors de ces réunions, Marie-France avait été surprise du nombre important de personnes qui y participaient, mais aussi du fait que sans cesse de nouvelles personnes apparaissaient dans le paysage d'HEP. Une dynamique globale d'intérêt était palpable, mais sans parvenir à une stabilité du groupe. Arrivant après d'autres membres, elle dit avoir été par moments « paumée » par les discussions dans un groupe si mouvant. Les engagements sont ainsi très différenciés, et les conduites tactiques et stratégiques difficiles à décrypter.

78 Les statuts de l'association sont disponibles in http://www.passerelleco.info/article.php?id_article=761

Ainsi s'est construite insensiblement une différenciation entre deux modes d'engagement au sein de l'HEP, être « membre actif » et être « membre sympathisant », deux choses bien différentes et qui, au regard du projet d'Habitat Ecologique Partagé, paraissent assez énigmatiques. On l'a compris, l'engagement se différencie, le concret d'un habitat partagé d'une part, mais non sans des visions concurrentes, et d'autre part, un possible qui demeure en suspens et qui renvoie davantage à une adhésion plus ou moins ferme au projet politique sous-tendu par l'habitat écologique partagé. Une nébuleuse de membres sympathisants s'est construite qui n'est guère en prise avec le projet concret d'habitat. L'augmentation des « adhérents-sympathisants » (le projet possible) au détriment des « adhérents-motivés » (le projet concret) a conduit finalement à la production d'un groupe bicéphale dont il est difficile de percevoir les logiques d'action. Le collectif s'est scindé finalement en deux groupes : d'une part, les sympathisants qui adhèrent à l'idée générale portée par HEP mais qui ne souhaitent pas – pour des raisons différentes – intégrer un habitat groupé (on pourrait les qualifier de « w*ait and see* ») ; d'autre part, ceux qui souhaitent s'impliquer dans la recherche effective d'un terrain et qui se sont constitués en collectif, celui du « groupe de Villeneuve-d'Ascq », pour avancer et essayer de concrétiser le projet en arrêtant le processus de discussion sur celui-ci. Constitué actuellement de huit personnes – trois couples, une personne seule et une famille monoparentale –, ce groupe recherche un terrain disponible autour de Villeneuve-d'Ascq. Cette vision idéologique qui a prévalu dans un fonctionnement horizontal n'est pas sans produire des effets organisationnels.

5.3.2. Démocratie et responsabilité

Au regard de cette "collégialité", une tension se dévoile. Le fonctionnement qui se veut le plus démocratique possible – un fonctionnement au *consensus* dont on sait par ailleurs qu'il n'est pas forcément garant de démocratie et la mise en œuvre du principe d'égalité de tous les membres qui n'est pas sans poser problème au regard des implications différenciées de ceux-ci – semble conduire à une absence de décisions collectives, actées et entérinées, ainsi qu'à une inertie en termes d'action. Les représentations du processus de construction du projet divergent. Pour certains acteurs, rien ne semble jamais acté tant les problèmes ne cessent d'être approfondis et lorsqu'ils sont résolus de nouveaux problèmes surgissent qui exigent de multiples palabres, temps infini des discussions et temps gaspillé au regard du temps de la vie qui passe. Pour d'autres, ce projet commun exige un temps nécessaire de fabrication et il faut savoir "prendre son temps", se le donner et le faire fructifier. On comprend qu'en arrière-plan se joue la question du temps de maturation d'un projet quand il en va de l'existence quotidienne des individus – habiter en commun – qui peut être inscrite dans des temporalités différentes – individuelles/familiales – dont la synchronisation ne va pas de soi dans un temps du collectif. De façon plus explicite, cette tension vient interroger le mode de fonctionnement de l'association, sa temporalité au regard de la temporalité de ses membres. Derrière cette question de la temporalité, se joue une autre question, mais qui est finalement la même, celle de la pertinence ou non de l'horizontalité associative. Celle-ci est-elle gain ou perte de temps ? Est-elle mûrissement approprié du projet ou atermoiement différant sans cesse son accomplissement ?

En l'occurrence, plusieurs personnes disent avoir l'impression de ne pas pouvoir identifier un "pilote". On dira qu'elles veulent un pilote, un leader ou un responsable pour faire que le projet progresse sans s'enliser dans trop de discussions. Encore faudrait-il que quelqu'un se veuille pilote. Dans la vision politique de l'HEP, qui lie le devenir du collectif à un mode horizontal et consensuel de fonctionnement, cette expérience ne semble pouvoir admettre de pilote. En réalité, il existe bien des pilotes qui exercent une fonction informelle d'animation, mais ils ne tiennent pas à tenir ce rôle de manière formalisée et, en même temps, renvoient à la nécessité conjointe de "prendre son temps" et de parvenir à un consensus de tous les membres. Cette tension permet de comprendre le turn-over important au sein de ce groupe avec des personnes qui décident d'acheter séparément en faisant le deuil du projet collectif. Florence a quitté le groupe très rapidement, soucieuse d'économiser son énergie (en réunions), pour acheter finalement une maison toute seule à la périphérie de Lille ; le projet ne lui paraissait pas réellement « porté » par un responsable ou une personne-ressource et sa finalisation risquait d'être reportée aux calendes grecques.

Patrice évoque ce rôle de locomotive qu'il a rencontré lors d'une réunion avec l'autre structure d'habitat groupé, Agrobi, rôle qui lui paraît faire défaut à HEP :

> *« Il y a aussi un truc qui nous a fait évoluer récemment. C'est de se rendre compte, avec aussi l'échange qu'on a eu avec Agrobi, c'est que, un projet comme celui-là, il y a forcément beaucoup de boulot... et Agrobi, par exemple, ils ont eu clairement un leader, un gars qui a vraiment été la locomotive du groupe, à tel point que c'est lui qui a choisi en premier son… ils ont tout construit et puis après ils se sont répartis les logements. Donc c'est lui qui a choisi parce qu'il s'était tellement impliqué que... il a choisi son logement, sur, je ne sais pas, 7 ou 8 logements. Le plus au sud (rire) ! »*

Loïc, l'un des premiers fondateurs de l'association, admet, non sans une certaine réserve, ce constat d'une absence de pilote qui peut ne pas convenir à certaines personnes désireuses d'être un peu plus encadrées afin de déboucher plus rapidement sur un projet. Mais, on voit bien qu'il ne conçoit l'action collective que comme étant celle d'un groupe autogéré où « tout le monde est pilote » ; de même, son sentiment profond est que la fabrique du projet d'habitat exige un temps qui ne soit pas compressé. Il y a là une nécessité première, un postulat pourrait-on dire, qui est la nécessité de devoir « prendre son temps » – en opposition à certains acteurs d'HEP considérant qu'il faut "gagner du temps" ou au sentiment courant qu'on "perd son temps". Certains pensent donc qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion, d'autres pensent que tout le monde soit pilote. Ceux qui ne veulent ou peuvent prendre leur temps, qui cherchent à accélérer le processus, s'excluraient ainsi du projet commun. Marie-France ne constitue somme toute qu'un cas individuel, mais qui n'est pas unique dans le fonctionnement d'HEP. Pourtant, même ce membre qui s'est lassé des discussions reconnaît que « *la première année, c'était intéressant de prendre le temps* [de discuter] ».

> *«… C'était intéressant […] de réfléchir sur le logement, de réfléchir sur la manière de vivre, sur les manières qu'on porte. Ça m'a aussi fait réfléchir autrement… […] en tout cas, ça m'a fait modifier des comportements, écouter d'autres, fait poser des questions que je ne me posais pas. Ça m'a fait faire des recherches sur l'habitat groupé, sur l'écologie, sur l'habitat écologique. Ça m'a fait faire un stage sur les différentes techniques, très rapidement, de tout ce qui touchait à l'écologie : le jardinage, l'habitat... ».*

L'impatience de certains adhérents les conduit à sortir du projet collectif, à faire désertion alors même que ce type de projet oblige à un temps d'interconnaissance et de maturation du projet selon d'autres adhérents. Pour ceux-ci, l'engagement dans le collectif, qui vise à articuler vie individuelle/familiale et vie commune, suppose un temps d'apprentissage d'autrui, temps que certains adhérents ne se donnent pas, et qui les conduit au retrait sur une vie individuelle qu'ils tentaient paradoxalement d'éviter.

> *« Maintenant que les choses se resserrent autour d'un projet et que le reste est plus difficile à mettre en place, il faut du temps. C'est sûr que les gens… moi je sais qu'il y a une fille que je connaissais qui est venue, et puis elle, c'était du jour au lendemain qu'elle voulait quelque chose. Donc quand elle a vu que ça prenait du temps, elle est partie... […] Et puis elle, elle voulait que tout bouge tout de suite. Et puis elle a essayé de faire quelque chose de son côté et puis elle s'est bien rendue compte que ce n'est pas possible. Il faut du temps pour que les gens se connaissent, s'harmonisent ».*

En arrière-plan une tension sourde, non pleinement débattue, écartèle le projet collectif : d'un côté, il y a ceux qui parient sur une discussion collégiale, à égalité de parole et en prenant le temps qu'il faut ; de l'autre côté, il y a ceux qui demandent d'avancer avec un leader dont la responsabilité est engagée, et sous la contrainte d'un temps qui est précieux et qui ne peut être gaspillé. Cette difficulté du groupe à « concrétiser » son projet, dans un laps de temps qu'on pourrait dire « raisonnable » pour certains des acteurs, est palpable pour celui qui arrive de l'extérieur. Mais, ce n'est peut-être pas comprendre que certains adhérents vivent ce raisonnable comme la déraison d'une époque qui ne sait plus prendre son temps et se le donner en propre. Même l'une des personnes qui n'a pas su être patiente en convient.

« Il faut du temps ! C'était un peu l'une des premières remarques qu'ils avaient faites, à Anagram. C'est qu'il leur avait fallu du temps. Il leur avait fallu cinq années je crois... entre le moment où ça a commencé à mûrir. Et en plus il y avait déjà un stade de connaissance ! » (Marie-France)

Pour les familles « pressées », l'impatience les conduit à quitter l'association pour acheter une maison individuelle classique mais ces familles, motivées par ailleurs, avaient le pouvoir d'achat nécessaire :

*« C'est Violaine qui m'a parrainée […] Au départ, elle était aux réunions et puis… elle et son copain, ils sont toujours dans HEP mais ils ont acheté une maison, donc… […] ça les intéresse toujours et ils participent encore… […] peut-être qu'ils ont pensé, effectivement, au bout de quelques réunions, que ça mettrait du temps à sortir… » (*Olivia*).*

En filigrane c'est bien la question du collectif, tant de sa nature que de son fonctionnement, qui se trouve posée. Collectif piloté, collectif autogéré sont les deux pôles entre lesquels tendent les membres d'HEP. Avec sans doute des imaginaires où le collectif piloté serait plus efficace dans la résolution des problèmes et la clarification du projet commun, alors que le collectif autogéré serait plus à même d'aller jusqu'au bout des controverses dans une démocratisation de la parole. D'un côté, les acteurs qui semblent manquer de temps et, de l'autre, ceux qui le prennent : impatience et patience. Ces vécus existentiels du temps sont en tension selon des polarités difficiles à concilier.

On ne sera pas surpris de savoir qu'à la patience de ceux qui prônent la décroissance et la simplicité volontaire font face ceux qui n'adhèrent pas pleinement à de telles valeurs de vie – clivage au sein du collectif. Même les premiers doivent convenir que le travail collectif qui met en jeu tout à la fois l'intime/le privé et un futur commun n'est pas si facile à mener quand il faut « tout partager » ; ce partage qui demande qu'on ne laisse rien de côté, au regard de la conjugaison privé/commun, conduit à un *ralentissement* du processus. Ainsi, ceux qui dans leur vie visent l'*appropriation d'un temps lent*, *ralenti*, ne disconviennent pas que le travail collectif qui interroge les moindres recoins du projet en vienne à freiner la démarche. C'est que ce ralentissement collectif dû aux ratiocinations n'a sans doute pas le même sens que lorsqu'il est entrevu dans sa vie personnelle. Aussi, pour cette même personne comme on le verra, le partage – ou la solidarité – doit être limité(e) pour éviter d'empiéter sur un précieux temps personnel. On ne peut tout partager.

*« … J'avais l'impression qu'il y a une grosse difficulté aussi à travailler tous ensemble. Ça, ça me fout un peu les boules, mais je reconnais que c'est vraiment dur de bosser avec les autres, et que ça ralentit, il me semble. C'est-à-dire… le fait de devoir tout partager… Et puis quand tu poses le projet, tout le monde est là : « ah oui mais ça ! » [objections], pour des choses qui sont… [sans importance]. » (*Bernard*).*

De manière plus générale, certains des membres d'HEP se coulent dans le temps dominant qui est un temps accéléré, tandis que d'autres tentent de se dérober à ce temps et d'y résister, de s'imposer une décélération de leur mode de vie. Il ne fait guère de doute que ce clivage est d'une importance primordiale pour comprendre la fragilité du collectif, la difficile construction d'un horizon d'attentes commun et de principes qui fassent accord, sinon consensus. Loïc qui fut de toutes les discussions en demandant que le groupe prenne son temps a bien conscience désormais de la désynchronisation des horizons d'attente des acteurs d'HEP et il tente d'y remédier en acceptant de se lancer dans le groupe "Villeneuve d'Ascq" qui cherche un terrain pour bâtir :

*« … je crois qu'il y a pas mal de personnes qui sont parties notamment parce qu'ils ont acheté, mais aussi parce qu'ils s'attendaient peut-être à ce que ça avance plus vite. Donc là, je pense que c'est un peu le cas du groupe qu'on constitue. C'est qu'on commence à s'impatienter, on a envie que ça avance, donc on va aller sur un projet précis, se lancer et puis on verra bien ! Si ça ne mène à rien, au moins on aura, je pense, élagué des choses… notamment sur tout ce qui est financements, les banques et le législatif. » (*Loïc*).*

Ainsi, faute de prendre leur temps, deux autres couples constitutifs du « noyau dur » de HEP ont accédé à la propriété, chacun de leur côté ; si un de ces couples a de ce fait quitté le groupe (ou tout au moins le noyau dur), un autre continue de participer aux réunions, en arguant du fait qu'il reste

intéressé et qu'il vendra la maison nouvellement acquise quand le projet démarrera effectivement. On le voit, les choses ne sont pas simples et révèlent un collectif particulièrement fragile comme le souligne Patrice à plusieurs reprises dans son entretien. Au-delà de la difficulté à définir et débattre d'un bien commun qui subsument les aspirations ou les motivations personnelles/familiales sur laquelle on reviendra, l'important est ailleurs et éclaire sous un angle problématique la question du projet collectif d'habitat partagé dans nos sociétés actuelles, surtout au regard de la question cruciale de la conjugaison entre vie privée familiale et vie collective, où se joue une forme de *commun*.

5.3.3 Temporalité et collectif

Le regard porté sur ce collectif pourrait signifier que l'analyse à en tirer n'aurait de validité qu'en l'inscrivant dans sa singularité. Sans doute, ne faut-il pas extrapôler de manière indue les modalités propres de cette expérience ; cependant, celle-ci souligne les tensions actuelles entre des rythmes de vie personnels/familiaux qui se soumettent ou non à l'accélération de la vie sociale et la difficulté de leur synchronisation au regard de la fabrication d'un projet commun et d'un collectif capable de le mettre en œuvre. Cette question ne semble pas concerner seulement ce collectif, elle interroge plus largement le fonctionnement des collectifs et l'engagement de leurs membres. Il faut approfondir cette question de la temporalité au regard des engagements de chacun (personnels/familiaux), par rapport à un projet collectif.

Ce qui est en jeu, en arrière-plan, est l'intensité des « rythmes de transformation sociale » (Rosa, 2010, p. 86), c'est-à-dire l'accélération des changements de métier, de partenaire ou de conjoint qui met en cause la *stabilité* collective de poursuite d'un projet commun. Le constat que font certains de ces acteurs est qu'ils sont à des « stades différents » et vivent selon des rythmes différenciés. Ce constat n'est en réalité que la traduction d'une augmentation de la vitesse des rythmes de transformation sociale auxquels les acteurs sont soumis, augmentation qui, par delà les changements d'emploi ou de métier, mais aussi de relations affectives, touche aussi bien les relations sociales que les pratiques, mais aussi les « attentes qui orientent l'action », c'est-à-dire dans ce cas la fabrication commune d'un habitat collectif partagé qui demanderait une certaine stabilité des pratiques et des orientations de l'action. D'autre part, ces rythmes touchent les individus à des vitesses et des moments différents conduisant à une « désynchronisation sociale accrue » (Rosa, 2010, p. 101) ; en particulier, la désynchronisation de leurs parcours de vie fragilise l'expérience : celle-ci qui se veut collective et qui met en jeu les vécus familial et individuel dans un *habiter* commun exigerait un minimum de synchronisation.

> *« La plupart des gens ont un apport mais la capacité d'investissement n'est pas si importante que ça. Et en fait, ce qui est compliqué du coup, par rapport au groupe aussi, c'est que l'on est tous à des stades plus ou moins différents. Tu vois, Christelle et François, ils viennent d'acheter il y a un an... Nous, c'est vrai que nos projets ont changé en trois mois, donc on va bouger aussi [pour acheter]… et donc le groupe est fragilisé, et aussi par des changements professionnels […] À plusieurs stades du groupe, on a fait un point sur nos boulots, nos revenus, etc. Tu imagines : Christel et François ont changé de boulot, moi j'ai changé de boulot, Bernard a changé de boulot, Eva a quitté le sien... et encore, je ne me souviens pas de tout. Pascal Bourdon, sa femme avait un truc à boucler, devenait thérapeute, etc. Elle était aussi en cours de changement. On est dans des vies où on change de boulot maintenant. On n'a plus un seul boulot pour toute la vie. Donc on se rend compte que tout, même sur deux ans, la stabilité du groupe [a été mise à mal]… » (*Patrice*).*

Fragilisation et instabilité du groupe sont pour partie l'effet de l'accélération du rythme de transformation sociale où les institutions de production (travail), et de reproduction (familles), qui assuraient une certaine stabilité se trouvent elles-mêmes engagées dans la fabrication de changements à un rythme accéléré. Il en ressort que l'engagement dans un projet collectif qui demande une certaine synchronisation des temps individuels/familiaux se trouve profondément fragilisé. Dans un projet du type de celui de HEP mettant en jeu *la durée selon* un *mode d'engagement global qui vise un habiter commun* en articulation avec des espaces privés, la tension entre les trajectoires individuelles (vie

familiale et professionnelle), et la trajectoire collective de projet est très forte et trouve parfois sa résolution dans des départs, des fuites, des retraits, des arrêts brutaux. Plus encore que dans d'autres associations, où l'engagement ne touche pas d'aussi près les différentes dimensions de la vie ordinaire, les trajectoires individuelles de chacun, de plus en plus discontinues (changement de travail, chômage, emploi précaire, rupture familiale), et sans cesse à remettre en cohérence par un travail réflexif sur soi viennent malmener l'engagement dans un projet collectif où, la tension privé/public, intérêts personnels-familiaux et intérêts collectifs doivent sans cesse être ajustés par les membres en fonction de l'évolution de leur situation qui change souvent. C'est que « la temporalisation de la vie », propre à la modernité, s'est défaite depuis quelques décennies : liée à la stabilité des institutions, cette temporalisation permettait un projet de vie, plus ou moins planifiable – un emploi, une famille, une orientation politique – et la construction d'un projet personnel fondé sur la « fiabilité de séquences temporelles au contenu prévisible » (Rosa, 2010, p. 280).

Dit autrement, on comprend que désormais l'ajustement des temporalités individuelles/familiales et collectives devient le talon d'Achille de ces projets, plus encore que dans d'autres associations. Ce qui ferait la fragilité des projets collectifs, visant un bien commun, serait la désynchronisation des temporalités individuelles, elles-mêmes sujettes à des changements de situation, non prévisibles. Dans l'engagement des gens, la question n'est plus tant celle de l'espace partagé – le bien commun de l'appartenance – que la *torsion* que subissent les trajectoires individuelles/familiales, en recomposition et en dissonance temporelle les unes avec les autres, et qui oblige à des réajustements incessants, en situation et *dans le temps même* de l'action sans possibilité de planification (l'action en plan selon Thévenot, 1996) – ce que Hartmut Rosa nomme « temporalisation du temps » (Rosa, 2010, p. 286). La temporalisation actuelle du temps mine pour une grande part toute forme d'« engagement en plan » qui suppose un avenir séquentiel et prévisible.

5.3.4 De quelques tensions

On peut récapituler provisoirement l'analyse autour de quelques tensions : collectif engagé avec leadership (un "pilote"), ou autogéré (« tout le monde est pilote »), dans l'impatience de l'action ou le temps ralenti, la difficile synchronisation entre changements des existences individuelles/familiales et production d'un monde commun du collectif dans l'accélération des rythmes de vie et de transformation sociale ; tout cela conduit à comprendre ce collectif urbain selon une double dimension, à savoir celles d'une part des modalités de fonctionnement des collectifs tendus entre hiérarchie et horizontalité autogestionnaire ou démocratique (l'organisation) et, d'autre part, leur inscription temporelle dans le temps écartelée entre le court terme de l'efficacité du faire (faire vite), ou un terme à venir dans un processus de maturation du projet (prendre son temps). Les paradoxes tiennent dans le fait que les acteurs qui tentent de vivre un temps temporalisé, leaders informels, se refusent à tout leadership et que ceux qui sont en attente d'un leadership résistent à toute synchronisation des existences individuelles dans un projet commun dont l'élaboration demande justement du temps. On voit bien que l'une des questions centrales est celle de la temporalité – des existences et du projet. S'il y a demande de leadership, c'est que celui-ci paraît être plus efficace et permet d'avancer plus vite, de gagner du temps par rapport à celui que requiert une organisation autogérée. L'un permet un gain de temps, l'autre une perte de temps selon cette demande de leadership. D'un autre côté, s'il y a refus d'un leadership, c'est que la recherche d'un consensus dans une égalité des membres permet au bout du compte l'interconnaissance des membres et un projet abouti – perte de temps dans le court terme qui se révèle un gain de temps dans le long terme en assurant de plus solides fondations à l'habitat partagé. Plus encore, la demande de leadership de la part de certains acteurs renvoie directement à d'autres acteurs du groupe qui ont imprimé leur marque forte, en particulier dans le projet initial, autour de la décroissance et de la simplicité volontaire de vie, alors même que cet imaginaire ils en refusent la radicalité. Les engagements dans le projet et, au-delà dans l'espace urbain de l'agglomération, sont en décalage.

	Monde de l'engagement 1	**Monde de l'engagement 2**

Spatialité organisationnelle	Organisation avec leadership.	Organisation autogérée.
Temporalité organisationnelle	Temps accéléré. “Gagner du temps”.	Temps décéléré. “Prendre son temps”.
Finalité	Un habitat partagé.	Un projet écologique large fondé sur la décroissance.
Paradoxes	Attente de leadership. Mais refus d’une temporalité collective de synchronisation des temporalités individuelles.	Leadership non accepté par les leaders informels. Le temps est temporalisé.

DEUXIÈME CHAPITRE :

DES PRATIQUES URBAINES : INTERPELLATION ET EXPRESSION

INTRODUCTION

On le sait, de multiples sources sociologiques (Ion, 1997 ; Ion, Franguiadakis, Viot, 2005 ; Barthélemy, 2000) le disent, l'engagement de soi dans la cité depuis le milieu des années soixante – l'entrée dans ce qu'on peut nommer peut-être la "seconde modernité" – n'a pas cessé de se métamorphoser mettant en jeu de nouveaux rapports du "je" au "nous", la conscience du "je" au regard de la conscience d'un "nous" – un "nous pour soi" –, la réflexivité du "je" par rapport à la vie socioculturelle et politique de la cité comme réflexivité globale de la société sur elle-même (Giddens, 1987[79]). Tout cela est connu et il n'est nul besoin d'y revenir, excepté pour apporter des nuances à certains moments.

Semblable dans son ampleur à l'avènement de la conscience pour soi des collectifs ouvriers après 1830, une mutation dans les rapports de l'individu aux collectifs ainsi que dans la nature psychosociale de l'individu et des collectifs est là ; elle demande toujours à être interrogée tant le temps présent dans son présent non distancié oblige à une circonspection et à des doutes. De plus en plus conçues, vécues et interprétées par les gens comme des trajectoires de soi, des narrativités de soi selon un paradigme propre à une problématique qui suit les analyses de Ricoeur (Ricoeur, 1990 ; Dubar, 2000), la singularisation des identités personnelles se substitue progressivement à des identités d'appartenance à des sphères sociales, familiales, locales, culturelles, religieuses et conduit à penser l'engagement de soi davantage comme l'*identification* à une trajectoire de soi dans une visée de réalisation de soi dans la cité que comme engagement se fondant sur l'identification à un groupe d'appartenance ou à un attachement à cette cité dont on cherche la réalisation des valeurs. Une forme de détachement à l'égard de toute espèce de "nous" s'opère qui renforce peut-être l'amoindrissement des capacités d'imaginaire au regard d'une société autre. L'attachement à un "nous", quel que soit ce nous, laisse peu à peu place à l'emprise de la *représentation* de soi comme prédominance d'une trajectoire identitaire visant l'autoréalisation et l'autonomisation de soi, la plénitude de soi ; cette représentation, on le sait, fut reprise sous forme d'injonctions incessantes par les entreprises capitalistes. C'est ce que Axel Honneth appelle le « développement paradoxal du capitalisme »[80] où les conquêtes antérieures des individus à travers des mouvements sociaux, ainsi d'une trajectoire autonome de soi et de ses performances légitimées, deviennent des *contraintes intériorisées*, des vecteurs de l'expansion du capitalisme qui s'en sert de justifications pour mobiliser les « ressources motivationnelles » des individus et de principes de légitimation propre à son déploiement (Honneth, 2006, p. 283). La dimension identitaire de l'appartenance doit laisser la place à la dimension identitaire de la trajectoire.

Dans un article de 1998, reprenant une partie de son travail sur les « identités au travail » (Sainsaulieu, 1977), Sainsaulieu développait quatre modalités sociales de la production des identités qui, selon lui, donnait « accès à la reconnaissance » : l'appartenance, l'œuvre ou, dit autrement, la

79 Le concept de réflexivité est central dans la théorie de la structuration de Antony Giddens. L'organisation récursive et répétitive des activités sociales est permise par la réflexivité dont l'exercice est lui-même rendu possible par la continuité des pratiques sociales dans l'espace et le temps. La réflexivité « s'ancre dans le contrôle continu de l'action qu'exerce chaque être humain qui, en retour, attend des autres qu'ils exercent aussi un contrôle semblable » (Giddens, 1987, p. 51). La réflexivité doit s'entendre comme le contrôle réflexif de l'action qui appartient à la compétence des agents humains. Sans doute dans l'accélération du changement technique et du changement social, dans la profusion accélérée d'algorithmes, peut-être faudrait-il revisiter ce cadre théorique.

80 « *Une contradiction est paradoxale lorsque, à travers la concrétisation visée d'une intention, se réduit justement la probabilité de voir cette intention se concrétiser.* Dans les cas très marqués, la tentative de concrétisation d'une intention produit les conditions allant à l'encontre de cette intention initiale » (Honneth, 2006, p. 287).

performance sociale, la trajectoire de soi, la résistance ou l'opposition à un autre ou des autres (Sainsaulieu, 1998). Bien entendu, selon les époques, les modalités sociales prennent des formes et des contenus différents. Mais ce que l'on constate, c'est qu'aujourd'hui, à part de brèves séquences où ce schéma peut être bouleversé, c'est la modalité sociale de la trajectoire qui devient prédominante, se fait prescriptive – déontique – et imprègne les autres modalités sociales : ainsi, par exemple, l'œuvre ou la performance sociale devient "projet", toujours processus transitoire dans une succession de projets où l'individu tient sa grandeur dans la mobilité dans des réseaux toujours en extension où il met en mouvement les autres (Boltanski, Chiapello, 1999, p. 168). À la stabilité, l'enracinement, le statut, la sécurité, il faut substituer la mobilité, la flexibilité, le mouvement, la disponibilité, autant d'engagements dans la trajectoire de soi. Une telle évolution renvoie sans doute à des transformations des modes de vie – dont l'individualisation est un des aspects – au regard de contextes sociaux, techniques en changement, mais elle est aussi, et surtout peut-être, due à des « pouvoirs institutionnels » déontiques qui ne cessent de générer des prescriptions (Boltanski, 2009, p. 140) permettant d'obtenir un certain maintien de l'ordre social.

Bien entendu, cela signifie qu'existe une tension entre une représentation et revendication de singularité chez les individus (trajectoire et autonomisation de soi) et la puissance déontique des pouvoirs institutionnels qui ont tendance finalement à en faire les éléments d'une masse devant suivre le même dispositif de prescriptions dans un « conformisme généralisé » (Castoriadis, 1996, p. 99). À cet égard, on peut se demander si l'agir collectif ou associatif dans l'espace urbain, à partir d'une critique des formes de domination, peut permettre de construire des projets qui soient *propres* à ces collectifs, projets qui soient l'émanation de leurs pensées propres, tout en étayant des visées d'autonomie personnelle où, de manière égalitaire, les individus auraient eux-mêmes une représentation réflexive de leur *devenir propre* et participeraient en toute autonomie à l'élaboration et la réalisation d'une politique *désirable* dans l'espace urbain.

Il ne s'agit pas d'imposer un fondement normatif à l'agir associatif, mais de repartir plus simplement de ce qui fut institué par la "société française", un cadre juridique d'exercice de liberté des citoyens sous l'égide de la loi de 1901 qui, avant tout, est une loi de liberté publique. Mais, on le sait, en même temps, cette loi dans le contexte sociohistorique de la France du XIX[e] est bien *limitée* dès les débats législatifs de son instauration et ses commencements : ainsi que le soutient Pierre Rosanvallon, elle ne reconnaît « nullement une institution sociale jouant un rôle dans la formation du bien public », mais seulement « un moyen d'apprendre l'unité » « un relais de la généralité » (Rosanvallon, 2004, p. 337, p. 383, p. 384)[81] sans autonomie politique et sociale. En cela, elle n'est appréhendée que comme un « auxiliaire de l'État », voire « une armature intérieure dans l'État »[82]. Il n'y aura pas d'acte fondamental qui change cet imaginaire d'un État régulant la société, instituant sans cesse celle-ci au prix d'une toujours improbable autonomie. Pourtant, et dans le même temps, les acteurs associatifs comme plus largement de la société ne cessent de revendiquer cette autonomie et de tenter de l'instituer comme mode d'être dans le social-politique. En filigrane, mais de manière peu explicite, est en jeu un conflit sur *le* politique et *la* politique, leurs interactions et leurs contenus, les acteurs qui les portent. Ce *paradoxe*, si redoutable et propre au contexte social-politique français depuis la Révolution française, celui d'une *liberté sans autonomie* ou d'une autonomie dépendante de significations qui lui sont extérieures, continue donc de travailler le "fait associatif" et la société, tout à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.

Conjugué aux changements qui affectent les rapports entre individus et collectifs, on peut comprendre que l'engagement, l'exercice de la citoyenneté entendue comme *coparticipation* aux décisions et affaires publiques, se transforme et ne prenne plus sens pour les gens dans les formes d'attachement subjectives (la conscience de soi des personnes comme "nous") et objectives (l'objectivation des formes d'attachement comme celles qui relevaient de la classe sociale). Une des

81 « C'est l'apprentissage de la vie sociale […]. C'est faire sur un petit terrain, sur un petit espace, dans un petit domaine, l'image réduite, visible pour quelques yeux de ce que doit être la grand société humaine » (Bourgeois Léon, L'Education de la démocratie française, Paris, 1897, p. 231, in Rosanvallon, 2004, p. 283.

82 Bourgeois Léon, La Politique de prévoyance sociale, t. 1, La Doctrine et la méthode, Paris, 1914, p. 57-58, in Rosanvallon, 2004, p. 393.

raisons principales tiendrait dans le repli des gens sur l'espace privé, voire intime – il y a de multiples intimités dans le privé –, dans une déconsidération de l'espace public et un retrait à son égard. Cette thèse paraît outrancière au regard des gens engagés dans des associations. Les acteurs ne cessent d'être acteurs, mais ils le sont sous d'autres formes que celles qui étaient vécues auparavant. Une autre thèse, celle de Danilo Martuccelli (2006) soutient qu'il existerait une ambivalence, « vécue comme insurmontable » entre individus et collectifs : « les individus s'insèrent dans des collectifs par le double biais d'une participation défective et d'un engagement méfiant » (Martuccelli, 2006, p. 243). Ici encore, la thèse est trop générale pour emporter l'adhésion. Les gens réfléchissent simplement leur participation et leur engagement de manière plus prononcée que par le passé au regard de leurs propres convictions et valeurs, de leurs intérêts propres, de l'élaboration de leur trajectoire personnelle. Ces faits sont bien connus et on ne s'y étendra pas.

En tous les cas, le regard porté sur les collectifs dans notre travail et les gens qui en font partie montre qu'il n'en est rien – même si bien entendu, ils n'ont aucune valeur de représentativité. Ces gens ont la *passion* des collectifs auxquels ils n'adhèrent pas de manière aveugle, mais dont ils retirent des "jouissances intellectuelles et sensibles" qu'il ne faut pas minimiser sous peine de ne pas vraiment comprendre les rapports entre individus et collectifs. Le collectif n'est plus d'adhésion, mais ressource collective de jouissance de vie, réalisation de soi et transformation de soi dans les rapports aux autres. Le collectif n'est plus un tout qui prédomine – l'intérêt général, le désir commun et unifié – mais un espace de réalisation des interactions entre les gens du collectif à travers lequel on agit. Le collectif est interactions socioculturelles et non plus volonté générale qui surplombe les désirs individuels. *La passion est celle de l'interaction*, elle n'est plus celle de l'adhésion à un projet qui subsume les finalités individuelles et les noient dans quelque chose qui relève d'un grandiose collectif. En ce sens, il faut bien dire que la « cité civique (Boltanski et Thévenot, 1991) exige de sérieusement être rectifiée ou abondée d'une nouvelle « cité civique ». Dans l'effritement de l'adhésion et de l'appartenance, forcément normatives, aux collectifs, les gens trouvent d'autres formes de *passion d'en être*, plus libres finalement. La rupture est là, nous semble-t-il. La passion d'en être est la passion de l'engagement dans ce qui fait interaction – réciprocité, échange – et où les parts du sensible, des affects, de l'expressivité s'affichent davantage et se mettent en scène en gommant les anciennes pudeurs.

En même temps, comme on l'a déjà entrevu, un autre fait social vient troubler ce processus. C'est celui du rapport objectif et subjectif au temps en accélération constante (Rosa, 2010) qui produit des *désynchronisations* entre des temps objectivés (temps économique du court terme, temps démocratique de la délibération ; temps de l'économie financiarisée, temps de l'économie dite réelle) et les temps subjectifs (temps des trajectoires de soi en tension avec le temps des collectifs dans une conscience temporelle des nous ; tension dans la conscience entre les temporalités collectives de travail, d'engagement, de la famille, des relations amicales, mais aussi avec sa propre temporalité individuelle). Désormais dimension majeure de l'existence des gens, la temporalité et son accélération conduisent à interroger le rapport aux espaces (professionnels, amicaux, d'engagement) en termes de mobilisation de soi ou d'un nous au regard de son itinéraire de vie. Se soustrayant de plus en plus à la dimension d'appartenance, les formes d'engagement se trouvent contraintes par la dimension de la temporalité dans sa caractéristique d'accélération. On comprend que le désir de sécurité intérieure, de

stabilité, même très temporaire, devienne un désir que l'on tente de réaliser, et aux prix de certains autres moments. L'engagement n'échappe pas à ces contraintes : on lui accorde moins de temps ou on veut qu'il signifie aussi quelque chose de cette sécurité dans l'importance qu'on accorde à la sensibilité, aux affects et à la *philia*. Ce dernier point rejoint en outre une transformation des subjectivités qui s'accordent à laisser les rôles sociaux aux vestiaires quand chacun le peut.

1. "CLAQUER LES MOTS" : CORPS ET VOIX DANS L'URBAIN

« Les jeunes remarquent que les seules choses qui ne peuvent plus être vendues, récupérées ou marketées sont la mobilité et la contestation politiques »[83].

On est devant des corps et on entend des voix "en performance" dans la rue, dans l'espace public – comme on dit sans trop plus savoir ce que signifie cette notion tant les frontières entre privé et public se sont brouillées depuis deux ou trois décennies[84]. Les corps déviants – pourchassés par les représentants de l'autorité – et créateurs dans la gestuelle du tag et du graffiti, les corps inventant des danses, les corps-voix s'exprimant dans le rap. Sans doute, devons-nous inscrire le slam dans l'histoire de cette mouvance hip-hop diverse ou plurielle qui, depuis plusieurs décennies, dit tout d'abord ce fait simple de jeunesses reléguées et invisibles sur les grandes scènes sociales et culturelles, mais acteurs de leurs propres scènes. Les jeunesses existent dans de nouveaux « langages des corps (inventé sur des cartons à même le sol) » en ce qui concernait la danse[85]. Exister dans des sessions artistiques ou culturelles, c'est sans doute signifier une demande de reconnaissance quand le « système » comme ils disent, « *the big system* », occulte leurs mondes vécus et créatifs. Et elles existent dans l'espace public urbain, ou plutôt dans certains espaces publics urbains, certains *îlots* déterminés ainsi que l'on dénomme ainsi chez les urbanistes ces espaces qui font la ville avec les rues avant de se ramifier et de se répandre par les socialités, tels des rhizomes[86] le long des rues, des avenues et des quartiers, mais aussi le long des lignes de chemin de fer et dans "la zone". En France, ces "mouvances" hip-hop s'imposeront progressivement et trouveront – non sans heurts ni conflits ou tensions où est en jeu la légitimation de leurs pratiques artistiques – leur reconnaissance jusqu'à cette exposition à la Fondation Cartier de juillet à novembre de 2009 sur le graffiti au titre qui mériterait analyse : *Né dans la rue. Graffiti*[87]. Pour la Danse, des *lieux* en France ont été décisifs : les Rencontres de danses urbaines de la Villette, la Maison de danse de Lyon, Suresnes Cités Danse. Désormais, le hip-hop a ses lieux, ses manifestations, ses festivals, même si certaines pratiques demeurent encore transgressives. Ces mouvements déploient une créativité de l'agir (Joas, 1999), produisent des apprentissages sociaux, culturels et artistiques, des incitations à entrer "dans la danse urbaine artistique" pour de nombreuses personnes, souvent jeunes, fabriquent des réseaux et des structures d'appui ; ces derniers en retour sont des acteurs de la production sociale de mondes culturels et artistiques urbains, de trajectoires individuelles qui reçoivent reconnaissance des spectateurs et des pairs, puis, parfois, des institutions et, aussi, du système médiatique et des majors de l'industrie musicale (le *mainstrean*). Dans ce dernier cas, il sera parlé de récupération d'un côté, de trahison de l'autre[88].

Quant à la poésie, le *slam*, elle sort des livres et des bibliothèques ; elle devient urbaine dans un usage collectif, parfois, agonistique, de rivalité ou de défi où chacun donne à entendre son écrit, où les personnes dans l'assemblée reçoivent ces paroles et notent dans certains cas les slameurs et où d'autres slameurs rendent "coup pour coup" par leurs paroles. Le Slam n'advient pas dans un ciel azuré esthétique, il s'inscrit dans des histoires culturelles et artistiques, après bien d'autres pratiques qui, telles celles du hip-hop, se sont succédées depuis les années 50 (Hedbige, 2008) et il a lui-même vécu de multiples et successives phases. Il faudrait d'emblée parler d'une pluralité de slam.

Il émerge comme tel, à un moment donné – le milieu des années quatre-vingts – et dans un lieu déterminé (Chicago aux USA), dans un prolongement-rupture de nombreuses approches artistiques de

---

83 William Upski Wimsatt, « State of The Movement », in *Future 500 : Youth Organizing and Activism in the United States*, La Nouvelle-Orléans, Subway and Elevated, 2002, in Chang, 2006, p. 570.

84 Bien qu'il ne touche ce point que de manière oblique, on n'insistera pas puisque l'objet de notre recherche est quelque peu autre. Des logiciels espions – policiers ou autres –, des localisations centralisées des allées et venues même lorsque celles-ci concernent la vie privée, du travail informatique à domicile ou dans le lieu de travail, le brouillage entre espace d'intimité et espace de travail ne cesse de se renforcer.

85 On se réfère au propos sur le site Internet de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à propos du film *Faire kiffer les anges* de Jean-Pierre Thorn (1996).

86 Une importante association dans le Nord-Pas de Calais quant aux mouvances étudiées a pris, il y a de nombreuses années, ce nom.

87 Fondation Cartier pour l'art contemporain, *Né dans la rue. Graffiti*, Paris, 2009.

88 On le verra, c'est le cas de la maison du hip-hop à Lille.

construction du sensible dans ses rapports au politique, en particulier les pratiques urbaines hip-hop – break-dance, rap, graffs (Chang, 2006) – avant de se répandre à travers le monde globalisé. Il est souvent parlé de l'« homogénéisation culturelle » venue des USA : le hip-hop suggère que cette représentation est pour le moins malencontreuse et fait fi des processus de migration culturelle – du local au global – et de relocalisation – du global aux multiples espaces locaux où s'opèrent des formes de réappropriation culturelle dans des symboliques propres. Ces cultures urbaines, ces arts de la rue, cette urbanité artistique ne sont pas pensables en dehors de l'espace urbain spécifique qui leur donne forme sensible dans l'imprévisibilité des performances. L'urbain n'est pas pur réceptacle de formes culturelles et artistiques, il se soutient et se construit de leur réinvention par des acteurs qui, de ce fait, créent des formes sensibles urbaines, souvent métissées. D'autre part, on ne saurait penser ces mouvements, tel le hip-hop, comme une trajectoire conduisant de la contre-culture à une culture commerciale tant il y règne une « tension créative » entre leurs deux rôles, « marchandise dans l'industrie mondiale des médias et moteur d'un vaste réseau dynamique d'*undergrounds* locaux » (Chang, 2006, p. 549-550). Dans la durée, les flux et les reflux successifs de ces deux rôles montrent une histoire plus complexe où se jouent justement les tensions entre globalisation culturelle et cultures urbaines (re)localisées.

1.1. Détour sur l'origine et la brève histoire du Slam

Il faut reconnaître à Alain Touraine et à quelques autres une certaine justesse à leur analyse quant à l'importance des biens artistiques et culturels dans les transformations sociétales et globalisées, dans les luttes pour la compréhension du monde, sa transformation et son modelage, voire son formatage pour certains, dans une tension entre standardisation et créativité qui anime ainsi le rap comme composante de la culture hip-hop. Il faudrait sans doute reprendre l'histoire de ces pratiques culturelles urbaines où s'enlacent les thèmes de la jeunesse, de la violence urbaine, du chômage et du rapport au politique[89], de la Jamaïque où tout a commencé comme n'a cessé de le dire le pionnier DJ Kool Herc en parlant du hip-hop (Chang, 2006, chap. 2, p. 34 *sq.*[90]) au Bronx puis à l'ensemble des États-Unis avant leur globalisation et leurs réappropriations locales où se créent de nouvelles cultures urbaines avec leurs traits propres. Faute de place, on ne peut que s'attarder brièvement sur la queue d'une comète qui n'est plus tout à fait du hip-hop ou considérée en tant que telle, le slam, qui a suivi les mêmes trajectoires socio-imaginaires.

Comment cerner ce qu'est le *Slam* ? Comme le rap[91] et sans l'enfermer dans un cloisonnement disciplinaire, une acception déterminée, mais en l'ouvrant à une théorie du sensible/politique, une « politique de l'esthétique » (Rancière, 2004), le slam est une expression artistique urbaine de la *prise de parole*, ouverte à *n'importe qui*, une *performance* liée à un certain style de vie, qui s'est mondialisée à très grande vitesse – accélération des processus de diffusion et de déplacement des cultures, sous-cultures ou contre-cultures – tout en se réinventant localement dans des formes hybrides. On veut dire que le slam est une invention dans un lieu aux États-Unis (Chicago) dont les formes, les codes et les rites se déploient dans la mondialité, mais que loin d'être uniforme et homogène – une sous-culture dite américaine – il est réapproprié et réinventé par des sites locaux qui, eux-mêmes, peuvent dans certains cas être objets de diffusion dans de larges régions du monde. Alors que la *mondialisation* renvoie davantage aux *flux* d'hommes, de produits et de marchandises, d'argents, d'images (imaginaires) et de mots (Appadurai, 2005), la *globalisation* est peut-être avant tout ce processus conflictuel de transformations réciproques du local et du global (Abélès, 2008) où se jouent des rapports de domination, mais aussi de résistance, de traduction, mais aussi

89 « Si les conditions dans lesquelles la culture du blues s'était développée étaient celles du travail forcé et instrument d'oppression, celle du hip-hop devait émerger d'un climat de chômage généralisé » (Chang, 2006, p. 25).

90 « Le *hip* désigne la façon de parler des ghettos noirs américains. Le *hop* vient du verbe *to hop*, « danser ». Le hip c'est aussi « l'intelligence », et *hop* « le mouvement » : le hip-hop, c'est l'intelligence en mouvement » (Petetin, 2009, p. 800).

91 Le rap suppose des techniques spécifiques, liées à des maîtrises spécifiques et à une éthique qui est une conduite de la vie bonne (Petetin, 2009, p. 799).

d'incompréhension ou de malentendus symboliques ou imaginaires, de transports d'idées, de produits, d'images, d'hommes, mais aussi d'inerties sédentaires, de flux, mais aussi de canalisation des flux, d'espaces lisses, mais aussi de frontières ou de lisières qui ne cessent de s'instituer. L'urbanité est toujours l'ici et le maintenant d'un temps spatialisé – une temporalité localisée –, mais aussi des urbanités transportées et traduites – sociales, imaginaires, culturelles, économiques – entre de multiples espaces locaux urbains qui se transforment les uns les autres.

On peut attraper l'histoire du slam dans un mince filet. L'urbain est premier pour le slam dans la suite du rap, ce rap « souvent violent », car décrivant la rue où la violence des mots se substitue à la violence des gestes (Petetin, 2009, p. 800). La violence des mots est sublimation des corps violents[92] ; l'urbain devient ainsi urbanité de la parole, même violente, au lieu de destruction physique et guerre de gangs. Baptisé *slam* par Mark Smith à Chicago dans les années 80, le mot est une onomatopée qui, dans son sens premier, renvoie à l'expression argotique américaine « *to slam a door* », « action de claquer la porte », et au figuré, « claquer la porte au nez », et claquer la porte n'est pas rien, forme sensible de faire et de dire un acte au nez de l'autre. Forme sensible du geste de refermer ce qui aurait pu rester ouvert (« la porte et le pont », chez Simmel)[93]. Mais le terme désigne aussi la prison, la taule (*jail*), et le chelem, ou schelem, « grand écrasement à certains jeux de cartes comme le bridge ou le whist » (Peillon, 2007, p. 177) – « altération de l'anglais *slam*, écrasement » (Guay de Bellissen, 2009, p. 45)[94]. Il s'agit de « claquer les mots » comme le dit Grand Corps Malade dans *Attentat verbal* (Petetin, 2009, p. 798) et le Slam comme pratique sensible est alors un bon moyen pour se prendre une « claque » en retour, et même plusieurs. Claque ressentie à l'écoute d'un slam ; chelem puisque le slam fut conçu comme tournoi de poésie, une joute.

En arrière-plan, et comme on peut le penser, rap et slam sont des mouvements néoromantiques et ce n'est pas pure fantaisie que « Baudelaire est, pour beaucoup de rappeurs, le premier poète urbain » (Petetin, 2009, p. 800). Il faut se souvenir que les premiers romantiques, en particulier anglais, furent les premiers critiques de la vie urbaine, de la vie qui s'industrialisait, de ses fumées industrielles, de ses relations sociales d'indifférence, de l'individualisme, de sa misère qui deviendra la « question sociale » (Rozenberg,1973). Les romantiques furent une mobilisation poétique et politique à la société industrielle naissante ; les rappeurs et les slameurs, avec d'autres mouvements artistiques, furent une réaction à la société urbaine – transformations urbaines brutales, violence, gangs, chômage,

92 Il faudrait prendre le temps de décrire la trajectoire d'Africa Bambaataa, personnage hors normes (Petetin, 2009, p. 800 ; mais surtout, Chang, 2006), qui donna un cadre socio-culturel et politique, non violent, au rap. L'ouvrage de Chang est à cet égard du plus haut intérêt.

93 « Le verbe dont dérive le mot « rap » est vraisemblablement *to rab*, qui signifie « donner un coup », « frapper ». La relation entre le rap et le slam est claire ; il s'agit de deux expressions artistiques urbaines où l'on se fait entendre, même par la « force », « en frappant, en claquant » (Petetin, 2009, p. 800).

94 On notera que pour le *Dictionnaire historique de la langue française*, l'origine du mot *slam* est inconnue : « c'est peut-être l'abréviation de l'ancien mot *slampant* (1577), mauvais tour, lui-même d'étymologie et de forme douteuses ».

en particulier des minorités – qui naquit à la fin des années cinquante. Ce fait n'est pas anodin, il dit les racines d'une mobilisation poétique et politique, il permet de la comprendre dans sa durée.

Le Slam trouve son origine dans la tradition poétique américaine, mais il prend aussi racine à partir de la culture afro-américaine et du mouvement punk. Multiples origines où il s'enracine dans une multiplicité hybride remontant loin dans le temps. De manière plus précise, on date donc sa création de 1984, bien qu'au regard des scènes ouvertes de poésie antérieures, le Slam aurait déjà existé – incertaines origines. Les origines en sont à cet égard floues. Sans doute, et sans pouvoir pleinement démêler la mythologie de l'histoire du Slam, on devrait sa création à Marc Smith, maçon et poète à ses heures perdues à Chicago, qui, dans le début des années 1980, organisait des sessions de lecture publique. Le maçon n'était pas seulement maçon, la place qui lui était assignée, la corporéité qui lui était donnée, mais il était aussi ailleurs dans une revendication de parole qui n'était pas simple parole ordinaire. Puis, il en fait une compétition amicale avec des mots, un phrasé, une intonation devant des spectateurs qui forment le jury. Le premier Slam – reconnu comme tel – eut donc lieu à Chicago dans le bar Green Mill en 1986 à l'initiative du maçon/slameur. Chaque dimanche soir avaient lieu des sessions intitulées par Marc Smith *Uptown Poetry Slam*. Le maçon parlait Slam, il introduisait un nouveau régime public de la parole où le maçon disait ce qu'il en était du Slam, disait le Slam, perturbation au regard de sa place et de son rôle de maçon.

> « Marc Smith, en grand philanthrope, eut un jour l'idée excitante d'organiser des compétitions de poésie dans un club de jazz de sa ville. Il nomme le public jury et transforme la soirée poétique en véritable spectacle, forgeant ainsi un lien entre écriture et performance et créant un fort sentiment communautaire. Le poète doit être un "serviteur du peuple". Combat, responsabilité, divertissement… » (Peillon, 2007, p. 177).

Dans ces années-là, le Slam révèle en quelque sorte une tentative de formalisation et même de conceptualisation de diverses prises de parole : on pourrait dire que le Slam comme culture urbaine est une prise de parole de n'importe qui et qui se détache de toute assignation à un rôle et une place sociale déterminés. Il est ainsi un *déplacement* à l'égard de l'assignation à ce qu'on doit être, l'irruption d'une subjectivité en public au regard des prescriptions sociales et normatives à tenir tel rôle, telle place dans tel espace social ; il s'inscrit dans une compétition qui est un jeu communautaire fondé sur la mise en mot du monde et qui s'écarte des conventions tant sociales que poétiques. C'est donc aussi un « *art social* » – pour reprendre une expression de Bernard Lahire – lequel se met en jeu dans un rapport au public, conférant à ce dernier le rôle de juge arbitre qui exprime aux travers de notes (de 0 à 10) ou d'applaudissements sa subjectivité.

À l'approche des années 90, le slam (ou « poésie urbaine ») va se diffuser sur le territoire américain, d'abord à San Francisco avant de concerner New York ou Fairbanks. Le Slam fédère et en 1990 se tient le premier grand slam national américain à San Francisco. Des tournois vont ensuite se mettre en place dans des lieux qui peuvent paraître quelques fois saugrenus (métro, places publiques,

librairies) : « on slame dans le métro, « the Unverwater Slam », on crée des championnats, un comité « International Organisation of Performing Poets » » (Guay de Bellissen, 2009, p. 47). De fil en aiguille, des règles vont progressivement être créés et se mettre en place : la déclamation du texte *a cappella*, laquelle ne doit pas excéder trois minutes et qui doit toujours être récompensée par un verre offert ; l'ouverture de la scène à tout le monde et à qui veut bien slamer s'il le désire ; l'absence de déguisements, de décorations de l'espace, de mise en scène. Se fondant sur la participation du public, acteur du processus comme slameur potentiel et jury, le Slam va progressivement sortir de son milieu à consonance *underground* et concerner le monde entier en 1996. Les tournois vont se multiplier, du local à l'international, et les gagnants se voient attribuer des primes pouvant atteindre 1 000 dollars. Le film de Marc Lewin intitulé *Slam* – prix du grand jury au Sundance Film Festival, Caméra d'Or au Festival de Cannes en 1998 – dans lequel l'acteur Saul Williams – diplômé de philosophie et slameur reconnu internationalement – joue son propre rôle et cherche à se libérer par les mots de la douleur d'une arrestation et de son emprisonnement sort en 1997 et contribue à l'extension des pratiques de Slam un peu partout, notamment en Europe et particulièrement en France où il prend dès lors une place importante dans différentes villes comme Paris, Lyon, Rennes, Lille – grâce notamment à Julien Delmaire –, Reims, Nantes où eurent lieu les éditions du Grand Slam National de 2004 à 2006 avant qu'il ne se tienne à Bobigny.

En France, contrairement à ce qui est souvent dit, le slam ne naît pas en banlieue mais il voit le jour à Pigalle en 1995 dans un bar, le Club Club. Ses premiers personnages sont Nada, Pilot le Hot, Mc Clean, Joël Bartazer (Guay de Bellissen, 2009, p. 51-52 ; Peillon, 2007, p. 178). Il y a le café Le Théranga, tenu par le styliste Mike Sylla, lieu du premier slam de Grand Corps Malade (Petetin, 2009, p. 798). Rouda, Lyor, Neobled et Ninanonyme créent le premier groupe de slameurs français en 2000 : 129H[95]. Pilot le Hot tentera apparemment de régenter le slam. Celui-ci et Nada se séparent. Il faut chercher de nouveaux lieux. L'expressivité créative doit souvent errer avant de trouver un ancrage. Nada « trouve le Café Culturel de Saint-Denis en février 2001 avec l'association Uback Concept » (Guay de Bellissen, 2009, p. 70). Lieu devenu mythique. Il anime la scène pendant trois ans, mais aussi celles du Côté Zèbre et de l'Olympic. Il forme avec D'de Kabal et Félix le Jet Slam et SN 58, devenu le Spoke Orkestra : prix au Chorus des Hauts-de-Seine, au Printemps de Bourges, et disque en 2004, « le premier issu de la scène slam » (Guay de Bellissen, 2009, p. 71)[96]. En 2003, les scènes se multiplient dans toute la France. « À Paris, à la Boule Noire, au Trabendo, à la Java, les slameurs donnent à entendre leurs textes à un large public et confrontent leur talent au cours de tournois (le Bouchazoreill' ou le Slam United, notamment). Les vainqueurs s'appellent souvent John Pucc' Chocolat et Grand Corps Malade » (Guay de Bellissen, 2009, p. 53).

Selon Catherine Peillon, le développement du Slam comme *scène ouverte*, en marge des pratiques reconnues et légitimes, « est contemporain de l'engouement pour les ateliers d'écriture » (2007, p. 178) et s'enracine dans l'action sociale – on devrait plutôt dire va commencer à progressivement s'enraciner dans cette action sociale. « Liberté d'expression, gratuité, performance *à Capella*, brièveté des interventions, quelques principes cimentent une nouvelle fraternité… » (Peillon, 2007, p. 178). Dans l'espace urbain et des lieux spécifiques de l'urbanité sociale, de rencontres et d'échanges, les bars et les cafés, le slam se fabrique en marge des lieux culturels institués. Il crée des réseaux de sociabilité fraternelle. Il se fait pratique instituante de nouveaux lieux, d'un art qui n'a nul besoin de grands moyens, et, plus souterrainement de réseaux de sociabilité dans l'espace urbain. Mais, il fabrique aussi des slameurs dont beaucoup n'auraient jamais osé écrire et passer la rampe. Cette fabrication ne vient pas de rien, elle demande des artifices, des techniques, des procès sociaux, des relations sociales et des alliés. En retour, elle construit de nouveaux métissages artistiques comme ceux produits par Frédéric Nevchehirlian : « j'ai le sentiment d'aborder les questions de survivance, d'intraduisible, d'urgence, d'indicible… » (Peillon, 2007, p. 181). Ou ceux de Souleymane Diamanka[97], né en Casamance dans le sud du Sénégal, qui reconstruit ses origines : « sa poésie reprend

95 « « 129 » comme le début de leur adresse dans le XXe et « H » parce que c'est l'unique lettre muette de l'alphabet » (Guay de Bellissen, 2009, p. 53).

96 Spocke Orchestra, *Interdit aux mineurs*, Fifty Five, BMG, 2004.

97 *L'Hiver peulh*, Barclay, 2007.

des contes, des proverbes et constitue une quête de soi très éloignée des préoccupations des rappeurs » (Petetin, 2009, p. 799). S'il ne va pas à produire une créolisation du peul et du français, il les fait entendre de manière distincte (Petetin, 2009, p. 799). Par cette pratique d'une parole libre, se créent une urbanité de métissage et des formes de créativité qui hybrident des cultures. Poésie née dans l'urbain, le slam est aussi poésie de la détresse urbaine, de ce qui ne se parle plus, ne s'entend plus, ne se comprend plus. À l'urbain en détresse, à cet urbain qui n'est plus l'urbanité qui convient aux gens, il permet la création de lieux d'urbanité poétique. Au regard des grandes utopies de transformation sociale passées – mais pas si lointaines –, ces pratiques peuvent paraître dérisoires. Mais, ces lieux de slams sont pourtant des lieux de résistance à être ce que l'"on" demande que l'on soit, à la résignation à occuper une place et une position assignées par les pouvoirs institutionnels et leur puissance déontique.

Bien entendu, de paroles artistiques urbaines localisées, le slam est devenu aussi un produit médiatique (Grand Corps Malade[98], Abd Al Malik[99]) que l'industrie a tenté de faire fructifier dans un effet de mode qui devait durer le plus longtemps possible au regard de l'argent engrangé. Pourtant, Grand Corps Malade parle et rythme les mondes vécus de la ville[100] ; Abd Al Malik, d'origine congolaise, ceux des migrations en rêvant d'une « France arc-en-ciel, débarrassée de toutes ses peurs » (Peillon, 2007, p. 180). Il n'empêche, des milliers de lieux de slams animent l'espace urbain et en transforment les représentations et les imaginaires tout en fabricant des lieux d'acculturation pour beaucoup de gens. Le slam est apprentissage d'un autre langage, d'un autre phrasé, mais aussi d'une autre place sociale. D'autre part, dans la création d'ateliers, beaucoup d'enfants, de jeunes, mais aussi d'adultes, accèdent à une expression dont ils ne se sentaient pas capables.

1.2. Un cheminement dans le hip-hop

Karim (Acétone) rencontre la Générale de l'Imaginaire en 2004[101]. Mais c'est son cheminement qui, peut-être, peut permettre de comprendre cette culture urbaine du hip-hop qui se déploie dans un espace localisé. Cet *engagement* dans les diverses pratiques de hip-hop permet de comprendre comme celles-ci ont transformé le paysage urbain et modifié l'exercice de certaines actions, les ateliers d'écriture en particulier. Le cheminement biographique de Karim est une succession de pratiques différentes, une succession de rencontres de personnes dont il « se nourrit ». Sans doute influencé par la figure de Farid Berki, il ne cesse de – ou d'être incité à – créer des « passerelles » entre des univers sensibles différents, participant ainsi à l'émergence de nouvelles esthétiques dans la ville.

L'affranchissement de son milieu

1967 : naissance de Karim dans la ville de Roubaix. Futur danseur hip-hop de 1984 à 1990, puis graffeur, rappeur, slameur. Un « cycle » danse, smurf, break-danse, de 1988 à 1990. Karim est issu d'une famille de neuf enfants de parents immigrés du Maghreb. Le père est ouvrier dans une entreprise de textile. Son enfance se déroule dans une maison à Hem dans l'impossibilité d'habiter une HLM étant donné le nombre d'enfants.

« Quand tu es une famille nombreuse, nous on était neuf enfants, déjà, donc… impossible d'habiter dans les HLM […] Qu'est-ce qui fait qu'un quartier est populaire à mon sens, c'est que tu as une maison, où tu ne peux pas toi avoir ta chambre. Tu ne peux pas faire venir tes

98 En 2006, 300 000 exemplaires de l'album *Midi 20* en six mois (Peillon, 2007, p. 178). Mais, il continuait une animation d'ateliers à Saint-Denis.

99 La même année que l'album de Grand Corps Malade, il sortait l'album *Gibraltar.*

100 « Là où les apparts s'empilent, je suis enfant de la ville / je sens le cœur de la ville qui cogne dans ma poitrine / j'entends les sirènes qui résonnent mais est-ce vraiment un crime / d'aimer le murmure de la rue et l'odeur de l'essence » (in Peillon, 2007, p. 179).

101 « La Générale d'Imaginaire propose des évènements dédiés au spectacle vivant, aux arts de la [prise de] parole et à la littérature. Ces évènements s'inscrivent dans une démarche croisant les pratiques culturelles et artistiques, les territoires et les habitants qui les composent. Avec le souhait de lier les territoires et de favoriser la mobilité des publics, ils sont conçus comme un **espace de parole partagée** entre les spectateurs, les artistes associés de la compagnie et des artistes nationaux et internationaux dont le travail a suscité l'envie de les programmer. » http://slam-lille.com/

amis dans ta chambre. Tu n'as pas ton espace qui t'est vital en fait. Donc, tu es obligé d'aller traîner dehors et tu es dehors où tu as un espace plus large avec tes potes, et tu traînes dehors. Donc, nous quand on était 9, on était combien par chambre ? On était quatre. Ben oui, quatre garçons. Donc on avait trois chambres et les filles étaient cinq. Donc on était dans des lits superposés… tu n'as pas ta chambre, comme un enfant devrait l'avoir aujourd'hui pour faire ses devoirs… En tant que garçon, oui, on a plus de facilité à aller à l'extérieur, de sortir que les filles. Moi, mes sœurs elles ont très bien travaillé à l'école, elles ont chacune un statut social assez élevé. Ah oui ! ».

Les sœurs occupent des "postes importants", deux sont cadres dans de grandes entreprises, une autre est professeur de français et deux sont dans le secrétariat. Les deux plus jeunes frères « s'en sont mieux sortis » que les deux plus âgés. Le frère aîné « a des mains en or, dans le bâtiment ». Karim lui aime la musique depuis tout jeune, depuis l'école primaire : « *Quand j'étais en classe, tout le temps (il tape sur la table), je faisais du rythme, autour de la musique* ».

À la maison, il n'y avait pas de musique. Il a simplement baigné dans les émissions TV des Carpentier que les parents regardaient. Il ne s'étend pas sur les « conneries » faites avant « l'aspect artistique » vers 16 ans : « ce ne sont que des bêtises d'adolescent, pré-adolescent … ».

Échec scolaire au collège à 16 ans dont il est exclu pour mauvais résultat. Deuxième garçon, il commence « à partir en vrille ». On lui fait comprendre que l'apprentissage serait une meilleure voie. Son père qui jusqu'alors n'était guère « soucieux » l'inscrit dans un stage. De sa propre initiative, il reprend des études dans un lycée professionnel et suit un CAP électronique, mais seulement la partie pratique. Il fait un an de plus pour tenter de l'obtenir pleinement. Sur le chemin du lycée professionnel, il y a la grande bibliothèque de Roubaix. Il se jette sur les revues de cinéma, les magazines et Télérama. Et à la médiathèque, il emprunte des livres et des CD.

Tant pour son inscription au lycée professionnel que pour ses aventures dans les livres et les CD, Karim agit de son propre chef.

Un copain de lycée, d'origine sénégalaise, lui fait découvrir les graffs alors qu'il a vingt ans. Ils commencent à taguer ensemble. Ce ne sont encore que de simples tags et non des graffs, « *sur les murs, dans des endroits comme les friches, des murs désaffectés* » en référence à des noms de films[102]. Aucune référence à un nom de groupe, donc, comme c'était souvent le cas (le *crew*). L'hybridation culturelle est là qui se crée au regard de leurs origines familiales :

« On mélangeait l'afro-centrisme américain avec… l'Afrique en fait. […] On tissait des liens comme çà. Moi, j'étais d'origine maghrébine, lui, il était d'origine sénégalaise. On se retrouvait dans cette culture qui venait des États-Unis, le hip-hop ».

De manière parallèle, il découvre la danse hip-hop – le smurf, break-danse – qui lui « *permet de canaliser l'énergie négative et la transformer en positive* ». Il y voit un aspect important de la danse hip-hop. Il commence à danser sur les trottoirs de la ville de Roubaix et à se produire dans de « *petits spectacles de danse dans le quartier* ». Son frère aîné fut un exemple, lui qui dansait : « *il s'accrochait vraiment à la danse* ». Mais, « *il a basculé direct dans la vie sociale* », travaillant dans le bâtiment. Au regard de son itinéraire futur, Karim « *ne connaissait pas du tout l'écriture* ». Ce n'est que quelques années plus tard qu'il commencera à la pratiquer. Époque des fondations, non encore légitimes, des balbutiements culturels : « *Le hip-hop n'avait*

102 *Les guerriers de la nuit, Warrios*, film que Karim estime au jour de l'entretien des films cultes.

pas encore mis les pieds dans les théâtres, il n'était pas encore subventionné, institutionnalisé… C'était encore vraiment le début. Il n'y avait pas cette reconnaissance qui existait. »

Après le lycée professionnel vient le service militaire à 21 ans, la rencontre d'autres personnes venues d'autres mondes et il découvre vraiment « *la culture hip-hop dans son ensemble* » : le rap, le graffiti, les fresques… En particulier, le rap, en français. Un support matériel, les cassettes. Et enregistrées sur un médium, Radio Nova. Dans les dispositifs artistiques se découvre l'effet de réseau, de découverte et d'apprentissage des médiums dont l'impact ne cessera de s'amplifier avec le tournant Internet : « *… et je me suis mis à écrire en écriture scandée, ce que j'appelle, moi, "écriture scandée"* ».

Karim ne cesse de qualifier ses gestes artistiques. Celui-ci fut sans doute le premier dans ce qu'il appellera plus tard dans une autre qualification son « *cycle rap* » : « *l'écriture scandée* ». Comment définit-il ses premiers textes de rap ? « *C'était contestataire, soit ! Mais c'était festif. C'était vraiment ego-trip, en fait aussi. C'était mettre en valeur son ego, dire : "je suis le meilleur, le best". Se mettre en valeur soi… C'est trois versants : la contestation, l'ego-trip et le côté festif* ». On revoit une scène du film de Charlie Ahearn, Wild Style où les jeunes artistes de hip-hop s'affrontent et rivalisent dans une auto-présentation d'eux-mêmes. Apparemment en fonction des situations, chacun des versants peut prédominer. Aspects d'un style de vie, le festif et la contestation sont ainsi définis par Karim :

« … c'est quand on parle de soirées, on se retrouve dans les soirées, on fait danser tout le monde… sur de la musique funk, tout ça en fait ! On est là pour faire la fête. On ne parle que de

bonnes choses, et à la fois dedans, on rentrait un peu de contestation, un peu de… ne serait-ce que, quand tu es d'origine étrangère où tu es typé, tu ne rentres pas dans les boîtes, donc… je mettais quelques idées comme ça dans les phrases. La contestation c'était au second degré, un peu plus… »

« Tandis qu'il y a d'autres textes où c'était vraiment la contestation, où c'était à l'époque : « … rares sont les places où un immigré peut s'installer. Rares sont les places où tu peux déguster la paix. Rares sont les places où on n'essaie pas de te carotter » … Tu vois ? C'était des textes comme ça à l'époque, où c'était assez généraliste en fait. Sur des sujets assez généraux, et on touchait tout le monde. On faisait des concerts dans les villes, il n'y avait pas encore de radio rap, avec un format rap. Donc on proposait ça à tout le monde… »

Cette pratique et ces mots soulignent que rien n'est joué. Les mots sont là qui découvrent l'envers du décor, qui le dévoilent, qui le disent. Ils disent l'arrière-scène que l'on voudrait cacher et qui, pendant un moment, se trouve projetée sur l'avant-scène du dire et de la pratique artistiques. Le corps du rappeur sur la scène signifie un autre monde. Ce n'est sans doute pas un

message, mais une sensibilité qui oblige à reconsidérer le partage du sensible et l'ordre du monde.

Son frère aîné a abandonné la danse hip-hop pour un métier dans le bâtiment. En arrière-plan, et à de multiples reprises Karim y revient, le *travail* est là qui attend les artistes hip-hop. Les années de galères de travail : « … *pour explorer tout ça, il faut vraiment batailler dur ! Donc moi, j'ai bataillé dur durant toutes ces années, depuis 1984 jusqu'à aujourd'hui, en fait.* »

Quels soutiens Karim a-t-il eus ? Au niveau familial, aucun, ni de sa mère, ni de son père. Seulement celui de son frère aîné qui faisait de la danse – pratique non poursuivie – et grâce auquel il a dansé tant il était son exemple. Support familial absent, excepté le grand frère, au regard de ses pratiques. L'artistique n'était pas la norme dans la famille (pas de livres, pas de musiques). Ou alors elle renvoyait à un autre monde dans un découpage socioculturel de mondes sociaux dont Karim, au-delà des théories de la domination, saura s'affranchir. Quelle que soit la pertinence de son analyse personnelle, il opère la distinction entre milieux populaires et milieux immigrés au regard de la pratique artistique.

« Non, ma mère, elle ne m'a jamais aidé. […] elle ne m'a jamais supporté, dans le sens de m'encourager dans ce que je fais. Elle m'a toujours dit : « va travailler comme tout le monde !

Va apprendre un métier ! Pense à ton avenir !... ». Par contre, quand elle est venue me voir dans des concerts, ça lui faisait plaisir. Elle a pris plaisir. Mais, derrière, ce plaisir retombe, avec des propos : « écoute mon fils ! C'est pas comme ça que tu vas gagner ta vie […] Comme beaucoup d'autres personnes issues… d'Afrique du Nord, surtout. Milieu populaire, non. Je ne pense pas que c'est parce qu'on est issu du milieu populaire, c'est de nos origines d'Afrique du Nord… la culture là-bas, c'est assez élitiste. Il n'y a pas de… rares sont les musiciens qui sont mis en avant. »

Rencontres

Les « rencontres ». Mot de Karim qui, dans ce milieu, n'est pas anodin. Le lien ou le contact interpersonnel. Le premier qui lui « a mis le pied à l'étrier » est Farid Berki. C'est en 1987-1988 que Karim rencontre Farid Berki qui avait déjà, à l'époque, un « *esprit d'ouverture* ». Aller voir ailleurs, explorer ce qui n'est pas donné comme évidence sensible. Ne pas rester là où l'on est assigné et donner son temps, pour Karim, à l'apprentissage. Farid Berki associait, par exemple, « *les claquettes à son travail en tant que danseur. Il allait se nourrir et donc, de temps en temps,*

j'avais l'occasion d'aller voir des spectacles avec lui… qui ne m'auraient jamais été donnés si lui, il ne m'avait pas dit : « tiens ! tu viens avec moi, on va voir ça ! » ». Esprit d'ouverture : on va le comprendre très vite, ce sont les « passerelles » entre les pratiques artistiques qui créent de nouvelles formes esthétiques. Se risquer, d'être pas assujetti à des formes artistiques données. Il ne s'agit pas de faire un récit romantique de ces expériences, mais de les comprendre dans leurs dimensions subjectives et collectives où les acteurs se délivrent du poids des déterminations. S'il y a sans doute du refus ou de la contestation dans ces expériences, c'est davantage une manière de créer un monde sensible en créant en même temps un monde social fondé sur des interconnaissances, des réseaux, des relais, quelques institutions – parfois faibles dans leur pouvoir de légitimation –, des procédures inédites et des dispositifs "innovants". Ces pratiques artistiques sont des passerelles entre des mondes symboliques et imaginaires qui brisent les "assignations à résidence", les rôles sociaux, le "partage du sensible" tel qu'il est donné.

Considéré comme un des pionniers de la danse hip-hop en France, danseur autodidacte de rue, Farid Berki est devenu chorégraphe. La Compagnie Melting Spot, sous sa direction, construit des « passerelles » – en reprenant un mot si prégnant dans le discours de Karim – entre des arts différents, hip/hop, flamenco, capoeira, arts martiaux, danse classique ou traditionnelle, slam, claquettes.[103] Cet art *en train de se faire* voyage entre les arts, mais il ne voyage pas seulement entre. Il fabrique des rencontres, des ponts et ces ponts construisent de nouvelles formes qui sont aujourd'hui au cœur de l'art contemporain. De cette rencontre avec Farid Berki, il s'ensuit un premier concert au Fresnoy dans la ville de Roubaix en 1991. Et donc une première scène de rap de Karim (24 ans) au Fresnoy où il joue avec « son pote Danouche » alors que Farid Berki dansait – Karim revient plusieurs fois sur cette scène de la première fois : « *Farid Berki, il dansait. Il enchaînait la danse derrière ! Ça se juxtaposait. Ça ne se faisait pas en même temps en fait. Donc c'était la première scène. Et de là, c'est parti…* »

« … et de là, on a fait un échange culturel avec des danseurs de Vigneux. On avait fait la tournée des Quartiers d'été à l'époque. On avait pas mal de dates. Tout ça à l'initiative de Farid. Et donc de là, on faisait sur scène graffs, danse et… rap aussi. […] En direct, il y a un graffeur, il s'appelait Beuk. Un très très bon graffeur… Et donc, toute cette culture hip-hop était là en effervescence, sur scène, immédiatement en fait. […] On rappait sur du James Brown, du son. James Brown, tu vois : ça groove, quoi ! Voilà. Ce n'était pas des sons de rap ».

Passerelles

Un des mots principaux du vocabulaire de Karim est celui de « passerelles ». Ce slameur a beaucoup rencontré de mondes divers, d'individus et de groupes. Il vit de rencontres-passerelles et il ne cesse pas d'insister sur les rencontres de sa vie. Comme si sa vie était une suite de carrefours où il peut emprunter un nouveau chemin. Les rencontres ne sont pas mince affaire

103 Après la création de Melting Spot en 1994, Farid Berki joue aux *Rencontres des Cultures Urbaines* de La Villette *Fantasia* (1996), un solo qui entrelace hip-hop et flamenco. Ce travail artistique sera suivi de *Point de chute*, *Petrouchka* et de *Invisible armada* – le hip-hop et la capoeira brésilienne s'y trouvent confrontés. Le danseur étoile Kader Belarbi le choisit pour créer à Avignon en 1999 un spectacle solo, "Pas de vague avant l'éclipse", qui sera repris au festival *Suresnes Cité Danse* (2000) qui fait du hip-hop le cœur de ses investigations. Un travail avec le comédien Christophe Jean se poursuivra plusieurs années : de "laboratoires-recherche burlesque/hip-hop" en expérimentations publiques ainsi que dans différents spectacles – "Atomixité" (2001), "Six fous en quête de hauteur", réinterprétation personnelle d'un mythe chinois (2003), "Soul Dragon" (2004) "Oud", création pour un danseur et un comédien (2005). En 2007, il présente le spectacle "EXOCUST", création pour cinq danseurs et un slamer. Préparé au Tchad et en Chine, cette création est centrée sur le thème de l'exil en inventant une nouvelle écriture chorégraphique. « Hip-hop Aura », une conférence dansée avec le comédien Patrick Sourdeval sur l'histoire du hip-hop réinterprétée subjectivement, sera produite en 2009. Farid Berki, on le pressent, déplace les frontières du sensible propre à chaque pratique artistique dans son contexte et construit un univers sensible à partir de ces déplacements. Il crée de nouvelles lisières entre des mondes et des pratiques où l'on doit se tenir ni en dehors, ni en dedans, un ailleurs entre-deux. Cet ailleurs entre-deux est la construction d'un sensible. On peut noter quelques films : *Le Vif du sujet* de Luc Riolon, France, 2000 sur le spectacle de Kader Belarbi et Farid Berki ; *Faire kiffer les anges* de Jean-Pierre Thorn, France, Agat Films & Cie/Arte, 1996.

dans leurs dimensions cognitives, affectives, culturelles. Son ami sénégalais du lycée qui l'initie au tag. Puis Farid Berki, danseur de hip-hop dans des soirées à Anvers où des « *DG passaient du son* » : « *Voilà. On découvrait l'aspect musical de la culture hip-hop. Et avec lui, j'allais voir des spectacles*. »

Suite à la création du Fresnoy, c'est la rencontre de l'ARA (une association Autour des Rythmes Actuels) qui, alors située à Fives, commence à exister sur Lille. Karim commence « *à faire des sons* », nouvelle bifurcation artistique : « *De la production sonore* » où il fait ses « premières bandes sons, avec [ses] propres bandes sons » en allant emprunter à la médiathèque de Roubaix des CD pour faire des "*cut*" – c'était plus aisé de « *sampler* » sur les CD du fait d'une autre intensité –, des échantillons afin de créer des sons à lui. Karim fait ses sons avec Benoît qui assurait l'aspect technique. Karim apporte les idées et Benoît y accorde sa technicité.

En 1992 et 1993, Karim se nourrit des textes de son amie d'alors, « âme d'écrivaine » au « *langage plus soutenu que le sien* » ainsi que Karim le souligne et soutenu par une vision du monde « *bien plus large que la mienne* ». Karim apprend d'autres visions du monde : les rencontres féminines affectives de Karim, dans ses paroles, nourrissent une perspective créative. Autre mot phare de Karim, il « *se nourrit* » des mots de son amie.

« Des rythmes, des phrases où il y a du rythme, et les restructurer dans un texte global où ça coule… le rythme finit par couler de source, on va dire. Mais tout en ayant du sens, et des phrases fortes, et des images fortes. »

Son amie qui avait arrêté ses études – échec scolaire – avait cependant une « plume aguerrie » : « *C'est moi qui les ai transformés de manière à les scander, en rap. Et donc de là … moi, j'ai continué à écrire* ». Apprendre des représentations du monde et les recadrer par rapport à sa propre expérience, cela exige le temps de se les approprier en dépassant sa « *vision trop restreinte liée au quartier* » ; mais il en est de même pour surmonter le partage entre le vécu du

quartier et d'autres mondes où le premier n'est pas réduit à un rôle du « je sais d'où je viens », pour se fabriquer son propre rythme des phrases et des mots.

Ainsi, il ne cesse de parler de créer des passerelles avec d'autres artistes pour ne pas être assigné à une sous-culture urbaine, celle du hip-hop, mais aussi pour poursuivre de nouveaux chemins créatifs avec des artistes qui, eux aussi, tentent d'inventer de nouvelles expressions artistiques avec d'autres artistes.

« … Quand je dis « nous », ce sont ceux qui viennent de la culture hip-hop. Parce que c'est vrai que, quand tu viens du hip-hop, tu viens d'un tiroir... et tu essaies de sortir de ce tiroir, et on te dit : « non, toi tu es hip-hop » […] On peut avoir des créations qui peuvent rivaliser avec d'autres personnes qui créent des pièces, qui sont, elles, issues d'autres mouvances, d'autres expressions artistiques. Que ce soit de théâtre... l'expression de danse contemporaine, au final ».

Phèdre et le rap

1994 : nouvelle rencontre. Enseignant dans la classe d'art dramatique du conservatoire d'Arras, un metteur en scène, Thomas Gennari fait l'éloge du rap, envoie un dossier à l'ARA où il mentionne chercher des rappeurs pour interpréter Phèdre de Racine[104]. Karim part à la bibliothèque, emprunte le livre et commence à le lire :

« Et je trouve un rythme dans l'alexandrin. Moi, je ne connaissais pas l'alexandrin, les allitérations… Et donc, j'ai découvert une autre forme d'écriture, qui pouvait être rappée, à l'époque. Puisque j'étais rappeur. Donc, pour moi, rappeur, c'était toujours prendre du texte et claquer ça sur une musique. Poser ça sur un rythme. Il y a toujours une base rythmique, en tout cas. »[105]

Il part en résidence. De nouveau, il « se nourrit », dit-il, de l'espace théâtral. Il rencontre Kalid Karbichi[106], musicien qui faisait les sons et lui apprend la respiration abdominale. Puis il fait une tournée, mais aux dates éparses. Le Festival de la Villette fait jouer la pièce qui donne lieu à une controverse. Un comédien de la Comédie française, au regard d'un extrait de répétition filmé pendant les répétitions, souligne la vacuité du spectacle. Karim suggère que la polémique n'est que négative alors qu'elle aurait pu susciter une controverse plus féconde, en particulier parce qu'il y avait « *des passerelles entre le théâtre et le monde du hip-hop* ». Là où Karim parle de « passerelles », le metteur en scène dit « frottement », « confrontation ». Ce Phèdre de Racine se fonde sur la confrontation d'univers sensible entre les hommes et les femmes, les rôles des premiers sont tenus par les rappeurs alors que ceux des secondes par des comédiennes. Les rôles rap sont calés sur de la musique tandis que ceux des comédiennes renvoient à la mise en jeu et à la comédie : « *C'est ce frottement de deux mondes qui m'intéressait : voir à quel moment l'étincelle allait jaillir.* »[107] Comme le dit Thomas Gennari, les rappeurs « *se sont emparés du texte, ils sont rentrés dedans, ils l'ont pris en bouche dès qu'ils l'ont eu en main...* » :

---

104 « S'il reste un îlot de résistance dans la société actuelle, un lieu où on peut être hors normes, c'est bien dans l'enseignement artistique. […] Et puis le théâtre reste un endroit encore privilégié, hors du monde, où l'on peut expérimenter des comportements qu'on ne peut pas avoir dans notre univers social, professionnel, quotidien. Ça, depuis trente-cinq ans, ça n'a pas changé. Et moi, je n'ai pas changé. […] Moi, les élèves, je n'ai rien à leur enseigner. C'est eux qui apprennent seuls. Et même s'ils ont quelque chose à apprendre, je les accompagne, c'est tout. Une guide de haute montagne ne porte pas les gens. À la limite, il indiquera juste la direction possible à suivre. » Thomas Gennari a créé et dirige le Groupe Tecknè défini comme « assez souple et nomade pour unir les contraires : professionnalisme / proximité, implantation / mobilité, continuité / légèreté » ; il intervient dans des espaces démunis de structures culturelles. http://www.arras.maville.com/actu/actudet_-Thomas-Gennari-le-th%C3%A9%C3%A2tre-nomade-%C3%A0-la-marge_loc-659456_actu.Htm
http://www.groupe-tekne.com/

105 Cette base rythmique ne se retrouve pas dans le slam, souligne-t-il.

106 Ce musicien avait créé en 1984 le groupe DYGITALS.

107 « Faites chanter Racine. Hip-Hop Phèdre… Racine ? Après la Tragédie-concert à la Villette 97 », Thomas Gennari. Enseignant, metteur en scène. http://www.lafriche.org/manifeste/1998/txts/gennari.html

« Le rap est 'un' mode d'expression, le seul qui véhicule la violence, le tragique de toute une partie de la jeunesse. J'ai voulu le confronter au monde établi du théâtre : 'tisser' ces deux modes d'expression, confronter deux jargons, deux argots, incompréhensibles pour les non-initiés de chaque bord adverse – la tragédie et le rap : deux marginalités, finalement. »[108]

Pour le metteur en scène, que garde-t-il de cette expérience qui confrontait ces deux univers sensibles ?

« D'être sorti du théâtre-machine à fabriquer des exclus. Le plus poignant reste pour moi le spectacle de ces trois jeunes déchiffrant, disant, jouant le texte d'un auteur qui leur était jusque là absolument inconnu. En ignorant tout de son œuvre, de son époque, de la mythologie qui s'y attache. Et, grâce à cela, libérés de toute résistance, de plain-pied avec le texte : sans effort, sans crainte, sans besoin d'explications. Comme si on pouvait encore assister à la naissance d'un chef-d'œuvre. »[109]

Cette expérience de Phèdre représente un tournant et déclenche « pas mal de choses » : il passe d'une vie d'amateur à une vie professionnelle. En même temps, avec son groupe de rap D. C. J. (Délibérément Contre la Justice), il enchaîne les premières parties de groupes importants, IAM, NTM. Il joue aussi en première partie du chanteur rai Cheb Khaled. Ce nom de D. C. J. venait du premier tag que Karim avait commencé à faire en 1988 : Démos Criminal Jokers, le nom du groupe de tagueurs. Ce Délibérément Contre la Justice représente pour lui une ouverture plus large au monde et non plus seulement une vision de quartier, d'une certaine façon un « *discours assez universaliste* », les gens ressentant un sentiment d'injustice à l'égard de la justice : « *mais ce n'était pas contre la justice, l'éthique que représente la justice, mais plutôt les failles qui en résultent*… ». Il admet la qualification de contestataire. Ses textes de rap, il les écrivait « toujours avec le même acharnement, le même amour des mots ! ». Il dénonce à l'époque les exactions dans les Balkans (« Marre de la guerre »), mais aussi « *les coupables qui ne se font pas prendre* ». Il s'imprègne de l'actualité à la Médiathèque de Roubaix.

Nouvelle rencontre, celle du musicien Thanh–Son Pierre N'Guyen de formation classique, influencé par le jazz. Une nouvelle passerelle entre le jazz et le rap se crée.

Rebondir et récréer

Il vit son cheminement comme une suite de "cycles", souvent liés à une personne avec qui il crée. Nombre de ces personnes ont arrêté, *« ils sont partis sur autre chose, mais moi j'ai*

108 *Ibid*.
109 *Ibid*.

continué en fait. Je n'ai jamais lâché prise ». Il n'a jamais eu le statut d'intermittent, mais fut par moments salarié de plusieurs associations, Melting Spot, ARA, La compagnie Générale d'Imaginaire. En 1995, il se marie, il se dit « *papa poule au foyer* », élevant ses filles, écrivant ses textes tout en gardant un quart de temps pour la musique.

Rupture chaotique en 2001, un divorce, et la culpabilité d'avoir fait de la musique en sacrifiant peut-être d'autres aspects de sa vie. En 2002, Karim décroche et arrête toute prestation musicale. Nouvelle bifurcation dans sa vie. L'hiver, il travaille à la montagne dans une grande société comme serveur tout en s'adonnant à sa nouvelle passion, le snow-board. Il y fait aussi des soirées DG où il joue le speaker, animant la soirée en improvisant. L'hiver achevé, il rejoue de la musique avec Pierre N'Guyen. Cependant, même l'hiver, il continue à écrire tout le temps : « *je n'ai jamais cessé d'écrire* ». Pendant cette période de remise en question où il se rappelle aussi le peu d'encouragement reçu de la famille, les mots se font plus introspectifs comme dans ce texte « Pourquoi j'élève les rimes » :

« J'élève les rimes. Je ne veux rien faire d'autre. La sombre usine, moi je laisse ça aux autres. On me dit : délaisse les rimes, non je ne sais rien faire d'autre. Marteau, machine, moi je laisse ça aux autres ».

En arrière-plan l'entreprise textile où travaillait son père, le système, le manque de soutien de l'entourage familial. Des questions et des textes plus sombres. Un autre texte dit d'introspection :

« J'ai le cœur noué, la vie obstruée. échoué sans bouée. Dois-je continuer ? (… ?), je vais insinuer. Tu m'as troué, sous-évalué. Pour me réévaluer, dois-je bosser à la chaîne comme une prostituée ? Sur mon sort il me faut statuer. Fils d'ouvrier tatoué, dois-je perpétuer ? Prolétaires, avouez que je ne vaux pas grand-chose. Je viens secouer la destinée que la vie m'impose. Mes rêves d'amour, tu as tués. L'espoir cloué ».

À partir de cette époque, lorsqu'il n'est pas à la montagne, il commence aussi à lire beaucoup, emprunte des livres dans la médiathèque et écrit des slams « *cut-hop* ». En 1998, il avait découvert le film Slam de Marc Lewin. Parlant de cette découverte, il renvoie aussi à John Singleton (Boyz N the Hood, film américain sorti en 1991) ainsi qu'à Spike Lee. Un regard cinématographique qui « *allie le social et la culture* » selon lui. Le film Slam lui fait connaître le slam, « *une session où les gens se retrouvent et partagent leurs textes* ».

Par l'intermédiaire de Pierre N'Guyen, il rencontre une « dame » ainsi qu'il la nomme qui va devenir sa compagne. Elle vient du conte et est chorégraphe. Le cheminement reprend du

souffle, il reprend goût, confiance en lui – une confiance qu'il avait perdue après son divorce, « lessivé qu'il était ». En d'autres termes, il dit qu'il ne savait plus très bien qui il était avec ses multiples casquettes : « *tu as le père, tu as l'époux, tu as l'artiste… Tout ça est balayé. Tu te dis : « le père, ben… qu'est-ce que tu vaux ? Tu vaux plus rien aujourd'hui* » ». Il se sent père par intermittence comme cet artiste en intermittence qu'il est dans ses concerts en intermittence. Un jour, alors qu'il travaille dans une station d'hiver, sa compagne le relance en lui proposant de faire avec elle des ateliers d'écriture dans un lycée. Il achève la saison, la rejoint pour l'atelier tout en menant ses propres ateliers en parallèle. « *De fil en aiguille, je suis reparti*. » D'autres ateliers suivent. Il travaille artistiquement avec sa compagne sur le rythme du slam, elle qui venait du conte.

Il rencontre la Générale d'Imaginaire en 2004 où il est encore alors qu'il travaille en parallèle avec Pierre. En même temps, il animait en bénévole des sessions slam dans un bar, le Stax-Sool, place de l'Opéra avec DJ, Toxik ; puis, ce sera au MoonLight pendant une saison. Animer en bénévole était important pour lui, non pour les lieux qui étaient des bars, mais pour le slam, pour qu'il puisse y avoir « *une prise de parole ouverte et possible pour tous* ». L'animateur de session slam jongle avec les statuts selon les lieux et les situations.

« … Donc il fallait que moi je m'investisse aussi bénévolement pour pouvoir l'offrir. Sinon, si je devais… être payé juste dans des lieux, ça c'était possible, mais quand j'étais invité dans d'autres villes. On a animé, moi et mon pianiste, des slam sessions dans d'autres villes. Donc là, je demandais un cachet. Puisqu'on vient faire un boulot, là. »

Au MoonLight, le patron avait refusé le principe du cachet. Karim était bénévole et le patron payait le pianiste 50 euros au noir. Très vite, ce patron fait comprendre qu'il y a beaucoup de pianistes sur la place et qu'il veut bien garder Karim. Karim partira, d'autant plus que ce patron freine toute forme d'engagement politique dans les textes.

Ateliers d'écriture et création

Retour en arrière. De 1993 à 2000, avec l'association réagir, une ancienne association de toxicomanes, il donne des ateliers d'écriture dans un collège à Tourcoing. Par le biais de Farid Berki.

« … J'ai commencé à donner des ateliers d'écriture rap… Pour moi, quand je dis rap, c'est-à-dire que, l'idée c'était de travailler avec une instru. On ne pouvait pas écrire sans avoir une instru. Tandis que le slam, tu peux. Donc moi, comment je fonctionnais à l'époque : je ramenais plein d'instru, et je mettais une instru et moi je le faisais s'entraîner là-dessus, comme ça. »

Comme l'on vu, après 2001, Karim déménage et arrête les ateliers. La « *débandade* » suite à son divorce. Puis, en 2002, il donne son premier atelier d'écriture en prison, dans celle de Loos [110]. Il précise son apport en tant qu'artiste :

« … franchement, quand tu es artiste, tu sens que tu es utile. Tu n'es pas là, artiste pour… comment dire ça ? t'asseoir sur un certain matérialisme et tout. Non, c'est pour partager des choses, créer des liens. Quand tu fais des ateliers, tu es utile. Tu apportes quelque chose à des gens qui en ont besoin, en fait… »

Il refait nombre d'ateliers ; il faut vivre. Mais, il vit une tension entre cette pratique qui lui paraît par ailleurs recréer de la société et du désir et la nécessité de créer qui lui semble mutilée. Il se sent devenir un artiste qui anime « *juste des master class, des rencontres. Mais, au final, tu ne montres pas ton travail de création possible. Donc tu viens toujours montrer des bribes de ce que tu sais faire, mais ça reste des bribes dans tes ateliers.* »

« Mais, tu te dois de vivre financièrement, et à la fois donc tu fais plein d'ateliers. Mais tu en fais trop. A force d'en faire trop, tu as moins de place pour de la création. il faut trouver un

110 Dans les résonances vécues, on se reportera aux films dont il a parlé : *Slam* de Marc Lewin, *Boyz N the Hood* de John Singleton.

équilibre en fait, entre la création et donner des ateliers. Donc, moi ce que je fais, c'est que j'essaie, quand je fais des ateliers, de faire en sorte que la finalité c'est de vendre un concert. Comme ça au moins, artistiquement, je me retrouve, et je peux proposer ce que je fais, mon travail artistique en fait. »

Nombre d'artistes parviennent à vivre, tant bien que mal, des bas côtés de leurs pratiques (doublage, ateliers …), mais ceux-ci deviennent des contraintes alimentaires au lieu d'être des supports pédagogiques créatifs. Nombre de slameurs, ou plus généralement des acteurs du hip-hop, peuvent vivre de leur travail, non par des performances slam dans des cafés ou des salles de concert ou de spectacle, mais par des « ateliers de slam » dans de multiples institutions (écoles, prisons, maisons des jeunes ou de la culture, centres sociaux …). Ce phénomène n'a cessé de prendre de l'ampleur et l'usage du slam renvoie à de multiples fins sociales, en particulier pour certains acteurs, dans l'invocation incessante de la tradition de l'éducation populaire. Dans ce dernier cas, on peut y voir une stratégie de survie financière dans un contexte de restriction des financements publics, ce qui fut le cas avec les politiques et les pratiques d'insertion à partir des années 80 avec une toute autre ampleur. Mais, au-delà de cet aspect stratégique, somme toute banal, c'est l'usage de la culture et de l'art, le slam en l'occurrence, à des fins sociales au regard de personnes dites en difficulté qui s'inscrit en tension avec son esthétique et demande considération. D'un côté, un urbain social qui serait désocialisé et auquel il faudrait rajouter par le slam un supplément d'âme sociale, de « lien social » dont on sait qu'il ne dit rien s'il n'est pas qualifié ; de l'autre, un urbain esthétique où une parole poétique, le slam, est donnée comme parole de démocratisation, une parole de ceux qui n'auraient nulle compétence à parler et qui, pourtant, diraient de la poésie. D'un côté, un urbain désolé dans certains de ses espaces qu'il faudrait restaurer alors que d'autres prolifèrent de leur richesse sans que jamais aucune règle ou loi ne les conduise à une quelconque modération équitable[111] ; de l'autre un urbain quelque peu vain d'une parole ouverte et possible à tous dans de multiples lieux, comme en retrait d'un social désenchanté et, parfois, tragique. Le slam se dédouble apparemment. Le slam est pris dans une tension toujours irrésolue entre son usage instrumental et son expression propre. Le slam oscille entre ces deux polarités, il est l'un ou l'autre ou l'entre-deux, plus ou moins marqué par l'un des pôles ou l'autre. Karim tente de garder la mesure même s'il avoue que par moments la balance penche trop du côté des ateliers d'écriture. Mais, par ailleurs, il en justifie le bien-fondé et leur légitimité, espèce de prolongement de l'éducation populaire.

Ainsi, si Karim fait nombre d'ateliers slam ou d'écriture auprès des jeunes en difficulté scolaire, ne serait-ce que pour vivre de son énergie et de son travail, il dit pourtant que « *ça l'intéresse de faire passer un message, qu'il n'est jamais trop tard pour se cultiver, pour rattraper le retard* ». Comme il le souligne, « *il vient apporter sa pierre à l'édifice de l'éducation populaire qui complète l'Education nationale* ». Il s'agit de partir de leur vécu, de leur expérience, de leurs qualités et de leurs défauts « *pour pouvoir justement les surmonter et améliorer* ». Après un concert en 2002 en prison, il a enchaîné avec des ateliers comme on l'a vu. Là, encore, Karim se sent un « acteur social », au même titre qu'un éducateur, mais aussi complémentairement un enseignant et un artiste : « *Tous ces rôles sont présents quand je fais un atelier* ». Il s'agit de savoir jouer sur ces rôles de manière subtile, que la fonction d'enseignant au regard de la peur des fautes d'orthographe ne vienne pas freiner la créativité et la spontanéité où ces hommes en prison peuvent dire quelque chose de leur expérience. Pour les prisonniers, c'est une espèce de thérapie où ils peuvent prendre la parole, eux qui ne l'ont jamais, en se remettant en question. L'atelier slam est un miroir qu'il leur tend où ils peuvent se regarder.

Ecriture

111 Dans cette perspective, on voit bien que l'urbain n'est pas un, mais éclaté, ce qui n'est pas sans influencer l'analyse des conditions urbaines d'une subjectivation civique, elles-mêmes éclatées. La diffraction de l'urbanité dans ses multiples vecteurs (économique, social, culturel), de la condition sociale urbaine des urbains, oblige au détour de l'éclatement en refusant la notion qui généralise et essentialise l'urbain.

Il déploie comme il le dit « diverses formules » au-delà des ateliers d'écriture. Il travaille avec sa compagne d'une part sur des textes écrits ensemble, il slame avec son pianiste d'autre part, et, enfin, lorsqu'il est seul, ce sont ses propres textes qui sont en jeu sur les scènes. Variation de la création, l'écriture avec sa compagne ou l'écriture seul : les sujets choisis en dépendent. Il insiste : une nourriture réciproque – ce « *talent d'écriture terrible* » de sa compagne – et cette manière de créer ensemble. Sa compagne doit basculer du conte à la « liberté » du slam. D'un genre à l'autre, changement de monde.

« Elle, comme elle vient du conte, elle écrit des contes. Donc les slams qu'elle écrit, c'est vraiment une liberté pour elle. Moi cette liberté, je l'ai depuis le début que j'écris du rap [il sourit]. *C'est universel. Je peux me balader d'un sujet à un autre. Et donc les sujets qu'elle prend, c'est très rarement une écriture… puisqu'elle ne vient pas comme moi d'un milieu populaire, quartier, tu vois, elle ne va jamais dans cette écriture-là. […] Elle est plutôt dans de la poésie, mais sans tomber dans cette poésie justement qui ne délivre pas de sens premier. Des poésies complètement alambiquées, abstraites. J'ai du mal à accrocher. Moi je suis plus inscrit dans l'espace social, direct quand même… »*

Karim, lui, vit cette liberté depuis qu'il écrit du rap : « *C'est universel. Je peux me balader d'un sujet à un autre* ». Son écriture première est spontanée et improvisée, libre de toute contrainte. Cette écriture provient du rap.

« ça vient de mon côté rappeur… […] Ben c'est spontané. C'est une écriture, vraiment… J'écris comme ça. Et, l'autre écriture, c'est vraiment… j'ai trois types d'écriture, et l'autre écriture c'est 'réfléchir sur le spontané'. J'écris des choses où je vais aller fouiller… trouver des synonymes, enrichir, tout ça. Et la troisième écriture, c'est le slam « cut-hop ». Le « cut-hop » que j'ai commencé depuis des années. Donc aller me nourrir d'articles de presse. Aller me nourrir de mon propre vécu en fait, ma propre vision. Après, ça peut être des livres… ».

Le cut-hop est cette technique de se nourrir des idées et des images essentielles d'un texte existant pour s'en imprégner, les comprendre et les restituer sous une forme autre. Une

trituration cognitive et imaginative de ce qui est écrit. Soit une création à partir d'une création comme dans la culture D. J. S'en prendre à des mots déjà mis en forme selon un dispositif spécifique pour en faire une création au second degré. La lisière est abolie entre une création et la création de la création dans un *transfert créateur* de l'œuvre à sa réappropriation créatrice ou son détournement à la manière des D. J. naviguant sur un monde musical déjà là. Il peut ainsi se servir de textes d'actualité. Les femmes afghanes, le mur en Israël, les tziganes, les rom, les « *gens qui subissent* » des représentations stigmatisantes ancestrales.

« j'ai écrit des textes comme… par exemple ce qui se passe en Afghanistan, les femmes afghanes, celles qui sont… battues, celles qui perdent leur travail, qui étaient médecins et qui n'ont plus le droit d'exercer, des trucs comme ça. Et donc qui se retrouvent à mendier. […] Et donc, moi je veux essayer un peu de défricher tout ça pour essayer d'en faire un texte… »

« … le dernier slam que j'ai écrit pour Brahim, c'était sur le mur de séparation. Donc là, l'idée c'était deux personnes qui s'écrivent des lettres… on pourrait croire qu'ils sont dans un autre continent ou dans le même pays, à l'autre bout. Ben non, c'est juste le mur de séparation qui fait qu'ils s'écrivent des lettres puisqu'ils ne peuvent pas se voir. Donc ils sont séparés par la force de cette construction, de ce mur, et donc… chacun exprime ses ressentiments par rapport à ce mur. »

Comme musulman, il construit des passerelles avec la tradition bouddhiste en lisant des livres, en tentant d'appréhender leur conception de la vie : « *celui qui ne possède rien ne se sent possédé par rien* » énonce-t-il. La figure de Pierre qui l'accompagne dans certaines sessions, mère française, père vietnamien, et « *bouddhiste en partie* » – « *il croit en la réincarnation, mais il ne pratique pas* » –, apparaît d'un seul coup dévoilant de nouveau ce que le mot rencontre signifie pour lui.

Un "cheminement"

On tient à la notion de « cheminement ». Sans doute pour la représentation que donne ce mot, celui d'une avancée dans la vie qui n'est pas linéaire et rectiligne, mais faite aussi de

bifurcations, d'impasses, de chemins de traverses, de surplaces… On ne tient pas tellement à celui de « parcours » bien qu'il soit celui des "gens" de terrain, le plus souvent comme dans les expressions, « parcours d'insertion » et « parcours professionnel ». Mais, bien entendu, on respectera l'usage de la notion de parcours par Karim. Il insiste sur les « cycles de la vie », la somme de travail sur l'expressivité, les tâches qu'occasionnent les rencontres qui ne cessent de se multiplier, les apprentissages et l'expérimentation de nouvelles formes artistiques, la « nourriture » d'autres écrits et d'autres spectacles qui faut ingérer et digérer, s'approprier sans cesse, les ateliers d'écriture qu'il faut développer pour toucher des personnes si diverses.

« Ce que j'ai pu vivre avant jusqu'à ce jour, je pense que ce que j'ai pu vivre avant jusqu'à ce jour, de fil en aiguille ce n'est pas pour rien. »

Il suggère que dans le rap, et plus largement le hip-hop mais aussi le slam, les parcours qui conduisent à la valorisation et à la légitimation des acquis sont très longs et qu'ils passent aussi par des personnes qui ont réussi à mettre « *les pieds dans les institutions* », non sans difficultés et au prix parfois d'un certain conservatisme.

« Et, on est tous issus de familles nombreuses, de familles issues du milieu pop, populaire, on va dire. En tout cas, de familles ouvrières… Et voilà, on a tous un parcours, mais on n'est pas venus là pour rien. »

Comme on l'a vu, après quatre années de doute, sans pourtant oublier l'écriture, Karim reprend les rennes de sa créativité avec sa nouvelle compagne. C'est que celle-ci « *bataille chaque jour, depuis des années ! Donc moi, ça m'a permis de voir qu'il y a d'autres personnes, au final, qui bataillent pendant des années pour continuer ce pour quoi ils sont faits*. »

Karim ne cessera d'insister sur ce parcours, sa longueur au regard du nombre de personnes qui croient pouvoir faire en peu de temps ce qu'il sait faire après bien des apprentissages. Pensées sans doute naïves au premier abord pour qui connaît le patient travail de l'œuvre, l'établi de toute pensée ou de toute création artistique. Chaque rencontre est une nouvelle manière

d'éprouver l'établi et d'y fabrique de nouvelles matières sonores, paroles et musiques : « … *c'est que au fur et à mesure de mon parcours artistique, je rencontre des gens, des choses, et ça développe d'autres choses… Et ça a toujours été comme ça en fait*. »

Désormais, Karim a en projet des sessions slam critique où les textes seraient suivis de débats qui approfondiraient les questions suscitées. La question de la citoyenneté pourrait être à l'"ordre du jour" de l'une de ces sessions. Si le slam est une prise de parole, il doit aussi susciter des prises de parole où l'on parle en son nom propre.

« … Moi, je serais là pour animer, susciter en fait, des interrogations… éveiller plutôt des interrogations chez des gens pour pouvoir mener ce débat autour. Et ça, ça me trotte depuis un petit moment. […] si moi je viens faire un texte sur l'exclamation citoyenne… un texte où je développe cette exclamation, tu vois ? […] C'est-à-dire, comment un citoyen se sent citoyen de seconde zone ! Comme tu dis : des quartiers populaires… Si je fais ce texte-là, ben voilà : discutons de citoyenneté. Qu'est-ce qu'un citoyen ? Qu'est-ce qu'un citoyen de seconde zone ? Comment tu peux dire que lui il se sent citoyen de seconde zone et l'autre citoyen à part entière ?... Bref, amener du débat. Mais sans trop s'étaler… »

2. LPI : IMPROVISATIONS PERSONNELLES DE LA DÉMARCHE PROJET

2.1 Des mots et de l'espace public

On a dit que les membres de LPI trituraient les mots dans leurs écrits de même que dans leur oralité slam déployée dans des espaces publics qui sont eux-mêmes construits momentanément par ces déclamations de mots. Il ne fait guère de doute que l'espace public est ici et maintenant dans la ville, mais ces membres produisent, enclaves provisoires dans l'espace urbain, des espaces singuliers, non institués, non instituant, qui s'effacent dès que ses participants disparaissent de la rue ou de la place – principe fondamental d'un engagement intermittent – comme il existe un statut d'intermittent sur un fond d'engagement continu. Espaces publics éphémères dans l'exposition de soi, de son corps, de sa parole et de ses mots, puis dans l'effacement de soi. Il en reste des paroles, des mots, une atmosphère pour les passants spectateurs qui s'arrêtent. Ces espaces publics qui tiennent plus ou moins en haleine un public hétérogène sont transitoires et s'inscrivent dans un « temps discontinu » (Chaudoir, 2002). Ils sont dans une temporalité du moment à partager, mais qui prend son temps au regard de la temporalité dominante du temps urbain. Triturer les mots, les dire dans un espace public, c'est prendre son temps, le temps des mots qui doivent avoir le temps d'être exprimé devant un tu ou un nous. L'engagement des gens de LPI, c'est ainsi rompre le cours quotidien de l'ordinaire accélération du temps urbain pour poser des paroles qui font effraction, tant au regard des espaces publics institués qu'au regard des temporalités dominantes.

Triturer n'est pas mince affaire, cela a à voir avec l'existence des mots, l'existence de soi et d'un nous, d'un je et d'un tu comme épreuve du langage par un sujet singulier parlant (Benveniste, 1969[112]), mais cela renvoie aux significations et à la performativité des mots sur des scènes spécifiques créées dans l'espace public. Ici, se joue une dialogique je/tu, je/nous au regard d'un il qui peut devenir un tu ou un nous dans la création d'un espace public de rue, on aurait pu dire "populaire" dans les temps anciens, en particulier du Moyen Âge et de la Renaissance (Bakhtine, 1982). Il faut prendre garde à tenir compte de ce qui relève d'un discours irrévérencieux, critique, libre qui prend à rebours la discursivité et la culture officielles (espaces publics institués) : les séances de slam dans la rue perpétuent et renouvellent une longue tradition, sous des modalités particulières, d'une expression *critique* des représentations dominantes du monde dans l'espace public urbain de même que Rabelais, dans les injures, les jurons, les rires, les grossièretés, peut « détruire le tableau officiel de l'époque et de ses événements, […] du point de vue du *chœur populaire riant sur la place publique*. » (Bakhtine, 1982, p. 434-435).

112 Cette épreuve du langage est discours pour Benveniste et s'oppose au récit où l'usage est celui du « il » – ce dernier renvoyant fondamentalement au langage, système de signes.

Le slam de LPI n'est pas qu'une expression artistique ou poétique d'individus formant un groupe informel[113], il est mots critiques créant un espace restreint dans l'espace public ; il vient *opérer un clivage* dans cet espace public en y introduisant des torsions aux routines ordinaires. Qu'importe, pour un temps et pour un temps seulement, la justesse de la critique, ce qui importe, c'est le clivage agonistique dans l'espace public et les mots publics prononcés. Ces mots sont engagement de soi ou d'un nous dans un espace qui se construit en tension avec ce qui fait le lot commun de la vie publique ordinaire. Il s'agit donc dans ces espaces publics LPI de n'être pas dans l'ordinaire, de n'en pas suivre le cours, mais d'y déroger au nom d'un imaginaire où la cité vivrait de l'expressivité libre, inquiète, critique de ses citoyens. Mais, cette idéalité est l'envers critique de l'assujettissement ou de la soumission selon LPI.

2.2. « Prise de parole » et nomadisme urbain

La Libre Parole se différencie des autres groupes de slam dans l'agglomération en se livrant à un *nomadisme urbain* dans l'espace public, sans lieu ou lien d'attache ou de rattachement. L'urbain pour LPI est ce non-attachement, ce non-rattachement à des *lieux*. Nul port d'attache. C'est l'épreuve d'un devenir nomade fondé sur l'expression critique. Cette question est essentielle au regard des territoires de vie alors que nombre des membres de LPI seraient dits attachés à leur « quartier » dans la vulgate politico-médiatique. Certains viennent de quartiers dits sensibles dans le langage technocratique et « c'est pour ça qu'ils font du rap… », un rap *hardcor* et ils semblent se réapproprier un code des banlieues : ils portent des capuches « pour se couvrir du froid, mais c'est un style vestimentaire qui veut dire beaucoup de choses, […] un code vestimentaire ». Autre espace, quelques-uns d'entre eux ont fréquenté l'université et « se sont socialisés à toutes ces idées politiques… ». On comprendra qu'il faut distinguer l'individu qui est attaché à un monde vécu avec sa socialisation et le même individu qui est acteur de LPI, individu "pluriel" capable de passer d'un univers à un autre.

Rien ne rattache donc ces acteurs *en tant que LPI* à des lieux précis, sinon des souvenirs personnels subjectifs qui ne sont pas dits. Il ne s'agit pas d'exalter un "romantisme nomadique", mais de comprendre cette volonté de non-attachement à des lieux urbains au sein de la grande ville. Un

113 Il peut en être de même de certains groupes de rap. C'est là que la distinction entre différents espaces publics est pertinente du point de vue de la critique de l'institué dans son articulation avec l'expression artistique.

membre de La Brique qui a suivi quelques temps LPI note que ce groupe a dû « *faire toutes les stations de métro* » de la métropole, et ne jamais réaliser une session slam dans la même. C'est ce que disait Périn dans son entretien : « … *il y a aussi un truc, c'est que c'était rare de faire deux fois au même endroit un slam* ». Ils évitent le *même endroit*. On dira que l'implication dans l'urbain est de n'être jamais là où on les attend. L'urbain est dissémination de la performance comme cercle de paroles de slam. De ce point de vue, l'espace public, autonome et non institué, est nomade ; il oblige à une pensée de la dissémination urbaine qui conduit à la non-appartenance. L'engagement est non appartenance à un espace donné qui serait assujetti à des routines qui finissent par faire perdre toute réflexivité.

L'espace urbain est ainsi investi comme espace d'expression publique dans des pratiques de parole qui font écart avec l'assignation à avoir un espace qui serait appropriable dans la durée. Dans Libre Parole, il y a aussi ce « *libre* » de l'organisation des scènes slams, dans la rue, dans le métro, sur les places ou des lieux choisis « en changeant tout le temps d'endroit », « en allant vers les gens » et en évitant les lieux de passage les plus évidents du genre le Cratère à la République, un mini colisée creusé au-dessus de la station de métro, face à la préfecture.

Pourquoi l'espace urbain comme "terrain de jeu" slam ? Pour une grande part, les raisons proviennent d'une expérience inaugurale qui produit une réflexivité du groupe sur sa pratique ; cette expérience qui devait devenir figure mythique de fondation du groupe et de son imaginaire fut celle d'une déception collective lors d'une première scène slam dans un lieu clos institutionnel. Les participations ultérieures d'autres membres de LPI à des sessions de Libre Parole dans des lieux slam dit « fermé » conduisirent de même à de la désillusion. L'enfermement d'une parole publique, dite slam, dans des lieux tant publics que privés engendre le désenchantement et entraîne un déplacement de perspective. Le récit de ce *premier* slam revient comme un leitmotiv chez ces acteurs *qui ne s'y sont pas retrouvés*. Initiatique dans son mal vécu et organisé par une maison de quartier à Triolo sur la commune de Villeneuve d'Ascq, ce slam exprime le désappointement, puis la résistance des membres de ce groupe quant à une politique de l'esthétique où celle-ci est enfermée dans des lieux qui lui sont destinés. Logique bien connue, on se déplace de ces lieux à des espaces sociaux ouverts où peuvent se déployer les pratiques esthétiques[114].

Que disent ces récits des membres de LPI ? Tout d'abord, le caractère *artificiel* de ce premier slam au regard du cloisonnement de l'espace de la salle – un sentiment d'oppression lié à la fermeture

114 On connaît les multiples et incessantes expériences où l'on déplace ces pratiques dans la rue, dans les quartiers, sur des places publiques, dans des parcs ou encore dans des lieux qui ne sont pas destinés à cet usage. Comme le dit Jacques Rancière, ces pratiques par ce fait même deviendraient politiques en ajoutant que ce n'est que rarement le cas. La politique de l'esthétique se joue ailleurs comme on vient de le voir et comme on le verra.

sur soi de l'espace. Un dispositif d'expression qui n'a rien à voir avec un espace vécu et où la scène et la salle sont séparées. Cette séparation est accentuée par un *appareillage technique* accentuant la distinction-séparation des acteurs/spectateurs : la création d'une barrière provoquée par l'utilisation d'un micro – une représentation de ce que « *parler librement* » signifie se donne en creux ; le redoublement de ce partage propre au lieu par la présence des lumières avec une scénographie et des éclairages. Cette architecture et sa mise en scène qui déterminent l'espace et le morcellent créent une *artificialité désenchantée* qui ne correspond pas au vécu des membres du groupe et à leur "libre expression". De même que la médiation monétarisée avec les CD crée une distance artificielle avec les spectateurs, de même la technologie et les équipements publics créent une « parole à destination de » qui introduit une ligne de démarcation avec deux côtés qui se sont face sans produire une communauté de paroles et où les spectateurs sont passifs. La Libre Parole suppose d'abolir ce partage sensible qui empêche les affects collectifs.

> *« …on va dans un slam, c'est fermé, voilà un slam Libre Parole, fait pourtant par Idées à coudre [nom d'un collectif lillois] et de là est née la libre parole qu'on fait dans la rue… » (Périn).*
>
> *« Ce qu'on avait goûté, c'était un micro, une salle, un truc cloisonné… personne ne passait devant le bâtiment pour rentrer dans le truc et venir faire un texte… du coup, on a eu l'idée de faire la même chose mais en rue » (Don Masetti).*

Pas de confinement dans un espace institué, pas de clivage au sein de cet espace, mais l'espace urbain ; du coup, après cette session, les membres du groupe investissent la rue :

> *« On commençait à faire du rap à Triolo [dans la rue] et il y a un type qui sort et qui vient faire du rap avec nous… on a commencé à délirer et à se dire que c'est là qu'il faut le faire, c'est dehors […] on n'a pas besoin de lumière, on n'a pas besoin de micro et voilà, ça correspondait avec ce qu'on avait vécu au slam là-bas » (Périn).*

Toujours sur ce caractère fermé et cloisonné de l'espace slam que bien des participants à un slam Libre Parole ont pu ressentir dans des salles qui se prêtaient à l'évènement, on peut prendre l'exemple de ce que Baloot[115] évoquait à propos du Zem Théâtre :

> *« Tu te sens oppressé, tu es seul dans les lumières et tu sors ton texte* a cappella*… enfin pour reprendre l'expression de D' de Kabal, tu es à poil devant les gens ».*

Ce refus de l'enfermement et du cloisonnement dans un partage de l'espace doit engendrer des « *prises de parole* » subjectives dans l'espace urbain. Toutes les « scènes » slam en France et dans l'agglomération lilloise ne s'improvisent pas dans la rue ou sur des places. La plupart sont nées et vivent dans des cafés – et bien entendu aussi dans des salles de spectacles depuis l'avènement médiatique du slam –, mais l'expérience Libre Parole suggère aussi qu'il peut être un « art de la rue ».

115 Membre du groupe de rap Metapuchka et participant au slam Libre Parole.

Il n'est pas non plus un « art de la rue » qui a ses lieux attitrés de performance. Il est imprévu et nomade, vagabond en quelque sorte.

Dans ce nomadisme, on peut voir un refus du découpage sensible de l'espace urbain dont chaque parcelle est assignée à une fonction, en particulier les lieux destinés à l'art ou aux créations artistiques. Dans cette perspective, ce découpage est celui qui distribue la propriété et la fonction des espaces, leur nature, ceux où peuvent s'y accomplir telles ou telles pratiques, telles ou telles paroles ; il renvoie à une expérience du sensible qui compartimente le monde urbain. C'est dans les espaces assignés aux flux humains, aux circulations, aux rassemblements que les membres de LPI inscrivent leur « cercle de parole » de manière toujours imprévue. Il s'agit de s'*émanciper* dès lors de l'assignation à un agir de parole expressif et critique dans des espaces fonctionnels, d'échapper à leur emprise sous les injonctions institutionnelles et de faire ensemble, concitoyenneté, dans une cité « ludique » et « réappropriée » (Lefebvre, 1974a). Si la ville est un monde sensible commun, un mode de découpage de ce « pratico-sensible » (Lefebvre, 1966, p. 30 sq.[116]), la Libre Parole entend perturber cette configuration et y faire rupture en créant un commun transitoire et spécifique – « le cercle de parole ». Un ensemble de figures spatiales dévoile la logique d'action de LPI. L'abolition des séparations scène/salle et action/inaction, l'abolition des espaces fonctionnels flux/immobilité, la traversée de l'envers du miroir social qui défait les rôles de chacun (acteur/spectateur ; parole/écoute ; activité/passivité ; écouté/écoutant). Comme ils ne cessent de le répéter, il s'agit le plus souvent de prendre les choses « *à l'envers* », c'est-à-dire à l'envers de la fonctionnalité des espaces et des rôles assignés aux gens.

> *« … en tout cas, c'est clair, c'est refaire un espace qui convient à des règles qui peuvent paraître à l'envers, du genre les lieux de passages… le slam, on l'a vachement fait à des lieux de passage, dans des stations de métro, est-ce que ça t'arrive souvent de t'arrêter dans une station de métro, non… une station de métro, soit tu y rentres, soit tu y sors, c'est un mouvement, c'est un lieu de passage… donc le faire à une station de métro, c'est un truc un peu à l'envers… et en même temps il y a ce truc, voilà se retrouver à un slam, en principe ça se fait dans une salle avec un micro, etc…, là on prend quoi comme espace, on prend la rue, c'est complètement à l'inverse, pour prendre un lieu de passage où tu cries à voix haute et où tu demandes à ce que tout le monde s'exprime alors que généralement on utilise un micro pour que tout le monde puisse entendre tout le monde et voilà… » (Perrin)*

Sans doute, pourrait-on suggérer que cette approche de LPI n'est pas sans faire penser au « régime de l'art » que Jacques Rancière nomme éthique où il s'agit « de savoir en quoi la manière d'être des images concerne l'*ethos*, la manière d'être des individus et des collectivités » (Rancière, 2000, p. 28), en quoi elles visent dans leur destination l'éducation des citoyens et viennent trouver une place spécifique dans la répartition « des occupations de la cité ». L'art se dissout dans des images « que l'on juge en fonction de leur vérité intrinsèque et de leurs effets sur la manière d'être des individus et de la collectivité » (Rancière, 2004b, p. 43) : « Les formes de l'art et celles de la politique s'identifient directement les unes aux autres » (Rancière, 2008, p. 73). Dans son livre *Aisthesis. Scènes du régime esthétique de l'art*, Rancière prend pour exemple Rousseau qui dans sa *Lettre à d'Alembert* traite du théâtre et en critique la forme, tels « ces spectacles exclusifs qui renferment tristement un petit nombre de gens dans un antre obscur ; qui les tiennent craintifs et immobiles dans le silence et l'inaction »[117]. Et comme Rancière l'écrit, « à cela Rousseau oppose la fête où tous participent, où tous deviennent acteurs et se communiquent ces émotions que la scène détournait vers ses simulacres » (Rancière, 2011, p. 36). En d'autres termes, le spectacle partage l'espace en deux et fait des spectateurs des êtres passifs coupés de leur propre puissance d'agir individuelle et collectif alors que la fête par exemple redonne une capacité d'acteurs aux gens, une puissance d'agir en commun, un partage de « la même capacité affective ». Ce dernier régime de l'art propose des « manières d'être d'une collectivité », une « communauté éthique » (Rancière, 2011, p. 37)[118]. Il s'ensuit ainsi une

116 Dans ce texte, Henri Lefebvre analyse la notion de praxis chez Marx.

117 Rousseau, *Lettre à d'Alembert*, in Rancière, 2011, p. 36.

118 Disons brièvement que Jacques Rancière distingue trois régimes, le représentation, l'éthique et l'esthétique

interrogation sur la spécificité de l'art dans l'espace urbain et de ses rapports à *la* politique, entendue à partir du présupposé de l'égalité de tous comme mise en question du commun, conflit sur ce commun et sur la répartition assignée par l'ordre du politique des rôles et des qualités de chacun.

2.3. « Faire public » ?

Le spectacle ou l'art de rue – slam, mais aussi théâtre invisible, clown comme chez Martin le Crieur et les expositions-fêtes des Fenêtres qui Parlent – s'inscrit dans un ensemble flux-captation qui vient déterminer l'action de « *faire-public* ». C'est autour de cet ensemble que Philippe Chaudoir fait graviter la notion d'*interpellation*, figure qui émanerait du rassemblement dans l'espace public. La captation se signale dans des évènements inhabituels qui brisent la routine des flux urbains de passants. Ces évènements renvoient à « *la volonté de rassembler et de faire d'une population un public* », lequel serait composé de spectateurs regroupés sous l'appellation « *passant […] susceptible de passer, d'ignorer, de s'arrêter, de regarder, d'écouter, de participer* » (Chaudoir, 1997). Le public forme un cercle et participe sans qu'un dispositif configure l'espace.

Si le regroupement autour d'une prise de parole (slam) interpelle, ses acteurs en pensent les raisons : c'est de par son caractère « inhabituel » (Lucie), « imprévu » (Périn) ou encore du fait que « quelque chose sort de l'ordinaire » (Baloot). Chaque personne peut alors se demander ce qui se passe à telle station de métro, ce vendredi soir en particulier mais pas un autre. L'inhabituel capte l'attention, au regard de ce que Baloot évoquait :

« Ta curiosité, elle t'amène à t'approcher et tu écoutes, tu vois des textes ».

L'inaccoutumé, l'accidentel, l'insolite comme autant de brisures dans les temporalités de la ville et comme autant d'événements lorsque les gens s'arrêtent, se posent et écoutent, interviennent et prennent leur temps. Ils n'inscrivent plus leur vie, ne serait-ce qu'un moment, dans une planification de celle-ci et son inscription dans un agenda, dans l'anonymat des rencontres dans les rues et sur les places. On retrouve aussi la vieille idée grecque que la ville est l'espace de l'urbanité, opposée à la vie rustre, où se déploient la parole mais aussi le maniement subtil et élégant de la langue avec ses figures subtiles et ses bons mots[119].

D'autres facteurs doivent être pris en compte si l'on veut comprendre l'action de faire public comme ce que Philippe Chaudoir appelait « *l'identité territoriale* » ou la « *citadinité* ». Un espace de prise de parole créerait une identité – en public – définissant un ensemble qui relèverait de l'évènement prise de parole. Cet auteur évoquait la question de « faire événement » : « *faire évènement pour que cette communauté prenne conscience de son existence* ». Faire-public, c'est partager un espace et un évènement :

> *« On est entre anonymes et on est entre potes en même temps, on est différents cercles mais qui se retrouvent dans un même cercle, tu vois, c'est l'interaction, voilà, c'est des petites interactions qui passent aux grandes interactions […] l'élément qui va permettre d'interagir avec les autres cercles, c'est la personne de tel cercle qui va venir poser sur cette scène » (Dany).*

119 Aristote, Rhétorique, livre III. Cf. Cf. Pons, 1995.

L'interaction au sein d'un évènement avec des prises de parole va définir une « *petite communauté très agréable* » (Dany) qui se « *groupe par rapport à l'écriture* » et dont les individualités se retrouvent à partir de cette interpellation et de cette reconnaissance :

« Ces personnes-là, j'ai eu le temps de les écouter donc j'ai eu le temps de les apprécier par rapport à ce qu'elles ont balancé sur scène, après j'ai eu le temps de les apprécier en fumant une clope ou en prenant une bière avec ces personnes ».

Comme le disait Don Masetti :

« Tu vas faire un texte, si ton texte, il a plu à quelqu'un, à la fin du slam, ça éclate en petits groupes et là ça discute… l'intérêt de faire un slam, c'est aussi de discuter des idées qui sont portées pendant le slam ».

De nouveaux possibles apparaissent dans les flux et les lieux urbains grâce à leur appropriation tactique. Se réunir dans la rue à la nuit tombée, circuler entre différents espaces, boire de la bière publiquement (pas seulement), se retrouver nombreux autour d'une prise de parole transforment l'espace en « *terra incognita* » pour reprendre l'expression d'Hakim Bey (1997). Un rapport avec le mode de vie squat de certains de ses acteurs relève de l'analogie. On a pu ainsi les rencontrer dans leurs lieux de vie, en particulier le squat ouvert par Le Pouvoir des Innocents. Le squat est, comme le suggère le titre de l'ouvrage d'Hakim Bey, une « zone autonome temporaire ». La TAZ « *est une "insurrection" hors le Temps et l'Histoire* ». Plus simplement, c'est une « *maison autogérée* » soulignait Don Masetti, une maison qui ne répond de rien ni personne, autonome par rapport aux prescriptions institutionnelles, où l'on fait en son nom propre. Quant à lui, Doris disait ainsi :

« … le squat, c'est la réappropriation d'un lieu, c'est en fait un moyen de faire vraiment ce qu'on a envie de faire ».

Le squat déploie des tactiques similaires aux prises de paroles dans la rue, sa création passe par la réappropriation d'un lieu, le détournement de certains moyens – l'électricité. Chacun apporte sa créativité personnelle au lieu, sa manière spécifique d'habiter le lieu. Un rapport entre vie individuelle et devenir-collectif s'y dessine.

« …même sans ce fait d'être collectif, tu vois, il y a plusieurs façons d'habiter… si ta maison vit, c'est parce que ce sont les gens qui y habitent qui vivent ».

C'est une idée similaire que Doris évoquait dans sa représentation des sessions Libre Parole :

« c'est te dire que c'est possible de se rassembler là mais pas dans un lieu fermé où tu payes un prix d'entrée […] là, tu fais ce que tu veux, il y en a qui jonglent, il y en a qui boivent… il y en a qui viennent juste pour regarder, il y en a qui viennent s'asseoir […] Pour moi, c'est un moyen de dire aux autres que tu fais ce que tu veux où tu veux ».

S'agit-il bien ici d'espaces non cartographiés comme le suggère Hakim Bey ? « *La "machine de guerre nomade conquiert sans être remarquée et se déplace avant qu'on puisse en tracer la carte* ». Mais, à y regarder de plus près, la tactique n'a pas de « lieu propre » et à l'égard de l'espace, au contraire de la stratégie qui impose, quadrille, elle n'opère que par usage rusé, détournement. Son lieu qui n'est pas déterminé par une frontière avec quelque chose d'extérieur est donc forcément celui de l'autre. Elle ne cesse d'agir sur le territoire de l'autre en en détournant le sens. À cet égard, elle dépend

du temps et doit demeurer toujours en éveil pour en saisir les moindres occasions et aléas. Or, il faut bien voir que le squat est un lieu et un espace, « *un lieu* susceptible d'être circonscrit comme *un propre* et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec *une extériorité* de cibles ou de menaces… » (de Certeau, 1980, p. 85). De ce point de vue, il faudrait sans doute infléchir les suggestions d'Hakim Bey et comprendre que le squat est aussi un espace stratégique.

2.4. Un charme urbain rompu

Avec le temps, les séances de La Libre parole ont cependant perdu de leurs charmes pour ceux qui les initièrent. Au départ, les pratiques de Libre Parole ne concernent qu'un groupe d'individus dont l'écoute est attentive et qui entrent dans le cercle pour y participer. Mais ce style initial d'être-ensemble s'est perdu avec l'afflux prononcé de personnes. De plus en plus de personnes viennent assister à un « spectacle » et s'y rendent très régulièrement. De quelques vingt personnes à l'un des premiers slams à Wazemmes, le cercle de La Libre Parole est passé à presque une centaine de personnes par la suite, comme à Notre Dame de la Treille en octobre 2005. Ce moment fera date. Malgré vingt à vingt-cinq slameurs et rappeurs, la rencontre se transforme en une fête qui ne correspond pas vraiment aux désirs des membres du groupe. Lucie faisait le constat que cet événement des cercles de paroles était devenu « *victime de son succès* ».

> *« Pendant un an, ça a bien tourné puis, ce dont je me souviens, un slam à la Treille, c'était en octobre 2005, on avait déjà commencé à arrêter de coller des flyers parce qu'il y avait trop de gens qui se ramenaient […], il y avait 100 personnes ! […] Il n'y avait pas une libre parole, on aurait dû le mettre au pluriel parce qu'il y avait la libre parole qui allait du centre vers le cercle et il y avait aussi toutes les libres paroles qui se sont créées […] Voilà, maintenant, je parle de Joyeux Bordel […], les gens ne venaient plus pour dire des textes ou les écouter, ils savaient que ça allait être un joyeux bordel ! » (*Périn*)*

Paradoxalement, l'augmentation du nombre de personnes qui viennent participer à une Libre Parole ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du nombre de personnes qui désirent déclamer au centre du cercle. On vient pour faire la fête, boire et fumer, non plus trop pour déclamer et écouter. La parole n'est plus au centre vide du cercle où elle serait partagée où elle y est, mais comme prétexte à se rencontrer et à faire la fête. Le partage ne se fait plus autour de la parole, mais dans la fête, exaltation du corps collectif.

> *« Au départ il n'y avait pas beaucoup de monde et après, de fil en aiguille ça s'agrandit et puis ça explose ou ça picole… […] C'est devenu un joyeux bordel. Quelqu'un me disait cela, qu'il n'y avait plus la même écoute, le même partage. En même temps, c'était pas forcément ce qui était recherché, mais on n'allait pas cracher dessus. Il y avait des sociabilités qui semblaient*

*quand même intéressantes, mais ça a perdu sa dynamique. Les gens venaient pour faire la fête, ils ne venaient plus pour s'écouter. » (*Christophe dans entretien avec Martin Le Crieur*).*

Sans doute, avec le temps, ces sessions slams furent perçues comme des slams hip-hop. Cette évolution ne surprend pas Baloot, membre du groupe de rap Metapuchka qui a participé à ces sessions[120] :

« … en même temps, les LPI, c'est des rappeurs, nous Metapuchka, on était des rappeurs… il y avait Naste qui venait de temps en temps faire des textes d'improvisation complètement sexistes, mais enfin c'est un rappeur ».

« J'aurais aimé qu'il y ait une variété de style, voilà il y a eu une catégorisation par les gens 'ouais, c'est du hip-hop', qu'ils ne soient pas revenus après, ce n'est pas pour rien je pense… ils ont vu que ça tournait vachement autour du hip-hop et après c'est un cercle vicieux qui fait que vu que ça tournait autour du hip-hop, les gens qui accrochaient avec le hip-hop revenaient et ceux qui n'aimaient pas partaient » (Périn).

L'expérience n'étant plus conforme à leurs aspirations, les membres de LPI ont cessé peu à peu les slams sessions dans l'espace public. Ils ont continué à produire des albums qui, selon leurs convictions toujours affichées, sont téléchargeables sur leur site.

3. L'IMAGINAIRE ET LE MULTICULTUREL

Le collectif On a slamé sur la Lune peut être entrevu de manière particulière dans ce travail consacré au Slam et au regard de l'histoire qui définit ce collectif. Celle-ci renvoie à une quête de subjectivation dans le refus de formes d'assujettissement à des catégories ethnico-sociales, et cela au nom d'*images* dont ce groupe se revendique. La constitution de ce collectif répond à une volonté de sortir d'un enfermement dans un monde de désignations et d'étiquetages qui, jusque là, entravait toute inventivité. Aussi, et on le verra au cours de l'analyse, une des particularités de ce processus passe par la formulation d'un réel qui « *doit être fictionné pour être pensé* » (Rancière, 2000, p. 61).

3.1. La dynamique du rapport collectif-individu

Ce collectif est « *né un soir d'ébriété intellectuelle* ». Cinq individus composent ce collectif. Il s'agit du Capitaine Alexandre, du Révérend Chancellor, de Vilio, de Manalone et d'Akata San. Leurs influences sont multiples bien qu'ils la résument ainsi : « *Bienvenue à bord d'un navire ivre de vivre qui ne sait pas où il va …*». Très vite, on se rend compte que le collectif *On a slamé sur la Lune* peut être pensé et traduit comme une perspective "tangentielle". Soit en première approximation, un "nous" tangente, ou un "nous marginal sécant" dans un vocabulaire propre à une certaine sociologie. On peut y entendre que le groupe a imaginé l'expérience d'un Slam sur un satellite de la terre, suivant une autre orbite que celle qui commande l'existence humaine, la plus ordinaire. D'une certaine façon, le collectif invite à l'imaginaire, autrement dit au rêve ou encore à la fiction, la poésie. Cependant, ce travail de l'imagination n'est pas complètement déconnecté de la réalité. Comme l'écrivait Musil, « c'est la réalité qui éveille les possibilités, et vouloir le nier serait parfaitement absurde ». C'est qu'au

120 « RESTITUTION », le premier album de METAPUCHKA, collectif rap de la région lilloise. Cet album est distribué à prix libre et téléchargeable librement, un des perspectives de ces interventions artistiques. « Nous n'avons rien à vendre, notre rap s'inscrit dans la gratuité, l'éphémère, l'intemporel et le non formatage. Nous voyageons loin de certaines facettes du Hip Hop franchissant quelques barrières de part nos textes et nos intrus. Notre rap est porteur de messages mais ne reflète que nos diverses individualités ; il nous permet de reprendre la parole et de nous réapproprier l'écriture. ». On voit combien cette auto-présentation fait écho aux discours de LPI. http://www.dae.aneantis.com/message-RESTITUTION_1_metapuchka_libre_telechargement-129.html

sens du réel fait contrepoids le sens du *possible* défini « comme la faculté de penser tout ce qui pourrait être “aussi bien” » (HSQ, I, 4, p. 26).

Comment le Capitaine Alexandre, le Révérend Chancellor, Vilio, Manalone et Akata San produisent, au travers de leur travail collectif, de nouvelles formes d’expression ? Quels imaginaires vont constituer les soubassements de leurs actions ? Quand on rencontre pour la première fois ce collectif et, connaissant les trajectoires biographiques de la plupart de ses membres, et plus particulièrement celles du Capitaine Alexandre et de Vilio, on se retrouve face à une certaine interrogation. En effet, les itinéraires de vie du Capitaine Alexandre et de Vilio présentent des vocations initiales plutôt « conventionnelles » et aisées – des trajectoires familiales de classe moyenne ou supérieure. On n’est pas dans des modes de vie de gens démunis, déclassés ou disqualifiés. Vilio a fait l’expérience d’une école de design et Marco a suivi une formation à l’EFAP, l’école des métiers de la communication. Mais, peu à peu, on comprend, en revanche, l’hétérogénéité sociale du groupe. D’autres membres du groupe n’ont pas eu cette même vie, confortable. Akata San, par exemple, « est quelqu’un qui, à un moment donné, a même refusé d’avoir des prestations sociales parce qu’il voulait faire ce qu’on appelle un vœu de pauvreté pour pouvoir écrire ». En ce sens, on ne peut guère identifier des socialisations proches, des vécus qui les rapprocheraient. Les différenciations socioculturelles et économiques sont là et, pourtant, ils font collectif. Et ils tiennent à leur collectif.

Pourtant, et semble-t-il à juste titre, chacun des membres de ce collectif se présente sur le site Internet d’une manière très différente, mais également dans leur rapport à l’écriture. Le collectif semble se construire sur des singularités discordantes. Autant de signes d’un rapport entre individu et collectif en transformation quand chacun des membres puise dans un imaginaire bien distinct, relevant parfois d’une tradition assumée.

- Le Capitaine Alexandre : professeur d’espérance à l’Université du Temps Libre et éternel étudiant à l’école de l’Art de la vie, est fan du spectacle du jour qui se rêve et du rire des enfants.
- Le Révérend Chancellor : Griot, prêcheur, de mots guérisseurs des pêchés et des maux, tente de faire rêver ceux et celles qui rêvent de vivre demain et aujourd’hui leurs rêves éveillés.
- Vilio : Spectateur de sa propre vie, cherche la voix et les mots pour en devenir acteur.
- Manalone : « Rien n’est écrit, tout s’écrie ».
- Akata San : Fils du vent et des astres.

Un regard extérieur peut se montrer sceptique. Il faut donc interroger plus avant ce collectif et ses membres. Comment donc, ces slameurs aux inclinaisons diverses, parviennent-ils à faire collectif ? Sous le rapport je-nous, il existerait un certain consensus difficilement explicable. L’une des hypothèses la plus probable proviendrait de ce travail de remaniement catégoriel à partir d’imaginaires, remaniement qui donnerait au groupe sa dynamique collective. Au fond, il importe peu de suivre un but collectif si soi-même, on reste incapable de penser sa propre existence à partir du sensible et de l’onirique que l’on donne en partage. Le collectif est le lieu de ce partage. Pour Vilio, il y a plus : les singularités individuelles existent différemment dans le collectif et leur créativité est stimulée, voire orientée, par l’effet collectif, « *je sais que dans le collectif, j’existe différemment que Vilio seul* ».

Toutefois, l’organisation du collectif n’est pas sans poser question même si, bien entendu, les membres du groupe n’en parlent pas ainsi d’eux-mêmes. Le Capitaine Alexandre est un « leader » qui s’impose dans le groupe. Vilio disait : « *C’est Marco qui cherche les dates, c’est son truc, c’est le pilote, le capitaine, le commandant de bord* ». La vision laissée par une observation d’un « *Apéro-Slam* » lors du festival d’*Octobre en couleurs* va en ce sens[121]. Le plus souvent lors de cette soirée, c’est Marco (Le Capitaine Alexandre) qui répondait aux questions de la personne qui représentait l’université populaire et citoyenne de Roubaix. Sa présence était forte et laissait peu de place aux autres slameurs. C’est également lui qui a déclamé le premier texte de la soirée. C’est aussi son ouvrage (*ADN*) qui était mis à l’honneur ce soir-là.

121 Le lieu de l’observation était la Maison des associations de la ville de Tourcoing.

Si Marco est en quelque sorte un « leader », c'est parce qu'il a choisi de l'être et ce ne sont pas les autres membres du collectif qui lui ont assigné cette place. Mais il existe une dimension symbolique qui est partagée par tous dans ce collectif. Vilio la résume ainsi : « *Il y a un esprit très présent dans le groupe, c'est que le monde ne changera pas par les paroles mais qu'on ne nous changera pas non plus* ». De fait, les membres de ce collectif ne se sentent pas dominés par la puissance de leadership de Marco, ils restent, en quelque sorte, maîtres de leur vie et suivent leurs trajectoires personnelles. Une des preuves assez forte de cette indépendance ou de cette ouverture du collectif aux individualités réside dans les connexions interindividuelles, les proximités qui se sont créées avec d'autres slameurs qui appartenaient à d'autres groupes. On pense ici à Julien Delmaire, Ange Gabrielle, Abd'Al Malik ou encore Grand Corps Malade. Cette capacité relève d'un principe d'échange qui est mis au premier plan. Ainsi Marco disait en parlant d'Akata San :

> *« C'est un échange parce que moi aussi, à ton contact et au contact d'autres, il y a plein de choses que j'arrive à remettre en question ».*

Ce collectif n'implose pas et sa forme se construit au fil du temps à travers les individualités qui le composent et qui gardent leur propre espace de vie. Ce sur quoi il conviendra de s'interroger, concerne le rapport entretenu entre le collectif et les ordres établis (religions, institutions). Mais, auparavant, il serait bien de dire un mot des *trajectoires d'engagement* de certains des membres de ce groupe.

3.2. Itinéraires d'engagement

3.2.1. Marco du collectif On a slamé sur la lune

« J'ai trente ans, ma peau n'a plus de couleur, je suis de race humaine ».

Fils d'un haut fonctionnaire au ministère des finances, mais aussi mécène culturel qui ne cesse de promouvoir avec ses deniers personnels des « projet fous et romantiques qui ne lui rapportaient pas un sou », et d'une professeure de français et de philosophie, Marco grandit au Cameroun et y découvre facilement les plaisirs de l'écriture dans un milieu familial très favorisé. Il commence à écrire dès l'âge de 14 ans et se sent très redevable de son accès à la culture à ses parents.

« J'ai vraiment baigné dedans… Gamin, j'allais voir les pièces de théâtre que mon père montait avec ses amis. Puis, à côté de ça, et comme tous les petits garçons, amoureux de ma maman, j'étais toujours en train d'essayer d'être pour elle le fils parfait… pour une femme qui aime la littérature et les lettres, être un fils parfait, c'est essayer de briller par les lettres et de provoquer un petit peu l'admiration de sa maman »

Mais cet « amour pour le verbe » qu'il nourrit au Cameroun, va prendre toute sa consistance à des moments difficiles de son enfance qui vont le contraindre à quitter son pays. Marco évoque la mort de sa mère, son « premier électrochoc de l'enfance », mais aussi la situation sociopolitique du Cameroun qu'il qualifie d'« étouffante » et « pesante pour l'ado » qu'il était. En 1994, ses frères et sœurs et lui sont alors envoyés en France par leur père. Il part vivre chez sa tante et est rapidement submergé par cette expérience qu'est celle de la déterritorialisation. Un bac littéraire en poche (1996), Marco intègre l'institut de La Catho. Presqu'au même moment, son frère émigre vers les États-Unis avant de rejoindre sa sœur en Angleterre. Marco se retrouve alors isolé de ses proches et se démène tant bien que mal dans le domaine qu'il a choisi d'étudier : la médiation culturelle et la communication. Il obtient un DEUG et parvient à

intégrer l'EFAP dont il joue aujourd'hui de l'acronyme tel une « école de fils à papa ». Mais cette caricature qu'il ose faire par rapport à son ancienne école ne saurait exister sans la prise de conscience ou l'interrogation constante de ce qui le lie et le délie de son pays et, plus encore, de la culture « black ». La trajectoire biographique de Marco consiste en un ensemble d'expériences de dynamiques d'échange et de partage au creux desquelles, la culture prédomine par dispositions acquises dans le milieu familial.

À ce propos, Marco est très admiratif des parcours des membres de sa fratrie. Sa sœur a toujours, dit-il, eu « envie de bosser dans quelque chose d'utile pour les autres ». Elle travaille désormais dans le social. Son frère, quant à lui, s'occupe d'une association chargée de développer des échanges culturels : « *Il fait la promotion du Cameroun et de l'Afrique dans de nombreux lieux à Londres* ». Celui-ci a même réussi à trouver un partenariat avec un évènement annuel en Angleterre qui s'appelle « Black History » et durant lequel « *la culture noire est à l'honneur* ». Marco envie quelque peu cette manifestation au regard de ce qui se fait en France tel que le festival littéraire « Fest'Africa » qui illustre selon lui une démarche à sens unique, peu partagée par les institutions : « *Ici, c'est le contraire, c'est encore nous qui allons vers les institutions pour faire des propositions artistiques ! Et quelquefois même, tu n'as pas de retour car, pour beaucoup, ce n'est pas vendeur* ».

Plus encore ce festival, « Black History », symbolise pour lui, contrairement à la situation française, une reconnaissance de la diversité des cultures, d'un multiculturel « cosmopolitique » donnant une réelle égalité des chances et sans les discriminations vécues en France. Le discours français sur l'intégration lui paraît bien à cet égard très beau, mais uniquement théorique, sans « *les actes qui vont avec* ». Son langage est celui du *métissage*, un métissage qu'il vit dans la réalité ordinaire des gens rencontrés, les concerts, les lieux artistiques, les bars, mais qui « *au-dessus* » se heurte à toutes les discriminations (embauche, logement, responsabilité…). Il prend l'exemple de la commémoration de l'esclavage, une salle totalement métissée où les gens, « *une nation arc-en-ciel* », échangeaient et débattaient.

Pour autant, Marco ne baisse pas les bras face au mur institutionnel français. Ce qui compte pour lui est véritablement de concilier ce qui se pense comme inconciliable. En effet, Marco prône une idée de l'égalité qui ne serait pas ethnique au sens où il désire que les manifestations, notamment mémorielles, ne concernent pas que des populations spécifiques : « *Je rêve d'une nation arc-en-ciel* » dit-il. Aussi, Marco va chercher à déployer la trame sensible de son engagement durant ses études et ses différentes expériences comme stagiaire pour des agences de communication. Au départ, l'idée de faire de la publicité lui semblait saugrenue tant il n'adhérait pas à l'état d'esprit attendu. Cependant, il accepte en sachant pertinemment qu'il allait devoir se faire tacticien pour laisser échapper sa créativité sans se faire happer par les attentes du milieu.

Depuis son plus jeune âge, Marco disait qu'il voulait « être journaliste » et que « *l'écriture journalistique* » était une « *passion* ». Cependant, sa formation à l'EFAP n'a pas été aisée à vivre au regard de sa formation littéraire antérieure qui fut assurée par sa mère :

« Je ramenais le nuage du 15 à la maison, je me disais que maman allait être super fière et boum ! mais en fait j'ai compris après ce que ça voulait dire, ça voulait dire "ne te repose pas sur tes acquis" […]. Avec le recul, je commençais à comprendre que c'était une école ».

Cette école de la pensée transmise par sa mère s'est vite avérée être en décalage avec l'EFAP et les étudiants qui s'y rendaient :

« Tu as des camarades qui sont là complètement par hasard et, de toute façon, ils savent qu'ils ont déjà un boulot pour après… donc tu réalises que tu es quand même dans quelque chose où tu rentres en compétition avec des personnes et tu n'as pas les mêmes chances au départ ».

Ce décalage, Marco le ressent, d'autant plus lorsqu'il se heurte à la difficulté de trouver un stage. C'est d'une façon tout à fait fortuite qu'il participe à la communication de « Fest'Africa » lors de sa première année d'école. Il en garde un bon souvenir et participe à un stage de deuxième année au sein de l'agence « Sioux » avec l'aide d'un de ses professeur. Après ces deux premières expériences, Marco n'a pas manqué d'être un peu dubitatif. Il se rend compte que ce n'est pas la bonne voie et que la « *nécessité mangeuse de rêves* » va venir frapper à sa porte. En 2000 il s'aperçoit que sa créativité « *en prend un coup* » et qu'il lui manque quelque chose : « *Ce quelque chose là, c'est l'essentiel, c'est ce que tu as en toi et, j'ai donc opéré un virage à 90 degrés, j'ai rebasculé dans le littéraire* ».

Marco interrompt ses études de journalisme alors qu'il ne lui restait qu'un an avant d'obtenir son diplôme. Par ailleurs, son père le soutient dans ce choix, un père artiste selon lui, mais « *ça a peut-être été un des drames de sa vie de ne pas pouvoir exprimer pleinement sa créativité* ». Il décide donc de continuer à travailler mais en tant qu'« *attaché de presse en freelance* ». Il monte une première association « Metis com' concept » dont le but, dit-il, est d' « *interpeller le public à la différence de l'autre* ». C'est au travers de cette structure que Marco s'occupe de la venue des artistes de province pour des concerts à Paris ; dans le même projet, il mène une campagne de communication antiraciste et participe au mouvement « stop la violence ». Leurs principales actions ont repris « *les testings de SOS-Racisme à l'entrée des boîtes de nuit mais aussi à l'embauche* ». Les membres de « Metis com'» se sont aussi laissés aller à un « *affichage sauvage* » fait de slogans et de « *portraits de personnes victimes de discriminations* ». À cette époque, Marco définit son action de la façon suivante : « *On était des activistes… […] J'étais jeune, j'étais assez anti-institution c'est-à-dire que je ne voulais pas qu'on puisse se faire récupérer* ». De ce fait, « Metis com' » était une association qui n'a jamais bénéficié d'aucun subside.

Pour lutter contre les refus à l'entrée des boîtes de nuit, Marco et d'autres engagés ont organisé eux-mêmes des soirées. Ils l'ont fait en collaboration avec les tenanciers de certains lieux. Toutefois, les modalités de négociation avec les gérants de bars ou de discothèques n'ont jamais été préétablies. C'est pourquoi Marco y allait au « *bagout* » ou au « *culot* » et proposait des soirées thématiques. Il le faisait surtout au nom du RNB, style musical de plus en plus en vogue à cette période qu'il "vendait" aux gérants et patrons. L'objet de ses actions peut être résumé selon l'idée d'un métissage : « *on métissait la musique, on métissait les populations* ».

« moi j'avais décidé que plus jamais personne ne pourrait me discriminer, on va dire ça comme ça, j'avais décidé que plus jamais je ne laisserais la possibilité à quelqu'un en face de moi, si oui ou non, j'étais fait pour un job par rapport à ma couleur de peau… donc voilà, c'était simple, ce pari était là : je faisais de l'argent par ce biais-là, j'organisais des soirées… »

Dans cette démarche, Marco parvenait à répondre à ses besoins en faisant payer l'entrée à des tarifs raisonnables. Mais il n'aurait certainement pas pu réaliser son projet s'il n'avait pas bénéficié de sa formation à l'EFAP. En tout cas, cela ressort très bien dans son langage lorsqu'il explique son travail : « *Mon boulot, c'était de négocier, de trouver des lieux, d'aller choper des DJ que je programmais, de trouver des concepts de soirée* ». Cette aventure a duré trois ans. Marco se félicite aujourd'hui de la réussite de ses actions et a été très largement reconnu pour celles-ci :

« Je faisais quelque chose qui était engagé et utile sur le plan social parce qu'après, on s'est rendu compte que grâce à nos soirées, il y a beaucoup d'étudiants, africains, maghrébins qui

rentraient en boîte […] et moi, j'étais content quand j'avais des mecs qui me disaient : " Grâce à toi, on rentre en boîte !" ».

Pendant ces trois années, Marco continua d'écrire, plus encore à l'approche de la naissance de son fils qu'il aura avec sa compagne rencontrée lorsqu'il était encore à l'EFAP. À cette période de sa vie, Marco estime important d'écrire pour lui-même et pour décider des valeurs qu'il pourrait transmettre à son enfant :

« Quand j'ai su que j'allais avoir un fils, un petit ange qui allait arriver, voilà, tu cherches l'essentiel, l'essentiel ! Qu'est-ce que c'est que l'essentiel ? Et je me suis retrouvé à me demander ce que j'avais envie de laisser à mon fils ».

Marco "forma" un roman à partir de textes qu'il avait écrit pour son fils et décida de l'envoyer à des maisons d'édition. Il refusa par la suite de le publier, s'apercevant qu'il s'agissait là d'un « *testament d'amour pour son fils* ». Il prend une année sabbatique, ne voulant rien faire d'autre que « *de le regarder grandir* ». Marco endosse donc un rôle de « *père au foyer* » et développe, peu à peu, avec son fils, un lien qu'il qualifie de « fusionnel ».

Plus encore, Marco se souvient d'avoir fait la première partie du chanteur Abd'al Malik au grand mix durant laquelle il a dédié un texte à sa femme et ses enfants (aujourd'hui deux filles et un garçon) intitulé « J'ai fait un rêve » : « *J'ai fait un rêve et grâce à ça que je vis, j'ai fait un rêve et ce rêve est dédié à mon fils, ma fille, ma foi, ma force, ma flamme, ma fierté, ma folie, mes seules faiblesses Ange, Alexandre, Emmanuelle, encore une fois papa caché derrière un micro pour vous dire à quel point il vous aime et vous raconter le songe de ses nuits d'été, été comme hiver j'ai fait un rêve et ce rêve est dédié à tous ceux qui pensent que les rêves construisent le monde* ». Il avait accepté cette première partie en disant à Abd'al Malik que c'était à condition d'en faire profiter tous les membres de son collectif : « *c'est aussi ma manière à moi de les remercier de cette aventure qu'on vit tous ensemble, parce que c'est d'abord du partage…* » Affaire conclue sans aucun problème qui suggère une confiance sans failles d'Abd'al Malik ; les membres dispersés ne purent être là.

Malgré son nouveau rôle, Marco renoue avec l'écriture bien qu'il ne l'ai jamais quittée : *« Je me suis remis sur les textes mais en fait, je n'ai jamais décroché, parce que l'écriture… c'est un besoin, c'est une urgence, c'est vraiment comme l'air que je respire […], c'est vraiment une réaction au monde, ma manière d'être au monde, c'est d'écrire ».*

Marco conforte cette « *manière d'être au monde* » en reprenant alors certaines phrases mises de côté parfois pendant plus de dix ans, sur lesquelles il s'étonne de retomber aujourd'hui et de parvenir à les remplir de sens. Ce sens est surtout un sens retrouvé car, comme il le dit, « *rien de grand ne se fait sans absence* ». Il fait référence ici au manque de ses parents, à leur absence mais parle aussi de l'exil et de la « *nostalgie du Cameroun* ». Au fond, il reste très sensible aux questions qui touchent à son pays. Il en est d'autant plus affecté que les quelques retours qu'il y fait se rattachent à la perte d'êtres proches : « *J'y suis allé l'année dernière pour dire au revoir à mon père mais en fait, j'ai un petit problème avec le Cameroun, j'y suis tellement allé pour des deuils que maintenant, je n'arrive pas à imaginer y aller en vacances […] Si jamais, je devais aller en vacances en Afrique, je préférais aller dans un autre pays que le mien parce que si je vais au Cameroun, c'est trop chargé, trop chargé !* »

Le Slam va alors arriver chez Marco comme un moyen de restitution de sa souffrance, du « sens » perdu qu'il cherche à exprimer. Pour lui, « *c'est venu après le film Slam avec Saul Williams, qui a été un choc* ». Il n'a pas tant été un choc au regard du scénario mais bel et bien par rapport au moyen d'expression qu'il présentait. Auparavant, au Cameroun, Marco avait son

groupe de rap mais il ne s'y est pas plu. Ce qui le gênait n'était pas tant lié à la « *combativité* » mais plutôt à la « *négation* » d'un « *Nique le système* », qui, en plus de ne pas apporter de réponses aux problèmes, « *n'aide même pas à creuser le fond (des choses)* » : « *un artiste, même s'il n'a pas à trouver des réponses, il est là pour aider à se poser des questions…* ». Il rejette le rap actuellement pratiqué tant l'engagement des rappeurs lui paraît incohérent :

« et quand tu dis « Nique le système ! », […] tu es juste dans une attitude fermée à laquelle te va être opposée une autre attitude fermée, parce que ce système en plus que tu dis avoir envie de le niquer, tu vis dedans ! parce que tu as les dernières "Nique" à la mode, tu as un survet' Adidas, mais c'est le système ça ! et il y a une incohérence que je trouvais flagrante dans beaucoup des textes de rappeurs soi-disant engagés, ce qui fait que moi, je ne pouvais pas me percevoir comme rappeur en fait ! »

Il dit préférer un rap désuet, du temps où les textes correspondaient à « des revendications sociales très fortes », des « histoires avec une rage et pleins de messages positifs […] parce que effectivement dans les ghettos, les populations mouraient d'overdose, parce que la prostitution était un fléau… ». En revanche, le Slam représente une pratique intéressante pour lui car il aime le fait d'y retrouver « autant de slameurs que de vécus de personnes » : « Tu lis Baudelaire, Aragon, Apollinaire, Arrabal, ce sont tous des poètes mais chacun a son vécu et sa manière d'exprimer les choses, le Slam, c'est ça, ce n'est rien d'autre que de la poésie, il n'y a rien d'uniforme, c'est quelque chose de totalement syncrétique ».

De fait, Marco s'engage dans le Slam au nom du message qu'il veut transmettre à travers le temps. Selon lui, la poésie apporte des solutions puisqu'elle repose sur un travail d'écriture qui ne reste pas sans engagement : « *Écrire pour dire, pour moi, la poésie, c'est ça […] celle qui associe l'esthétique et l'éthique et un poète, c'est quelqu'un qui prend parti […] et je sais que les mots m'ont sauvé la vie… quand j'ai perdu ma mère, si je n'avais pas eu les mots, j'aurais vraiment pété un plomb ! Mais grâce à la poésie, grâce au texte, j'arrive à faire revivre ma mère aujourd'hui* ».

Marco évoque ici un « *rapport aux mots* » qui est « *organique* » comme il peut en exister d'autres types. Par conséquent, il estime que la poésie se doit de rester humble par rapport à ses attentes et il déclame un extrait de slam : « *Nous ne sommes pas naïfs et nous savons que nos mots ne changerons pas le monde mais depuis la nuit des temps, nos mots et nos idéaux rouges sang donnent du sens à nos vies. Oui, nos mots et nos idéaux rouges sang donnent du sens à nos vies blasphèmes, fugitives et bohèmes !* ». Toutefois, il reconnaît une portée à sa pratique aux regards des remerciements (bien plus que de simples bravos) qu'il dit recevoir. Le fait qu'il bouleverse parfois des gens a une grande importance pour lui. En plus de permettre des proximités, le Slam génère une sorte de symbiose, thème qui revient sans cesse chez certains slameurs dans l'abolition des séparations et des clivages, des distances : « *Il n'y a plus de distance, il n'y a plus de personnage créé qui arrive sur scène pour épater la galerie, il y a un mec qui vient et qui se dit "peut-être qu'à la fin, j'aurais bouleversé une personne et peut être que ça aura permis de dialoguer ensemble malgré nos différences"* ».

« J'ai trente ans et ma peau n'a plus de couleur, je suis de race humaine » disait-il dans un slam au Zem. Il dit que ses enfants sont métis.

Il souligne que l'artiste dans le slam est dans la sincérité, « dans un approche très sincère de son art, dans une approche très sincère de son rapport à l'autre, et des fois, moi je l'avoue, mon art et ma vie se confondent ». Esthétique et éthique, une éthique de la vie sincère, la plus authentique possible selon une subjectivité en éveil. Cette réalité du Slam, Marco a appris à la

défendre dans un « volet qui est totalement engagé, ici et maintenant » au travers duquel cet art est porté telle une « mission » chargée de « réconcilier “art“ et “populaire“ ». Finalement, son imaginaire, qu'il a tenté de définir durant ces plus jeunes années et encore aujourd'hui l'a amené vers celui d'un « Slam qui érige la poésie en aristocratie populaire ».

3.2.2. Vilio du collectif On a slamé sur la Lune

« À l'école de la vie comme à celle de la poésie, on n'apprend pas, on se bat ! »

Né à Paris en 1978, Vilio a grandi une grande partie de sa jeunesse entre Bordeaux et la Guadeloupe. Celui-ci avait des parents guadeloupéens, « *des étudiants qui ont beaucoup circulé* ». Iles des caraïbes et circulation, « ouverture » culturelle à tous le vents. Il obtient un bac littéraire en 1995 aux Antilles et part s'installer en métropole pour poursuivre ses études, « *cas habituel aux Antilles, on y termine sa scolarité et on continue en France métropolitaine* ».

Dans la tête de Vilio ont mûri de nombreux projets au cours desquels il va faire exister sa créativité et où des difficultés, sortes d'évènements biographiques, vont l'aider à se frayer une voie artistique et sensible. Vilio dit qu'il a toujours pratiqué l'écriture : « *j'ai un souvenir de 6^{e} où je réalisais des petites chansons, des poèmes* ». Pour autant, il estime que son parcours, d'abord littéraire est loin d'être parfait, il parle avec le sourire d'un « raté » lié à une « superbe ambiance » qui l'empêchait de travailler. Plus sérieusement, il évoque un « souci avec la lecture » au grand désarroi de sa mère même s'il dit lire par nécessité (« je lis parce qu'il le faut »). Il n'était pas non plus très porté sur la philosophie. Mais il dit avoir une interrogation permanente sur les êtres et les choses : « c'est naturel de se questionner sur soi-même, les autres, j'ai ce regard d'observateur depuis longtemps bien qu'il faut une maturité suffisante pour aller au bout des choses ». Au fond, Vilio « circule » et fait des expériences.

« L'ouverture » métropolitaine qui justifiait son départ après le bac était surtout pour lui synonyme d'un espace de « possibles ». Il s'inscrit alors en faculté d'arts plastiques à Aix-en-Provence, y passe deux années puis réussi un concours qui lui ouvre la porte de l'ISD (Institut Supérieur de Design). Vilio avait beaucoup réfléchi à la possibilité de devenir « designer automobile ». Il en parle comme d'une ambition : « J'étais passionné à l'époque, j'étais indécrottable, vraiment motivé pour réussir ça ». La voiture est en quelque sorte une « intrigue » qu'il a envie d'explorer. Il parle de son « aspect sacralisant » et il reconnaît comme « extraordinaire » de pouvoir « gagner du temps ». La voiture n'est pas seulement un objet de consommation, Vilio y voit une « certaine poésie », il puise une sorte d'énergie créatrice dans la fascination pour « l'amalgame de toute cette technique ». Il prend donc son indépendance alors que toute sa famille retourne s'installer aux Antilles.

L'installation de Vilio à Valenciennes et son entrée dans une école privée représentent un véritable sacrifice. Cependant, cette pression supplémentaire n'a pas aidé Vilio. En plus de l'isolement familial qu'il dit ressentir, il se prend une claque. Elle arrive tout droit de l'école de design qui marque clairement son fonctionnement élitiste en reproduisant par exemple, les inégalités matérielles. Vilio évoque ici l'absence de salle informatique pour les étudiants non-équipés ou encore la discrimination envers les quelques élèves boursiers de son établissement (ceux-là ne concourent pas au maintien de l'école privée). C'est sur cette « déconvenue » et après une opportunité refusée pour une autre école de Design, que Vilio retourne en deuxième année d'arts plastiques. Son échec ne s'arrête pas là, il va même jusqu'à tripler sa deuxième année.

Dans ces moments un peu difficiles, ce n'est pas par hasard qu'il effectue un retour vers le rap. Vilio écrivait déjà des textes sans vraiment se sentir rappeur. Son admiration allait vers

McSolaar. Pour Vilio, l'écriture lui « permettait de s'exprimer » au moment où il en « avait besoin ». Il redécouvre NTM et compare son propre parcours fait d'une « enfance quelque peu dorée, des études financées et des parents » qui l'ont mis « à l'abri du besoin » au regard de ce groupe ayant grandi en « banlieue », « une ville à-côté de la ville », « un monde à-côté d'un autre monde ». Il dit être « sensible » à cette vie-là. Vilio en parle comme d'une « sensibilité un peu en décalage » mais qui va lui permettre de « traduire son malaise par les textes ». Cette sensibilité naissante ou renaissante arrive pour Vilio à une période trouble, un « entre-deux mondes » problématique : « *Je ne trouvais pas vraiment ma place et en plus, c'est particulier la fac d'arts plastiques, tu es livré à toi-même, ce n'est pas très rigoureux, j'ai eu l'impression de ne plus avoir trop de repères. À ce moment là, il m'aurait fallu une main pour remonter mais heureusement, j'avais le sport et l'écriture* ».

Vilio rebondit, sa sensibilité se libère dans la rencontre avec une fille en troisième année d'arts plastiques. De manière adjacente, une distance s'instaure avec ses parents qui ont le cœur un peu gros suite aux « ratés » de leur fils. Vilio prend alors son envol, il emménage avec la demoiselle qu'il a rencontrée, dit « non » à ses parents, s'autofinance en travaillant dans la téléphonie mobile en même temps qu'il valide sa licence d'art plastique ainsi qu'une maîtrise de cinéma à Lille 3.

Enfin non, il reste chez Vilio une sensation d'inachèvement concernant son mémoire de maîtrise. À ce propos, il explore sa sensibilité et l'utilise pour exprimer son engagement au travers de ses études. L'exemple probant est le sujet de son mémoire qui s'interrogeait sur l'intégration des noirs dans le cinéma américain. Mais Vilio n'aurait su en parler s'il n'avait pas été « préoccupé par la condition noire ». Cette sensibilité trouve sa source dans sa famille : « *j'ai, en proportion, un peu de famille blanche et beaucoup de famille noire* ». Vilio évoque également ici de nombreuses confrontations et discussions avec ses proches sur ce thème. Mais ce qui compte pour lui, malgré quelques expériences de racisme à Valenciennes et les souvenirs encore brûlants de ses oncles et tantes, concerne la « capacité d'adaptation » ou cette faculté de « s'ouvrir à la langue, à d'autres modes de pensée que le sien ». Vilio tente de s'appliquer à lui-même cette capacité. Pour lui, « on pense aussi ce qu'on est, on s'adapte à ce qu'on est et la pensée elle-même s'adapte ». Pour faire « preuve d'une richesse intérieure », il faut « s'ouvrir à l'autre, à la connaissance, à la culture » (le « voyage » est chez lui un imaginaire à part entière).

Après sa maîtrise, Vilio a l'opportunité de travailler en tant que maître auxiliaire. Il devient vacataire comme professeur d'arts plastiques dans un collège. Vilio en parle comme d'une « très belle expérience » où la créativité était très présente. Outre le spectacle de fin d'année pour lequel les élèves fabriquaient eux-mêmes les décors et réalisaient des chansons, Vilio teste des choses avec eux, il évoque des ateliers d'écriture ou encore des dessins faits à partir de textes. Vilio s'amuse de son statut de « professeur d'éducation artistique » pour faire aborder d'autres modes d'expression que le simple dessin.

Cette période est aussi celle de la précarité pour Vilio puisqu'il fait l'expérience de plusieurs mois de chômage. La précarité est très liée à son statut de vacataire qui le laisse complètement dépendant et, d'une certaine façon, soumis aux fluctuations du marché du travail dans l'éducation nationale (avec pour seule garantie des contrats parfois de très courtes durées).

C'est à ce moment que Vilio va faire une première expérience de Slam qui va progressivement être vécue comme une sorte d'aboutissement de sa trajectoire vivante et troublée. Vilio garde en lui le souvenir de son passage à Valenciennes et ses textes « mi-rap, mi-revendicatif ». En 2001, il participe à sa première scène Slam organisée par le collectif « Démodokos » (aujourd'hui

Générale d'Imaginaire) au cinéma L'Univers. Il y fait de nombreuses rencontres très importantes : « *Je me souviens encore de cette journée là, Julien Delmaire avait gagné avec un texte sur la consommation, Marco était tout timide et j'avais été choqué par le texte d'Ange Gabriel* ». Vilio se souvient même des textes qu'il avait déclamés : « *J'avais fait un texte sur Dieu et un poème pour ma compagne* ». On reviendra plus tard sur la signification du premier texte quand on abordera la vie du collectif.

Pour autant, Vilio ne fait qu'une seule scène Slam en 2001, il en parle comme d'une « scène sans suite » ou encore d'un slam qui s'est « évanoui ». S'écoule alors une sorte de traversée du désert avant un retour irréversible au Slam en 2006. L'évènement se produit fortuitement suite à une rencontre avec une américaine qui lui dit aller déclamer des textes au Moonlight. Dès lors, cette scène, il ne la rate plus pendant une dizaine de semaines : « *j'avais une assiduité certaine, c'est devenu le rendez-vous incontournable, c'était un peu un déclic* » au cours duquel de nombreuses « *connexions se sont faites* ». Il y prononce de nombreux textes comme celui sur le thème du Tiers-monde dont il interroge le sens.

Son écriture questionne de nombreuses catégories de pensée. Pour lui, « *l'écriture n'est pas un travail même si les textes sont travaillés* ». Ces derniers sont parfois, le fruit de dizaines d'années de réflexion. Au travers de ses textes, Vilio dit être « opposé au manichéisme » ou aux discours « lisses » et « préconçus ». Voici quelques exemples de cette vision qu'il récuse : « *Les hirondelles sont belles, on va y arriver, donnons-nous la main* » ou encore (sur le cliché des quartiers) « *tout est noir autour de moi, je ne vais pas m'en sortir car ils vont me mettre des bâtons dans les roues* ». Cette attitude philosophique qu'il prône, va accompagner son engagement dans le Slam.

Selon lui, il existe une « dualité » fondamentale en chacun de nous que le Slam peut aider à dépasser, à juguler sinon apaiser par son « aspect humaniste » donné dans l'instant : « *Il n'y a pas de donneur de leçons, c'est l'aspect humaniste du Slam, du fait de venir comme ça, un homme, une voix et un public et ça fait naître une proximité à ce moment précis et uniquement à ce moment-là* ». La dualité est préexistante chez Vilio, elle s'enracine dans la « cohabitation » en chacun de nous du « bien et du mal » et, par extension, de « l'imbrication des uns et des autres ». Plutôt que de lutter contre, le Slam va permettre une synthèse intéressante : « *Il faut accepter, non pas sans se battre, sans essayer de se parfaire, de s'améliorer mais il faut savoir pardonner […], s'adoucir, changer de perspective* ». Ces capacités s'apprennent chez Vilio de façon constante dans une sorte d'engagement sans failles : « *Il faut éviter de dire des choses qui restent sans engagement, il faut avoir le culot, l'audace de dire ce que l'on pense jusqu'au bout* ». Cette posture a permis à Vilio, comme il aime à le dire, de créer des « connexions », notamment avec Marco ou encore le révérend Chancelor, qui, au bout de quelques expériences de Slam, lui ont proposé de faire partie du collectif. Pour Vilio, c'est avec le sentiment d'être « honoré » qu'il a accepté, un peu comme la reconnaissance d'une quête implicite et se définissant au travers d'évènements qui ont secoué son existence. C'est alors le début d'une autre aventure, celle d'un collectif aux formations et aux engagements multiples.

« … c'est ce qui, je crois, a pu éloigner la poésie du peuple ! c'est que c'était élitiste, c'était abstrait, c'était à côté de ce que les gens vivaient à part une minorité bourgeoise et qui se faisait plaisir dans un petit monde… mais sinon les autres, voilà ça leur passait au dessus de la tête et le slam a cette force qui peut toucher beaucoup, beaucoup de personnes parce que… il est frontal ! il se confronte vraiment aux gens tels qu'ils sont, tels qu'ils existent dans notre société… il est vraiment social ! […] je crois que ce qui crée la force du slam, c'est cette proximité à un moment avec des personnes qui vivent dans un monde qui est réel et parler de

choses qui sont réelles… l'authenticité du Slameur face à la scène, c'est que déjà il y a une réalité qui s'installe… il ne peut pas tricher ! il est en train de parler, il n'y a pas d'artifices si ce n'est peut être le micro… peut-être des fois, un petit accompagnement musical, mais ce qui va être important, c'est ce qu'il va nous raconter et comment il est sur scène… il n'y a rien d'autres ! donc à partir de là il y a intérêt à être vrai parce que sinon ça se voit ! ça se voit s'il est faux et je ne sais pas comment définir justement cette vérité-là parce que tu peux raconter des bêtises, tu peux être drôle, tu peux… mais à un moment donné, il faut que tu touches ! sinon le public va le ressentir et les applaudissements, ils n'auront pas la même intensité, pas la même sincérité que les gens qui viennent te voir après pour te dire : … oui merci…", comme disait Marco et pas "… bravo…" ! donc là… franchement je ne sais pas comment… là c'est vraiment ce qui faut creuser parce… c'est vrai que tu peux partir sur un délire dans le slam, tu peux raconter n'importe quoi comme tu peux être vraiment autobiographique et raconter une histoire qui t'es arrivée… ou un truc douloureux ! mais c'est vrai que tu peux avoir une toute autre approche mais toucher quand même les gens et ça je ne sais pas comment l'expliquer si ce n'est déjà par la configuration qui fait que… il y a forcément le moment, la performance… le fait que ça s'installe ici et maintenant que comme je te disais, un texte que je vais te faire maintenant… là de toi à moi, si demain je le fais devant une scène de 50 personnes… ce ne sera déjà plus le même texte ! …et que… je serais dans 2… 3 dispositions et ça les gens le ressentent et ils te disent aujourd'hui : "… oui j'ai redécouvert ce texte là… tu vois !." »

3.3. Le Slam et le politique : reconquête de la parole, esthétique et éthique

En guise d'introduction à cet axe de réflexion, il convient de donner la formulation consentie par laquelle le collectif *On a slamé sur la Lune* entend se définir :

« Nous sommes une O.L.P (Organisation de Libération de la Parole) produisant des spectacles de Slam Poésie, éditant, publiant et réalisant des œuvres collectives (recueils de textes et compilations) autour de projets éditoriaux originaux, citoyens et porteurs de sens. Chez nous, esthétique rime avec éthique. »

Dans cette définition, on se doit de s'arrêter sur le vocable employé et de le mettre au regard de leurs actions pour essayer de qualifier la nature du rapport que le collectif pourrait entretenir avec les institutions. S'agit-il ici d'un rapport politisé ? Si oui, en quoi des modes subjectifs accompagnent la construction d'un tel rapport ?

Premièrement, il y a le sigle *O.L.P* ou *Organisation de Libération de la Parole.* La subjectivité du collectif *On a slamé sur la Lune* est un peu à l'image du « désenclavement » de la parole que prônait le collectif L.P.I (Le Pouvoir des Innocents). Dans les faits, cet imaginaire s'accompagne d'actions auprès d'institutions que sont les écoles, les prisons, les hôpitaux ou encore les maisons de retraite. L'idée ici n'est pas de travailler contre les institutions mais avec elles, leur but premier est, comme le disait Vilio, d'« apporter la parole ». Il ose même une analogie avec la parole du prêcheur. Sur ce point, on se doit d'apporter une nuance complémentaire quand on sait que Chancellor se définit comme un révérend. Il existe au sein de ce collectif, une teinte de religiosité. Vilio, d'éducation qu'il dit « *catholique* » avait réalisé une prière sur Dieu : « *J'écris le cri de l'homme au Dieu, j'écris le cri du môme odieux* ». Derrière ce jeu de mots, Vilio remettais en cause certaines idées reçues sur les protocoles religieux et en parle aujourd'hui comme d'une « *prise de distance* » par rapport à son éducation. À l'inverse du prêcheur, au sens de la prédication des dominicains, qui se doit de répandre la parole divine, les slameurs de ce collectif espèrent *« toucher des gens, [créer] une connexion, un partage de sentiments, d'idées, d'envies et de moments* ». Ici, la vocation du prêcheur est

complètement repensée. Il s'agit d'amener la parole sans avoir la prétention d'affirmer que c'est « *la bonne* ».

Les mots *« projets* », « *citoyens* » et « *porteurs de sens* » méritent également une attention certaine, plus encore au regard d'une perspective qui s'interrogerait sur les nouvelles formes de citoyenneté. Ces mots doivent se lier aux différents volets que Marco décrivait pour définir l'engagement du collectif : le volet pédagogique qui importe au regard des « *ateliers d'expression poétique et d'écriture* » qu'ils organisent ; le volet « *totalement engagé, ici et maintenant, dans la société dans laquelle on vit* »

Marco explicite cet engagement :

> *« j'ai envie d'être utile, mais ici et maintenant ! mon fils, il grandit, il me pose plein de questions (du genre) « papa, le Darfour c'est quoi ? », j'ai envie de pouvoir l'aider à se poser des questions, j'ai envie de pouvoir l'aider à avoir des réponses… et je parle de mon fils, mais de manière générale quand on prend la plume, c'est aussi ça : c'est qu'on ne la trempe pas dans un encrier, mais on la trempe dans la vie ! et à partir du moment où tu as trempé ta plume dans le vie, ben voilà ! après, il y a un volet « action /création » et « action, mais concrète » : qu'est-ce qu'on peut faire ? ».*

Au fond, le collectif donne de son énergie créatrice dans des « projets » qu'il recrute parmi ceux qu'il estime comme « citoyens » et « porteurs de sens ». Deux régimes d'action sont identifiés : « *l'action-création* » (exemple de l'atelier pédagogique et artistique) et « *l'action concrète* » (pratique, symbolique).

Pour certains comme Akatan San, cette dernière s'illustre lorsqu'il dit à Marco à la fin d'une soirée, « *je vais rentrer parce que demain, j'ai ma mission de poète* » durant laquelle il vend des poèmes pour un euro publiquement. Pour d'autres comme Vilio, ce régime d'action transparaît dans *« la marche poétique* » et la « *déclamation de textes sur un marché, chez des commerçants, uniquement avec la volonté, l'envie, le désir même si le lieu n'est pas le plus approprié* ». Les membres du collectif se souviennent aussi d'une « *aventure slam à la cantine de la centrale nucléaire de Gravelines alors que d'habitude, le slam est plus intimiste* ». Le régime de *l'action concrète* peut aussi être plus encadré comme le montre l'animation de scènes récurrentes au Baraca Zem (lieu soutenu par des institutions) ou, plus récemment encore au regard des concerts de solidarité organisés après le tremblement de terre survenu à Haïti.

On lit clairement ici l'idée d'actes citoyens multiples, créatifs et humanistes qu'il s'agisse de leur démarche de se rendre auprès d'institutions (le Slam se développe de plus en plus au cours d'ateliers proposés au collège) pour toucher les plus jeunes dans leur sensibilité artistique naissante, des solidarités qu'ils entendent mettre en place avec les habitants d'un pays endeuillé ou encore des proximités qu'ils désirent faire exister publiquement. La citoyenneté touche là au caractère sensible des individus (on retrouve par là l'idée de « projets porteurs de sens »).

Le slam est pour Vilio un moyen de « s'impliquer » alors qu'il se dit un peu « fâché » avec les institutions. Se refusant à tout militantisme politique, il ne cherche à changer les choses qu'au niveau du débat avec ses proches ou par le slam.

> *« … aujourd'hui c'est ma manière d'être un citoyen actif… de prendre la parole au milieu de la foule, de dire des choses qui ne soient pas neutres… lisses… qui puissent interpeller, qui puissent peut-être même parfois… choquer… c'est pas le but de mettre les gens mal à l'aise mais quelquefois, il faut se secouer un peu… il faut secouer les gens aussi et… vu qu'autour de moi, j'ai des gens qui pensent la même chose, c'est encore plus facile ! » (Vilio)*

C'est là que l'on arrive aux derniers mots employés que sont « *esthétique* » et « *éthique* ». Ils vont venir en quelque sorte qualifier la nature du lien entre Slam et politique. On remarque ici que ces

slameurs se mobilisent au cœur de projets qu'ils reconnaissent à la fois comme « *esthétiques* » c'est-à-dire qui procèdent d'une perception sensible du monde, de l'*affect* (le fait d'être affecté par ce que l'on voit, ce que l'on sent, ce que l'on entend) mais également comme « *éthiques* » dont on retrouve un certain sens spinozien.

Ces slameurs ne foncent pas naïvement, ils rêvent tout en restant réalistes. L'imaginaire du rêve, du désirable est, par ailleurs, très présente. Il se lie à la performance de ces poètes et à leur reconnaissance mais aussi à celles de ceux qui participent, qui se mobilisent. On pense ici à Marco souhaitant « *ériger le slam en aristocratie populaire* », il souhaite un autre monde ou la poésie et l'art ne doivent pas être segmentés. De manière adjacente, il existe aujourd'hui de nombreuses pathologies communicationnelles que le slam entend résoudre, un peu comme l'image d'une institution apportant un bien à la cité tant il permet à ses habitants d'exister. Assurément, on peut dire que la plupart des slameurs qui se sont retrouvés face à un public ont eu ce sentiment. Ils l'ont eu précisément parce qu'ils ont été touchés dans leur intimité. Une part cachée d'eux-mêmes s'est révélée au public. Des sentiments et des idées s'échappent de celui qui déclame et viennent toucher, interpeller ou même gêner ceux qui l'écoutent. Ils deviennent alors la condition d'un partage, d'un « être-ensemble » fonctionnant selon des logiques d'invitation et de réciprocité de l'acte que la parole entraîne dans son sillage. L'acte créatif et sa restitution devant un public se doublent d'un acte performatif qui repose sur une subjectivité politique qui est celle de *l'éthique* et de *l'esthétique.* Ces dernières modalités sont les soubassements de l'engagement politique de ce collectif.

Tout ce travail se réalise dans une distance voulue à l'argent, aux « choses matérielles » :

« quand moi j'ai commencé à l'écrire – j'avais 13 14 ans –, c'était pas en rêvant de droits d'auteur ! je m'en fous complètement, moi j'ai plein de textes à moi qui sont libres de droit, que je laisse sur internet, j'en ai rien à faire ! si les gens peuvent les lire, tant mieux ! tu vois, l'album que je vais préparer, pareil ! je suis en train de réfléchir à une possibilité de pouvoir le faire télécharger sur internet parce que ça participe aussi d'une idée de démocratiser la musique et qu'il y a des gens qui n'ont pas forcément les moyens… »

« c'est vrai que quand on fait des "slam sessions", on n'est pas rémunéré et donc là... cet esprit là, il nous habite encore et heureusement... je vois "Grand Corps Malade", pour le citer, il fait encore des slam session à titre gratuit et cet esprit, franchement, c'est tout à son honneur ! (Vilio).

Pour donner plus de corps à cette posture subjective que défendent les cinq membres du collectif *On a slamé sur la Lune*, il convient de s'intéresser au travail de déconstruction et de reconsidération de la catégorie « *condition noire* ».

3.4. Le dépassement de la « condition noire » et le rêve d'une « nation arc-en-ciel »

Chez les slameurs de ce collectif prédominent les sentiments d'un passé qu'on ne saurait oublier. À lire et à entendre le Capitaine Alexandre, les références qu'il cite sont bien souvent celles de Glissant, Césaire, Senghor, Zobel, Fanon ou encore Chamoiseau. Pour autant, on ne peut pas dire que tous les textes déclamés par le collectif évoquent la « traite négrière ». La « négritude » va être pensée poétiquement, un peu comme un méandre ou un détour par lequel un travail de mémoire sera rendu effectif en même temps qu'une mobilisation émergera au nom d'une mise en partage culturelle.

Pour ce qui est du travail de mémoire, celui-ci est important pour le Capitaine Alexandre qui a grandi à Douala au Cameroun, pour Vilio qui a en lui « *un peu de famille blanche et beaucoup de famille noire* », pour Chancellor et Manalone qui réfléchissent sur le sentiment de différence et la force du partage culturel.

Rétrospectivement, on peut dire que ces slameurs font un effort discursif de l'ordre d'une « négritude césairienne » qui est celle de l'émergence d'un sujet caribéen parmi d'autres sujets

« culturels ». Jacques Coursil recommande ici une « *lecture glissantienne de Césaire* ». Il explique notamment que la poésie est pensée chez Césaire comme un détour, « *un art où l'on dit sans dire* ». En cela, elle se rapproche de « l'Afrique-Mère » de Glissant. De plus, leur manifestation paraît, au cours des sessions slams que l'on a pu observer, en lien avec un certain esprit proche d'une « soul » noire qui irrigue de nombreuses histoires culturelles (des griots, du blues, du jazz, du gospel, de la soul nord-américaine…). À noter ici que ces musiques étaient celles, comme l'exprimait Marco lors d'un « Apéro-Slam » au sein du festival *Octobres en couleurs* (dont le sous-titre était : « *Venez vivre les atouts de la diversité* »), de la souffrance, de la perdition et de l'espoir. De fait, et l'on rejoint assez bien ce qu'évoqué Jacques Coursil, la catégorie de « négritude césairienne » ne devient effective qu'à la condition qu'on se disjoigne d'elle (par détour) en la replaçant dans un « *acte de langage* », celui d'une réaction, très humaniste, contre l'ennemi dénoncé.

On retrouve assez bien ces thèmes dans plusieurs des textes de ce collectif sur lesquels on a pris le temps de s'arrêter. Lors du festival *Octobres en couleurs* de la fin du mois d'octobre 2010, sur un fond sonore et selon une rythmique africaine aussi belle qu'accablante, le collectif a participé au conte funeste de « *Yagin et Fodé, deux petits nègres maigres sous un avion* ». Leur mort avait fait irruption dans l'actualité française après qu'ils se soient cachés dans un train d'atterrissage. Le Capitaine Alexandre, qui déclamait le texte pendant que les autres battaient la mesure et s'occupaient des voix, finissait en interpellant les personnes présentes dans la salle : « *Nous sommes tous des enfants de la Terre (terre ?)… Yagin et Fodé, deux petits nègres maigres sous un avion… Yagin et Fodé étaient comme vous tous ici, ils étaient des enfants de la terre* ».

La catégorie de « *négritude* » change de sens, elle se charge d'un nouveau sens qui procède d'un sentiment d'humanisme. On utilise ici la figure de « *deux petits nègres maigres* » qui voulaient *« tutoyer les cieux* » mais dont l'histoire est celle de tous, de ceux qui sont des « *enfants de la terre* ». Au cours de l'entretien mené avec le Capitaine Alexandre, on a retrouvé cette thématique lorsqu'il disait *« nous sommes tous de race humaine* » et qu'il rêvait d'une « *nation arc-en-ciel* ». Cette vision, on la remarque également au travers d'un texte de Manalone entendu lors de « l'Apéro-Slam » de ce festival automnal : « *Ma peau à la noirceur de mon blanc, mon cœur a la blancheur de mon noir* ». Par ailleurs, il terminait son texte en disant : « *De jour comme de nuits brille ma peau miel caramel, je suis un arc-en-ciel culturel* ». Cette attitude subjective, on ne peut la défaire, la délier de l'engagement du collectif au nom d'un travail de mémoire qui est celui d'un « *manifeste contre l'oubli* » qu'ils avaient fait vivre au Musée La Piscine de Roubaix, le 10 mai 2008, en rendant un hommage à Aimé Césaire et à l'occasion de la commémoration de l'esclavage. Sous cette auspice s'est présentée une revendication qui n'est pas celle de l'affirmation mais plutôt du partage sensible d'une mémoire, celle de la traite négrière qui doit appartenir à l'humanité toute entière, peu importe les confessions ou la couleur de peau. Chancellor déclamait :

> *« Je suis un cri d'alarme, des yeux asséchés de larmes, des millions et des milliards de cœurs qui ne supportent plus les maux que causent les armes. Je suis catho, protestant, juif, musulman, bouddhiste, sikh, non-croyant, je suis toutes les races humaines, un homme noir, le cœur blanc, le sang jaune, la peau rouge, métisse, des veines dans lesquelles coulent des océans d'espoir ».*

Dans un de ses textes, le Capitaine Alexandre disait : « *Comme le peuple noir, nous entamons une marche, une longue marche, sur les traces du passé pour mieux saisir le présent et le futur peut-être…envisagé. Comme le peuple noir, nous entamons une marche, une longue marche à la rencontre de l'autre sur le chemin de l'autre humanité* ». On pourrait lire ici une forme d'essentialisme mais le Capitaine Alexandre s'en démène d'un détour, qui passe par l'idée d'un « sujet nègre » (au sens césairien du terme) et d'un partage sensible que permet la prise de parole avant de rejoindre en

quelque sorte l'imaginaire de la « *créolisation* » étudiée par Edouard Glissant. Il s'en démène d'autant plus qu'il dit « *l'autre humanité* » c'est-à-dire une tautologie. Il en joue implicitement. On retrouve bien ici ce qu'il avait écrit dans son livre *A.D.N* au regard du fait que « *la négritude est un arc-en-ciel de mille et une couleurs, de toiles de toutes les couleurs, de paroles militantes contre tous les racismes* ».

> *« je n'aimerais pas qu'on nous catalogue justement par rapport à ça [« un collectif un peu bronzé »] parce que c'est… justement, au contraire, on essaie de vraiment s'ouvrir, on essaie… même si forcément quand tu viens d'un certain milieu social, ou que tu as une couleur de peau et que le monde dans lequel tu vis te le rappelles, ben t'as tendance aussi à en parler et peut-être trop à tort mais en tout cas ce qui est sur c'est que quand on en parle, on essaie d'en parler de manière universelle et que notre cause est d'abord une cause humaine que c'est d'abord une histoire de "l'homme" qui se joue et non pas "la notre" c'est vraiment dans ce sens que moi je ressens les choses, c'est de ne pas se victimiser ou… ça, ça me rend mal à l'aise maintenant ! je n'aimerais pas… ce à quoi j'adhère, c'est vraiment, comme je te dis… l'humanité et essayer de penser à soi mais dans le monde ! »*

D'autres slameurs et amis de ce collectif à l'instar de Julien Delmaire prônent le même langage. Celui-ci détournait le mot « nègre » de certains de ses usages pour le rendre opérationnel pour l'humanité toute entière :

> *« Concept trop vaste pour un seul peuple, ce n'est pas qu'une question de couleur de peau, et que partout où l'homme est abaissé, humilié, dénié dans ses droits fondamentaux et qu'il résiste malgré tout et qu'il lutte par tous les moyens nécessaires, alors il y a des nègres et beaucoup d'êtres humains sur cette planète sont des nègres qui s'ignorent ».*

Au fond, on retombe ici sur la question du partage du sensible et sur la façon de traduire ce dernier. Le sensible procède de catégories de pensée « fictionnées » et bricolées entre elles. C'est ce que l'on voit ici dans l'entremêlement d'une culture de la parole, qui a émergé plus encore au regard de la figure du « nègre » césairien et qui doit s'offrir à tous. Le collectif *On a slamé sur la Lune* se permet de rêver, au creux d'un engagement légitimé par son caractère à la fois citoyen, éthique et esthétique.

4. UN TRAJECTOIRE PERSONNELLE : L'ARTISTE ACTIVISTE OU UNE VIE LABORATOIRE

Personnage haut en couleur de Lille, parfois hors norme – en dehors des gabarits de normes en quoi il indique comme dans leurs envers les normes –, Martin circule dans les rues de la ville sur son vélo bariolé. Du haut de son imposante stature, c'est un personnage impliqué dans toutes les causes qui tournent autour de la décroissance, de l'alter-mondialisme, du développement durable, des alternatives se revendiquant de l'autonomie, mais aussi militant contre la guerre ou le nucléaire. Après différentes expériences, plus ou moins communautaires, à la campagne, il cherche actuellement à se lancer dans l'agriculture tout en continuant à produire de l'« art-activisme » dans l'espace de la ville, des brigades de clowns au théâtre invisible, du distributeur de phrases philosophiques au théâtre de l'opprimé. *Auteur* dans la ville comme on le verra. Subjectivation de soi branchée à de multiples subjectivations collectives.

Rencontré lors d'une formation organisée par Rhizomes[122], Martin confirme avoir commencé à se former très sérieusement pour devenir ce qu'on peut appeler un *crieur de rue*. Contrairement à celui du roman de Fred Vargas[123], Martin choisirait lui-même ses textes et ses rubriques de manière autonome. À titre indicatif et en guise d'introduction, voici ce qui est écrit au recto/verso de sa carte de visite qu'il a fabriquée lui-même et qu'il distribue aux chalands qui engagent la conversation avec lui :

122 Rhizomes est une association de formation et d'éducation populaire située à Roubaix, très active et disposant d'une certaine notoriété par les formations qu'elle dispense (entraînement mental, voix-paroles-écoute, …). Nombre d'acteurs du Nord-Pas de Calais ont été marqués par les formations de cette association qui est l'une des plaques tournantes de l'« éducation populaire » dans cette région où elle est membre de multiples réseaux.

123 VARGAS F. (2005), *Pars vite et reviens tard*, Paris, Gallimard, Folio.

Recto	Verso
Michel (Nom, adresse, tel)	Tibet Liberté Décroissance Ecologie Peurs
Multicarte associatif : agent de liaison 74	Ignorance Nomade Instinct Ecriture Ethnique
Porteur de projet / source d'infos orientées	Impermanence Simplicité Non-violence Liens Alternatives Interdépendance Détachement-Paix Contact-direct Plaisir Construction Petite-méditation Partage Réalité Utopie

Des études commerciales

2008. Martin a 32 ans lors de l'entretien. Père agent d'assurance à Roubaix, « *donc, costume-cravate, administratif, papiers, relations commerciales et sociales aussi à travers son travail…* » et, à cette époque-là, mère au foyer, ses parents sont issus de grandes familles catholiques du Nord, mais ne pratiquent plus, sauf lors d'événements familiaux. Il revient un temps sur cet attachement à une foi catholique plutôt ouverte. Actuellement, il est imprégné de spiritualité bouddhiste, mais il pourrait de nouveau s'ouvrir à un cheminement qui fut le sien et qui plonge dans ses racines qu'il n'avait sans doute pas comprises. Liaison/déliaison avec le passé, continuité/rupture biographique.

On verra sa trajectoire se construire, sans vraiment correspondre à ce qui était attendu. Il ne vivra pas à Roubaix, y venant pour voir ses grands-parents qui habitaient à deux cent mètres du bureau de son père – « *une ouverture sur le monde* » –, mais demeurera dans des périphéries rurales. Willems, Baisieux, Gruson. À Baisieux, la famille vit dans un lotissement aménagé. Des maisons toutes identiques, avec des briques violettes… Le père laisse transparaître une sensibilité dans son travail.

« Et du coup il revenait, il avait sa clientèle… il a prospecté dans les cités à Mons-en-Baroeul. Dès que les cités ont poussé, il a fait du porte à porte tout de suite à Mons-en-Baroeul… Il était énormément dans le contact social, à écouter les personnes et on le sentait. C'était un agent d'assurance, entre guillemets de qualité… qui écoute, qui est attentif, qui va résoudre les problèmes, et qui ne cherche pas à bouffer toujours du client, à en avoir toujours plus. »

Après le collège où il se dit un élève moyen, il suit, faute de mieux, une formation BEP Vente Action Marchande où très rapidement il enchaîne des stages : en particulier, à l'âge de 15-16 ans, un stage de vendeur en magasin dans une chaîne d'équipements sportifs.

« Et du coup, je pense que c'est par rapport aux parents, très vite la voie commerciale a été convenue, privilégiée… Un BEP en passant par la voie professionnelle parce que je n'avais pas le niveau pour aller ailleurs… »

Il continue à suivre la filière professionnelle. En Bac Pro Vente Représentation au Lycée à Lambersart, de nouveau des stages lui sont proposés, vendeurs représentants placiers, en maroquinerie, et divers autres stages. Ainsi, il vend des tee-shirts floqués, dit-il. Période d'insouciance et de camaraderie avec d'autres élèves, les repas ensemble et les terrasses des cafés. Il prend une année sabbatique où il travaille et passe quatre mois à Londres où il doit, là aussi, gagner sa vie. Puis, toujours la même direction, il fait un BTS Action Commerciale en alternance dans un GRETA – trois jours par semaine en entreprise. Il entre en stage « par du piston », un intermédiaire de sa famille auprès d'un directeur d'une entreprise d'affichage liés par leur sensibilité chrétienne – « les panneaux publicitaires, 4 par 3 ». Venant de racheter une autre entreprise, cette entreprise augmente son patrimoine publicitaire lors de son stage avant qu'il ne soit recruté comme enquêteur publicitaire – pendant la coupe du monde de 1998 dont il fut supporter –, c'est-à-dire comme une personne qui recherche de nouveaux emplacements publicitaires pour développer le patrimoine de la société. Il ne changera plus de fonction au sein de l'entreprise.

« je cherche des murs visibles, des axes de circulation, ou des terrains visibles, où je puisse installer des panneaux 4x3… Je dois développer ça et je suis payé à la prime. Je dois avoir un fixe de 3 500 francs, à l'époque… et du coup je touche des primes à chaque panneau. […] … le porte à porte. Alors ça va du particulier à l'entreprise, éventuellement l'institution aussi, la mairie en fait. Je touchais donc à tout public. »

Il rate en fin de compte son BTS, mais il a été recruté. Avec ironie, il revient sur ce passé dans l'entreprise florissante.

« Très vite, on a eu un séminaire en Normandie, et là on te refilait un sweat-shirt où tu as tous les logos de toutes les sociétés qu'on a rachetées. J'ai encore ce sweat-shirt, et c'est génial. C'est une belle image de la mondialisation pour moi, symbolique… Et là on devenait un groupe puissant en Europe. On inquiétait un peu Jean-Claude Decaux. On était en concurrence avec lui… »

Des activités culturelles et artistiques

Pendant le bac pro et avant le BTS, il passe le BAFA et devient animateur l'été au centre aéré de son village et intègre le comité jeunes de Gruson. Les petits boulots en alternance et son travail d'animateur remplissent son temps. Les activités culturelles et artistiques viennent se greffer sur ce travail, une autre filière que celle de commercial prend corps dont on verra qu'elle finira par prédominer dans sa vie jusqu'à en faire un "artiste activiste" dans l'espace public. Positions familiales, positions de formation scolaire seront bouleversées dans des prises de position qui sont autant d'à côté. Et parfois contre.

Entre temps, après la création d'une association de jonglage et de théâtre, « Les Arts, on dit… » dans laquelle il joue et qui fait suite à une expérience de théâtre, il se lance dans la création d'un festival d'expression artistique en milieu rural, dans son village, le « Festar »… L'association, ce sont la jonglerie, « plus la jonglerie que le cirque », le théâtre, les percussions, les « tables de jeux », en particulier les échecs. Il est très impliqué dans Les Arts, on dit… alors que Festar accapare une grande partie de son temps.

« et c'était pas mal de temps à organiser, c'était une année d'organisation pour les 15 jours de festival en plein mois de mai, dans la campagne. Donc il fallait faire venir, en plein mois de mai, pendant quinze jours, tous les jours, des gens de partout pour remplir notre chapiteau… […] Il y a toujours eu un spectacle des « Les Arts, on dit…» lors du Festar, c'était l'aboutissement, entre guillemets, pour notre association, de présenter un spectacle durant le festival. »

Il tient à souligner les affinités avec son frère et ses sœurs, il y a « un truc » et le truc, on comprendra que c'est le partage entre frère et sœurs de trajectoires socioculturelles où ils se sont stimulés les unes les autres au regard des parents. Son jeune frère, créatif, fait des marionnettes, des arts plastiques, de la sculpture ; il est devenu animateur de cirque – « *mais c'est lui qui s'en sort presque le mieux aujourd'hui ; […] sa voie est un peu tracée, il s'amuse bien dans ce qu'il fait* ». Il jonglera plus vite et mieux que le frère aîné obligeant celui-ci à démontrer d'autres talents ou d'autres qualités dans l'animation. Sa jeune sœur est animatrice à mi temps dans le secteur de l'économie sociale pour une communauté de communes et elle a le temps de créer son propre artisanat de costumière en travaillant pour une compagnie de fanfare sur Lille et d'autres associations – « *ça s'est aussi très agréable à partager* » cette créativité. Après s'être cherchée, sa deuxième sœur – « *elle aussi, elle a un peu suivi la mouvance quand même* » – travaille dans un béguinage, au service des personnes âgées, et à domicile, … Si les parents l'encouragent à cette époque, ce qui ne sera pas le cas par la suite – « *ils seront un peu plus débordés et ou ils vont carrément changer de vue* ! » –, ils viennent assister au festival avec plaisir, mais « pas souvent ». Le père est casanier, son travail, ses amis, les choses à lui, le jardin, le bricolage et le vélo.

La rupture professionnelle

Le secteur, très concurrentiel, est en pleine mutation en 1999-2000 ; son entreprise absorbe nombre d'entreprises européennes avant qu'elle ne soit elle-même rachetée par une société américaine, ce qui conduit à des restructurations internes où nombre de responsables et salariés sont licenciés ou partent en retraite tandis que d'autres personnes sont recrutées. Soit de multiples changements dans les

équipes et l'organisation de l'entreprise. Valse des salariés. Une nouvelle responsable, un peu plus âgée, « joue la petite chef » :

« Et moi j'étais un commercial très cool, un peu comme mon père… à pas en faire trop non plus… et elle veut m'imposer un bilan toutes les semaines. Style, elle veut que je lui rende compte de tout ce que je fais, alors que je ne le faisais pas avec les directeurs de succursales… Donc j'ai cette pression-là, tous les changements, l'ambiance qui change… »

Pressions. Rupture, le Tibet. Une représentation du Tibet et « *tout qui commence sous un nouveau jour* » pour lui. Ce tout qui commence n'est pas rien, ce tout qui est déjà une autre vie. Et donc qui interrompt autre chose et fait fracture. Une rupture biographique dans une trajectoire de commercial depuis le collège. Il aurait pu admettre ce rôle de petite chef, il aurait pu accepter de continuer d'exercer sa fonction d'enquêteur publicitaire. Il commence à rompre. Fêlure.

« … et là dans ce temps-là… c'est là que tout commence pour moi… j'aspire, je suis sensible déjà au Tibet à cette époque-là… »

Il aspire à partir en Inde, mais le voyage ne pourra se faire pour des raisons de vaccinations. Il lit sur le bouddhisme. Dans la suite immédiate et pendant l'été 2000, il fait une marche transalpine tibétaine, qui allait de Nice jusque Genève pendant 50 jours – mais sans faire l'ensemble du trajet –, pour la liberté du Tibet. Il rentre et sait que sa vie antérieure ne peut plus durer ainsi. En moins de deux mois, il fait en sorte d'être licencié avec primes qui lui sont dues. À la mi septembre 2000, il a quitté l'entreprise. Pendant cette marche, sa première manifestation, il rencontre ce qu'il appelle des *crieurs*, notion qui ne sera pas anecdotique dans son parcours ultérieur. Une première dans sa vie et une notion, les *crieurs*. Il s'en souviendra.

« C'est peut-être là que j'ai connu les premiers crieurs, enfin dans l'idée… parce que c'est la première manifestation que je fais, cette marche. Entendre crier les gens, avec un gros cœur : « Liberté au Tibet ! ». »

Il y rencontre une personne avec qui il organisera plus tard en 2007 une marche de Lille jusque Bruxelles pour sortir du nucléaire… pour aller remettre des signatures.

« Donc […], je rencontre un personnage qui marche sur sandales, qui joue des mots, qui fait de la poésie, qui joue de la guitare et qui a l'accent canadien, québécois… et qui est une personne, je crois, sans papier à l'époque, et qui se bouge pour la cause tibétaine… et qui va intégrer par la suite le réseau « Sortir du nucléaire » d'une manière très forte, qui a fait des tas de marches pour la paix, contre les armes à travers le monde… et donc je rencontre des personnages d'un seul coup comme ça. Sur ce type de marche-là, tu rencontres des personnages qui sont des grands acteurs de la scène internationale… »

Une seconde vie d'engagements

Il commence donc une autre vie, « une vie cool », fait de nouveau de l'animation dans des classes vertes. En même temps, il « a des rituels » le jeudi soir, avec les membres de l'association les « Arts ont dit », du jonglage, de la percussion, les discussions pour refaire le monde et il s'ouvre par ce biais à une nouvelle « tribu » qui squatte un bâtiment de la cité scientifique à Villeneuve d'Ascq. C'est un rendez-vous quotidien « *avec ses copains rasta… qui chantent, font du rap et du hip-hop et qui ont une association « Idées à coudre ». Je me connecte avec toutes ces personnes-là petit à petit.* » L'interaction comme action sociale. « Idées à coudre », « Nuits à tiroir », et Festar participent de la poursuite de sa trajectoire dans la vie culturelle. Il s'implique totalement comme bénévole dans les « Festar » de 2000 à 2004, alors qu'il est par ailleurs rémunéré par les ASSEDIC – il cultive une bonne relation avec l'ANPE et son travail d'animateur reporte ses droits – avant de toucher le RMI. À aucun moment dans l'entretien, il n'aura de traits d'esprit contre les institutions sociales alors que dans le même temps, en réponse à une question, il constate simplement qu'à Idées à coudre, association pourtant en lutte contre la domination, on peut suivre un leader les yeux fermés et sans laisser de place à l'autocritique.

Puis, nouvel élan qui lui tient d'un « rebondissement » dans son action, à la Halle aux Sucres dans le Vieux Lille, il découvre « le monde militant Lillois » après le retour de ses "membres" du Forum

social européen de Florence. Il nomme des personnes singulières rencontrées. Ce n'est pas qu'un monde comme une masse – ou plus simplement un groupe – de gens, ce sont des personnes dans un monde à soi, mais dans son désordre. Ce n'est pas de l'« orga », mais une forme de spontanéisme, doublé d'un spectacle théâtral. Ce n'est pas de l'orga selon une rationalité instrumentale ou « en plan » (Thévenot, 2006), pourrait-on dire, mais un agir créatif collectif (Joas, 1999) donnant droit à l'expression de multiples expressions de soi, individuelle et collective, politique et théâtrale. L'action n'est pas application de la règle (la rationalité de la règle qui contient son application ou ses effets ; Cometti, 2010), elle est expression d'une règle qui s'exprime dans le cours de l'action, action située à un moment donné. C'est un usage du présent sans rationalité instrumentale qui visent des fins au regard de moyens peut-on dire, c'est un usage de ce temps sans non plus apparemment de visées normatives intégrées. C'est l'ouverture d'un potentiel dont il ne sait rien et qu'il nomme « enthousiasme », mot qu'il faudrait sociologiser.

« … il y a une forme d'enthousiasme, des gens qui prennent le micro sur la scène, pas vraiment d'organisation, une impression qu'on peut prendre le micro… Et déjà il y avait « La vache bleue » de Jean-Christophe Viseux qui fait un petit spectacle de théâtre sur la manifestation, dans une bulle au sein de la salle, dans un espèce de castelet fermé dans lequel tu rentres pour voir la typologie de la manifestation… »

À cette époque, il se nourrit de discussions politiques (la guerre en Irak), de la mise en place d'un commission environnement et solidarité, d'une participation à une autre contre la guerre et ils rencontrent ceux qui se revendiquent « altermondialistes-individus ». Le refus implicite de l'effet de groupe dans une vision libertaire du monde. Ils tissent aussi des liens avec des membres de la MNE jusqu'à en devenir un « bénévole à plein temps ». Un plein temps de travail *donné* aux associations de la MNE[124]. On ne saura pas le contre don quand certaines associations ne connaissent même pas ce temps donné pour construire de l'interaction informationnelle. On pourrait gloser sur ce travail non connu, non répertorié, non validé, invisible donc, et qui ne peut donc appeler de contre don. Dans le social, il y aurait bien du don caché qui ne peut donc appeler du contre don.

« Je vais ensuite participer aux Assises du Développement Durable en tant que bénévole, pour la Maison de l'Environnement… Là je suis rentré dans le circuit de toutes les associations de la Maison de l'Environnement, et je vais devenir en fait un bénévole à temps plein, au profit de ces associations-là, qu'elles le sachent ou non ! C'est-à-dire, déclaré et non déclaré. Je me suis lancé dans tout ce qui est table d'informations. Je voulais une source d'information à partager, au sein de cette maison. »

Dans ce temps-là, il côtoie le gratin syndical, voyant bien comment celui-ci, avec son expérience accumulée, parvient selon ses dires à manipuler le cours des réunions et des discussions, à faire entendre un pouvoir possédé par des « leaders », jusqu'au pouvoir de la photocopieuse qui duplique les tracts ou les pétitions et par lequel il faut en passer. En face de cette force organisatrice, et comme d'autres, il ne se donne à voir, ne se représente et ne se présente *publiquement* que comme *simple citoyen*, manière d'être soi, non inféodée à un quelconque collectif qui lui dicterait sa loi.

« Et on se marrait d'être des citoyens qui ne faisions pas partie d'associations ou de structures… et on jouait déjà de mots. Et on côtoyait déjà les gros du monde syndical à Lille. »

Il tient à garder une distance avec le monde syndical pour éviter de s'engluer dans une proximité trop proche. Ses mots refusent la connivence politique alors qu'elle pourrait immédiatement s'instituer avec des gens (ils mentionnent ATTAC, la CFDT et SUD) qui ne sont pas si éloignés de son approche du monde. En même temps, il se sent proche du Mouvement d'Appel pour l'Insurrection des Consciences. Le Forum social de Lille est créé dans lequel il s'implique sans problème puisqu'il a derrière lui tout un "travail" – gratuit – relationnel dans ce monde associatif et militant. Mais, il ne s'agit pas de discuter entre soi dans une salle. Le Forum social ne se vit pas dans une salle close. Il faut aller *hors les murs* des salles, aller vers les gens dans la rue, les places, les lieux publics urbains :

« A l'époque, il y avait cette idée commune de vouloir aller dans la rue, de se faire… un village associatif dans la rue ».

124 Maison de la nature et de l'environnement qui deviendra la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES).

Une telle posture implique une « démarche participative » des gens, que ceux-ci viennent vers un stand tenu dans la rue ou sur une place. Une rue comme village associatif. On voit bien l'utopie de l'art de s'associer dans l'espace public, l'association comme art de s'associer en dehors de toute injonction étatique (Chanial, 2001) sous la forme du village urbain. Un autre usage de la ville se fait jour aux petites heures de la vie urbaine. La ville, ce sont des usages et l'usage de s'associer dans la ville en est un parmi d'autres. Cet usage est une expérimentation de la ville, une expérimentation singulière qui tranche avec les usages ordinaires, nomadiques, privatifs, anonymes. Cet usage est nommé « démarche participative » et ce n'est pas rien de l'entendre. Ce n'est pas du participatif au sens où l'institution demande de la participation à ceux qui devraient participer, c'est le quidam qui, de son plein gré, va vers, s'engage dans, s'ouvre à… Le quidam n'est pas arraisonné par une raison participative, il arraisonne la raison participative pour participer de plein droit et de pleine volonté. Tout cela n'est pas anodin et touche au cœur de la tension entre *le* politique et *la* politique, entre places assignées d'un côté par le gouvernement des hommes et places revendiquées de l'autre selon une volonté de déployer son autonomie. L'expérimentation politique n'est pas arraisonnement du citoyen par le politique selon sa rationalité instituée, mais ouverture non donnée, non prescrite, non programmée de l'accès des citoyens aux possibles non instrumentaux et non normatifs : l'agir créatif politique.

La quête d'autonomie

À un moment de l'entretien, il reconnaît la difficulté à reconstruire une biographie « éclatée » telle que la sienne. Cette remarque n'est pas à prendre à la légère. Il ne s'agit pas de faire du sentimentalisme nomadique à propos de ses engagements, mais d'affronter l'expérience d'une vie, d'une vie expérience qui n'est pas une vie planifiée, « en plan » ou rationnellement/socialement programmée. En même temps, on le sait, n'importe quelle vie est désormais confrontée aux ruptures professionnelles, familiales, amicales dans un rythme de plus en plus intense qui la rend de plus de plus difficile à comprendre selon un sens cohérent. Chacun doit sans cesse reconstruire sa trajectoire en lui donnant un minimum d'ordre et de sens.

Au-delà de ce qui a déjà été dit, il y a les voyages à vélo qui continuent à travers la France, soit seul, soit avec des amis, et une fois huit vélos portant tous des drapeaux tibétains pour cette cause qu'il ne cesse de porter… Depuis la marche transalpine tibétaine de 2000, il entreprend ainsi des « aventures » en vélo, seul ou en collectif. Une année pour aller au Forum social européen à St Denis en région parisienne en passant par la maison des paysans. L'année suivante le Forum social européen de Londres. Une autre année, il fait une formation à Terre et Humanisme, sur le site de Lablachère, à l'agro écologie et à l'œuvre de Pierre Rabbi… Il y découvre « Oasis en tout lieu », première mouvement communautaire qui se révèle à lui. Une autre année, le Camp des Amis de Silence fondé sur les échanges de savoirs, des plus ordinaires aux plus pointus, et où il côtoie « *tout le milieu alternatif, non violent, écologiste et citoyen de la Revue Silence de Lyon* ». Stages et formations sont des maîtres mots qui reviennent dans sa bouche. Comme si un être ne pouvait devenir qu'à travers des stages et des formations. L'expérience d'un homme ne serait finalement que stages et formations, apprentissage. Belle devise sur laquelle il faudra revenir. « Expérimentations » aurait dit le pragmatiste John Dewey (2003).

« c'est là où je découvre pour la première fois le Théâtre de l'Opprimé, où je joue du coup des petites scènes du Théâtre de l'Opprimé avec un pratiquant de Marseille qui partage ce savoir-là… On fait la cuisine ensemble, la vaisselle ensemble, des balades en forêt de Brocéliande en Bretagne… »

Il y découvre l'association ASPARI qui accueille des porteurs de projets paysans et leur donne un bout de terre pour qu'ils puissent expérimenter. Pour la première fois, il voit une yourte, des tipis, un frigo solaire, des batteries qui fonctionnent avec un panneau solaire et la lumière qui en découle pour le soir… Il dit « baigner dans toutes ces expériences-là petit à petit… » *Expériences, expérimentations*, les mots ne sont pas neutres. La recherche de l'autonomie pour soi à travers la solidarité. Il rencontre Pierre Rabbi, des personnes qui mènent des expérimentations : elles vivent en famille dans leur maisons respectives, mais elles partagent des terres communes et s'entraident à différents niveaux.

« Dès qu'il y a les mots écologie, terre et humanisme, tu lis ça un peu et tu es vite connecté. »

L'expérimentation de son autonomie dans la solidarité et l'entraide.

« Pourquoi ne pas travailler par soi-même pour soi-même. Se nourrir soi-même, on est un peu sur ces idées-là je pense. […] mais l'exemple que je vais voir moi, ce sont des personnes qui ont chacune leur maison et qui ont quelques terres communes, et qui s'entraident … […] Alain qui a fait l'expérience de « une famille, un habitat, un hectare »… comment arriver à vivre comme ça ? Il nous démontre un concept. Donc très vite, une fois que tu as un type qui te présente un concept pareil, tu te l'appropries ! Tu te dis, « c'est possible » ! Il t'explique que 400 m² de potager, c'est pour quatre personnes pour un an. Dix chèvres ça te permet de tirer tel revenu… Tu fais autant de fromage. Voilà ! ça t'ouvres des champs du possible… énormes ! »

Son mode de vie, son travail bénévole comme celui de l'organisation du festival Festar ne sont pas sans lui attirer des critiques de la part de membres de sa famille et de ses anciens amis qui ont choisi une vie qu'il a refusé à un moment donné par son licenciement (« *J'étais bien avec des copains de mon village et ils sont tous devenus des ingénieurs, des commerciaux… et moi j'ai quitté ça* »). Une certaine utilité de son action n'est sans doute pas dans les normes prescrites comme si toute action devait suivre des normes et en accomplir les conséquences (on ne serait ainsi que des êtres qui ne se conforment qu'aux normes dans une société d'accomplissement des normes), mais elle n'en demeure pas moins utile au regard de la société selon d'autres normes agissantes et créatives.

« Je ne sais plus quelles étaient mes réflexions sur le travail salarié et le travail associatif que je mène mais je sens très bien que je suis très utile à organiser un festival qui va durer un mois comme le Fest Art, et que, oui je travaille, j'amène de la culture… »

Ainsi, il ne travaillerait pas et il ne serait donc pas utile à la société. Il est ainsi obligé d'apprendre pour muscler ses justifications et son argumentation politique. Il apprend dans les multiples réseaux et en lisant. Il lui faut apprendre pour argumenter son expérimentation de la vie qui ne suit pas les sentiers battus et les connaissances apprises. D'autres valeurs sont en jeu.

« Forcément, quand tu entends des gens parler de « Bonheur Intérieur Brut », en lieu et place du Produit Intérieur Brut, tu prends cet argument pour te défendre… et très vite tu en fais un argument politique, et donc, oui, je me rends compte que ce que je fais dans le milieu associatif, tout mon travail gratuit, il apporte beaucoup de richesses. Il est très riche… »

À la question de savoir s'il accepterait un travail dans une association, ce qui ne serait pas chose si difficile compte tenu de ses relations, il répond ne pas vouloir une mission trop encadrée et trop énergétivore, qui lui prendrait trop de temps, même dans une association qui serait en accord avec ses idées. Il a cependant accepté un travail dans une association, « Savoir-faire et découverte », qui lui permet de rencontrer des artisans, des personnes, généralement atypiques, qui ont des savoir-faire particuliers qu'ils cherchent à partager. Il fait de la prospection de nouveaux artisans pour nourrir le catalogue Nord-Pas de Calais, artisans qui proposent des stages pour apprendre des savoir-faire, du fromage de chèvre à la taille de pierre et la découverte de métiers. Mais, bien qu'il est trouvé un stage, pour une grande partie financée par le Fonds social européen, il a arrêté son travail et l'espoir du stage, préférant rester sur les minima sociaux qui ne l'entraînent pas dans des calculs sans fin et technocratiques. Il explique les calculs un peu compliqués qu'entraîne un travail alors qu'on touche le RMI.

« … mais moi je préfère garder ma liberté et du temps libre pour d'autres actions et ne rien toucher de plus. »

Vivre du RMI. On connaît la hauteur du montant du RMI. Il dit « être entré en décroissance » pour arriver à vivre avec le RMI, abandonnant sa voiture et se déplaçant « à plein temps » en vélo, acceptant la solidarité de sa famille et de certains de ses amis pour trouver un lieu où dormir. Il loue 10 euros à l'année un potager à une association dont l'objectif est d'aider les personnes en insertion à retrouver une activité… Approche stratégique certes, cette activité entre aussi dans les justifications données à l'ANPE. Il a porté un projet d'installation en milieu rural, toujours en vue d'acquérir une autonomie de vie. Dans cette perspective, l'ANPE suit les stages qu'il trouve par lui-même, dans des fermes dans le réseau de confédération paysanne. L'un se situait dans une ferme sur la commune de Le

Favril dans le parc naturel régional de l'Avesnois, un autre dans un rucher-école à Villeneuve-d'Ascq pour apprendre l'apiculture.

« Ce projet d'installation était sérieux et fictif, parce qu'il n'y avait pas vraiment de concret là-dedans… c'était sérieux-fictif et ça l'est toujours, et je me garde encore du temps à la recherche. »

Ainsi qu'on l'a dit, il ne cesse de faire des stages ou d'en organiser par de multiples réseaux. Les stages sont sa vie en expérimentation : « Voix Parole Ecoute », « Le Pas de Côté », le Mouvement pour l'Insurrection des Consciences… Depuis un an, il a mis en place à la MRES les Ateliers de l'Action Non Violente, avec l'IFMAN, où chaque mois il organise un Atelier d'Action Non Violente.

« C'est un truc hyper en autogestion, où on essaye que tout le monde puisse, à un moment ou un autre, animer un des ateliers sur une thématique qui l'inspire… En ce moment on est sur « Nos droits face à la police », par exemple. Et on fait du théâtre pour mettre en scène nos droits : contrôle d'identité, garde à vue, etc. On joue tout ça. Pour apprendre, pour se mettre en situation, pour quand ça nous arrivera. […] Et là, ce week-end on part sur un stage de désobéissance, chez […] un des faucheurs d'OGM de la région… On va faire le stage avec le « collectif des désobéissants ». Desobeir.net (signe : hop !) et on va faire deux jours. On arrive là-bas le vendredi soir et on fait deux jours pour apprendre à désobéir. »

Le week-end dernier, une action ludique à Bruxelles contre l'OTAN (« NATO game over ») à laquelle il a participé est racontée. Ainsi des petites échelles et des tapis volants pour passer au-dessus des grillages de l'OTAN, et aller fermer les fenêtres et les volets de l'OTAN et les sceller. Ils se retrouveront pour beaucoup en prison. Avec les autres clowns – ils étaient une cinquantaine parmi les autres participants –, ils jouent dans les cars de police, les zones d'attente en prison, puis dans les cellules. Dans les mois suivants, il va faire un stage pour apprendre à réaliser une yourte, ce qui lui tient à cœur, et faire des petits boulots chez des amis pour se payer le matériel nécessaire à la réalisation de sa yourte personnelle. Ces amis rencontrés dans les stages de Silence sont des libertaires et squatteurs qui s'installent à la campagne pour cultiver des légumes sur des terres collectives ; dans une démarche d'autogestion, ils cherchent à créer une « résistance alternative et autonome » dans le refus d'une quelconque dépendance à l'égard du système.

« Avec ces copains des « renseignements généreux » qui éditent des brochures, on va les diffuser, on va se cultiver… enfin on va pouvoir en lire, organiser des conférences ou autres, et cultiver la terre pour se nourrir soi-même, et être solidaire des actions de désobéissance, de marches qui ont lieu partout en Europe. Et avoir cette base-là, être, entre guillemets, dans un maquis moderne, moi c'est sûr que ça me plairait ! C'est clair, vu l'état dans lequel se trouve le monde, je pense que je vais vouer ma vie à ces formes de résistance-là. »

Il réfute toute idée d'enfermement et d'éloignement de la société puisque ces acteurs participent aux échanges, mais sous d'autres formes et modalités, à des créations artistiques qui obligent à des rencontres. « Le côté festif, convivial, amusant… ». *Résister, c'est créer,* slogan de ces mouvances d'acteurs contre la démarche mortifère des partis et des syndicats.

« On connaît la politique politicienne… Costume-cravate. On connaît la revendication syndicaliste… Drapeau et mégaphone… et marche en avant sur un parcours. Et comment sortir un peu de tout ça ? Résister c'est créer. Voilà… Comment amener de la créativité pour nourrir la résistance !… Comment, à travers la résistance, tu nourris la créativité ? On est vraiment sur ça. »

En retrait des formes de mobilisations traditionnelles, l'engagement se réalise aussi dans de petites actions discordantes dans l'espace public où tout est toujours possible en créant un regard d'autrui.

« Je pense à une question qu'on a eu ce week-end, en stage clown. Il y a un copain qui commence la question en disant : « est-ce que c'est possible ? ». Le copain l'arrête et dit : « je te réponds oui. Quand tu es en clown, à 99 % c'est possible ! ». Peu importe ce que tu mets après dans « est-ce que c'est possible ? ». « C'est possible » ! Moi c'est la même chose dans les actes de partage que je pose… N'importe quel acte posé est un acte qui, une fois qu'il y a un regard qui a croisé cette action, devient utile ! »

Mais, il le dit lui-même, il peut se rapprocher parfois des institutions ou des partis. Proche des verts et de la LCR, il a ainsi fait des campagnes d'affichage pour les premiers, mais ne se sent pas tenu de voter systématiquement pour le candidat vert. Son rapport aux élections n'est pas affirmé et dépend des situations et des échelons territoriaux. Il dit voter mais il assume qu'il peut dire qu'il ne faut pas voter puisque cet acte ne servirait pas à grand chose. Il dit encore utiliser cette possibilité du vote offerte par la société, mais dans le même temps il affirme ne pas y adhérer totalement. De multiples tensions l'habitent comme si rien ne devait rester en repos, lui qui aspire dans sa carte de visite à un espèce de quiétude.

Au regard des « manifestations classiques », ainsi les nomme-t-il, il souligne qu'il est de plus en plus sur le bas-côté ou à contresens. Lors des manifestations contre le CPE, il s'est trouvé, un peu par hasard, à contresens d'une manifestation. Le hasard a bien fait les choses puisqu'il s'est senti content d'être à contresens, ne pouvant cautionner leurs actions.

« Il y avait des copains à moi qui suivaient comme des moutons, des anarchistes qui brûlaient, qui balançaient des tables n'importe comment dans la rue de Béthune. […] C'est une violence qui n'avait aucun sens… qui allait même desservir leur cause. […] Quand tu vois tes copains qui suivent ça, tu as envie de leur dire : « vous avez le choix. Vous n'êtes pas obligés de suivre ça, vous pouvez aussi réfléchir à une autre manière d'agir », mais non on suit !

Du coup, être à contresens ou sur le bas-côté devient sa manière de manifester.

« La dernière que j'ai faite c'était pour le Tibet [à Paris]… Moi je n'ai qu'un souhait, et c'est là où je me suis le plus amusé, c'est d'être sur le côté ! De ne pas être dans la manif, mais plutôt [sur le côté] … […] Tu peux même informer… J'étais à côté d'un chantier. Ils ont entendu la manifestation et ils ont ouvert les portes du chantier, c'était juste derrière la Tour Eiffel. Bon, eux étaient dans la moquerie… C'était lors du passage de la flamme Olympique. Les ouvriers du chantier étaient dans la moquerie. Ils voyaient des bouddhistes en robes… du coup ils faisaient des petites blagues. […] Moi je les ai informés. Je leur ai dit : « voyez le drapeau bleu et blanc, c'est le drapeau du peuple Ouïgoure ». Et pouf ! Il y avait une personne d'origine arabe et peut-être musulmane, et du coup, tout de suite ils ont saisi cette information et ils ont su presque en traduction directe qu'il fallait certainement que leurs collègues soient solidaires d'eux. […] D'un seul coup on arrête de se moquer, on essaie de comprendre. »

Il parle d'une illusion, celle d'être acteur alors qu'en réalité il s'agirait de devenir auteur.

« On nous dit : « redevenez des acteurs ! ». Développement durable, à la limite. […] Maintenant il faut devenir auteur ! Il faut arrêter d'être juste acteur. […] Aujourd'hui, c'est bien déjà d'être acteur. A la limite, les politiques vous se saisir de ça. Ils vont tous nous transformer en acteurs. Mais ce sera eux les metteurs en scène. Tandis que si, nous, on devient auteur, ça change tout. »

Il vient de piocher cette notion d'auteur dans une conférence organisée par « Idées à coudre », sur la pédagogie alternative Freinet, expérimentée à Mons-en-Baroeul : faire de l'élève un auteur par un changement radical de posture. Il développe une pensée où l'on est surtout acteur sous la direction d'un metteur en scène, ou au contraire auteur, ou encore acteur-auteur lorsque les actions ont été réfléchies par les gens eux-mêmes et qu'ils mettent eux-mêmes en scène.

Laboratoire individuel et/ou collectif

La tension entre laboratoire individuel et laboratoire collectif n'est pas moindre au regard de la question de l'engagement. Si l'engagement est laboratoire, il ne faudrait pas chercher une cohérence sociale tant du laboratoire individuel que du laboratoire collectif ainsi que de leur articulation. Il ne faut pas éliminer les incohérences trop vite comme si les trajectoires individuelles et collectives suivaient des rationalités prescriptibles. Cet acteur sait la fragilité de ses expérimentations dans la ville. D'ailleurs, elles demeurent des expérimentations qui demandent à en savoir « tirer parti », de manière individuelle ou collective. Il oscille entre le collectif et ses règles – les laboratoires associatifs – et la poursuite de son propre déploiement – le laboratoire personnel. Au-delà de l'expérimentation se fait jour la nécessité d'un savoir qui en prolonge l'effet ou les conséquences, collectives et/ou individuelles. Or, il sait qu'il n'a pas de base ou d'espace pour poser les prolongements de ses actions,

logeant de chambre en chambre au gré des solidarités familiales et amicales. Il dit être « dans la galère » n'ayant pas un espace où se poser et faire fructifier ses engagements. Il n'a pas ce territoire propre à la stratégie qui permet de mener des actions offensives (Certeau de, 1981).

« Après je sais que j'ai la capacité d'être un laboratoire individuel… je peux expérimenter des choses parce qu'elles arrivent à moi. Il suffit que d'un seul coup je me mette à crier ou que je vive quelque chose en particulier, et ça devient une expérience sur le moment qui n'était pas prévue. Après, à moi de savoir tirer parti de ces expériences-là, de les valoriser ou des les développer… ou de trouver des similitudes avec d'autres. Parce que d'autres vivent les mêmes choses dans d'autres villes ! »

La ville est le terrain de ses expérimentations, mais de manière très ambivalente, celle-ci lui paraît saturer son temps et son énergie l'empêchant de déployer une créativité personnelle et de développer « des passions telles que le clown aujourd'hui… le clown activiste ou le crieur de rue ». D'un côté, il est un nomade dans la ville, sans espace où se poser et à partir duquel il pourrait mener plus profondément ses interventions publiques ; de l'autre, son activisme le donne à voir partout où il passe avec le sentiment de se faire sans cesse happer par les réseaux locaux. Dans son rapport engagé à la ville, il est nulle part, et il est partout. Ainsi, si au-delà de son propre laboratoire personnel la solidarité lui tient lieu d'amers, il n'en demeure pas moins qu'il se sent parfois « enfermé » dans les réseaux locaux qu'il s'est créé, jusqu'à en être « un peu fatigué ». Il ne peut pas parcourir la ville de Lille sans rencontrer des personnes connues, personnage devenu trop intime dans l'espace public.

« J'avais l'intention de faire un projet ville-campagne où j'ai une activité paysanne à la campagne et je garde quelques activités associatives en ville, mais je ne le sens pas à Lille, parce que je vais être bouffé par les actions associatives facilement… »

Ce personnage s'est construit son engagement, ses croyances, ses savoirs, ses actions dans de multiples réseaux militants dont il a fabriqué les passerelles avec sa propre vie. Il n'en a pas fait une base de repli ou d'offensive, il n'en a pas fait un territoire assuré d'interventions. Du coup, il se sent fragile au regard de ses multiples réseaux qui peuvent dévorer son temps. On voit bien que dans ces tensions, la campagne constitue cet espace où se poser et développer le laboratoire personnel. Après avoir songé à la métropole lilloise, il a désormais envie de partir dans le Sud pour reconstruire un projet de vie, en alternance à la campagne et à la ville, dans une activité de clown activiste ou de crieur de rue tout en s'adonnant à la culture de la terre.

« Et ça me permettra de prendre l'air, tu sais le projet de faire le bûcheron… d'aller plus au contact de la forêt, de la nature… J'ai envie de continuer à me développer personnellement. Là, je pratique l'aïkido depuis un an et j'aimerais bien être plus proche de la nature, de faire de la nature mon maître à moi. Ça ne me dérangerait pas du tout ça. J'ai cette recherche-là, qui est toujours présente, d'une harmonie dans la personne. Il me reste du chemin à faire et je sais que ça passe par la nature. »

Le monde dont il rêve est « un monde tel qu'il le vit », une nature proche comme ce rapport qu'il entretient avec son potager en produisant de « bons légumes », une nature préservée avec des aspects sauvages et d'autres domestiqués dans laquelle on peut voyager à vélo, des relations conviviales, amicales, des activités artistiques, des projections de cinéma ou des pièces de théâtre en pleine rue, des voyages en bateau. Apprendre de nouveau à voyager, apprendre de pouvoir prendre le temps de voyager. Desserrer l'étreinte du temps pour vivre sa vie comme un voyage de temps en temps. Il possède cette croyance, propre à ces formes d'engagement dans l'ici et le maintenant, que chaque acte ordinaire doit être pensé au regard de la société désirable que l'on souhaite et que cette société désirable advient dans chacun de ses actes. Il s'agit dans l'ici et le maintenant de « se rendre digne » de cette société désirable et non pas seulement de la préparer. Il s'agit de la vivre, et pas seulement de l'appeler par des actions ou des manifestes. Comme le signale Hartmut Rosa, ces formes d'engagement participent d'« efforts intentionnels et [de] mobilisations souvent motivés idéologiquement en faveur d'une décélération consciente et d'un ralentissement social » (Rosa, 2010, p. 111). Si l'on ne peut dénier toute authenticité à ses mouvements, reste la question en suspens de la possibilité d'actions politiques qui ébranlent profondément les structures sociales.

« Je voudrais qu'on puisse voyager en bateau… qu'on puisse prendre le temps de voyager comme moi je peux prendre le temps de temps en temps de voyager. Oui c'est clair ! Il est là le monde un peu de

mes rêves… et il est proche de celui que je vis, c'est clair, et que je voudrais voir se disséminer… J'essaie de vivre et je vais continuer à tendre à vivre ce monde… de mes rêves, c'est clair. Et c'est certain que c'est par les actes qu'on fait qu'il se construit ! »

Un « art activiste » hors les murs

Individuellement ou collectivement, il pratique ce qu'il appelle des formes d'actions, « art activiste », qui font appel à ce qu'il nomme « les ressources de l'émotion ». Avec d'autres « activistes », il pratique dans la ville l'art du clown, l'expérience de la statue silencieuse qui parle et de la Très Sainte Église de la Consommation, la Brigade des clowns, du théâtre invisible ou du théâtre forum. L'art du corps sur le vélo, ajoute-t-il aussi. Une pluralité de techniques artistiques ancrées dans le corporel qui s'affranchissent du monde sensible donné socialement pour produire, dans l'espace public, un autre monde sensible. Les corps ne sont plus assujettis à un monde, à des postures sociales données, à des places et des fonctions assignées, ils revendiquent un autre monde qui, dans cette revendication corporelle, peut advenir le temps d'une "*performance*". *Revendiquer* une autre corporéité sensible qui est une autre pensée du monde en jouant sur de multiples corporéités. Il s'agit donc de déplacer les modalités de revendication d'un message et d'interpellation dans l'espace sensible de la ville. Revendiquer a ici le sens qu'il prend à la fin du XIXe siècle de « prendre sur soi, d'assumer » un acte, un message, une profession de foi, correspondant par extension au sens antérieur de demander à *être reconnu comme auteur d'une action ou d'une parole*. Une demande de reconnaissance est adressée en public, et elle peut être publicisée, celle d'être auteur de soi, de ses mots et de ses pratiques. Et les modalités de revendication jouent pour Martin sur une palette de divers registres artistiques qui sont utilisés selon les situations.

« … c'est de montrer au grand public qu'on peut revendiquer d'une manière différente. D'ailleurs on ne s'arrête pas au clown. C'est ce qu'on se disait au cours du stage de désobéissance. C'est que le clown est un des moyens de faire passer le message. Le Théâtre Forum en est un autre. Le théâtre invisible en est un autre. Les blocages en sont un autre. C'est-à-dire il faut qu'on ait le clown un peu comme une corde à notre arc et que ça ne soit pas la seule. Pour revendiquer un message, le clown sera le bon moyen. Pour un autre, il faudra choisir autre chose. »

Ces modalités de revendication déplacent le "répertoire" d'action vers le sensible où l'ensemble du corps et de l'apparence joue sur l'*émotion* dans l'espace public. Envers du décor, à force de performances dans les rues de la ville, les autres ne voient plus que le personnage qui joue et enferme l'individu dans ce personnage, même si l'émotion peut demeurer intacte.

« Donc je peux créer des émotions à travers même un costume, une attitude dans la rue. Tu es un personnage aux yeux des autres et tu touches les autres… c'est peut-être ça aussi qui est dur, c'est d'être devenu un personnage aux yeux des autres et d'être enfermé dans ce personnage-là du coup, parce que les autres…»

Grâce à un stage au théâtre de l'opprimé, il découvre le théâtre invisible dont il jouera une action à la brasserie du zoo de Lille. Il s'agit de mettre en scène une situation et de créer un débat sans qu'à aucun moment les « spectateurs » ne réalisent que c'est du théâtre :

« Et ils ne doivent jamais le savoir ! […] Sinon ils imaginent que tout débat, c'est du théâtre, et que la vie, c'est du théâtre ! »

On retrouve ici la question de ce retournement possible de l'art activiste en performance et en personnages qui jouent au regard de spectateurs. Une utopie « hors les murs » investit l'espace urbain comme un espace d'expressions, de paroles, de pratiques, d'actes artistiques que ce soit avec l'activisme des brigades de clowns, le théâtre de l'opprimé, le théâtre invisible. C'est l'espace de la rue qui devient espace d'expression.

« Et le théâtre invisible est une des formes intéressantes du Théâtre de l'Opprimé, parce que là pour le coup, ça se joue dans la rue, souvent… ou dans des salles où il n'est pas censé y avoir un public, des spectateurs. Ça se joue vraiment dans la vie quotidienne… dans un métro… »

Malheureusement, la plupart du temps, ces formes d'expression se donnent dans des espaces clos. Ainsi, il regrette que le théâtre de l'opprimé ne soit guère joué dans la rue et que ses initiateurs ne franchissent pas vraiment le pas.

« Et le Théâtre Forum tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, il se fait plutôt dans des salles et pour moi, c'est problématique… Mais comme toutes nos conférences, tous les cinémas, tout se fait entre quatre murs ! Et, donc, on n'ouvre pas. Il faut vraiment avoir accès au réseau, à la personne pour pouvoir intégrer ces milieux-là. »

En même temps, il sait la fragilité de certaines performance dans la rue. Grâce à un stage gratuit, il prépare un spectacle de clown théâtre, mais ils ne pourront jouer que dans une salle de la Maison Folie de Moulins, le responsable du stage ayant mal vécu certaines expériences faites dans le quartier et dans la rue : « *ça limite pas mal le type de personnes qu'on pourrait toucher du coup* ». Il comprend la position du responsable. Un rien suffit à déstabiliser le jeu du clown dans l'espace public. L'art de la rue, soumis à des provocations de gens qui ne jouent pas le jeu, s'avère un risque permanent.

« … et être clown activiste, ça te met dans une situation où il est très difficile de rester dans l'art clownesque. Très vite tu bascules dans l'activisme, déguisé en clown. […] Ce ne serait plus de l'art activisme qu'on ferait. Ce serait juste du clown ! Mais si la population veut perturber les clowns, veut faire sortir surtout les jeunes clowns, les débutants… c'est très facile ! Il suffit de venir nous pousser, nous toucher le nez… et puis (pouf !) le masque tombe et c'est fini. Et là… il n'y a plus aucun d'intérêt à tenter de jouer. »

Comme pour le slam Libre parole, il s'agit de créer un espace avec des gens qui ne sont pas définis a priori – ceux qui vont assister à un spectacle dans un espace clos. Le spectacle vient faire exister un espace sensible au sein de l'espace urbain et qui tranche avec cet espace urbain. Mais, il y voit des conditions dont l'une lui paraît primordiale : une *identité affinitaire* qui soude les gens du collectif dans des objectifs et des règles communs. Sur cette identité affinitaire peut se construire de l'organisation susceptible de faire de l'expérimentation. Au détour de l'entretien, il revient sur l'expérience de La libre parole qui se trouve confrontée au fait de devenir une performance de hip-hop pour des spectateurs de plus en plus nombreux, ce qui n'est plus conforme aux aspirations de ce groupe de slam.

« Dans l'esprit un peu des « TAZ », des pirates… des zones d'autonomie temporaire. Quand je vous entends, je vois très bien que les slameurs slament, mais le fait de fixer un rendez-vous particulier, ça finit par attirer du monde et du coup à créer une distorsion un peu négative [un spectacle de hip-hop] mais qu'ils ne lâchent pas l'affaire les copains slameurs, qu'ils continuent à slamer en tout lieu comme ça… on est dans des groupes d'affinités. Nous, pour organiser une action de désobéissance aujourd'hui, il nous faut avoir confiance dans les personnes avec qui on va faire cette action. Si on veut faire un slam aujourd'hui, pour partager une parole auprès d'un public, il faut le faire avec un groupe d'affinité. Et donc ça demande une organisation, de se fixer quelques règles entre nous, c'est-à-dire que, si on boit un coup, c'est après, par exemple. Ce sera plus facile de les définir avec un groupe de copains qu'avec des personnes qui viendraient de l'extérieur, qu'on ne connaît pas et qui viendraient se joindre à nous. Rien n'empêche de créer un groupe d'affinité, une sorte de groupe de cooptation… Tu viens avec nous, OK. On te dit comment on fonctionne… […] Il faut qu'il y ait de l'affinité. Ça nous permet de faire une action qui soit efficace, de se faire plaisir, éventuellement de permettre des champs d'expérimentation puisque les bases ont solides. Donc on peut se permettre d'expérimenter et d'avoir une lecture de cette expérimentation parce que on part d'une base. »

Des performances dans l'espace public

Attiré par l'idée de la brigade des clowns, il va à Paris, assiste à une réunion où un collectif de clowns prépare une action et, en ayant assez appris, revient sur Lille où avec une amie il organise un stage de clowns activistes auquel participe une dizaine de personnes. Il s'agit d'articuler une expression différente de revendication avec le plaisir ludique, école d'apprentissage qui se démarque de la manifestation classique. Les personnes qui participent aux interventions de la brigade des clowns activistes proviennent de tous horizons, des personnes au RMI, des enseignants, des théâtreux, des animateurs socioprofessionnels dans des associations ou des collectivités territoriales qui se donnent

du temps en dehors de leurs activités salariées. Il s'agit de sauvegarder du temps pour l'expression artistique, les rencontres, les fêtes, les liens amicaux. À part la démarche singulière de Martin, tous ces gens en dehors de leur travail ne font que cela :

« C'est-à-dire qu'ils sont souvent en réunion, en conférence, en cinéma… ils s'informent, et puis ils passent à l'action pour informer, pour revendiquer, voilà. Ils font beaucoup ça. »

Qu'est-ce qu'une brigade de clowns activistes ? Un collectif part en intervention dans la rue, une gare, une institution et revendique de manière clownesque un message, ce qui n'est pas sans présupposer une certaine subtilité et de la préparation pour éviter toute lourdeur.

« Je prends un exemple, le plus parlant : l'opération « Vigiclowns ». Ce sont des clowns costumés en militaires-clowns qui font la sécurité dans la gare Lille-Flandres, et qui contrôlent les sourires de tout le monde. Donc : « contrôle des sourires ! ». On a un petit miroir et les gens doivent sourire dans le miroir… Et les clowns font des tournées dans la gare. Ils surveillent s'il n'y a pas les sacs dangereux, ils regardent les oiseaux… […] Après c'est au clown de jouer ! Mais voilà, on est posé dans la gare, on est des clowns qui débarquons et, d'un seul coup, on se met à ramper dans la gare comme s'il se passait quelque chose… Donc après c'est à nous de jouer pour permettre une lecture de notre jeu, et c'est pas évident. Après on a des temps où l'on pose sous le panneau des départs et donc on a le temps de poser un petit discours qui permet de clarifier un peu notre message, et là non plus ce n'est pas évident… »

Dans sa démarche personnelle, l'art activiste consiste aussi chez lui, une forme de "crieur-papier", à distribuer des petites phrases philosophiques, « un message pour tout le monde », à des passants dans la rue, en particulier aux abords des universités Lille 1 et Lille 3. Il interpelle les gens dans la rue, aux abords d'une station de métro ou sur la « passerelle de Lille 3 » en leur indiquant qu'il est un « distributeur de phrases philosophiques » ; les gens viennent saisir le papier s'ils le désirent.

« … Voici la phrase du jour. Vous pouvez l'afficher dans vos toilettes, sur votre frigo, etc. ou la transmettre à votre voisin. Faites vivre ce petit bout de papier. […] Donc il y a une démarche qui est très participative de leur part où je ne tracte pas gratuitement la phrase. C'est-à-dire je suis avec ma liasse de phrases dans la main et ils viennent la chercher. Il peut y avoir plusieurs phrases différentes avec différents papiers, et du coup ils peuvent me demander presque une collection de phrases. »

Lors de ces premières expérimentations, il se mettait en scène et dressait un décor, bouts de papiers scotchés sur les grilles, décorations à la craie sur le sol, des messages, le drapeau tibétain, des anneaux olympiques, par rapport au Tibet. Ces textes philosophiques lui servaient de supports à l'oralité et il tient à cette créativité et cette « transe » orales qui parfois conduisent des personnes à le relayer et à se faire elles-mêmes les porte parole d'une cause ou d'une autre.

« … il y a une forme de transe, de créativité dans la parole. C'est-à-dire je peux partir en délire. C'est assez répétitif aussi mais… Je peux lire la phrase… Parce que, du coup, le fait que je sois porte-voix comme ça, les personnes ont tendance à m'envoyer aussi des slogans qu'ils aimeraient bien qu'on porte. »

Les petites phrases philosophiques, comme il dit, doivent être conçues selon une économie de moyens, une frugalité, une non-dépense.

« Donc j'ai construit ces petits bouts de papier, en cherchant à économiser, à en faire le plus possible sur une feuille A4. Donc je faisais de tous petits bandeaux. J'avais 8 phrases sur un A4, ce qui fonctionnait avec mon petit budget. Je faisais 20 photocopies, j'avais 8 x 20 = 160 phrases philosophiques à distribuer, et si j'en faisais 50 (pouf !). Alors j'avais des liasses de phrases philosophiques chez moi à une époque, et là je ne les ai plus, donc ça m'encourage un peu moins à la faire, mais j'ai les originaux et je peux ressortir du jour au lendemain, des tas de phrases philosophiques et repartir. »

Pour le moment, il a un peu arrêté ce « travail » d'interpellation et de distribution. L'important est que cet art-activisme naît dans le temps présent, dans une *temporalisation du temps* sans que rien n'ait été programmé. Cette expérience de distribution des phrases philosophiques s'est d'abord inscrite telle la naissance d'une *expérimentation* dans le métro, sans préméditation.

« C'est vrai qu'on est sur des terrains un peu d'expérimentation. Cette initiative-là [les phrases philosophiques] est née dans le métro. C'est-à-dire que je suis ressorti d'une action de rue contre les sachets en plastique… je me suis retrouvé avec le tract de cette action de rue, dans les mains, à prendre le métro… et je devais être en ébullition, et arrivé dans le métro, je me suis demandé comment j'allais pouvoir partager ce que je viens d'entendre dans la rue avec ce seul bout de papier, auprès des personnes dans le métro… On est un peu dans un milieu populaire pour le coup. J'arrive comme un étranger au milieu de personnes installées… tout est à faire ! Là je vais commencer certainement à parler à voix haute, avec le papier en bout de main, et je vais faire passer le papier à mon voisin de gauche, et il va y avoir un encouragement… Mon voisin de gauche va passer à son voisin de gauche, qui va passer encore à son voisin de gauche et ça va repartir en face… Et le papier va voyager comme ça dans la rame, avec de l'oralité un peu partagée… Et là, analyse de cette situation après coup, je me dis : « Avec un bout de papier qu'on fait passer dans la main, plutôt que de le jeter par terre, on arrive à créer quelque chose »… et du coup j'en viens à penser à ces petits bouts de papier. Je dois écrire un peu sur l'histoire des bouts de papier. Je me mets à être attentif aux phrases philosophiques, puisque ça me nourrit personnellement. Et je me dis : « je vais faire des petits bouts de papier où je vais écrire des phrases philosophiques », mais je pourrais mettre des pensées, des avis politiques, plein de choses sur ces bouts de papier. Après je me suis mis devant mon ordinateur et j'ai fait un petit texte : « Passez-le à votre voisin immédiat ou affichez-le dans vos toilettes (tac, tac !). Merci d'avance. L'arbre ». Je signais « l'arbre », pour qu'au final de la lecture du verso, j'encourage les gens à ne pas le jeter par terre parce que ça se finit par l'arbre [petit rire] ».

Autre expérience, lors de l'annonce à Lille 3 d'une « vélorution », il se retrouve au milieu d'une série de panneaux ayant la forme de bulles de bande dessinée, sur lesquelles il était marqué : « souriez, vous respirez »… Invitation était faite aux passants de sourire : la vélorution est une manifestation qui témoigne en acte que respirer est déjà une grande chance… Le temps que les vélos passent dans la rue, l'air est respirable. D'autres panneaux portaient d'autres revendications dans les bulles – « plus de parkings à vélo, moins d'autos ».

« … et là j'ai fait le clown. Je me suis posté au niveau de la passerelle [de Lille 3], et je me suis mis la bulle comme si c'était moi qui parlais, et je souriais en silence. Donc je suis dans ma tenue de cycliste, dans mon personnage entre guillemets… et les gens voient un type avec une bulle en carton sur laquelle il est marqué « souriez vous respirez », et là… je chope plein de sourires. Tout le monde se marre. Il suffit de sourire et d'un seul coup tu reçois un sourire. Ils lisent et, du coup, ça les met dedans. Et là mes autres bulles étaient positionnées au sol, et donc le fait de créer ce contact-là encourageait à lire les autres bulles au sol… Et, donc, c'était une super action, pour moi aucunement réfléchie ! 5 minutes avant de la faire je ne savais pas que j'allais le faire. C'est ça qui est intéressant aussi. C'est-à-dire qu'on se sert d'outils qui sont là… »

Animer la société

Il ne sait trop pourquoi il a arpenté les abords des universités, lui qui n'y a jamais suivi un cours et s'est construit une culture de manière tâtonnante.

« Moi c'est un milieu que je n'ai pas du tout connu, la Fac. Je n'ai jamais été à la Fac. J'ai toujours fait des écoles autres… […] Ce n'était pas l'ambiance Fac… et du coup, j'ai peut-être cette envie d'approcher ce milieu-là, que j'ai découvert un peu avec quelques réseaux d'amis […] et du coup je suis assez intéressé par m'occuper un peu de la Fac, c'est clair ! De sensibiliser à ça… […] Je me dis que c'est encore bon de transmettre quelques petites choses là… de leur montrer même pourquoi pas un peu de folie, d'oser faire des choses qu'on n'imagine pas possible, de passer des messages philosophiques… Je pense que ce n'est pas peine perdue. »

Il demande du temps de nouveau dans l'exploration de ses expériences et se réfère au livre de Saul Alinsky : « Manuel de l'animateur social, une action directe non violente ».

« Je viens de faire un stage de désobéissance il y a 15 jours, pour apprendre à désobéir, et dans tous les propos que j'ai pu entendre dans ce stage, je retrouve plein de points communs avec sa manière d'agir. C'est un désobéissant lui aussi. C'est quelqu'un qui va inventer des moyens de lutter pour les rendre publics, etc. C'est pour ça que je l'ai pris aujourd'hui. Je cherche à le lire dès que je peux.

C'est agréable du coup à lire. Tu as l'impression que c'est presque toi qui l'écris… […] Et moi ça m'aide à poser des mots, à chercher éventuellement un vocabulaire complémentaire au mien, en vue peut-être d'animer des stages de désobéissance après… Puisque je suis un peu parti là-dessus aussi. »

Il a une belle expression, « animer la société ». C'est qu'elle ne serait pas animée finalement. Elle serait donc sans animation. Ou dans une pseudo animation et « il n'en ferait pas assez » : « je suis concerné, mais je devrais m'impliquer plus ! »

« Moi je me considère, pour le coup, comme un animateur social… et tout est bon pour animer la société, et rentrer en contact avec les gens… autant des petits papiers, autant du marquage à la craie que du clown activiste ou non… Tout ce qui peut provoquer des états d'émotion, des surprises, des choses chez les personnes avec qui tu rentres en contact. Du coup, je me positionnes plus comme un animateur social qui remet un peu en cause le militant… […] Moi je reçois beaucoup ! Je suis touché, je suis sensible ! »

Il faut accepter d'être touché, il faut accepter sa sensibilité. Chemin de traverse pour une identité à façonner, toujours en attente et jamais donnée. Il sait qu'il n'aura jamais le courage et la possibilité de devenir un politique politicien : que deviendrait sa vie ? Il imagine sa vie sous ce régime de compression du temps. Tout cela lui paraît impossible, hors de portée. Comme il le note, nombre de groupes auxquels ils participent sont organisés en « associations non déclarées à la préfecture » et ne peuvent prétendre à demander des subventions. Mais ce à quoi il cherche à prétendre, c'est à gagner davantage d'autonomie. Il songe à pouvoir se passer du RMI, gagner quelques sous pour acquérir cette autonomie au regard des institutions.

« … vraiment adopter un mode de vie qui nous permette de gagner vraiment une indépendance par rapport aux institutions pour nous permettre une libre expression complète, une manière de ne pas être fliqués et de garder une liberté d'intervention, d'expression… pouvoir faire des surprises à qui on veut. »

À la question d'une tension qui pourrait l'habiter entre cette quête d'autonomie et la possibilité de pouvoir vivre de manière décente de sa créativité, il répond reconnaissance par la société des productions que des gens comme lui apportent à cette même société. Mais cette reconnaissance ne peut passer par des obligation en contrepartie ou un chantage au donnant-donnant. L'autonomie ne se négocie pas.

« On rentre un peu dans le débat de la reconnaissance de nos activités qui sont non lucratives… Si on commençait par reconnaître nos productions, enfin nos apports à la société au niveau de cette liberté d'expression qu'on offre, l'expression qu'on amène qui est autre que celle que peut proposer d'autres médias… le fait qu'on soit des diffuseurs d'information. Si en effet on nous reconnaissait et si on nous rémunérait presque pour ce qu'on avait, on gagnerait en moyens. […] Moi je serais encouragé, c'est sûr. Mais, après on a goûté à la liberté… donc nous, on est des indépendants. Moi si le gars dit : « ok, on te donne ça, mais tu vas devoir faire ça ». Pouf ! On ne négocie pas la liberté qu'on a ! »

Expressivité civique et urbaine

Pourquoi cette trajectoire de vie ? Pourquoi la donner à lire ? Singulière, elle ne prétend pas apporter plus que la singularité qui est rapportée. Pourtant, de fait et en filigrane, elle semble condenser de multiples trajectoires rencontrées dans cette recherche, dévoilant ainsi des formes d'engagement dans l'espace urbain, non sans ambivalence au regard d'un retour à la ruralité qui fait contrepoint. Si interprétation inaugurale, il doit y avoir sans présumer d'autres développements interprétatifs, on dira que deux traits majeurs parcourent cette trajectoire biographique, sous bénéfice d'inventaire.

Le premier qui tient ses soubassements idéologiques dans de multiples visions du monde, des plus conservatrices aux plus libertaires depuis l'épopée industrielle, s'inscrit dans un désir de *décélération* du monde social et technique et des rythmes de vie (Rosa, 2010, p. 111 sq.) en opposant un front du refus à l'enchantement progressiste de la modernité accélératrice. Cela s'appelle décroissance, simplicité des modes de vie, frugalité d'être contre l'avoir toujours plus assoiffé d'avoir, temps de la vie, expression de soi. En cela, ce trait fait lien avec certains membres d'HEP dont les positions

sociales renvoient davantage aux classes moyennes supérieures, mais aussi avec les acteurs de La Brique ou ceux de la Libre Parole.

C'est une autre manière de vivre la ville, une ville que de nouvelles modalités d'intervention civique des gens, dans leurs actes ordinaires, ici et maintenant – et sans attendre le grand soir –, obligent à moins de trépidations, de vitesse, de pollution, de travail, de gaspillage et à plus d'apaisement et de retenue, de temps libéré des temps contraints, de lenteur et de parcs, de production et de consommations éthiques. Un rapport au temps se construit qui se refuse à l'accélération continue et exponentielle du rythme de vie et des choses à produire. S'arrêter un moment et partir ailleurs, rompre le rythme de vie – se faire licencier –, ralentir en prenant d'autres chemins de traverse et inventer une autre vie. Se donner le temps, se donner le temps des voyages, des parcours à vélo, du potager à jardiner, des livres à lire, des rencontres dans des réseaux qui ne cessent de s'ouvrir. Vivre une décélération du temps, la produire pour vivre sa vie selon le rythme qu'on se donne et non selon celui que le système impose. L'idée libertaire de la conquête de l'autonomie individuelle ou collective tient à ce prix de la conquête du temps, de son rythme de vie personnel ou collectif.

Ce trait n'est pas nouveau, il fut d'une certaine manière l'originalité de la critique de certains romantiques, et en particulier de Blake contre l'aliénation industrieuse et urbaine (Löwy, Sayre, 2007). S'il n'est pas nouveau, il reprend de la vigueur comme à chaque fois qu'une « vague d'accélération » se produit (Rosa, 2010, p. 111) en tentant de délégitimer la modernité industrielle ou la postmodernité. On peut le noter d'un autre mot : l'engagement civique dans la vie quotidienne doit faire un usage modéré des ressources de la ville, voire plus, tendre à raréfier ces ressources pour plus d'apaisement et un rythme de vie qui n'entraîne pas une accélération des choses à faire. La ville doit se faire apaisante. C'est un rapport aux choses qui se refuse au gaspillage et à la consommation ostentatoire, à la dépense sans frein. Mais, la vie urbaine ne paraît pensable que dans sa corrélation avec la vie avec la campagne, davantage précautionneuse du temps, des choses, de la nature. Il faudrait tenir les deux bouts, l'urbanité et le rural. La ville-apaisement paraît bien une utopie au regard de ses fonctionnements actuels. Ce premier trait serait donc bien utopique, mais l'utopie est aussi un moteur de changement. On ne sait pour le présent les capacités de transformation qui s'y trouvent logées.

Le second, lié d'une manière implicite au premier, est celui d'une expressivité politique/esthétique dans l'espace urbain de la ville et dans les temps libérés par les désirs de temps ralentis. Les rues, les places, les impasses, les abords des stations de métro ne sont plus simplement le va-et-vient trépidant des voitures, des motos, des piétons ou des vélos entre travail et maison, magasins et stade, campagne et ville, ils sont ce que les gens en font pour s'exprimer, interpeller, revendiquer ainsi que le font aussi les slameurs de la Libre Parole. L'espace urbain, ce sont aussi des espaces libérés de la contrainte du temps accéléré où une prise de parole, un corps en mouvement – une danse hip-hop – viennent signer le pouvoir des gens sur leur vie collective et individuelle. Un rapport au monde, ludique et non violent, se réalise par la médiation de l'art activiste qui donne sens à la vie urbaine, dans la rue ou sur les places, sur une passerelle qui mène à l'université Lille 3 ou à une station de métro, cité scientifique, qui ouvre à l'espace du campus de Lille 1. On pourrait dire de manière rapide que la ville devient une scène, une multitude de scènes de prise de pouvoir des gens sur leur vie en tant que participants de la vie de la ville. La ville n'est plus contexte anonyme, elle devient sujet de soi dans les prises de parole et les modes d'intervention des gens qui l'habitent et la vivent. Est-ce exercice de la citoyenneté, est-ce une manière de faire de la citoyenneté urbaine ? C'est en tous les cas des *usages* de la ville qui se veulent par moments citoyens, qui tiennent à cet usage citoyen de la ville. Le sont-ils vraiment ? Et que veulent-ils dire ? Dans cette perspective, l'utopie paraît moins utopique et laisser place à des possibles acceptables.

On retrouve une même veine résistante : l'expression de soi ne peut être confisquée par ceux qui parlent au nom de ceux qui les ont élus (démocratie représentative) ; l'expression de soi se maintient envers et contre tout comme *expression civique* du non renoncement à la parole, au geste, à l'acte dans l'espace public tant comme contestation du politique que comme créativité de la politique. Un entre deux se profile qui n'est ni plus le politique comme institutions instituées de pouvoir (Castoridiadis, 1996, p. 224) reproduisant la logique policière des places et des fonctions politiquement assignées (Rancière, 1995) et qui n'est pas encore tout à fait la politique comme institutions désirables où

chacun s'affranchit de l'ordre policier pour créer le dissensus dans l'espace sensible. L'art activiste vient faire interruption dans le monde urbain, dans le cours des choses et des passants, il fait dissensus dans ce qui a cours ordinairement en interrogeant ceux qui passent, qui marchent et qui vont d'un point à un autre. Il interrompt le cours des choses et des hommes en jouant comme il le dit sur l'émotion et la sensibilité.

Comme pour l'expérience de Chœur de fondeur, cette expression civique butte, au delà de ses paroles et gestes, sur l'organisation pérenne du dissensus. L'organisation telle qu'elle est réfléchie dans nos modes de pensée dissout le dissensus de la politique et alimente le politique comme instance de pouvoir oligarchique, de reproduction des rôles et des places hiérarchisées. De ce point de vue, fait défaut d'un point de vue conceptuel, une organisation du dissensus dans l'expressivité politique qui donne place à ce qui est tout à la fois refus et créativité de la citoyenneté, liée/déliée à la démocratie représentative. Dans la même perspective, fait défaut le concept d'une citoyenneté qui n'est pas tout à fait insérée dans la démocratie représentative, ni dans une démocratie participative qui n'est qu'un outil aux mains des acteurs de la démocratie représentative.

5. L'ART AUX FENÊTRES

ASSO-RÉSO-MÉTRO et l'action « Les fenêtres qui parlent » veulent (re)donner la parole aux « *habitants* » dans la vie quotidienne de la cité, qu'ils reprennent un rôle de « *véritable acteur* » par des initiatives autonomes des pouvoirs publics et la participation à des débats publics, qu'ils soient « *partie prenante* » et « *partenaires* » de la vie locale[125]. Une tension apparaît immédiatement où l'initiative autonome s'articule au désir d'être un partenaire des autres acteurs locaux, en particulier politiques.

5.1. Une inflexion dans les engagements

S'y fait signe une tentative de se dégager des modes d'« *engagements traditionnels* » comme autant de traverses à l'écart des chemins balisés des engagements politiques et associatifs. Plus encore que d'écarts, il s'agirait davantage d'une certaine forme de *résistance* à ces chemins qui seraient *en miroir* des formes d'action des institutions politiques, c'est-à-dire pris dans les mêmes jeux de questionnement politiques et les mêmes manières d'aborder la vie de la cité. Des « *chemins tout tracés* » est-il dit. Il s'agit de se produire en produisant un écart, une manière d'arpenter la ville et l'urbain et de les travailler sous d'autres perspectives. Encore faut-il les définir. La culture et les manifestations artistiques seraient ces manières de s'engager dans un corps à corps avec la rue ou, plus largement, l'espace public. On ne sait si les initiateurs ont induit le débat sur le projet de ASSO-RÉSO-MÉTRO au regard de leur propre déplacement d'engagement vers la culture ou l'art, mais ils signalent celui-ci comme un fait collectif de tous les membres. Il s'agissait de se dégager des formes traditionnelles d'engagement, « *toutes tracées* ». Ici est mis en évidence la quête de ressorts différents de l'engagement qui explorent des voies plus ludiques. C'est qu'en arrière-plan un certain désenchantement à l'égard de ces formes traditionnelles se faisait jour.

> *« …Et on est arrivé très vite sur l'idée de participer à la vie culturelle de la cité. Ce mot culturel est arrivé assez vite de la part des gens. Beaucoup de gens disaient, on a des antécédents de parents engagés dans la politique, dans la religion et que ça ne nous convenait pas… on ne voulait pas ces chemins tout tracés, il fallait qu'on vive autre chose, un moteur différent… » (*Béatrice*).*

Si citoyenneté il y a dans cette forme d'initiative habitante, c'est aussi la fête qui en est l'enjeu. La cité qui se fête.

> *« C'était aussi faire des fêtes, connaître des gens, inviter des artistes à exposer comme on l'avait fait à Berkem Label[126], on voyait bien que ça avait rapport à l'art, aux artistes, là, il y*

125 L'usage de la notion de "partie prenante" par les acteurs ASSO-RESO-METRO n'est pas ici calqué sur celui, désormais inflationniste, des acteurs des entreprises.

126 Association créée sur un quartier, anciennement industriel, de La Madeleine ainsi qu'on l'a vu.

*avait quelque chose qui marchait et qui n'était pas de l'ordre du politique, de la religion ou du syndicalisme… » (*Béatrice*).*

On voit bien que s'opère dans cette expérience un retrait à l'égard de l'engagement traditionnel, dans les associations structurées et pyramidales, les partis ou les syndicats qui ne finissent plus qu'à fonctionner pour se perpétuer et reproduire leur pouvoir sans plus prendre garde au fourmillement créatif des gens en leur sein ou dans la société. En d'autres termes, ces structures d'engagement deviennent des "systèmes" qui cherchent à accroître leur sphère d'influence tout en se gardant des autres systèmes. D'une certaine façon, l'engagement doit être une aventure et qui dit aventure, dit créativité personnelle et collective. Le désenchantement à l'égard de l'engagement traditionnel est bien que celui-ci enferme la créativité ou l'initiative des gens et des collectifs.

« Je suis attachée à cette notion d'initiative, d'innovation, de créativité, c'est un moteur fort, la liberté aussi, je suis aussi quelqu'un qui est sur la continuité [de sa vie d'architecte]… » (Béatrice).

5.2. Une trajectoire d'engagement

La trajectoire d'engagement d'un des promoteurs des « Fenêtres qui parlent » est symptomatique, dans sa durée, des transformations qui ont affecté nombre d'individus dans leurs rapports à la « chose publique ». D'un engagement militant qui était articulé à sa vie professionnelle, il s'est dégagé pour partie afin de mobiliser son énergie en dehors de l'institué et retrouver une forme d'autonomie intellectuelle et d'action. Bien sûr, les anciennes dispositions militantes lui donnent encore une place prépondérante dans le social et son secteur associatif. Mais, à côté, il respire "l'air du large" dans l'expérimentation des « Fenêtres qui parlent », collectif informel, non hiérarchique d'intervention dans la cité à travers l'art et selon une tradition transformée du Nord. Ne serait-ce que sous cet angle, cet itinéraire ou, plutôt ce cheminement, traduit à sa manière singulière les transformations qui se sont opérées depuis la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingts.

Les « Fenêtres qui parlent » s'invitent dans la cité urbaine comme « *participation des habitants à la vie culturelle* » de la métropole quand le système local[127] tend à les exclure de toute prise de parole selon ses acteurs. On ne peut prendre à la lettre une telle affirmation. Que signifie-t-elle : proposition au regard de l'engagement même de ses initiateurs et de leur passé, de leur trajectoire ? Il faut croiser ce qui est de l'ordre des trajectoires individuelles et de ce qui est de l'ordre des subjectivations collectives. L'un ne va pas sans l'autre selon nos présupposés théoriques.

Un fait mérite attention, il n'est pas rien dans la trajectoire des gens : ces « Fenêtres qui parlent » arrivent à un moment de la vie de ses initiateurs ou fondateurs où ceux-ci ont déjà un passé, un acquis d'engagements associatifs divers, mais qui se trouve mis en question. Les fondations de l'engagement passé se lézardent. Un engagement qu'on dira en bref, traditionnel. Penser les fêlures ne se fait pas en un tour de main, il y faut du temps malgré le temps qui presse. Ils prennent leur temps, ainsi qu'on l'a noté, et passent beaucoup d'heures à réfléchir leur projet collectif au regard de leurs passés individuels de militants associatifs, mais aussi de la filiation de ceux-ci – les traces du passé dans les histoires familiales. Les fondations du projet « Les Fenêtres qui parlent » sont donc en même temps un retour réflexif sur des passés engagés dans des filiations familiales ou à l'encontre de celles-ci. Les « prises de position » engagées sont mises en perspectives réflexives ; elles viennent s'inscrire dans une mémoire, souvent familiale, en les prolongeant ou, au contraire, en venant les prendre à revers. La trajectoire personnelle s'inscrit dans des processus de subjectivation qui les dépassent et les engagent.

« Quand on a fait nos premiers tours de table, on avait échangé sur les raisons de nos différentes implications, on constata à l'époque ou, qu'il y avait une relation directe à nos parents, ou à nos grands parents, engagements ou pas, qui nous fait nous positionner, il y a des

127 La notion de système n'est pas anodine et renvoie à la théorie des systèmes où ceux-ci par des mécanismes systémiques – la rationalité instrumentale ou stratégique selon Jürgen Habermas – se reproduisent eux-mêmes et visent leur déploiement en cherchant à étanchéifier leurs rapports avec les autres systèmes. On se réfère à Niklas Luhmann (Sociétés, 1994), théoricien des systèmes et à Jürgen Habermas (1987), l'un de ceux qui a tenté d'inclure cette théorie dans une approche plus globale des sociétés (systèmes/mondes vécus).

traces, ou en prolongement ou en réaction, en contrepoint, et qu'on peut faire autre chose ou qu'on peut aller plus loin. » (Michel).

Du côté de Michel, il y a à la fois contrepoint par rapport aux parents, « *calmes dans leur engagement* » et saut et prolongement par rapport à un grand-père qu'il a peu connu mais qui, cadre dans le mouvement coopératif, « *a fait de la prison parce qu'il défendait des ouvriers…* » en 1948. Cet héritage, il le dit, n'est pas pour rien dans la construction de sa sensibilité au monde. Pour Béatrice, il s'agirait davantage d'une réaction à un mode de positionnement politique parental aux antipodes de ses prises de position. L'héritage n'est pas moins moindre, mais réactif.

Ce qui frappe chez Michel, c'est un infléchissement qui devient légèreté comme si la trajectoire passée d'engagement devenait trop lourde à porter, non en elle-même, et qui continue à se justifier comme trajectoire de soi – il se refuse dans l'entretien à toute idée de « bifurcation » ce pourquoi on la nomme « infléchissement » au regard de son ressenti et de son réflexif –, mais dans le rapport aux mondes des institutions politiques. C'est ainsi le rapport trop lourd aux institutions, elles-mêmes trop lourdes qui devient problème. Qu'est-ce que la lourdeur dans un regard sociologique ? Lourdeur et légèreté, voilà des notions nietzschéennes qui n'ont guère à voir avec un regard sociologique.

Au-delà de sa singularité, la trajectoire de Michel est représentative de beaucoup de celles qui se trouvèrent confrontées, au début de leur carrière, à l'arrivée de la gauche au pouvoir dans une liaison étroite entre des pratiques technico-professionnelles et le monde politique local. En même temps, elle est entrelacée à une vie d'engagements associatifs successifs. Peu à peu se posera la question de la distance, de la "bonne distance" aux pouvoirs politiques locaux. Bien qu'il parle du « bonheur » de ses premières années professionnelles, des illusions vont se déchirer et le rapport au politique institué local se faire critique. De manière concomitante ce qui frappe, ce sont les déplacements qui ne cessent de marquer tant sa trajectoire professionnelle qu'associative.

Michel se rappelle avoir commencé une vie d'engagement associatif jeune et d'avoir en 1973 révisé son bac dans le club de jeune – éducation populaire – où il faisait des permanences. Plutôt en retrait en termes d'engagement, son père s'inquiète des modalités erratiques ou imprécises de cette révision mais les résultats de l'examen le rassurent. À partir de cette première expérience, il tombe dans l'éducation populaire, prolongement du club de jeunes. Deux années de droit, et il se rend compte que ce n'est pas vraiment ce qu'il veut faire ou ce qui lui donne accès au plaisir de la vieille éducation populaire. Il note ces « bonnes années » de l'éducation populaire – avant les années de crises des années 1990 – qui lui donnent ses apprentissages de base.

*« …je suis parti dans la formation permanente pour devenir animateur dans les bonnes années de la fédération Léo Lagrange [1979-1980]. J'en recroise plein de ceux qui étaient à Léo Lagrange. Ça a forgé mon outil de base… » (*Michel*).*

Alternance du pouvoir en 1981 : comme nombre d'acteurs de sa génération, il va participer aux politiques locales qui se déploient sous de multiples thématiques (ville, jeunesse, quartier). Son premier poste le conduit à s'emparer de la thématique jeunesse dans l'équipe opérationnelle de la politique de la ville à Grande-Synthe, début 81, « *dans la dynamique Dubedout* ». Liaison étroite du politique et du professionnel, « *laboratoire théorico-pratique* » où nombre de décisions et d'actions se prennent dans le temps présent et l'urgence de ce temps présent, coopération des diverses instances politiques, voilà ce qu'il retient de cette période. Apprentissage individuel et laboratoire collectif de la gauche au pouvoir dans les institutions locales.

*« …ce qui fait que moi, mon apprentissage professionnel, au-delà de ça s'est fait en immersion totale, en relation politique avec le maire, mais on était en même temps dans le laboratoire de la politique de la ville, entre théorie et pratique, enfin on avait plus de temps pour la pratique que pour la théorie, mais on pouvait avoir du regard et puis ça s'est construit avec les partenaires, État présent, région présente, ville présente, c'était un vrai bonheur, enfin un vrai… un vrai merdier, mais en même temps un bonheur professionnel que de pouvoir… » (*Michel*).*

Comme nombre d'acteurs de cette époque-là, engagement professionnel, engagement politique, engagement associatif s'entrelacent dans une période d'intense activité, portées par les administrations

de mission de la gauche au pouvoir. Les solutions se construisent en « *live* », temps du « *live* » et du direct, temps de l'improvisation dans une effervescence politico-administrative, vite close dans le temps des contraintes.

> *« … on faisait du direct, ma première prise de parole en public, c'était un soir, 80 personnes, et c'était pour parler de la problématique jeunesse… ce qui est sorti de ça directement, ce fut la décision en direct de mettre en place un centre d'animation jeunesse, pilotage ville, ministère de l'intérieur, jeunesse et sports, Voilà, on était… c'était du* live*… Il y avait des problématiques et on construisait des réponses en* live*… » (*Michel*).*

Puis, après une période où son travail consiste en ingénierie d'appui à des structures de développement local, notamment à la fédération Léo Lagrange, Michel retrouve un poste au sein d'une municipalité, celle de Hem, comme chef de projet, DSQ puis DSU. De nouveau, ce qu'il appelle un « *laboratoire* », un laboratoire d'idées et de pratiques. Ce qu'on pourrait nommer de l'expérimentation politico-sociale en continue, dans l'ici et le maintenant des politiques locales. Un « outil », le "fonds de participation des habitants", permet une logique « *autogestionnaire, participative en tout cas* ».

> *« C'était plus du laboratoire, conduire un projet directement, toujours participatif, avec les outils sur la réhabilitation du bâti, avec la participation des habitants et des associations, sur un territoire hard où il y avait eu en fait une confrontation assez dure entre les militants de gauche, de droite, mais ça je l'ai appris après, en 90, il y avait eu deux chefs de projet qui étaient restés trois mois, et le premier habitant rencontré me dit : « et vous vous comptez rester combien de temps ? » » (*Michel*).*

Il ne faut pas se leurrer, il le souligne, le fonds de participation des habitants participe avant tout du financement des collectivités plutôt que d'une logique participative.

> *« Le FPH avait la vertu de pouvoir développer une logique participative ou d'être une planche à billets pour l'élu local, ça a plutôt fonctionné comme ça… [la planche à billets] » (*Michel*).*

De ces années on peut retenir le mot "laboratoire", même si déjà se font jour des critiques sur les rapports construits avec les associations et les habitants. Peu avant cette année qui conduira à la constitution de ASSO-RESO-METRO, il prend une année sabbatique – formation de reconversion –, qui est celle de la prise de recul réflexif et d'un repositionnement professionnel : en 1999, il « *passe dans le champ du handicap en y transférant les méthodologies de projet de la ville* ».

Cette trajectoire professionnelle n'a cessé de résonner au regard d'une trajectoire faite d'engagements associatifs dans des champs multiples d'activités.

> *« Voilà, et puis, pour terminer tout ça, finalement quand je fais mon CV, depuis 72/73, j'ai toujours eu un engagement associatif, différencié, à divers postes de responsabilité » (*Michel*).*

L'engagement donc, dès sa jeunesse, un engagement diffus qu'il tente d'éclairer. Il y a le club de jeunes de sa petite ville qui va l'engager dans l'éducation populaire.

> *« …le club de jeunes ? Rencontrer les filles… [rires]. Sérieusement, c'était trouver dans la proximité… j'avais l'idée de l'identité dans la proximité, c'était un copain qui m'en avait parlé, […] tenter de s'organiser pour les jeunes, parce que dans cette foutue ville qui avait quarante ans de communisme* de back ground*, il y avait une percussion entre la politique de la ville au sens local du terme qui ne voulait rien entendre des jeunes, qui dès qu'elle voyait deux jeunes dans une cité, il y avait un problème, un regroupement, hourp, que se passe-t-il ? Le club de jeunes, je l'ai assez vite perçu comme un îlot identifié où l'on pouvait commencer à construire quelque chose en termes… même de loisirs… » (*Michel*).*

Une petite équipe de quatre/cinq jeunes développe des activités de loisirs – « *c'était simplement ça, mais c'était tout ça* ». En écho aux jeunes de LPI formés aux éclaireurs de France, beaucoup plus tard, il s'agit de prendre des initiatives. Les adultes suscitent cette prise d'initiative.

> *« …et puis, après une prise de responsabilité, la prise d'initiative a commencé à prendre tout son sens, des adultes nous donnaient la possibilité de prendre des initiatives, et après, on m'a dit que c'était aussi ça l'éducation populaire, ça me plait bien et la vocation était, je crois, trouvée, à l'époque j'allais évoluer… l'opportunité de saisir le métier d'animateur à bras le*

*corps m'est venu sans trop hésiter, Voilà, c'était ça, le rapport jeunes/adultes me paraissait intéressant, il y avait, dans l'équipe d'adultes, peut-être quelqu'un qui a joué le rôle de père spirituel, il y avait la vigie, il y avait l'identification, peut-être une reconnaissance, un modèle, non pas un embrigadement, il ne s'est jamais agi de cela, mais c'était une tentative de réponse dans une ville qui de toute façon ne souhaitait, n'avait aucune volonté d'organiser des choses, moi, ça m'a amené assez vite à non pas à militer politiquement, car je l'ai pas fait à l'époque, mais à entrer en percussion… [avec la politique locale] » (*Michel*).*

Il raconte une anecdote où, tard un soir, des membres des jeunesses communistes débarquent dans le club de jeunes pour essayer de vendre des cartes d'adhésion aux J.C. Malgré la soirée éméchée, il faudra en passer par une discussion politique approfondie fait-il remarquer aux jeunes communistes.

*« Voilà, ils n'ont pas vendu de carte à mes valeureux camarades, et là je rentrais en résistance, ce rapport au politique il a commencé à me chatouiller à partir de là… » (*Michel*).*

Dans la lancée de 1981, à Grande-Synthe – son premier poste professionnel – il adhère au PS – « *je le reconnais* », dit-il. Il atténue la portée de son engagement politique par des considérations stratégiques et un positionnement critique :

*« …C'était le moyen d'avoir des informations quinze jours avant tout le monde en tenant mon rôle professionnel, mais j'y ai joué un rôle de gratte… pas de fouille merde, mais celui qui posait les bonnes questions, ce qui faisait chier à un moment donné le secrétaire » (*Michel*).*

Cet engagement sera finalement de courte durée puisque dès 1982, il devient délégué du personnel à Léo Lagrange, puis délégué syndical dans le syndicat minoritaire, la CFDT, qui, supplantant la FEN, devient majoritaire en 1984 : première distanciation.

*« …C'était aussi dans la mouvance à l'époque où l'Instep formation recrutait très largement des publics, qui n'étaient pas des publics maisons, qui n'adhéraient pas à la FEN, mais à la CFDT au moment de… après le rapport Schwartz où les formations 16-25 ont pris de l'amplitude et qu'il y a eu une explosion… […] mais les caciques PS FEN à Léo Lagrange n'ont pas vu arriver, il y a une mouvance, un renouveau qui s'est transcrit dans le fait de passer majoritairement à la CFDT » (*Michel*).*

En 1990, il démissionne de Léo Lagrange :

*« …parce que là, vraiment, c'était… j'avais fait le tour de la question tant en tant que professionnel, que de délégué du personnel, que de délégué syndical et je ne pouvais plus les supporter de l'intérieur, mais ça reste une grande école et je dissocie l'Instep formation qui a opéré une scission à l'époque et qui existe encore, d'avec la fédération qui est moribonde et qu'on aurait dû euthanasier il y a quatre ou cinq ans déjà… » (*Michel*).*

Il prend ses distances avec l'éducation populaire instituée, inféodée aux partis politiques. C'est la question des rapports entre les milieux associatifs et les partis qui devient la pomme de discorde. Après une décennie de vie militante, il ne supporte plus cette main basse sur les associations, cette altération de l'autonomie associative et de son projet.

Entre temps, une succession d'engagements associatifs vont ponctuer son parcours. À Grande-Synthe l'accompagnement des jeunes toxicomanes, puis la valorisation du cheval de trait dans les Flandres jusque dans les années 90, la création de l'association « Lille-Fives des Raisins et d'Ailleurs » où, il s'agissait de faire du vin tout en réalisant « *une action philanthropique en n'en vendant pas beaucoup mais très cher* », ce qui permis de collecter 30 000 euros en dix ans qui furent redistribués à des actions caritatives, en 1994, les centres sociaux et la présidence du centre social de Fives, « *une vigie permanente, particulièrement sur Lille* ».

« …Nos itinéraires se sont croisés grâce à Christian R., moi sur le champ social, Béatrice sur l'aspect environnement urbain, cadre de vie, dans le cadre des actions d'éducation à l'environnement urbain… et puis notre rencontre a fini par produire cette réflexion en 99 pour vouloir en arriver à créer un réseau métropolitain dont on ne savait pas à l'avance qu'il aurait pour façade, pour vitrines, pour fenêtres… [rires], et bien « Les Fenêtres qui parlent ». On s'était dit qu'il fallait bien que ça débouche… sur une matérialisation, mais on s'est laissé du

temps pour réfléchir, c'est ce qu'on se dit toujours, laisser le temps au temps… Un an et demi, deux ans… » (Michel).

5.3. « Métro »

« Métro », dernier terme de la nomination de ce collectif. C'est « *un moyen de liaison souterrain qui relie les hommes* » ; il y a la liaison mais aussi son caractère souterrain sur lequel il n'est rien dit. On est renvoyé au réseau finalement, terme déjà employé, un réseau de personnes, « *un moyen efficace de communiquer* », sans doute de manière souterraine. On est dans l'ordre des moyens, sans doute au regard de fins qui ne sont pas développées ou alors elles le sont dans les définitions précédentes : deux finalités apparaissent, l'une est la mise en valeur des actions particulières des membres du collectif (fonctionnement interne), l'autre est la légitimation externe de la parole.

Ce « métro » renvoie finalement à la métropole, « *échelle intéressante d'expression de la citoyenneté* » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2000). On ne sait tout d'abord pas pour quelles raisons puisqu'elles ne sont pas explicitées. D'autres textes indiquent des lignes de sens. La métropole est un monde vécu avec de multiples quartiers – il faut noter l'importance de cette multiplicité – qu'habitent les membres du réseau, mais ces quartiers sont en « *renouvellement urbain, avec des potentialités qui sont encore à exploiter* » (RÉSO-ASSO-MÉTRO, 2007). La métropole est en jachère au regard de la « citoyenneté urbaine » – terme qu'utilisent les membres du réseau. Un potentiel civique de transformation de l'urbanité dépend de la capacité d'initiatives des habitants quand ils se prennent en charge et se rencontrent dans les différents espaces de l'agglomération.

> *« Les Fenêtres qui parlent », c'est* « aussi découvrir les autres quartiers puisque, bon, c'était un peu dans nos optiques, on est dans une métropole, ça veut dire quoi une métropole, ça veut dire plein de villes, pleins de quartiers, pleins de gens et pleins d'initiatives, plein d'artistes qui font des choses extraordinaires… » (Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007).

> « Cela repose sur la conviction qu'une politique d'agglomération peut se nourrir et s'enrichir d'initiatives d'habitants, que la transmission de valeurs jeunes/adultes, telle que la citoyenneté active, prend toute sa force en situation d'initiative effective. » (Réso-Asso-Métro, 2007).

La question de la démocratie locale en est l'enjeu pour le collectif ASSO-RÉSO-MÉTRO. Démocratie locale qui n'est pas réductible aux jeux politiques des partis.

> « Asso-Réso-Métro se veut être une manière d'exister dans le champ de la démocratie locale, entre démocratie représentative et démocratie participative, en affirmant que les partis politiques, quels qu'ils soient, ne sont pas les seuls garants de notre fonctionnement démocratique. Il semble en effet nécessaire de trouver d'autres façons d'identifier les problèmes et, au-delà, de trouver des solutions pertinentes, véritablement concertées avec les personnes concernées » (Asso-Réso-Métro, 2007).

Du point de vue des acteurs qui doivent être pris en compte, la citoyenneté réside dans les actes, les paroles, les discours, les représentations du monde qui brisent la routine des évidences sensibles urbaines, les rôles et les fonctions assignés à chacun (l'habitant passif acceptant ce rôle d'acteur soumis à la démocratie représentative comme participative), passant ou consommateur, producteur ou interlocuteur passager. La citoyenneté est l'interruption sociale du cours habituel des choses urbaines, leurs évidences sensibles qui partagent le monde urbain dans des rôles attribués. La citoyenneté ordinaire interrompt le cours ordinaire des choses urbaines ordinaires, elle renvoie à la capacité des « personnes concernées » « d'identifier les problèmes », de « trouver des solutions pertinentes », par la concertation. Elle est ainsi ce supplément à des rôles attribués qui en détournent le sens. Dans cette perspective la citoyenneté, si elle a un sens, est résistance à l'assujettissement des citoyens planifié par les diverses collectivités locales qui font l'État.

Avant la création de « RÉSO-ASSO-MÉTRO » et de l'action « Les Fenêtres qui parlent", l'association de « Berkem La Belle », cofondée par Béatrice Auxent, conduit une action dont elle donne après coup les objectifs. On voit que ses objectifs ne rejoignent pas ce qu'il est convenu d'appeler la *démocratie participative*, une forme de démocratie où les habitants et les associations sont "invités" à participer par les pouvoirs politiques locaux à des espaces de débats, de concertation, voire

de décisions. Il s'agit ici de faire en sorte que les habitants prennent l'initiative, et de manière autonome, des pouvoirs publics, inventent des modes d'action culturelle.

6. Les engagements dans l'habiter : la difficile définition du bien commun

Sans doute, faut-il comprendre les cadres de pensée et d'agir des acteurs de HEP. On n'insistera pas sur ces faits bien connus, mais il est cependant nécessaire d'en fixer quelques traits et de penser cette expérience au regard de l'épaisseur historique de l'imaginaire mobilisé.

Cet imaginaire des acteurs d'HEP s'inscrit dans une vision de transformation du monde à partir d'un engagement dans une transformation de son expérience de vie, ici et maintenant, dans la poursuite des mouvements des années soixante-dix, mais aussi plus anciennement d'une gauche dite "utopique" qui engageait le changement social à partir d'expérimentations localisées qui pourraient « faire tâche d'huile » par leur exemplarité. Le changement était celui de la contamination de proche en proche et avec des améliorations successives des modèles inventés. Ce modèle d'un réformisme utopique localisé, attribué aux classes moyennes, a pu être contesté par d'autres militants en ce qu'il n'attaquait pas les structures socio-économiques profondes et pouvait paradoxalement conforter le "système" en l'aménageant et le réformant à la marge. On connaît ces vieux débats qui ne datent pas d'hier, mais qui se trouvent réactualisés par l'affaiblissement de la croyance en des métarécits fondés sur le "grand soir" et l'appropriation des moyens de production dont découlerait une autre société. Cette croyance s'articulait à sa condition de possibilité, une compréhension globale du monde, de ses mécanismes de production et de reproduction : « agir localement, penser globalement ».

6.1. L'engagement localisé

Les régulations associatives, de même que les régulations entre l'État et les mouvements associatifs, nées après 1945 dans la période de reconstruction, vont se trouver fortement déstabilisées par les évolutions socio-économiques et culturelles à partir du milieu des années soixante. Bien avant ce qu'il est convenu d'appeler "la crise économique", les sociétés occidentales ont subi une crise des valeurs et du sens. Ce sont les représentations globales du changement de la société qui se trouvent mises à mal ou, dit autrement, c'est la représentation évolutionniste de la société comme fait inhérent à la modernité qui commence à craqueler.

6.1.1. Transformations socio-économiques et crise culturelle

Les mouvements régionalistes puis ceux du développement local opèrent une critique globale de la légitimité des modes de croissance et de développement induits par l'après-guerre. Croissance n'égale pas développement qui n'égale pas progrès. C'est la critique du développement productiviste qui engendre des effets pervers et des externalités que la société doit dans un second temps réparer ; il en ressort un développement inégal des régions qui renvoie à de nouvelles aspirations : celle d'une intervention maîtrisée et collective des communautés, celle d'un nouvel enracinement dans des appartenances culturelles revivifiées, celle d'un développement harmonieux conjuguant les aspects sociaux, économiques, culturels. Réinvestissant des problématiques du Sud, les thèmes du développement local global, endogène, ascendant prirent formes dans les années soixante, et en premier lieu dans la région de Bretagne. Les mouvements écologistes développent aussi une critique du modèle de développement qui met aussi à mal l'imaginaire du progrès comme principe de modernité et signe " le déclin de l'évolutionnisme du progrès naturel et scientifique " (Dubet, 1994, p. 55). Dans le renversement des valeurs qui s'opère autour des notions de société et de communauté (et, en particulier, des communautés concrètes), cette dernière n'est plus forcément identifiée au conservatisme, à l'archaïsme qui s'opposerait à la société comme modernité.

En creux, c'est bien d'une crise idéologique de l'État social dont il s'agit puisque, des interrogations venues de différents points d'horizon de la gauche – en particulier, la "seconde gauche" –, surgissent sur la légitimité et l'efficacité de ces modes d'intervention. Avec leurs logiques bureaucratiques et centralisatrices, ceux-ci induiraient un amoindrissement de la responsabilité et une

passivité des citoyens, ils favoriseraient l'absence d'implication et de maîtrise civique des usagers à l'égard des équipements et services publics, ils rendraient abstraits et invisibles les ressorts et les mécanismes de la solidarité qui, en outre, renforcerait le phénomène de l'individualisme. Il y avait tous les signes d'une fragilisation culturelle de l'État social dans sa fonction d'auxiliaire de l'économie, de garant et de producteur de solidarité et de "grand socialisateur" des individus dans tous les domaines de la vie. En ne favorisant pas l'innovation, l'initiative, les solidarités concrètes mais plutôt l'inertie, le contrôle social, le clientélisme, ces modes d'intervention seraient incapables de produire une manière de vivre ensemble gratifiante pour les individus ; le "social étatisme" ne pouvait produire la société et il n'en était qu'un substitut : « les citoyens n'étaient pas les sujets agissants du social étatisme ; ils en étaient les administrés, les objets, en qualité d'allocataires, de cotisants et de contribuables » (Rosanvallon, Viveret, 1977).

D'autre part, à l'égalité vient se substituer l'équité et à l'universalisme s'ajoute l'affirmation et la légitimation des différences. Le respect de l'autre, des différences culturelles, l'affirmation du particulier comme valeur viennent perturber les idéologies universalistes qui sous-tendaient le projet idéologique de l'assimilation intégratrice par l'État nation républicain. Si l'on en reste aux discours, un tel retournement de valeurs de l'universel dans le singulier ou le particulier paraît au cours des années soixante-dix profondément déstabilisateur et introduit des tensions plus fortes entre des termes où autrefois, l'un avait préséance sur l'autre.

Les mutations de l'économie, sa mondialisation (Reich, 1993), sa tertiarisation (Perret, Roustand, 1993) qui changent la nature même du travail, ses modes d'organisation et de régulation ainsi que les modes de socialisation et de production des identités professionnelles, les changements technologiques de l'information et de la communication qui brouillent les anciens repères spatio-temporels (Giddens, 1994), l'émergence des économies du savoir qui risque de renforcer les inégalités culturelles, l'épuisement des métarécits (politiques, religieux, idéologiques, etc.) qui avaient donné un sens global et téléologique aux actions humaines (Lyotard, 1978), les changements politico-administratifs (la décentralisation et les nouvelles politiques publiques transversales) ont encore plus déstabilisé l'ensemble des modes de régulation qui existaient entre le marché et l'Etat mais aussi, entre celui-ci et le monde associatif. Ce qui est donc désormais en jeu, c'est la déstabilisation profonde des formes antérieures de régulations qui permettaient aux associations d'ajuster des compromis entre leurs différentes logiques d'action, souvent en tension, celle de l'intégration par la conformité et celle du changement par l'innovation et la transgression.

Si les changements associatifs résultent de la transformation globale des régulations au sein de la société, elle provient aussi de l'écart qui existe au sein du mouvement associatif entre un engagement localisé, ponctuel, expressif de plus en plus prégnant, et une orientation politique globale de changement de moins en moins visible qui puisse donner un sens plus universel aux actions concrètes localisées. Une certaine crise du champ associatif peut être vue comme la crise des rapports distendus, voire défaits, entre un travail associatif localisé qui possède son propre sens et une conduite plus générale de changement à la recherche de ses valeurs. Les synergies vertueuses entre le central - ou le national – adossé à l'État et le local dans la période de reconstruction d'après guerre semblent se déliter[128]. Mais cette crise se traduit aussi par un renouvellement localisé de l'action associative.

6.1.2. Le pragmatisme de proximité entre innovation et gestion.

Au regard de ces déstabilisations et les renforçant, il s'agit de reprendre du pouvoir sur sa vie dans l'ici et le maintenant du quotidien. Dans la généalogie du fait associatif, on peut dire en première approximation que HEP se rattache à – et prolonge – l'émergence de nouvelles mouvances associatives qui, à partir du milieu des années soixante, insistent sur le *changement pragmatique dans l'ici et le maintenant et la vie quotidienne* : l'autogestion dans les structures entrepreneuriales ou territoriales, les luttes locales et urbaines, les formes de développement local qui se renforcent avec l'émergence de la notion de pays (*pagus*), les groupes d'action municipale (GAM), les boutiques de

128 C'est plus tardivement dans les années 90 que les effets de ce délitement se feront sentir dans une entrée en crise de toutes les grandes fédérations associatives.

droit et de santé, toutes les structures liées au mouvement féministe, les alternatives écologiques, le mouvement dits des nouveaux entrepreneurs, les entreprises alternatives d'insertion[129], les lycées autogérés, etc. C'est le temps de l'« innovation », de l'« expérimentation », des « alternatives » dans la proximité, « d'une politique décentralisée, marquée par l'idéal autogestionnaire » (Rosanvallon, 2004, p. 421), soit une deuxième gauche qui se cherche avec des concepts quelque peu flous (Allan Michaud, 1989, p. 25 sq.). Il s'agit d'un renouveau du politique dans les associations, comme interpellation localisée au regard d'un arrière-plan plus général de transformation des rapports sociaux et politiques. Pour Rosanvallon, l'expérimentation sociale provient de la société civile qui tente de reprendre un pouvoir qui lui a été confisqué par l'Etat, ainsi qu'une capacité de récréer de « l'identité collective des citoyens » (Allan Michaud, 1989, p. 27). Delors y voit aussi une action de citoyens pour produire ce qui ne l'est pas, par le marché et l'État, en quoi se dessine le concept de tiers secteur.

C'est qu'à partir de cette époque, l'importance de nouveaux mouvements sociaux (féminisme, écologie) commencent à déplacer les valeurs centrales de la société, axées sur la valeur travail, vers le hors travail (famille, corps, intégrité des personnes, différences culturelles). Ce pragmatisme de proximité s'est peu à peu imposé aux acteurs de terrain : le changement dans "l'ici et le maintenant" dans les divers champs d'activités est devenu l'horizon des pratiques associatives. Dans un premier temps, dans les années soixante-dix, sous la forme de l'"innovation", de l'"expérimentation", de l'"alternative", de l'"autogestion " dans l'économie, le droit, la santé, la formation et le travail, autant de concepts sont pensés dans une logique de la différence et de la proximité. L'un des exemples connus est celui de l'idéologie de l'expérimentation sociale qui, portée depuis le milieu de la décennie 70 par l'association "Autrement pour la diffusion de l'innovation sociale et culturelle", concernait selon ses propres acteurs les " différentes pratiques de rupture et d'innovation dans la vie quotidienne : éducation, santé, famille, culture, etc…" (Autrement, 1980). " Accompagner l'émergence d'une économie différente " (Autrement, 1980), tel est donc l'objectif de ces structures associatives, colloques, rencontres, publications qu'impulsent, organisent, animent, éditent l'association « Autrement ». Si cet accompagnement permet à cette dernière d'y puiser un ancrage sur le marché éditorial et d'y acquérir une légitimité par les réseaux qu'elles constituent avec les technocrates, fonctionnaires, enseignants, sociologues, économistes, banquiers de l'économie sociale, etc., il n'en demeure pas moins que cette émergence d'une économie différente et de nouveaux entrepreneurs se réalise sous les vocables de l'innovation, de l'expérimentation, de l'initiative sans replacer cette irruption du "différent", du "nouveau", de l'"autrement" dans une analyse plus globale des structures sociales et économiques et des changements qui les affectent. Ce qui est simplement nommé, c'est de manière progressive l'approfondissement de la crise et la montée du chômage.

À la fin de la décennie soixante-dix, cette idéologie de l'expérimentation sociale se déplace fortement des domaines qui concernaient plus spécifiquement le hors travail, vers les problèmes de l'emploi qui deviennent cruciaux. Ces problèmes sont principalement entrevus sous l'angle de la création d'entreprises, création sous-tendue par un mouvement plus large et flou constitué par les tentatives d'instaurer " une économie différente et l'émergence d'une nouvelle culture professionnelle " (Autrement, 1980). Le concept des "nouveaux entrepreneurs" est créé[130], dont certains sont les responsables des entreprises intermédiaires visant l'insertion des jeunes mis en difficulté par l'évolution de la société. Mais le pragmatisme, au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, va s'éloigner de l'expérimentation d'une économie différente – alternative disait-on aussi - pour se confronter aux problèmes économiques, sociaux et culturels entraînés par les phénomènes de

129 Au milieu des années 70, en opposition aux CHRS, un courant de travailleurs sociaux porte la création d'entreprises sociales *alternatives* visant des biens d'utilité sociale et respectant les valeurs de l'autogestion ou de la démocratisation des rapports sociaux de travail. À partir des marges de l'économie et des laissés pour compte de la modernisation, un changement alternatif pourrait se diffuser à travers ces nouvelles expériences locales (Eme, 2006).

130 En novembre 1979, un colloque est organisé à Lille par cette même revue avec le concours de la ville et du Conseil régional sur le thème des "nouveaux entrepreneurs". Le résultat d'une enquête réalisée en 1980 par « l'Atelier pour la création et l'expérimentation sociales » est publié sous le titre *Du social à l'économique, l'aventure des éducateurs/entrepreneurs*.

désaffiliation (Castel, 1995). Le changement de la société est moins à l'ordre du jour que le changement de la condition des personnes qui se trouvent mises en difficulté par les transformations socio-économiques. Les politiques publiques qui tout à la fois ne cessent de focaliser leurs actions autour de la proximité - " être au plus proche ou plus près des habitants, des familles, etc. " - et de faire appel aux solidarités associatives renforcent d'une certaine façon leur emprise sur les associations. Une page se tourne lentement.

6.1.3. Changement et associations

Si le changement se réfère encore à de grands récits, si la croyance dans un changement est encore là, il n'en demeure pas moins que les modalités de changement ouvrent un nouvel imaginaire davantage rattaché à la symbolique de l'immédiateté et renvoyant au foisonnement de milliers d'expériences locales qui, par diffusion, pourront introduire des changements plus importants. « Penser globalement, agir localement », on connaît le slogan. Un changement des régimes discursifs, comme aurait dit Michel Foucault. Il n'en demeure pas moins que se fissurent les métarécits et que ces expérimentations sont prises dans une tension entre innovation et gestion locale de la société. La *conflictualité* est encore au cœur du changement, elle construit des rapports de force locaux permettant des négociations. Nombre de fonctionnaires disséminés dans les administrations sont en alliance avec ces expériences locales et les soutiennent. Mais, la conflictualité n'est plus aussi centrale, elle se déplace progressivement vers les scènes sociales locales retrouvant l'une des traditions associatives : l'agir local dans un espace de proximité qui se désintéresse des rapports de forces centraux.

Ces mouvances associatives ont été interrogées quant aux rôles qu'elles pourraient jouer dans « les transformations de la démocratie » (Rosanvallon, 2004, p. 421), et quant à l'importance du rôle de la société civile dans le cadre d'une crise du politique et de la représentation politique, mais aussi d'une crise culturelle quant aux fondements de l'autorité (Rosanvallon, 2004, p. 422), et quant aux décalages entre une société légitime aux structures mentales conservatrices et une société qui tend à s'émanciper de ses cadres. La « culture politique » seconde gauche, dans l'articulation décentralisation et autogestion, repose la question de l'association et de sa légitimité.

Il n'est qu'à relire les rapports du commissariat général au plan, l'État – ou en tout cas certains fonctionnaires – qui reconsidèrent le rôle des associations : écoute des demandes sociales, forces d'innovations (1975), participation des Français à l'amélioration de leur cadre de vie (Rosanvallon, 2004, p. 423). Il s'agit de faire entrer les associations dans le jeu entre administrations et élus. L'association, comme troisième composante du jeu sociopolitique, est légitimée et la notion de tiers secteur apparaît (Delors, Gaudin, 1979). Nombre de textes réglementaires vont officialiser la participation des associations (mais souvent consultative) aux décisions dans nombre de secteurs d'activités. En même temps, ce désir de volonté d'une démocratie directe (ou participative), d'un rôle accru des militants entre experts et élus ne s'est pas véritablement déployé, suggérant que les réserves restaient profondes à l'égard du fait associatif de la part des élus.

6.2. Un bien commun pas si commun…

L'habitat partagé met en jeu des réalités trop sensibles – qui touchent à la subjectivité – pour les individus ou les familles pour qu'il ne soit pas l'objet de malentendus, de controverses – parfois non dites –, de représentations diverses du monde. « La proximité de l'habiter » met en tension ce qui est commun et ce qui ne l'est pas, l'espace privé (et au sein de l'espace privé, les espaces intimes propres à chacune des personnes) et l'espace commun, la gestion des espaces communs, la représentation de ce qu'est le « vivre commun » au regard des représentations du « vivre privé » ; il peut exposer le « vivre intime » dans le commun ; il les met en tension dans une projection des histoires familiales et de l'histoire commune où sont en jeu les séparations, les filiations et les patrimoines. L'habitat partagé met en tension les grandes dimensions de la vie des individus, que ceux-ci tentent le plus souvent de cloisonner. Il permet de comprendre des types d'engagement où sont en jeu tout à la fois de nouveaux rapports sociaux dans l'habiter – un autre mode de vie dans l'urbain – et le souci de la préservation de soi (vie et transmission familiales, capital économique, social et culturel de soi et de ses enfants). Ce en quoi il est un objet sociologique qui mérite attention et éclaire sous un angle aigu des aspects plus

généraux de la vie sociale et des engagements des gens. Outre les tensions entre aspirations individuelles/familiales et visées collectives, ces dernières paraissent en réalité l'objet de visions éclatées, comme si le *bien commun* ne cessait de se dérober. Comme s'il ne fallait pas passer à l'acte d'un bien commun désirable et désiré.

6.2.1. Un projet dédoublé

On peut se demander si derrière son acronyme engageant, HEP ne représente pas deux logiques différentes pour les membres du groupe, problème supplémentaire d'un collectif aux contours mal définis qui ne cesse de se chercher dans le partage. D'un côté, le qualificatif "écologique" prédomine, de l'autre, c'est celui de "partagé". Ce qui signifierait que la nomination même d'«habitat écologique partagé » est d'abord un problème de compréhension entre les acteurs et qu'elle *se partage* entre l'écologique et le partagé dans un rapport différent à l'urbanité.

> *« … Parce que, ce que je n'arrive pas à savoir, c'est si mes objectifs sont sur la question du partagé ou si c'est plutôt sur la question de l'écologique. Moi j'ai l'impression qu'en fait, c'est les deux… » (*Bernard*).*

Le partagé est aussi un partage, une division des parts ou une mise en commun. Rien n'est sûr à ce propos sur la question du partage cognitif, compréhensif – séparation, mise en commun – qui préfigure le partage social et culturel dans le possible habitat futur. En même temps, à un autre niveau, l'habitat partagé est lui-même, en soi, une possibilité de *partager le sensible urbain* (une partition dans l'espace urbain) ou une manière de *faire commun* dans l'urbain. Et cette manière de faire commun peut se décliner sous de multiples formes. C'est sans doute la question essentielle qui peut être adressée à l'habitat partagé.

Il ne fait guère de doute que tout le monde ne partage pas, à HEP, la même représentation du commun, de *ce qui fait commun* au-delà de l'habiter sous un mode non conventionnel dans l'urbain. Mais aussi de ce qui sépare au-delà du commun. Les controverses n'ont pas su faire le tri entre le commun et les parts de chacun. Après le départ de l'un des fondateurs ayant initié la démarche, un des couples constitutifs du noyau dur, très régulateur informellement des discussions, formé par deux architectes, souhaite impulser dans l'association HEP une dynamique plus institutionnelle autour du thème de « l'habitat durable », où la notion d'habitat partagé ne serait qu'un élément parmi d'autres pour construire plus globalement un urbain écologique. Tous deux sont partisans de développer une activité de développement écologique de l'habitat au sein du projet, activité qui se développerait en parallèle à la création d'un habitat partagé. Ici, prédomine une *transformation écologique de la ville* dont l'habitat partagé serait une expérience-épicentre[131].

Mais, l'éventualité de cette activité parallèle de sensibilisation et de conseil à l'habitat durable provenant d'un couple pionnier, constitue une difficulté supplémentaire au sein d'HEP au regard d'autres membres ; elle contribue au blocage actuel du projet puisqu'elle ne produit pas d'accord entre les adhérents. Sans doute, faut-il comprendre ce "bien commun durable" comme la marque d'individus qui ont conscience et depuis longtemps, de la nécessité de la *décroissance* dans une vision *frugale* de la vie qui n'est pas sans réminiscences chrétiennes assumées et explicites dans les entretiens. Se joue la conjugaison entre l'écologique d'une part, le mode de vie partagé de l'autre et, enfin, des trajectoires personnelles.

> *« Il y a pas mal de projets écologiques qui oublient d'être dans le développement durable, sous prétexte écologique » (*Eva*).*
>
> *« Moi je ne sais pas si le groupe, il est plus… il y a la dimension construction écologique. Il y a la dimension mode de vie partagé. Et puis il y aurait notre désir personnel. Donc, moi je vois trois trucs » (*Bernard*).*

Au regard de cette argumentation, la représentation d'autres membres d'HEP souligne davantage le désir qu'auraient ces acteurs de se créer un emploi, controverse non assumée pleinement. L'utopie d'un développement durable urbain ne serait que la traduction d'un désir personnel, celui de la création de son emploi salarié.

131 Ce projet se réalisera et prendra corps sur la métropole lilloise.

« … tu vois, elle a encore proposé le chantier solaire à Villeneuve-d'Ascq, après ça devient un métier, finalement si tu veux faire toutes les ambitions, tous les objectifs de HEP, ça devient ton métier ! ».

Cette volonté d'institutionnalisation de l'association HEP comme « conseiller en habitat durable », sans avoir monté auparavant sa propre structure d'habitat groupé, n'est donc pas partagée par tous les membres de l'association. Deux visées du bien commun dans HEP s'offrent comme une bifurcation : une qui souhaite réellement monter un habitat groupé dans les meilleurs délais – le temps presse – et l'autre, – une minorité, mais influente – qui ambitionne que HEP puisse devenir, à terme, une structure d'aide au montage de projets en matière d'habitat durable et notamment d'habitat groupé durable sur l'agglomération urbaine. Pour les premiers, il s'agit de se concentrer sur l'objectif initial de l'association, à savoir la concrétisation d'un projet d'habitat groupé écologique et partagé. Le temps, encore une fois, est donné comme un facteur primordial, un temps concentré sur le projet, un temps condensé sur l'essentiel, l'habitat partagé. La représentation vécue de ce temps est primordiale pour comprendre les engagements dans ce projet. On ne peut dilapider le temps, celui-ci est précieux ; il doit être consacré à ce qui constitue le cœur de l'engagement, cet habitat partagé (le nous), mais aussi un logement pour chacun (le soi).

*« Moi, je vais être claire : je n'ai pas un temps à démultiplier. Donc si j'ai du temps à donner, je vais d'abord le donner sur ce projet... Donc si après j'ai du rabe, ou si je peux intervenir ponctuellement, oui. Mais je ne vais pas aller m'investir sur le projet d'écoquartier sur Lille ou quoi que ce soit, en ce moment en tout cas. » (*Marie-France*).*

*« … enfin moi, mon objectif, c'est vraiment de réaliser un logement, c'est pas de travailler avec la Ville de Lille, de sensibiliser… c'est pas ça ! » (*Olivia/Natacha*). .*

Comme on l'a dit, c'est ainsi qu'un sous-groupe au sein de l'association HEP s'est formé. Il regroupe les personnes dont le souhait est d'aller « jusqu'au bout » du projet, dans un délai raisonnable, tout en essayant d'*accélérer* les choses. Pour Olivia, la constitution de ce groupe devenait nécessaire, il était la condition de pouvoir rompre le charme du temps en suspens ou en apesanteur – un temps qui n'avance pas. Le temps est mesuré, il ne faut pas le gaspiller :

« La sensibilisation, c'est encore autre chose pour moi ! Et du coup c'est bien qu'on ait fait un autre groupe qui soit centré sur Villeneuve d'Ascq, pour vraiment concrétiser et ne parler que de ce projet-là… parce que les autres réunions (soupirs)… c'est tellement large que finalement on ne pourra pas avancer ! ».

Il s'agit ainsi de se centrer sur le projet concret de l'habitat partagé, *expérience exemplaire* si elle peut l'être pour une politique plus générale, plutôt que de s'inscrire dans une démarche écologique qui, immédiatement, vise une généralité urbaine : l'exemple contre la généralité. L'expérience localisée contre l'universalité pressentie de l'action : tension forte. Mais tout dépend des situations : parfois, pour les expériences d'écoquartiers, sans doute, faut-il partir d'une vision générale, écologique, pour aboutir à des réalisations urbaines qui ne passent plus par des exemples particuliers. De l'expérimentation générale à l'expérience particulière, et vice et versa, il s'agirait de prendre en compte le contexte urbain. L'engagement dans une expérimentation générale n'est pas de même nature que l'engagement dans une expérimentation particulière. Il s'agirait de les différencier.

« Si c'est pour défendre des idées écologiques, les faire porter par des constructeurs ou des intervenants sur des écoquartiers, il n'y a pas forcément besoin de ce projet-là [d'habitat groupé]. Par contre, si c'est pour défendre l'habitat groupé, c'est sûr qu'il vaut mieux partir d'une expérience concrète ! Et là, c'est plus, à mon avis, tout ce qui est l'aspect purement écologique, sur les écoquartiers... pas forcément un habitat groupé. » (Marie-France).

Olivia souhaite effectivement ne pas inverser les choses. Ne pas mettre la charrue écologique et trop générale avant les bœufs dans la réalisation particulière d'un habitat partagé.

« Sensibiliser les gens quand tu n'as pas un truc à leur montrer, c'est plus difficile… d'abord [il faudrait essayer de] concrétiser ça et après [voir]… […] Cela dit, au niveau de Anagram et Agrobi, il n'y a aucune pub qui est faite ! Ils n'ont absolument pas divulgué leur façon de faire

et du coup, je me dis que peut-être que quand nous aurons aussi réalisé ça, on aura peut-être plus l'énergie pour le porter, le montrer… enfin moi mon objectif c'est vraiment de réaliser un logement, ce n'est pas de travailler avec la ville de Lille, ce n'est pas de sensibiliser [le public] … moi, ce n'est pas ça ! ».

Certes, l'ambition d'un groupe d'habitat partagé et de conseil en habitat durable est aussi légitime, mais ne se heurte-t-elle pas à l'épreuve du réel et du groupe tel qu'il est constitué ? Certains s'en tiennent à une vision de réciprocité, d'échanges de services, de construction de relationnel au sein d'un habitat partagé. Mais cette position paraît l'objet d'une délégitimation qui fracture le groupe en disqualifiant certains de ses membres.

*« Et là, moi je trouve qu'on courrait trop de lièvres à la fois. Nous ça nous a dépassé. C'est qu'au départ, déjà habiter de manière groupée, ce n'est pas évident... Nous, le relationnel, toute la partie humaine... vraiment, c'était ce qui nous intéressait le plus. Et puis échanger des choses… enfin, se rendre service, etc. Et puis après, tu mettais là-dessus l'écologie... Pourquoi pas, mais dans une certaine mesure. Alors après on a parlé de pourcentage !... Moi je n'avais pas envie de me sentir critiquée, tu sais, de me sentir mise à [l'index] » (*Frédérique*).*

Si l'on revient à la question de l'habitat partagé au regard de l'urbain, on voit bien deux logiques s'affronter : d'un côté l'entre-soi du relationnel – l'exemplarité de l'habitat partagé – est prépondérant dans un souci de soi-même si socialement, des passerelles de socialisation sont construites avec l'environnement urbain ; de l'autre, l'exemplarité diffuse une transformation sociale et écologique à l'urbain à partir d'une expérience singulière.

Ainsi, plus fondamentalement, à se référer aux discours des uns et des autres, une ligne de clivage traverse le "noyau dur" – les adhérents motivés – comme on a commencé à l'entrevoir. Ce clivage se situe entre ceux qui se projettent dans un habitat partagé selon une perspective de développement durable, voire de décroissance, dans l'espace urbain et ceux qui imaginent d'abord et avant tout cet habitat comme espace de vie commun – un nous particulier –, ouvert socialement sur la ville. D'un côté, une expérience comme "tête de pont" d'une transformation profonde de l'urbain et œuvrant à ce changement dans une perspective écologique, de l'autre, une expérience qui est avant tout un espace de partage, de rapports sociaux d'échange entre gens proches en créant des passerelles avec les acteurs du quartier.

6.2.2. La quête d'un commun improbable

Pourtant les membres de l'association ne vont pas cesser, par petites touches, de tenter vainement de dégager ce partagé en multipliant les approches et en abordant une multitude d'aspects techniques ou idéologiques de la question de l'habitat, mais sans vraiment y parvenir – un *impartageable*, somme toute.

Pour aller vite et de manière non exhaustive, et on reviendra sur certains de ces points, il y eut un an de discussion pour discuter de l'opportunité, ou pas, de l'autoconstruction – une des figures de l'écologie de l'habitat – qui figurait dans la charte initiale à l'initiative des leaders informels, mais vite remise en cause. Ensuite, les discussions se sont centrées sur le statut juridique idéal entre tradition et innovation, au regard des expériences française et étrangère. Puis sur la possibilité d'accueillir sur le site des activités pour éviter ou non un effet de ghetto ou, plutôt, d'entre-soi entre gens qui se construisent un monde à part, lié, mais délié de la ville dans une sorte de *liaison déliée*, et encore sur l'idée de mixer « l'accession » et le « locatif social ». Autant de questions qui interrogent l'urbain et sa division fonctionnelle, le statut de l'habitat dans l'espace de l'agglomération, les rapports sociaux dans l'urbanité. Autant de questions multiples qui pour certains adhérents s'avèrent de trop. Un trop plein de questions qui de nouveau signale ceux qui veulent épuiser les questions en suspens, en prenant leur temps pour penser l'habitat partagé dans la ville, et d'autres qui cherchent à résoudre au plus vite les interrogations essentielles liées à cet habitat partagé. En filigrane, deux logiques de représentation et d'action de l'habitat partagé écologique se confrontent sans jamais aller au bout explicitement des controverses qu'elles mettent en jeu.

La question de l'autoconstruction – ou de la part plus ou moins grande à lui réserver – est un analyseur qui peut être pris comme exemple. Cette question a fait l'objet de longs débats au sein de HEP pour finalement être, au bout d'un an, quasiment abandonnée dans le projet final. Ce débat peut être pris à la légère, en réalité il est d'une importance symbolique non négligeable et éclaire les tensions qui animent le collectif et son horizon d'attente commun. Outre ces tensions ce qui est en jeu, c'est le rapport du collectif à l'urbain dans une visée de transformation ou non de celui-ci.

Dans ces habitats dits "alternatifs", l'idée de rendre de la « liberté » et de l'« autonomie » aux futurs habitants est très présente, autrement qu'en lui donnant comme seul choix de décider de la couleur de la moquette ou du papier peint dans son espace privé, mais aussi des divers usages des espaces communs. L'autonomie renvoie tout à la fois au privatif et au collectif. Il s'agit ainsi de donner des marges de manœuvre aux futurs *habitants* en ouvrant les horizons des possibles, tant en matière d'agencement de l'espace privé – mais aussi de l'espace commun – que du choix des matériaux. On le voit, c'est bien l'articulation entre les aspirations individuelles/familiales et le projet commun d'habitat partagé qui se trouve mise en jeu socialement et économiquement. L'un des modes d'action les plus amples pour réaliser cette articulation est l'autoconstruction. Si techniquement, l'autoconstruction est souvent la règle dans la maison écologique individuelle, elle apparaît plus difficile à mettre en œuvre au niveau d'un projet collectif comme celui de l'association HEP. L'autoconstruction est ainsi devenue un enjeu des discussions au sein de ce collectif comme moyen de parvenir à un habitat *innovant* en termes écologique et social. En conformité avec leur vision d'une nécessaire décroissance, un urbain en décroissance ou une "citoyenneté de décroissance", plusieurs acteurs, et non des moindres – les leaders informels –, argumentèrent en faveur de l'autoconstruction dès le projet initial. Il s'agissait de mettre en œuvre concrètement une représentation politique d'une vie micro-collective, mais aussi de donner un exemple qui, pour certains acteurs, puisse se répandre dans le tissu urbain – un *changement* par contamination de proche en proche où les gens pourraient s'approprier cette expérience.

L'idée de l'autoconstruction en bio a donc surgi dès les premières conversations et à la lecture d'un livre, Loïc s'est dit que c'était possible alors que d'autres personnes d'HEP étaient plus sceptiques. Il a travaillé sur cette question de manière approfondie, mais a dû en faire le deuil, à regret, même s'il continue de parler d'un peu d'autoconstruction.

> *« On a tous nos idées de départ ! J'imaginais l'autoconstruction sur un gros projet – parce qu'au départ j'étais dans mes lectures d'autoconstruction, c'était toujours des maisons individuelles, donc j'étais là-dedans – mais bon !… ».*

Pourtant, au fil du temps, l'autoconstruction s'est révélée une impasse pour le collectif. Qu'est-ce que cela signifie ? Où se situaient les points de blocage ? Tout d'abord, les profils et les expériences de vie diffèrent sensiblement au niveau des individus et des familles qui se sont rassemblés autour d'un tel projet. Certains ont un pouvoir d'achat plutôt élevé et ils peuvent ainsi se passer de réaliser des travaux qui économisent le coût de l'habitat. Si aucune vision idéologique n'y conduit, ce qui était le cas, la contrainte économique n'induit pas l'autoconstruction. D'autres ont davantage de temps libre puisqu'ils ont volontairement fait le choix d'un travail à mi-temps afin de décélérer leur rythme de vie et, choisissant une réduction des coûts, ils font ainsi le choix de participer activement à certains travaux de finition. D'autres encore, des femmes seules notamment, ne se sentent pas capables « d'assumer » ces travaux. Même en ne s'en tenant qu'aux seuls travaux de second œuvre, ces différenciations se sont révélées très vite au sein du groupe. En négligeant les questions techniques de compétences, on voit un clivage s'opérer entre deux visions idéologiques (temps libre et décéléré, réduction des coûts, autoconstruction ; revenu, temps contraint, refus de l'autoconstruction). On comprend que cette question soit d'autant plus pertinente lorsque certains des acteurs d'HEP ont émis l'hypothèse d'une autoconstruction d'une partie du gros œuvre – la tâche est d'une toute autre ampleur quand il s'agit de prévoir des murs et planchers porteurs sur plusieurs niveaux. Une telle visée correspond à certains groupes écologistes qui tentent de conjuguer le souci écologique, en particulier en termes des matériaux utilisés, et le souci de créer de la solidarité autour du processus même d'autoconstruction.

De nouveau, la question du rapport au rythme de vie est essentielle pour comprendre les tensions qui affleurèrent sur ce sujet de l'autoconstruction. C'est qu'en dehors des compétences ou capacités propres aux individus, la question de leur temps libre devient cruciale pour envisager ou non une telle solution. On l'a dit, certains privilégient la réduction du temps de travail pour gagner du temps de loisirs ou de famille, d'autres non. D'une certaine façon, la ligne de clivage se crée ainsi entre ceux qui portent le projet d'habitat partagé sans autoconstruction et ceux qui l'envisagent dans une version plus écologique de décroissance, de simplicité volontaire ou de décélération de leur rythme de vie avec autoconstruction. Mais cette ligne de clivage ne tient pas complètement puisque l'autoconstruction gaspille du temps qui, pour d'autres acteurs, peut être dévolu à des activités plus épanouissantes : certains ne veulent pas d'autoconstruction pour garder justement la pleine maîtrise de leur rythme de vie et conjuguer de manière tempérée temps de travail réduit, temps de famille, temps libre, temps d'engagements. Ainsi Patrice qui, pourtant avec sa femme, ne travaille pas à temps plein, ne cherchait pas s'investir dans un projet d'autoconstruction. Le temps est le critère déterminant pour juger de la pertinence de l'autoconstruction.

> *« L'autoconstruction, pour les gens, ça a été à un moment donné… mais ça a mis un an à être abandonné. Alors que pour nous, ça paraissait évident. Pour nous. On l'a clairement affiché, en disant : « nous, non ». Christelle et François, c'était déjà différent, mais ils ont aussi évolué. »*
>
> *« On parlait de notre filiation [idéologique]. Moi je disais qu'on était plus branchés au départ « [habitat] groupé » qu'écologie. D'ailleurs ça nous avait un peu [étonné]… parce qu'au départ quand même, le groupe avec Pascal [à l'origine de HEP, mais ayant « passé la main » à Bernard et Eva], était carrément branché autoconstruction. Et nous ça… on aime bien nos boulots, on a des enfants. Le temps de sommeil, le temps de vie normal, le temps du boulot qu'on aime, même si on n'est pas à temps plein l'un et l'autre, plus les enfants… ».*
>
> *« Pour l'instant, on n'en parle pas... Parce qu'on s'est rendu compte que ce n'était pas très réaliste. En tout cas, je ne me sens pas l'âme d'une autoconstruction... C'est en termes de temps, quand on regarde… » (Marie-France).*

Manifestement, l'accord ne s'est pas réalisé. Il a été envisagé de multiples solutions : une autoconstruction à la carte pour ceux qui seraient intéressés, une participation aux travaux principalement réalisés par des professionnels, mais sans réfléchir aux implications juridiques, et même des chantiers école. Bien que la question de l'autoconstruction se soit avérée irréaliste et ait été abandonnée, il n'en demeure pas moins qu'elle continue à être reposée par certains membres de manière moins massive et comme si rien n'était jamais acté.

> *« Moi je voudrais réfléchir ensemble sur une prestation… on en a déjà un peu discuté… que chacun aura, à la livraison du logement, une sorte de logement minimum : équipement minimum avec arrivée d'eau, arrivée d'électricité, les toilettes, la salle de bain. Mais il n'y aura pas, par exemple, des carrelages, des revêtements de sol, des finitions… et chacun, en fonction de… ou à plusieurs, peut-être en fonction des affinités et volonté de chacun, et du budget de chacun, finit son truc à son image. Parce que je pense que ça pourrait quand même considérablement faire baisser le coût. » (Eva).*

Cependant, les opposants reconnaissent la richesse des débats, en particulier sur les matériaux à utiliser. Lors d'une réunion, il a même été débattu d'une charte des matériaux. Il n'en demeure pas moins que les controverses autour de l'autoconstruction révèlent un clivage politique plus profond. On comprend que le nom de l'association, habitat écologique partagé, est en quelque sorte emblématique de cette discorde. Finalement, l'idée d'autoconstruction a été abandonnée.

> *« Donc c'est vrai que moi sur l'autoconstruction, c'est toujours un truc qui me ferait plaisir de faire l'autoconstruction… mais je l'ai mise en peu de côté… disons que j'ai pris peut-être aussi du réalisme. […] En regardant les projets qui ont été proposés par les architectes ou ceux que Bernard a pu faire aussi des fois, on se dit qu'il y a des choses qu'on ne pourra pas faire nous-mêmes, surtout si il y a des personnes qui n'ont pas envie de s'embêter avec ça. Donc après, j'imagine que ça peut toujours être possible plus tard, soit pour moi ou pour d'autres*

*d'ailleurs… Mais là j'ai envie qu'il y ait un projet qui se fasse, quitte à ce que ce soit avec très peu d'autoconstruction ! » (*Loïc*).*

6.3. Une tension intérêts individuels/intérêts collectifs

Pourtant, au-delà de cette exhaustivité et de cette exigence du faire commun, ne serait-ce pas la tension entre des intérêts personnels/familiaux et des intérêts collectifs qui expliquent pour partie ce processus malaisé et parfois erratique de l'HEP ? Un projet d'habitat partagé renvoie à un bien commun énoncé comme désirable – une vie privée familiale articulée à un projet commun d'existence fondé sur la « coopération » de ses membres – mais il met aussi en jeu des intérêts économiques très importants et des soucis particuliers d'améliorer, de préserver des situations personnes et/ou familiales ou des capitaux social et culturel.

Si l'on se réfère aux premières expériences d'habitats autogérés, elles se seraient fondées sur le « rejet du droit de propriété individualiste » (Bonnin, Reynaud, 1982, p. 23). Le plus souvent juridiquement est privilégiée la société d'attribution – contre le statut de copropriété – ou encore la société d'habitation coopérative encore plus hostile dans son principe à la spéculation immobilière et renforçant la solidarité économique. Réactivité : le refus de la spéculation ; activité : la solidarité des membres.

Dans cette expérience se pose ainsi la question de l'accession à la propriété ainsi que celle du patrimoine de chacun. L'immobilier demeure toujours un investissement financier important pour des gens de cette classe moyenne, travaillant pour beaucoup à temps partiel, et ces personnes caressent – à des degrés divers – l'idée que cet investissement pourra toujours fructifier et s'accroître avec le temps. L'année 2008, année de l'enquête sur l'HEP, le prix des maisons en France était à leur apogée avant la crise financière. Bien entendu, aucun membre du groupe ne peut faire l'impasse, ou s'interroger du moins, sur les questions relatives à une éventuelle plus-value ultérieure ou à une séparation du couple qui conduirait à une vente, même si certains se déclarent « non intéressés » par ce type de débat. Comme on l'a dit, on est loin de la radicalité de certaines aspirations communautaires de certaines décennies antérieures.

Si l'expérience communautaire n'est pas l'horizon des membres du groupe, certains d'entre eux demeurent plus encore attachés à la propriété privée : beaucoup de ceux qu'on a rencontrés souhaitent se lancer dans l'aventure sans perdre d'argent et en ayant le loisir de revendre leur bien ultérieurement, au prix du marché, comme cela se pratique chez Anagram et Agrobi. C'est dans cette absence de radicalité au regard de la propriété que s'inscrit leur engagement dans une tension entre idéal individuel et familial (propriété), et idéal collectif (partage et coopération), entre souci de soi (personnel et familial), et souci d'un nous. À l'instar de Frédérique, beaucoup ont un point de vue ambivalent sur cette question, cherchant dans un premier temps – dans le cas d'une entrée en habitat groupé – à ne pas « perdre leurs billes » :

« De toute façon, c'est un point quand même à discuter dans un habitat partagé… tu achètes aujourd'hui à tel prix, donc tu fais construire à tel prix… mais si tu pars, il faut bien penser à ça ! C'est comme dans un mariage : si tu as des biens, tu penses à l'éventuelle séparation, et bien là on doit bien y penser, on n'est pas pieds et poings liés… il était question à un moment [lors des réunions], de ne pas faire de plus-value là-dessus. Le problème, c'est que maintenant à Anagram, il y a 2, 3 foyers qui sont partis. C'est racheté par qui ? Au prix du marché de l'immobilier actuel, c'est racheté par des gens qui mettent autant. Et du coup, c'est une autre population qui arrive. Et voilà ! […] Et d'ailleurs, en mettant notre maison dans une agence, on en a vu une d'Agrobi qui est à vendre 450.000 euros ! »[132]

Patrice est encore plus clair que sa compagne dans la mesure où, ils envisagent que cet investissement viendra pallier leur faible retraite.

132 En effet, une maison de Agrobi était en 2009 en vente dans une agence immobilière de Villeneuve d'Ascq à ce prix.

« Après, par rapport à l'histoire de la plus-value ou non, nous c'est clair qu'on a une position claire là-dessus, c'est que déjà... n'importe qui peut bouger, peut être amené à être obligé de bouger donc, ça peut être une mutation, ça peut être une envie de changer de région, ça peut être une séparation, ça arrive aussi. Il y a un tas de cas qui peuvent amener les gens à bouger […] Heureusement qu'on a l'apport, mais en terme de retraite par exemple, c'est clair qu'on va avoir une retraite de brin[133]*... Donc du coup, nous le seul investissement qu'on ait, c'est la maison. C'est clair que là-dessus je ne veux pas lâcher et je tiens à ce que, si un jour on doit bouger, ou quand on meurt ou, je n'en sais rien, que ce soit à la hauteur des… [deniers investis] […] ».*

On le voit, les intérêts personnels et familiaux avec les sommes en jeu dans un tel projet – même si on cherche à minimiser l'investissement initial par des constructions « compactes » –, constituent sans doute un frein supplémentaire à l'émergence de ces structures. La nécessité – pour la plupart des adhérents – de ne pas remettre en cause le droit de propriété, tout en souhaitant une part de biens partagés et une vie commune, se retrouve dans la recherche difficile de la forme juridique « idéale ». Bien que se refusant aux modes de vie dominants, certains acteurs ne peuvent songer à remettre en cause la propriété, l'accroissement de sa richesse, la transmission du patrimoine. L'habitat partagé ne signifie pas que les parts de chacun ne reviennent pas à leur propriétaire. La société impose ses normes, sauf à se constituer en isolat de radicalité.

*« Tu sais, on est quand même dans une culture où on transmet. Et tout ça remet en cause notre culture. En fait ça va plus loin que ce que l'on pensait... et la propriété. Alors on veut bien partager des propriétés, comme ici le jardin avec nos voisins et tout. N'empêche que quand on revend, on revend bien nos parts... et si Christiane et Roger [leurs voisins] venaient à décéder demain, il y aurait d'autres gens. Ils mettraient une clôture peut-être, des grands arbres, des troènes et tout ça, et on n'aurait rien à dire. Tu vois ? Ce n'est pas que nous, c'est aussi la société. Après, si tout le monde fait ça, pourquoi pas, et qu'on s'y retrouve ! Mais là on est dans une société hyper individualiste et consommatrice, sur-consommatrice. Alors nous, on n'est pas là-dedans, mais il faut bien qu'on s'y retrouve à un moment » (*Patrice*).*

Un *clivage* apparaît avec d'autres membres du noyau dur qui se refusent à toute spéculation immobilière au regard d'une vision politique différente – refus de toute plus-value, vie frugale, développement durable. Il semble que cette controverse n'a pas été vraiment approfondie comme si elle mettait à nu des visions politiques différenciées.

*« Je ne devrais pas parler de ce qui m'agace mais, ce qui fait que je n'y crois pas, c'est que des mecs n'arriveront pas à revendre et à absorber les frais de notaire, sauf à faire une plus-value. Et bon... la plus-value me semble un peu contradictoire avec tout ce qu'on affirme par ailleurs. En tous cas, ou alors, ce qu'on affirme c'est du pipot ! Moi je crois que souvent, ce qu'on affirme, c'est du pipot. C'est-à-dire on l'affirme quand ça nous arrange. » (*Bernard*).*

Bien entendu, cette question est redoublée par celle de l'âge des adhérents, du souci des enfants et de leur avenir, de la transmission du patrimoine, d'une crainte diffuse pour la retraite alors que beaucoup d'adhérents travaillent volontairement à temps partiel. L'énergie n'est pas la même à vingt ans qu'à quarante, les contingences familiales non plus, ni le vécu des responsabilités parentales. Le projet collectif demande du temps qui rogne sur les temps personnels et familiaux.

« Un truc dont j'ai vraiment pris conscience dans la réunion avec Agrobi... c'est qu'on a pris ce projet à un moment différent de notre vie, c'est-à-dire que nous, on a passé les 40 ans... La majorité du groupe est sans doute entre 40 et 50… et ça, on se rend bien compte que par rapport à Anagram et Agrobi, c'est quand même une différence de taille. Parce que, autant en termes d'énergie et de capacité à donner beaucoup de temps par rapport aux enfants, c'est peut-être plus facile à la trentaine que passé la quarantaine... » (Patrice).

Le collectif est constitué de familles hétérogènes, socialement et économiquement, ce qui avive les tensions entre les logiques personnelles et familiales et la logique de l'habitat partagé. Ainsi, l'accession à la propriété de personnes seules ayant « mécaniquement » des ressources plus faibles

133 Terme de patois ch'ti signifiant « une retraite de m… ».

qu'un couple, devient problématique. Dans le cas d'HEP, les différences de mise de fonds varient du simple au double (d'environ 90.000/100.000 euros pour les personnes seules et familles monoparentales à 250.000 pour les couples disposant des apports les plus importants), ce qui produit nombre de discussions. Anagram, lors de sa création, avait été confronté à ce problème-là, celui-ci avait pu être en partie réglé pour une personne seule qui, selon un principe de solidarité, avait financé son bien grâce à un prêt supplémentaire réalisé « en interne » par quelques membres du groupe ayant des ressources importantes.

6.4. Un projet de vie commun ?

Au détour d'un entretien vient le doute sur la question du « *projet de vie [*commun*] qui ne serait peut-être pas possible* ». C'est bien la question de la décroissance qui est dans le collimateur de ceux qui la prônent sans savoir quel entraînement elle produit sur les autres membres.

> *« Moi, sur cette question, je ne suis même pas sûr que c'est possible. J'en ai envie mais je ne suis pas sûr. » (Bernard)*

Les deux architectes, leaders informels, sont bien conscients que les termes de « simplicité volontaire » et de « décroissance » qui figurent dans la charte ne font pas consensus pour l'ensemble des membres de HEP. Si certains sont prêts à aller dans ce sens, d'autres sont en désaccord ; « *même poussés ou manipulés* » selon les propos de ce couple, ces membres de l'association seront toujours en désaccord. Il est vrai qu'en écho Patrice et Frédérique qui sont certainement les plus proches d'une structure qu'ils voudraient la plus ouverte sur l'extérieur socialement et politiquement ne se retrouvent guère dans les thèses de « la décroissance et de l'échange local ». Prenant l'exemple d'amis en Auvergne, « très ruraux écolos » qui les traitent de « bobos soc'dem' » (socio-démocrates), ils ne supportent pas, dit familièrement, les « donneurs de leçon », ceux qui « jugent » et « tapent sur les doigts », qui énoncent des échelles de radicalité à travers lesquelles la vie de chacun est passée en revue. Tout cela n'est pas qu'anecdote[134], il y a là un débat de fond qui reste en suspens à l'HEP, comme le disent Patrice et Frédérique et qui concerne les types d'engagement des membres de l'association.

> *« … La simplicité volontaire, ça on trouvait que c'était très compliqué. (Fred) […] Mais c'est aussi parce que nous, on n'était pas du tout dans cette culture-là. On n'évoluait pas du tout dans tout le mouvement qu'il y a à la MNE[135]. Tu vois, c'est un truc, je ne vais pas dire que ça nous est étranger, mais on n'est pas du tout impliqué là-dedans, comme les SEL [Système d'échange local]. On a eu beaucoup de discussions aussi sur « si on fait de l'autoconstruction, mais ne t'inquiète pas, toi tu ne veux pas auto-construire mais machin il va faire pour toi. Toi tu échangeras ! ». Mais moi je leur disais : « mais non ! moi, si je ne veux pas auto-construire, c'est que je ne veux pas me taper des montages vidéo en parallèle, en échange ». Moi je veux bien payer des gens qui savent faire mais je n'ai pas forcément envie de passer par (ce type d'échange), tu vois ? » (*Patrice*)*

En arrière-plan, c'est le type d'engagement suscité par une représentation écologique de la transformation du monde qui est enjeu de *controverses non abouties*. C'est à propos de la visite de quelques personnes de HEP à Anagram que les choses sont apparues dans leur complexité, suite à une impasse sur le statut juridique de la structure – entre innovation et tradition. Certains "Hépiens", les innovateurs, ont trouvé les habitants d'Anagram trop « bobos » alors que d'autres se sentirent en revanche proches de l'esprit de cette structure d'habitat, ouverte sur le milieu social environnant et dont la maison commune servait à des personnes extérieures au groupe. Bernard est de ceux qui voient dans Anagram une figure repoussoir, un lieu fermé sur lui-même et dont on rencontre les membres dans un petit monde urbain où l'on voit toujours les mêmes personnes.

---

134 « Comme source historique, [l'anecdote] n'a pas bonne réputation. C'est dommage, car pour qui s'intéresse aux caractères et maximes, les anecdotes méritent sinon qu'on y prête forcément foi, du moins qu'on y prête l'oreille » (Enzensberger, 2010, p. 24).

135 Maison de la nature et de l'environnement de Lille, rebaptisée depuis MRES, Maison régionale de l'environnement et des solidarités.

« Et finalement, on finit par être un petit monde dans un grand monde. Enfin on finit par être un peu entre nous. […] J'ai un petit peu peur que nos désirs, par moments, ça puisse ressembler à des petits ghettos à la façon du Brésil. C'est-à-dire, il y a le monde qui existe et puis nous on a un petit truc idéal. »

Pensant au groupe "Villeneuve d'Ascq" qui a un terrain en vue, Bernard redoute que certains membres d'HEP ne visent, eux aussi, une sorte d'habitat qui soit un entre soi où prédomine l'intérêt collectif du groupe sans préoccupations politiques plus générales.

« … parce qu'il y a d'autres choses. Ce n'est pas du tout à cause des gens… Mais c'est plutôt que ce terrain-là, en fait il nous dirige vers une forme d'habitat un peu, comment dire... protégé. Un peu trop favorable, et... du coup je ne m'y vois pas entièrement. »

Sans doute, cet acteur méconnaît-il l'historique de la structure Anagram, montée initialement par des personnes proches du mouvement de l'habitat groupé autogéré (MHGA) et dont la plupart résident encore sur place. Certes, Anagram a vieilli tout comme ses membres, mais certains de ses habitants ont gardé des convictions militantes, comme en témoigne la reprise de service de deux personnes de cet habitat groupé dans la renaissance du MHGA sous l'intitulé Mouvement de l'Habitat Groupé Ecologique et Solidaire, en octobre 2008, en tant que membre du bureau[136]. Cette tension au sujet d'Anagram ne fait qu'exemplifier celles qui ont déjà été mentionnées. Mais elle met en évidence une autre modalité des controverses au sein d'HEP, celle qui oppose les acteurs qui demandent le recours à la tradition de l'habitat groupé et ceux qui sont en quête d'innovation.

Ainsi, la prétention d'une partie du groupe à vouloir être exhaustif, mais aussi innovateur – et en même temps très exigeant sur les finalités écologiques du futur habitat groupé – conduit le collectif à passer beaucoup de temps sur des sujets qui, selon d'autres acteurs, auraient pu se régler sans doute beaucoup plus rapidement en s'appuyant sur l'expérience des « aînés » en la matière, Anagram et Agrobi, deux des structures d'habitat groupé présentes sur la métropole. Si l'on songe aux questions de spéculation, de modes d'habiter dans la ville, du statut juridique (la propriété) et de l'innovation, le clivage pourrait bien être irréductible, opposant deux modes d'engagement dans l'habitat partagé.

*« … peut être que c'est pas assez innovant pour le groupe… (*rires*)… c'est peut-être ça la difficulté ! que ça ressemble trop à propriété, propriété privée, capital… tu vois ! » (Marion-Olivia).*

La constitution du statut juridique en est un exemple, celui-ci n'étant toujours pas arrêté alors que les recherches de terrain sont d'ores et déjà lancées. La tension qui explique cette non synchronisation des horizons d'attente des acteurs tient dans le recours à la tradition ou à l'expérience d'un côté – « *il y a des choses qui marchent, on va s'en inspirer et ne pas se prendre la tête* » – et de l'autre dans le désir d'innovation « *en essayant d'inventer une nouvelle forme* ». Olivia revient sur cette difficulté :

*« Il y a eu des réunions sur le statut juridique… comme on veut être exhaustif, du coup forcément tu généralises ! Alors on se dit « il y a la copropriété [*classique*] », un autre a entendu parler d'une expérience en Allemagne… alors du coup, tu deviens très général parce que c'est ouvert à tout ! c'est des gens qui sont curieux, très ouverts et qui veulent innover aussi… du coup, ça devient énorme ! […] Ça avance moins vite peut-être pour ça, oui… mais ils en ont conscience, on en a conscience puisqu'on a bien vu qu'après ces réunions, ça n'avait pas abouti à une étude très précise des statuts et du coup il y a eu une décision de rencontrer Anagram, une expérience réalisée, pour voir comment ils s'étaient organisés et s'appuyer sur eux … »*

D'un côté, donc, une logique fondée sur la tradition de ce type d'habitat – une copropriété classique calquée sur des structures qui font fait leur preuve –, de l'autre, une logique d'innovation perçue en Allemagne avec un syndicat lié à l'habitat à base territoriale plus ample et l'invention d'un nouveau modèle.

136 La charte élaborée par l'Eco Habitat Groupé qui date de l'assemblée générale du 8 mars 2009 peut être consultée : http://www.ecohabitatgroupe.fr/page.php?categorie_id=96.

Sans aucun doute, dans ce projet, les investissements des membres relèvent de régimes d'engagement multiples. Outre son engagement dans la simplicité volontaire, le fait d'être architecte pour Bernard induit cette logique d'innovation et d'inventivité. Son engagement ludique professionnel lui procure le plaisir de jouer avec les simulations architecturales qui permettent de raisonner et de réfléchir collectivement, mais elles ne sont pas réalisées en vue d'une construction concrète, ce que ne comprennent pas les autres acteurs. Au vu des terrains repérés, il travaille ainsi sur des simulations, jusqu'à imaginer sur un terrain une tour de dix étages :

« … c'était un peu pour exciter, pour titiller les gens de HEP […] parce que moi je fais toujours des propositions extrêmes… »

Afin de mieux s'expliquer, Bernard et Eva reviennent sur les raisons des échecs de leurs premières tentatives d'habitat partagé, bien avant HEP. La première tenait à la difficulté à mobiliser l'argent nécessaire de manière collective et synchronisée et à l'inquiétude suscitée par cette question financière. Les deux autres raisons nous intéressent davantage au regard de la question de l'innovation et de l'engagement ludique ainsi que de l'écart de compréhension produit avec les autres acteurs. Tout d'abord, l'aspect non traditionnel des projets architecturaux empêcherait leurs amis d'avoir la capacité de les visualiser puisqu'ils perdraient leurs repères et seraient dans l'incapacité de se projeter dans l'espace du projet.

« … on voulait acheter par exemple un ancien bâtiment administratif de l'usine à Saint André, il y avait deux étages et un système assez profond… on projetait de faire des atriums pour ramener la lumière… […] pour nous, c'était l'aventure, si on pouvait faire des trucs génials ! […] on pouvait faire une toiture-terrasse… » (Bernard)

Ensuite, Bernard note l'absence d'une « culture de projet », d'une confiance dans le projet dont l'avancement ou le cheminement, dans le temps, permet les changements de vision, « *et les gens, ils ont peur que ça leur échappe*… » Les gens ne sont pas habitués à cette « temporalisation du temps » où l'accomplissement du projet se fait « *dans le temps lui-même*, et [ne suit] plus un plan temporel défini » (Rosa, 2010, p. 285). Les gens ont ainsi l'impression de n'avoir aucune maîtrise du projet tant ils sont habitués à des choses normées et calibrées. La culture de l'architecte qui lui permet de « voir » le projet dans l'espace suppose ainsi un minimum de confiance des autres participants, surtout lorsque ce projet se veut inventif et déroge aux règles habituelles d'habitat. On a là sans doute une des explications de la difficulté de bâtir le projet d'HEP.

« … mais on butte tout le temps sur le truc qu'on n'a pas dit ! enfin, pas des trucs qu'on n'a pas dit, mais c'est les trucs qu'on ne voit pas ou que chacun imagine de son côté… […] c'est quand même très difficile puisque on ne voit pas l'objet qu'on va acquérir ensemble… alors que d'habitude, je veux dire que toute notre vie-là, l'organisation de la société, c'est ça ! dans le supermarché, tu peux mettre le doigt sur le truc que tu vas acheter, le mettre dans ton caddie et te barrer ! »

Investis dans la vie associative locale, Patrice et Fred s'interrogent donc sur le degré de leur participation à ce projet quand ils pointent, avec une pointe de respect, l'engagement des deux architectes en décalage avec le leur.

*« Par exemple pour des architectes, eux, là est leur passion. Nous, ce n'est pas une passion. Ce serait pour y vivre… enfin, construire quelque chose. » (*Frédérique*)*

D'autres mettent en question cette "fuite en avant" dans l'innovation qui peut conduire à l'échec du projet.

*« c'est… oui, il y a beaucoup de nouveautés, donc se rajouter encore une difficulté supplémentaire, c'est un peu… irréaliste ! enfin, oui si on veut faire une maison dans 30 ans, on peut cumuler les innovations, mais au bout d'un moment, on ne pourra pas y arriver, au niveau des normes, quand t'as rien construit et que tu veux lancer un truc innovant et qu'en plus tu te dis…. c'est des gens qui n'ont jamais rien fait qui vont construire… (*Marion/Olivia*).*

6.5. La mobilisation de soi

6.5.1. Trajectoires de vie et engagement

Un architecte sur le tard

Bernard entretient un rapport assez pragmatique avec les choses, privilégie le contact, le geste précis dans son travail, quitte à mettre au second plan la pure spéculation intellectuelle. On retrouve aussi chez lui d'autres éléments communs à beaucoup d'autres personnes que l'on a rencontrés : un désintérêt avéré pour « gagner de l'argent », un investissement important dans le faire au quotidien et une prédilection pour la réalisation artistique personnelle – le travail de l'artisan, fier de son ouvrage. Né en 1962, à Maubeuge – il a 46 ans –, Bernard suit ses parents, "expats" au Maroc en 1968 avec ses trois autres frères et sœurs… Ils y vivent jusqu'en 1974 où son père est directeur d'une grosse entreprise d'emballage d'oranges… Il y suit sa scolarité jusqu'en sixième… Faute de possibilité pour la poursuivre à Agadir, la famille rentre en France.

Réemployé par son précédent patron dans une usine de panneaux en aggloméré dans l'Avesnois, son père décide assez vite de créer sa propre entreprise, une scierie. Bernard commence à y travailler, très tôt, à l'âge de 15 ans. Il garde de cette époque un souvenir en demi-teinte, ce travail accaparant tout son temps. Son père décide de se rendre dans le Jura pour passer un brevet de technicien « industrie et commerce du bois ». À son retour dans le Nord, l'entreprise paternelle fait faillite.

Bernard commence à chercher un emploi dans une branche un peu différente, mais qui serait aussi pour lui une ouverture : « *j'ai cherché du boulot comme travailleur social, dans un CAT, sans être diplômé* ». Première ébauche personnelle. À son retour du service militaire, il monte avec son frère une entreprise d'ébénisterie. À cette époque, il découvre les premières difficultés du travail en commun et de la prise de décision qui lui est inhérente ; des dissensions apparaissent avec son frère : l'argent n'est vraiment pas le souci de Bernard. Un temps donc, il se tourne donc vers le travail social et entre dans une association lilloise spécialisée dans l'accueil des sans-abri. Grâce à ses connaissances du travail manuel et des techniques du bois, il développe un atelier de menuiserie pour les SDF. Une articulation entre le « social et le bricolage », deux éléments qui constitueront désormais une des trames de son parcours. En raison de divergences de vue avec la direction de l'association, il quitte celle-ci, mais il croit en son projet « *de travailler sur des savoir-faire dégradés* ».

Rupture biographique, son divorce est prononcé, élément qu'il dit très déstructurant pour lui. Il reprend des études :

« … j'avais en fait deux choix : c'était soit l'école d'archi, soit être artiste, puisque j'avais toujours été un peu artiste… mon diplôme d'éducateur, je l'avais fait sur les arts plastiques, donc il y avait… même quand j'étais artisan, moi ce qui m'intéressait, c'était la partie artistique – donc la création de mobilier contemporain – et quand je travaillais en scierie, j'utilisais un peu mes loisirs pour faire du tournage sur bois, des trucs comme ça… enfin, il y avait cette dimension-là ! »

À trente ans, il commence des études à l'école d'architecture, moins chère que d'autres écoles, mais il s'intéresse davantage aux arts plastiques en ayant toujours l'idée de s'accomplir dans le design. Allocation formation reclassement pendant un an, puis une bourse du Conseil régional et enfin le RMI lui permettent de tenir cinq ans, le temps de finir ses études d'architecture. Cette position « *intermédiaire* » – en dehors du « *principe de réalité* » – dans le monde étudiant, en étant assez âgé, est « *une bulle, assez jouissive* » ; au bord du monde, tous les désirs et toutes les utopies sont possibles. Il dit en avoir bien profité après cette rupture due au divorce. En même temps, il est président – « *un peu président homme de paille* » – d'une association qui regroupe des comédiens ; il joue des rôles de clown. Ce côté hors institution, il tient à en faire part. C'est à l'école d'architecture qu'il rencontre Eva.

De la Tchéquie à la France

Eva est née en République tchèque au sein de la République fédérale tchèque et slovaque, a passé son bac dans un pays fraîchement post-communiste, en 1989, donc l'année de la chute du mur de Berlin… c'était la révolution de velours et ce fut un énorme événement pour elle. Trois ans plus tard, en 1993, la Tchéquie voit le jour. Sa mère est couturière. Son père, ouvrier, produisait des aiguillages sur les machines industrielles. Mais, c'était aussi un constructeur dans l'âme, ce qu'il continue d'être. Il a ainsi auto-construit un immeuble de quatre étages avec d'autres personnes. De nombreuses salles (ping-pong, rangement des poussettes et vélos, repassage « *avec des tambours qui chauffaient*… ») sont communes, « *mais c'était aussi dans l'esprit communiste* ». L'autoconstruction collective d'une maison familiale individuelle dans une barre de sept à huit maisons individuelles est le deuxième chantier dans lequel s'investit son père. Organisation collective, grue collective, cinq ans de chantier, le samedi, le dimanche et tous les jours après le travail. On comprend mieux les positions d'Eva quant à la question de l'autoconstruction dans HEP.

« J'étais destinée aux études d'architecture parce que j'ai grandi un peu sur les chantiers, parce que mon père il est auto-constructeur… »

Eva se rappelle d'avoir grandi dans les chantiers, sans vacances, sans week-end, sans pouvoir aller jouer avec les copains de son âge, sacrifice que regrettera sa mère.

« … tous les week-end, on allait au chantier… […] La priorité c'était le chantier, tout l'argent allait dans le chantier, tout l'effort, toute l'énergie. […] je pense que c'était un système aussi économe pour l'État, de créer de l'habitat par l'auto-construction… ils étaient même favorisés, ils avaient des emprunts à taux zéro, des choses comme ça… »

Après le bac, elle aurait pu faire de la danse, mais elle ne pensait pas que cela puisse donner lieu à un métier. Elle fera architecture. Elle commence des études d'archi, puis, en 1995, elle vient pour la première fois en France parce qu'elle avait la possibilité de faire trois mois de stage à l'Institut d'architecture de Brest…, mais elle était aussi attirée par l'apprentissage de la langue.

« … donc, d'une part, j'ai découvert plus le côté « urbanisme » dans l'architecture, avec un regard plus stratégique et plus développement du territoire, ce que moi je n'avais pas… et puis il y avait aussi la découverte d'un pays, de la France, d'un pays libre… pour une fille qui sort du régime communiste, c'était assez fabuleux ! […] une deuxième chute du mur personnelle ! »

Puis, elle rentre en Tchéquie pour finir ses études. Elle passe son diplôme et commence à travailler sans vouloir s'installer. Mais elle souhaite continuer des études qui l'a rapproche de l'urbanisme. Des concours à l'ambassade de France offrent des bourses. Elle passe l'un d'eux et obtient une bourse pour venir en France où elle choisit de suivre des études à l'école d'architecture de Lille – équivalent d'un troisième cycle – à cause de sa thématique : « Paysages et projet urbain »… Elle n'obtient pas son diplôme faute d'une maîtrise suffisante en français écrit. Mais, elle a travaillé sur la rue comme élément d'urbanisme à réintroduire dans les périphéries des villes. Puis elle rencontre Bernard à l'École d'architecture… À l'école d'architecture, une annonce retient son attention : on cherchait deux architectes pour aller travailler au Viêt-Nam… Une coopération décentralisée entre la Communauté urbaine de Lille et une province du centre du Viêt-Nam visait à étudier la protection de la maison traditionnelle vietnamienne… et à enseigner dans le département d'architecture qui était fondé grâce à cette coopération. C'était en 1999/2000. Elle part avec Bernard au Viêt-Nam.

Une chose importante dans son parcours, comme elle y insiste, est qu'ayant toujours fait de la danse, elle s'est rapprochée à Lille d'une association de danse contemporaine ; au fur et à mesure des années, elle a pris des responsabilités jusqu'à devenir présidente de l'association. Comme de nombreux membres des pays d'Europe de l'Est, elle insiste sur le caractère « non collectiviste » des collectifs d'engagement qui offrent une capacité autonome d'action et d'intervention sur la société :

« … et c'était pour moi une expérience importante parce que j'ai découvert quelque part le fonctionnement des associations : organisation du groupe, mais pas collectiviste, organisation et décision collective, le travail des bénévoles, le travail aussi des salariés, la gestion… […] et

moi, ça m'a passionné ! j'ai découvert ça comme une source de liberté ! je me dis « mais en France, les gens ne se rendent pas compte, ils ont la liberté de décider collectivement, de se donner un objectif et de le réaliser », de demander des fonds publics ou privés… j'ai trouvé ça assez… c'était une découverte pour moi, je ne connaissais pas ! »

Ses fonctions de présidente l'oblige à des contacts avec les élus et l'administration ; elle apprend sur le tas de 2000 à 2004 le montage de projet, la comptabilité, la gestion. Du coup, elle s'intéresse à d'autres associations, à des associations humanitaires ou solidaires ou encore à des associations qui se centrent sur les enfants ou l'environnement… Elle découvre le milieu associatif.

Après le séjour au Viêt-Nam, elle travaille comme chargée de mission « aménagement urbain et environnement » pour la ville d'Auby, une ville située dans le bassin minier près de Douai où de grands projets urbains étaient programmés par le maire et où l'environnement est une tâche première – affaissements miniers et pollutions des sols par l'entreprise Metaleurop. Au cours de ce travail, elle rencontre des acteurs d'EDA, Environnement et développement alternatif, une association membre de la MRES qui fait des recherches sur les sites et sols pollués ainsi que sur la dépollution par les plantes… Mais, nouvelle rupture professionnelle, elle démissionne au bout d'un an et demi malgré son travail passionnant car elle se sentait dépassée par l'ampleur de celui-ci. Après coup, elle pense qu'elle aurait dû gérer son activité autrement et refuser son propre perfectionnisme. Elle n'a pas droit au chômage et fait un bilan de compétence, moment propice à une réflexion sur elle-même, les raisons qui l'ont conduite à faire architecture : son attirance non pas pour les aspects techniques du métier, mais davantage pour l'organisation, le relationnel, la prise de décision politique conduisant à la transformation d'un quartier, la construction d'un édifice, les objectifs économiques, culturels et sociaux liés à ces décisions. Mais aussi, moment pour comprendre son double ancrage, en Tchéquie et en France.

Elle reprend des études en 2003-2004, un DESS en ingénierie de projet de coopération. L'idée était de travailler sur le développement des territoires par des coopérations décentralisées au niveau européen…

« … et puis c'est aussi excitant de se dire « ah, ça pourrait être des échanges entre une ville tchèque et une ville française ! », c'est excitant de mettre les gens en contact, de réfléchir, de porter un regard sur par exemple la problématique d'habitat là-bas et échanger, voir quelle est la problématique de l'habitat ici en France… »

Permis par un financement européen, elle fait un stage de six mois à Paris dans une association pour développer le partenariat avec les pays de l'Est. Mais le projet lui semble purement opportuniste, elle doit se contenter de consigner des personnes dans un dossier sans les contacter en étant payée une misère – 150 euros par mois. Elle retourne à Lille.

L'habitat collectif

Dès l'époque de ses études en architecture, Bernard commence à vouloir s'organiser avec des amis pour acheter ou construire collectivement un habitat partagé. Au regard de l'expérience d'HEP, ce sont ses prémisses personnelles qui se dessinaient, non dans une dimension écologique, mais plutôt « d'écologie sociale » selon ses propres termes, de projet commun, de partage d'un patrimoine bâti qui serait redécoupé pour que chacun puisse avoir son logement. Mais aussi que le collectif puisse partager des espaces pour des activités en commun « *comme dans les squats d'artistes, mais officiels* ». En même temps, Bernard et Eva cherchent des terrains sur l'agglomération de Lille, visitent des terrains, des friches, des bâtiments. À Saint-André, une la friche industrielle en face de Rhône Poulenc retient un temps leur attention. Il faudra aller voir les personnels de mairie qui s'occupent de l'urbanisme.

Tout comme Loïc, il a aussi fait partie du SEL de Villeneuve-d'Ascq pendant un an à la recherche « *d'une façon de vivre* », voire « *d'un modèle d'organisation sociale du monde* », mais, finalement, il y fait l'épreuve de la déception, trouvant l'expérience très limitée.

« pourquoi je serais salarié ? pourquoi une partie de mes activités ne pourrait pas être juste dans des échanges comme ça, non monétaires ? moi, je voyais ça comme ça, sauf que j'avais l'impression qu'avec le SEL de Villeneuve-d'Ascq, c'était vraiment des tous petits trucs, ça ne me concernait pas… […] c'est vrai que c'étaient beaucoup de femmes célibataires qui avaient besoin d'un coup de main, déménagement, peinture… mais du coup, les potes étaient toujours avec des crédits et il n'y avait pas de contreparties […] moi, je n'ai rien trouvé, même pas quelqu'un pour me tricoter un pull ! ce qui est quand même un peu louche… ceci dit, je n'ai pas non plus donner beaucoup parce que j'ai un peu vite vu – peut-être que j'aurais pu aider à transformer le truc mais – et j'ai essayer de discuter mais ça n'avait pas l'air de pouvoir bouger… […] et ça avait l'air d'être un peu fermé c'est-à-dire il ne semble pas que ce truc là puisse s'ouvrir beaucoup et donc que les échanges soient généralisés…c'est-à-dire que moi, je n'aurais jamais pu trouver un mécano qui m'aurait réparé ma bagnole ! donc j'ai un peu abandonné le truc, mais un peu déçu quand même ! »

En revenant du Viêt-Nam, Bernard est embauché dans une association qui faisait du conseil en maîtrise de l'énergie, le réseau des espaces info-énergie mis en place par l'ADEME… De 2002 à 2006, Bernard d'HEP travaille donc à l'Espace Info Énergie, une association.

« … et là, ce boulot à l'EIE, c'est ce qui m'a donné un espèce de petit bagage pour le raisonnement sur l'énergie renouvelable… […] Moi je pense que, dans ce que j'ai appris dans Espace Info Énergie… tu sais, j'ai appris les bases du discours développement durable, c'est-à-dire la très mauvaise répartition des ressources sur la surface de la terre, c'est-à-dire nos sociétés occidentales développées ont confisqué l'ensemble : nous on représente 20% de l'humanité et on bouffe plus de 80% à nous tout seuls… »

Vacataire pour quelques heures d'une association, il est aussi architecte en libéral. Il fait comprendre que son temps de travail dans l'association ne correspond guère à la demande et il obtient ainsi de travailler à mi-temps pendant quelques années avant d'être remercié par cette association. Il comprend que le statut associatif n'est pas garant de démocratie sociale, ni de créativité et qu'il faut faire en bordure des associations instituées. Mais grâce à ce travail, il a multiplié les contacts dans le milieu associatif avec la MRES et son réseau tentaculaire, ce qui lui fera connaître le projet HEP par un ami. En parallèle de son travail à Info-énergie, il produit pendant deux ans « une œuvre artistique », avec un ami, pour Lille 2004 après l'avoir proposée.

« Donc on a fait une œuvre dans les tunnels du métro qui nous a pris beaucoup de temps. « Travelling Métro ». […] Et là, on a essayé de trouver des stratégies de travail collectif qui ne sont pas évidentes, c'est-à-dire : comment on fait ? Est-ce qu'on se spécialise ? Comment on se présente ? Avec toujours cette difficulté : les stratégies, pas d'entreprise, mais du travail en collectif. […] J'ai eu un atelier d'artiste à la Malterie, en parallèle. »

Sortant de l'école d'architecte et revenant du Vietnam, ils étaient intéressés par le *paysage urbain*. En vidéo, il s'agissait de faire des panoramas urbains sur des espaces ordinaires de villes importantes pour montrer le mouvement de la ville, « *le fait que la ville c'est un truc qui... bouge* ». Ce « micro-métrage », fait de travellings, donnait l'impression d'un paysage urbain, mais décalé et plausible.

« Donc on faisait des petites séries de vidéos : Bruxelles, Amsterdam, tout ça. On se déplaçait pour faire des trucs, et une fois on est allé à Paris... et puis, on était dans le métro pour aller sur un autre site, pour faire des images. Et puis on a eu l'idée à peu près en même temps. Ou Pierre a eu l'idée et puis on a commencé à se dire : « la vache ! Dans le tunnel du métro, alors que c'est noir. Il n'y a pas de vie. On pourrait installer finalement des paysages, qui pourraient être le paysage qui est au-dessus de la tête »... voire même, on a commencé à avoir l'idée de faire des déplacements, c'est-à-dire que dans le tunnel parisien, on puisse voir Saigon ou Amsterdam ».

Après l'espace info-énergie, Bernard enseigne à l'école d'architecture et il devient professeur à l'école d'architecture, un CDD de six ans. Dans quatre ans, il devra se faire titulariser puisqu'il ne peut le renouveler. Ce contrat à plein temps d'enseignant exige 320 heures d'enseignements,

plus les charges pédagogiques et administratives. Il reçoit un salaire de 1 600 euros par mois. Mais au lieu de faire ses dix heures par semaine, il y passe le plus souvent 25 à 30 heures du fait de la spécialité de son enseignement, mais constant amer, il constate l'individualisme des étudiants.

« En fait, j'ai une charge très spéciale, c'est que c'est un poste un peu nouveau qui a été fait... sur mesure pour, en gros faire du bricolage à l'école avec les étudiants. Donc c'est un atelier de mise en œuvre de matériaux... »

« Aussi peut-être parce qu'ils sont dans un schéma d'organisation de vie. Ils font devenir des libéraux. Devenir architecte. Et c'est quelque chose qui est très mis en valeur : la création ! Personnelle ! L'individualité dans la création, etc. Et moi ça m'agace vraiment beaucoup, parce que j'ai l'impression que ça produit sur les étudiants, une posture par rapport au monde qui est pourrie. C'est-à-dire qu'ils abandonnent leurs déchets très facilement. Il n'y a jamais d'attention à l'autre… […] ils fabriquent leurs travaux et ils abandonnent leurs déchets sur place. […] ils sont toujours dans l'idée qu'il y a quelqu'un qui va venir ramasser leur merde. »

Solidarité et simplicité volontaire

Sans doute, faut-il revenir à l'histoire personnelle de Bernard pour comprendre son engagement en faveur de la décroissance et de la simplicité volontaire. Ce qu'on peut appeler un engagement en faveur d'un mode de vie frugale. Il se reproche encore d'avoir voté socialiste quand ceux-ci parlaient de croissance. Entre l'écologie et la spiritualité « christianique » ainsi qu'il l'appelle, il fait un lien *a posteriori* avec sa jeunesse, vers 18/19 ans, où il travaillait dans la scierie de ses parents. À cette période de sa vie, il recommence à pratiquer la religion catholique. D'une certaine manière qui lui convient, en la liant à la pauvreté volontaire. Une espèce de communisme primitif et religieux comme retour aux sources contre le monde des apparences, celui de la richesse de l'argent[137].

« Moi ça me paraissait être un truc de fou que de vouloir de la croissance. Mais parce que... peut-être plus... je vois, par mes cheminements personnels, du côté du christianisme, c'était le Saint-François d'Assise. La pauvreté, des trucs comme ça. Ça me semblait être des modèles de vie plus alléchants que la richesse en tous cas. »

Il nie nulle conversion puisqu'il était dans une religiosité latente qui visait le fait de ne pas « *vivre seul dans le monde* ». Ne pas vivre seul dans le monde et ne pas être astreint à cette seule richesse de l'argent, tels étaient ses axiomes de vie.

« J'ai toujours pensé qu'il y avait une dimension collective intéressante et je n'y avais pas accès dans… je ne sais pas, dans un parti politique ou des syndicats, ou bien des trucs comme ça, puisque je n'avais pas cette culture-là... la seule entrée possible pour moi, à cette époque-là, c'était du côté... de la communauté religieuse… je pense que mes parents étaient presque anti-syndicat, puisqu'ils étaient patrons... ils avaient un peu une vision un peu antisyndicale, et donc moi j'étais ouvrier dans une entreprise et je n'avais pas de culture syndicale. Je veux dire que, si j'avais travaillé dans une entreprise plus importante et si j'avais rencontré un syndicat, je pense que je serais devenu syndicaliste. Je veux dire, tu vois, c'est un peu une question d'opportunité. Peut-être. Parce que j'avais l'impression, finalement, que le christianisme c'était une forme de communisme religieux... ça paraît peut-être un peu con, parce que j'avais ça à 19 ans. Il y avait le côté collectif là-dedans, communautaire, mais en même temps avec une espèce d'utopie, c'est-à-dire un monde meilleur sur terre... donc moi, je vois ça comme ça. »

La théologie de la libération, les prêtres ouvriers, le « peuple opprimé », le « communisme religieux », voilà ce que représentait le donné qui était là, ce christianisme pour le jeune qu'il était à cette époque en refusant l'isolement ou la solitude, mais aussi l'argent. Il n'est sans doute pas si difficile de relier ces thématiques à la simplicité volontaire, à la décroissance, au refus des valeurs de l'argent et de l'avoir qui sont son horizon d'attente. Une ligne de vie s'y déroule.

137 Sans doute, pourrait-on faire le lien avec un certain socialisme utopique au début du XIXe siècle qui puise ses ressources dans une lecture de l'Eglise primitive comme pratique du communisme et vie frugale.

Mais une grosse rupture biographique correspond à son divorce et le conduit à rompre avec cette « *idéologie là* ». Ainsi dit-il, il « *a jeté le bébé avec l'eau du bain, en gros*. » Il n'a plus envie d'y retourner : « *J'ai une espèce de sympathie pour le christianisme, mais je n'ai pas du tout de sympathie pour l'église*. »

Il fait une formation d'éducateur dans le travail social, comme on l'a dit, dans la conscience d'une inégalité entre les possédants et les possédés.

« … quand on est du côté du catholicisme, on regarde le monde et puis on fait le constat qu'il y a toute une part du monde qui est malheureuse, et puis il y en a quelques uns qui sont gras... et une espèce d'insatisfaction, surtout quand on a 20 ans ! Et donc pour moi, être travailleur social, c'était une manière de rectifier le truc. C'est-à-dire que je pouvais me réaliser personnellement, sans être curé en gros. C'est-à-dire que je pouvais être un professionnel, sans être curé. Ça veut dire que je pouvais continuer à avoir des relations sexuelles, et en même temps faire le bien, pour simplifier. »

Malgré son détachement de ce communisme religieux auquel il ne croit plus, il n'en demeure pas moins qu'il reste attaché à cet idéal ou cette utopie sous d'autres termes ou formulations. Cet engagement de la simplicité volontaire et, plus politiquement, de la décroissance n'est pas sans engager le mode de vie, l'être au monde, aux autres, à la représentation d'une société autre. En ce sens, il se désengage des prescriptions systémiques de croissance, de production et de consommation – de rôles définis et endossés ; il engage un mode d'action et de vie en retrait de ces rôles. L'expérience de la vie au Viêt-Nam fut dans cette perspective marquante.

« … le Viêt-Nam nous a aussi beaucoup fait réfléchir sur les modes de vie, sur les modes de… parce que tu vois comment vivent les Asiatiques, quelles sont leurs valeurs et ça bouscule ! » (Eva)

Cette conscience de la frugalité de la vie, il dit l'avoir depuis longtemps. Elle provient d'une espèce d'insatisfaction à vivre une vie menée par tous ceux qui se contentent de si peu, de biens matériels, de la possession, en particulier du désir d'argent, sans être portés par des valeurs et des idées plus enrichissantes.

« Je pense que c'est pour ça que je ne suis pas vraiment inscrit dans le monde comme… pas stable quoi ! Et du coup, enfin ! par exemple, la question de la décroissance... moi ça fait je ne sais pas combien d'années que je te parle de décroissance. »

Mais il n'est pas dupe : les pays modernes sont des espaces d'enrichissement intellectuel, de mobilité sociale, d'échange entre les gens, d'importations de produits. Si cela ne signifie pas prendre l'avion tout le temps, c'est aussi pouvoir aller dans des colloques de temps en temps.

« Moi par exemple, je disais : même les légumes, la route des épices, le chemin du sel... ce sont des choses qui sont quand même millénaires. On a toujours recherché des produits (...) qui mettaient un peu du piment dans la vie, des trucs. Tu vois le sel, le sucre... dans la soupe. Il y a de la betterave aussi dans le Nord, mais ça vient du sucre de canne. C'est comme si on se disait : du jour au lendemain, on ne va plus prendre de café, on ne va plus boire de chocolat... ça se discute. Produire local, consommer local. Moi j'en discute avec mon magasin bio. Le mec il me dit : « si en ce moment il y a du bio, ça vient d'Italie, d'Egypte, de Belgique... Dans le Nord, j'ai rien ».

*« même Ver' Tige [*agriculteur vendant des produits bios au marché de Wazemmes*], il me dit qu'ils achètent des trucs, parce que sinon ils n'auraient que des carottes » (Eva).*

Dans les campagnes, de même, il admet que l'on fasse usage de la voiture, mais il aimerait voir se développer le covoiturage ou que « *des associations puissent mettre à la disposition des gens des véhicules en bon état, pour qu'ils puissent aller au boulot* ». En revanche, parce que « *c'est délirant* », il ne comprend pas que l'on puisse prendre l'avion pour partir en vacances. Eva et Bernard soulignent que lorsque leur fille était au Québec, ils ont refusé d'y aller malgré ses invitations pressantes. Ils se refusaient à utiliser l'avion pour un voyage de quinze jours alors que Bernard souligne combien ce pays pour un éducateur est source d'utopie. La recherche

d'une juste voie, d'une juste mesure du monde entre frugalité et moments de "luxe" ne lui paraît pas pour autant dénuée de légitimité.

« … ça n'empêche pas que notre monde il produit quand même des richesses et la manière dont on emploie ces richesses, elle me paraît dingue. Donc on pourrait être moins dingues, tout en étant… c'est-à-dire tout en continuant à acheter peut-être de l'épice qui vient d'Inde, mais en même temps, de bien mesurer que quand je mets du curry dans mon plat, c'est quelque chose d'extrêmement précieux. Et si je veux mettre sur des patates qui viennent du coin du curry qui vient de là-bas, je fais un peu un écart dans mon régime, mais je le paye en compensation. C'est-à-dire que par exemple, je ferais moins de kilomètres. Mon quota… moi je suis pour une idée… mais c'est parce que je suis aussi très intéressé par les questions techniques, les mesures... »

Au regard de cette mise en œuvre d'une vie plus simple et plus sobre, moins gourmande en énergie et en objets souvent inutiles – à l'obsolescence programmée –, les pratiques de partage d'usages de commun (objets, espaces) d'activités, de solidarité sont ce qu'ils ont à proposer, en particulier dans le projet d'habitat partagé. Mais la solidarité suppose en même temps un temps préservé pour soi sur lequel aucun collectif ne peut empiéter.

« … Et il me semble… c'est ce qu'il m'intéresse dans ce qu'on projette avec HEP. C'est que, par exemple, on ne va pas payer quelqu'un pour changer l'ampoule dans l'escalier. Il y en a un de nous qui va le faire. C'est-à-dire qu'en gros il va falloir qu'on s'organise pour que, si tout le monde n'est pas capable de la changer... pourquoi pas ? qu'il y en ait un de nous qui le fasse. Donc les ampoules seront chez Loïc... […] Moi ça ne me dérange pas de changer les ampoules pour les autres. Si ça ne m'empêche pas de faire ma vie aussi, ma vie à moi tout seul. Donc je veux bien, moi, être solidaire. Même j'ai envie de l'être, dans certaines limites. »

6.5.2. Un passé d'implications dans des associations

Lors d'une réunion informelle[138] à laquelle le président de l'association avait convié l'un des chercheurs pour officialiser son travail de recherche (permettant notamment d'accéder au wiki sur Internet), on a rencontré les représentants du « noyau dur » d'HEP à l'origine de la création de l'association. On a constaté que la plupart avaient une expérience de la vie associative, et en particulier, tous étaient impliqués dans la création de trois crèches parentales à Villeneuve-d'Ascq. Ces crèches ne sont pas, en tant que telles, un modèle formel d'implication assumée pour les parents, en particulier au regard de leur évolution qui laisse une part de plus en plus grande aux professionnels[139] et où certains peuvent n'y voir qu'un intérêt personnel – coût, sociabilité de l'enfant, apprentissages –, mais elles témoignent cependant d'un engagement en faveur d'un modèle éducatif moins codifié et davantage centré sur des apprentissages liés à des sociabilités. Olivia en témoigne en notant qu'il s'agissait de gens appartenant plutôt à la classe supérieure, des artistes mais bien installés, des médecins, des architectes… sur Lille-centre[140] :

« J'avais eu une autre expérience d'association avant le boulot, c'est par rapport aux crèches parentales… quand j'ai eu ma fille, je me suis aussi – peut-être grâce au CEMEA – intéressée aux crèches parentales… et bien [ses deux enfants] sont allés en crèche parentale… donc là aussi tu es forcément investi ! […] au moins une permanence d'une après-midi par semaine… après, tu as des repas à préparer… mais ça dépend des crèche, elles ne sont pas toutes pareilles ! et puis il y a les réunions… après il y a d'autres choses, ou des travaux…

138 Le 8 février 2008.

139 Là encore, aucune généralité ne peut être dictée sous la nomination « crèches parentales ». De multiples fonctionnements et organisations s'y font jour, de crèches parentales alternatives qui prolongent l'utopie de la cogestion avec les professionnels à des crèches parentales à d'autres où les parents, bien que gardant les responsabilités de la crèche, se sont retirés de leurs tâches – à temps très partiel – de garde des enfants et en payant les professionnels pour cette activité.

140 Lille-centre est considéré – avec le Vieux-Lille - comme le quartier le plus chic de la ville.

Guenael et Eloïse, Fabrice et Frédérique mais aussi Thomas et Julie, Thomas et Maeva : autant de membres du HEP qui ont été impliqués comme parents dans la responsabilité de crèches parentale. Au-delà des crèches parentales, la plupart des personnes ont vécu une socialisation secondaire forte dans le secteur social. Sur les six foyers – couples ou personnes seules – les plus impliqués dans l'association, on a pu en rencontrer cinq : quatre sur cinq ont eu, à un moment ou à un autre de leur vie qu'il s'agisse de leurs études ou, ensuite, de leur activité professionnelle, une expérience forte dans le secteur social. Au-delà de cet investissement dans les crèches parentales, on retrouve chez certains membres du noyau dur une autre constante : leur implication forte pour scolariser leurs enfants dans des écoles à pédagogie ouverte de type Freinet ou Montessori[141.] Olivia, par exemple, a commencé sa vie professionnelle dans ce domaine :

> *« Ben après, [en rentrant de voyage], il a fallu que je recherche un projet de vie, de travail, donc j'ai fait une formation professionnelle d'animatrice BEATEP dans la petite enfance… la formation était dispensée par le CEMEA… et là j'ai retrouvé un peu le côté de l'éducation populaire, enfin l'éducation nouvelle… je me suis intéressée à des choses… ça draine quand même beaucoup d'associations et de gens qui sont autour d'associations, qui sont engagés… tu fais des rencontres intéressantes, [par exemple] d'instits qui sont dans les mouvements de l'éducation nouvelle […] et du coup, oui effectivement, j'ai choisi l'école de ma fille : l'école Freinet ! et c'est pour ça que je suis arrivée à Saint Maurice [quartier de Lille] parce que la seule école à Lille, la seule école Freinet, c'était à Saint Maurice ! »*

Une autre préoccupation transversale qui lie les adhérents de cette association est que le travail ne constitue pas, loin s'en faut, la seule source d'épanouissement et que pour se « désaliéner » il faut absolument s'engager – soi-même – dans une réduction drastique de la part de temps vouée au travail salarié, et donc accepter de vivre aussi avec moins d'argent. D'une certaine façon, la devise de ces « Hépiens » pourrait être « travailler moins pour gagner moins ». Loïc et sa compagne, mais aussi Bernard et Éva, Patrice et Frédérique ou encore Olivia ont ainsi toujours exercé des métiers à temps partiel tout au long de leur vie professionnelle. Olivia va obtenir le concours de « rédacteur de la fonction publique territoriale » et obtenir un poste à la Communauté urbaine de Lille à temps partiel choisi où elle est depuis cinq ans. Pour elle, c'est véritablement ce temps « libéré » qui lui permet aussi de s'engager dans le réseau associatif lillois. Dès lors, elle va pouvoir s'impliquer dans une association dont l'objet et le réaménagement de petites friches urbaines pour y implanter des jardins collectifs autogérés par les habitants :

> *« Le fait d'être installée professionnellement, d'être à temps partiel – parce que je suis à temps partiel (à la Communauté urbaine) –, ben là, je me suis plus impliquée dans des associations notamment les jardins communautaires… et là, j'y suis depuis 2001 !*[142] *[…]ils faisaient une visite du premier jardin « Les retrouvailles », en 1999 à Moulins… tu sais, c'était le premier jardin, il n'y avait encore rien, c'était de l'herbe ! mais le projet, moi j'avais trouvé ça fantastique ! (…) À la fois j'aime bien la nature, donc être dehors : ça j'aime bien ! et puis je retrouvais un peu la pédagogie active ! Tu aménages un bien public collectivement : ça, je trouvais ça génial ! parce que le jardin public [classique], tu y passes mais tu ne peux rien y faire ! là, c'est un truc qui appartient et qui est géré collectivement et qu'on peut transformer nous-mêmes ! qui appartient à tous et qu'on aménage ensemble ! le truc d'être acteur de ta vie, de ce que tu vas utiliser même si t'en n'es pas propriétaire… mais ce que tu vas utiliser dont t'en as l'usage, tu l'aménages avec d'autres… »*

Les AJONCS constituent expérience autogérée qui se limite au jardin collectif, support à la convivialité, à l'échange qu'on veut le plus ouvert possible, en termes de classes d'âge ou de classes sociales. Enfin, tous sont aussi sensibilisés, à un titre ou à un autre, par une des deux entrées constitutives du projet de HEP : le volet « collectif » ou « écologique », à l'instar de Olivia qui a mis en place dans son HLM une fête des voisins et multiplie les rencontres – formelles et informelles – et les échanges :

---

141 On sait bien sûr que ces écoles ne recrutent pas dans les couches populaires.

142 Les AJONCS.

« … j'en connais beaucoup en fait [de voisines] depuis la fête des voisins, mais aussi par le biais des enfants : tous nos enfants, pendant l'été ou le printemps, jouent dehors… nous on descend, on se parle, on se connaît vraiment bien ! et puis je te dis, les gens ne bougent pas [dans le sens où il y a très peu de déménagements] … […] il y a beaucoup de mélanges mais il y a plein de familles d'enfants [de couples] mixtes… il y a le mien mais il y en a presqu'à tous les étages … oui il y a pleins de couples mixtes ! et c'est beaucoup eux d'ailleurs qui participent… [un temps de réflexion] par contre socialement [c'est surtout] salariés, employés… [les services entre parents, mères surtout] oui, ça marche bien mais ça pourrait être plus développé ! c'est de l'ordre normal, tu vois, mais on n'a pas instituer ça vraiment comme un fonctionnement, comme ça pourrait l'être dans HEP… c'est pas institutionnalisé en cahier des charges, en principe de mutualisation, de partage… là, ça se fait comme ça parce que les enfants le demandent ou parce que l'on se rend service… »

Moins frontaux que d'autres, moins critiques à l'égard des institutions politiques, ces engagements n'en révèlent pas moins les maillages entre les associations et les parcours des individus entre celles-ci. Ces engagements renvoient davantage à une manière de « vivre ensemble » où les personnes sortent des strictes relations de leur appartenance sociale pour vivre d'autres expériences dans l'espace urbain avec des gens attachés à une activité collective qui remet en cause les places assignées. Natacha de HEP revient sur cette sociabilité qu'elle entretient avec des personnes de milieu très populaire dans un des jardins des AJOnc[143]. Manière de *copartager une charge*, ces jardins dans l'espace urbain sont aussi des lieux de connexion entre les individus. Il y a une politique esthétique des jardins collectifs ou communautaires qui fait écart avec les modes de vie dominants.

« Je trouve ça chouette [les AJOnc] parce que c'est pleins de gens, c'est vraiment un groupe qui s'est créé, un lien d'amitié, il y a des gens qui se connaissent depuis des années, il y a plein de convivialité, c'est un petit jardin de poche… ce sont des petites choses humbles, mais je trouve que ça fonctionne bien ! […] ce ne sont pas des familles, ce sont souvent des gens seuls… »

Il y a là une trame de micro-récits qui racontent des engagements dans de « petites choses humbles », loin des grands récits militants de transformation. Pourtant ces petites choses maillent les territoires locaux et font vivre une forme de concitoyenneté, telle que l'entend Benveniste lorsqu'il replonge dans le passé antique. Il ne faudrait pas non plus oublier les lointaines origines des *associations* qui, en Grèce, s'établirent comme des réunions autour d'un repas à frais commun et donc une contribution en nature de chacun, ou encore dans la réception de groupes les uns par les autres : « L'hospitalité *entre groupes* » (Gernet, 1968, p. 34) était la règle d'où le fait que les fêtes aient lieu non dans les villages mais dans la campagne. Ces pratiques étaient fondées sur le *don* qui était avant tout un « apport » comme l'analyse Louis Gernet (1968, p. 46). Dans des usages plus anciens encore, ce sont des fêtes impliquant des contributions des présents, soit les « agapes paysannes ». Aristote en retient la leçon : « Toutes ces communautés sont donc manifestement des fractions de la communauté politique, et les espèces particulières d'amitiés correspondent aux espèces particulières de communautés. »[144]. Il est clair pour lui que l'on est en présence de politique dont on sait qu'il est fondé sur le plus haut degré d'amitié dans sa conception. Si nous sommes loin de cette époque, il n'est pourtant pas inutile de s'en souvenir lorsqu'il s'agit de penser l'engagement et la citoyenneté au regard du désenchantement, du retrait ou du refus des citoyens dans l'espace national comme dans l'espace local – et sans parler de l'espace européen. Autour d'un *commun* (réunions, repas, fêtes) où chacun fait don d'un apport se renouvelle l'amitié qui fait association des gens. Sans doute, ne peut-on s'en tenir là pour ébaucher ce que pourrait être une citoyenneté urbaine, mais s'en est à tout le moins le sol.

143 Les AJOnc, Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés, fait partie, entre autres, de la MRES et du collectif Asso-Réso-Métro et participe à l'opération Les Fenêtres qui parlent. Cette association d'abord locale qui s'étend désormais sur le Nord Pas-de-Calais soutient une réseau de jardins communautaires. http://www.ajonc.org/

144 Aristote, *Ethique à Nicomaque*, VIII, 11, 1160 a.

6.6. Partage indéterminé et controverses

Ce qui fait le commun – un consensus qui fait le commun – semble paradoxalement ce qui en fixe les limites ou les frontières. Le commun est d'abord défini négativement par la préservation du chez soi, de l'espace privé en propre, de sa trajectoire individuelle. Dans cette expérience collective en faveur d'un habitat partagé, ce qui fait consensus est la non perméabilité des espaces privés et individuels et le refus de toute communauté qui englobe l'ensemble de la vie des personnes. Un rapport du commun et du privé, mais aussi du collectif et de l'individuel, se dessine. Deux membres de l'HEP, l'un et l'autre plutôt d'avis opposés quant aux valeurs de décroissance et de simplicité volontaire, disent finalement la même chose.

> *« Parce que ça, par contre, depuis le début, chacun a envie de préserver son « chez-soi ». […] Oui, c'est une des rares choses qui est claire. » (*Frédérique*).*

> *« … quand on parle du HEP, on se rappelle des années 1968, des communautés, des choses comme ça. Donc on a été assez clair là-dessus et je pense qu'on est tous d'accord dans le groupe, qu'on ne veut pas créer une communauté... ni un collectif basé sur un partage spirituel ou quelque chose de ce domaine-là. » (*Bernard*)*

Bernard ajoute qu'il aimerait sans doute vivre en communauté – « *ce n'est pas un truc qui me déplairait* » –, mais il n'y croie pas et ne veut donc pas se lancer dans une telle aventure. Mais, au delà de cette définition négative du commun, aucune définition positive ne semble s'être imposée, à savoir l'espace, les moments, les faire à partager en les mettant en commun. Ce qui demeure, c'est que les membres ne veulent pas tout partager dans cet habitat, mais ils ne savent pas et ne cherchent pas à savoir *ce qu'ils veulent vraiment partager.* Le *tout partagé* refusé ne renvoie pas à *un quoi partagé*. Dans le titre de l'association Habitat écologique partagé, le qualificatif de *partagé* qui lie par un engagement ses membres reste paradoxalement dans l'ombre. Ce qui laisse du coup dans le flou l'articulation entre les dimensions collective et individuelle-familiale de l'existence dans cet habitat, sans que l'on soit certain que ce flou soit le résultat d'une controverse approfondie qui permettre de comprendre les raisons propres à chacun en les cernant et en les discutant.

> *« – [mon] désir personnel ? mener ma vie quoi ! Je mène ma vie dans ce milieu-là. […] je mène ma vie comme je veux, je veux qu'elle soit hyper importante. C'est-à-dire que, pour moi le groupe, c'est une partie que je veux bien partager mais je ne partage pas tout. (*Bernard*) – On ne veut pas que le groupe [prenne les grandes décisions] sur notre vie. » (*Eva*)*

En réalité, on voit bien que la controverse sur *ce qui doit être partagé* n'a pas lieu. Cette possible controverse n'est pas absente de l'esprit des adhérents ; elle ne leur échappe pas, mais elle ne s'impose pas et le partagé ne fait pas l'objet de discussions.

> *« – … on est tous d'accord pour dire qu'on ne veut pas créer une communauté, des choses comme ça, mais après... […] ce sont des choses qui ne représentent pas un sujet pour discuter. Il n'y a pas un besoin maintenant d'approfondir ces questions-là. » (*Eva*) – Moi, j'aurais besoin de les approfondir, mais en fait on n'a pas forcément les moyens, on n'est pas forcément équipé intellectuellement pour approfondir, pour aller très loin. Je ne sais pas si parmi nous, il y a des gens qui ont... Là on discute avec toi de choses dont on n'a pas discuté avec les autres. Peut-être qu'on va plus loin avec toi, là, tout de suite. Et moi, je pense que c'est important. Mais en même temps, on ne va peut-être pas encore assez loin là… » (*Bernard*)*

Pourtant, les membres d'HEP se sont *donnés le temps* de rédiger leur « charte », autrement plus conséquente que les statuts de l'association. Ils ont su prendre leur temps pour ce travail. Cette charte, « *c'est la philosophie du projet* » – « *l'horizon du projet* » et ses valeurs – qui exigeait la patience d'un travail collectif. Loïc dit qu'il était important de formaliser ce projet pour souligner « *voilà, ce que l'on veut* », à savoir les finalités. Les membres d'HEP écrivirent donc beaucoup d'autant que des petits groupes furent constitués pour travailler sur divers points particuliers. Cette écriture sert de lien entre les groupes et l'usage d'internet permet la confrontation des textes des différents groupes. La charte, très complète et « *exigeante* », énonce par ailleurs les idées de décroissance et d'autoconstruction qui, pourtant, poseront problème.

*« C'était plutôt pour donner un horizon… […]. Je crois qu'on a fait une charte, entre guillemets, très exigeante… après, concrètement, je ne sais pas si on retrouvera autant que ça. Après, ce n'est pas précis. La charte, elle donne des idées. […] Donc c'était plus pour donner une ambiance générale. Pour dire qu'on ne veut pas partager pour avoir un sauna, un machin… que l'idée ce n'était pas de faire des choses très luxueuses. » (*Loïc*)*

Au détour de l'entretien, Bernard avoue que personne ne sait quel est « *le plus petit dénominateur commun* » entre les adhérents, tant de questions techniques, sociales, personnelles sont mises en jeu. Il prend un exemple dans la charte de l'HEP qui est de diminuer le nombre de km parcourus en voiture et de diminuer le nombre de voiture. Revenant sur son histoire personnelle, et alors même qu'il milite en faveur de la décroissance, il argumente pour montrer combien cette question est parfois difficile à résoudre lorsqu'on travaille, comme il l'a fait pendant des années, dans une ville éloignée de son domicile. L'urbain comme économie frugale des déplacements individuels demande un travail réflexif qui n'est pas mené. En creux, ce qu'il note c'est que l'ensemble des membres de HEP – y compris lui-même – ne vont pas au bout des controverses qui restent finalement à l'état latent. Collectif et controverses, le premier ne sait pas s'organiser afin que les secondes le construisent dans un partagé commun.

De ce point de vue, on peut se demander si le *statut* même des controverses ont le même sens chez les adhérents de HEP et c'est ce qui poserait problème quand il n'y a pas de discours disputés sur les controverses – la controverse sur le statut des controverses, un débat sur ce qui fait désaccord ou différend. Le groupe n'a pas statué sur les controverses qui l'animent, certains y voyant un enrichissement du groupe – un capital – qui fait gagner du temps à plus long terme, d'autres un dépérissement ou une fragilisation, une perte de temps et d'énergie. On est bien confronté au statut des controverses dans un groupe quand celui-ci ne s'en est pas posé la question. Si les désaccords sont considérés comme appartenant au collectif dont les membres sont conscients, il n'en demeure pas moins qu'ils sont renvoyés à un futur indéterminé sans être affrontés dans le temps présent de la construction du projet.

« Pour revenir à la différence, j'avais envie d'ajouter aussi que je pense qu'on a quand même un bénéfice au sein du HEP, c'est qu'on est conscients de ces différences et du fait que ça peut… on discute beaucoup dans le groupe, sur le fait qu'on est prêt… qu'on aura des conflits, qu'on aura des désaccords... qu'on veut vivre chacun chez soi. Je pense que ça peut être un peu notre capital, ou permettre au projet de tenir. Cette conscience du fait qu'il y a une différence à cultiver, quelque part. Qu'on ne veut pas être tous pareils, qu'on ne veut pas être tous décroissants pareils, qu'on ne veut pas tous avoir des toilettes sèches et qu'on ne l'exige pas. » (Eva).

6.7. Le site d'HEP et l'urbain

Ce projet pose la question de son inscription possible dans l'urbain et de son questionnement de l'urbain. C'est l'articulation entre une expérience d'habitat partagé – un commun au regard d'un nous particulier – et le commun de la ville – dans ses possibles dissensions – qui s'offre à l'interrogation. Qu'est-ce que signifie cette expérience au regard de l'urbain et des engagements dans l'urbain ? On le sait, « les choix d'habitation des ménages intègrent de plus en plus les dimensions environnementales, *via* ressentis et représentations (Faburel, 2010, p. 102). Là, encore, des discussions entre acteurs se sont nouées sur la ville, sur les orientations de l'action et les attentes par rapport à l'urbain. Les controverses n'ont pu aller au bout, laissant d'une certaine façon la question en suspens ; l'horizon d'attentes au regard de l'expérience de chacun et des aspirations n'a pu devenir commun.

« C'est pour ça, quand on a fait HEP, on a discuté de la notion de ville : « qu'est-ce que c'est pour vous ? », et on n'avait pas tous la même idée. » (Loïc)

Le choix du lieu d'implantation dans la ville n'est en effet pas sans signification. Un lien à la ville s'y trouve défini comme *désirable* et signifie une possible implication dans la vie urbaine puisque nombre d'acteurs veulent que leur projet d'habitat soit « *ouvert* » sur le milieu social de proximité. Mais, on l'a dit, d'autres acteurs ont une vision plus exigeante et générale de l'habitat groupé et de son

rôle : le pôle de l'HEP deviendrait un acteur de changement en faveur de la ville dans une logique de développement durable en articulant l'habiter et une fonction d'expertise et conseil professionnelle.

Grâce à des subventions des collectivités locales – en particulier de la ville de Lille –, il s'agirait d'intervenir dans l'urbain : lors d'opérations programmées de réhabilitation de logements (de type OPAH) pour sensibiliser les personnes concernées (habitants, entrepreneurs,…) aux « bonnes pratiques » du développement durable dans l'habitat (tri, économies d'énergie) et aux techniques de réhabilitation écologiques présentant à la fois des matériaux non nocifs pour la santé (laine de bois, laine de mouton, chanvre,…) et nécessitant peu d'énergie pour leur constitution et leur mise en œuvre[145] (panneaux de type Fermacel remplaçant le placoplâtre). Les contacts avec la ville de Lille ont permis à HEP d'obtenir une première subvention de 4 000 euros[146]. Cet horizon du bien commun renvoie aussi à de l'innommable au sein du collectif, une projection dans l'avenir sans nom, mais avec une perspective qui se veut le cœur d'une transformation sociale :

> *« – Moi je pense que c'est quand même un projet… la question du développement durable… (*Eva*) – c'est quand même une utopie. Oui je pense qu'il y a cette dimension-là. Et donc, dans une utopie, il y a beaucoup de choses, je pense, que nous-même on ne sait pas nommer. » (*Bernard*)*

D'un côté, se faisait jour l'idée de réinventer la ville dans la mixité de ses fonctions au lieu de reproduire sa spécialisation fonctionnelle ou encore l'idée de joindre les différents types d'habitat (locatif et copropriété).

> *« Moi, ce qui m'intéresserait beaucoup dans le HEP, ce serait d'inclure dans le bâtiment une activité... ouverte sur l'extérieur. Soit économique, soit un local d'une association, soit un artisan. Ça dépend du lieu d'implantation ; déjà je trouve que c'est important du point de vue urbain... l'espace public qu'on va créer par le bâtiment, et aussi je crois vraiment dans la mixité de fonctions, c'est-à-dire quand il n'y a que des quartiers où on arrive pour habiter, je trouve ça d'une tristesse... d'un manque de richesse, même au niveau d'échanges et relations sociales et de création de la ville, en tant qu'espace multifonctionnel et multi-action… » (*Eva*)*

Des rapprochements avec des écoquartiers furent tentés au regard de la dimension écologique du projet. La zone de l'Union à Roubaix apparut problématique, un « no man's land » pollué et manquant de convivialité. Le chef de projet de l'éco-quartier du Raquet à Douai était intéressé par HEP, mais là encore aucune suite ne fut donnée du fait sans doute de l'éloignement de la métropole selon Olivia. En réalité, on voit bien que ce qui est cherché est principalement un environnement « agréable », c'est-à-dire en dehors des zones très populaires (Roubaix, Tourcoing) où se trouvent pourtant de nombreuses opportunités en termes de terrains disponibles (friches industrielles). Dans cette perspective, un groupe d'HEP est en quête désormais d'un site qui soit à la fois accessible financièrement et à proximité de Lille – si possible relié par un transport en commun cadencé (le métro étant à ce titre préféré au bus). Villeneuve-d'Ascq devient la ville de référence, ville où Loïc voudrait continuer à habiter en conciliant son désir de ville et sa sensibilité écologiste.

> *« malgré tout, moi j'aime bien mon univers de béton… enfin, de béton verdoyant. […] Moi par exemple, c'est vrai que Roubaix ou Lille, pour ce que je connais le plus, ça ne m'attire pas tellement… parce que c'est les maisons, le trottoir, la rue. Et il n'y a pas d'espaces piétons dans des endroits comme ça, alors qu'à Villeneuve-d'Ascq, on peut voir par la fenêtre des grands espaces où le regard peut se perdre… Il y a relativement pas mal de verdure et surtout beaucoup d'espaces piétons. »*

On pourrait parler d'un urbain, havre de paix et de tranquillité, le plus verdoyant et le moins pollué possible. C'est la « qualité environnementale » du lieu urbain (Faburel, 2010) qui devient primordiale, de même que sont privilégiées les formes de « mobilité douce ». L'engagement dans l'habitat partagé, d'une autre manière d'habiter dans l'urbain est dépendant d'une « conscience

145 Le terme est celui « d'énergie grise ».

146 Un moment envisagée, l'embauche d'une personne de l'association à mi-temps pour développer ce volet auprès des collectivités locales, dans le cadre d'un contrat aidé, a été abandonnée, la personne prévue ne pouvant finalement pas prétendre à ce contrat aidé.

environnementale » où l'environnement est hissé « au rang de filtre interprétatif, d'opérateur réflexif parmi les plus puissants du cadre de vie des populations » (Faburel, 2010, p. 103). Si la « réforme écologique des modes de vie » (Dobré, Juan, 2009) devient objet de mobilisations collectives et d'engagement, on voit bien en même temps qu'elle conduit ce groupe d'HEP à se soucier d'abord de ses propres conditions de vie, sans se poser les questions d'une justice sociale et environnementale. Deux tentatives de membres du HEP pour « sonder » les adhérents sur une implantation dans des quartiers plus « populaires » de la métropole – l'une turquesnoise en 2008, la ville de Tourcoing ayant environ 70 ha de friches industrielles, l'autre roubaisienne en mai 2009 pour se rapprocher d'un éco-quartier en création : le site de l'Union dont il vient d'être parlé – sont révélatrices. Les deux initiatives se sont soldées par un nombre infime de réponses positives. Concernant le site de l'Union, deux réponses d'adhérents du HEP parues sur le site internet de discussion du groupe suggèrent leurs visions de leurs rapports à la ville. Celle de Jean-Marc tout d'abord :

> *« Mon sentiment aujourd'hui, c'est que je n'ai pas envie d'investir dans la métropole. À la limite, je serais plus intéressé par l'acquisition d'un terrain dans l'Avesnois*[147]*, plutôt boisé, pour y construire un avenir plus proche de la nature. ».*

La réponse de Loïc n'est pas plus encline à de futures concessions quant au choix du futur site, « Villeneuve-d'Ascq » – ville où il réside depuis plus de vingt ans – lui apparaissant pour l'instant comme la seule possibilité d'implantation possible :

> *« Ma réponse serait : je ne connais pas ce quartier mais je pourrais envisager d'y habiter, à condition… qu'une attention poussée soit portée au végétal, aux arbres, aux plantations, aux espaces de jeux pour enfants, à l'espace visuel, à l'air, à la circulation piétonne et cyclable, toutes choses absentes des urbanismes actuels de Roubaix-Tourcoing et qui m'encouragent pour l'instant à préférer Villeneuve-d'Ascq pour mes recherches ».*

Les architectes, au moment de l'entretien, hésitaient à poursuivre l'aventure ; dans une logique autre, ils étaient davantage enclins à créer un projet différent, « *conduisant à une espèce de compétition ou d'émulation* » avec le projet d'HEP, sur des quartiers plus populaires en investissant une friche industrielle. Ils sont rétifs à s'installer dans un quartier bourgeois et préféreraient vivre « dans la cité » dans un milieu plus populaire. L'expérience d'Anagram, on l'a vu, avait refroidi Bernard. L'engagement se différencie en prenant davantage en compte que l'environnement le désir d'*un mode de vie de sobriété volontaire* qui vise à transformer l'urbain par une réhabilitation d'une friche, une autolimitation des besoins et un refus du gaspillage. Un voyage de travail au Viêt-Nam a renforcé cet engagement. La simplicité, sans aucun doute subie, du mode de vie fut une révélation alors que dans les sociétés occidentales les gens ne parviendraient pas à se servir de l'abondance dans laquelle ils vivent. Ils remarquent à quel point l'intérieur des maisons est dépouillé et combien les vietnamiens organisent une vie frugale mais précieuse dans l'espace public, dans les moindres espaces délaissés par la collectivité, faute de moyens financiers : le jardinage le long des bas côtés des canaux ou le nettoiement des trottoirs. Cette gestion collective des espaces publics réduit les coûts, mais aussi les embellit, au contraire de leur gestion technocratique.

Plus généralement, le résultat du sondage, réalisé en 2009, n'est pas sans susciter des questions quant à la résolution des controverses sur le lieu d'implantation. Tout d'abord, seules 12 personnes se sont prononcées sur une liste d'adhésion qui compte 55 membres. La majorité des personnes n'est-elle pas constituée de sympathisants plus que de membres désireux de réellement s'investir dans la concrétisation du projet ?

> *« La réponse à la question est globalement négative puisqu'un seul membre répond franchement oui et que cinq répondent non en raison de la localisation ; cinq autres disent être intéressés par le projet, ce qui constitue peut-être une réserve de candidats et enfin un [membre] vient d'acheter ».*

L'association a donc mis pratiquement deux ans pour réfléchir à l'implantation de son futur projet d'habitat groupé au regard de sa situation géographique (ville, campagne, périurbain) et

147 Région vallonnée et peu densifiée, située environ à 80 km de Lille dans l'endroit le plus rural du département du Nord, parfois surnommée la « Petite Suisse du Nord » pour ses paysages.

stratégique (proximité ou pas des services de transports existants : métro, bus, TER,…). Aujourd'hui, il est acquis que la future structure recherche un terrain en milieu « *périurbain proche de la ville* », en d'autres terme un « *terrain proche du centre-ville dans un endroit calme et bien desservi par les transports urbains* ». Prévue à Villeneuve d'Ascq – la banlieue verte de la métropole où se situent d'ailleurs les deux structures existantes, Anagram et Agrobi – ne fait d'ailleurs pas l'unanimité. Mais un tel choix ne constitue-t-il pas une utopie au regard des moyens financiers dont dispose les membres du groupe, comme le remarque Olivia ?

> *« … les exigences, elles sont liées aussi au projet : si tu ne veux pas de voitures, forcément tu es prés d'un transport en commun ! ça déjà, ça limite fortement les terrains libres encore et en plus le fait qu'on veuille [construire]… c'est plutôt tourné sur la construction quand même, HEP, plus que sur la réhabilitation… […] du coup, il faut un terrain libre, un terrain libre près d'un transport en commun, près des commerces parce qu'ils veulent aussi être près des commerces de proximité, parce que ça fait partie aussi du projet écologique, ne pas avoir besoin d'une voiture pour aller faire ses courses à un km… […] ben voilà ! c'est qu'avec tous ces critères, on va peut-être se rendre compte que le prix auquel on arrive… alors peut-être qu'il y en a dans le groupe qui arriveront à financer, moi je ne suis pas sûr de pouvoir rester… à la prochaine réunion d'ailleurs, on va mettre sur la table nos capacités financières… »*

On peut se demander si ces contraintes posées ne sont pas une manière pour éviter le passage à l'acte. Patrice et Frédérique en conviennent. Loïc l'exprime d'une manière différente, en ressentant une certaine anxiété palpable chez certaines personnes et en notant ce retour incessant sur des questions non prioritaires.

> *« … un moment donné, j'ai l'impression que, justement, on n'avançait plus beaucoup, parce qu'on reposait des questions sur des sujets qui n'étaient pas forcément immédiatement les plus importants. Pour moi, ce qui était prioritaire, ça aurait été déjà de trouver des terrains, ce qu'on a fait là récemment… Je me suis posé des questions des fois sur l'aboutissement… »*

Olivia/Natacha ne parle pas du projet à ses enfants, trop de si ponctuent le projet.

> *« ben… après, si ça se concrétise, tu vois, si on a un accord avec un bailleur, si on trouve un architecte, si on a les financements… une fois qu'on aura tout ça, je commencerai à en parler sérieusement ! aujourd'hui, c'est trop… incertain… ! »*

Après un premier écrit, celui-ci fut adressé à Bernard et Éva. On livre une partie de la réponse de Bernard :

> *« Je crois que nous chargeons trop la barque, nous agglomérons trop de choses à ce projet : habitat écologique, partagé, éthique, économique, susceptible de promouvoir des relations équilibrées… et nos chemins sont aussi compliqués : nous attendons de l'aide de la collectivité locale, nous espérons sa générosité, les adhérents s'attendent aussi à participer à toutes les phases du projet… »*

6.8. Le devenir collectif

Le devenir collectif entend comprendre les collectifs dans leur devenir et leur puissance d'agir au regard de la dimension temporelle. De manière idéale-typique, à HEP, deux logiques se confrontent, non sans des allers retours de certains acteurs entre elles. Elles expriment des formes d'engagement pour le bien commun, formes clivées qui ne trouveront jamais leur "conciliation" dans une argumentation sur leur clivage et les raisons argumentées de ce clivage. Résoudre un clivage paradoxal, c'est passer à un niveau supérieur de langage qui permet de statuer sur ce qui fait clivage, de l'éclairer, de l'argumenter, d'en rendre raison. Comme bien d'autres groupes, HEP n'a semble-t-il pas su passer à ce niveau.

Le fonctionnement de l'association lui-même se voulait, ainsi qu'on l'a dit, en râteau dans une égalité des membres et sans délégation ou hiérarchie. Or, on a pu voir qu'un certain nombre d'acteurs étaient en attente et en demande de leaders ou de pilotes. Le paradoxe est que ce furent les leaders informels qui, prônant l'absence de toute direction, surent imposer nombre de décisions. Mais, en

même temps, l'expérience de HEP dicte des rapports au temps différents des acteurs qui ne sont pas sans enseignements. Projets individuels et familiaux, projets communs, temporalité des projets viennent se percuter dans une désynchronisation des processus de production du projet commun – des modes de coordination – et des horizons d'attente de ce projet.

Dans leur rapport à la ville, ces modes désynchronisés signalent deux manières d'être. L'une se fait pour soi du groupe dans une temporalité propre au dessein collectif, restreinte à un horizon proche et donc davantage ancrée dans la certitude du faire instrumental et planifié stratégiquement ; l'autre se fait horizon écologique lointain de la ville dans un pour soi du groupe inclus dans cette ville, mais incertain de son faire-projet inscrit qu'il est dans le cours du temps et dans l'espace plus large de l'urbain. L'un se fait engagement dans le temps présent et pressant où compte le groupe et ses orientations propres ; la citoyenneté se vit dans l'agir collectif et le partagé créant en outre de la proximité urbaine de voisinage ; l'autre se fait citoyenneté à plus long terme, engagée sur un autre devenir de l'urbain dans une conflictualité avec les formes actuelles de la ville, son organisation fonctionnelle, ses dépenses d'énergie.

Une partie des acteurs conçoit de manière implicite l'action comme « plan exécuté » (Thévenot, 2006, p. 116), planifié dans le temps où les contours du processus en question sont délimités à un moment donné. Leurs critiques pointent un étalement dans le temps des réflexions, des débats dont on ne voit guère les limites ou les bornes fixées selon une rationalité de projet dont il faudrait vérifier l'adéquation, mais plus encore la difficulté à fixer l'horizon temporel du bien commun dans le cadre d'une organisation qui subsume les relations interindividuelles et familiales alors qu'il n'est pas aisé de synchroniser les trajectoires individuelles et familiales au regard d'un bien commun collectif. Intuitivement, les autres acteurs vivent leur engagement et leur action selon une conception du temps, que l'on nommera « temporalisation du temps » à la suite de Hartmut Rosa et d'autres auteurs :

> « … il n'est possible de se prononcer sur la durée, la séquence, le rythme des actions, des événements et des enchaînements qu'au cours de leur accomplissement, autrement dit *dans le temps lui-même*, et […] ils ne suivent plus un plan temporel prédéfini » (Rosa, 2010, p. 286).

Entre passé et avenir, les choses se construisent ainsi dans le temps produisant des liens temporels d'une certaine durée et toujours révisables, flexibles et incertains. Un tel clivage n'est pas anodin dans une perspective temporelle de l'action collective qui, dans le cas de l'HEP, se trouve d'autant plus confrontée aux perspectives temporelles familiales/individuelles. Ce qui est surprenant, mais cela montre les nouvelles tensions qu'habitent les acteurs, c'est que ce sont ceux qui mettent en avant la « détemporalisation de la vie », l'épuisement du « plan de vie » et d'une biographie orientée dont on serait responsable qui cherchent une action collective en plan.

Dans ce sens, on peut voir que les nouvelles tensions entre les temporalités des existences individuelles et familiales et la temporalité de l'existence en collectif fragilisent la visée politique de coopération alors même que ce projet cherche à dépasser un mode de vie strictement individualiste et familial. Cette question du temps paraît fondamentale pour comprendre ces tensions où jouent les désynchronisations des existences au regard de la vie au regard d'une nécessaire synchronisation de l'engagement collectif des individus, mais qui est confrontée à une « inégale mise en commun d'un rapport actif au monde » (Thévenot, 2006, p. 14).

Ainsi, c'est bien la *visée du bien commun dans une temporalisation commune* qui semble se dérober à un collectif qui cherche à fonctionner au consensus. Plus encore, et ces expériences en sont un éclairage plus qu'intéressant, une tension entre engagement pour soi – individuel/familial – et engagement pour un nous – un habiter autre – ne cesse de les animer minant d'une certaine façon la possibilité d'identifier clairement les principes communs ainsi que le processus de leur mise en œuvre.

	Registre d'action 1	**Registre d'action 2**
Actions	Recours à l'expérience connue et à la tradition	Désir d'innovation et inventivité de l'habitat
Horizons d'attente	Habitat partagé mâtiné	Habitat partagé

	d’écologie	fortement écologique
Horizons d’attente à long terme	Vision d’habitat pour soi : ouverture sur le quartier et cadre de vie	Vision de décroissance écologique et transformation de la ville
Logiques d’action	Logique d’habitat (logique de l’habiter)	Logique d’habitat (logique de l’habiter) et de conseil associatif (logique professionnelle)
Temporalités	Temps court	Temps long
Rythme de la temporalité	Temps séquencé et programmatique	Temporalisation du temps dans une logique de projet
Agir délibératif	Délibérations efficaces	Poursuite des controverses jusqu’à leur épuisement
Organisation	Hiérarchique molle	Horizontale
Citoyenneté	L’action dans le collectif et le partage de l’habiter	L’intervention sur le temps et l’espace urbains

TROISIÈME CHAPITRE :

SUBJECTIVATIONS CITOYENNES ET URBANITÉ

On l'a dit, les significations de la citoyenneté ne sont pas stables tant dans l'espace que le temps ; ils font l'objet de transformation et on ne saurait pas ne pas en tenir compte. Ces significations et les questions qui lui sont liées ne se maintiennent d'ailleurs que dans l'équivocité des réponses, équivocité due à des situations, à des lieux et des contextes historiques donnés (Balibar, 2010, p. 26). Il faut temporaliser et contextualiser la notion de citoyenneté, chose évidente sans aucun doute. Il faut reprendre le fil de l'argumentation. Ce fil, on l'a dévidé à partir de ce qui se fait, de ce qui fait œuvre, de ce qui fait action, de ce qui fait déclamation, de ce qui fait habitation, de ce qui fait manifestation, fête, exposition et de ce qui fait puissance d'agir dans le monde urbain. C'était une entrée en matière qui en valait d'autres. On part ainsi du concret, du localisé, du « bas » du monde social des acteur – le « monde ordinaire » –, de l'agir et de ce qui ferait œuvre civique, de processus qui, dans des temporalités si diffractées et pourtant si accélérées de manière tendancielle, s'ancrent dans la matière du sociopolitique, de l'art et de la culture dans leurs possibles « intermittences » (Carrel, Neveu, Ion, 2009). On part des manières de faire et d'envisager des mondes en tant qu'ils peuvent être qualifiés de civiques. On voit que ce qui est en jeu, ce sont des processus de subjectivation civique. Pourquoi cet usage de civique ? Un bref détour peut aider à éclairer le propos.

En concurrence avec civil (emprunt de *civilis*), l'adjectif civique (emprunt de *civicus*) a aussi à voir avec le citoyen, en particulier avec une valeur appréciative qui est celle du « bon citoyen » ayant par exemple un « esprit civique », des « vertus civiques » ou, encore, un « sens civique »[148]. Si le citoyen est assigné par les lois d'une communauté politique à des droits et des devoirs, le civisme serait davantage un engagement de soi – libre et volontaire – de s'acquitter de ceux-ci, voire de s'impliquer dans les affaires qui concernent la politique. Dans le premier cas, le civisme ou la « vertu de la citoyenneté » est conditionné par l'« effectivité des droits du citoyen » (Auroux, 1990, p. 328) et renvoie ainsi à la communauté politique (systèmes politiques et espaces publics institués) ; dans le second cas, le civisme serait d'une certaine façon condition de la condition : en deçà de la contrainte des droits et devoirs du citoyen, les gens s'investissent dans la cité. Comme le rappelle Jean Leca, le civisme renvoie à « "la citoyenneté pour soi", consciente d'elle-même » (Leca, 1986, p. 171) qui dépasse les limitations de la conception libérale moderne du citoyen ou de « sa construction nationale ». La première caractéristique de ce civique repose sur une condition logique, la capacité pour tous les citoyens d'une « *intelligibilité* du monde politique » (Leca, 1986, p. 172). Le citoyen est d'abord citoyen en tant qu'il possède la capacité et les compétences de comprendre le monde politique et les affaires publiques – mais dans un sens très large que pourrait recouvrir les notions de « cité » et d'« affaires de la cité » –, de les décrypter, d'en saisir les ressorts et les finalités. La deuxième caractéristique serait l'*empathie*, à savoir une autre capacité qui serait celle « de concevoir des rôles différents du sien propre et de s'y ajuster » en permettant ainsi que soient autorisées « la négociation et la délibération » (Leca, 1986, p. 173-174) dans les limites de la conflictualité politique. La troisième caractéristique serait la *civilité* qui fonde « la reconnaissance interindividuelle » ; celle-ci vise l'apaisement de la tension entre les différenciations sociales et l'appartenance commune, entre des identités collectives qui, autrement, s'affrontent sans fin sans faire usage de la délibération ou de l'argumentation. Derrière certaines de ces caractéristiques se joue ce que l'on nomme subjectivation civique.

148 L'instruction civique vise ainsi à produire de bons citoyens : « Le but est de former des citoyennes et des citoyens efficaces et renseignés, des femmes et des hommes intelligents, capables d'agir dans leur temps, associant le sens critique et la lucidité de l'esprit à une attitude courageuse et optimiste en face des tâches difficiles mais exaltantes qui les attendent... ». *Encyclopédie pratique de l'éducation en France*, 1960, p. 682, in http://atilf.atilf.fr

Les modes de penser et d'agir ensemble que l'on étudie ne tiennent et n'agissent qu'au regard de formes de subjectivation, soit une façon de se penser soi-même collectivement comme *singularité* dans des pratiques et des énonciations qui font *écart* avec le monde dominant et ses représentations – le devenir collectif. D'autre part, ils se constituent d'une forme de « concitoyenneté » : il faut que du collectif se constitue avec des membres qui s'engagent dans *une réciprocité et une reconnaissance mutuelle* pour que quelque chose s'enclenche et advienne, soit l'appel aux ressources de la subjectivité individuelle qui n'est plus en opposition aux collectifs, mais l'un de ses ressorts. Si pour Jacques Rancière, la subjectivation est celle d'un sujet collectif, il nous semble qu'elle se soutient de subjectivations individuelles des gens – et il faut prendre en compte les transformations considérables qui se produisent dans les rapports entre subjectivités individuelles et subjectivités collectives depuis quelques décennies. Et l'on sait que, dans l'histoire, « les droits du citoyen sont portés par le sujet individuel mais conquis à travers des mouvements sociaux […]. Réciproquement, c'est essentiellement dans les formes, les institutions de la solidarité et dans l'action collective pour la conquête ou l'extension des droits que prend place la « subjectivation » qui autonomise l'individu (lui conférant en propre une « puissance d'agir ») » (Balibar, 2010, p. 25).

Les processus d'intelligibilité engagés dans de multiples temporalités, les compétences nécessaires à ces processus, les processus d'affects pour créer ces collectifs ainsi que les interactions interindividuelles sont ce grâce à quoi devient pensable l'agir ensemble dans une dissonance critique avec les représentations du monde dominant en même temps que se construit une représentation de soi dans l'agir individuel et un engagement dans l'action dont les collectifs sont *supports*. D'une part, cette subjectivité est une manière de regarder de manière dissensuelle le monde qui nourrit l'action, de se tenir devant l'institué et de n'en pas accepter les attendus ; les collectifs sont les supports des subjectivités de soi, qui elles-mêmes sont en dissonances avec l'assignation de chacun à des places et des rôles sociopolitiques. Il en découle que ces collectifs sont fragiles dans la complexité et l'hétérogénéité des subjectivations ainsi entendues, toujours tendues entre subjectivations collectives et subjectivation de soi ; le fonctionnement ou les règles de l'organisation ne les régulent que faiblement, en quoi ils se distinguent de ceux qui relèvent de la « cité civique » (Boltanski, Thévenot, 1991), davantage outillés dans leur armature pour affronter les incertitudes et les crises.

1. ENGAGEMENT, PERFORMANCE, ŒUVRE DANS L'URBAIN : LA TENSION INDIVIDUEL-COLLECTIF

On ne tient donc pas pour acquise ou garantie cette distinction trop nette et très ancienne – et reprise par la sociologie – entre l'individuel et le collectif, entre les passions individualistes et les passions du collectif sur fond d'interprétation conservatrice de la Révolution de 89, reprise paradoxalement par le mouvement ouvrier marxiste ou le socialisme utopique. Cette tension entre expression individuelle – devenir singulier – et devenir-collectif est vécue de multiples manières au sein des collectifs. Qu'est-ce qu'un devenir singulier au regard d'un devenir collectif ? Qu'est-ce qui les rapporte l'un à l'autre ? Qu'est-ce qui se transforme dans cette interaction entre des individualités en devenir – les trajectoires de soi – et des collectifs en devenir quand plus aucun métarécit crédible ne dit la finalité de la pratique des collectifs ainsi qu'une définition un peu précise de la société désirée et à faire ? Il faut se départir d'une vision téléologique du changement.

1.1. La quête individuelle dans l'association

Dans les transformations sociétales dites "récentes", en particulier l'importance des engagements individuels au détriment des valeurs collectives – fait qui aurait tendance à être déploré dans l'oubli de déplorations bien plus anciennes –, on peut se demander si ce fait de l'art de s'associer, le "fait associatif" ou de la « passion associative » qui trouva une de ses émergences dans la ville libre du Moyen Age, ne prend pas paradoxalement son sens le plus intense et le plus conforme à ses attendus axiologiques. Un long processus depuis ce Moyen Age (Dumont, 1983) a conduit de plus en plus à la prééminence de la trajectoire individuelle sur l'appartenance collective dans les formes de légitimations sociales de soi au regard du nous et du communautaire. Un tel processus a demandé du temps, des siècles peut-on dire dans l'oubli de cette lente maturation de « l'idéologie moderne ».

Concernant le fait associatif, et dans la modernité démocratique telle qu'elle est dite s'instaurer à partir du XIX^e^ siècle dans les récits les plus classiques – et bien qu'elle aie des antécédents au Moyen Age avec les villes libres et certaines corporations –, ce qui est souligné est l'engagement "libre et volontaire" des citoyens dans des groupements, des collectifs et des associations, « un libre consentement » à se regrouper dans une visée commune (Belorgey, 2000, p. 15). Or si l'identité d'appartenance des gens – l'identité construite par l'appartenance à des groupes et à leurs valeurs collectives déjà données – s'effrite au profit des identités de trajectoire personnelle transformant ainsi les formes d'engagement – de l'engagement militant d'appartenance à l'*engagement temporalisé* selon un trajectoire personnelle de vie –, on peut dire que l'art de s'associer par un acte personnel libre et volontaire prend désormais pleinement son sens démocratique pour les gens concernés. Ceux-ci se sont désencastrés du social normatif – l'agir normatif – depuis les années 60/70 et ils s'engagent dans le faire associatif davantage en fonction d'aspirations personnelles qu'en vertu de contraintes de socialisation. Un regard non nostalgique vers le passé (XIX^e^ et première moitié du XX^e^ siècles) montrerait en effet que nombre de collectifs et de regroupements ne provenaient pas de cet acte personnel volontaire, de cet engagement libre, mais de contraintes morales et normatives exercées par des communautés de vie – ouvrière et rurale – ou de travail où les gens n'avaient guère le choix sauf à s'en exclure. Ne pas s'engager, c'était souvent n'être plus socialement et n'être plus reconnu. C'était disparaître de l'espace de vie ou de travail. La participation sociale des individus relevaient moins d'un acte volontaire et libre – la « participation libre » (Meister, 1972, p. 17) – que d'une contrainte sociale où se déploie une « participation de fait » ou encore d'une « participation suscitée » (Meister, 1972, p. 18). N'a-t-on pas surinterprété la liberté des engagements ainsi que leur caractère volontaire ? La modernité démocratique centrée dans ses représentations dominantes sur l'individu libre et volontaire dans ses adhésions et ses engagements se révèlerait plus fragile qu'il n'y paraît . En ce sens, dans le fait de s'associer, les individus échapperaient de plus en plus aux contraintes normatives des sociabilités locales – rurales en perdition avec la fin des paysans dans les années 60/70, ouvrières dans les métamorphoses de la classe ouvrière à partir des années 70, de voisinage urbain – et tendraient désormais vers le sociétaire, tel qu'imaginé par les pères de la sociologie. D'une certaine façon, le programme de ces pères fondateurs tentant de penser la modernité sociétaire au regard, souvent nostalgique des communautés anciennes, ne se réaliserait pleinement que depuis quelques décennies, au cours de cette seconde modernité, inaugurée au milieu des années soixante.

Il ne fait guère de doute que nombre des collectifs rencontrés, malgré les disputes et les controverses, tentent d'inventer de nouveaux rapports entre expériences individuelles et expériences collectives, entre devenir personnel et devenir collectif, entre subjectivation individuelle et subjectivation collective. Cette invention est tout autant due à des contraintes liées aux styles de vie qu'une création qui impose de nouvelles normes et valeurs.

> *« Chacun a par ailleurs ses objectifs propres… Quand je développe dans le cadre de VivaCitéS NPDC*[149] *des échanges sur la ville, l'environnement urbain, ça participe, il y a des passerelles… On fait aussi avancer nos propres billes… on a un objectif commun, des actions communes, mais on a aussi tous des objectifs personnels… il faut que les deux avancent ensemble… » (Béatrice, ASSO-RESO-METRO).*

Les objectifs personnels s'inscrivent dans une expérience collective, celle de l'association VivaCitéS NPDC. Plus encore, la multi-activité dans nombre de collectifs permet des croisements accrus entre les propres expériences personnelles de chacun et des sociabilités différenciées. D'une certaine façon, le collectif doit être attentif à la trajectoire de chacun, respectueux de celle-ci, soucieux du devenir personnel de ses membres et de leur demande de *reconnaissance* subjective ; il répond en cela aux exigences normatives des gens, mais aussi à la nécessité de poursuivre le devenir collectif (on

149 Association d'éducation à l'environnement urbain sur le Nord Pas-de-Calais dont Béatrice Auxent est la présidente. Le réseau national se nomme Citéphile.

a pu faire l'hypothèse par le passé que nombre d'expériences d'autogestion s'étiolaient ou étaient mises en échec par une absence de considération et de reconnaissance des aspirations individuelles de leurs membres – Sainsaulieu et *al.*, 1983). Ce travail social est à l'œuvre de manière souterraine ou explicite et il engage les collectifs dans de nouvelles procédures permettant la *reconnaissance* individuelle. On peut faire l'hypothèse que l'identité de trajectoire individualisée demande désormais confirmation de sa trajectoire, de la valeur de cette trajectoire ; elle demande reconnaissance par *alter* d'un cheminement singulier centré sur lui-même – dans des relations toujours fragiles et changeantes à des collectifs – lorsque plus rien ne peut attester, dans des rapports étroits d'appartenance commune, de la valeur de ce cheminement ou de sa pertinence sociale.

C'est qu'auparavant la reconnaissance allait de soi dans des structures anthropologiques qui, pour une grande part, permettaient la reconnaissance d'une manière *tacite* et qui n'avait pas besoin d'être nommée ou dite, revendiquée ou demandée. Ces structures anthropologiques étaient celles de "communautés" encore vivantes – de travail, professionnelles ou de métiers, ouvrières, rurales, urbaines, associatives – où les êtres sociaux étaient reconnus en tant qu'appartenant à ces communautés et dans des interactions avec leurs autres membres dans des sociabilités spécifiques. L'*appartenance identitaire* était "marque" sociale d'une reconnaissance "évidente et naturelle" où les contraintes morales et normatives étaient importantes et peu mises en question. Appartenant à tel groupe ou tel collectif, ce fait d'appartenance valait signe de reconnaissance : on était admis et reconnu par le fait de l'appartenance, des rites et des codes de cette appartenance. Cet effacement progressif des vécus d'appartenance et des identités de rattachement qui s'y trouvaient liées produisent un vide de reconnaissance qui demande à être comblé sous de nouvelles formes et qui en leur absence produisent des pathologies de la reconnaissance – humiliation, offense, mépris, atteinte à l'intégrité des sujets ((Honneth, 2006)[150].

1.2. Ateliers personnel et collectif

Est-ce dû à une représentation "libertaire" du monde et à ses modes de sociabilités dont on a vu que pour certains ils s'ancraient dans un mouvement de jeunesse, le groupe Le Pouvoir des Innocents ne semble pas se poser cette question comme si cette articulation entre l'individuel et le collectif relevait d'une évidence sociale. Pour faire bref et avant toute autre analyse, l'individuel construit de l'atelier collectif qui laisse se déployer l'expressivité individuelle – les ateliers individuels –, les capacités et les œuvres individuelles renforcent un collectif de soi dans la bienveillance de ses membres – un collectif atelier bienveillant. Chacun s'autorise d'un « pouvoir faire », d'un « pouvoir prendre en charge », d'un « pouvoir assumer » ainsi qu'on l'a vu. Dans ce pouvoir faire, le collectif permet l'expressivité de chacun dans le groupe et c'est cette expressivité qui donne expression au groupe. Sans doute, bien des dissensions sont minimisées, mais à aucun moment, on n'a senti de tensions conflictuelles.

> *« « …tu veux faire un slam, fais le !», ou encore, « ce n'est pas seulement le slam du LPI, ça n'appartient à personne, n'importe qui peut l'organiser, approprie-toi le truc, approprie-toi l'initiative ! » ».*

Le devenir-collectif implique dans Les productions Imagées un autre rapport social et esthétique de production et des réceptions aux mots ainsi qu'à l'image. Cette démarche-projet collective suppose l'implication de tous les acteurs concernés – jusqu'au public – tout au long du processus de création. Le devenir individuel de chacun dans une création naît de l'attention aux autres dans ses diverses

150 Si la thématique de la reconnaissance apparaît à un moment donné dans les recherches philosophiques et sociologiques, c'est en raison de ces pathologies comme le montrent bien les travaux de Axel Honneth lui-même (Honneth, 2000). Et ces pathologies adviennent dans l'effritement des identités d'appartenance à des groupes, des espaces, des lieux.

phases, voire de « prises de décision collective », mais en fin de compte il y a un devenir micro collectif de la créativité. Ce qui s'entend aussi, c'est le refus de hiérarchiser les rôles au sein de l'aventure collective ; chacun peut s'« impliquer » à un moment ou un autre, à sa manière et selon ses modalités d'être. Ce n'est pas le collectif qui impose la tenue de rôle, la présence assignée de l'un ou de l'autre, ce sont les devenirs individuels qui rejoignent comme ils le souhaitent le collectif et à leur façon. Le collectif vit dans l'intermittence de la présence engagée de ses membres.

> « Trop souvent, les réalisatrices-réalisateurs imposent leur point de vue et ne tiennent compte ni de l'avis des protagonistes (fictifs ou réels), ni des réflexions du public et empêchent tout échange. […] nous considérons comme échanges les films qui de la prise de vue au montage naissent de prises de décision collective. […] Notre équipe se compose de toute personne impliquée à un moment donné de l'évolution du film par sa présence ou ses réflexions »[151]. « Les images ne sont pas uniquement des messages concernant le fond mais leurs formes de production et de réception sont tout autant porteuses de sens. Il est vain de remettre en cause le système des images si la manière de faire reste la même ».[152]

Plusieurs autres faits révèlent un devenir collectif singulier. Les singularités individuelles disparaissent en tant que noms propres de l'*état civil*. Ce qui ne signifie pas l'absorption de l'individualité par le collectif, ou son effacement comme dans certaines mobilisations collectives antérieures, mais la prééminence du devenir collectif imaginaire (LPI), avec parfois des noms imaginaires individuels. Par ailleurs, les films, les albums ne sont signés que d'un nom collectif où l'on retrouve toujours l'acronyme LPI alors même que ses membres accordent une importance primordiale à la créativité personnelle.

1.3. Le primat du collectif ?

Certaines pratiques urbaines, en particulier artistiques, introduisent une tension latente, ou explicite, entre des pratiques personnelles et des pratiques collectives qui ne sont pas sans fragiliser les groupes et leur cohésion. Ces mondes communs sont affaiblis et déstabilisés par des subjectivations individuelles – l'accomplissement de soi dans des pratiques discordantes artistiques. Directeur de La Générale d'Imaginaire, Stéphane met ainsi toute sa conviction à privilégier le collectif contre vents et marées des subjectivations individuelles. Combat de tous les instants. Il ne s'agit pas de choisir dans ce récit l'une ou l'autre version, mais de comprendre cette *tension* qui tout à la fois fait corps collectif et trajectoire personnelle expressive. Être soi et être nous dans le slam ne va pas de soi au regard d'un processus de subjectivation civique en tension avec des processus de reconnaissance artistique. La tentative de rupture au regard de l'ordre dominant, de ses représentations et de ses expressions, tend vers le collectif ou l'individuel, elle balance entre les deux de manière indécise. Cette indécision est fondamentale.

> *« Il y a une chose : ça c'est un point important dans le slam, c'était l'idée [lors de la création de Phémios[153]] de vraiment être dans quelque chose de collectif… et il ne s'agissait surtout pas de se mettre en avant à travers le slam ! c'est-à-dire que le but, ce n'était pas de… enfin, pour moi ça devait être vraiment une démarche collective et qu'en gros, on ne soit pas dans les égotiques où « je viens, je fais mon numéro sur la scène slam et comme ça tout le monde va me reconnaître ! »*

Là où l'œuvre et la performance individuelles sont sources de reconnaissance parfois immédiate, mais aussi souvent différée, devant un public, la tension entre reconnaissance individuelle et reconnaissance collective est accrue. La reconnaissance d'une démarche collective dans l'espace public et dont le public ne perçoit pas toujours les soubassements et les subtilités – ainsi que dans une prestation théâtrale ou d'opéra – peut s'avérer trop aride ou se perdre dans les méandres des cheminements personnels qui se trouvent gratifiés par les applaudissements. Les scènes slam – de

151 http://lapageinternet2.free.fr/lesproductionsimagees.htm
152 http://lapageinternet2.free.fr/lesproductionsimagees.htm
153 Premier groupe créé par ce directeur avant qu'il ne prenne du champ avec celui-ci et ne devienne directeur de La Générale d'Imaginaire.

même que certains scènes rap ou break-danse – offrent des performances individuelles au sein d'une scénographie collective qui ne s'impose pas forcément au regard du public.

Ce slam que souhaite développer Stéphane est une « prise de parole » publique qui est d'abord et avant tout l'aventure d'un collectif, mais où, tout comme LPI, mais d'une autre manière, la frontière entre les artistes et le public doit aussi tendre à s'atténuer. Frontières entre slameurs, frontières entre slameurs et spectateurs, il s'agit d'œuvrer à effacer ces lignes qui créent du « à côté de », de l'intérieur et de l'extérieur, du devant de scène et des "coulisses" depuis la salle. Toute une spatialité divisée des rôles sur scène et en coulisses – une configuration politique du sensible – s'en trouve remise en cause, tout une répartition des places dans l'espace sensible s'en trouve déplacée et reconfigurée – ce que tentait LPI en investissant l'espace public comme scène en lieu et place d'un théâtre comme La Générale d'Imaginaire, théâtre qui lui paraissait imposer sa structure spatiale et technique.

Selon les représentations de son directeur, la notion de collectif permet cette remise en cause ou ce déplacement, ce qui ne semble pas être sans susciter des tensions avec certains slameurs, apparemment soucieux de leur propre itinéraire et préoccupés par leurs performances personnelles sur scène. Bien des faits pourraient être relatés. L'un cherche à être reconnu comme auteur, l'autre qui enchaîne les ateliers de slam pour se faire un revenu qui n'est pas mirobolant aimerait avoir plus de temps pour se consacrer à son expression artistique individuelle.

> *« Une fois, je me suis fritté avec R., sur ce rapport un peu mercenaire, intermittent/mercenaire dans une structure collective… elle avait fait quelques ateliers, mais elle fait ça de manière ponctuelle…*
>
> *– mercenaire, c'est-à-dire ?*
>
> *– non, non, quelqu'un qui vient chercher, qui prend ce qu'il y a à prendre mais qui n'a aucun engagement collectif ! R. me disait « pourquoi dans un atelier on n'est pas payé 48 euros de l'heure ? », ce qui est le tarif DRAC, « Pourquoi on a moins ? »… je lui ai dit : « il y a un prélèvement qui est fait par l'association, qui correspond à des [prestations]... on paie un bureau, on paie une personne pour gérer des conventions, le devis et le reste. Et puis il y a toute une démarche de recherche d'ateliers [d'écriture] qui est faite, et ça ce n'est pas gratuit. […] Et je sais que je me suis fritté là-dessus, parce que elle c'était « oui mais nous, les artistes, on n'est pas payés nous à notre taux prévu ! », et moi je lui ai dit, en gros, « si à un moment donné tu veux gérer les choses toute seule, tu les gères toute seule, sans souci, mais voilà comment on fonctionne ! »… si à l'association, on arrive à […] avoir un peu de trésorerie, parce qu'aujourd'hui on fonctionne un peu [en flux tendu]… […] enfin voilà : si à un moment on met un peu de sou de côté, on fera des investissements qui profiteront à chacun… »*

Espace de médiation et de mutualisation, d'investissement collectif, la Générale d'Imaginaire prend aussi sens dans ce qui fait *solidarité* entre des artistes. Il connecte des itinéraires et des stratégies individuels pour en faire une force collective au regard des contingences extérieures. Mais elle est aussi le creuset de « critiques constructives », active – et non réactive – entre ces membres, lieu donc d'un regard collectif sur les créations de chacun dans un cadre bienveillant et ouvert qui respecte les approches particulières de chacun. Pour ces raisons, Stéphane a quitté sa première association, elle ne respectait pas la diversité des approches personnelles dans un espace de débats.

> *« … pour moi, à un moment donné dans le slam, la dimension de convivialité, elle est importante, c'est-à-dire la dimension de capacité d'écoute et de respect d'opinions différentes, même si pour moi ça doit faire l'objet de débats, d'argumentations et de contre-argumentations… »*

Ainsi, comme à La Brique, le collectif est un lieu d'argumentations, de critique active des uns et des autres, ce qui – on le sait – est parfois tâche délicate dans les milieux artistiques. Le cheminement de chacun est à ce prix, d'autant plus pour ceux qui au sein de l'association peuvent privilégier à un moment la création aux ateliers de slam. On voit qu'est questionnée dans les trajectoires personnelles les périodes de repli personnel sur le créatif et celles d'engagement dans le collectif. En d'autres termes, c'est encore la question de la *synchronisation* du personnel et du collectif qui se trouve posée, question d'autant plus redoutable que les trajectoires personnelles deviennent plus prégnantes.

« Là aujourd'hui, Karim en est à un stade où il me dit, en gros, « je voudrais faire moins d'ateliers et être plus reconnu comme artiste ! »… Et moi je vais lui dire « écoute, dans ce cas-là, il faut… […] bosser ! Il faut savoir te remettre en cause sur ce que tu fais, parce qu'il peut être dépassé par d'autres. Mais dire ça, interpeller la pratique artistique d'un artiste qui a plus de 40 ans, qui est plus vieux que toi, alors que toi, tu n'as pas de pratique artistique, ça ne va pas être simple ! »

Les tensions entre un répertoire d'expression individuelle et artistique et celui d'un engagement qui accorde attention au collectif animent ces groupements. Si Stéphane centre son action sur la *démocratisation de la parole* dans le Slam – le slam comme exercice de la parole dans l'espace public pour le plus grand nombre, en particulier à partir des ateliers slam –, Julien serait davantage dans une approche expressive individuelle sans se pencher trop profondément sur cette question de la prise de parole. Pourtant, il a des engagements bénévoles dans l'association et apporte en outre à l'association les contrats qu'il négocie individuellement. On retrouve là la question d'une *posture* artistique dans ses inévitables tensions avec une approche collective, d'autant plus lorsque cette dernière tente d'inscrire le slam dans un horizon de citoyenneté où la parole de n'importe qui est enjeu de légitimation dans l'espace public. Mais c'est aussi le niveau artistique des slameurs que Stéphane voudrait élever par des démarches collectives – des « stages voix », par exemple – qui profiteraient aux performances de chacun sur scène. Ce tiraillement entre le devenir collectif et la création personnelle, Stéphane dit en payer un prix personnel. Son engagement en faveur de la création et le maintien de l'association n'a pu se réaliser qu'au détriment d'un retrait créatif personnel :

« Je vais y revenir un peu [à la création] parce que ça finit par être problématique… quitte à un moment donné, pendant des années, à avoir sacrifié une pratique personnelle pour que des choses puissent se mettre en place d'une manière collective, et donc dans une association, avec des gens qui ont envie de vivre ça, puissent commencer à en vivre : c'est le cas de Julien, c'est le cas de Karim [Acétone] notamment, voilà… comment à un moment donné tu mets ta pratique personnelle en sommeil pour mener une démarche collective pour que d'autres puissent en vivre… à un moment donné, moi il faudrait que je revienne aussi un peu à une pratique personnelle… »

1.4. Créativité personnelle/créativité collective

Le trait distinctif, sans doute unique, qui paraît revenir tel un leitmotiv est celui de la production sociale d'une liaison subtile entre des existences individuelles engagées et les devenir-collectifs. Les approches créatives personnelles sont inscrites dans des cheminements sociaux et familiaux – socialisation et parcours familiaux « atypiques », rencontre de groupes comme les Eclaireurs de France, désillusions politiques et militantes. On ne peut sans doute pas comprendre ces expériences sociales, artistiques, culturelles si l'on ne voit pas que celles-ci sont des expériences collectives qui sont des appuis, des étais, des supports à des formes de subjectivation urbaines qui n'y sont pourtant pas soumises. Qu'est-ce que cet engagement personnel pour avoir *prise sur le monde* dans un collectif qui ne dicte plus sa loi et se fait support de cet engagement ? En retour, qu'est-ce que sont ces collectifs qui supportent – et permettent – la subjectivation de leurs membres ?

Mais les subjectivités ne sont nullement distanciées, elles sont passion des collectifs tout en formant des collectifs nouveaux dont la légitimité pour les acteurs est de donner le droit à la créativité de chacun de s'exprimer, de la susciter et de l'étayer. Dans une espèce d'évidence familière propre à ces mondes vécus (*lebenswelt*), la dissociation du collectif et du subjectif n'a pas de sens ; celle-ci renvoie à un monde ancien à partir duquel on voudrait à tort interpréter ces vécus. Indissociablement, il y a je et collectif et chacun est tout à la fois dans un vécu collectif et dans le vécu de relationnelles interpersonnelles. Dans cette perspective interprétative, les processus de *reconnaissance* renvoient à l'une et l'autre dimension : dans le vécu du collectif, ses pratiques, ses modes de fonctionnement et ses règles, il y a reconnaissance de chacun, de sa valeur et de ses apports, de son intégrité personnelle non

comme membre du collectif – mode de reconnaissance implicite des anciennes formes d'organisation collective –, mais comme créativité personnelle qui est un apport au collectif. Qui en retire un bénéfice. Et les reconnaissances se jouent sur un mode interpersonnel dont le collectif constitue le support.

Se fait jour, si elle a un sens, l'idée d'une subjectivation de soi qui se construit de manière civique – « concitoyenneté » en rupture avec les places assignées – à mesure des expériences que la vie a su nous proposer ou nous imposer. On retrouve ici l'idée d'une citoyenneté telle que la définissait favorablement Périn comme « *réappropriation de sa vie* » à travers des collectifs, c'est-à-dire de devenir sujet au lieu d'être pris dans les rets d'un agir ou d'une parole repris d'un autre. La subjectivation civique s'entend dès lors dans cette dimension collective – les pensées, les énonciations, les pratiques du groupe – de réappropriation de soi et dans cette jonction des cheminements personnels dans un espace de prise de parole, soit la rencontre problématique – sensible – de cheminements personnels et une forme d'être-ensemble qui contribuent à de nouvelles proximités sensibles. L'animateur des sessions au sein du Moonlight a pour habitude de présenter les sessions qu'il anime comme « *un partage de tableaux de vie* » ; la scène est en quelque sorte un chevalet sur lequel reposent des toiles qui se remplissent des peintures de chaque slameur comme autant de perspectives personnelles. « *On se groupe par rapport à l'écriture* » disait Dany. L'écriture et sa mise en lumière grâce à la déclamation viennent dire, définir, approcher la société que l'on cherche. Cette société est celle d'une existence subjective partagée qui produit une identité narrative collective dans une espèce d'intertextualité.

> *« … c'est des tableaux de chacun qui fait que nous sommes tous, chaque poète ou slameur qui vient poser sur un texte, c'est une scène de vie et ces tableaux, on les a tous vécus, pas forcément avec les mêmes décors, pas forcément avec les mêmes personnages derrière, mais on les a tous vécus… donc on se retrouve dans un film pendant une heure et demie ».*

Il faut ainsi penser l'idée d'une subjectivation civique dans un espace de parole. Le « tableau », imposé dans une citoyenneté liée à la nation, est mis sur le talus au profit de « tableaux », plus proches de préoccupations individuelles et moins impersonnelles. Ce qui importe ici, c'est l'usage ordinaire qui peut être fait du civique comme la restitution de réalités pour soi et en rapport aux autres qui peuvent être étouffées ou absentes au sein de « tableaux » plus traditionnels. Ne pas s'y reconnaître dans ces tableaux est l'acte décisif dans le déploiement d'une citoyenneté abstraite : ces tableaux cherchent implicitement à déconstruire, par des interventions subjectives personnelles, les grands discours citoyens.

> « il n'y a de citoyenneté qu'active, […] la citoyenneté n'est pas seulement un statut mais une pratique ou un ensemble de pratiques, associant les deux pôles du *rapport à soi* […] et du *rapport aux autres* (coopération, reconnaissance, solidarité) » (Balibar, 2001, p. 209).

Cet exercice civique paraît en filigrane certes, mais il semble toujours présent ainsi qu'un *exercice de soi dans la relation à autrui* – la *philia* aristotélicienne, cette affection et cette estime réciproques[154] –, exercice de soi dans la réalisation de soi qui est *liée de manière intrinsèque*, à la réalisation des autres, exercice de soi comme pratique politique de changement vers des relations désirables. Comme le souligne Derrida, « la démocratie, elle, s'est rarement déterminée sans la confrérie ou la confraternité » (Derrida, 1994, p. 13).

2. CITOYENNETÉ : UN SUJET DE CONTROVERSES

La notion de "citoyenneté" ne s'impose pas si l'on prend au sérieux les discours des acteurs et que l'on tente de les comprendre du point de vue de leurs situations et de leurs contextes. Cette notion

154 Chez Aristote, « le télos de l'État (polis), c'est le « bien vivre » et le bien vivre correspond à la positivité d'un vivre-ensemble. Ce n'est rien d'autre que l'amitié en général » (Derrida, 1994, p. 225).

fait *controverse*, tant au regard du sens à lui donner que de son acceptation par les acteurs. Ainsi, il faut tout d'abord prendre acte des *controverses* qu'elle suscite parmi les acteurs et de la pluralité de sens qu'elle occasionne. Si elle ne s'impose pas, c'est que les acteurs en font des usages spécifiques liés à leurs représentations, leurs pratiques – usages tels qu'ils nous les relatent, mais aussi tels qu'ils les analysent et dont ils argumentent le bien-fondé. Ensuite, ces usages sont lestés de théories sous-jacentes dont les acteurs sont porteurs et qui, d'une certaine façon, sont une représentation de la société (Becker, 2007, p. 26 *sq.*). Ces acteurs ont bien entendu une théorie de leur pratique, théorie praxéologique, mais aussi axiologique selon des imaginaires qui dessinent des actions visant les contours d'une société désirable où la notion de citoyenneté est aussi objet de controverses. Enfin, même si le plus souvent des rapports de confiance furent cherchés entre acteurs et chercheurs, les premiers restaient très vigilants sur les présupposés du travail des chercheurs – le concept de *citoyenneté* en était un qu'il a fallu énoncer avec délicatesse ou laisser en arrière-plan –, mais aussi sur les interprétations que ceux-ci étaient supposés donner des pratiques et des discours des acteurs. Constat qui demande à être pris en compte : *la notion de citoyenneté, plus que d'autres notions, fait écran entre les chercheurs et les acteurs*.

La notion de citoyenneté ne va donc pas de soi. Si elle est revendiquée par certains acteurs – Les Fenêtres qui parlent – dans un sens à définir, elle est aussi refusée par d'autres ou mise à distance. C'est que le modèle de la citoyenneté française qui surdétermine le sens juridico-national surdéterminerait toute signification de cette notion et la disqualifierait pour désigner le contenu pragmatique et le sens de leurs pratiques. C'est en référence implicite à ce modèle que l'évocation de la "citoyenneté" irritait ou agaçait certains interlocuteurs. Notion connotée négativement, elle faisait signe, socialement, culturellement et politiquement, à ce qui est justement mis en cause dans ces pratiques, le modèle de la citoyenneté française. Dès lors saturée de cette acception dans des situations et des contextes divers, surtout lorsque son usage renvoie à une *injonction à l'être-citoyen* – comme si seule une classe particulière devait en être destinataire –, elle se trouve réfutée et critiquée pour son *caractère formel* telle est une première réfutation des acteurs à l'usage de ce mot pour dire leur être et leur existence dans ses pratiques.

S'il y a donc bien un fil qui parcourt les représentations et les discours des acteurs de tous les collectifs et associations, c'est la récusation de la notion de citoyenneté telle qu'en usent les personnels et les institutions politiques, les usages que ceux-ci en font dans les pratiques concrètes de « participation des habitants », mais aussi dans leurs rapports quotidiens avec les habitants. On ne sera sans doute pas étonné de ce constat qui renvoie à un constat plus large sur la crise de la représentation politique et de la démocratie locale, la crise du système représentatif et, plus globalement, la crise du "système politique".

2.1. La mise à distance des institutions

Dès lors, la mise à distance des institutions, et politiques plus particulièrement, peut aussi s'entendre comme retrait d'une citoyenneté au sens institué et comme une autre approche de la citoyenneté. Il s'agit de se déplacer ailleurs dans d'autres champs de problématisation des pratiques où ce ne sont plus les institutions – politiques ou autres – qui produiraient la signification légitime des pratiques des uns et des autres. Si l'on perçoit bien quelque chose, c'est bien cette *mise à distance* – dans l'excès colérique ou fougueux, parfois – d'une *irradiation prescriptive et performative* à partir du cœur des institutions. Le rapport n'est plus celui qui existerait entre un centre institutionnel et une circonférence peuplée d'individus[155], mais celui qui serait créé entre des espaces discontinus – dans un « espace strié politiquement » – et qui exprimerait d'une autre manière la relation désenchantée de tous les acteurs au politique institué. C'est que ce politique institué dénaturerait ou altèrerait les pratiques des acteurs, elle en corromprait le sens et la valeur : dans les tentatives de leur imposer une

155 On se rappelle cette formule remarquable de Sieyès en 1788 : « je me figure la loi au centre d'un globe immense ; tous les Citoyens, sans exception, sont à la même distance sur la circonférence, et n'y occupent que des places égales ; tous dépendent également de la loi… (Sieyès E. (1982), *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?*, Paris, PUF, p. 88)

finalité autre qui corresponde à ses propres finalités politico-administratives, en leur imposant des cahiers des charges et des dossiers de financements – pour les associations – qui les détournent de leurs projets et valeurs initiaux, en leur donnant des interprétations propres ou encore en les instrumentant aux regards d'objectifs qui ne sont pas les leurs.

Ce qui serait reconnu par les puissances institutionnelles, ce n'est pas la valeur et la qualité intrinsèques des pratiques des associations, c'est le bien-fondé des politiques instituées dont ces pratiques ne pourraient être que le prolongement ou le bras armé, soit un processus d'auto-reconnaissance du pouvoir institué dans ces pratiques. Ce processus n'est rien d'autre qu'un *déni de reconnaissance* de la spécificité des pratiques et de leurs apports ou de leurs utilités – sociale, culturelle, économique, politique – à la vie de la cité. Divorce profond qui conduit à un désenchantement de ces « acteurs de terrain » comme on dit à l'égard de l'institué. La nomination du groupe slam, « On a slamé sur la lune », ne dit pas autre chose sous une forme métaphorique : l'expansion de l'univers social et politique conduit à un éloignement des galaxies instituées et des nébuleuses de la société civile. Radicalité de l'incompréhension qui, de toute évidence, touche au plus profond la question de la citoyenneté. En cela, nombre d'acteurs proclament qu'il faut d'abord renouer avec soi, l'expérience de soi en dehors de toute relation à l'institution qui pervertirait les processus de subjectivation personnelle, mais aussi collective.

Ainsi, la prise de parole, l'interpellation – mais aussi toute intervention ou action – dans un espace public ou semi-public est vécue et interprétée *en deçà de toute représentation de la citoyenneté* par certains acteurs. Sans doute, le registre défini pour désigner les pratiques et les paroles est-il flou, proche d'un certain humanisme pour certains acteurs, ou d'une manière d'être libertaire pour d'autres, mais, d'une certaine façon, c'est celui d'un *égal accès à la parole et à l'échange dans l'espace public ainsi que la reconnaissance de cet égal accès*. Dans ces expériences individuelles/collectives et ces pratiques urbaines, la question lancinante – obsédante – est celle donc de la place, des interventions et des actions, de la parole et de l'écrit d'acteurs qui débordent les institutions – le *débordement* par la "citoyenneté urbaine", ordinaire et parfois instituante, de la citoyenneté instituée. Ce débordement se confronte à cette dernière, l'interpelle et la soumet au feu de la critique venue d'un ailleurs que l'institutionnel, déplace le *jeu de miroir* entre "eux" (les institutions) et "nous" (les acteurs) dans lequel ces "eux" chercheraient à enfermer les "nous" dans une même manière de poser les problèmes et de les résoudre, de se représenter les mondes concrets politiques, mais aussi sociaux et culturels, et selon des rôles sociaux assignés à chacun selon un "commun" – le jeu de la démocratie représentative – qui ferait sens de manière évidente dans ce jeu de miroir : dans ce jeu, les "nous" ne cessent dès lors de vouloir instaurer, plus ou moins maladroitement, un litige, un tort, celui d'autres représentations et d'autres pratiques du commun, de ce qui fait le commun urbain et de ce qui ne le fait pas.

Ce n'est pas une nouveauté, mais une partie des acteurs, les plus jeunes en particuliers qui sont aussi les plus radicaux idéologiquement (LPI, La Brique), sont très distants et critiques à l'égard des institutions. Mais, on peut aussi constater que pratiquement tous les autres acteurs, même s'ils peuvent entrer dans des relations avec les institutions politiques, portent un jugement sévère et parfois désabusé sur les institutions politiques. Ainsi en est-il d'un "vieux bourlingueur" associatif dans le social et l'urbain comme Michel de ASSO-RÉSO-MÉTRO qui n'a plus guère d'illusion à l'égard des partis et des institutions politiques après en avoir très proche par ses divers métiers dans les collectivités locales. D'ailleurs, si ce collectif coopère avec les institutions, il reste vigilant quant à son autonomie et ses valeurs et ses acteurs parlent souvent dans les entretiens des nombreuses « tentatives de récupération » de leur démarche qui leur demande une extrême attention ou encore de demandes personnelles de s'investir dans la gestion d'une municipalité. HEP, au contraire, a choisi d'entrée de jeu le dialogue et la discussion avec les institutions, mais reste attentif à ce qui pourrait dévoyer le projet. La Générale d'Imaginaire construit un rapport contractuel le plus transparent avec les institutions publiques, ce qui ne suppose pas la pacification des rapports, mais conduit parfois à des relations conflictuelles.

Dans cette agglomération au maillage associatif très dense et très ancien, en proximité avec des partis politiques (le "socialisme municipal", le parti communiste), les rapports à ceux-ci se distendent. La plupart des acteurs, et pas seulement ceux qui se réclament d'une gauche radicale, développent une

critique impitoyable sur la façon dont les partis traditionnels produisent l'oligarchie. Pourtant, on ne saurait dire que tous les acteurs résistent à l'institué en critiquant de manière large son autisme face à la parole et les actions des habitants. On l'a déjà vu, cette critique des positions et décisions des institutions politiques locales n'est pas sans susciter des résistances, des refus, des absences de compréhension, même dans les milieux engagés de la métropole. Un membre d'HEP préfère construire une position positive et déceler, notamment dans les actions des élus de gauche, des aspects de transformation qui ne sont pas à négliger.

> *« C'est Cécile qui m'en avais parlé [de La Brique] au jardin ! mais c'est un peu trop le côté que je n'aime pas de la gauche, ce n'est jamais assez blanc, et ça, c'est un coté que je n'aime pas du tout ! […] mais non, moi je n'ai pas envie de m'arrêter sur les choses qui ne vont pas… bon, c'est un choix… j'ai l'impression que ce sont souvent des gens qui regardent le verre à moitié vide et pas le verre à moitié plein ! Moi je préfère regarder le verre à moitié plein ! C'est juste une question de position… après, je trouve ça très bien qu'il y ait encore des possibilités de faire des petits journaux comme ça comme la Brique : s'exprimer c'est très bien mais moi ça ne m'intéresse pas du tout ! Regarder ce qui ne va pas en fait, ça me fait ch…, ça me déprime… il y a suffisamment de raisons pour ne pas en rajouter encore… ».*

Ce rapport aux institutions n'est cependant pas figé, même pour les plus critiques à l'égard des jeux institutionnels. Antonio de La Brique est ainsi assez mesuré et l'expérience qu'il relate le suggère aussi. Un gros squat à Lille se situait rue d'Arras. Les squatteurs y avaient monté un studio d'enregistrement informel où tous les groupes venaient enregistrer et créaient des albums. Dans ce squat très actif, ouvert à tout le monde, des sessions de rap étaient aussi organisés ainsi que de multiples autres activités. Un lieu culturel informel. Ce squat a été expulsé et une maison du hip-hop voulue par la ville se construit. Un des leaders du squat est devenu porteur de ce projet, ce qui a entraîné des conflits, parfois, violents avec les autres rappeurs. Mais Antonio dit tout à la fois comprendre les uns et les autres et ne pas refuser une démarche d'implantation d'un lieu de hip-hop, même soutenu par la ville.

> *« …là, ils se sont fait expulser, ils vont casser (le bâtiment) et puis [le maire] va construire une maison du hip-hop là-dessus… […] là, c'est dur pour tous ceux qui étaient là-bas, notamment avec une personne qui s'appelle Axiom sur Lille, qui est un rappeur et qui joue beaucoup avec les sans-papiers, avec toutes ces choses-là… il y a eu quelque clashs entre Axiom et les autres… lui, ça fait un bon moment apparemment qu'il essaie de porter ce projet de faire une maison du hip-hop, et là, la mairie l'a pris dans ce projet, a cassé ce squat-là où il y avait des choses qui se faisaient… […] lui, il rentre un peu dans le système, il travaille avec la mairie et tout ça, et ça fait un moment qu'il voulait mettre en place une maison du hip-hop… mais après, moi je comprends la démarche, je ne critique pas la démarche… il y en a qui veulent rester complètement en marge… je la trouve aussi très bien cette démarche, mais je ne veux pas trop taper sur ce gars-là qui veut faire des choses avec la mairie… manque de pot, la mairie a décidé que ça se ferait sur l'endroit où il y a déjà du hip-hop qui se fait, où c'est déjà un lieu de rencontre, un lieu culturel et tout… donc la plupart des squatters sont assez remontés contre lui »*

Au journal La Brique, Thomas est de même enclin intellectuellement à tenter d'engager des relations avec les institutions, notamment pour permettre, à terme, l'embauche d'un salarié permanent dans le journal.

> *« – Je pense qu'il y a aussi à terme la volonté d'embaucher peut-être… mais on en parle pas trop […] Il faudrait [dans cette perspective] se lancer dans les relations avec les institutions, qui sont un peu mal vécues à La Brique… oui, parce qu'on n'arrête pas… – De les malmener ? – oui ! et du coup… il y avait déjà eu une aide qui avait été refusée, je crois, pour ces raisons-là : la Direction Régionale de la Jeunesse et du Sport avait refusé une subvention pour propos qui ne correspondaient pas à leur ligne directrice, à leur politique. »*

Dans l'article en question (n° 4, p. 15), on apprend que la mairie de quartier de Wazemmes avait attribué 750 euros à La Brique, dans le cadre du « Fonds initiative habitants », fonds qui avait été

refusé une première fois pour « manque de plus-value envers les habitants du quartier ». Et le journaliste de poursuivre :

> *« La deuxième tentative fut la bonne. Seulement entre-temps, on avait accouché du 1er numéro qui mettait en cause notamment la maire de quartier dans son désir de réinstaller un commissariat sur Wazemmes, et qui pestait également sur Lille 3000 [projet culturel dans la lignée de Lille 2004], le projet de casino, le nouvel « Hôtel » de police, etc. La maire est devenue furax lorsqu'elle s'est aperçue que le FIH de son quartier venait nous subventionner… Passons les détails, mais il a fallu quelques mois pour récupérer le magot… ».*

De même, ce même article relate l'épisode de la demande d'une subvention au titre du Fonds départemental d'aide à l'initiative des jeunes (F.D.A.I.J.), du ministère de la Jeunesse et des Sports. « *Même favorable à la démarche* », la réponse négative du jury soulignait que « la Direction régionale et départementale de la Jeunesse et des Sports de Lille ne peut partager et adhérer aux propos tenus du journal », mais suggère que les journalistes peuvent engager des compromis avec des institutions publiques.

> *« Le rapport aux institutions, il va clairement se poser le jour où on va demander une subvention. Où ça va commencer à être problématique. Je pense que là, pour l'instant on n'en a pas vraiment besoin… Le journal survit… Mais peut-être qu'un jour, on aura besoin de demander une subvention et le problème risque de se poser. Pour l'instant on est vraiment indépendant et ça fait plaisir. »*

Ce rapport aux institutions n'est donc pas fermé et rigide et il fait l'objet de vifs débats, comme le rapporte l'un des acteurs de la Brique à propos d'un contact avec une journaliste professionnelle qui, finalement, s'est soldé par une fin de non recevoir. Ce fait tel qu'il est relaté montre des positions très diverses par rapport à l'offre de l'institution média, du refus pur et simple à l'accord en passant par des attitudes ambivalentes ou méfiantes.

> *« Il y a des bons clashs ! il y en a certains qui ne se résolvent pas, qui ne sont pas encore résolus… […] sur les relations aux médias, entre guillemets dominants... là dernièrement, on a eu des propositions de Canal+ de participer à des reportages, des trucs comme ça […) En fait, ce n'est pas Canal+ directement, c'est une journaliste qui travaillait sur la RU justement, la rénovation urbaine, qui a vu les articles qu'on a fait, nous, dans La Brique, et qui est venue nous voir… […] elle est journaliste indépendante, je crois, donc elle propose et après, les chaînes achètent son reportage… là, Canal+ l'a acheté, c'est pour « Jeudi investigation »… […] C'est toute cette question de faire apparaître La Brique à la télévision, en deux minutes, alors que le journal c'est écrit… et puis après il y a toutes ces questions-là de participer : on ne pourra jamais voir ce qui va être fait avant que ce soit [vu]… on va le découvrir à la télé ! […] on a débattu et il y a, encore une fois, des positions vachement [tranchées]… ceux qui l'avaient rencontrée, qui avaient parlé avec elle depuis un moment étaient plutôt motivés et plutôt d'accord [avec le reportage] sous prétexte de dire « on ne peut pas balancer nos articles et puis après dire : bon, c'est tout, on s'en fout ! » […] Moi, j'étais un peu méfiant par rapport à la télé et en règle générale par rapport aux reportages […] On l'a rencontrée à trois, avec Bastien et Yuri. Yuri, lui, il avait déjà son avis tout fait, c'est-à-dire que Canal +, la télévision, on n'en veut pas, « Les journalistes comme ça, moi je n'en veux pas ! » (…) Yuri, au bout d'un quart d'heure, il s'est barré en claquant la porte… c'est tout, il s'en foutait… nous, on a dépassionné un peu le truc, on a parlé un peu avec Bastien et elle… elle n'est pas méchante, elle allait dans notre sens, le nom de son documentaire, c'était « la machine à détruire les pauvres », ou un truc comme ça, donc c'était plutôt dans le ton de La Brique aussi… ça allait, mais après, il y avait plein de trucs dont on lui parlait et ça n'allait pas, ça n'accrochait pas… »*

Tous ces petits faits montrent bien que derrière le ton radical de La Brique, des prises de position diverses se font jour, et plus encore, que des évolutions sont perceptibles chez certains des journalistes. Sont-ce les prémisses d'une possible "institutionnalisation" dans la trajectoire de ce journal ?

Sous un autre registre, La Générale d'Imaginaire essaye d'entretenir un rapport contractuel le plus clair possible avec les institutions qui financent les actions engagées (ateliers d'écriture, évènements, performances, sessions slam dans des institutions). Pour autant, son directeur se refuse à faire des « relations publiques » avec les élus, par honnêteté intellectuelle :

> *« ben, le rapport aux institutions, je suis clair : en gros, on ne peut pas passer pour des rebelles alors qu'on a un soutien de la DRAC ou de la Région ou de la Ville de Lille… […] on a quand même un soutien, alors petit de la DRAC, vraiment petit de la Région : quelques milliers d'euros, dix fois moins que d'autres associations sur le champ de la littérature… […] Donc en gros, moi je ne veux pas la jouer rebelle alors qu'on est lié à des institutions… »*

À ce moment, Stéphane parle des engagements militants des membres de la Générale d'Imaginaire, en particulier en faveur des sans-papiers. Si engagement il y a, il concerne les actions individuelles des membres, leurs textes critiques de slameurs sur les scènes, mais il distingue ce registre de celui de la vie de l'association qui, elle, s'engage comme on l'a vu pour une démocratisation de la parole, en particulier dans les couches défavorisées, démunies. Pour autant, dans ces milieux locaux où bien des choses, entre autre des subventions, s'arrangent ou s'accélèrent grâce à l'entretien de relations familières avec le milieu politique, la Générale d'Imaginaire se tient en retrait de ces jeux stratégiques.

> *« … Après, il y a des trucs que je me refuse à faire et qui me permettraient de gagner du temps et des sous, c'est le rapport aux élus... […] et par ailleurs, moi je me refuse – je sais que je me fritte avec des institutions –, enfin, je ne veux pas être dans des rapports de séduction avec les institutions ! ça veut dire ne pas aller faire des démarches pour rencontrer les élus et bien se faire voir… on n'est pas du tout là-dessus, moi je ne suis pas du tout là-dessus ! ».*

Dans sa quête de privilégier le collectif et la notion de bien commun, Stéphane a dû affronter les logiques du Conseil régional et d'autres institutions politiques. Dans ce monde qui se voudrait pacifié et où tous les acteurs n'ont à la bouche que le mot de partenariat, Stéphane n'hésite pas entrer dans des rapports conflictuels.

> *« À un moment donné, j'essaie d'avoir des réflexions, des rapports aux institutions qui ne soient pas de séduction, y compris en mettant en avant les points de divergence ou les contradictions de l'institution… par exemple, on dit à la fois qu'il faut mutualiser des moyens, et puis après on te fait des règles de fonctionnement qui ne favorisent pas ça du tout, voire qui desservent le fait que tu essaies de mutualiser ! quand tu rassembles des artistes comme Karim, Julien et d'autres dans une même association, et bien si ton but c'est d'avoir un maximum d'argent, tu as plutôt intérêt à créer cinq associations et de demander cinq dossiers plutôt qu'un seul ! Voilà : j'ai des rapports avec les institutions qui peuvent être conflictuelles, ce qui sans doute dessert un peu par rapport à l'obtention de telle ou telle somme, et je me refuse à aller voir un élu en particulier en disant « voilà, on est super ! », ou « vous êtes super !»… moi je vais avoir des rapports d'ordre technique avec des chargés de mission... Après, si dans le cadre d'une intervention qu'on fait, en médiathèque par exemple, on rencontre un élu, ben on va discuter avec un élu. Mais je ne vais pas [aller le voir de moi-même]… »*

La *reconnaissance* par les institutions est faible et exige un travail de représentation et de communication qui devrait passer par les élus. Ce qui se joue, ce n'est pas tant le contenu des actions menées et leurs finalités que leur mise en scène, leur représentation par les médias et les avantages que peuvent en retirer les élus quand leur photo paraît pour illustrer un article d'un journal local.

> *« Je sais que moi, à un moment donné, avec la Région, j'étais allé… je leur ai dit : « ben voilà […] on a bossé dans 40 villes de la région. On a fait 50 actions : ateliers, sensibilisation, etc. ». Donc, en termes d'action régionale, je pense que ce n'est pas anodin… Elle me dit : « ah oui, c'est bien !… Alors, par contre, il faut que vous communiquiez sur vos actions auprès des élus ». Et elle n'avait pas complètement tord… parce que c'est comme ça que ça marche. Et en même temps, je me souviens, on était à deux avec Julien, on est sortis en colère ! En même temps, tu avais l'impression que toutes ces démarches de sensibilisation, d'ouverture... parce qu'on défend une vision du slam qui n'est pas juste « cultures urbaines, rap ». Et tout ce que tu*

avais mené toute l'année auprès de, je ne sais pas, peut-être en tout 500 personnes... c'était moins important que d'avoir envoyé deux communiqués de presse ou trois invitations aux élus de la Commission culture ! On s'est vraiment, pour le coup, frittés avec la… tout en sachant qu'on était en train de se tirer une balle dans le pied pour demander plus d'argent ou ce genre de chose, mais c'était impossible de laisser passer ça ! […] Je me suis dit : « à quoi ça tient ? À quoi ça tient d'être reconnu ? ». Et… hors de question de rentrer dans ce [système]. Tu vois, de faire une bascule où on va se dire : « la priorité c'est d'envoyer des invitations aux élus, et pas de… ». Mais je sais que ça peut desservir… »

2.1.1. "Citoyenneté", un mot du pouvoir

Sans doute, pour ceux qui pratiquent le hip-hop et plus spécifiquement le slam, l'imaginaire que véhicule l'exercice de leur activité permet de comprendre leurs prises de position et leurs manières de faire ainsi que leurs représentations : *n'importe qui* peut écrire et venir déclamer ses paroles devant des gens réunis, lesquels peuvent aussi à tout moment pendant une session se faire les interprètes de leurs paroles sur une scène ou dans un "cercle de parole". À part dans les grands spectacles, médiatisés, le slam dès ses origines est une *pratique égalitaire* qui évacue toute question de position sociale, légitime ou pas, dans l'accès à cet exercice. Dans l'imaginaire qui le porte, *il conjugue ce principe d'égalité, la parole et l'arène publique*, en quoi on peut les interroger comme *expérimentations* incessantes (Dewey, 2003) d'une parole démocratique, même si celle-ci ne véhicule pas un discours politique.

Si l'on comprend bien ce qui est en jeu, le mot de *citoyenneté* serait *un mot du pouvoir* avec ses acceptions propres dans lesquelles ces personnes ou ces collectifs ne se retrouvent pas ; accepter cette notion serait entrer dans ce jeu défini par les pouvoirs politiques selon ses règles propres et se retrouver assujetti à ce jeu où chacun est assigné à un rôle et une place. Il faut se tenir à distance, ou contourner et déplacer les usages que les politiques font de la citoyenneté. Pour certains acteurs, le mot n'est plus qu'une coquille vide – en dehors de son exercice dans le système représentatif, lui-même mis en cause –, une notion usée jusqu'à la corde par des politiques qui dévalorisent les usages jusqu'à en faire une *reconnaissance dévalorisante* des gens. Un acteur, slameur, pourtant passé par une appartenance politique à un parti de gauche et désenchanté ne peut plus l'entendre que comme « reconnaissance et réciprocité » entre les gens en dehors de tout institué.

« … c'est plus un acte d'être humain parce que la citoyenneté, on en fait de tout et n'importe quoi, la citoyenneté, c'est ramasser la crotte de son chien dans la rue, la citoyenneté, c'est de payer tes impôts en temps et en heure, la citoyenneté, depuis dix ou quinze ans, c'est tout et n'importe quoi… pour moi, avant tout, on est des être humains, qu'on soit bulgares ou chinois […], voilà, quand on est entre nous, on est là pour communiquer, s'échanger des idées » (Slameur, Moonlight).

Ce slameur du Moonlight se représente aussi la citoyenneté comme l'une de ces formes d'assignation identitaire – politique, sociale, culturelle, ethnique – qu'il récuse dans un refus de toute hétéro-désignation de ses pratiques et de son existence. Il s'en dégage en se proclamant « *citoyen du monde* », désignation pas moins pertinente qu'une autre si elle se décline en des actions concrètes.

Dans un registre quelque peu différent, mais qui en est proche finalement, un slameur de la Libre Parole dans un registre libertaire se fait critique de cette notion ; celle-ci ne répondrait qu'à une *logique d'ordre social et d'ordre politique* dans laquelle il ne saurait se reconnaître et reconnaître ses actes et ses paroles de slameur. Un rôle de citoyen enfermé dans les catégorisations qu'impose la puissance publique, dans des actes et des actions légitimés par cette dernière – aller voter aux élections – qui ne seraient pensés, jugés qu'en miroir des représentations promues par l'État. Il s'agit d'une certaine façon de ne pas entrer dans ces catégorisations, de n'être pas pris dans leurs rets et de se tenir *à distance* pour inventer autre chose. De ne pas entrer dans le *jeu de miroir établi par le pouvoir.*

« …si la citoyenneté, c'est participer à l'ordre établi, ben non alors, je ne suis pas d'accord » (slameur, La Libre parole).

Une slameuse de la Libre Parole qui a choisi de vivre en squat critiquait les fondations de cette notion tant les modes de reconnaissance institutionnels ne faisaient qu'invalider les tentatives de *prise* sur la réalité sociale de beaucoup de gens, en particulier ceux qui sont démunis de ressources économiques, que ce soit de manière volontaire ou involontaire. Un *ailleurs urbain*, explicitement évoqué, se joue en filigrane. Sans doute, un *imaginaire urbain* – comme tant d'imaginaires des autres acteurs – qui demanderait à être explicité au regard de son mode de vie en squat et qui, paradoxalement, rejoint une *vision libérale-libertaire du monde* : « Être acteur de ta vie : fais ce que tu veux faire en jouissant de ta liberté de faire ce que tu veux faire ».

> *« … c'est ce mot "citoyen" que j'ai du mal à comprendre, en fait, je ne comprends pas quand tu me dis ce mot… traduis-le par une autre forme… c'est être acteur de la ville si tu préfères… si il y en a qui aiment la vie qu'ils mènent, je ne sais pas, aller au boulot, qui sont acteurs de la cité, parce que ouais, ils vendent tous des buildings, etc… si c'est leur kiffe, c'est leur kiffe, mais moi, ce n'est pas le mien… et j'ai envie de niquer leur délire, c'est clair… […] et, au final, tu vois en travaillant autant pour lui et en cotisant pour ça, ben c'est toi qui l'a fait le building et moi je n'ai pas envie de participer à ça ».*

Plus profondément, pour beaucoup de ces acteurs, la reconnaissance des individus et des groupes y serait en jeu. Cet acte qui leur accorde *valeur* et *qualité* – valeur et qualité qu'il faut bien qualifier au regard d'un registre ou d'une échelle et au regard *de qui* accorde la reconnaissance selon quelles marques et quels signes – et qui passerait par les catégories propres aux institutions – publiques et politiques – selon des acceptions spécifiques à ces institutions est acte qui ne serait qu'une forme de méconnaissance ou de reconnaissance négative qui rendrait invisible ou sans valeur leur spécificité, leurs manières d'être, leurs pratiques et leurs créativités au regard de leurs propres principes de justification. À partir de ce regard critique sur la citoyenneté entendue de manière générale, se profile implicitement une « citoyenneté instituée », telle qu'offerte par les institutions, dont il faudrait faire l'apprentissage et à laquelle il faudrait se conformer selon les règles propres à ces institutions. Cette imposition est avant tout un « *apprentissage* » selon des modalités et des dispositifs de *vérité institutionnelle*, tels que les entendait Michel Foucault : « …demander aux habitants d'être des citoyens reviendrait à considérer que la citoyenneté s'apprend, qu'elle serait le fruit d'une pédagogie qui transforme les comportements et modifie les attitudes. […] Les modalités que doivent prendre les pratiques citoyennes sont très précises et très contrôlées » (Palomares et Rabaud, 2006).

Or, selon ces acteurs, l'apprentissage n'est pas celui dicté par les institutions selon leurs protocoles d'apprentissage en vue d'un modèle de citoyenneté assigné. L'apprentissage serait *auto-apprentissage de soi en collectif* que Gilbert Simondon appelait « transindividuel » (Simondon, 2005), ce qui déborde toujours l'individualité sociale dans le milieu social qui l'englobe, dans les autres qui l'habitent de manière plus ou moins ample et constituent « une source possible de transformation » (Aspe, 2006, p. 105). Dans ce milieu urbain, dans ses discontinuités souvent inégalitaires (la métropole, les villes, les quartiers, les micro-quartiers, les rues et les places, les friches) et ses frontières de richesse accumulée avec les apparats qui en sont les signes au regard de zones de relégation appauvries et démunies, dans ce que tous ces autres, étrangers et proches parfois dans ce milieu, déliés et liés[156], l'apprentissage de la citoyenneté urbaine serait ce qui donne comme moyens et outils aux gens pour avoir prise, de manière autonome, sur les enjeux urbains – politiques, urbanistiques, architecturaux, sociaux, culturels – et ce qui fait que l'urbain serait expérimentation tout à la fois individuelle et collective – et dans de multiples configurations des rapports entre individuel et collectif – d'un urbain désirable.

156 Au-delà de l'urbain, il n'y aurait que des urbains avec leurs frontières qui sont autant de passages d'un monde à un autre. Et parfois, le passage ne se réalise pas : les personnes de HEP ne peuvent concevoir d'aller vivre en habitat groupé à Roubaix ou Tourcoing.

2.1.2. Les espaces lisières d'engagement

Le rapport à l'espace sociopolitique n'est pas anodin, il est aussi rapport aux espaces institués et codifiés selon les logiques de domination et de prescription. Tout d'abord, il y a le *registre tactique* que certains collectifs mettent en œuvre. Acteurs de la cité qui mènent de multiples actions artistiques, culturelles, journalistiques, les plus jeunes (20-30 ans) jouent d'une tension entre *visibilité* et *invisibilité sociales*. Ils sont visibles sur l'espace public par leurs œuvres, leurs prestations, leurs écrits, mais, en même temps, ils se rendent quelque peu invisibles par leurs manières d'être – il est ainsi assez difficile de les rencontrer. Les pseudonymes, propres à une culture hip-hop, ne sont pas rares. Ce n'est qu'au cours de la recherche qu'on a pu se rendre compte que certains étaient étudiants et il a fallu une période d'apprivoisement du fait de leurs réticences à l'égard des codes de l'institution universitaire pour qu'ils parlent de leurs activités de manière plus familière. L'un des journaux ne ménage pas ses critiques à l'égard de la municipalité et de l'agglomération, mais ses locaux échappent aux regards en étant hébergé par une association militante dont les locaux sont prêtés par la municipalité. De ce point de vue, cette tension entre visibilité et invisibilité relève d'un registre tactique. À l'égard de l'espace, elle n'opère que par usage rusé, détournement, appropriation temporaire (les slams dans l'espace public, les ventes à la criée), braconnage (usages de matériels et de locaux).

Ce rapport à l'institution n'est, bien sûr, pas sans ambivalence ou ambiguïté parfois, d'autant plus avec une ville où le conseil municipal rose-vert s'efforce de mettre en place là des lieux culturels qui perdurent au-delà de la controversée « grand-messe » de Lille 2004, tels que les deux « Maisons-folies » situés dans les quartiers populaires de Moulins et de Wazemmes, sorte de « maisons de la culture » ouvertes, ou encore soutient des institutions « solidaires » – la MRES est une véritable fourmilière de talents et de compétences associatifs.

> *« Mais moi je dirais qu'il y a trois types d'espaces : les espaces très institués comme le Zem. Ils dépendent de réseaux [publics], des politiques de la ville. Quand tu vas sur le site du Zem, tu as vraiment tous les logos. Les gens font se qu'ils veulent mais il y a un espace revendicatif propre aux acteurs qui y vont aussi. Donc c'est un peu le décalage aussi par rapport aux institutions qui se créent, dans un espace visiblement institué… Il y a le « Slam libre parole », où ils sont un peu dans le même esprit revendicatif contestataire, et puis tu as le slam du Moonlight, et ça c'est marrant, qui est un peu à cheval sur les deux, qui essaie de susciter une réflexion sur certaines choses et tu ne rentres pas forcément dans le parti-pris. Moi j'ai pour le moment cette sensation. »*

Sans doute, faudrait-il nuancer le propos concernant le Zem ; les performances des membres de la Générale d'Imaginaire débordent largement ce cadre et certaines d'entre elles sont des affrontements par les mots des institutions et du politique dans une représentation politique du slam. Comme pour le Zem théâtre, d'autres slameurs se sont donnés des lieux en propre – par exemple, le Moonlight. De toute évidence, des contraintes pèsent sur la construction de chaque lieu collectif qui s'anime en espace vécu. Le Moonlight est un « *espace marchand* », un « *lieu qui s'appelle un café-théâtre et qui est un lieu commerçant, c'est l'outil et le moyen de vivre du tavernier […], s'il ouvre sa scène, il l'ouvre à tout le monde, mais on n'est pas non plus à un congrès de la LCR […] »* (animateur de sessions slam). Pizzeria où des individus peuvent venir se restaurer, le vécu de cet espace comme scène slam parvient-il à se dépêtrer d'une imprégnation commerciale ? De tacites tactiques sont mises en œuvre, des "sous-textes", à la condition qu'on ne vienne pas trop parler des affaires politiques locales. Des prises de positions fortes peuvent même être entendues où, de manière détournée, ironique et imagées, est questionné le politique sans déroger trop fortement aux règles qui régissent le lieu préexistant à l'espace qui se crée à travers le slam. Cependant, se rendre au Moonlight suppose une adhésion à des règles régissant cet espace ; leur degré de prescription varie qui laisse des ouvertures, des marges de manœuvre, des failles dans lesquelles des prises de position sont possibles. C'est ce que disait Dany à l'égard d'anciens du Moonlight qui se rendent à présent au Zem Théâtre :

> *« L'équipe qui est au Zem Théâtre, c'est une équipe qui était au Moonlight l'an dernier […], à qui, justement, on a donné une liberté totale de parole, il n'y a pas eu de problème là-dessus ».*

Dany réfute la représentation du Moonlight que donne Acétone – ex-Moonlight, animateur au Zem Théâtre – comme un espace régit par la « censure ». Des conflits de personnes se sont développés et des rivalités entre ces deux espaces de slam réguliers de la métropole lilloise ont alimenté le milieu slam. Bien que le Moonlight soit un espace où l'expression d'un rapport aux institutions reste feutrée, il s'y déploie une révolte, mais à un niveau le plus souvent très général, contre le "système" : la dureté du quotidien, le mouvement du monde, l'oppression, l'hyper-communication, le néocolonialisme. L'indignation porte davantage sur le monde globalisé et très rarement sur les institutions locales ou la vie politique locale.

Des slameurs se sont rapprochés du Zem Théâtre – slams organisés par la Générale d'Imaginaire – pour cette raison, mais aussi pour d'autres. L'équipe d'animation précédente a choisi ainsi de s'éloigner après le refus d'une rémunération de la part du gérant du Moonlight – un « *conflit de personnes* » disait Dany. D'autres sont partis pour trouver un espace plus approprié aux idées qu'ils cherchent à exprimer. Mais, on voit que le Zem Théâtre, ou encore la prise de parole au sein du Muséum d'Histoire Naturelle, sont des démarches soutenues par les institutions publiques. Un nombre très important d'organismes publics de subventions appuie le Zem Théâtre : le Fonds social européen, le ministère de la Culture et de la Communication, le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, la région Nord Pas-de-Calais, le département du Nord, la ville de Lille et le réseau URIOPSS du Nord-Pas de Calais. Cet espace s'est créé dans un rapport aux institutions politiques et administratives – démarche, bien entendu, que la Libre Parole ne peut que contester. Les interventions orales n'en demeurent pas moins très critiques à l'égard du monde et les prises de position politiques sont sans ambiguïté.

Ces deux derniers espaces sont finalement construits dans des rapports ambigus avec l'institution comme instance régulatrice des conduites, via des financements, des pressions ou des interdits. Ces rapports ne sont guère clairement définis, si ce n'est de manière indirecte, par l'emploi de subtilités évocatrices. La globalisation (Moonlight) et des positions politiques (Zem Théâtre) construisent ces rapports dans la prise de parole. De là à interpréter ces faits comme la conséquence d'une logique de domination, il serait hâtif de le dire : des formes de résistance se déploient dans les creux, les plis, les interstices et chacun d'eux est mis à profit dès que l'occasion se présente.

La ville comme espace de mouvements plus ou moins réglés, comme lieux stables représente pour LPI l'espace privilégié de leurs investissements. Cependant, on sait en même temps que les usages ordinaires redessinent ces mouvements et ces lieux dans des logiques d'appropriation propres. Les usagers ne sont pas « voués à la passivité et à la discipline » (de Certeau, 1980, p. 9). Il y a ici encore de la tactique. Parlant d'un slam Libre Parole exporté à Paris, Périn parlait des institutions, des rapports à celles-ci. Il s'agirait de se situer dans un rapport de négativité, de n'être pas dans un rapport aux institutions, de n'être pas organisé par les institutions, de se situer donc en deçà ou au-delà. Il s'agit de contourner, d'éviter, de biaiser, et ne pas affronter en face en se tenant à distance.

> *« C'est un simple rassemblement de gens qui ont envie d'échanger sans que la mairie de Paris ou que la mairie de Lille ait besoin d'organiser un évènement pour que les gens soient réunis sur une place ».*

Il s'agit de détourner, de contourner, d'inverser, de « renverser » (mot central dans LPI) les règles et les normes collectives qui président aux usages dominants de la ville. D'autres règles vont être jouées bien qu'elles ne soient pas annoncées comme telles. Un des textes d'un slameur de LPI :

> *« …qui prends le temps de faire l'inverse, renverser les règles faites […], qui repousse à demain son programme d'aujourd'hui, oublie l'hygiène de vie qui régule son quotidien ».*

Ce registre de l'action dans le temps présent de l'imprévu ou de l'opportunité est celui des *tactiques*, ruses individuelles et collectives, qui créent ce qu'on nommera des *espaces-lisières*. On ne parlera pas d'« espaces interstitiels » (Hossard, Jarvin, 2005), cette image renvoyant à un « très petit espace vide ». Les lisières sont plus ou moins larges, elles sont passages entre deux espaces dont on ne connaît pas précisément les limites tant les lisières ne sont pas strictement bornées et demeurent floues quand à leurs frontières. Il y a quelque chose d'indéfini entre un espace et l'autre dans la lisière.

Ces espaces-lisières urbains s'expriment et se construisent en étant marqués de multiples processus, en particulier deux : l'appropriation qui est « *acte de faire sien par l'attribution d'un sens* » et le détournement qui est *« l'acte de modifier un sens déjà attribué* » (Hossard, Jarvin, 2005). Dans ces espaces lisières, on n'est ni dedans, ni dehors. On se le rend en propre en attribuant un sens à cet espace sans que ces frontières soient clairement définies. On détourne l'attribution d'un sens et par là on le signifie symboliquement comme espace passage. C'est y passant que l'on en détourne l'imaginaire social de même que c'est en y passant que l'on se l'approprie, toujours de manière provisoire. C'est le mouvement dans l'espace urbain qui le configure de manière temporaire. Cette expérience des lisières dans l'urbain construit un sens propre de l'urbain par lequel les gens en sujets collectifs transitoires s'approprient ou détournent le sens de la ville de manière *tactique*. Un nouveau partage du sensible se donne à voir dans un temps déterminé, lui-même lié à la pratique dans la lisière ; il ne peut se réaliser que par des pratiques, des gestes, des corps en mouvement, des paroles, des musiques, un régime de sensorialité des corps. Ce sont eux qui constituent appropriation ou détournement. Une fois ce régime disparu, l'espace lisière lui-même s'évanouit ou il se déplace ailleurs dans l'espace urbain pour créer de nouvelles lisières.

Dans tous les cas, ces espaces lisières se confrontent à ce qu'on peut nommer les espaces institués, tels que ceux-ci sont codifiés et régulés par les logiques institutionnelles. Ils se confrontent de même aux « espaces publics stratégiques d'influence » produits par le marketing et le commercial. Ou encore aux « espaces publics délibératifs institués », là où la délibération n'a de sens que sous l'empreinte ou l'influence des logiques institutionnelles localisées qui la préforme selon des diktats liés à ses finalités de maintien de pouvoir. Celles-ci n'ont de cesse de préformer dans un moule l'imprévu, l'improviste, l'itinérant, l'insubordonné, soit des formes de l'urbain. Contournement, braconnage, appropriation, insubordination créative, innovations ou détournement sont aussi des ressorts de la créativité sociale et culturelle : « Chaque culture prolifère sur ses marges. Des irruptions se produisent, qu'on désigne comme des "créations" relatives à des stagnances. Bulles sortant du marais, mille soleils s'allument et s'éteignent à la surface de la société. Dans l'imaginaire officiel, ils figurent à titre d'exceptions ou de marginalismes. Une idéologie de propriétaire isole "l'auteur", le "créateur" ou l'"œuvre". En réalité la création est une prolifération disséminée. Elle pullule. Une fête multiforme s'infiltre partout, fête aussi dans les rues et les maisons, pour tous ceux que n'aveugle pas le modèle aristocratique et muséographique de la production durable. » (De certeau, 1980a, p. 241-242). S'ils sont les premiers à proclamer la créativité collective des territoires, les pouvoirs institués sont les derniers à se rendre sur les « champs de bataille » de la créativité collective et individuelles. C'est qu'il faut contrôler. En particulier, le débordement toujours possible des associations – et la suspicion est de rigueur quant à cette éventualité –, remettre sans cesse de l'ordre. *Paradoxe, le local urbain institué s'institue comme acteur rebelle – mais conservateur – à ce qui l'invente quotidiennement*.

Si "citoyenneté urbaine" il y a, dans le sens d'une création sociale continuée, c'est dans cette capacité de n'*importe qui* d'inventer de nouveaux partages du sensible, de nouvelles formes de sensible, comme autant de possibles ou de mondes désirables. La citoyenneté urbaine, celle de n'importe qui, vise le souhaitable d'un commun à discuter, à mettre en débat, à fabriquer dans des pratiques pluralistes et contradictoires. La citoyenneté n'est jamais un *donné*, sauf dans certaines représentations qui valent dans les limites qu'elles ont présupposées, elle est toujours un « à faire » – une simplicité du faire ensemble pour la fabrication politique de la cité – dans cette tension entre le possible et le réalisable. Mais quand on ferme toutes les formes au réalisable, il n'y a plus de ponts vers le possible, « le droit à l'œuvre » tel que le disait Henri Lefebvre dans *Le Droit à la ville*. L'horizon des possibles comme autant de ponts ou de passerelles ne peut plus produire ces espaces lisières entre le dedans et le dehors dans des configurations à largeur et intensités cognitives et émotives variables. Sans doute, ces espaces sont-ils ambivalents, tout à la fois contre les institutions et a-institutionnels. Contre les logiques institutionnelles – une résistance – et, en même temps, a-institutionnelles en produisant des "à côté", ces espaces déploient une urbanité de conflictualité sociopolitique et d'altérité sensible. Mais l'altérité sensible peut conduire à une politique de

l'esthétique qui, radicalement, déplace les termes du sociopolitique. Mais, si ces espaces lisières ont de multiples formes, ils sont très fragiles et souvent voués à disparaître.

2.1.3. Démocratie d'initiative et équilibre local des forces

Le rapport à soi et aux institutions, mêmes dans la critique de ces dernières, peut conduire à des formes apaisées de relations avec le système politico-administratif local. La démocratie locale s'institue pour ASSO RESO METRO dans l'initiative autonome habitante, la publicisation de l'interpellation des habitants, la création d'espaces publics d'argumentations ou d'interpellation en rapport avec des espaces publics institués – représentatifs ou participatifs. Même si la relation avec l'institué se nuance d'un « presque à égalité » qui souligne une asymétrie finalement consentie et acceptée. Le discours d' ASSO RESO METRO revendique cependant une « légitimité » en tension avec celle de la démocratie représentative ou participative. L'espace public est conçu comme pluriel, mais la dimension de *conflictualité* est évacuée tandis qu'affleure la question d'un « partage du pouvoir ».

> *« On fait de la politique, c'est sûr… C'est le côté initiative et aussi d'interpeller les politiques, de les questionner presque à égalité en qu'habitant, on est aussi légitime qu'eux, c'est une espèce d'équilibre des forces et en dehors de la démocratie participative. Il n'existe de la démocratie participative qu'à partir de la démocratie représentative, en l'état actuel des choses, et cette mouvance-là [la démarche du collectif], c'est encore autre chose que de la démocratie participative. C'est une démocratie d'initiative, c'est aussi réfléchir à l'idéal d'une société, c'est politique au sens large : quelle société on veut ! » (*Béatrice*)*

Se dit dans ce discours, l'idée d'une « démocratie d'initiative » des habitants qui, au-delà des actions et des discours des habitants, s'inscrit dans l'horizon d'une *société désirable à instituer.* C'est le peuple qui, de manière autonome, demande des comptes à ses représentants en s'imposant comme relevant d'une légitimité identique. Bien entendu, il ne s'agit pas de la démocratie directe rousseauiste, lui qui invalidait la démocratie représentative. Mais, comme on l'a dit, cela implique l'autonomie des habitants qui présuppose qu'ils puissent interpeller leurs représentants et partager le pouvoir à égalité. On aurait là une *citoyenneté d'initiative* – ou une citoyenneté active – qui laisse en suspens la question de la légitimité de ce partage du pouvoir et de ses mécanismes institutionnels, trop évanescents pour l'asseoir et lui donner consistance. Mais cette citoyenneté pointe les insuffisances actuelles d'une citoyenneté enfermée dans un carcan juridico-national dont beaucoup de recherches (Carrel, 2007) montrent les limites au regard des pratiques des gens et de leurs imaginaires.

> « Il semble également nécessaire d'afficher une transparence dans l'information, à l'opposé même de détenir l'information comme un élément de pouvoir. Il ne s'agit donc pas d'exister avant tout en contre-pouvoir mais bien d'aller vers une nouvelle définition de partage du pouvoir, chacun selon sa propre légitimité. » (Asso-Réso-Métro, 2007)

Au regard des institutions et du personnel politiques, la posture est assumée dans « un équilibre des forces » dont on ne sait s'il est réalité ou s'il est souhaitable. L'initiative habitante telle que portée par RÉSO ASSO MÉTRO ne renvoie pas à une forme de démocratie locale conflictuelle ou « frontale » comme la nomment certains acteurs – de face à face. De même qu'au sein de RÉSO ASSO MÉTRO, l'accent principal est mis sur la complémentarité des regards, des pratiques, des savoirs des habitants, de même dans son rapport aux institutions politiques locales, le collectif se donne et se vit comme *complémentaire* des politiques publiques, comme un « interlocuteur », un « partenaire ».

> *« Des élus qu'on embête nous traite de bobos, ça casse un peu… c'est pas des vrais habitants, on est gentil, c'est vrai… c'est pas frontal, on n'est pas dans des revendications frontales, on dit les choses d'une manière différente, on a eu des essais de récupération politique. C'est de l'initiative d'habitants, dans les vernissages, il n'y a pas de discours d'élus, ou très peu, à la marge… C'est pas dans le rapport de forces… on déambule, on cause… » (*Béatrice*).*
>
> *« … on s'est créé, Berkem en particulier, pour être interlocuteur des pouvoirs publics » (*Béatrice*).*

Les initiatives du réseau ne cherchent donc pas à *affronter* les politiques publiques, elles apportent leurs contributions à « un même objectif » en cherchant à être « partenaire » ou « interlocuteur » des politiques publiques. Toute idée de conflictualité se trouve bannie ; l'initiative habitante se coule dans un monde local qui se veut pacifié.

> *« …on a créé Berkem La Belle, qui s'est donnée assez vite des objectifs de pas seulement être interlocuteur frontal pour les projets d'urbanisme, mais de faire vivre le quartier et de participer au changement de l'image de quartier au titre de projet associatif d'habitants en même temps que MCU et la ville faisaient aussi leur projet pour améliorer l'image du quartier… On était attentif à ce qu'ils faisaient mais, voilà, déjà partenaires, déjà cette idée de chacun dans son coin on avance vers un même objectif, c'est comme ça qu'on a fait [en 1997] le premier Facad'art parrainé par la Petite galerie d'art du monde ou presque, qui exposait des artistes à une fenêtre à Roubaix, c'est la première opération de Fenêtres qui parlent [une préfiguration] à l'échelle d'un quartier, et qui a fait après une autre déclinaison à Mons-en-Baroeul, avant que ça devienne les Fenêtres qui parlent en 2002. » (Béatrice).*

L'engagement renvoie non à un rapport de forces qui mettrait en question les relations et les places sociopolitiques des uns et des autres, mais à la recherche d'un équilibre, apaisé, qui fasse une place à la parole des habitants, à leurs expressions ou à leurs interpellations. Cette posture et cette représentation sont dignes de respect et ne peuvent qu'être entendues. Pourtant, comme on l'a vu, RÉSO ASSO MÉTRO argumente à d'autres moments combien la parole des habitants est inaudible par les représentants politiques et combien les discours et les pratiques des associations ne font l'objet d'aucune reconnaissance. Si équilibre il y a, il tient dans la non reconnaissance de la parole des habitants et de leur représentation par les systèmes politico-administratifs, mais aussi par les « *forces constituées* » associatives – "associations institutionnelles" ou notables associatifs – qui accaparent les places dans les lieux de débat public et de décision. Tout autant que la non-reconnaissance par les politiques, celle par le système associatif institutionnel pose tout autant problème.

> *« …quand on parle de la société civile, ce n'est pas le simple habitant, mais des forces constituées qui ne sont pas des paroles d'habitants, mais d'autres choses, que ce soit au conseil économique et social, dans les conseils de développement… » (*Béatrice*).*

Cette approche d'une citoyenneté d'initiative dans l'espace urbain ne se confronte-t-elle pas dès lors à un déni de la réalité des rapports de force politique ? Ne doit-elle pas envisager la conflictualité comme moyen de parvenir à ses fins ? Il est certain que ces questions se posent au regard de certains schèmes d'interprétation de la réalité sociale et politique et des multiples recherches qui se sont penchées sur les rapports entre représentés et représentants dans les politiques publiques. Par exemple, la « repolitisation du social » dans un renouveau de la « philosophie sociale » qui outrepasse les philosophies « des droits de l'homme, de la « démocratie » et de « humanisme » » propre aux années médiatique des années 80 et 90 (Fischbach, 2009, p. 5) renvoie en réalité à « l'immanence de la politique dans le social comme espace clivé et fondamentalement conflictuel » (Fischbach, 2009, p. 11-12). Franck Fischbarch fait signe en direction d'Axel Honneth, dernier représentant de l'école de Francfort : à la théorisation de Habermas en termes de paradigme de la communication – tournant, comme on le dit de manière désormais commune, de paradigme communicationnel dans la suite du tournant de la pragmatique linguistique –, cet auteur donne place « au phénomène de la conflictualité sociale », en donnant toute sa place dans le social à « un champ de luttes et de confrontations sociales » (Honneth, 2006, p. 159).

De ce point de vue, que signifie ce retrait ou cette distance à l'égard de la lutte, de la conflictualité, du rapport de forces, voire toute simplement de la tension ? Déplacer le champ de la conflictualité vers l'apaisement, « le partage de pouvoir », pacifié et apaisant, vers ce fait social de la coopération (« être partie prenante », « être partenaires ») n'est pas sans interroger les "cadres d'action" de l'intervention politique des citoyens ordinaires ou des membres associatifs de la "société civile". Ce détachement à l'égard de toute conflictualité ne conduit-il pas à la reproduction du déni de reconnaissance, voire à la disqualification de la démocratie d'initiative ? D'autant plus que cette pacification des rapports sociopolitiques locaux (le "partenariat" et la "gouvernance") peut

s'interpréter comme un nouveau mode de régulation de l'action publique qui désamorce toute conflictualité en faisant de beaucoup d'acteurs des « parties prenantes » n'ayant finalement que peu de poids dans les décisions prises – celles-ci relevant en fait de coulisses technocratiques dirigées par les élus.

S'il y a manque de reconnaissance d'une parole propre des habitants, RÉSO ASSO MÉTRO n'en fait pas un principe de rejet des élus politiques et des partis et tente de se situer par delà les clivages partisans *du* politique.

> *« … il manque quelque chose sans qu'on rejette les autres, c'est plus ça, c'est pas institué [notre démarche], peut-être qu'on s'institue et on ne sait pas où ça va nous mener, mais on a bien conscience de faire de la politique, au sens premier du terme, on fait partie de la vie politique de la cité au sens large de notre action, mais sans être dans un parti politique, d'ailleurs ça se passe aussi bien dans des villes de droite ou de gauche, il y a consensus par rapport aux partis politiques… » (*Béatrice*).*

En même temps, pour une association qui appartient au collectif RÉSO ASSO MÉTRO, ce rapport neutre au politique ne fut pas respecté – certains de ses membres affichant une couleur politique qui ne pouvait être que d'opposition à la politique municipale – et le rapport à la municipalité fut très conflictuel. Ce qui justifierait la position et le faire politique du collectif d'association, celui-ci se tenant à distance de toute participation partisane malgré les sollicitations.

> *« Il n'y en a pas trop qui sont passés de l'autre côté de la barrière. J'ai été approchée à de multiples reprises. Mais, je dis que je préfère rester de ce côté-là de la barrière. Je reste de ce côté là, mais partenaire… [rires] C'est une ligne tenue par beaucoup de gens » (*Béatrice*).*

Le collectif tient aussi bien au versant participation des habitants, appelée à d'autres moments, citoyenneté, et au versant de la culture ; pour les financements, il faut se battre pour émarger à deux lignes administratives sans renoncer à l'une d'entre elles. Comme il est de coutume de dire, il s'agit d'éviter de subir les "saucissonnages politico-administratifs" et leurs contraintes qui infléchissent les projets associatifs. Le *possible associatif* est rabattu sur la rationalité politico-administrative et ses propres nécessités. Là, encore, il est nécessaire d'envisager les négociations comme un combat, sans pour autant se compromettre avec ceux qui sont de l'autre côté de la « barrière ».

> *« Avec la Région, ça a été assez… il a fallu vraiment insister. On nous demandé de renoncer… Mais on a tenu bon ! […] À la Région, on a une ligne citoyenneté et une ligne culture. Choisir, c'et renoncer comme dit Michel et on n'avait pas envie de renoncer… » (*Béatrice*).*

2.1.4. Le "souci de soi" dans son rapport aux autres

Le modèle injonctif ou d'assignation identitaire à une citoyenneté dont le sens est déjà donné est donc remis en cause dans ces espaces de prise de parole et d'appropriation de moyens d'expression. Pour certains acteurs, mais beaucoup sont dans ce cas, on ne doit pas chercher à apprendre à être citoyen, à le devenir selon une normativité institutionnelle déjà définie, mais à délimiter et même créer de façon toute singulière son propre devenir. Le devenir citoyen passe par une *acculturation personnelle* qui, passant par le souci de soi dans un rapport aux autres, cherche une « réappropriation de soi » en deçà des rôles sociaux endossés, des paroles où l'on est parlé plutôt qu'on parle. Se fait jour une vive sensibilité à « être soi », condition d'un bon exercice de la citoyenneté. Cette sensibilité, plus ou moins exacerbée chez les acteurs, est une donnée à prendre en compte. Loin des idéologies du "développement personnel", elle suggère une manière d'être au monde comme sujet social où chacun doit parler et agir *en propre* (ne pas parler l'autre ou le maître, agir et n'être pas agi), déployer une *expressivité* qui soit "authentique" ou "vérace" correspondant à ce que l'on croit être (même si dans certaines circonstances, on peut se dissimuler ou être stratégique) et à ce que sont tout à la fois ses affects et ses pensées. Ce constat semble désigner *une nouvelle sensibilité dans les engagements* où se trouve mis en jeu un rapport à soi comme condition de possibilité de ceux-ci. Les engagements passent par un questionnement et une réflexivité sur l'authenticité de soi dans ceux-ci. Ils sont expressifs en ce sens aussi où ils doivent exprimer "le fond de sa pensée" et son être profond, débarrassé des oripeaux sociaux.

Peut-on doit-on emprunter un court détour qui passe par un lointain passé, mais qui n'est pas qu'analogie superficielle. Bien que l'objet de ce livre soit bien éloigné de l'univers contemporain, la question du « souci de soi » (Foucault, 1984), un soi qui ne soit pas assujetti – le sujet est aussi, et avant tout, l'*assujetti* – à de quelconques pouvoirs sociaux, politiques ou économiques, est primordiale pour comprendre les représentations de nombre d'acteurs. Se rendre sa vie en propre et à soi, ce qui ne signifie pas inévitablement un individualisme narcissique ou un individualisme négatif (Castel, 1995, p. 461 *sq.*) dans une interprétation trop hâtive. Chez Foucault, on y lit l'interprétation des « expériences morales » comme celles, au III^e^ siècle av. J.-C., « de réfléchir le rapport qu'il convient d'avoir à son statut, à ses fonctions, à ses activités, à ses obligations » lorsque à cette époque on passe des cités Etats à des sociétés politiques plus étendues et complexes (Foucault, 1984, p. 105). Le *rapport à soi* devient plus problématique dans ce moment de bouleversement qui transforme la proximité politique. Dès le début de l'époque impériale romaine, se lit la présentation de soi identitaire pour correspondre à son statut ; mais d'un autre côté, se lit une autre attitude qui consiste « à fixer ce qu'on est, dans un pur rapport à soi : il s'agit alors de se constituer et de se reconnaître comme sujet de ses propres actions, […] à travers une relation aussi indépendante que possible du statut et de ses formes extérieures car elles s'accomplit dans la souveraineté qu'on exerce sur soi-même s» (Foucault, 1984, p. 106). L'activité politique dépend de comment on se conçoit comme « sujet moral », ce qui n'est pas une activité de repli ou de retrait, mais la condition des « activités sociales, civiques et politiques » de chacun (Foucault, 1984, p. 116). Il faut repartir de soi. Le citoyen, c'est le sujet dont l'existence, dans la cité, n'est plus assujettie aux normes et aux contraintes institutionnelles et qui récuse les injonctions à une "vie bonne" telle que dessinée et prescrite par le pouvoir politique et, plus largement, les acteurs institutionnels.

« … si la citoyenneté, c'est se réapproprier sa vie, alors, là, je suis d'accord » (slameur, LPI).

Certaines entrées dans ces *groupes ouverts* sont considérées comme contingentes. Ayant participé aux jeunesses du parti socialiste, Dany du Moonlight n'explique pas son engagement dans le slam et ses prises de parole par cette appartenance antérieure et cette socialisation politique. Bien au contraire. Cet engagement forme d'une certaine façon *rupture* avec cette idée d'*appartenance*. Il lui fallait faire rupture avec des formes "traditionnelles" d'engagement pour se découvrir « citoyen du monde ». Ces groupes ouverts, où l'expressivité est première, permettent d'entrer dans un devenir de soi où il s'agit aussi de se réapproprier sa propre vie et de n'être pas pensé par une pensée collective qui s'impose à soi. Avec le slam, il entre en action. Ce projet naît pour Dany d'une « *rencontre plus ou moins fortuite* » avec le milieu slam local. D'une certaine manière, cette rencontre le pousse à se faire violence pour sortir de chez lui dans une période morose.

« Le topo si tu veux… c'est limite un aveu de schizophrénie que je vais te faire mais moi, je suis très casanier, très loup solitaire à la base et personnellement, je n'aime pas les grandes villes, on ne va pas dire que je suis agoraphobe mais moins je vois la foule, mieux je me porte ».

Les ateliers d'écriture vont constituer la base d'un travail créateur sur lui-même ou sur la vie en général. Grâce à ces ateliers, la subjectivité va s'inscrire dans une nouvelle forme de collectif où elle peut s'affronter à elle-même et n'être pas soumise à un groupe. Ce travail sur soi-même, ou plutôt cette pratique, est celui de l'écriture, mais aussi celui de la prise de parole, de la déclamation en public.

« c'est des potes […] qui m'ont invité à des ateliers d'écriture, donc je m'y suis retrouvé, j'ai travaillé avec quelques personnes […] en général, c'est une ½ heure à ¾ d'heure de création, ensuite, tout le monde déclamait son texte ».

Plus tard, on lui propose d'animer les soirées du lundi au Moonlight. La prise de parole devient alors affrontement d'un vécu, d'une histoire personnelle qui ne fut pas toujours très rose.

« Et pis ce fut à mon tour de venir la ramener sur scène, fallait bien qu'ça arrive un jour, qu'j'en vienne à balancer ma rengaine, mes pensées d'un jeune con qui pleure autant qu'il se marre ».

D'une façon proche de celle de Périn de LPI dans son rapport aux « éclés », Dany revient à la fois sur le Moonlight café comme partie importante de sa vie lui offrant le dépassement créateur d'un vécu perturbé qu'il pouvait attendre depuis plusieurs années tout en entrant sur une scène collective.

Ce qui apparaît ici, c'est la fonction symbolique de la prise de parole, mais aussi de l'écriture, qui revient à la fois sur un passé difficile, de manière explicite ou implicite, et sur les rencontres – les éclaireurs, les ateliers, les milieux slams – qui permettent le collectif où la singularité subjective s'assume par des mots, écrits et dits en public.

Une première idée directrice que l'on retrouve dans ces inscriptions est qu'elles proviennent d'une croyance en un *devenir*, de soi – l'être singulier – mais aussi du groupe – l'être collectif. Entrelacement du singulier et du collectif. Il s'agit là d'une « *démarche-projet* » – la projection dans l'avenir – dont parle Périn de la Libre Parole. Exorciser un vécu particulier chargeant ainsi la prise de parole d'une fonction de résistance à un réel ancré qui, lui-même, résiste. Le réel social, culturel, économique ne cesse de résister. Cette opération ne va pas de soi, elle s'organise autour de rencontres quelque peu fortuites – l'aléatoire communicationnel –, cristallisant ainsi un premier mode de résistance au monde. Il faut savoir entendre ces rencontres, non programmées. C'est ce qu'exprimait en quelque sorte un slameur du Moonlight. Il s'agit d'abord de se mettre en jeu, de "jouer sa peau" pour savoir qui l'on est, ce qu'on vaut et ce à quoi on peut parvenir.

> *« Ayant vécu une certaine misère économique et sociale, j'ai quand même vécu une solidarité proche, j'ai vu des gens qui étaient plus pauvres que moi, j'ai vu des gens qui étaient plus riches que moi, j'ai vu des gens plus riches que moi qui savaient aider des gens plus pauvres que moi et j'ai vu des gens plus pauvres que moi enculer d'autres gens plus pauvres, j'ai vu ce que c'était des gens partir dans la came et mourir… j'ai connu une désillusion politique, j'ai été aux MJS pendant un an et demi, jusqu'en 2002, j'ai connu une désillusion familiale et une utopie parallèle qui était proposée à la télévision, j'ai eu des rêves, j'ai eu des cauchemars et j'ai eu une certaine réalité, tout ça m'a construit […], pour moi, un texte, c'est une création personnelle, il vient de toi… même si tu fais un texte en te prenant pour une cuillère qui se noie dans de la soupe, quelque part, c'est une image de toi… enfin, dans n'importe quelle métaphore, c'est toi que tu mets en jeu, c'est toi que tu mets en scène, c'est ton texte, c'est toi le scénariste, c'est toi l'écrivain ».*

La citoyenneté n'est pas abandon du soi, la citoyenneté se fonde sur ce soi pour pouvoir devenir un exercice volontaire et assumé dans la société civile. La tension entre individu intime et sensible prend un autre sens où l'intime investit le public et le remplit de sens en en faisant une conjugaison entre le privé et le public. Ce qui autrefois dans la première modernité était occulté ou refoulé dans la figure de la citoyenneté revient par la fenêtre pour s'imposer dans une nouvelle tension de la subjectivité et de la publicisation expressive dont on ne connaît pas encore tous les attendus.

2.2. L'institué et la disqualification des habitants

2.2.1. L'absence de reconnaissance

Dans ASSO RESO METRO, la notion centrale est celle d'*habitant*, mot « problématique » à tous égards et qui gomme les positions sociales, les statuts et les rapports sociaux de pouvoir, mais aussi l'espace de construction du civique. Que signifie la notion d'habitant pour les acteurs de ce collectif, eux-mêmes habitants ? Qu'est-ce qu'endosser cet habit d'habitant ? Qu'est-ce donc que cette notion première pour RÉSO ASSO MÉTRO qui, elle, entend déployer la « citoyenneté urbaine ». C'est l'*habiter* dans les multiples échelles spatiales de l'urbain, de l'espace privé à la métropole en passant par la rue, le quartier, la ville. C'est donc interroger les différentes approches du proche et du lointain dans leur dimension spatiale et les apprentissages et usages différenciés qui s'y exercent. L'habitant ne serait pas seulement celui qui habite et séjourne dans l'espace urbain, mais qui interviendrait sur ce séjour et agirait sur celui-ci non seulement comme un monde à vivre (culture et sens, relations sociales et solidarités, subjectivités et émancipations personnelles), mais comme monde où les sujets, dans une autonomie tout à la fois personnelle et collective, inventerait des pratiques, des dispositifs, des procédures qui articuleraient *la* politique et ce monde vécu en transformant celui-ci. Le monde urbain est un monde de possibles à explorer où chacun s'exprime et agit, non comme *agent de l'institué*, mais comme *acteur instituant*. En cela, il peut entrer dans des processus de subjectivation et de solidarités

en ayant prise sur les diverses échelles de l'urbanité. S'ils savent bien qu'une part d'utopie est attachée à cette représentation vu l'état de l'urbanité politique actuelle, ces acteurs n'en demeurent pas moins accrochés à leurs convictions en sachant qu'« *on peut toujours faire avancer un petit peu les choses* ».

Si l'habitant est celui qui, initialement, « occupe une demeure », puis celui qui « vit dans un lieu », cette notion est en rapport étymologique avec celle d'habitude qui, dans un sens désormais archaïque, renvoyait à « rapport, relations », la « relation avec quelqu'un » ou, encore, les « dispositions du corps ». En deçà des significations actuelles, on voit s'y lier la demeure dans un lieu et le *rapport à l'autre*, voire en forçant le trait la disposition de soi et de son corps dans son rapport à l'autre. Ce *rapport à l'autre* dans l'initiative habitante – le collectif d'habitants – vaut acte d'engagement pour ASSO-RÉSO-MÉTRO. On y retrouve le sens que donnait Arendt à l'espace public comme « espace d'apparence » (*Erscheinungsraum*) où les sujets sociaux se manifestent comme rencontre et être-ensemble à travers des paroles et des actions (Arendt, 1983). Mais comme d'autres acteurs, ils se confrontent à l'identité passive qui est accordée à l'habitant par les systèmes politiques – identité passive qui vaut *reconnaissance de disqualification* au sens où l'habitant ne remplirait pas « les critères pour être un partenaire d'action » (Renault, 2004, p. 201). Ce que nommerait aussi la notion d'habitant, malgré son flou, c'est cette capacité de s'exprimer et d'agir comme être-ensemble qui est déniée et qui demande à être reconquise, de revendiquer tout à la fois une identité relationnelle entre les habitants et une identité de participation à la vie urbaine et aux affaires publiques. Soit, une forme de citoyenneté qui « retourne le stigmate », l'habitant n'étant plus seulement un être gouverné et qui doit s'en tenir à ce rôle attribué.

En filigrane, ce sont les initiateurs de cette expérience qui cherchent aussi à (re)prendre une part active dans la vie de la cité. C'est l'aspect affirmatif et prescriptif qui n'est que le pendant d'un constat politique désenchanté : dans la temporalisation du temps ordinaire, les gens sont disqualifiés dans l'élaboration, la proposition et la mise en œuvre d'actions politiques propres ou de politiques locales suscitées par les acteurs des systèmes politico-administratifs, ce qui signifie qu'ils sont reconnus comme n'ayant pas la capacité à parler et à agir, à inventer des propositions qui ont trait aux affaires publiques, à exercer des compétences et des aptitudes propres. On retrouve une problématique connue et récurrente dans l'analyse des processus de « participation des habitants », celle de la disqualification des compétences des gens ordinaires par toutes les formes possibles de dissuasion quand bien même les systèmes politiques locaux en appelleraient paradoxalement à cette « participation ». L'*interpellation* de l'habitant, mot d'ordre des politiques urbaines depuis le début des années soixante-dix, en particulier dans les quartiers d'habitat social, disparaît dans le grand trou noir des processus et des pratiques palpables et tangibles ; l'interpellation de l'habitant comme citoyen ne franchit pas le cap des procédures concrètes de réalisation. On voit bien que le collectif, Les Fenêtres qui parlent, tente de désigner quelque chose qui est une espèce de « double contrainte », propre – pourrait-on dire – aux politiques dites de « participation des habitants : 1] l'invitation donnée aux habitants de participer à telle politique ou telle action ; 2] dans la réalisation de cette politique ou de cette action, tout est fait de telle sorte que les habitants voient leur expression limitée (consultation) ou déniée (on ne tient aucun compte de ce qui est dit) et leurs pratiques renvoyées aux lisières de l'action politique ; 3] ces deux versants s'excluent. On comprend sans peine que depuis des décennies les habitants, en particulier dans les quartiers d'habitat social, « n'y croient plus » et se soient mis en retrait des politiques urbaines tout en continuant pour certains à s'engager, mais « dans leur coin ». Par une interpellation, l'habitant est invité à faire acte de « citoyenneté active » et, dans la réalité, cet acte se trouve en fait disqualifié dés qu'il s'agit de vraiment coproduire des actions publiques et d'intervenir. Il n'en aurait pas « l'aptitude ».

> *« On est toujours dans l'objectif d'origine : se sentir partie prenante de cette grande échelle de la ville… […] On avait aussi l'idée que les gens soient un peu plus partie prenante de ce qui se passait autour d'eux, à participer à un débat… alors que tout est fait pour les en dissuader…*

Même étant de la partie, étant archi urbain, quand tu es habitant, tu n'es plus considéré comme quelqu'un d'apte à participer… » (Béatrice).

C'est donc bien la question de la *reconnaissance* des capacités des habitants à être « copartageant des droits politiques » et co-acteurs de la vie locale qui est ici posée. A n'en pas douter à écouter les acteurs de terrain, cette question renvoie au *mépris* affiché par les pouvoirs politiques pour toute forme de participation à la vie locale – imaginaire de la démocratie représentative dont la validité se trouve contestée lorsqu'elle est érigée en forme unique de la démocratie. On est au cœur de la question de la reconnaissance. Si l'on suit ces acteurs, à une problématique qui ne ferait des institutions que des dispositifs d'*expression* des modes de reconnaissance – les institutions permettant l'expression de la reconnaissance comme chez Axel Honneth (2000) –, il faudrait sans doute envisager avec Emmanuel Renault « une conception *constitutive* de la reconnaissance (en ce que les relations de reconnaissance sont constituées par des effets institutionnels) » (Renault, 2004, p. 199-200). On passerait ainsi de dispositifs d'expression à des processus de production, voire de coproduction. Mais comme ils restent inscrits dans des « jeux sociaux soumis aux logiques des institutions »[157], ce déplacement n'a que peu de chance de se concrétiser pour les habitants en une participation active aux politiques urbaines.

Pour les acteurs de Réso Asso Métro, dans l'« identification du partenaire d'action » possible, l'habitant se trouve être ainsi l'objet d'une « reconnaissance dépréciative » (Renault, 2004, p. 201) de la part des institutions au regard de leur fonctionnement quotidien : dans la « cité civique » fondée sur une délégation aux représentants légaux, les habitants n'ont que peu de valeur et doivent se soumettre à la volonté générale. Même la détention d'une aptitude, une compétence, d'une expertise – celle d'un architecte urbain – n'est pas gage de reconnaissance puisque celle-ci n'est qu'attribut d'une personne habitante. Après un long parcours d'engagement de l'un des fondateurs de Réso Asso Métro, dans des municipalités de gauche, ainsi qu'on l'a vu, le constat est amer. Mais il n'est qu'une nouvelle marque, parmi d'autres, du gouffre qui n'a cessé de se creuser entre d'un côté les mondes des associations et de l'autre les partis et les systèmes politiques. Ayant vécu une trajectoire professionnelle au sein des pouvoirs politiques locaux pendant une décennie, mais aussi divers engagements associatifs et politiques ainsi qu'on l'a vu, Michel du collectif Asso-Réso-Métro fait le constat d'un échec cuisant. Soit la question des rapports entre les nébuleuses associatives, multiples et très diverses, et le politique institué.

*« Et je crois que ça, c'est un échec, si on revient sur une analyse politique, c'est un échec flagrant, latent, en profondeur des partis de gauche et du PS en particulier, de ne pas avoir su construire cette relation aux associations, de les respecter pour ce qu'elles sont et ce qu'elles font… là, il y a un désaccord, un désamour, un divorce vraiment profond… J'ai eu une discussion avec un élu à Lille récemment, je lui ai dit, tant que vous n'aurez pas compris ça… vraiment, par rapport l'éducation populaire dans ses racines les plus profondes, on est complètement à côté de ça… » (*Michel, Les fenêtres qui parlent*).*

On le comprend sans peine, se joue la question de la *reconnaissance ou non* de la *valeur* de toutes ces entités associatives qui, ramifiées sur les terrains locaux, contribuent à la co-production de politiques publiques. Dans les jeux institutionnels qui produisent ou non cette reconnaissance, on peut dire que les associations comme partenaires d'action ne seraient reconnues que sous la forme négative d'une *subordination* aux règles et normes des institutions, celles-ci étant les seules références de l'action publique. Ce qui ne peut qu'induire en retour une *non reconnaissance* de la spécificité des pratiques associatives, de leurs contributions économiques, sociales ou culturelles à la vie urbaine, de leur autonomie de projet. Bien entendu, on a bien l'impression de répéter maints constats faits durant ces trois dernières décennies.

« … Je le vois au cœur des centres sociaux, c'est une hérésie, une ineptie de ne pas intégrer çà, pour le PS de ne pas reconnaître ces apports… Je suis sur Lille l'un des présidents qui n'est pas

157 « Les relations de reconnaissance ne peuvent avoir lieu que dans des jeux sociaux soumis aux logiques des institutions, de la même manière que les actes langagiers ne peuvent avoir lieu que dans des jeux de langage structurés par des règles instituées » (Renault, 2004, p. 198).

*encarté… C'est toute la question de l'autonomie du projet, de la coopération et je suis en train de m'énerver, de monter au créneau… » (*Michel*).*

Michel prend l'exemple d'une coopération imposée par la ville entre les centres sociaux que ceux-ci finalement semblent accepter sans discussion au prix d'une aumône conjointe de la CAF et de la municipalité – « *j'ai fait le calcul, ça représente, 0,73 % du budget* ». Cette injonction à la coopération ne conduit aucun des acteurs à une discussion sur les finalités des centres sociaux et sur les fondements politiques de la coopération. La rationalité gestionnaire s'impose des deux côtés de la barrière.

*« Coopérer avec qui ? Pour quoi faire et être dans une démarche de mutualisme, la rencontre de deux espèces différentes qui acceptent de coopérer, mais en gardant leur identité propre, mais en étant sur un faire valoir commun, avec une plus value, un intérêt d'échanger, de pratiquer ensemble, de faire un bout de chemin, de se mettre en jachères, c'est pas tout le temps… » (*Michel*).*

La question de l'évolution des rapports entre société civile et instances publiques dans leurs divers échelons territoriaux n'incline pas à l'optimisme du point de vue des acteurs associatifs. Les systèmes politiques locaux paraissent bloqués, ils intègrent les élites associatives qui le veulent bien et qui très vite se conforment aux us et coutumes du politique. Ceux qui se refusent à cette intégration se retrouvent confrontés à la suspicion et à cette reconnaissance dévalorisante. De manière ironique, Michel en rajoute :

*« Ça va pas en s'améliorant, mon pauvre monsieur [rire]… » (*Michel*)*

Cet interlocuteur joue le froid et le chaud, le pessimisme et l'optimisme. Moyen de se sauvegarder ? On n'en sait rien. D'un côté, la résistance, d'autre part, l'horizon axiologique d'une autre société avec une nouvelle emprise des collectifs et des associations. Et l'entre-deux comme suspension dont on ne sait rien et dont on ne peut rien dire. Incertitude de l'acteur. On retient cette incertitude comme régime d'existence des acteurs. Il y a le « *creux de la vague* », moment transitoire et entre-deux dont on ne sait le statut, plus ou moins prolongé dans la temporalité des mondes locaux. Mais, il y a des générations plus jeunes, un ailleurs temporel, qui exprimeraient d'autres formes de collectifs et de collégialité.

*« …mais je peux avoir une approche un peu pessimiste ou optimiste… c'est à dire que dans… il faut revenir sur un postulat aujourd'hui, dans la situation de crise mondiale, ce qu'on vit là humblement, Asso-Réso-Métro, les centres sociaux [dans mes autres engagements], c'est une manière de résister, oui, mais c'est manière d'amener l'antidote à tout ça, problématiques sociétale, économique, encore faut-il passer le creux de la vague, mais en même les discours sont identifiés comme des choses qui tiennent la route, moi, je sens, je vois des messages qui sont en train de passer, du côté des jeunes générations, qui sont de classes sociales, on va dire ou défavorisées ou intermédiaires, qui commencent à percevoir qu'on passe là d'un processus d'individualisation à une dimension un plus collective, plus collégiale, et eux-mêmes trouvent une réponse, et ce ne sont pas des classes moyennes pour autant, et alors je me dis, on est en train de franchir un cap, alors de la révolution à la mobilisation, il y a peut-être là un biais, il nous faut tenir encore un peu, mais c'est une approche de ce côté là plutôt optimiste… » (*Michel*).*

Dans ses balancements entre représentations positives et représentations négatives, l'acteur finit par opter, à un moment donné de son discours, pour le négatif :

*« …quand je regarde les quarante dernières années, je dis que c'est plutôt l'approche pessimiste, on était parti de très loin et pour le résultat que ça donne, il y a eu des pertes en ligne parce que l'histoire politique, l'arrivée de la gauche, ça fait que tout ça, je ne dis qu'elle n'aurait pas dû arriver, je n'ai pas dit ça… vive l'alternance de toute façon ! sauf que c'est pas toujours simple et il faut du projet… (*Michel*).*

Ce sont bien, dans ce cas, les rapports de la gauche au pouvoir et de la société civile qui sont en jeu – cas parmi d'autres. La gauche qui aurait pu s'appuyer sur les engagements associatifs s'en est

éloignée, dans son rapport au pouvoir et sa légitimation du pouvoir. Du point de vue de certains acteurs associatifs, proche de la gauche au pouvoir, mais non alliés par des relations stratégiques, ce fut progressivement le désenchantement. Puis, le retrait.

Par un retournement de regard, la citoyenneté d'initiative devient résistance à l'assujettissement aux logiques des institutions qui produisent des identités urbaines disqualifiées. Elle ouvre le possible de paroles et de pratiques qui se refusent à une nécessité de l'ordre sociopolitique urbain. La citoyenneté, ce n'est pas être citoyen, posséder les propriétés de la citoyenneté, c'est *se rendre citoyen*.

2.2.2. La fermeture des instances participatives

De part sa position professionnelle au cœur « des questions de démocratie participative très institutionnalisée » au CESR ou au conseil de développement, Stéphane de la Générale d'Imaginaire développe une critique aiguë de leur organisation et de leur fonctionnement : un personnel homogène où « l'on retrouve partout les mêmes qui ne viennent pas de n'importe où ». On pourrait parler d'une oligarchie qui accapare les positions dans les instances de démocratie participative. Ce sont des lieux fermés à « la part des sans part ». D'autre part, on pourrait ajouter que ces instances politiques tout comme les systèmes politico-administratifs font injonction à la société et aux citoyens de se transformer « à marche forcée », suivant en cela l'accélération du temps dans ses différentes dimensions techniques, systémiques, sociales. Mais, il faut bien faire le constat qu'elles-mêmes ne se réforment qu'à grand peine, s'inscrivant dans une temporalité lente en décalage avec les changements sociétaux et sans pouvoir reconnaître les lieux et les gens qui portent d'autres imaginaires et des formes de créativité propre.

On retrouve, en résumé, nombre de critiques adressées à ces instances participatives qui ne sont jamais que des instruments de la démocratie participative. Il y a déjà longtemps, à partir des expériences québécoises, Jacques Godbout en avait fait une critique acérée qui semble toujours valoir, quelles que soient les belles intentions affichées au cours des ans : loin de participer à un processus de démocratisation de la vie locale, les procédures participatives peuvent « se concevoir aussi comme une forme de gestion du consensus visant à valider, à légitimer des décisions technocratiques » (Bonny, 2002, p. 29). Derrière les scènes participatives qui jouent l'apaisement de la société dans l'expulsion de toute forme de conflictualité se cachent les coulisses technocratiques qui, dans l'endogamie technocratique, préparent les processus et les décisions, les espaces d'accord et de compromis. Espaces fermés, producteurs de l'exclusion d'autres paroles et d'autres visions du monde, ils stimulent la « paresse de l'imagination », notion qui fait d'une certaine façon écho au désir de créativité et d'initiative de ASSO RESO METRO.

> *« Qu'est-ce que ça produit ? c'est quand même beaucoup de choses consensuelles, la défense d'intérêts catégoriels et à mon sens, un déficit d'imagination, parfois énorme par rapport à des questions sociales, des problématiques collectives. Tu fais en permanence le recyclage des solutions ou des idées consensuelles entre des gens qui sont à peu près toujours les mêmes. Moi, […] en tout cas, je pense qu'il faut aller percuter ces processus-là, enfin, ces démarches-là, en essayant de faire entrer des gens qui en sont aujourd'hui exclus, quoi… […] je pense qu'il y a une force d'inertie des institutions qui sont telles que… comment dire, faire reconnaître des lieux, des démarches, on va dire citoyennes, d'expression, de réflexion qui soient complètement en dehors de ces institutions je pense que c'est… un peu difficile seul… »*

Malgré sa démarche somme toute modeste au regard de ces instances, le slam participe de la production sociale de « scènes ouvertes » et de démocratisation de la prise de parole selon Stéphane.

> *« Je pense qu'il faut bosser sur la poursuite de démarches qui peuvent être un peu alternatives on va dire, avec Zem ce qu'on fait, c'est des scènes ouvertes. »*

En même temps, parallèlement aux scènes alternatives, il s'agit d'entrer dans les lieux institutionnels pour « éviter de tourner en rond » entre soi. Le slam doit participer à une transformation

culturelle des gens pour qu'ils se sentent légitimes à prendre la parole dans des arènes publiques dont ils sont exclus. Comme on l'a vu, les pratiques de slam sont dans leurs visées profondément égalitaires au regard de la prise de parole ; dans leurs apprentissages, et dans la modeste mesure de leur place dans la société, elles peuvent participer à faire de l'expression des gens un acte légitime.

> *« Il y a quand même un truc, […] il y a tout ce qui a été dit, notamment l'exigence artistique... mais nous, à travers les ateliers qu'on mène, […] à un moment donné, derrière les ateliers, il y a aussi des finalités un peu… politiques, d'acquisition de… En gros, que les gens avec lesquels on fait des ateliers, à un moment donné, se sentent légitimes pour prendre la parole, au-delà d'un atelier slam et donc d'une salle de classe ou je ne sais pas quoi. Et se sentent légitimes pour prendre la parole, y compris dans des arènes déjà constituées et dont ils sont aujourd'hui exclus. » (*Stéphane, La Générale d'Imaginaire)

2.2.3. Disputes sur les scènes locales

Ces constats et ces vécus peuvent resserrer les rangs des collectifs dans des alliances structurelles ou de circonstances. Pourtant, en prenant l'exemple du Slam, on peut se rendre compte que les rivalités, les tensions, les conflits larvés ne favorisent guère d'envisager des actions communes, un *commun* du slam sur les scènes locales. Il est vrai que les représentations y sont fortement divergentes et que cela explique bien des choses. Stéphane de la Générale d'Imaginaire rêve de l'unification régionale d'une « vraie scène slam »[158]. Mais, il a quelques difficultés à comprendre certains groupes qui en rajoutent et « *se montrent plus beaux qu'ils ne sont* ». En réalité, ce sont les "positions" et les "prises de position" dans l'espace local, les représentations du slam et de l'artiste dans son rapport à la société, aux institutions et à sa pratique, la « politique » de l'expression artistique comme il existe une « politique de l'esthétique » qui font l'objet de *controverses* et qui, en filigrane, posent la question de ce que signifie la citoyenneté entendue comme *pratique active* dans le monde quotidien. Dit autrement, ce sont des disputes et controverses qui font paradoxalement l'unité de ces scènes slam. *Le commun est le différend*.

> *« Et je sais qu'à un moment donné quand il y a eu LPI, ils avaient filmé ce qu'ils avait fait aussi et, du coup, il y avait une ambiguïté, à la fois il y avait une revendication de dire « Oh là là, nous, on n'est pas institutionnalisé, en gros, on ne fait pas du slam au théâtre comme peut-être Demodokos ». En même temps, il y avait pour moi un peu d'égotique quand même, c'est-à-dire, quand ils se filmaient, ils se filmaient eux en train de déclamer et tu voyais un peu les mêmes têtes, et je me suis dit que voilà, sous le couvert d'autonomie, d'indépendances, de revendication, de je ne sais pas quoi, voilà, est-ce que ce n'est pas aussi une manière de « voyez moi, reconnaissez-moi » ».*

Une lutte des styles et des politiques se dévoile sur la scène locale. En faisant brisure avec l'ordre dominant de la sensibilité qui partage les rôles et les fonctions de chacun dans l'espace et le temps, le style peut être politique et la politique peut-être un style. L'espace urbain comme espace d'intervention est étroitement articulé au slam dans LPI, et il doit s'inscrire dans une vision politique. Ce qui disqualifie toute approche trop poétique, ce que l'on aurait appelé à une autre époque « l'art pour l'art ». C'est bien toute la question de l'art engagé, de l'art militant qui, de nouveau, est posée, question que, de manière argumentée dans tous ses ouvrages, jacques Rancière nomme « indécidable » comme on l'a vu.

> *« … il y avait tous ceux qui faisaient du slam, que tu peux retrouver au Zem Théâtre, au Moonlight, Styl'Oblique, ceux que tu peux retrouver au Café citoyen… finalement, c'est peut*

158 On n'entrera pas ici dans la perspective théorique qui, de manière très profitable, s'est déployée dans les recherches sur le concept de « scènes locales ». Cf. par exemple, Guibert G., *Scènes locales, scène globale. Contributions à une sociologie économique des producteurs de musiques amplifiées en France*, Thèse de doctorat, Université de Nantes, 2004.

être de la rancœur que j'ai envers eux… qu'est-ce qui fait que là j'en parle en ce moment… c'est que je les trouves prout, prout, un peu trop scolastiques, trop studieux, un peu bobos, pas pertinent dans leur réflexion parce que pas politique… moi ça me gonfle les textes poétiques qui ne veulent rien dire, moi je ne comprend pas [imitation chuchotée ironiquement du type de texte que l'on peu retrouver]… » (Perrin)

Dès lors la question de savoir pourquoi le poétique ne serait pas politique et dans quel sens le politique doit être pris mérite d'être posée. La politique serait dans ce fait social et esthétique de « *gens qui viendraient prendre la parole, d'une réappropriation de la parole, d'une réappropriation de l'espace qui passait par la réappropriation de la parole, ce lien social qui se crée et […] qui n'était pas prévu* » (Perrin). On comprend bien le propos, mais il se distingue du précédent : ce n'est plus tant le contenu des textes slamés, l'*expression* artistique en tant que telle qui se trouve être le cœur de l'argument, mais ce *fait social* que *n'importe qui* peut prendre la parole quand aucune institution ne la donne et que cette prise de parole est aussi appropriation de ce qui est public en produisant de la société, de l'être-ensemble dans l'interaction des gens. Il y a le cœur d'une argumentation, même si le terme n'est pas donné, sur la citoyenneté que l'on peut qualifier d'active. Tout comme les pratiques de hip-hop, et indépendamment d'autres aspects, l'exercice du slam est égalitaire.

Une deuxième ligne d'argumentation apparaît. Perrin fait le lien avec « *la démarche squat* » de certains de ses amis où « *les flics peuvent venir à n'importe quel moment et c'est surtout de l'imprévu à faire sa petite maison, [alors que] c'était prévu qu'il n'y avait personne qui habitait dedans parce qu'elle est vide ou que le propriétaire n'est pas là… bah, ils ont réussi à créer un lieu de vie et ils y font des trucs… après ce n'est pas prévu par le système… voilà c'est de la réappropriation…* ».

Ce qui ferait *la* politique dans cette argumentation, ce serait l'imprévu contre le prévu du politique avec ses règles définies et contre « l'engagement en plan » (Thévenot, 2006), ce serait l'événement en tant que rupture et commencement de quelque chose. Au regard d'un prévu, d'un attendu programmé dans une maîtrise politique du temps, ces acteurs font de la cité l'espace de l'imprévu, ce qui échappe à toute programmation du temps du politique où celui-ci opère la distribution des rôles dans l'espace et le temps. Cette ligne logique de l'imprévu renvoie à l'articulation étroite de la tactique et du temps, puisque « du fait de son non-lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y « saisir au vol » des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les évènements pour en faire des « occasions » » (de Certeau, 1980, p. 21[159]). À un certain égard, il faut poursuivre le fil de l'analyse : l'appropriation telle qu'elle est vécue par ces gens est une *appropriation tactique* qui ne peut vraiment fabriquer un lieu en propre, elle fait incursion dans des espaces qui sont contrôlés par ceux qui ont le pouvoir ou par ceux qui sont *propriétaires*. Cette appropriation n'est pas durable, elle ne peut stocker les ressources engrangées, elle ne peut se constituer en lieu propre, elle ne peut avoir une certaine maîtrise du temps[160]. Dès lors, on pourrait dire que cette forme de citoyenneté serait une *citoyenneté tactique*, toujours dépendante des circonstances et des aléas, mais aussi dans l'impossibilité d'instaurer à long terme un lieu propre qu'on le nomme "société civile" ou autre. Et l'on comprend dès lors, sous cette perspective, la faiblesse inhérente au jeu des acteurs de la société civile qu'ils soient associations instituées ou groupements de fait. De même, on entrevoit la scène concurrentielle du slam comme cet espace où chacun doit s'approprier, de manière tactique et provisoire, des lambeaux de territoire qui ne pourront jamais devenir des propres. Bien sûr, les *usages* de la rue et des espaces publics par le hip-hop en général et par certains groupes de slameurs en particulier laissent s'épanouir des formes de créativité dont les plus durables sont le graffiti. Mais pour ces usages qui ne se sont pas institués, ces "spectacles vivants", il ne reste qu'une trace immatérielle qui est transformation possible des pensées des spectateurs.

159 Au contraire de la stratégie qui est « une maîtrise du temps par la fondation d'un lieu autonome » à partir duquel le « calcul des rapports de force » permet de gérer les relations avec toutes les entités qui lui sont extérieures (de Certeau, 1980, p. 85).

160 Il faudrait sans doute repenser cette maîtrise du temps dans une société pour partie désormais dominée par les algorithmes et le temps accéléré.

Derrière ces controverses, on voit bien une scène concurrentielle où sont en jeu des reconnaissances artistiques individuelles, des reconnaissances de collectifs qui, pour les uns passent par le seul public (LPI) et pour les autres aussi par les institutions politiques et administratives ; l'accès à des prestations du type "ateliers de slam", financées par des collectivités locales ou d'autres organismes, est un enjeu financier qui n'est pas négligeable. Ces deux types de reconnaissance sont en tension, d'autant plus que cette tension est alimentée par le besoin de (sur)vivre de chaque slameur. Mais cela ne doit pas masquer l'aspect sans doute le plus important de l'analyse. La citoyenneté active demeure pour une grande part une "citoyenneté tactique", disséminée, éparse, rusée et qui doit sans cesse se relancer et « utiliser, vigilante, les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire » (de Certeau, 1980, p. 87). Cette « absence de pouvoir » oblige à relativiser les discours sur la capacité d'agir de la "société civile". Si toute forme de pouvoir implique intrinsèquement des formes de résistances comme le souligne Michel Foucault, celles-ci sont souvent des tactiques de résistance qui ne conduisent pas à tout coup à la constitution d'espaces stratégiques pouvant cumuler leurs ressources et leurs forces, tels les mouvements sociaux.

3. CULTURE, ART ET POLITIQUE

Depuis quelques années, sans doute en raison d'un désenchantement politique, il ne fait guère de doute que les usages de l'art et de la culture – en particulier, par les collectivités territoriales, renvoient à des fins politiques ou sociales ; on le voit ainsi dans toutes ces opérations qui, au nom de l'insertion, déploient des actions culturelles ou artistiques ayant des finalités sociales (Pryen, 2004) qu'elles soient d'insertion, d'intégration ou de requalification des individus, mais aussi de manifestions culturelles ou artistiques qui, outre la production de représentations de villes conquérantes et embellies dans la globalisation, ont pour but la fabrication de ce qu'il est convenu d'appeler le "lien social" ou la citoyenneté. Il est ainsi postulé *un rapport de cause à effet* entre ces pratiques, la visibilité de leur œuvre et des finalités politiques ou sociales[161] où pourraient s'enchanter de nouveau le "lien social" et la communauté politique, mais au risque de la dissolution de l'art et de la culture. Mais un tel régime n'est pas l'apanage des représentants politiques locaux, il peut être porté par des artistes, des associations, des fondations. Dans une certaine mesure, les objectifs du collectif d'associations ASSO RESO METRO renvoient à ce régime de la culture et de l'art.

3.1. Une appropriation de l'espace urbain

ASSO RESO METRO renvoie à des mots et des expressions, issus des débats, qui visent une « culture partagée ». On a relevé ceux qui entrelaçaient culture, politique et urbain. On voit bien la *prééminence* accordée à la culture, mais aussi implicitement aux pratiques artistiques qui se doivent en même temps de porter et de métamorphoser les pratiques politiques des habitants. Tout cela n'est pas nouveau, mais demande de nouveau à être interrogé. Un participatif qui ne serait pas le *participatif institué* – un participatif institué par le représentatif –, mais un *participatif autonome* des habitants sans intrusion ni injonction du politique pourrait ainsi se construire dans les percepts et affects de la culture qui, produisant de l'être ensemble, du partage et de la réciprocité, apparaît comme l'envers positif de la sphère politique instituée, cet autre côté de la « barrière » avons-nous entendu. La citoyenneté urbaine dans ces pratiques s'offre dans le temporaire et le provisoire d'un temps culturel qui doit inévitablement disparaître de la scène sociale de la rue, mais il conforte la proximité, le voisinage et la prise de parole. Soit une « intermittence » qui aurait des effets sociaux durables.

Ce qui en jeu, ce sont les ressorts d'engagement des habitants qui doit être pris en compte. Ce qui fait s'engager oblige à un déplacement vers les actions culturelles. Les ressorts tiennent dans ces actions et ces pratiques artistiques et culturelles. Plusieurs caractéristiques sont à noter : 1] la participation, comme participation autonome des habitants, indépendante de toute invitation des systèmes politiques, a davantage de chance de se réaliser dans ces champs d'intervention d'autant qu'elle renvoie à des moments passagers de l'existence. Au temps continu, long, demandant patience et abnégation se substitue le temps discontinu dans l'irruption de l'action artistique et de la fête. Bien entendu, il y a le temps de préparation et d'organisation de l'opération, un temps plus long, mais qui se soustrait cependant pour partie à toute visibilité extérieure en laissant des marges de manœuvre aux acteurs. Ce qui n'est pas fait tel jour peut être fait un autre jour. Ce temps de préparation est donc dans une certaine mesure soustrait à l'accélération du rythme de vie quotidien où ce qui doit être fait, dans des séquences déterminées, se réalise dans le temps lui-même sans nécessairement suivre une action en plan prédéfinie. Ce schéma temporel de l'engagement permet de répondre aux attentes des personnes qui cherchent à s'investir dans des actions plus souples et flexibles, non contraintes par des

161 C'est ce que Jacques Rancière nomme le « régime éthique » des images.

prédéterminations trop lourdes, et en leur consacrant de manière assez libre leur temps. C'est que cette opération est préparée par les associations locales, et par des rencontres entre les artistes et les habitants qui exigent du temps. Ce qu'un membre de Tourcoing en 2007 appelle une « bourse d'œuvres ». En 2007, l'association de Villeneuve-d'Ascq avait choisi les quatre éléments comme thème de travail artistique des quatre quartiers. Une visite guidée d'un quartier avec les artistes est préparée « *comme pourrait le faire le conservateur du grand musée de la rue ou du musée de la fenêtre* ». Les artistes et les habitants, de manière réciproque, se choisissent en fonction de certains contraintes et désirs. Il s'agit de « *faire affaire* » selon des règles qui sont codifiées, remplir un papier avec un double talon avec les coordonnées respectives de l'habitant et l'artiste qui « *scelle une entente entre deux parties* » et les « *engage* ». Tout cela peut paraître anodin, mais ce travail construit une réciprocité interindividuelle au-delà de l'organisation collective.

> *« L'habitant signe un contrat comme quoi… l'artiste prend possession des lieux à telle période, et l'habitant accepte les œuvres de l'artiste à telle période » (Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007).*

2] D'autre part, ce temps de préparation plus malléable en termes d'engagement culmine dans un temps épisodique et circonscrit, celui dans l'espace urbain de la manifestation artistique et de la fête qui sont *une manifestation et une fête pour soi* des habitants, pensées et organisées par eux – même si des financements publics en soutiennent la réalisation. 3] Celle-ci enfin se dégage de l'"engagement traditionnel", plus austère et assigné à une fin idéologique définie. Selon les acteurs, cette action serait décalée, ouverte et décloisonnée. Décalée des actions traditionnelles qui n'incitent plus guère à l'engagement, ouverte à l'espace urbain ou à un ensemble d'activités que chacun à sa manière peut se réappropriée, décloisonnée en s'ouvrant à un large spectre d'actions mêlant la culture, l'expression artistique, la fête, le rassemblement, les relations sociales. 4] La politique en est le soubassement, la citoyenneté se fait intervention sur l'urbain dans ces moments temporaires où l'expression culturelle interrompt le cours du temps et induit un « *faire la fête* » : « Ce "luxe"-là est sans quoi il n'y a plus d'expérience humaines, la "folie" sans laquelle il n'y a pas de raison. » (De certeau, 1980, p. 44)[162].

> « Dans une dimension participative, le culturel fait plus réagir les habitants que le politique » ; « L'urbanisme peut s'aborder de façon citoyenne dans des actions éphémères culturelles » ; « La dimension culturelle, festive et décalée, ainsi qu'ouverte et décloisonnée est un vecteur extraordinaire » (Réso-Asso-Métro, 2007).

C'est donc la *place assignée* des êtres sociaux – nommés « habitants » par les acteurs du collectif RÉSO ASSO MÉTRO – dans l'ordre social urbain qui se trouve questionnée et déplacée. La citoyenneté serait prendre une place et une capacité, une place et une capacité autres, qui ne seraient pas reconnues par les institutions publiques ; celles de prendre part à ce que la quotidienneté ne donne pas comme part de la vie publique. Entre (ou au-delà de) démocratie représentative et démocratie participative instituées, c'est se donner une place, une parole, un rôle, une expression *propres* dans une organisation urbaine qui n'en donne pas dans la vie ordinaire de la cité. C'est se compter quand on ne compte pas dans le regard des institutions. C'est briser le cours temporel de cette vie que contrôlent les instances politico-administratives pour introduire une autre temporalité maîtrisée par les habitants dans la création de leurs *propres événements* ; c'est aussi refuser le partage entre activité politique donnée à certains et passivité politique de la plupart, hors les moments institutionnels de la démocratie

162 On ne peut dans le cadre de ce travail se pencher sur les fêtes dans la période contemporaine, leurs différents types et leurs significations.

représentative ou participative instituée octroyée par l'État. De l'appropriation des moyens de production dans sa version marxienne à *l'appropriation des moyens d'expression*, un nouveau monde se déploie qui casse la quotidienneté des routines, des habitudes, de la réflexivité mise en jachère.

> *« Il faut bien dire que c'est une action qui part des habitants, c'est-à-dire qu'il faut cette volonté, faut cette envie là, faut cette motivation puisque c'est beaucoup de temps, mais… le bonheur, c'est la rencontre avec les artistes d'une part, mais aussi de faire la fête dans la rue pendant les vernissages, de faire des ateliers avec les artistes, de faire plein de formules qui permettent de sortir de son train train… » (*Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent, 2007).*

3.2. Expressions artistiques dans la rue

Si la culture est un réservoir de savoirs, de sens et de symbolique à laquelle s'alimentent sans cesse les capacités interprétatives des acteurs (Habermas, 1988, p. 354), elle ne cesse de se transformer dans ses réinterprétations, ses réinventions de la tradition et de nouvelles formes sensibles de créativité sociale et culturelle. La provision et le renouvellement d'*imaginaires* en s'incarnant dans du symbolique, des signes et des pratiques pourraient acquérir « une existence manifeste » et une « efficacité sociale » (Godelier, 2007, p. 38-39[163]), susceptibles de modifier l'urbanité tout en la maintenant comme tissu de liens symboliques et inscription de subjectivités en tension avec les places sociales assignées. En ce sens, ces pratiques culturelles ne sont pas un phénomène autonome, elles sont entrelacées au maintien et au renouvellement des formes de solidarité ainsi que des formes de subjectivation des êtres sociaux. Culture, société, individualité subjective sont liées et les expressions culturelles et artistiques activent tout à la fois le social et les subjectivités. Ce que Habermas nomme les « composantes structurelles de la reproduction symbolique des mondes vécus », outre leur propre transformation interne, ont des effets sur les autres composantes et leur fournissent des apports qui les modifient profondément : la reproduction culturelle, outre le savoir valide offert à la culture, contribue à la légitimation des institutions et à leur transformation (société) ainsi qu'à la production de modèles de comportements en écart avec les anciens modèles (personnes) ; l'intégration sociale produit des appartenances sociales légitimes, anciennes ou renouvelées (personnes) et des obligations au regard des valeurs culturelles instituées ou instituantes (culture) ; la socialisation des personnes favorisant des identités toujours en devenir participe à la production de prestations d'interprétation dans la culture et de motivations pour des actions conformes aux normes dans la société ou à de nouvelles normes en voie de légitimation. Mais ce processus qui lie culture, société et individus n'est nullement un processus d'autoréalisation d'une société hypostasiée ; en effet, ce sont toujours les sujets sociaux « qui sont *chargés* d'accomplir l'effort d'interprétation. » (Habermas, 1988, p. 404)

De ce fait et dans ce cadre d'interprétation, l'« initiative habitante » lierait – dans la mesure qui est la sienne – ce qui relève, dans l'espace urbain, de la production esthétique, sociale et subjective. Et de cette liaison se trouverait définie de manière plus approfondie ce qui est entendu par les acteurs comme l'*initiative des habitants*, inscrite dans la tradition, mais ouvrant de nouvelles perspectives esthétiques. Le sens de la *citoyenneté* tel que le produisent ces acteurs s'y trouverait déposé dans l'espace urbain dont il contribue à modifier le sensible. Il prolonge une tradition locale et urbaine qui donnerait une *légitimité* à l'action – la légitimité d'une pratique culturelle ancrée dans l'« évidence » d'une tradition du nord –, il infléchit en même temps cette tradition en la renouvelant et en renouvelant les *mondes vécus* des habitants (*Lebenswelt*).

> *« On raccroche à une tradition qui existe encore, fortement ; du coup, l'argument initial était de dire que cette action était légitime… D'ailleurs, le mot « les Fenêtres qui parlent » vient d'un*

163 L'Imaginaire est l'ensemble des représentations du monde qui sont autant d'interprétations de ce qu'il représente (images, idées, valeurs, jugements, raisonnements, intentions), soit « un monde *réel* mais composé de réalités *mentales* […] que nous appellerons globalement des réalités *idéelles* […]. Le domaine du Symbolique, c'est l'ensemble des moyens et des processus par lesquelles des réalités idéelles s'incarnent à la fois dans des réalités matérielles et des pratiques qui leur confèrent un mode d'existence concret, visible, social. » (Godelier, 2007, p. 38).

*journaliste dont j'avais lu un article dans une revue et il avait été surpris en venant à Lille par cette tradition des gens du nord d'exposer des choses aux fenêtres et il avait utilisé cette expression… C'est une particularité du nord de faire parler les fenêtres, on s'inscrit dans une tradition… mais on les fait parler autrement alors que c'est déjà ancré dans les manières de faire… ce n'est pas imposé… l'architecture le permet aussi, il y a un rebord de fenêtre à l'intérieur qui permet de poser des choses, ce qui n'est pas le cas de toutes les fenêtres dans toutes les villes… Il y a une conjonction culturelle qui fait que ça, ça marche. D'ouvrir sa maison dans le nord, c'est aussi culturel, il y a une sorte d'évidence… » (*Béatrice*).*

Y puisant sa légitimité, la *citoyenneté* s'ancre dans la tradition et la réinvente dans un faire collectif. Concrètement, elle se réalise dans ce « *faire parler* » les fenêtres, peau entre les espaces privés et l'espace public, liaison de l'intime et du public qui les renvoie l'un à l'autre en transformant l'un et l'autre. Métaphoriquement, on voit bien que se conjuguent l'individu privé et l'individu public qui, lui-même, peut s'incarner en un citoyen selon ASSO RESO METRO. Bien entendu demeurent des interrogations sur cette articulation, cette liaison entre le domaine du sensible (l'esthétique) et la politique, comme si celle-ci relevait d'une évidence. Le collectif d'associations l'entrevoit à travers cette capacité d'initiative qui, à travers la mobilisation de multiples compétences, serait création.

*« Il y a ce mot, initiative. À un moment donné, il faut savoir exprimer quelque chose qui n'existe pas, c'est le côté créatif. Chaque année, on va faire un objet différent, c'est ce qui va faire qu'on s'engage dans des aventures différentes, qu'on rencontre des gens différents, des écrivains, des photographes, des cinéastes… Dans la créativité, il y a bien ce rapport à la ville, on est urbain, on est dans la citoyenneté urbaine… Dans l'urbain, il y a une prédominance des personnes, si tu veux, du bâti certes, mais des personnes aussi, cette densité humaine dans l'urbain, et on est aussi dans ce qu'on peut aimer dans l'urbain, si on ne veut pas voir son voisin, on ne le voit pas, si on veut le voir, on le voit… » (*Béatrice*).*

Chaque quartier invente son propre mode d'intervention dans un refus de tout modèle imposé ; l'« initiative habitante » y déploie ainsi sa tonalité spécifique et un thème plus particulier tout en choisissant ses artistes. Au niveau du réseau ASSO-RÉSO-MÉTRO, un "objet" signe la particularité de chaque année.

> « Sa qualité essentielle est d'être beau, car il fait trace, il participe de l'art, il revient comme un cadeau vers les artistes et les habitants, tous bénévoles, organisateurs ou prêteurs des Fenêtres qui parlent. » (ASSO-RÉSO-MÉTRO, 2005).

On comprend bien que sa « beauté » ne tient pas forcément à une question de goût en participant seulement de l'art, il fait *trace* et s'inscrit dans une histoire singularisée de collectifs qui participent à l'aventure des Fenêtres qui parlent. Plus encore, et il faut en être soucieux, il est *don*[164]. Cette question du don n'est pas anodine. On le sait depuis Marcel Mauss, le don est structuré de manière trinitaire : donner – recevoir (accepter et devoir recevoir) – rendre (accepter et devoir rendre), en sachant que cette structure ne peut que se répéter comme *obligation sociale en produisant des relations sociales*. Le social s'invente dans la reproduction du don. L'« objet » est un cadeau alors qu'on sait bien que « … les échanges et les contrats se font sous la forme de cadeaux, en théorie volontaires, en réalité obligatoirement faits et rendus » (Mauss, 1950, p. 147). Ces échanges concernent l'ensemble des objets ou relations qu'ils soient économiques, sociaux, symboliques, etc. L'objet produit chaque année par le réseau ne serait pas un objet d'art parmi d'autres. Il a un statut particulier.

« Depuis [Lille 2004], on se fait un objet souvenir de l'année, dans la manière dont ça s'est passé… Ça peut être des cartes postales, objet simple, on a une collection d'objets variés qui sont souvenir de ces éditions… Ça rend assez bien. On a poussé le bouchon un peu plus loin :

164 Sur don et fêtes, voir Duvignaud J. (1973), *Fêtes et civilisations*, Librairie Weber.

*au delà d'une commande photographique, il y avait une commande graphique de mise en page et on a récupéré des textes de gens qui avaient envie d'écrire. Des petits poèmes, ça donne bien la vie de la rue d'accrocher des choses. Il y a des textes des gens des quartiers, des artistes, on a fait un appel large. Dans le réseau, il y a de tout, des gens très simples, chacun peut amener sa particularité… C'était pour montrer que cette fenêtre, c'est très riches comme base de projet, d'expression. Globalement, ce livre tournait autour de la fenêtre. » (*Béatrice*)*

2004 : un fort folio de cartes postales. 2005 : un livre, *Les Fenêtres qui parlent. Carnet littéraire et photographique 2005*. 2007 : un double DVD où pour chaque exposition un film en retrace l'événement, soit quinze films.

*« … on voit aussi les coulisses de l'organisation. Des rencontres entre habitants et artistes, des résidences d'artistes… » (*Béatrice*).*

Le quotidien de la rue se trouve mis en question par un nouveau partage du sensible. Là, encore, ce n'est pas parce que « l'art se déplace, change de cadre et s'installe aux fenêtres »[165], ce n'est donc pas parce que l'art "déménage" des équipements artistiques dans la rue ou dans la place dans une cartographie urbaine donnée, que se crée une société, se déploie un être ensemble dans une « indécidabilité » des « politiques de l'art » comme le souligne Jacques Rancière (2004, p. 83-84).

« Avec la complicité des habitants, les artistes se sont prêtés au jeu de la création dans cet entre-deux, à la limite de l'espace public et de l'espace intime. Ils ont confronté leurs pratiques artistiques aux regards des passants et aux habitudes urbaines. Manifestations conviviales, spectacles vivants et rencontres festives ont rythmé cet événement au cœur des quartiers de la métropole lilloise »[166].

3.3. Esthétique et politique de l'esthétique

Comme le disent les acteurs de ASSO-RÉSO-MÉTRO, l'opération Les Fenêtres qui parlent associe « *habitants, artistes et fenêtres* ». Les fenêtres tiennent un rôle non négligeable, voire primordial, dans le dispositif de cette manifestation. Le monde sociopolitique prend sens autour de ces "choses" – des fenêtres – qui ne sont pas que des "choses", mais des « actants » sensibles, mais aussi des manières de penser esthétiquement le monde. Ainsi, il y a une « politique de l'esthétique » (Rancière, 2008), c'est-à-dire une esthétique qui distribue le sensible selon des formes qui font polémique avec les partages dominants du sensible, c'est-à-dire selon des rapports de domination faisant office de normes intangibles.

« La fenêtre, c'est la frontière entre le public et le privé, c'est l'espace de dialogue entre l'intérieur et l'extérieur. Les fenêtres changent le quotidien des rues, suscitent ainsi la curiosité des passants, leur émotion, leur questionnement et pourquoi pas la rencontre entre passants et exposants, tout simplement entre habitants ? » (Asso-Réso-Métro, 2007).

Mais, opération artistique, Les Fenêtres qui parlent s'inscrit aussi dans une intention politique et sociale, « créer de la convivialité, des échanges entre les habitants des différents quartiers » et faire advenir la citoyenneté au-delà de son cadre juridico-national.

« Participer à la vie de la cité, se projeter sur l'extérieur, communiquer avec les autres, tout ce qui fait aussi la citoyenneté » (Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007).

On voit bien de nouveau cette dualité entre l'œuvre d'art avec son efficacité propre esthétique et, en même temps, cette « volonté de repolitiser l'art » (Rancière, 2008, p. 57) par diverses intentionnalités et leur mise en œuvre au regard d'un art qui se veut à la frontière entre privé et public, entre intime et rue. C'est cette dualité qu'on doit interroger au regard de l'urbain.

Les temps forts de l'opération sont les vernissages dans les différents quartiers avec des manifestations qui sont théâtrales, musicales et la production spécifique de compositions artistes-

165 Les Fenêtres qui parlent (2002), *Neuf cartes postales* (sans titre).
166 Les Fenêtres qui parlent (2002), *Ibid*.

habitants. Etalée dans le temps, une fête dispersée dans les différents quartiers vise ainsi une fabrique de sociabilité avec des animations, des carnavals, des performances artistiques, des jongleurs, des contes, des fanfares, des chansons, des clowns, des chorales improvisées, des danses aux fenêtres ou dans la rue, des concerts dans de micro-espaces, des marionnettes cracheuses de feu, des installations sonores pour entendre les plantes pousser, des défilés de mode, des lieux de restauration dans des murs ou dans la rue, des visites de rue avec des musiciens. Là, un personnage qui ressemble à un de nos gardes champêtres d'autrefois : « *Je rappelle que la visite est gratuite pour les militaires en tenue et les bonnes d'enfant. Toutes les autres personnes vous avez droit à une réduction* » (Lezennes, Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007). Ici, un clown : « *C'est l'occasion de faire ce qu'il me plaît sans me faire arrêter par la police* » (Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007).

Cet espace de fête dans la rue ou dans des lieux est une forme d'activation d'une collectivité.

> « L'opération Les fenêtres qui parlent est très bien, disons que ça amène une petite ambiance, ça fait bouger les personnes, ça fait regarder la vie des maisons » (un commerçant). « C'est le plaisir de la vie de quartier, c'est le plaisir de la vie en ville, d'avoir des voisins » (un habitant). « Vous voyez ce que cela entraîne au niveau de la convivialité, tout ça, ça participe, beuh, je ne sais pas, une meilleure vie, hein, c'est la vie, quoi ! » (une habitante) (Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007).

Comme le dit dans une synthèse médiatique un reporter de France 3, « *finalement, on dira que si les fenêtres parlent, c'est aussi pour que les gens se parlent* » (reporter France 3, Zoom' allure, *Les Fenêtres qui parlent*, 2007). Des gens travaillent toute l'année pour que d'autres gens se parlent à travers une expérience artistique et des performances de rue. Une certaine forme de citoyenneté renverrait, dans ce temps donné du début XXI^{e} siècle, à produire des formes de réciprocité et d'échanges entre les gens. Mais, ne se trouve-t-on pas renvoyé à un renversement du regard où les association les plus importantes, au cœur de la vie sociale et d'une citoyenneté ordinaire seraient celles dites « futiles et inutiles » (associations des fêtes, par exemple), modestes dans leur prétention et leur financement, peu regardée par les sociologues, mais qui renforceraient les « vertus inhérentes à l'exercice de la citoyenneté » ?[167] Au regard des anciens métarécits de transformation politique du monde qui portaient des engagements et des mobilisations spécifiques, il ne fait guère de doute qu'un rabattement sur l'ordinaire de la vie et sur des associations qui font vivre les villes, les bourgs et les villages autour d'activités dites de peu d'importance est signe d'un changement de regard. Mais on peut aussi comprendre en se replongeant dans le passé que les collectifs, des associations, des regroupements dans leur anodine réalité pouvaient recouvrir des enjeux politiques, ce que vérifiait le contrôle étroit de leurs activités par les agents de la monarchie ou de la République au XIX^{e} siècle. Ainsi, par exemple, le jeu de boules, comme culture populaire, faisait l'objet d'un regard constant du pouvoir puisque pouvait s'y développer des paroles et des actes de transgression ainsi que des actions politiques masquées (Marais, 1986). Les sociabilités ordinaires ne sont pas si anodines que cela, elles sont au cœur de pratiques politiques, de débats, de résistances sourdes qui mettent en question les formes dominantes du sensible, ce qui tient nous tient d'évidence dans la distribution des capacités dans l'espace et le temps social.

Mais ce participatif s'inscrit aussi dans des productions artistiques autres que celle des expositions aux fenêtres. Ainsi, par exemple, en 2007, un artiste de la terre sur Villeneuve-d'Ascq réalise un « *baptême de terre* » en créant des empreintes des têtes des habitants dans l'argile et en en faisant des moulages. L'opération de moulage serait une « *deuxième naissance… […] Il y a une première mort et une deuxième naissance* » selon cet artiste. Que cet acte artistique se fasse au beau milieu de la fête n'est pas sans signification comme s'il renouait le fil avec d'anciens rituels qui étaient aussi un maintien de la collectivité.

Sous une autre perspective, les fenêtres qui parlent sont une mémoire, pour partie réinvention patrimoniale, pour partie actualité créative, mais extérieure au milieu populaire qui en est à l'origine.

---

167 Corbin S., Juan S. (2003), *Utilité sociale des associations, analyse comparative Ile-de-France et Basse-Normandie*, LASAR/DIES-DRESS-MIRE. Voir Eme, 2006, p. 191.

Elles proviennent de cette urbanité populaire qui avaient ses codes et ses symboliques et qui se distanciait de l'ordre dominant. Elles prennent leur signification d'un monde populaire qui vaille que vaille pensait les rapports entre privé et public, entre gens et citoyens, selon une certaine tournure de voir, d'agir et de penser dans l'espace sensible. S'il ne s'agit pas de contester la légitimité d'une opération telle que celle des Fenêtres qui parlent, on ne peut cependant que s'interroger sur cette filiation et de la possible rupture entre des pratiques populaires et une expérimentation esthétique qui a fini par être incluse dans des politiques urbaines culturelles dont on sait qu'elles sont la mise en scène d'une représentation politique de la Métropole lilloise où l'art est convoqué. L'hypothèse que les pratiques artistiques soient appelées à intervenir pour pallier le déficit même du politique n'est pas saugrenue : « Tout se passe en effet comme si le rétrécissement de l'espace public et l'effacement de l'inventivité politique au temps du consensus donnaient aux mini-démonstration des artistes, à leurs collections d'objets et de traces, à leurs dispositifs d'interaction, provocations *in situ* ou autres, une fonction de politique substitutive. » (Rancière, 2004, p. 84).

C'est que le régime esthétique des usages populaires des fenêtres n'est peut-être pas celui des Fenêtres qui parlent. Il est celui d'une autonomie qui n'a de compte à rendre à personne et qui se perpétue comme liberté populaire qui peut « s'exprimer dans l'espace public » : « ces usages populaires des fenêtres n'ont pas de prise, ils échappent aux actions politiques. Dès lors, ils restent des pratiques exclusives et propres aux habitants » (Lemière, Laidebeur, 2011, p. 7). Ces usages ne sont pas négociés, ni avec des associations, ni avec les pouvoirs publics. Ils disent quelque chose des habitants, de leur vie, de leurs imaginaires, de leurs objets symboliques en instaurant un autre sens de soi ; ils déplacent le rapport à soi tel qu'il s'expose dans une fenêtre offerte à l'espace public de la rue ; bien plus encore, ils signifient de l'habiter qui n'est pas seulement celui de l'instant, mais d'un temps parfois généalogique familial qui résiste au temps du monde et au présent. Souvent, ils racontent une histoire, une histoire qui demeure vivante malgré les morts qui s'inscrivent derrière la vitre. Ils sont ainsi des identités narratives de soi, de sa famille ou d'un groupe (Dubar, 2000) qui valent singularité populaire au regard de l'espace public.

Si Les Fenêtres qui parlent provient d'une initiative autonome d'acteurs associatifs, mais liés comme on l'a vu à des réseaux institutionnels importants de la région et sources de capital non négligeable, il n'en demeure pas moins qu'elle s'est trouvée intégrée de plein gré à des manifestations culturelles conduites par le politique qui, de ce fait, les enrôle stratégiquement en infléchissant le sens de la « participation des habitants ». D'autre part, qu'on le veuille ou non, l'opération Des fenêtres qui parlent, si elle se donne comme s'enracinant dans la tradition, s'en démarque comme manifestation artistique enveloppée dans une atmosphère festive qui fait "lien social"[168]. *L'art est convoqué pour produire de la société*, là où on pourrait l'attendre dans sa singulière autonomie et la rupture sensible qu'il introduit dans le monde. Pourtant, d'un point de vue politique, elles ne peuvent être renvoyées à un envers du décor, sans guère de signification dans l'espace urbain ; elles s'affrontent à la distribution ordonnée du privé et du public dans l'exposition d'œuvre d'art aux fenêtres des habitants. Dans cette perspective, elles contraignent les passants à s'interroger sur le regard qu'ils portent sur une œuvre exposée à une fenêtre, sur le statut de cet art et son expression dès lors qu'elle se donne à voir dans cet entre-deux de l'espace privé et de l'espace public. Non plus étanchéité entre l'exposant et son œuvre dans la fenêtre et le passant dans la rue, mais nouvelle distribution du sensible.

Mais, en même temps, l'art est aussi convoqué pour autre chose que lui-même : un texte de ce collectif parle de « *la présence dans le rue des habitants, une manière jubilatoire de prendre*

168 « Par de menus services rendus, l'artiste comble les failles du lien social » (Bourriaud, 1998, p. 37, cité in Rancière, 2004, p. 80).

possession de l'espace quotidien. Et cela en dehors de toute prescription, d'où qu'elle vienne » (ASSO RÉSO METRO, 2005). L'appropriation de l'espace quotidien, la création de "lien social", l'atmosphère festive s'ils ne peuvent être contestés et ne peuvent l'être introduisent cependant une ambiguïté profonde, voire une « indécidabilité » d'une politique de l'art (Rancière, 2004, p. 65-84), dans l'exposition des œuvres d'art dans le cadre social qui est la leur et dans les finalités sociales qui devraient en découler.

Alors qu'il nous semble que cette manifestation est en rupture avec l'usage populaire et l'autonomie personnelle qui le soutient, la filiation est revendiquée et non pas *questionnée* comme elle pourrait l'être. Ainsi à Roubaix, lors de l'opération de 2006, un des films réalisé par Zoom'Allure montre un diaporama qui enchaîne nombre de diapositives d'un photographe qui, avant partir de la région, s'était intéressé aux expositions populaires aux fenêtres réalisées par les habitants eux-mêmes dans la tradition locale, soit « *la fenêtre d'habitant, expression spontanée des habitants dans leurs fenêtres* ». Une soirée est dédiée à un travail sur ces fenêtres d'habitant, avec des témoignages, des travaux de jeunes et d'une plasticienne. Une personne relate ainsi son expérience :

> *« Des personnes mettaient toute leur vie dans leur fenêtre, dans un ordre chronologique, et ça représentait toutes les étapes depuis l'enfance jusqu'au dernier souvenir de l'épouse défunte en l'occurrence puisque c'était un veuf, et on a eu plusieurs témoignages du fait que ça n'était pas anodin en dépit que ça paraît être… »*

Dans cette exposition spécifique au sein de la manifestation Les Fenêtres qui parlent se jouent tout à la fois un regard ethno-photographique sur la tradition populaire, sa mise en place dans une manifestation du temps présent des Fenêtres qui parlent et ses retraductions artistiques par une jeune génération soutenue par une artiste. Les fenêtres sont repensées, revues au regard d'une temporalité longue et populaire qui se condense temporellement dans des œuvres récentes artistiques. Se joue ainsi une confrontation des temporalités entre passé, présent et futur, entre tradition et nouvelles expériences artistiques. On aurait pu penser que soit davantage interrogée cette confrontation et qu'ainsi le régime esthétique des Fenêtres qui parlent – l'art et la politique de l'art – soit davantage éclairé au regard de la participation culturelle des habitants à l'espace urbain alors que l'usage populaire se réalise de manière autonome, sans médiation aucune.

D'autant plus que si les œuvres exposées sont des peintures, des photos, des sculptures, des installations – « *La fenêtre sert de support aux artistes qui vont surtout travailler dedans* » (Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007) quel que soit le format de la fenêtre[169] – certains habitants exposent leurs œuvres ou encore des photographies personnelles, des tableaux. Sur trois grandes fenêtres et une porte, une femme expose ainsi ses propres œuvres ainsi que celles d'un ami, ce qui le fait « un peu plus connaître ». On voit ainsi que se jouent de multiples registres tant au niveau des exposants que des finalités. Ici, la finalité est de déplacer les œuvres du musée ou des galeries d'art dans l'espace public.

> *« Ce qui a de bien surtout, c'est que les gens s'arrêtent et interrogent et n'hésitent pas à sonner pour avoir des renseignements. […] Et moi, je suis derrière les rideaux et quand je vois quelqu'un qui regarde, j'ouvre la porte et je vais parler… C'est vrai ! Il faut que tous les arts soient représentés et c'est une occasion de faire connaître à des personnes qui n'iraient pas dans une galerie et qui n'iraient pas dans une exposition ou un musée… […] Ça ouvre*

169 Parfois, les habitants gardent les œuvres plus longtemps, jusqu'à un an, avant de les décrocher et de les remettre aux artistes.

énormément l'esprit, aussi de découverte et de recherche… la curiosité… » (Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007).

« Quand j'étais à la maison, je voyais tous les gens qui s'arrêtaient, et c'est intéressant, quoi, parce que tout le monde n'a pas le temps d'aller au musée, tout le monde n'a pas le temps d'aller voir une exposition, d'aller voir dans une galerie… » (Une habitante, Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007).

L'expression artistique n'est pas seulement envisagée comme créatrice de "lien social" dans le déplacement des œuvres d'art dans l'espace public ; elle peut aussi se penser comme « activisme politique » ou comme « art engagé » ou, encore, comme « art relationnel » (Bourriaud, 1998). C'est toute la question d'une politique de l'esthétique qui en jeu. On peut le voir dans une création au centre gay et lesbien de Lille Moulins. Un des films montre la présentation par une personne, déguisée en bonne sœur aux faux seins offerts au public dans un vitrine, de « deux photos dues à Olivier Touron, notre photographe, deux photos qu'il a faites pour une exposition […] qui sont dans un livre, un livre qui s'appelle *Ressourcement, Les sœurs de la perpétuelle indulgence*, toujours d'Olivier Touron donc où on retrace le parcours des sœurs dans les ressourcements, c'est-à-dire les séjours d'une huitaine de jours qu'on fait deux à trois fois par an avec des personnes directement concernées par le SIDA, et après on a fait une petite mise en scène qui révèle l'univers des sœurs, kitchissime, Pâques, les rubans rouges, les nains de jardin, et c'est une première vitrine que nous avons faite dans le cadre des Fenêtres qui parlent, première vitrine positive, évolutive et interactive… et ce qu'on voulait c'était qu'il y ait l'œuvre d'art, ça c'est indispensable, qui est donc la proposition artistique, mais on voulait aussi qu'elle soit politique, mais aussi qu'elle interpelle, on profite de toute cette occasion, pour interpeller le public et notamment les gens du quartier avec qui on essaye de faire un travail de sensibilité et d'ouverture… on essaye aussi de s'intégrer dans le quartier, ce qui est pas forcément évident » (Zoom' allure, Les Fenêtres qui parlent, 2007). La vitrine va désormais servir de manière continue. Une exposition sur la mémoire de la déportation homosexuelle, toujours non reconnue en France, va relayer celle des Fenêtres qui parlent.

Là encore, l'expression artistique – on le voit – est aussi intentionnellement, et en même temps, de manière intrinsèque, une proposition politique qui interpelle le public, les gens du quartier et permette ce qui est appelé une « intégration » dans le quartier. Sur la proposition artistique, il n'y a rien à dire dans le cadre de ce travail. Mais au regard de l'intentionnalité politique et sociale ainsi qu'au regard de l'horizon de la citoyenneté d'initiative revendiquée par Les Fenêtres qui parlent, on se doit de s'interroger sur cette politique de l'esthétique. On voit que la « proposition artistique » se veut et se donne en même temps comme une proposition politique d'interpellation des spectateurs et comme une tentative sociale d'intégration. Mais dans un tel art militant, on peut se dire que « l'ajustement même des moyens aux fins y est problématique. Délivrer des messages est une expression équivoque, parce qu'elle présuppose la coïncidence entre l'intention de l'artiste et l'effet produit sur l'affect du spectateur. » (Rancière, 2009, p. 554). Dans cette expression, tout à la fois artistique et politique, sont effacés d'une certaine façon l'art comme reconfiguration du sensible et la distance qu'il instaure dans sa singularité esthétique. Poser ce questionnement, c'est interroger le projet de l'opération Les Fenêtres qui parlent, non pour l'invalider, mais pour explorer l'articulation étroite qui y est faite entre d'une part expressions artistiques et subjectivation esthétique (les œuvres

exposées dans l'espace ordinaire) et d'autre part subjectivation politique (la citoyenneté d'initiative et le tissage social dans l'espace urbain). Cette articulation ne va pas de soi et renvoie à la question de savoir en quoi l'art est politique. Une des réponses possibles est celle de Jacques Rancière, mais bien entendu ce n'est pas la seule : « L'art n'est pas politique d'abord par les messages et les sentiments qu'il transmet sur l'ordre du monde. Il n'est pas politique non plus par la manière dont il représente les structures de la société, les conflits ou les identités des groupes sociaux. Il est politique par l'écart même qu'il prend par rapport à ces fonctions, par le type de temps et d'espace qu'il institue, par la manière dont il découpe ce temps et peuple cet espace » (Rancière, 2004, p. 36-37).

3.4. Le cercle dans l'espace

LPI crée des « cercles de paroles » intermittents et disséminés au sein de l'espace public urbain. Une subjectivité collective nomade au sein de l'urbain fonctionnel construit une prise de parole, tout à la fois collective et singulière. Les scènes slam de LPI produisent sans conteste de la proximité physique à travers le verbe – ce « *cercle de la Libre Parole* » –, une proximité créée sur une zone de passage de flux urbains massifs qui vient altérer les modes de rassemblement classiques (du type des manifestations encadrées), esthétique dans des *performances* singulières au sein d'un collectif. Les flux urbains piétonniers se voient opposer la densité d'un cercle de paroles lui-même en mouvement dans le temps, mais centripète avec ces paroles personnelles dans le cercle. Aux flux urbains résiste cette proximité intermittente ; le cercle de l'assemblée s'ouvre à la parole.

La personne qui a lancé le « flyer » pour prévenir de la session est considéré comme en en étant l'organisateur sans l'être pleinement dans la « *simplicité de l'auto-organisation* ». Un jeu sur l'ambivalence du rôle doit être tenu si l'on en croit les acteurs. Ce n'est pas un jeu sur le jeu, c'est la nécessité de désacraliser un rôle d'organisateur quand il n'est que le médium de l'auto-organisation de l'espace urbain slam temporaire. Il permet la fluidité de l'autogestion du cercle, il s'en fait le servant. Il circule ainsi parmi les personnes présentes afin qu'elles puissent inscrire leur nom sur une feuille si elles souhaitent déclamer un texte ou dire quelque chose. C'est une *invitation* à prendre la parole. Cette personne chargée de la feuille où les noms s'inscrivent est le MC par analogie avec l'anglicisme "master of ceremony", c'est le « maître du cercle » dans une ironie paradoxale, soulignée par son apparence (« un costume de Dalton ») et son micro qui ne fonctionne pas. Il n'y a pas de pouvoir dans cet espace urbain intermittent, approprié dans son intermittence. La Libre Parole a pour caractéristique pratique de se dérouler dans un cercle de personnes qui écoutent la personne placée en son centre ; mais le centre est en réalité vide, il n'a pas de pouvoir, simplement des personnes qui se relaient dans une prise de parole avant de rejoindre le cercle. L'engagement urbain n'institue rien, ni un espace, ni un centre de l'espace, rien qu'un cercle mouvant qui disparaît dans le cours de la soirée. Le cercle de parole fait de l'urbain une « situation » au sens situationniste, « moment de la vie, concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'évènements »[170]). La situation renvoie à une place dans l'espace et à un moment donné de son histoire (temporalité). Mais aussi à la coprésence des personnes dans un cadre matériel et « l'intrigue qui les relie » (Marcolini, 2012, p. 61) : « La situation […] est faite de gestes contenus dans le décor du moment. Ces gestes sont le produit du décor et d'eux-mêmes. Ils produisent d'autres formes de décor et d'autres gestes »[171]. À la passivité face à la détermination des circonstances, il s'agit d'œuvrer à la création de situations qui permettent de transformer la vie et les sociabilités dans un jeu. Il y a là une forme spécifique de citoyenneté active[172]. Quelque chose qui échappe à la durée devient une expérimentation urbaine dans du collectif et dans ce qui fait événement. Ce qui se joue là, c'est une

170 Internationale situationniste, 1970, n ° 1, p. 13. On n'insistera pas ici sur les liens, mais aussi les conflits, entre la mouvance situationniste et Henri Lefebvre, philosophe et sociologue de la ville, toujours mésestimé. De même, et quels que soient les *a priori* normatifs mobilisés, il ne faudrait pas faire fi de la mouvance situationniste pour comprendre la ville aujourd'hui.

171 « Problèmes préliminaires à la construction d'une situation », *Internationale situationniste*, n ° 1, p. 11, cité in Marcolini, 2012, p. 61.

172 Il ne fait guère de doute que bien qu'il n'y ait pas de mention du situationnisme, LPI en revit certains aspects.

résistance à la cristallisation institutionnelle spatio-temporelle de l'urbain qui le fige en monumentalité, en cartes, en massifs urbains, en voies et avenues, en flux orientés, en réseaux qui déterminent des circulations de gens, marchandises et biens immatériels, en places et rôles intériorisés par les gens. Bien entendu, « la théorie de la dérive » comme « passage hâtif à travers des ambiances variées » qui s'oppose au voyage et à la promenade (Internationale situationniste, 1970, p. 19) n'est pas celle du nomadisme urbain de LPI ; pourtant, quelque chose les rapproche : l'urbain, c'est un engagement dans le refus de ce qui fait sens immédiatement dans la massivité urbaine, c'est un engagement dans un « ludique-constructif » de l'urbain, pensée proche de celle de Henri Lefebvre (1974a). Sans doute, et sous un autre angle, l'un des plus beaux livres de ces itinérances-dérives-intermittences est celui de Jean-Paul Clébert, *Paris insolite. Roman aléatoire* (2009) dans les bas-côtés de la vie urbaine ou encore plus précisément ses catacombes sociales. Il y a la surface apparente de la ville, mais il y a toute la vie méconnue de ses bas-fonds qui ne s'offrent que très rarement aux regards et que trop peu de sociologues explorent. On le comprend, ce qui se joue là, c'est l'événement urbain au regard de la reproduction urbaine, c'est l'urbain comme irruption intempestive au regard de la régularité des flux urbains. De même qu'il y a de multiples régularités urbaines des flux entre des espaces fonctionnels, de même il y a de multiples irrégularités qui construisent l'urbain et ses espaces publics, que ce soit dans ses bas-fonds ou que ce soit à sa surface comme pour LPI. L'engagement de celui-ci est événement d'un urbain qui n'avait pas lieu d'être et qui devient *possible*. Au sens du réel, le réel moderne, fait contre poids le sens du possible, « disposition créatrice », défini « comme la faculté de penser tout ce qui pourrait être "aussi bien" » (Musil, I, p. 26). Si Musil est le romancier de la modernité, c'est qu'il est sous la « couverture » de L'homme sans qualités, sans qualités du réel, l'homme « pour qui une chose réelle n'a pas plus d'importance qu'une chose pensée » (Musil, I, p. 27). Ce qui constitue avant tout le réel, c'est le champ du possible. Le cercle de la parole est un possible qui rompt avec le réel urbain et ses propriétés qu'il faudrait prendre comme un donné.

> *« … une fois arrivés sur le lieu, on faisait un rond, un cercle et puis la personne qui avait envie de faire un texte, elle venait rapper son texte, au début, on avait un MC qui prenait une liste de noms et qui appelait les gens dans l'ordre… par ordre qu'il voulait et à la fin du slam, c'est souvent qui veut vient prendre la parole » (Don Masetti).*

> *« c'est simple, on fait un cercle, il y a un maître du cercle […] avec tout un costume… un costume de Dalton, des bandes noires et jaunes, un tee-shirt assez large et super fluo avec un micro, enfin un micro qui ne marchait pas, c'était l'idée de symboliser un peu le maître du cercle » (Périn).*

La proximité se joue donc grâce au tracé d'un *cercle* comme Périn le disait lors d'une Libre Parole à Notre-Dame de la Treille : « *on va faire un cercle, ça sera plus sympa* ». Cette notion de cercle pourrait paraître anodine, mais elle renvoie à tout un imaginaire sur le corps social. On se rappelle la formule, prémonitoire de la Révolution de 1789, due à Sieyiès « … Je me figure la loi au centre d'un globe immense ; tous les Citoyens, sans exception, sont à la même distance sur la circonférence, et n'y occupent que des places égales ; tous dépendent également de la loi… (Sieyiès, 1982, p. 88). Égalité des places sur la circonférence. Au regard de certaines symboliques spatiales du pouvoir, celui-ci dans le cercle est au centre, mais un centre vide. Ou remplit par la loi commune qui fait le commun et l'égalité de tous. Chaque slameur l'occupe provisoirement et n'y exerce qu'un pouvoir temporaire, celui d'une parole singulière. Comme le disait Lucie, « *ce qui compte, c'est que tu l'ouvres* ». Subjectivement, c'est "s'autoriser" à prendre la parole puis à la rendre, quand les lieux de prise de parole sont rares pour certaines personnes et qu'elles ne s'en sentent pas la capacité. L'écoute, la libération des corps et de la parole dans l'espace urbain ouvert semble être primordiale ainsi que le suggère *a contrario* un slameur en parlant du Zem Théâtre où « *il se sentait oppressé* » par cette « *arène* ». Certains parlaient du « *cercle magique de l'espace public* » où les rencontres y trouvent plus d'authenticité. Un autre slameur soulignait également cette « *magie* » des « *rencontres* » dont elle a fait l'expérience lors de ces sessions. La (ré) appropriation de l'espace fixe de nouvelles proximités sociales où se retrouver n'appartient plus à des cadres rigoureux (la « *magie* »). Le métro, les places publiques facilitent les rencontres :

« L'idée des slams LPI, c'était de se réunir à des stations de métro parce que quand on est jeunes, on n'a pas la voiture, on ne peut pas aller à "perpète" les moulinettes" […] voilà, le rencard était là et puis on allait dans un petit coin à côté, on formait le cercle et on faisait nos textes » (Baloot).

3.5. Reconfiguration d'un commun

L'expression tente d'être libre – ce qui ne signifie pas qu'elle l'est – et la critique artiste dans ses racines romantiques passe par une « *opposition à tout diktat sur l'esthétique* » (Boltanski et Chiappello, 1999). Un homme jeune dans le film Libre Parole illustre le dépassement des catégories qui partagent le sensible dans les pensées dominantes en instaurant par la performance slam un nouveau « partage du sensible » qui fait fi des catégories et des classifications. Une reconfiguration esthétique est en jeu.

« Je viens à chaque fois pour voir des têtes nouvelles qui veulent se lancer, exprimer ce qu'ils ont à dire […] savoir ce que chacun pense de ce foutu système. Tout est accepté de la philosophie de comptoir à la philosophie de bas étage, des textes littéraires aux textes de ta grand-mère, des bouquins que tu lis dans les chiottes à ceux que tu lis à la fac…voilà tout est bon à prendre, il n'y a pas de sous-cultures, il n'y a pas de culture, il n'y a pas de débat-quartier, la culture du peuple, c'est la même que tout le monde ».

Comme l'analyse Jacques Rancière, le partage du sensible suppose un commun, mais aussi des découpages de l'espace et du temps où sont définies des places pour chacun pour des activités propres, des compétences ou des incompétences à voir, penser, écrire dans le commun, des rôles sociaux légitimes à pouvoir participer à ce commun (Rancière, 2000, p. 12 *sq.*). Une politique de la reconnaissance s'y déploie : qui est reconnu pour y participer ou non en fonction du partage du sensible et qui s'affranchit de ces modes de reconnaissance pour en imposer d'autres qui rompent avec les logiques dominantes. Des modes différents de reconnaissance se déploient en fonction d'un partage du sensible dominant ou d'un autre issu de pratiques d'acteurs qui défont le premier. Pour LPI, il ne fait guère de doute que le partage du sensible est aussi celui instauré par la logique marchande qui instaure des rôles dévolus et intériorisés par les gens. L'espace urbain est un espace marchand qu'il faut réinvestir selon des pratiques qui redécoupent le sensible selon une logique émancipatrice. « *Groupe* [qui se dit] *informel* », le collectif du Pouvoir des Innocents investit l'espace urbain comme « *alternative à la culture de consommation* » ; il dit initier une « *réflexion sur le rôle de médiation inhérent à la musique et au journal d'information* » ; il s'interroge « *sur la phase de réception auprès du public* ». Les questions de la libre diffusion, de la « *gratuité* » et d'une instruction publique partagée sont au centre des débats »[173]. En d'autres termes, l'appropriation de l'espace public urbain opère une rupture avec « *la logique marchande de l'industrie musicale* » en ouvrant un espace de partage avec les gens, en rompant avec les modes de distribution, en instaurant une culture qui se veut accessible pour toutes et tous, en refusant ainsi les rôles assignés par la culture dominante. Les albums sont distribués à la criée[174] dans l'espace urbain à « prix libre » ou « prix gratuit » « sur les places publiques » et « un album acquis est à graver dans les plus brefs délais et à faire tourner. »[175] A la criée : c'est « manipuler » l'échange marchand, mais aussi le « tordre » dans l'espace public dont on sait qu'il ne cesse lui-même d'être manipulé par la logique marchande. Don Masetti le soulignait lorsqu'il évoquait la diffusion de leurs albums réalisés avec les moyens du bord :

« …nous, on fait des disques gratuits, c'est en premier pour le partage, pour que tout le monde puisse l'écouter, pour que tout le monde puisse l'avoir, que ce soit quelqu'un qui a de l'argent ou celui qui n'en a pas, notre son, on va le faire tourner ».

La création se *partage* – terme non univoque ainsi qu'on le sait. Le disque se donne, pas toujours, dans la criée à prix libre. Mais, il y a quelque chose du don. Le don, « ça tourne » entre les individus, les collectifs et les microsociétés. Et dans ce processus, « ça tourne », se créent des liens

173 http://lapageinternet2.free.fr/modesdaction.htm
174 Cf. l'un des modes de distribution du journal La Brique.
175 De même, Le Petit Illustré, les films (Les Productions Imagées) sont distribués à un prix libre.

sociaux d'obligation réciproque qui font société en deçà ou au-delà de ce qui fait société par le marché. Cette différenciation se retrouve encore plus nettement dans les argumentations données sur leur site Internet. Une image en rend compte, celle de l'invisibilité du prix où il s'agit de rendre invisible une société d'achats et de ventes. Leur expressivité doit être ailleurs en créant un monde "sans prix", sans « codes barres », sans médiation monétaire.

> « Le prix invisible est synonyme de gratuité. Notre hip-hop n'est pas à vendre ! D'ailleurs le hip-hop, s'il était resté le langage de l'opprimé, n'aurait jamais dû être vendu… Notre rap n'a pas de codes barres, finira pendu, tandis que pour une poignée de dollars, connards, le vôtre finira vendu ». « Ce système de distribution permet un échange direct avec les auditrices et auditeurs, redonne un sens à la parole et encourage la rupture avec la logique marchande de l'industrie musicale ».[176]

LPI plonge ses racines loin dans le passé, dans une tradition qui ne cesse de se renouveler et dont il faut suivre les linéaments, et pour ne prendre qu'un exemple dans l'engagement – même si le terme n'existait pas dans les sens précis qu'on lui prête – romantique[177]. Les membres de LPI sont des néoromantiques en tant que le romantisme fut, des années 1770 jusqu'aux années 1850 dans ses versants tout à la fois conservateur et progressiste[178], un mouvement anticapitaliste, antibourgeois, anti-argent dans le prolongement de Rousseau[179].

> *« … et puis même dans leur rap, ça revient beaucoup dans les paroles : jamais d'argent, les CD on les enregistre chez nous, on les copie avec un graveur de CD et on les vend à un prix libre… » (Antonio)*

À la circulation marchande dans l'espace urbain, il s'agit de substituer une circulation symbolique de mots, de notes, de dessins, d'images qui redessinent un autre usage de l'espace public où la gratuité et le don priment sur toute autre considération.

> *« ce qui n'empêche que pour moi, ça vient de quelque choses ces libres paroles et ça nous a amené quelque part, ça nous a amené à s'ouvrir, à réfléchir sur des positions, des répartitions de rôles… comment est-ce que l'on communique entre nous, comment est-ce que l'on crée des dynamiques, ce qui fait qu'aujourd'hui, on continue à créer des dynamiques ensemble, enfin plus ou moins… » (*Perrin*).*

Mais, ce qui fait l'*émancipation*, ce n'est pas tant la dénonciation de la logique marchande – simple message dont on pense qu'il aura des effets mécaniques sur les spectateurs et processus auquel les acteurs de la Libre Parole semble croire – que la production d'une œuvre autre qui, un temps, fait commun et peut être réapproprié par *n'importe qui* dans un espace urbain, souvent peu destiné à cet usage. C'est bien la parole « où le locuteur s'approprie et assume la langue », « où l'acte de parole est une réalisation sonore de la langue » et « où l'énonciation verbale est "allocution", "implante l'autre

176 http://lapageinternet2.free.fr/albums.htm

177 Dans ce renversement majeur de la modernité entre XVIII^e^ et XIX^e^ siècle, c'est *l'appât du gain* qui, pour les romantiques, devient le vecteur de la vie toute entière. « Ce qui était auparavant un moyen devient une fin en soi ; ce qui était une fin devient un simple moyen. » (Löwy, Sayre, 2007, p. 70) Dans la critique romantique, on voit ainsi se trouver disqualifié, l'appât du gain, ce qui avait été élevé à une vertu, celle de l'adoucissement des mœurs (Hirschman, 1980) pour contrer les passions dangereuses, ce qui pouvait servir de point d'appui justificateur au développement du capitalisme. Or, ce que remet à l'ordre du jour la critique romantique, ce sont justement les passions, la vie des passions dans l'ordre humain. On retrouve là un des traits de la critique sociale qui dénonce l'égoïsme ou plus généralement l'individualisme dans l'anonymat de la vie moderne.

178 « Il est avant tout contestation, refus, critique, insatisfaction, qu'il se nourrisse de lubies réactionnaires ou de fulgurances qui le portent vers l'avenir » (Démier, 2000, p. 137).

179 « Les anciens peuples ne sont plus un modèle pour les modernes… […] Vous êtes de marchands, des artisans, des bourgeois, toujours occupés de leurs intérêts privés, de leur travail, de leur trafic, de leur gain ; des gens pour qui la liberté même n'est qu'une moyen d'acquérir sans obstacle et de posséder en sûreté » (Rousseau, *Lettres écrites de la montagne*, 1764 ; Rousseau, 1964, p. 881). De ce point de vue, la figure de Rousseau entre philosophie des lumières et romantisme n'est guère aisée à décrypter.

en face soi" » (de Certeau, 1980, p. 180-181)[180] et, cela, dans un espace urbain selon une parole slam qui est aussi esthétique. Entre le Slameur et les spectateurs, il y a cette parole qui est là comme œuvre dans l'instant et que chacun se réapproprie ou traduit à sa manière. Malgré une radicalité qui lui hôte sans aucun doute sa pleine mesure, un long passage de LPI sur son site à propos de la parole n'est pas sans intérêt pour comprendre les enjeux de ces prises de parole dans l'espace urbain.

> « La parole est un fait social en voie de modification profonde… Constat amer mais tristement visible au sein des rares espaces publics mis à notre disposition. Confisquée, détournée, bâillonnée, surveillée, la parole voit peu à peu sa substance modifiée. Le principe d'échange gratuit inhérent à la communication a subi une transformation radicale. Converti en échange marchand (Médias de la désinformation, Industrie culturelle (théâtres, cinémas, musiques, peintures, littératures…), Bouffonneries politiques, et nombreux autres espaces pris d'assaut par la monnaie…), la parole glisse tranquillement vers les espaces privatisés, laissant flotter un rapport de domination direct entre l'énonciateur-rice et l'auditeur-rice. Dans un contexte privé, la parole, liée à l'intime, se renvoie trop souvent au sein d'un cercle restreint… Perdant encore sa fonction première d'ouverture sur le monde, la parole est réduite et tourne en rond. Equation directement réalisable entre ces deux espaces : la privatisation des espaces privés (Caméras et police de la pensée à la 1984, police de la population à la folle semence…) sera la suite logique de la privatisation des espaces publics (Logiques marchandes et tristement économique, Surveillance permanente du moindre interstice, Education s'éloignant d'une instruction publique, Publicité omniprésente…)… enfermant la personne dans un monde clos. »[181]

3.6. Ring shout

Bien entendu, s'il ne s'agit pas de plaquer un cadre artificiel sur ces expériences de prises de parole il ne fait guère de doute qu'elles renvoient à un *affrontement pacifique* dans la rue – ainsi en fut-il du rap qui en fut l'une des matrices. Si « la rue est le lieu essentiel du rappeur » (Petetin, 2009, p. 800), de même en est-il pour le slam dans les pratiques de LPI. Avec le rap, l'urbain devient lieu d'expression verbale dans des formes de rivalité qui transforment « la violence physique en violence verbale » : « pour résoudre le problème de la violence dans les ghettos noirs américains, Afrika Bambaataa, qui y vivait dans les années soixante-dix, a inventé une forme de batailles lyriques appelées *dozen*. Ce terme signifie « alexandrins ». Le message était simple : au lieu de vous battre avec des armes, récitez vos alexandrins et voyez qui est le meilleur[182]. » (Petetin, 2009, p. 800). De même, ces pratiques renvoient en filigrane au cercle de chants et de danses (*ring shout*[183]) « *caractéristiques des cultures noires* » (Béthune, 2003, p. 18 *sq.*). Sans essentialiser ces cultures, les distinctions entre artistes et spectateur, individualité et collectif, complémentarité et concurrence, participation collective et défis individuels y prennent une autre signification que dans les œuvres des cultures occidentales.

> « …chacun devient acteur d'une performance collective dont nul n'a le contrôle. Si dans le groupe des participants à cette cérémonie festive, l'un (ou l'une) se sent particulièrement en verve, il (ou elle) pénètre à l'intérieur du cercle où les danseurs piétinent pour se mettre momentanément en valeur. Dans cette mouvant enceinte, danseurs, chanteurs, tambourinaires, instrumentistes…, se relaient ou se font concurrence ; leur prestation ne peut durer que quelques

180 Michel de Certeau dans ce beau texte, « Enonciations piétonnières » comme l'acte de marcher à l'acte de parler, ce qui au regard de l'objet ici travaillé n'est pas sans résonances : « L'acte de marcher est au système urbain ce que l'énonciation (*speech act*) est à la langue ou aux énoncés proférés ». Soit pour l'acte de marcher, « un procès d'*appropriation* du système topographique par le piéton », « une *réalisation* spatiale du lieu », et enfin « des *relations* entre des positions différenciées ».

181 http://lapageinternet2.free.fr/modesdaction.htm

182 Un bel exemple est donné dans l'un des premiers films sur le hip-hop, celui de Charlie Ahearn, *Wild Style* (1982). Ce film fut projeté lors de l'exposition *Né dans la rue, Graffiti*, Fondation Cartier pour l'art contemporain, du 7 juillet au 29 novembre 2009 à Paris. Sur le personnage d'Afrika Bambaataa, voir Chang, 2006, p. 119 *sq*.

183 Soit un cercle de chanteurs, danseurs, musiciens.

> minutes, ou se prolonger beaucoup plus longtemps, avant que chacun ne rentre dans le rang. Certains participants ne font qu'une seule apparition au cours de la fête, d'autres se retrouvent régulièrement au centre du cercle ; le plus grand nombre enfin n'en quitte jamais le bord. Qu'importe. Le *ring shout* a besoin de chaque individualité pour vivre, et ce ne sont pas nécessairement les meilleurs qui sont mis en lumière » (Béthune, 2003, p. 18-19).

Au sein de la culture hip-hop, le rap s'est construit comme prolongement du *ring shout*, modèle de la culture afro-américaine. Même s'il ne se revendique pas du hip-hop, le slam sous une esthétique différente, mais aussi diverse dans ses expressions, poursuit ce cheminement de l'oralité dans ses contextes urbains. Il n'est nul besoin de s'appesantir sans doute, mais on voit ici se construire des espaces publics intermittents de cultures urbaines hybrides, brassant, "mixant" et retraduisant de multiples influences. Ces cultures urbaines ne sont pas la diffusion globalisée d'une culture américaine, mais des réappropriations et traductions localisées de flux culturels comme on l'a dit. Mais au regard de l'urbain, ce qui constituent incontestablement une rupture, c'est que l'art ou l'expression artistique n'est pas un domaine autonome avec ses espaces spécialisés, mais un prolongement de la vie à laquelle il appartient. La scission entre art et vie urbaine cherche à être abolie comme dans le situationnisme. Les cultures hip-hop par leurs hybridations de langages et de cultures ne font que poursuivre, de manière sans cesse retravaillée, les origines afro-américaines de certaines pratiques artistiques, en particulier musicales.

Fait bien connu, danse et musique dans les plantations esclavagistes furent accordées « en compensation des libertés politiques formelles que leur refusait le régime des plantations » (Gilroy, 2003, p. 86). Rappelons aussi que l'alphabétisation était interdite sous peine de mort. Ces cultures expressives se sont donc construites de manière spécifique, contre le présupposé des Lumières, en articulant l'art et la vie, affirmant leur continuité et célébrant « l'ancrage de l'esthétique dans les autres dimensions de la vie sociale » (Gilroy, 2003, p. 87). Il en résulte une esthétique qui n'est pas un domaine autonome de la vie, séparé des autres domaines, mais qui relève d'une certaine façon des mondes vécus ordinaires des acteurs. Le milieu social et culturel des esclaves était celui de l'oralité d'où a jailli la musique de la diaspora et celle-ci présuppose « une relation au corps particulière » (Gilroy, 2003, p. 109) en même temps qu'elle "interdit" une passivité du spectateur dans la performance.

> « il n'est pas étonnant d'affirmer que pour nous la musique, le geste, la danse sont des modes de la communication, tout aussi importants que l'art de la parole. C'est par cette portée pratique que nous sommes d'abord sortis des Plantations ; c'est à partir de cette oralité qu'il faut structurer l'expression politique de nos cultures ». (Glissant, 1981, p. 462). (, p. 462.)

Un programme de compréhension s'en déduit sur les « traditions de performance qui continuent de caractériser la production et la réception des musiques de la diaspora » (Gilroy, 2003, p. 109). La notion de *performance* comme dramaturgie, énonciation et geste – les constituants pré et antidiscursifs de la méta-communication noire » (Gilroy, 2003, p. 109) – est donc fondamentale pour comprendre les processus de subjectivation dans ses pratiques qui se démarquent des fondements, textuels, discursifs et linguistiques à l'œuvre dans d'autres cultures. La performance est inséparable de l'univers de terreur de la plantation et donc du sentiment de la mort. Les pratiques musicales et de danse étaient dans les plantations des actes politiques que l'authenticité et le témoignage ont préservé conduisant à une *corporéité subjective de performance*, très éloignée des canons esthétiques de l'Occident. Selon Gilroy, il faut donc déplacer les représentations dominantes pour comprendre la subjectivation dans

ces pratiques « où l'identité est éprouvée brièvement avec une extrême intensité, et parfois reproduite socialement au moyen de pratiques signifiantes négligées telles que la *mimesis*, le geste, la *kinesis* et le costume », où l'usage de l'antiphonie (appel-réponse) construit la structure formelle des traditions musicales, font l'artiste dans la foule qui ne peut être elle-même simple spectatrice et « renferme un moment démocratique et communautaire qui symbolise et préfigure (sans les garantir) de nouvelles relations sociales affranchie du rapport de domination » (Gilroy, 2003, p. 113).

Il en résulte une *esthétique* particulière, dégagée de toute forme de jugement de l'objet esthétique. Cette esthétique dérive « d'une contemplation indéniablement subjective des fonctions mimétiques de la performance artistique engagée dans les processus de lutte pour l'émancipation, la citoyenneté, et, finalement, pour l'autonomie » (Gilroy, 2003, p. 87). Paul Gilroy ne peut-il être soupçonné d'une forme d'essentialisme culturel. C'est autour des notions de tradition, de modernité et diaspora que se nouent son argumentation. Paul Gilroy déconstruit les discours de la tradition, en particulier ceux qui sont fondés sur l'afrocentricité, afin d'évacuer une opposition binaire à la modernité (p. 248). L'afrocentricité renvoie en réalité à un essentialisme racial, espèce de « refuge » avec une « obsession de l'origine et du mythe » (p. 249) qui incite à oublier « l'expérience de l'esclavage qui apparaît comme une aberration dans le récit grandiose de l'histoire africaine » (p. 250). Cette déconstruction des récits de la tradition oblige en retour à produire un concept de *diaspora* spatiotemporelle : celle-ci articule sa spatialité et une « dimension temporelle et historique », une « mémoire » et une « narrativité » qui, de manière multiple, « constituent les principes d'articulation des contre-cultures politiques noires ayant émergé dans la modernité » (p. 252-253). De même que par définition, la diaspora suppose la pluralité spatiale, elle contraint à penser une pluralité temporelle. À cette tradition, Paul Gilroy oppose les « échanges culturels » réciproques entre « les formes culturelles africaines et les cultures politiques des Noirs de la diaspora » (Gilroy, 2003, p. 262). L'exemple des mutations musicales, des importations, des réappropriations fondent une « histoire de l'hybridation et du brassage qui doit inévitablement décevoir les désirs de pureté culturelle et donc raciale, qu'elle qu'en soit la source » (Gilroy, 2003, p. 262[184]). Si le mot de tradition doit être conservé, c'est dans le sens minimal de ces qualités « qui rendent possibles ces conversations au sein de la diaspora » (Gilroy, 2003, p. 262). L'oralité des récits et des histoires, la musique produisirent « l'édification d'une sphère publique alternative, qui a son tour a fourni le contexte dans lequel des styles particuliers d'auto-théâtralisation autobiographiques et d'autoconstruction publique ont été créés et diffusés comme composants à part entière de contre-cultures raciales insubordonnées » (Gilroy, 2003, p. 264).

De manière lointaine, les pratiques de slam participent de ces processus actuels de subjectivation qui s'ancrent dans des phénomènes diasporiques d'hybridation et de brassage construisant des arènes publiques de résistance, lesquelles en retour ont nourri des pratiques artistiques singulières, des trajectoires expressives.

3.7. Un film Libre Parole

Soit un film de type documentaire, réalisé par Topolino, membre du collectif Le Pouvoir des Innocents. Ce film ne bénéficia d'aucuns subsides de quelque maison de production particulière, il fut le résultat du travail d'un réalisateur amateur cherchant à retracer l'histoire des sessions Slam Libre Parole. Ces dernières n'existent plus aujourd'hui mais ont laissé une trace dans « l'espace public » lillois dont beaucoup de gens se souviennent de l'expression de ces prises de paroles nocturnes et nomades. Il permet de comprendre l'imaginaire de LPI dans cette tension entre politique de

184 Sur ces brassages, on peut noter, sans être exhaustif, quelques variations à la suite de Paul Gilroy : Les Jubilee Singers en Grande-Bretagne ; les Virginia Jubilee Singers en Afrique du Sud entre 1890 et 1898 ; les mutations du jazz et du style culturel afro-américain dans les townships d'Afrique du Sud ; « les évolutions syncrétiques du reggae dans les Caraïbes et en Grande-Bretagne » ; les transformations de la culture rastafari au Zimbabwe ; la musique des esclaves brésiliens ramenée au Nigéria dans les années 1840 ; la réinvention d'une ethnicité propre de colons asiatiques dans le Sound system des Caraïbes, les styles soul et hip hop de l'Amérique noire et les techniques du mix, du scratch et du sampling. Soit des créations « dans une perspective identitaire » (Gilroy, 2003, p. 117).

l’esthétique et l’esthétique de la politique ainsi que toutes les ambiguïtés qu’un telle tension révèle lorsque l’expression artistique s’empare de la rue.

Nomadisme de résistance

Comme le suggèrent de nombreuses séquences de ce documentaire, les sessions Slam Libre Parole reposent sur un esprit de circulation. On pourrait comparer ce dernier au nomadisme que définissait Gilles Deleuze, entendu ici comme une disposition active ou comme catégorie d’appréhension de territoires. Au fond, ce nomadisme vient constituer des lieux transitoires comme occupés par la parole. Il s’agit là d’un nomadisme qui passe par la réappropriation d’un « espace strié » (codifié par l’État et ses instances) au nom d’un « espace lisse ». L’espace lisse correspond symboliquement à une « machine de guerre » au sens deleuzien, c’est-à-dire le lieu d’une lutte déterritorialisée (un peu à l’image de la piraterie) contre l’organisation de territoires contrôlés.

Dans ce film, ce nomadisme se manifeste en prenant différents aspects :

– La « réappropriation de l’espace public » qui consiste en un déplacement normatif de la catégorie espace public. Cette démarche se caractérise par des actes et des pensées d’écarts transgressifs ou subversifs (affichage « sauvage » de flyers, utilisation des places publiques, des rames de métro, fraude, ébriété).

– Le déplacement physique ou l’errance de la parole qui consiste dans l’arpentement d’espaces pour en changer le sens en y créant des lieux. Aucune session slam présentée dans ce film ne s’est déroulée au même endroit.

– L’engagement nomade suppose un imaginaire de liberté au travers du refus d’être sédentarisé au nom d’un « désenclavement » de la parole.

L’expression de ce nomadisme

Une première illustration de la « réappropriation » de territoires parcourt ce documentaire. La première séquence (0’00 – 0’55) mais aussi des séquences intermédiaires (3, 5, 9, 14 et 16) donnent le ton à l’aide d’images de flyers disséminés sur un nombre important de lampadaires et de murs de la ville. Leur usage est d’abord destiné à informer sur l’évènement d’une session Libre parole. Aussi, le montage visuel consiste en une présentation, sous la forme d’un défilement rapide (à l’image d’un stroboscope), de ces différents flyers qui ont été saisis à différents endroits de la ville. Cette préface est diffusée avant chaque session slam filmée et se joint de paroles, récupérées au moment du montage. On y entend l’exclamation de différents slameurs : « Libre Parole ! » - « Expression Libre ! » - « Libre expression ! » - « Le Slam…le Slam ! ».



L'usage disséminé du flyer est ici la projection d'une Libre Parole recouvrant l'espace urbain. L'acception contemporaine de cet usage reste fidèle à l'idée d'un bout de papier volant qui se propage. À l'origine, le flyer était un support d'écriture qui servait la « réappropriation du monde »[185]. Sur la photographie du flyer jointe à l'analyse, on lit une première expression du nomadisme, ou la reconquête de la Libre Parole présenté graphiquement comme un espace lisse (encadré sur fond blanc) contrastant avec un espace strié (évoqué par un deuxième fond bariolé).

Le sens nomade se lit également dans la multiplicité de ses lieux de parole. Il y eût un slam dans le quartier « populaire » (en cours de gentrification) de Wazemmes (séquence 2, 0'55 – 3'45), un slam exporté sur le plateau parisien de Beaubourg (séquence 4, 4'05 – 7'19), un autre dans le quartier du Vieux-Lille sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de la Treille (séquence 6, 7'42 – 14'42), un slam souterrain le long d'une ligne de métro lilloise (séquence 10, 20'42 – 28'00), un slam à la station universitaire de Cité Scientifique (Lille1, Villeneuve-d'Ascq, séquence 15, 34'06 – 53'15) ou encore un autre dans les rues « marchandes » du centre ville de Lille (Quartier Rihour, séquence 17, 53'35 – 55'25).

Sur le nomadisme et son expression physique, on peut aussi rappeler la réalisation de plans sur le paysage urbain que représentent les stations de métro. Plusieurs d'entre elles font l'objet d'un arrêt de la caméra lors de la session slam ayant eu lieu le long d'une ligne (séquence 10). Les images font découvrir les différentes architectures et décorations des stations ainsi que leurs noms (Saint-Philibert, C.H.Dron, Bois Blancs, Lomme-Lambersart).

La réappropriation de l'espace public

Le nomadisme prend une tournure beaucoup plus symbolique lorsque le réalisateur s'arrête sur les déclamations des différents participants. L'expression idéelle prend le pas sur l'expression physique du déplacement. Deux principaux discours sont identifiés concernant ce nomadisme et sont bien loin d'être antinomiques. Le premier est celui de la « réappropriation de l'espace public », le second est consubstantiel au premier et se retrouve dans l'usage transgressif de l'espace urbain. Cette modalité d'action a pour objet l'installation d'une contre-normativité dans l'usage de l'espace public.

La *réappropriation* suggère d'abord la construction d'un lieu propre, marqué en creux par son rapport aux institutions qui n'ont pas à être les seuls acteurs à pouvoir agir ou à habiliter

185 www.flyersweb.com

d'autres acteurs à faire. En tant que vie urbaine codifiée et marquée d'interdits, la ville est pour les participants d'une Libre Parole l'incarnation symbolique de ce rapport. C'est ce qu'évoquait en quelque sorte Périn à Paris (séquence 4, 4'05 – 7'19) :

« C'est un simple rassemblement de gens qui ont envie d'échanger sans que la mairie de Paris ou que la mairie de Lille ait besoin d'organiser un évènement pour que les gens soient réunis sur une place ».

Ce rapport aux institutions figure aussi derrière la dénonciation des règles de l'espace urbain au travers d'un énoncé performatif destiné à faire exister des catégories de populations sur des territoires bien réels alors que de multiples aménagements urbains tentent de les en déloger. Don Masetti disait (séquence 2, 0'55 – 3'45) :

« Les misérables viennent encore aux pieds de Notre-Dame, la chasse qu'on leur donne ne les fera pas fuir, en été, au printemps, sous un soleil cuisant, vous les reconnaitrez à leur corps luisant ».

Mais, on lit ici que la réappropriation de territoires par des « misérables » est plus forte que les outils mis en œuvre pour les faire « fuir ». Plus largement, il s'agit là d'une sorte de mécanisme performatif de la réappropriation. On en trouve une autre illustration à la séquence 8 de ce film (15'30 – 20'21) lorsqu'un participant évoque ce qu'il en est de la présence de la Libre Parole dans l'espace urbain. « Espace d'apparence », notion fondatrice de la pensée de l'espace public chez Arendt en tant qu'il est manifestation visible de l'« être-ensemble » dans la coprésence publique.

« Je trouve que c'est un très bon truc, il faut se manifester, on est présent, on est là, on existe et il faut que tout le monde le sache ».

Le caractère politique sous-tendu par ce rapport aux institutions s'exprime plus encore lorsque la *réappropriation* a lieu en pleine période de tension politique où l'espace public devient un espace problématique du fait de l'intervention *du* politique, de l'institué gouvernemental et administratif. La réponse n'est pas instituante, elle se veut simplement une offense tactique de la politique à l'institué du politique.

« On s'est dit que dehors, c'était intéressant parce que c'est se réapproprier l'espace public, en plus, au moment où je parle, Sarkozy et De Villepin décrètent un état d'urgence en France, tu vois, il faut être dans la rue, il faut faire des choses politiques » (séquence 15, 34'05 – 53'15).

Entendu dans son sens substantif, c'est-à-dire qui désigne un domaine d'activités ou un ensemble d'actions du *commun propre* (un commun propre au commun qui fonderait la communauté) contre les garants d'un ordre établi du politique, la réappropriation s'inscrit dans une action qui se veut être de *la* politique et où les gens font exercice de leur citoyenneté ou de leur concitoyenneté. Cet horizon de la réappropriation intervient également dans les interviews au nom d'une redéfinition des catégories de « public » et de « privé » et de leur remise en cause. Il s'agirait de repenser les catégories de public, de privé, mais aussi de commun, de les interroger au regard des usages et des pratiques, ce en quoi la question de la citoyenneté se trouve elle-même soulevée. Un participant s'interrogeait par rapport à une session Libre Parole :

« Le métro devrait être un espace public mais ça ne l'est pas, ça montre que l'on peut s'approprier, rendre un truc public qui est privé » (séquence 13, 31'54 – 33'44).

On ne peut pas déconnecter cette démarche des nouveaux usages qui se mettent en place dans les lieux, et qui se caractérisent principalement par un *écart normatif*. Le seul fait qu'il s'agisse d'une pratique nocturne atteste vraisemblablement d'une requalification de l'espace et de ce que l'on peut y faire de nouveau ou d'autre. En effet, quand une centaine de personnes se masse en cercle dans le quartier du Vieux-Lille après 22 heures afin de déclamer des textes, il y a de quoi, au-delà de l'aspect inattendu de l'événement, se poser la question de l'usage de l'espace public où se trouvent en jeux les catégories du licite et de l'illicite, du permis et de l'interdit au regard de la loi. Dans un texte d'un slameur, « une dispute », l'objet de la présence de gens serait plus

forts que l'arsenal répressif déployé qui viendrait tenter de calmer « l'échauffourée ». Il s'agirait bien de réinterroger toutes les catégories qui servent à classer les paroles et les actes.

« Je connais le Slam par hasard, j'avais lu un article de Walt Whitman, la politique du subversif aux États-Unis et donc la naissance du slam par ses fans, qui voulaient rendre ses droits à la culture orale » (séquence 8, 15'30 – 20'21).

La production de la catégorie de subversif relève, brièvement, de deux modalités. Elle s'incarne au travers d'une provocation à l'égard d'actions répressives et de leurs représentants, ce qui interroge leurs fondements pragmatiques, axiologiques et politiques pour en dévoiler la légitimité ou non. Elle se manifeste ensuite au travers du *détournement d'usages* de façon à faire exister d'autres pratiques (souvent prohibées ou peu conventionnelles). Dans la séquence faisant suite au slam ayant pris place dans le métro (séquence 10, 20'42 – 28'00), une slameuse évoquait son plaisir ressenti face à ceux qui ont pour mission le maintien d'un certain ordre et qui étaient dans l'incapacité de faire cesser la Libre Parole.

Liberté et Libres Paroles

Il y a quelque chose relevant du principe de l'immanence dans ces pratiques de Libre Parole. On peut rapprocher cette représentation de l'évènement Libre Parole dont les effets sont principalement incorporels et dont le nomadisme suggère bien l'idée d'une puissance de l'indéterminé social dans l'urbain. De façon adjacente, on pourrait mobiliser De Certeau et les tactiques qu'il étudie, c'est-à-dire un ensemble de pratiques qui ne relèvent pas d'un « propre ». De fait, il est nécessaire de penser l'imaginaire de la liberté présent dans la Libre Parole sans omettre l'hypothèse d'une complicité entre l'indéterminé et la détermination : « En laissant de côté l'archéologie multimillénaire des ruses tout autant que la possibilité de leur avenir fourmilier, l'étude de quelques tactiques quotidiennes présentes ne doit pourtant pas oublier l'horizon d'où elles viennent ni, à l'autre extrême, l'horizon où elles sont susceptibles d'aller » (De Certeau, 1980). On trouve des illustrations assez nettes de ce *droit à faire* au regard. Tels ces mots d'un slameur (séquence 2, 0'55 – 3'45) :

« Il y a cent ans, l'État pris le droit de se séparer de l'Eglise et aujourd'hui, j'ai le droit d'accepter l'écriture sainte, qui, dans ses entourloupes, enlise ».

Dans un registre proche, on retrouve le texte d'un homme d'une cinquantaine d'années, venant déclamer les « bénédicités de la sainte consommation » :

« Pardonne-nous nos défenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont exploités mais laisse nous succomber à la tentation ».

Il est un esprit de faire qui s'incarne implicitement dans une dénonciation des formes d'emprisonnement et de ségrégation des êtres et de leurs pensées. On pense ici à plusieurs participants pour qui la liberté n'a de sens qu'au regard de son aspect assujettissant (à la ville, à la violence du monde, au système économique…). Un membre du collectif LPI déclamait le texte suivant :

« Mon rap n'a pas de meuf, pas de flingue, pas de bolide, je rappe pour les 21 voix qui hurleront "ma clique est solide", mon rap n'a pas de codes barres, finira pendu, pour une poignée de dollars connard, le tien finira vendu » (séquence 4, 4'05 – 7'19).

Dans cet esprit, la liberté se confond avec l'idée d'autonomie. Ce slameur prône un rap libre c'est-à-dire un rap qui n'est pas assujetti ou maquillé.

« Je n'attends plus de nuit éternelle ni même de soleil de minuit, de pilules pour le sommeil, de cellules qui immunisent, de grillages policiers, de traitements judiciaires, que la guerre soit la paix sous un bruit d'hélicoptère, que la police des pensées soit là pour que j'apprenne à me taire, la guerre est trop sérieuse pour la confier aux militaires » (séquence 6, 7'42 – 14'42).

On lit ici une revendication libertaire passant par le refus d'une existence policée où la pensée serait une pensée qui est pensée. De fait, on comprend plus facilement une autre déclamation :

« Le bassin industriel avait besoin de cités dortoirs, avait besoin de jeunes ménages qui viennent troquer leur vie de couple contre des heures d'embouteillage, des réunions Tupperware, des mallettes d'outillage » (séquence 6, 7'42 – 14'42).

Dans cette représentation, la contestation procède du passage d'un mode de vie ordinaire basé sur le partage (au sein d'une vie conjugale par exemple) à un mode de vie avilissant, propre à la construction politique de la ville, entendue ici comme un espace discréditant le savoir et la pensée de ses habitants. Du fait de cette dénonciation, la Libre Parole, ses participants et les espaces qu'elle occupe viennent servir de support à la revendication d'une pluralité de libertés. Cette revendication est rendue possible par l'hétérogénéité des pensées et des savoirs qui se livrent à la Libre Parole. Il s'agit là en quelque sorte d'une garantie implicite donnée par l'évènement Libre Parole tant il permet à n'importe qui de se rendre au milieu du cercle et de déclamer un texte. La participation à une session Libre Parole, ne serait-ce qu'en tant qu'auditeur va en ce sens. On pense ici à un jeune homme expliquant les raisons de sa venue à ce type de pratique :

« Je viens à chaque fois pour voir des têtes nouvelles qui veulent se lancer, exprimer ce qu'ils ont à dire […] savoir ce que chacun pense de ce foutu système. Tout est accepté de la philosophie de comptoir à la philosophie de bas-étage, des textes littéraires aux textes de ta grand-mère, des bouquins que tu lis dans les chiottes à ceux que tu lis à la fac…voilà tout est bon à prendre, il n'y a pas de sous-culture, il n'y a pas de culture, il n'y a pas de débat-quartier, la culture du peuple, c'est la même que tout le monde » (séquence 6, 7'42 – 14'42).

Il n'est alors pas étonnant de voir surgir tout un ensemble de textes dont la principale caractéristique est qu'ils ne s'arriment pas à un discours revendicatif. Ils existent et ils ont leur place lors d'une Libre Parole.

« Des pierres en magma explosif, des parcelles "consumantes" de ciel, tombent en drache devant vous, sur ces pavés drapés de tourbillons marins, au cœur du silence ». (séquence 6).

Pour autant, la liberté, en tout cas, l'esprit avec lequel elle se déploie, est animé d'une controverse certaine. La liberté, en particulier, la liberté de pensée, c'est-à-dire la capacité pour chaque être de déterminer et de produire ses représentations, doit s'accompagner d'actes cohérents. C'est ce que dénonçait en quelque sorte un participant lors d'une de ses déclamations :

« Il y a ceux qui ne veulent pas d'enfants et qui militent fièrement contre l'avortement, il y a ceux qui adorent les gamins mais qui attendent bien sagement d'en avoir les moyens, il y a celles qui n'aiment pas les putains mais qui se vantent dans des pubs depuis qu'elles sont devenues mannequins, il y a ceux qui n'aiment pas les homos mais qui sont fans des lesbiennes dans leurs films pornos, il y a ceux qui aiment bien les pédés mais pour qu'ils adoptent des gosses, ils ne sont pas prêts d'accepter, il y a ceux qui aiment bien l'égalité mais qui se permettent d'inscrire leurs gosses dans le privé » (séquence 10, 20'42 – 28'00).

Aussi, il n'est pas surprenant que le caractère libertaire de la Libre Parole se heurte à ce qui fait son principe fondateur. Initialement, l'adjectif ''libre'' se rapportait à la ''parole'', il venait qualifier sa forme et son amplitude. Cependant, certains participants ont rapidement choisi d'accorder une valeur plus importante à la notion de liberté, à son caractère immanent. Bien plus qu'un glissement subjectif, la pratique de Libre Parole a alors fait l'objet d'un détournement significatif dont la principale conséquence a été une dissociation de l'adjectif ''libre'' de la ''parole''. D'une certaine façon, il y aurait eu un englobement de la pratique de Libre Parole par (dans) la notion de liberté d'expression. Cet amalgame est très visible au regard de l'indignation de certains participants. Certains se plaignaient, lors d'une session Libre Parole organisée à la station de métro Cité Scientifique, du son que produisaient des joueurs de djembé. De la même manière, un jeune homme disait apprécier la soirée bien qu'il y ait « trop de gens qui viennent pour picoler ». Un slameur s'énervait et rappelait à l'ordre ceux qui se tenaient à l'écart du cercle de la Libre Parole :

« On est là avant tout pour écouter les autres […] Le respect de l'orateur est à respecter […] Je me demande bien où est-ce qu'elle est la liberté […] Est-ce qu'on sort des textes ou est-ce que l'on est là pour squatter ? Ou est le respect de cette libre parole ? ».

Réflexivité de la démarche Libre Parole : L'interpellation du public

À plusieurs moments de ce documentaire, le spectateur se retrouve dans un squat, lequel sert de lieu de transition réflexive entre deux sessions slam. Dès la septième séquence (14'42 – 15'29), le spectateur est plongé dans un lieu de vie dont on devine le caractère illégal au regard des lumières sombres, froides et bleutées fournies par l'image. Ces moments servent d'espace de discussion concernant le montage du film (situations réflexives sur l'œuvre en train de se faire dans une mise à distance au sein du film). Plusieurs chaises de jardin sont disposées à l'intérieur de cet espace et chacun vient exprimer son ressenti par rapport à la dernière session slam tournée. Les objets de discussion concernent principalement le sens qui pourrait être donné au film. Lors de cette séquence (n°7), le réalisateur s'interroge sur l'intégration d'une partie de session Libre Parole durant laquelle des adolescents sont venus perturber son déroulement (séquence 6, 7'42 – 14'41) :

« Faut-il continuer d'en parler dans le cadre de ce film ? Est-ce que le fait d'aller dans les quartiers où il y a plus de jeunes comme ça, c'est important ? ».

De fil en aiguille, ce premier questionnement se déplace vers l'interrogation sur le rôle éducatif que constituerait le slam. Pour le réalisateur, « à partir du moment où tu écoutes quelqu'un, bien sûr que c'est éducatif ». Dès ce premier intermède, on lit l'apparition implicite de l'idée d'interpellation. Cette idée prend d'autant plus de corps qu'elle apparaît pour les premières fois avant et juste après ce premier moment de réflexion. En effet, dès la séquence 6, un jeune homme exprimait son plaisir vécu lors de la session slam qui venait de s'écouler de la manière suivante :

« Je n'ai pas la rime aussi courante que mes collègues mais c'est sympa, il y a des bons textes, j'ai bien aimé écouter ».

On a là une première représentation de l'interpellation. On en trouve une deuxième à la séquence faisant suite à ce moment de réflexion. Elle concerne l'étonnement d'une personne âgée qui se promenait dans le quartier de Notre-Dame de la Treille lors de l'évènement Libre Parole :

« C'est très bien, très bien… [C'est la première fois que vous voyez quelque chose comme ça ?] Oui, de ce genre là, effectivement c'est la première fois… ».

Cette personne semblait apprécier le principe de libre parole et concluait l'interview de la manière suivante : « On est en démocratie ou on ne l'est pas ! ». Lors d'une séquence ultérieure (séquence 15, Métro Cité Scientifique, 34'06 – 53'15), une slameuse évoquait la présence des passants qui sortaient de la station de métro et qui pouvaient « être amenés à repenser ce qu'est un jeune ». On lit ici un impact certain des moments de réflexion dans le squat au sein d'une autre temporalité qui est celle de la session Libre Parole.

Au fond, ces moments de réflexion vont constituer une volonté assumée de faire participer sinon interpeller ceux qui regarderont un jour le documentaire. Le choix de les intégrer au montage provient lui-même de ces moments. À ce propos, une slameuse se demandait, lors de la séquence 11 (28'06 – 28'44) s'il fallait les incorporer au film. Par la suite, cette interrogation en a suggéré une autre : « Comment donner au spectateur la meilleure représentation d'une Libre

Parole ? ». Une suggestion a alors été donnée par une participante. Celle-ci évoquait un « cadre différent » qui ferait « peut-être penser à la même idée mais autre part ». De fait, un moment de Libre Parole est donné par la suite au spectateur. On est alors à la moitié du film, un écran noir s'affiche au milieu duquel est écrit :

« On ne donne jamais la parole au public pendant la projection d'un film, ce moment est une libre parole ».

Une autre séquence (séquence 18, 55'25 – 57'10) dédiée à ces moments de réflexion collectifs vient discuter des modalités de distribution gratuite du DVD mais également de la diffusion de la pratique Libre Parole. Un débat s'instaure sur l'idée d'un « mode d'emploi » qui serait intégré au film ou pour reprendre les mots du réalisateur, « concrètement, comment tu fais ? ». La réponse est donnée par un participant pour qui « le film, c'est déjà un mode d'emploi ».

Une dernière séquence conclusive (séquence 20, 58'00 – 1'01'56) donne l'occasion d'une réflexion autour de l'évènement Libre Parole. Au fond, s'agissait-il d'un slam ? Un participant vient dire qu'il s'agit surtout d'un « rassemblement ». Un autre vient dire que le slam procède de règles mais pour Périn, « c'est informel, c'est plutôt des rites ». Certains participants gardent un souvenir un peu amer de ces sessions. On pense ici au jeune homme faisant part du « regret de ne pas avoir eu de critiques sévères qui aident à aller de l'avant » et qui aurait aimé « voir des jeunes, des citoyens comme Papa, Maman pour dire d'autres choses ».

CONCLUSION

En 2003, Marcel Détienne dirigeait un ouvrage collectif pluridisciplinaire et comparatif (histoire, anthropologie principalement) dont le titre était : *Qui veut prendre la parole ?* (Détienne, 2009). Titre simple qui revient en deçà de multiples énonciations alambiquées aux principes de la constitution d'une « assemblée politique », de la production de « discours » et puis aussi de « pratiques collectives » en prise avec la politique des cités (les villes et les métropoles) et des Etats. On en revient toujours à cette question, finalement simple. Cette simplicité de la question *Qui veut prendre la parole* ? – à laquelle on peut adjoindre une autre, *qui veut agir* ? – n'est pas anodine, elle est l'une des questions essentielles qui porte la possible visibilité d'espaces publics qui ne soient pas inféodés aux pouvoirs institués et où peuvent se déployer des capacités d'expression et de critique, sans lesquelles il n'est pas d'exercice de la politique ayant comme horizon une société désirable et des pratiques instituantes de celle-ci.

Qui veut prendre la parole ? Qui veut prendre l'initiative et agir ? Qui veut faire "activité participante" ? Les collectifs informels, les associations étudiés se sont donnés les moyens de leur parole et de leur action, de leur activité et de leur œuvre. Un collectif réalise un journal, le prépare, en écrit les articles et en donne des dessins, les met en page, les fait imprimer et diffuse ce mensuel sur l'espace urbain de l'agglomération. Un *écrit* imprimé et politique urbain, fondé sur des enquêtes se donne à lire dans l'espace public selon un regard critique, en particulier sur le système politico-administratif local qui, en retour, ne peut lui dérouler le tapis rouge. Il y a là quelque chose qui, dans l'indépendance à l'égard des pouvoirs politiques et économiques locaux, relève d'un exercice de la critique qui fait débat dans l'espace public. D'autres, multiples, écrivent et déclament des slams dans

l'espace public – la rue ou les places – ou des lieux d'expression artistiques, plus fermés, tels des théâtres ou des scènes, des organismes sociaux. Il s'agit de paroles, de certaines paroles dans des salles, instituées ou non, ou dans la rue et les places publiques qu'on appelle slam ou performance d'artistes activistes de même que celles de Martin le Crieur et ses diverses expressions urbaines. C'est une manière d'inscrire l'expression symbolique avec ses divers imaginaires dans l'espace urbain. Si tout cela est expression artistique, ce n'est pas seulement apaiser la ville – mais ça peut l'être – et donner des couleurs à la grisaille urbaine des jours, c'est aussi interpeler des gens sur le sens de l'existence au regard des nouveaux contextes spatio-temporels et créer une esthétique qui, par sa propre distance avec la réalité, interroge le monde sensible tel qu'il est. D'autres encore, sous la coordination d'un réseau urbain, exposent des œuvres d'artistes – peintres, sculpteurs, graphistes, photographes – aux fenêtres des habitants en y organisant des fêtes, des spectacles musicaux ou des performances de clowns ou de théâtreux. *Exposition* des œuvres artistiques dans cette frontière entre espace privé et public, exposer ce qui est du dessiné, du peint, du photographié, mais aussi manifestation – l'apparence visible d'une collectivité dans l'espace urbain – à l'initiative de gens qui vivent dans des quartiers et qui refaçonnent leurs rapports à ceux-ci et à des artistes, aux gens et à l'art. Il y a là une tension – sans doute toujours problématique – entre l'art dans la rue et une réappropriation de l'urbain comme création de soi par les gens. D'autres, toujours, tentent de se construire des habitats groupés au regard d'autres visions de ce fait social central qu'est l'habitat dans la ville et pour se sentir acteurs de l'urbain quand il affronte les questions énergétiques ; on peut dire d'emblée qu'on s'est penché sur un *habiter* – une manière d'habiter –, un certain habiter qu'on dit groupé et sans doute spécifique, plus ou moins autogéré qui tente de vivre une autre forme d'habiter la ville tant comme collectif que comme pensée d'un aménagement urbain qui fait rupture avec la ville d'aujourd'hui. Il s'agir de « faire », d'« agir », d'« œuvrer », d'« avoir des activités » et pas seulement de produire verbalement des dénonciations ou des revendications – ce qui entraîne une première qualification provisoire : ces collectifs sont discernables parce qu'ils réalisent des œuvres, qu'ils produisent du faire, des paroles et des écrits publics, de l'expression artistique dans les divers sphères de la vie ordinaire. L'urbain est d'abord et avant dans cette perspective espace de l'agir, dans l'ici et le maintenant et selon une dissonance publique avec les paroles et les actes convenus.

Ces collectifs sont donc construits autour d'un « agir créatif » (Joas, 1999) et non pas seulement « normatif » (Durkheim) ou « instrumental » (Weber). S'ils interpellent, critiquent, parfois vivement, s'ils mettent en débat nombre de questions liées à la vie publique, ils le font en s'adossant à un faire créatif qui n'est pas seulement reproduction de la norme, ni poursuites de fins (souvent utilitaires) au regard de la pesée de moyens que chacun, dans sa situation, dispose. Ils se détournent de la voie des associations uniquement revendicatives ou dénonciatrices – une voie autre, normative, tout aussi légitime – qui en demeurent à ce registre ; leurs revendications, leurs interpellations ou leurs dénonciations, leurs résistances à « ce qui est » comme destin ou, plutôt, à la réalité qui, elle-même résiste sourdement, ont besoin d'"être portées sur les épaules d'activités" qui se traduisent dans des

« produits » ou des “œuvres” qui remettent en cause l’ordre des places et des rôles de chacun et la vie commune telle qu’elle doit être.

Cependant, dans le même élan, presque tous les acteurs opèrent dans leurs pratiques (textes des slameurs, journal de La Brique) et dans leurs discours (Générale d’Imaginaire, Les Fenêtres qui parlent et dans une moindre mesure HEP) une *critique* des institutions. Mais cette critique se décline en des versions diverses.

Une première perspective est celle où la citoyenneté est entendue dans son acception juridico-nationale ; c’est ce cadre de référence qui, immédiatement, est à l’esprit des acteurs et aiguise en un instant leur jugement critique. La critique est donc immédiate, incisive, implacable et vise un *ordre établi global* qui est celui des pouvoirs politiques et économiques au nom d’une théorie critique de la domination, laquelle est nommée par Luc Boltanski « métacritique » (Boltanski, 2009, p. 22). Cette métacritique entend la citoyenneté comme un rouage de cet ordre de la domination qui produit un assujettissement des individus. Si ceux-ci rentrent dans cet ordre par un exercice de la citoyenneté ainsi entendue, ils abandonnent tout espoir de se fabriquer comme sujet dans sa réflexivité et ses affects ou sa sensibilité, lesquels sont intrinsèquement liés dans cette conception du sujet. Il y aurait ainsi un ordre du sensible irréductible ou résistant au social et au politique par lequel on peut tenter de se construire comme un *être autonome*. Et c’est la tâche qu’ils se donnent, être une fabrique continuelle de soi comme sujet en ne participant pas de cet ordre établi, en le tenant à distance et en opérant une critique de la domination qu’il exerce sur les gens. Cette « épreuve de la réalité », sans cesse passée et éprouvée dans la vie quotidienne, est celle de l’*autonomie* – dans les squats, les sessions slam dans l’espace urbain ouvert, les œuvres réalisées en dehors des circuits de financement, la vie frugale, la débrouillardise pour faire des choses avec des objets qu’on ne possède pas. Si citoyenneté il doit y avoir, sa conception se fonde sur ce principe de la réappropriation de soi comme subjectivité au-delà des vêtements des rôles sociaux qui sont assignation à être étranger à soi-même – aliéné. Il y a quelque chose de la critique romantique, en particulier anglaise, dans cette attitude où les principes de justification relèvent de l’autonomie sensible et réflexive dans des groupes, le plus souvent informels ou faiblement structurés, qui sont supports de solidarité, de reconnaissance mutuelle et de bouillonnement intellectuel. Mais il faut bien voir que cette réappropriation de soi comme subjectivité ne peut être restreinte à ces acteurs, elle est au principe de tous les engagements des acteurs rencontrés et c’est pourquoi, peut-être, faudrait-il parler justement de *sujets* plutôt qu’acteurs. Cette réappropriation est condition de possibilité de la sociabilité dans les collectifs comme elle l’est des engagements et de l’agir de la politique.

La critique se décline donc selon des variantes. Dans le réseau des Fenêtres qui parlent, mais aussi dans le discours d’acteurs de la Générale d’Imaginaire, la critique des institutions est déployée à partir de la réalité des *rapports* avec les institutions, de l’interprétation donnée à cette réalité : ils engagent des disputes sur la manière qu’ont de se comporter, à travers leurs représentants, leurs guichets d’accueil, leurs structures administratives, les institutions politiques et, plus globalement, les appareils de gouvernement locaux à l’égard des habitants et des associations. Ces rapports seraient ceux de la nécessaire *subordination* de ces habitants et associations au fonctionnement de la démocratie représentative ou d’une démocratie participative orientée vers un consensus pour la plus grande part construit sur des décisions préparées par les appareils technocratiques des gouvernements locaux. L’acception de la citoyenneté qui en ressortirait serait celle qui s’inscrit dans le cadre de référence de la démocratie représentative. La place et le rôle des citoyens seraient assignés par ce cadre. Les principes de justification de cette critique relève d’un autre cadre qui vient s’opposer au cadre de la démocratie représentative : bien qu’il ne soit pas nommé de manière précise, et en reprenant certains termes de ces acteurs, il serait celui d’une *démocratie d’initiative autonome* des acteurs de la “société civile”[186] qui serait susceptible de différentes actions : interpellation

186 On sait que le concept de “société civile” est piégé, comme s’il formait un tout homogène, autonome au regard de l’Etat et de ses appareils. La société civile est aussi imprégnée des actions de l’Etat et celui-ci y est présent par des normes et des valeurs qui en empreignent les modes d’organisation et de vie. Mais pour éviter des circonlocutions qui alourdiraient le propos, on s’en servira ici pour désigner les groupes et collectifs plus ou moins autonomes et les espaces publics, de délibération et d’argumentation, mais aussi d’agir

contradictoire, contestation et critique du pouvoir institué, capacité d'initiatives et d'actions autonomes qui, par des négociations entre partenaires égaux, seraient reconnues par le pouvoir, capacité de proposition et de codécision dans les politiques publiques. C'est au nom de cette "cité" que l'initiative autonome élève une controverse et y puise un sentiment de légitimité au regard de celle des pouvoirs. C'est en quelque sorte une *démocratie active* au sens où les citoyens l'activent dans le cours ordinaire de la vie sans passer par des médiations institutionnelles et en usent pour couramment se placer en position de face-à-face avec les pouvoirs institués.

Sa légitimité est celle d'une "citoyenneté active" ou "d'initiative" – ce que Henri Lefebvre nommait « activité participante ». Cette légitimité pourrait aussi être appelée « concitoyenneté » comme on l'a vu, en mettant l'accent sur les relations de réciprocité et de mutualité qui lient les gens dans un être-ensemble qui n'est pas que de sociabilité, mais qui constitue la politique comme art de vivre ensemble dans une visibilité de l'agir et du parler dans l'espace public – conception qui serait celle d'Hannah Arendt (1983) où public et politique sont proches[187]. En reprenant une distinction déjà faite, ce processus s'appuie sur une idée de *la politique* pour opérer une justification de leur position critique à l'égard du politique, entendu comme le politique institué. Et cette idée de la politique se soutient de manière argumentée des *situations concrètes* où ils font des choses – des expositions d'artistes aux fenêtres des habitants qui sont en même temps un temps de rassemblement, de fêtes et de spectacles où se crée de la société ; des ateliers et des sessions de slam. Ce faire est une *épreuve* grâce à laquelle ils acquièrent une légitimité qui vient donner une justification à leur critique – l'*épreuve des faits*. Sous un angle proche, cette critique se soutient ainsi du principe de la capacité et des compétences des gens à parler, à agir, à faire dans l'espace public et dans les affaires de la cité, mais aussi d'avoir une réflexivité argumentée sur ces choses publiques. Le principe de l'*autonomie* est ainsi convoqué, de manière explicite ou en filigrane, pour soutenir cette prétention à être des acteurs qui n'ont nul besoin des chaperons du politique pour être acteurs dans l'urbain. En cela, ils trouvent les supports justificatifs de leur critique du politique qui dans des situations de concertation et de négociation voudrait les vouer à l'*hétéronomie* : ils ne seraient bons qu'à être dits, agis, parlés – assignés donc à des places et des rôles hétéronomes – au nom des principes de légitimité de la représentation politique. Or, ils veulent parler, agir *en leur nom propre* – individuel ou collectif – et donc avoir aussi une "identité pour soi" au lieu de n'être qu'une "identité pour autrui" (Dubar, 1991) ou encore pouvoir construire une transaction qui ne relèvent que d'eux-mêmes entre ces deux formes d'identité – qui ne sont pensables qu'articulées. En cela, c'est à la reconfiguration de l'ancien monde sensible – hiérarchisé, protocolaire, ritualisé autour du représentant du pouvoir – qu'ils œuvrent : non pas les uns au-dessus et les autres au-dessous, non pas les uns sur la scène et les autres spectateurs dans la salle, mais sur la même scène les uns qui seraient à côté des autres autour d'une table circulaire où le vide laissé au centre verrait la parole circuler. Ainsi se donne à voir une résistance au « partage sensible » du monde où les uns pourraient faire œuvre politique et penser le monde et les autres ne le pourraient pas par absence de compétences certifiées par l'épreuve du politique – épreuve dont il faudrait bien par ailleurs débattre les critères. D'autre part, viennent appartenir à la scène urbaine – de manière transitoire – des mondes singuliers artistiques et civiques qui se revendiquent ainsi que des mondes communs en décalage – dissonants – avec la réalité ou, dit autrement, le « maintien de l'ordre » (Boltanski, 2009, p. 94) par des épreuves et des qualifications instituées qui n'ont pas toutes la force de l'évidence sociale et politique. Ces gens remettent encore en cause l'assignation à n'être que des citoyens représentés qui, entre deux votes, délèguent à la représentation le « gouvernement des choses » publiques ; cette remise en cause s'opère justement par un usage spécifique de la démocratie qui leur est dénié et qui opère en même temps par la médiation d'œuvres culturelles et artistiques, de journaux, d'habitats groupés. N'y aurait-il pas exercice de la citoyenneté à mettre en question les répartitions de place et d'activité telles qu'un certain ordre, toujours arbitraire, les impose ?

La question de la *reconnaissance*, selon ce regard, devient cruciale, parfois épidermique. Ce rapport au politique est vécu, puis réfléchi, comme un rapport bien entendu asymétrique, mais surtout

ensemble qui possèdent une certaine autonomie.

187 Cf. la troisième partie de ce travail qui s'appuie pour une grande part sur l'apport d'Hannah Arendt.

comme une *expérience morale* où ces acteurs se sentent des sujets jamais reconnus, où plutôt, des sujets infériorisés et disqualifiés dans des formes de reconnaissance négative qui valent *mépris social*. Il en résulte un constat d'*injustice* qui touche le sentiment d'intégrité psychique et moral des gens et leur dignité. Finalement, ils ne seraient jamais "à la hauteur" et peu dignes d'être des "partenaires" de l'action publique. Selon Axel Honneth, il y aurait une normativité du social qui, justement, serait constituée par les exigences morales de reconnaissance des gens[188] et c'est en se fondant sur cette normativité que pourrait s'élaborer une théorie critique en analysant les atteintes à ces exigences qui conduisent à « la déformation et la dégradation des rapports sociaux de reconnaissance », à des « pathologies de la reconnaissance » qui entravent l'accès à l'autonomie des gens (Honneth, 1996, p. 230, 232). Ce qui ressort de cette capacité critique des gens, c'est un travail de qualification sur ces rapports de non-reconnaissance, travail dans lequel ils font preuve d'un « sens moral » et d'un « sens de la justice » (Boltanski, 2009, p. 84) qui, en même temps, font référence à (ou prennent appui sur) l'idée que telle ne devrait pas être la situation, même asymétrique, entre gouvernants et gouvernés, représentants et représentés. Il est donc fait référence à quelque chose d'autre que ces rapports qui relève justement de cette *exigence morale* fondamentale où « les sujets se rencontrent dans l'horizon d'une attente réciproque d'être reconnus à la fois en tant que personnes morales et pour les prestations sociales qu'ils accomplissent » (Honneth, 1996, p. 227). La rationalité qui est au fondement de leur principe de justification est celle d'une morale de la reconnaissance avec ses « attentes liées au respect de la dignité, de l'honneur ou de l'intégrité propre » (Honneth, 1996, p. 227). Il ne s'agit pas d'un vague humanisme moral, mais ce qui fonde l'être-ensemble comme rationalisation du social et des rapports politique. Les manquements conduisent à des mutilations, des dégradations psychiques, physiques, morales et intellectuelles des êtres au nom desquelles peuvent s'élever à juste titre une théorie critique.

Mais, il faut bien constater que cette critique ne conduit pas à des situations d'affrontement, de violence symbolique, de disputes publiques – dire et nommer les choses dans leur cruelle réalité au regard des prises de position critique et des principes de justification que les gens prennent et énoncent. Demeure l'idée d'un horizon d'une *coproduction* des actions et des politiques publiques qui, d'une certaine façon, se fonde sur un possible éveil de compréhension du politique à l'égard d'une citoyenneté active ou d'initiative[189]. Un imaginaire de cité pacifiée qui trouverait les moyens de résolution de ses disputes et de ses conflits par le débat public et une compréhension mutuelle vient faire pendant à la critique. En d'autres termes, la démocratie active, malgré sa critique, tient à demeurer un partenaire – potentiel – du politique institué. L'urbain est vu comme une scène pacifiée d'où tout conflit est banni. C'est bien la coopération de la démocratie représentative et de la démocratie active qui pourrait fonder les politiques urbaines.

Mais tous ces acteurs opèrent aussi une critique des modes d'engagement dans les structures hiérarchisées où chacun doit se soumettre à la volonté générale du collectif et, plus souvent à des *stratégies* qui, généralement, consistent à servir des intérêts partisans ou à obtenir un gain de pouvoir dans les structures et les appareils qui contrôlent la vie du politique. Plusieurs aspects peuvent être discutés. Le premier est celui qui lie de plus en plus fortement l'engagement et l'expressivité de soi.

L'engagement de soi dans une action, une parole, un texte, une œuvre artistique, un habitat n'est plus seulement engagement politique ou idéologique désincarné du corps qui le porte. On a déjà parlé de la réappropriation de soi comme sujet, réflexif et sensible, elle est support de l'engagement de soi : il ne s'agit pas seulement de porter une parole politique au nom d'une cité désirable, il s'agit aussi, et en même temps, de laisser se déployer l'*expressivité de soi* – manifestation de tous les aspects de la personnalité, sans bien entendu inclure les plus intimes – comme création de soi dans de multiples formes d'expression – culturelle, artistique, sensible. Il s'ensuite un urbain, non pas seulement traversé et animé par des interpellations, des actions politiques, des manifestations, des discours, mais des formes d'expressivité qui hybrident le sensible et le réflexif, l'affect et l'argumentation, les émotions

188 « Les sociétés sont prises dans la dynamique d'une rationalisation morale visant à offrir une reconnaissance toujours plus complète à un nombre plus grand d'individus » (Renault, 2004, p. 195).

189 On peut aussi penser qu'une telle attitude préserve les chances de financement des actions entreprises.

et les débats. On comprend dès lors l'usage de la notion de « subjectivation civique » qui n'est pas seulement ce fait pour une personne ou un groupe de se fabriquer une *singularité* politique et idéologique, mais aussi une *singularité expressive* où se dévoilent des imaginaires, des affects, des formes de sensibilité au monde, des modes de présence aux autres. L'engagement devient aussi quête de soi, d'un groupe ou d'une personne, dans cette singularité expressive qui tente de déplacer les formes sensibles de la réalité (les lieux, les places occupées, les manières d'être, les objets présents)[190]. En écart avec toute citoyenneté normative assignée – ce que devrait être cette citoyenneté qui se dérobe dans le système représentatif –, la *subjectivation civique* comme œuvre individuelle ou collective de soi et en dissidence avec la répartition de ce qui doit être pour que la réalité continue à avoir une certaine permanence s'offre ainsi qu'une *dissonance créative* dont bien des acteurs, politiques ou autres, cherchent souvent à en invalider la légitimité. Ces dissonances créatives qui produisent la ville n'ont souvent qualités et valeur, mais aussi effet de transformation sur les gens, que de manière différée. Or, c'est le court terme, le "présentisme" qui se fait, de manière insistante, de plus en plus prégnant (Hartog, 2012, p. 155). Mais, un jour, ce temps différé de la création vient prendre une certaine ampleur sociale et artistique ou culturelle. Ce qui n'était qu'à peine perceptible, s'inscrit dans sa pleine visibilité et sa pleine compréhension. Ce qui n'était que "petit" devient sinon "grand", du moins d'une certaine importance. Ce qui n'était que singulier accède à une certaine généralité. L'urbain nait aussi du différé, ce qui implique de prendre en compte ses différentes temporalités.

Au regard de cette expressivité singulière de soi, on a ainsi parlé de l'*appropriation des moyens d'expression* (ou d'expressivité) comme support des engagements – les ateliers slam n'en sont qu'un des outils, par exemple. Il faut un support aux engagements et celui-ci en est un malgré son apparente fragilité au regard d'un argumentaire idéologique.

Mais, il en ressort un second aspect, celui de nouveaux rapports entre l'investissement personnel et la mobilisation collective. Un autre support, ce sont bien entendu les sociabilités. Dans ces engagements, les *sociabilités* sont le plus souvent, et toujours davantage, fondées sur l'exigence de réciprocité et de reconnaissance mutuelle où sont en jeu les affects, la sensibilité, les émotions, la *philia*, engageant ainsi la totalité des gens comme sujets. Ici, encore, on retrouve l'importance de l'exigence morale de la reconnaissance qui, chez tous les acteurs, est fondement de l'intégrité de chacun et permet d'agir en commun. Il y a quelque chose de la *bienveillance* dans les interactions qui sont au cœur des sociabilités. Il ne faut pas y voir, là encore, un vieil humanisme qui retrouverait du crédit, mais une exigence morale de vouloir le bien des proches et une sensibilité à la *philia*. Ces engagements en d'autres termes s'appuie sur des sociabilités bienveillantes qui donnent toute leur place à la reconnaissance intersubjective, mais aussi sociale ;

Les pratiques collectives au regard des fins désirées paraissent ainsi construites sur le support d'une *reconnaissance mutuelle* des individus, de leurs compétences, leurs capacités, leurs créativités – reconnaissance empreinte de tolérance réciproques –, d'où peut émerger la créativité collective. Bien entendu, si on ne peut en éliminer la possibilité dans ce monde toujours davantage concurrentiel, ce ne serait pas tant « la lutte pour la reconnaissance » (Honneth, 2000) que la *fabrication d'espaces de reconnaissance mutuelle* au regard d'une créativité qui suscite un faire ensemble dans un souci d'émancipation par la production de dissensus dans le monde sensible (Rancière, 2009a, p. 95). De ce point de vue, il semble s'opérer une réciprocité entre les trajectoires personnelles d'engagement et l'agir collectif. Les individus ne s'effacent plus devant le tout du collectif, porteur du sens, de la volonté générale. On est bien dans de nouvelles configurations sociales des collectifs où ceux-ci, loin d'être seulement la finalité d'appartenance des actions individuelles qui, elles-mêmes s'effacent devant le bien supérieur et l'agir collectif – la « cité civique » selon Boltanski, Thévenot (1991) qui demande à être revisitée en pensant sans doute une pluralité de cité civique –, deviennent le support de

190 Une image simple et banale permet de comprendre : une salle de classe ou une salle d'université peut prendre diverses configurations sensibles : il ne se passe pas la même chose quand ses tables sont rangées en rang et font face au bureau du professeur et quand les tables forment un cercle et que le professeur est assis dans le cercle entre deux étudiants ou lycéens.

solidarité et le réservoir de ressources de l'expressivité et de l'autoréalisation individuelles – trait de l'imaginaire social. Les gens s'engagent au nom de leur propre horizon normatif et axiologique dans un collectif dont, à un moment donné de leur vie, les objectifs paraissent conformes à cet horizon et ils attendent que les associations et les collectifs soient étais de leurs engagements, de leurs expressivités singulières, de leurs trajectoires de subjectivation qui, en retour, est vecteur de la dynamique collective. Dans cet effet d'entrainement, les personnes produisent de la créativité au sein du collectif qui en retire des capacités d'agir. Ainsi, l'engagement des gens dans les expériences étudiées se fonde davantage sur l'expression de leurs capacités individuelles et le plein épanouissement d'eux-mêmes – agir créatif personnel –, le déploiement de relations affinitaires, la quête d'une forme de régulation autonome fondée sur l'égalité des membres. S'il y a attachement au collectif, c'est comme attachement à un support de l'expression des ressources personnelles et une caisse de résonance de la créativité, à un devenir collectif fondé sur la réciprocité et la solidarité, mais aussi à un désir d'autonomie sociale.

Non sans difficultés, non sans tensions conflictuelles, non sans malaises collectifs ou individuels, ce sont les relations de l'individu engagé et du collectif engagé qui se trouvent remis sur l'établi sociétal et politique. Ainsi, la subordination des gens à une volonté générale ne va plus de soi tant elle est sans cesse remise en cause par des créativités personnelles et des forums de discussion. Ce qui est de l'ordre de la représentation ou de la délégation ne reçoit plus guère d'assentiment ; les gens ne veulent plus être parlés, ils veulent prendre la parole. Transversalité des paroles, horizontalité des positions et des places disqualifient toute forme de hiérarchie (le réseau des Fenêtres qui parlent, la collégialité de HEP, l'autogestion du journal La Brique, le fonctionnement des groupes informels de slam). L'investissement des personnes tente de lier désirs personnels et devenir du collectif, non plus dans le long terme auquel on sacrifie le présent, mais dans l'immédiat, l'ici et le maintenant. Le collectif est un atelier où l'artisan civique individuel réalise son œuvre expressive en même temps que se construit la solidarité les artisans dans la poursuite de la belle œuvre. L'individu dans sa trajectoire personnelle adhère, par son initiative, à un atelier où il peut s'auto-réaliser et non à des fins qui le dépasseraient (la trajectoire du collectif qui serait l'émanation d'une vérité téléologique). La trajectoire identitaire du collectif qui parfois trouvait sens dans les métarécits téléologiques de l'humanité en voie de se faire ne tient plus, et pour une grande part, que par les trajectoires individuelles d'engagement ; c'est la trajectoire individuelle d'engagement dans une réticence à toute forme d'appartenance à un collectif dont les fins lui dictent ce qu'elle doit être qui devient sa propre fin et cette trajectoire s'engage dans du collectif dont l'horizon lui est proche. Les dimensions identitaires de l'appartenance (espaces socioprofessionnels, locaux ou culturels) et de la trajectoire s'inversent entre collectif et individuel.

On peut penser finalement que, outre des divergences qui apparaissent entre fins personnelles et fins collectives, ce qui pose le plus problème est l'accélération différenciée du temps qui perturbe l'espace urbain comme espace de coordination des activités des gens – espace principal de coopération entre les gens. Mais il en est de même dans les collectifs et les associations où doivent s'accorder le temps propre du collectif – lui-même soumis aux pressions temporelles de plus en plus fortes – et les vécus personnels du temps par les individus. Ceux-ci sont obligés de prendre toujours plus de temps pour réaliser cette coordination au détriment de bien autres activités. Les disjonctions temporelles ou les désynchronisations dans leurs accélérations spécifiques des différentes dimensions sociales, techniques, politiques, culturelles du temps produisent un certain *chaos* spatio-temporel ou du moins des désajustements spatio-temporels. Il y a là une difficulté dont on peut penser qu'elle ne fera que s'amplifier. D'autre part, au temps dominant devenu accéléré (Virilio, 1977 ; Rosa, 2010), ces œuvres offrent parfois un *contre temps civique* d'une urbanité qui « prend son temps », celui du regard et de l'ouïe ouverts à des œuvres et à des moments d'être ensemble[191]. La subjectivation civique est temporalisée, elle est celle de ce *temps ralenti, parfois en suspens,* qui fait office d'envers à l'accélération du temps auquel n'échappe pas le politique. Mais une telle attitude pourra-t-elle résister au temps du numérique et des algorithmes ? Mais, il ne fait guère de doute qu'une citoyenneté active

191 Bien entendu, il aurait fallu lier cette analyse à celles qui portent sur les mouvements en faveur d'une vie ralentie de manière volontaire.

ne peut s’inscrire dans la réalité que par un travail de la pensée sur le temps et une certaine maîtrise de la synchronisation.

ANNEXE : MÉTHOLOGIE

Le choix des terrains

La région Nord Pas-de-Calais est l'héritière de réseaux socialistes et de ceux des communistes locaux et régionaux. Cet héritage n'est pas rien comme fait social et politique, surtout quand celui-ci se délite. Des terres de gauche basculent inexorablement vers d'autres horizons politiques. Pourtant, cette région Nord-Pas de Calais longtemps encadrée, contrôlée, par un maillage serré d'associations proches des partis de gauche a vu se desserrer cette emprise par une perte d'influence des partis et de leurs courroies de transmission, mais aussi par de nouvelles impulsions qu'avait créée la présidence verte – Marie-Christine Blandin – du Conseil régional de 1992 à 1998, suite à un accord passé difficilement entre le PS, le PCF, les Verts et Génération écologie. Nombre d'associations proches du terrain trouvèrent un nouveau souffle sur des champs d'activité financés par la région et d'autres se créèrent, non sans parfois des brouilles locales et non sans tensions entre partenaires associés à la gestion du Conseil régional.

Etant donné l'objet que nous nous étions donné, la réalité empirique à laquelle nous avions affaire était disséminée, parfois invisible. Elle ne se cristallisait pas en des associations reconnues et arrimées dans un paysage structuré. Ce paysage était un tissu lâche d'individus, de groupes – parfois informels –, de structures lâches ou, encore, de réseaux d'associations, mais non structurés de manière formelle. Des fils dont il fallait suivre les entrecroisements ou les tissages permettaient d'en suivre les membres. Des transversalités ou des « passerelles » comme le disait Karim Fedall, de la Compagnie Générale d'Imaginaire, apparaissaient entre les terrains à travers une personne ou un groupe mais des fluidités empêchaient d'avoir un paysage vraiment stable. Certains acteurs, en particulier dans le hip-hop paraissaient invisibles et insaisissables, disparaissant un temps et réapparaissant à un moment donné. C'est que notre choix visait des collectifs à la lisière de l'institutionnalisation et que, d'autre part, nous voulions mettre à l'épreuve l'intuition née sur d'autres terrains antérieurs que nombre de personnes s'investissaient dans des activités où l'expressivité devenait un vecteur d'engagement et de formes de solidarité.

À cet effet, au niveau du slam, comme pratique égalitaire et d'accession à la prise de parole dans l'espace public – hypothèse – nous avons repéré trois terrains dissemblables et plusieurs groupes. Les terrains sont : 1] l'espace urbain ouvert pour le groupe Le pouvoir des Innocents auquel appartenaient des slameurs, mais aussi bien d'autres activistes des "arts de la rue", terme dans lequel ils ne se reconnaitraient pas, mais qui permet de fixer brièvement les choses ; 2] un bar-restaurant, donc un lieu commerçant, autre configuration, où nombre de slameurs étaient passés ou passaient, 3] un théâtre, le Zem théâtre où un groupe La compagnie générale d'Imaginaire produisait des sessions slams. Un autre groupe fut choisi, On a slamé sur la lune, pour sa filiation intellectuelle avec Glissant et Césaire dans son abord vécu des questions liées à la diversité, terme tout à fait incongru, mais qui

permet, ici encore, de fixer les choses sans trop s'attarder. Nous avions donc des configurations apparemment diverses de groupes et des lieux différenciés. Se jouait dans ces lieux et espaces, la question de l'articulation – toujours problématique – de la parole expressive et de l'engagement dans la cité.

Comprendre ces mondes supposait de devenir pour partie nomade et d'aller à l'aventure, d'être arpenteur de la métropole lilloise, en particulier la nuit. Il fallait accepter l'invitation de personnes à poursuivre une soirée dans une espèce de pizzeria qui n'en avait que le nom. Mais, la Pizzeria n'était pas qu'une pizzeria, mais un *lieu échangeur* dans la métropole. Il y avait bien entendu des lieux où vont se retrouver, lors d'un événement particulier, nombre de ces personnes-là. Ce fut le cas lors d'un rendez-vous mensuel du Zem-théâtre (le premier mardi de chaque mois), pour tous les amateurs de slam et notamment d'un slam « engagé ». Là, se retrouvaient des membres de multiples réseaux. Ces lieux sont multiples et, le soir, la métropole vit de ces échangeurs dans lesquels il faut exister, rire, échanger.

Au niveau de l'expressivité encore, on a choisi un autre champ d'activité, celui d'un journal critique local dont les enquêtes portaient principalement sur l'espace urbain de l'agglomération – et de la région –, mais là encore, en sachant que rien n'était stabilisé puisque le premier numéro paru datait de mars-avril 2007. Il s'agissait de comprendre une parole critique publique qui portait fortement sur l'urbain local et sur la région et qui se donnait comme indépendante en assumant une dimension qui était celle de la politique, telle que nous pouvions l'entendre théoriquement, mais sans bien savoir ce qu'elle signifiait dans la vie concrète d'un journal.

Par rapport à cette expérience émergente, le collectif – non structuré en association – d'associations, ASSO-RÉSO-MÉTRO qui porte Les fenêtres qui parlent était né au début des années 2000 ; depuis, il avait réalisé une opération chaque année. S'il était ancré dans le paysage de l'agglomération et était soutenu par les collectivités régionales, il n'en demeurait pas moins que sa vie était encore courte. D'autre part, cette non-structuration formelle du collectif en association interrogeait notre regard. Là, encore, il y avait articulation d'une expression artistique et d'une finalité de citoyenneté. L'expression artistique renvoyait à l'exposition aux fenêtres d'habitants d'œuvres d'artistes – réinventant un usage populaire dans le Nord des fenêtres d'exposition d'objets personnels – tandis que la finalité davantage politique faisait de cette opération un vecteur de mobilisation des

habitants, de participation à la vie urbaine et de production de société par les sociabilités qui, à l'occasion de ces expositions, s'ancraient aussi sur les spectacles, les fêtes, les animations produits.

Enfin, l'expressivité de soi ou d'un nous peut se concevoir dans la manière d'habiter dans la ville et d'y défendre une conception d'un habitat spécifique. Un projet d'habitat écologique partagé (HEP) pouvait être ce terrain où s'articulaient le désir d'un habitat collectif selon de nouvelles normes écologiques et pour certains une volonté d'être acteurs dans l'aménagement urbain de l'agglomération. Trois niveaux se distinguaient immédiatement : celui des familles et de leur préoccupation d'un espace privé ou non ; celui du collectif dans l'élaboration d'un habitat en prise sur son voisinage ; celui, enfin, de l'espace urbain sur lequel il y avait intention d'intervenir.

Pour chacune de ces expériences, il a fallu être attentif au monde de la toile Internet, celui-ci ayant modifié les conditions de toute recherche en sciences sociales depuis quelques années. À ce titre, l'expérience du site internet – ou plutôt des sites – participatifs de l'association HEP (pour Habitat écologique partagé) est plutôt un exemple qui méritait d'être suivi.

Approche des terrains

Expériences de slam.

L'un des espaces fut celui de Libre Parole dont les membres appartenaient pour la plupart au collectif Le Pouvoir des Innocents. Rencontrés pour le premier anniversaire de la Brique (journal d'enquête alternatif local) dans un univers quelque peu libertaire, ils devaient faire une déclamation spontanée au bord d'un square dans l'après-midi et bien que celle-ci ne fut pas réellement prévue. Dans la suite de l'enquête de terrain, l'un des chercheurs fut invité dans le squat où certains membres vivaient. Dans ce squat, maison autogérée avec des ateliers artistiques (fabrication de pochoirs et utilisation de ceux-ci sur des vêtements, des CD gravés du groupe LPI ou tout simplement sur les murs), il faut très vite être transparent quand on arrive dans ce lieu et savoir s'amuser des activités qui y sont proposées (partie de foot, contribution à la fabrication d'une soupe). C'est aussi le lieu des premières discussions sur le rapport au monde du travail (et au chômage), sur la prise de parole, en particulier la Libre Parole (prises de paroles nomades dans l'espace public) et sur d'autres actions – interpellation sur l'espace public. À partir de l'année 2007, la Libre Parole n'a plus produit beaucoup de sessions.

Un autre espace d'observation participante fut un café, le Moonlight, espace de prise de parole dans le monde marchand où le lundi soir, des sessions intitulées « Slam, prose et poésie » étaient animées par un personnage charismatique, étudiant par ailleurs en faculté de lettres. C'est un bar à thème où la bière n'est pas très chère. Chacun y vient avec sa sensibilité pour déclamer des textes (autant cyniques qu'humoristiques) dans une petite salle marqué de l'univers jazz/blues de la Nouvelle-Orléans (de nombreuses figurines de musiciens noirs aux costumes blancs sont présentes, des instruments servant d'abat-jour comme une trompette dans laquelle un spot de couleur rouge était inséré ou encore la présence d'un piano. À plusieurs, les soirées de cette scène furent suivies comme spectateurs attentifs, sans pour autant entrer dans le jeu d'un du slam.

Espace soutenu publiquement, le Zem Théâtre est un théâtre – où tout est peint en noir, le propre du théâtre – organisé spatialement telle une arène où les critiques contre le système capitaliste fusent mais où les registres de déclamation restent très divers – ce qui est propre à tous les espaces de slam. Ces sessions sont principalement organisées par la Générale d'Imaginaire en lien avec des collectifs organisant des ateliers d'écriture – Collectif de l'Instant, Styl'oblique. C'est l'une des scènes régulières avec le Moonlight où les séances ont lieu le premier mardi de chaque mois.

Mais, il fallait aussi être sur le qui vive pour sauter sur les opportunités qui souvent ne sont guère visibles et se transmettent par le bouche-à-oreille. Des manifestations occasionnelles se sont ainsi présentées : Slam au Festival Fac'off à la cafétéria Le Florès sur le campus de Lille 3 où s'entremêlent des slameurs du Zem Théâtre et du Moonlight ; session de découverte du Slam autour d'une exposition temporaire intitulée « Pays'âges » au Muséum d'Histoire Naturelle de Lille. Elle fut

principalement organisée par la compagnie Générale d'Imaginaire et a fait intervenir différents slameurs autour de l'exposition – de Julien Delmaire à Karim Feddal, alias Acétone (animateur par ailleurs au Zem Théâtre) et suite à l'exposition lors d'un Open'Mic avec la présence de slameurs de la compagnie « On a slamé sur la Lune », compagnie qui ne se produit plus guère en dehors de ce type de session ; session slam au Festi'fives, festival annuel du quartier lillois à Fives ayant lieu sur la place de Geyter au centre ville bien qu'une session slam ne fut pas prévue. Le chercheur doit se préparer à l'imprévu dans nombres d'occasions. Pour explorer ce champ empirique, il doit dépasser des cadres spatio-temporels déterminés.

- 31 mars 2008 et 21 avril : deux soirées « slam » au Moonlight, (trois chercheurs présents), présentée par Dany ;
- 1er avril 2008 : une soirée « slam » au ZEM-théâtre (deux chercheurs), présentée par Acétone ;
- 23 avril 2008 : une après-midi « slam » à la cafeteria de Lille 3, (deux chercheurs), présentée par Dany ;
- 23 avril 2008 : une soirée spéciale « slam » organisée par le musée d'histoire naturelle de Lille autour de son exposition temporaire « Pays'âges » (étaient présents notamment deux slameurs renommés de la région et bien d'autres (un chercheur) ;
- 30 avril 2008, 21 mai et le 4 juin : la participation personnelle d'un chercheur à un atelier d'écriture « slam » mis en place par l'IFMAN (Institut de recherche et de formation du mouvement pour une alternative non-violente) dans le cadre de la Semaine de l'éducation générale à la paix et par Karim Feddal de la Compagnie Générale d'Imaginaire » : trois ateliers de deux heures répartis sur deux mois, à la MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités ;
- 7 mai 2008 : une conférence-débat avec Christiane Taubira à 18h00 à la MEP (Maison de l'éducation permanente) de Lille pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage où Marc-Alexandre Oho-Bambe (de la compagnie « On a slamé sur la lune »), alias Le Capitaine, a effectué un slam improvisé et inattendu en hommage à Aimé Césaire (un chercheur) ;
- 3 juin 2008 : une soirée poésie au bar Le Vinci, où se tissent des passerelles entre slameurs et

poètes : une rencontre avec Marie qui déclama ce soir-là la fameuse « lettre à un jeune poète » de Rilke (un chercheur) ;

- 5 juin 2008 : un “attentat verbal” mené par la compagnie On a slamé sur la lune lors du concert à l'Aéronef de Saul Williams, « Le » monsieur du slam américain ;
- 6 juin 2008 : slam du « Capitaine Alexandre » dans la grande librairie de Lille pour la présentation d'un ouvrage de Claude Ribbe, *Le nègre vous emmerde*, pamphlet-hommage à Aimé Césaire (un chercheur)
- 17 juin 2008 : une prestation du capitaine Alexandre pendant une exposition organisée par la ville de Lille à la Mairie de quartier de Wazemmes (un chercheur) ;
- Plusieurs discussions informelles avec différents slameurs impliqués sur la métropole et rencontrés lors de ces différentes manifestations.
- Un atelier à la médiathèque de Roubaix concernant des informations sur les ateliers « Voix parole écoute » organisés par Rhizomes-formation : rencontre notamment avec Martin (le crieur) et Thomas (La Brique).

Les journaux indépendants lillois

Devant la – relative – profusion des titres « indépendants », mais aussi de la variété des supports, on a souhaité resserrer notre recherche à deux titres « papiers », La Wassingue et La Brique. Plusieurs éléments ont guidés ce travail ; au niveau de ces deux aventures journalistiques, l'une était en déclin, l'autre en ascension ; en même temps, si ces deux journaux de critique sociale revendiquent une entière liberté de ton, leur contenu éditoriaux diffèrent sensiblement. Mais, il a fallu resserrer le cadre de l'enquête : on n'a rencontré qu'un seul journaliste de La Wassingue afin de se focaliser davantage sur La Brique.

On a pu rencontrer pour la première fois la plupart de ces militants – ils se désignent comme tels – lors d'une « journée de la presse alternative » organisée en novembre 2007 à l'Univers, lieu alternatif de « diffusion de l'image » subventionné par la mairie de Lille, via le financement de son seul et unique salarié[192]. Les militants de la Brique ne sont pas facile à rencontrer, notamment parce qu'ils ne répondent guère aux courriels – comme ceux de la Wassingue d'ailleurs… – alors qu'ils manient parfaitement l'outil Internet. S'ils ont bien une permanence hebdomadaire, celle-ci paraît fluctuante : lorsqu'on s'y rend, il n'y a souvent personne[193]. Gagner la confiance de ces journalistes ne fut pas chose aisée ; c'est en les rencontrant lors de manifestations connexes sur Lille et Roubaix[194] que nous avons pu leur expliquer le projet, mais aussi par l'intermédiaire d'un étudiant appartenant au même Institut que l'un des journalistes.

Pour autant, il n'est pas aisé de « pénétrer » la petite dizaine des journalistes qui constitue le « noyau dur » de La Brique. Finalement, Thomas deviendra un interlocuteur privilégié pour l'un des membres de l'équipe de recherche, de manière « éparse » à travers des rencontres et des échanges que l'on conservera tout au long de l'étude[195] : il servira aussi de référent pour aborder les autres journalistes. Enfin, on a pu réaliser des observations, notamment lors de la journée « porte ouverte » organisée pour le premier anniversaire de La Brique, journée de rencontre et d'échange festif. Des entretiens formels ont pu finalement avoir eu lieu avec trois journalistes de La Brique – Thomas,

192 Ce lieu comprend une salle de projection d'une soixantaine de places équipée en 35 mm et en vidéoprojecteur, une grande salle connexe où tournent des expositions temporaires. Le rôle du salarié est de faire vivre ce lieu d'expression libre via les nombreuses associations qui se l'approprient.

193 En fait, le journal vient officieusement d'aménager dans les locaux d'une autre association très militante disposant depuis très longtemps d'un grand local octroyé par la ville de Lille.

194 On a rencontré l'un d'entre eux, Thomas, une deuxième fois lors de la présentation d'un séminaire « Voix, paroles, écoute », organisé par l'association Rhizomes, importante association sur la région Nord Pas-de-Calais

195 On reverra Thierry lors de conférences et d'autres autres évènements, telle qu'une conférence de Paul Ariès sur Lille ou, encore, un stage d'écriture journalistique organisé par l'association Rouletaplume.

Antonio et, enfin, Simon – dans les locaux très institutionnels de la MESH à Lille. Mais dès lors que la confiance était installée, cette question des locaux ne se posait plus.

Pour ne pas se focaliser sur le cœur de cette mini-organisation – représentée, entre autres, par ces journalistes-amateurs, au sens noble du terme – qui se dérobe aux regards extérieurs, il a semblé important de rencontrer également des lecteurs, l'un des autres versants d'un média urbain qui produit une information locale et traduit ainsi une représentation de ce local. En discutant dans les milieux lillois auprès de nombreuses personnes impliquées de longue date dans différents engagements et dans la vie locale – défense des sans-papiers, décroissance, développement durable, pratiques artistiques – on a pu recueillir des impressions sur La Brique qui étaient loin de faire l'unanimité. Indice dont il faut se souvenir, ce journal ne serait pas assez constructif. Des mondes sont en controverse, les acteurs de La Brique et certains de ses lecteurs occasionnels ou pas.

Sans doute, dans les derniers mois de la recherche, au cours de l'hiver 2009, et sans doute trop tard, des liens encore plus personnalisés se sont construits dans la mobilisation universitaire où, sur l'Université de Lille 1, certains membres de l'Institut de sociologie et d'anthropologie n'ont pas chômé inventant des "ateliers de grève active", des rencontres adisciplinaires avec les étudiants, des réunions avec des collègues d'autres disciplines[196], des cours "hors les murs" dans la ville, des manifestations, tout en écrivant des textes d'analyse et d'interrogation[197]. (déjà dit et déjà mentionné le lien de bas de page).

L'habitat partagé

Il a paru opportun, dans cette recherche qui tente de décrypter, de déchiffrer des implications et des engagements, situés plutôt aux franges ou encore à la lisière de l'institué, d'observer ce qu'il existait comme expériences – actuelles et en projet – en matière d'habitats groupés autogérés. Avec un recul de près de vingt ans, on verra comment les deux structures pilotes de la métropole ont vieilli – l'une en location, Les Crieurs, l'autre en accession, Anagram. On suivra ensuite sur le mode de la « recherche-action » l'évolution du collectif HEP (Habitats Ecologiques partagés), qui après deux ans de réunions nécessaires à la maturation du projet, cherche actuellement un terrain sur Villeneuve-d'Ascq pour la création d'une nouvelle structure d'habitat partagé qui serait, en plus, écologique et dont les futurs habitants seraient invités à suivre, peu ou prou, les thèses de la décroissance. Ce collectif, plus proche d'une association de fait que d'une véritable association de type loi 1901, souhaite reprendre en mains son mode d'habiter pour éviter l'alternative entre « l'HLM à vie » et l'achat d'un bien immobilier qui devient, pour beaucoup, hors de prix. Ce groupe de personnes, issues le plus souvent de la classe moyenne, se revendiquent comme les dignes héritiers des Castors, pionniers de l'autoconstruction dans les années 70.

Projet en pleine phase de création, on a pu le suivre tout au long de l'année 2008 et 2009, c'est-à-dire à la fois en s'entretenant avec les personnes les plus impliquées dans ce collectif et à la fois en participant aux réunions qui regroupaient en général une quinzaine de personnes chaque mois. Il a

196 Judith Hayem (membre de l'équipe de recherche), Jacques Lemière, Rémi de Villeneuve, Bernard Eme (direction de la recherche) se sont particulièrement "impliqués" ainsi que des doctorants dont Fabien Eloire, mais aussi nombre d'étudiants dont les noms sont trop nombreux pour être retranscrits. Des passerelles avec des informaticiens, des mathématiciens, des chimistes se sont créées principalement, impensés en d'autres temps. De manière secondaire, avec des économistes.

197 http://greve.univ-lille1.fr/index.php?title=Pour_une_autre_Universit%C3%A9

semblé important de ne pas se focaliser simplement sur les projets actuels – en l'occurrence les membres actifs de l'association HEP –, mais de regarder et d'analyser aussi l'existant, notamment pour comprendre comment ces structures d'habitat groupé ont évolué et se sont modifiées au fil du temps. Cette étude de filiations a demandé un investissement « temps » considérable nécessitant des allers retours permanents entre chacune des structures choisies et leurs habitants, la comparaison restant toujours très riche d'un point de vue heuristique.

Actuellement, il existe deux structures d'habitat groupé sur la métropole lilloise, toutes deux accusant près de 20 ans d'âge, respectivement Anagram et Agrobi. Pour l'anecdote, ces structures sont toutes deux situées dans un quartier aujourd'hui très résidentiel de Villeneuve-d'Ascq, à une centaine de mètres l'une de l'autre. On a choisi d'étudier Anagram plutôt qu'Agrobi pour plusieurs raisons. Tout d'abord, une partie des familles fondatrices d'Anagram (quatre sur dix) provenait d'une autre structure d'habitat groupé, mais en locatif cette fois : Les Crieurs. Il a semblé intéressant de creuser cette filiation en s'intéressant à cette structure locative des Crieurs, qui s'est éteinte il y a seulement deux ans de sa propre mort. Enfin, Anagram a souhaité avoir une « parole politique » en adhérant, dès sa création au MHGA, le Mouvement pour un habitat groupé autogéré. Ce mouvement est à l'origine de la publication d'un ouvrage, en 1983, faisant le point sur l'ensemble des structures de ce type en France.

Au regard de l'expérience locative des Crieurs[198] – aujourd'hui défunte –, on a pu rencontrer trois personnes y ayant passé pendant de nombreuses années de leur vie – deux entretiens menés, l'un avec Véronique et sa fille Leïla, l'autre avec Marion –, ces dernières conservant des souvenirs extrêmement positifs de leur période dans cet habitat locatif groupé autogéré. Au niveau d'Anagram, les choses sont un peu différentes dans la mesure où les créateurs de cette structure – qui fête ses 18 bougies – semblent vivre une crise existentielle sur leur devenir, tous les enfants – qui constituaient un lien fort entre les différentes familles et entretenaient par là-même une certaine cohésion à l'ensemble – étant partis. On a pu discuter de tout cela longuement lors d'un des dimanches « bricolage » auquel on a été convié. On n'a pas réalisé, par manque de temps, d'entretiens formels au niveau de cette structure, mais on a rencontré à plusieurs reprises Philippe Gantier, l'un des fondateurs d'Anagram, qui était également à l'origine des Crieurs[199]. Pour la petite histoire, deux résidants d'Anagram sont aujourd'hui membre du MHAG depuis octobre 2008.

Au niveau de HEP, on a pu rencontrer pratiquement toutes les personnes présentes dans son « noyau dur » et engagées dans la recherche d'un terrain à Villeneuve-d'Ascq. On a ainsi pu nous entretenir longuement avec Olivia, Marie-France, Bernard et Eva, Loïc et Erika et enfin Patrice et Dominique. On a également mis la main à la pâte en aidant un des membres de l'association à réhabiliter sa maison actuelle avec des matériaux écologiques (laine de bois, chanvre, enduits à la chaux). On a aussi rencontré une personne, Florence, intéressée à l'époque par l'association, mais qui trouvait qu'il « n'y avait pas de pilote dans l'avion » au sein du collectif et que les choses « n'avançaient pas » – selon ses propos –, finalement, elle a décidé d'acheter sa maison toute seule. Il ne fait guère de doute que l'objectif ne cessait de reculer au fur et à mesure de l'avancée du groupe. On se doit de signaler ce fait social, mais sans en avoir compris toutes les implications, personnelles et collectives.

- 3 février 2008 : visite informelle d'Anagram, premier site (par son ancienneté) d'habitat groupé dans la métropole lilloise, situé à Villeneuve-d'Ascq. Nous avons rencontré un des couples fondateurs ainsi que le dernière famille arrivée sur les lieux[200]. Nous avons discuté

198 Ce nom ne fait référence à aucun « crieur de rue », mais renvoie simplement au nom de la rue sur laquelle ce programme HLM a été construit à Villeneuve d'Ascq.

199 On a aussi revu Jean-Pierre lors de la journée d'étude de l'APES autour de « l'auto-production de logements ».

200 Ce couple avait racheté il y a trois ans une maison des dix maisons constituant l'habitat groupé de Anagram suite au départ d'une famille qui souhaitant faire construire une nouvelle maison, plus grande et plus « bourgeoise » dans un quartier de Villeneuve d'Ascq encore plus prisé.

longuement avec Maurice, gastro-entérologue, qui m'a parlé de la forme juridique choisie au départ. Il nous a aussi fait visiter la maison commune. Celle-ci occupe une position centrale – mais indépendante – dans la structure, isolée structurellement des deux corps de bâtiment regroupant les dix logements des familles ; elle comprend un salle à manger/salon/cuisine au rez-de-chaussée et une chambre d'hôte avec salle de bains à l'étage-mezzanine.

- 8 février 2008 : rencontre des principaux « piliers de HEP » lors de mon parrainage pour adhésion à l'association, cela permettant notamment de consulter le « wiki », site internet très complet, libre et autogéré à l'image de Wikipédia.
- 26 février 2008 : rencontre au CAUE (Conseil en architecture Urbanisme et Environnement) de Lille pour une demi-journée organisée autour des expériences des écoquartiers en Europe avec des représentants de la ZAC de l'Union (Roubaix) et de HEP.
- 1er mars : participation à un chantier de maçonnerie chez François, ce dernier venant d'acheter une maison qu'il retape notamment avec des matériaux « bio ». François est notamment le créateur du site web interactif (wiki) et il en assure également la gestion et son hébergement via des serveurs de copains.
- 23 mars 2008 : participation à l'AG de HEP, un dimanche après midi, à la MRES de Lille.
- 27 avril 2008 : participation à un dimanche « bricolage » chez Anagram, avec repas de midi et bricolage ensuite pour découvrir la plupart de ses habitants. Entretien informel avec Bernard, à l'origine également d'Anagram.

Les fenêtres qui parlent

Le choix de ce réseau ASSO-RÉSO-MÉTRO et, donc, de l'opération culturelle et artistique Des Fenêtres qui parlent fut le fruit de recherches, d'errances entre de multiples associations d'expression artistique ou de soutien à ces associations. On a avait approché une association RIF, association de développement culturel durable depuis le début de la décennie 90. Il s'agissait aussi d'analyser les réseaux culturels et artistiques dans la région. D'autre part, on s'est souvenu d'anciens réseaux sur la région et à travers les réseaux d'économie sociale et solidaire, on a contacté l'association MAILLAGE où un entretien a eu lieu avec la responsable.

On a eu accès à une importante documentation et au sein de celle-ci à certains objets, signes de l'année, en particulier le double DVD réalisé par Zoom' Allure qui retrace en quinze films l'édition de 2007.

Auparavant, et sans avoir vraiment arrêté le choix de ce terrain, on avait fait plusieurs observations de la lors de la 8e édition des Fenêtres qui parlent du 13 mars au 12 avril 2009. Lors de la 9e édition, deux observations fin mars et début avril 2010.

- 29 juin 2009 : entretien avec le responsable de l'association RIF.
- 29 juin 2009 : entretien avec un des co-fondateurs de Les Fenêtres qui parlent.
- 7 juillet 2009 : entretien avec les deux co-fondateurs.
- 7 juillet 2009 : entretien avec la responsable d'une association, MAILLAGE, crée en mars 2000, de soutien et d'accompagnement d'initiatives individuelles et collectives dans le Nord-Pas de Calais.
- 28 juillet 2009 : deuxième entretien avec le responsable de l'association RIF.

- Plusieurs observations lors de la 8e édition des Fenêtres qui parlent du 13 mars au 12 avril 2009.
- Deux observations lors de la 9e édition, deux observations fin mars et début avril 2010.

Deuxième partie : chœurs de fondeurs

PROLOGUE

Les circonstances et la nature de ma première rencontre avec les membres de l'Association Chœurs de Fondeurs, l'association des ex-salariés de l'usine Metaleurop-Nord, illustrent en bien des points les questions et l'intérêt que soulève ce que j'appelle la mobilisation créative de certains d'entre eux. Avant de théoriser plus avant ces questions, un petit détour par le récit ethnographique permettra de camper le décor et de donner corps et vie à ces questions.

Le 5 décembre 2005, trois des membres de l'association ont fait le déplacement en voiture depuis le Pas-de-Calais pour se rendre à l'Université de Paris 8 à St-Denis. Ils viennent, à leur invitation, rencontrer les étudiants de la Maîtrise Sciences et Techniques Formation à la Connaissance des Banlieues et discuter avec eux les résultats de l'analyse qu'ils ont faite des entretiens collectés auprès des ouvriers de Metaleurop par Frédéric Fajardie, à la suite de l'annonce brutale de la fermeture de l'usine, en janvier 2003. Les entretiens ont été publiés aux éditions Mille et une nuits sous forme d'un petit livre intitulé *Metaleurop, paroles ouvrières* (Fajardie, 2003), vendu au profit de l'association. C'est sur ce livre que les étudiants ont travaillé en cours d'anthropologie ouvrière pendant le semestre écoulé. Frédéric Fajardie, plus connu pour ses nombreux polars critiques aux résonnances historiques et politiques, a réalisé ce travail à l'incitation des ouvriers et avec la complicité de *Colères du présent*, association arrageoise, présidée par Didier Andreau et à l'origine de la création du Salon du livre d'expression populaire et de critique sociale, le 1er mai 2002. Frédéric Fajardie qui habite Paris est lui aussi présent à Paris 8 ce soir-là à l'invitation de la formation ; de même que Jean-Michel Vennemani, réalisateur pour l'émission *Striptease* d'un documentaire intitulé *Metaleurop, Germinal 2003*, dans lequel il a suivi plusieurs mois durant, la vie d'une des familles touchées de plein fouet par l'annonce brutale de la fermeture de l'usine.

Il fait nuit et froid, les locaux ne paient pas de mine, il n'y a qu'une vingtaine de personnes présentes, mais personne ne s'en plaint, surtout pas les membres de Metaleurop (un ancien ingénieur, un ancien agent de maîtrise et un ancien conducteur des trains qui transportaient les matériaux sur le site de l'usine) qui, tous, commencent par dire leur plaisir d'entrer ainsi à l'Université pour la première fois et leur gratitude pour l'invitation. Ils n'ont pas lu la brochure produite par les étudiants, faute de temps, disent-ils, mais ils sont venus bien volontiers discuter et faire part de leurs expériences et soulignent leur bonheur à voir ainsi des gens réfléchir sur « *leurs paroles* », paroles que « *Jean-Marie et Frédéric et d'autres réalisateurs encore comme Jean-Pierre Meurice dans, La Fourmi, l'éléphant et l'État, un autre film que j'aime bien* – déclare l'un d'entre eux – *les ont aidés à porter.* » Et d'ajouter : « *c'est le rôle des intellectuels ; et à l'un et l'autre* [Fajardie et Vennemani], *l'association dit merci* ». Pendant l'échange avec les étudiants, les Chœurs de Fondeurs (CDF) témoigneront de la violence de la fermeture mais aussi des enjeux de la mobilisation et surtout de l'importance à leurs yeux de défendre l'idée d'une alternative à la fermeture et la possibilité de voir recréer de l'emploi dans la région Nord-Pas de Calais. Ils justifient les mots qu'ils ont choisis pour se nommer et nommer ce qui leur arrivait lors des entretiens avec Fajardie et rapportent que ce n'est pas la première fois qu'ils se déplacent pour

parler de leur lutte et de ses enjeux au-delà de Metaleurop mais que ces derniers temps, cette activité est devenue quasiment régulière. La rencontre se clôture sur une invitation à venir visiter l'exposition en préparation pour le mois d'avril suivant, intitulée fondre en Chœurs.

INTRODUCTION

Dans ce petit instantané déjà :

– un livre et deux films consacrés à la fermeture de Metaleurop-Nord ; mais il y a en réalité beaucoup d'autres créations à ce sujet et elles ne sont pas seulement le fait des professionnels du domaine mais aussi celles des salariés eux-mêmes.

– Des professionnels de la culture dont un romancier connu, des ex-salariés de la métallurgie, des étudiants, des chercheurs ; soit une rencontre un peu inattendue entre des personnes d'origines et de milieux très divers. En 2005, on compte déjà beaucoup d'autres rencontres de ce style, dans le cadre du travail mené par les ex-salariés au sein de l'association, depuis près de deux ans que l'usine est fermée.

– Deux associations : *Chœurs de fondeurs, Colères du présent.* Le réseau de relations et de solidarité créé autour de Chœurs de Fondeurs s'avère à l'examen bien plus vaste (*cf. infra*).

– Trois ou quatre villes et deux régions mises en contact à l'occasion de cette rencontre : la Seine St-Denis et le Pas-de-Calais. L'histoire de Metaleurop a passé d'autres frontières.

– Et puis surtout, des prises de parole : d'abord, celles des ex-salariés, interrogés par Fajardie sur ce qui a eu lieu ; puis, celle des ex-salariés venus rencontrer les étudiants qui ont réfléchi sur ce qu'ils disent de ce qui a eu lieu et discuter avec eux ; celle des écrivains et réalisateurs, ensuite, qui disent ce qu'ils pensent des mots qu'ils ont enregistrés ; celle des étudiants et des chercheurs, enfin, qui disent ce qu'ils ont compris et analysé de ces paroles et attendent en retour les réactions des ex-salariés.

Paroles qui circulent, mots débattus égalent combat et principes politiques propagés ? Formes d'organisation renouvelées ? Citoyenneté ? C'est aussi à la vérification de cette équation que ce travail s'attache. Comment décrire et qualifier ces productions culturelles, ces productions de paroles, de liens, de réseaux, de lieux de débats qui ont permis non seulement que l'affaire Metaleurop ne soit pas tue mais encore qu'elle soit connue par beaucoup et dans d'autres termes que ceux fournis par les média, les politiques instituées, la conjoncture mondialisée ? Dans le cas qui nous occupe, cette interpellation prend notamment sa source dans une volonté de dire la place qu'on occupe ou celle qu'on aimerait occuper et qui n'est pas celle de « l'ordre policier » (Rancière), pas celle qu'assignent les média, l'État, les institutions ou encore l'économie globalisée ou les financeurs, dans le cas de CDF. Ainsi, affirmer qu'il faut reconnaître les ouvriers et l'existence de l'usine et du travail, ses apports et son importance contre le verdict économique de la fermeture imposée constitue une interpellation de ce type en ce qu'elle se dispose en écart et en contradiction avec l'ordre économique établi et entend obliger les politiques à agir cous la coupe de cette affirmation première : nous sommes des ouvriers, nous sommes des fondeurs, Metaleurop doit vivre...

Comment qualifier l'action qui est la source de ces mobilisations ? Comment les acteurs de ces interpellations se représentent-ils leurs actes, leur impact, leurs enjeux ? Peut-on dès lors parler avec Jacques Rancière de la création d'un « dissensus » bénéfique, de « scènes nouvelles » et peut-être aussi d'un peu de politique ? Est-ce d'ailleurs de leur volonté d'agir que naissent les effets de ces débats ou de l'exposition aux œuvres qu'ils ont créées ou bien, là-encore pour le dire dans les termes du philosophe Jacques Rancière ont-ils produit un certain nombre d'œuvres « pensives » qui cheminent désormais indépendamment d'eux ? Sans doute, on le verra, est-on face à divers registres, selon les œuvres, les circonstances de leur création et de leur production et selon les moments et les

conditions de leur réception aussi. Peut-on par ailleurs considérer l'activité de CDF comme une activité citoyenne ?

Du point de vue des acteurs que nous avons interrogés, si elles ne sont pas nécessairement envisagées comme des actes « politiques » ou « citoyens », les activités créatives au sein de *Chœurs de fondeurs* ont en revanche trait à des formes de « prises de parole » – c'est, on le verra, leur terme pour les nommer – qui ne sont pas sans évoquer la définition du politique par Jacques Rancière (1995, 2005, 2007) ou qui s'apparentent, selon les termes du même auteur, à une « réappropriation des moyens de communication ». Cette dimension est présente dans l'intitulé même de l'association. Il est question de fondeurs en référence à l'activité de l'usine Metaleurop productrice principalement de zinc, plomb et autres métaux spéciaux mais ceux-ci ce sont réunis en « chœurs », « *pour faire entendre leurs voix* » explique leur président dans le premier numéro du journal après avoir rappelé « *les voix qui se sont élevées toutes ensemble dès le lendemain et se firent entendre toutes ensemble sans interruption* ».

En insistant d'emblée sur la définition de leur mobilisation comme une interpellation, une manière de faire entendre sa voix, il faut insister dès l'introduction sur le fait que la seule expression de « citoyenneté urbaine », définie de l'extérieur par des chercheurs, ne permet pas de rendre compte de la spécificité des activités de Chœurs de fondeurs, ni surtout de la spécificité de la subjectivité qui les porte. Elle a cependant, de par le débat même engagé sur son efficace, constitué une piste heuristique intéressante pour autant qu'il s'est agi non pas de plaquer le concept sur les processus sociaux examinés, mais bien plutôt,

– d'une part, d'interroger les acteurs eux-mêmes sur la façon dont ils nommaient leurs mobilisations et ses enjeux – y compris, mais pas seulement, le fait de savoir si l'adjectif « citoyen » leur semblait un mot adapté pour en parler. On verra que si ce mot apparaît parfois dans leurs propos, et si se confirme l'hypothèse que Chœurs de Fondeurs agit pour part hors des institutions, pour autant cela ne suffit pas à identifier et qualifier ce qui a lieu là.

– d'autre part, de caractériser les formes d'action mise en œuvre et leur support subjectif.

Au terme de l'analyse, on verra que si l'action des CDF peut être dite citoyenne c'est sous une acception originale et particulière. On ne convoquera pas ici une dimension nationale, liée au droit de vote et autres droits que confère la nationalité, par exemple, mais bien plutôt un pouvoir d'agir et d'être ensemble et une capacité à interpeller aussi bien les pouvoirs publics et les politiques que les individus, les membres de la société alentour en proposant des possibles politiques, conçus comme d'intérêt général. Soit une notion de citoyenneté proche de ce qu'Emile Benveniste nomme une action de concitoyen au sens du compagnonnage grec par opposition à la notion romaine de citoyenneté : soit une communauté d'habitat et de droits politiques. Chez les Grecs, explique Benveniste (2003), cette notion prend sens au regard d'une réciprocité, une reconnaissance mutuelle entre les individus de la cité qui se concrétise par la capacité d'agir ensemble. L'appartenance civique n'est donc pas une appartenance à quelque chose de préexistant mais à quelque chose qui naît du fait même d'un agir ensemble qui se met en place. La condition de possibilité de cet agir commun est la reconnaissance initiale de droits réciproques entre les différents acteurs de ce collectif qui émerge. La citoyenneté ici n'est pas à proprement parler instituante (elle ne prescrit ni ne donne de droits ou de devoirs particuliers définissant qui est ou n'est pas citoyen). Elle n'est pas non plus instituée puisque rien ne la prédétermine objectivement d'emblée et elle n'existe que pour autant que la reconnaissance mutuelle et l'action menée ensemble perdurent de concert. La notion de reconnaissance est donc au cœur du propos et l'on observe des phénomènes qui sont souvent en deçà de la cristallisation en un collectif explicitement nommé ou identifié. Avec l'association Chœur de fondeurs, on montrera qu'on peut parler d'une concitoyenneté de cet ordre, ce qui ouvre immédiatement et de fait, dans l'histoire de l'association à deux registres de difficulté. Souvent, la forme organisée du collectif n'est pas encore complètement avérée et, en tout état de cause, elle est fragile et potentiellement éphémère puisque ses

conditions de possibilité ne sont pas clairement énoncées et donc pas nécessairement entretenues. Deux écueils guettent alors une forme d'agir ensemble définie de manière si implicite :

– soit elle se délite, faute d'avoir identifié clairement et collectivement ses principes communs, ses horizons d'action clairement déterminés, les possibles qu'elle souhaite atteindre mais que les individus, les acteurs rechignent souvent à définir par dénigrement des formes politiques instituées traditionnelles ou par calcul. Dans ce cas, le faire ensemble peut se dissoudre, ne plus se concrétiser faute d'avoir formulé ce dont il est question, ce qu'on fait ensemble finalement[201].

– soit elle est, *a contrario*, détruite par le retour d'une hiérarchie des statuts, une abolition de « l'égalité universelle parlante » (Rancière) au profit de principes clarifiés et de règles matérialisées mais qui en réintroduisant du rang, du leadership, voire des jeux de pouvoirs et de domination explicites contredisent intrinsèquement l'idée d'égalité entre les acteurs et réduisent à néant le support subjectif de l'interpellation, à savoir le sentiment d'une égalité de statut dans le collectif reconnu par chacun et par tous.

Les interpellations créatives des fondeurs font l'expérience de cette double instabilité. En effet, je montrerai que ce qui rend possible cette forme d'agir ensemble, dans son originalité et sa fragilité, est l'existence d'un rapport d'égalité entre les différents membres de l'association, rapport né pendant la mobilisation contre la fermeture de l'usine et qui se maintient pendant la première phase d'existence de l'association, mais pas au-delà. Pendant cette période, les personnes interrogés ressentent, expriment et pensent[202] que tout membre de l'association, tout ex-salarié de Metaleurop-Nord, tout fondeur, quel que soit son statut professionnel initial dans l'usine, son origine sociale, son âge, sa place, sa couleur de peau, son orientation syndicale ou politique etc., peut dire quelque chose sur la situation qui est faite aux anciens salariés de Metaleurop. Cette reconnaissance implicite d'une légitimité égale et de droits égaux à « prendre la parole » est le support subjectif des interpellations publiques et des créations le plus souvent individuelles, mais conçues comme d'intérêt général, qui vont voir le jour pendant la seconde phase de la mobilisation : c'est-à-dire de la création de l'association en Avril 2003 jusqu'à Avril 2007, date de l'assemblée générale qui rendra patente que cette condition d'égalité des gens et de reconnaissance d'une égale légitimité entre eux n'est plus du tout opératoire. (Cette péremption du principe de l'égalité précède en réalité la tenue de l'AG de plusieurs mois mais elle éclate ici au grand jour et à la vue de tous.) Pendant cette période, écrits, films, photographies, interventions et interpellations en tout genre abondent. Puis on constate qu'elles cessent et interrogés sur cette halte, ses promoteurs arguent d'un changement au sein de l'association. Cette dernière ne disparaît pas pour autant.

Sauf à tenir pour indifférente la nature spécifique des interpellations, il s'est en conséquence agi d'examiner de manière comparative les séquences ainsi dessinées. D'un point de vue méthodologique, c'est donc l'identification de ces césures et ces moments de rupture qui permet de repérer, parfois *a posteriori*, ce qui caractérise la séquence précédente, et en l'espèce, le moment singulier de l'interpellation. C'est l'examen diachronique des activités et du devenir de l'association, sur la période de trois ans qu'a duré l'enquête, qui a permis de spécifier les dynamiques à l'œuvre et d'expliquer la variété et l'alternance des engagements et des stratégies personnelles, au-delà de l'unité affichée du « tous ensemble » au sein de l'association. La mobilisation est parfois individuelle, parfois collective ; le travail créatif s'apparente parfois à un processus mémoriel ou de patrimonialisation, d'autre fois à un geste politique ; les engagements relèvent parfois de la collaboration étroite avec les institutions, pour s'en démarquer à d'autres ; et surtout, ces différents registres se chevauchent, non sans conflit, depuis 2004, à raison de trois grandes séquences successives auxquelles correspondent deux types de subjectivités distinctes :

– phase 1 : la mobilisation, égaux dans la lutte de la classe ouvrière,

– phase 2 : l'interpellation ou l'égalité des statuts,

d'une part,

201 *Cf.* plus loin dans ce texte la crise de CDF sur la question des locaux de l'association qui recouvre une incapacité à discuter des règles communes de l'association.

202 *cf.* plus bas les extraits d'entretien et situations observées.

– phase 3 : le moment patrimonial ou le retour de la hiérarchie et de la division

de l'autre.

Il s'agit à la fois d'identifier un fonctionnement associatif, une forme organisée qui, insensiblement, diffère et se modifie, et aussi, plus importante encore pour la question posée sur la citoyenneté ici, de spécifier une subjectivité -– au sens d'une façon de penser et concevoir la situation – qui s'altère et disparaît peu à peu : la « forme fonctionnelle » d'un côté et « les valeurs » des acteurs, de l'autre, si l'on choisit de le dire en termes fonctionnalistes.

Dans ce rapport, tel n'est pas mon vocabulaire, mais en l'occurrence, le recours à un classique de la littérature ethnologique, l'anthropologue britannique Edmund Leach (1954) dans son étude de la tribu Kashin des Hauts-Plateaux Birmans est ici fécond. En effet, pour étudier l'organisation politique de cette population, Leach suggère qu'il faut tenir compte de l'oscillation de la forme politique qu'il a sous les yeux entre deux modèles possibles : le premier dit *gumlao* incarne un mode politique de type égalitaire ; le second, dit *gumsa*, est un mode politique hiérarchisé qui tend à se rapprocher de l'organisation quasi-féodale du groupe voisin Shan. Leach démontre que (pour des raisons qui ont trait à la conception de la politique des Kashin mais qui sont aussi liées à l'écologie culturelle et aux règles matrimoniales et de l'alliance mais ne s'y limitent pas) la même tribu fait tour à tour, c'est-à-dire sur des périodes de plusieurs années, pencher sa vie politique vers un modèle plutôt Gumlao ou plutôt Gumsa. À cet effet, les membres de la tribu Kashin de tel ou tel village, mobilisent alternativement, et le plus souvent pour des ambitions de pouvoir ou d'intérêt personnel, explique Leach, une variante ou l'autre des mythes fondateurs qui sont à leur disposition, le premier illustrant la légitimité égalitaire gumlao, le second la légitimité d'un pouvoir quasi féodal gumsa.

D'un point de vue méthodologique, l'auteur ajoute que lorsque

« l'anthropologue s'efforce de décrire un système social, il ne décrit nécessairement qu'un modèle de la réalité sociale. Ce modèle ne présente en réalité que l'hypothèse de l'anthropologue sur "la façon dont fonctionne le système". Les différentes parties du système dans le modèle forment un tout cohérent – c'est un système en équilibre. Mais cela ne veut pas dire que la réalité sociale forme, elle aussi, un tout cohérent ; bien au contraire la situation réelle, est, dans la plupart des cas, pleine de contradictions ; et ce sont précisément celles-ci qui permettent de comprendre les processus du changement social ». (30)

Pourquoi ce détour par l'Asie et l'anthropologie britannique dans l'étude de CDF ? Toutes choses étant très inégales par ailleurs, de la même façon que Leach va soutenir son hypothèse et sa démonstration en considérant la situation du village qu'il étudie non pas seulement dans l'instantané de sa période de terrain mais en mettant en perspective le devenir du village sur une période plus longue, ce qui m'a permis de mettre au jour l'importance de l'égalité et de l'abolition des statuts professionnels et sociaux dans l'association est la mise en perspective des matériaux collectés dans la durée pendant les trois années qu'a duré l'enquête. Par ailleurs, c'est bien le repérage des « contradictions » qui m'a permis d'identifier et de nommer les moments de rupture et de spécifier les séquences qu'ils bornent.

En outre, si je n'adhère pas au vocabulaire fonctionnaliste des « valeurs », à la lecture de Leach, il est manifeste que c'est bien du côté de la subjectivité, des processus intellectuels et de pensée que se situent les ressources de la politique dans l'esprit des Kashin, comme dans l'esprit des fondeurs. Quant à moi, c'est bien à l'identification des modalités de pensée et d'organisation que je m'attache dans l'étude chœurs de fondeurs et dans le cadre du questionnement sur la citoyenneté que nous mettons en avant dans ce rapport.

Finalement, tout comme Leach, je suis bien consciente que, ce faisant, et pour les besoins de l'analyse, l'écriture et de la démonstration, je force sans doute, le trait de la caractérisation des séquences dans les pages qui suivent. Je m'efforcerai d'estomper ce dernier quand il est trop épais en insistant sur les contradictions qui en sont la source et leurs effets. Je m'attacherai notamment à dégager, quand cela est possible, les principes, le plus souvent implicites qui guident Chœurs de fondeurs, au fil des années.

On verra que cet implicite, ce non-dit ou cette peur de mettre en partage des décisions, des valeurs ou des stratégies avec tous, a contribué à nourrir des moments de crise qui ont fait basculer l'association du non-institutionnel à l'institutionnel, de la gestion collégiale à la gestion autoritaire, de l'intérêt général à l'intérêt particulier ou la blessure intime, jusqu'à ce que, en particulier l'égalité des statuts qui caractérisait l'association et autorisait des processus de pensée/ subjectivation démocratique au sens le plus fort du dissensus et du partage du sensible soit abolie. On constatera qu'avec elle, est abolie ou amoindrie également la capacité politique ou/et citoyenne qui, de l'avis même des interviewés avait parfois été à l'œuvre. C'est donc en dynamique et non en statique que je tenterai de rendre compte de l'association et de son évolution.

Je montrerai que la forme organisationnelle en travail est un des critères d'appréciation et de qualification de la nature de cet agir ensemble. On verra d'autre part que le rapport au temps ou plus exactement les rapports au temps déployés par les acteurs – puisque précisément, ils sont divers, soit les façons de considérer le passé, le présent et l'avenir et les positionnements intellectuels et subjectifs qui en découlent – sont essentiels pour l'analyse également. À l'articulation de ces deux éléments d'analyse on tentera, en conclusion, de montrer la spécificité de la démarche d'interpellation de CDF et aussi comment et pourquoi, contre toute attente, celle-ci s'articule avec et interroge les autres collectifs et initiatives étudiés dans ce rapport, alors même qu'elle peut paraître d'un ordre tout autre.

1. L'ENQUÊTE

1.1. Le déroulement

Initialement, l'enquête dont je présente ici les résultats a commencé avec A. Duhin (alors chercheuse associée au Centre d'Etudes des Mutations en Europe, CEME de Paris 8) et D. Corteel (qui est désormais Maître de conférences en sociologie à l'Université de Reims) dans le cadre d'un Bonus Qualité Recherche, financement qui nous a été attribué, en 2006, par l'Université Paris 8, dont nous étions toutes les trois récentes diplômées d'un Doctorat en anthropologie et sociologie du politique. En effet, la rencontre de décembre 2005 nous avait frappées par son intérêt et sa richesse et surtout au regard de la persistance de l'activité de cette association d'anciens salariés, près de deux ans après la fermeture de l'usine. Les principes de fonctionnement mis en avant par les personnes que nous avions rencontrées nourrissaient également notre curiosité d'anthropologues, spécialistes de la figure ouvrière. Nous qui nous penchions depuis nos maîtrises sur les formes renouvelées de subjectivité et de mobilisations ouvrières post-classistes, dans la lignée des travaux de S. Lazarus (1996, 2001), nous ne pouvions qu'être convoquées par ce qui apparaissait comme une mobilisation inventive. Cette inventivité particulière nous l'avons mise au jour dans un premier article, rédigé à six mains sous le titre **«** Metaleurop **:** « du défensif au créatif. Chronique et analyse d'une lutte singulière », présenté aux Journées Internationales de Sociologie du travail à Londres, en juin 2007. Celui-ci a ensuite été publié, en 2009, en italien, dans un ouvrage collectif sur les subjectivités contemporaines sous la direction de notre collègue de l'Université de Bologne le professeur Valerio Romitelli. Dans cet article (Corteel, Duhin, Hayem, 2009), en étudiant de très près des entretiens recueillis par nos soins et ceux que F. Fajardie a publiés, nous dégageons un certains nombre de « mots problématiques » (Lazarus, 2001), c'est-à-dire de mots ayant pris le statut de catégories de pensée singulières pour les ex-salariés de Metaleurop et qui permettent de comprendre leur subjectivité et ce qui anime leur combat contre la fermeture de l'usine. Nous avons notamment montré que les ex-salariés se sont déclarés en lutte « pour l'honneur » contre le « lâche abandon » de la filiale par son propriétaire. Les membres de Chœurs de fondeurs revendiquent leur appartenance à la « classe ouvrière » et ce, quel que soit leur statut et leur rôle dans la hiérarchie initiale de l'entreprise ; une classe ouvrière entendue dans un sens un peu inhabituel, comme « ceux qui luttent », « tous ensemble » contre la fermeture du site, puis pour la reconnaissance du préjudice causé par Metaleurop-Nord, par opposition avec ceux qui ont renoncé et ne luttent pas. Nous avons également examiné la nature particulière de l'association Chœurs de fondeurs (CDF), fondée à la suite de l'intersyndicale qui a mené le combat contre la fermeture du site en 2003. Nous montrons ainsi comment la première phase de lutte, la phase que nous qualifions de défensive, qui va de l'annonce de la fermeture en janvier 2003 au 10 avril 2003, date de la création de

l'association, a permis aux anciens salariés de défendre l'idée que l'usine devait rester ouverte (« Metaleurop vivra » disaient ils alors), alors même que Metaleurop n'avait laissé aucun interlocuteur pour mener les débats ou l'affrontement, quand elle a déposé le bilan de l'usine (*cf. infra).* Puis, nous indiquons comment l'association, dans sa forme originale, ni amicale d'anciens salariés, ni processus mémoriel et/ou de patrimonialisation, a constitué un moyen singulier et *ad hoc* de poursuivre la lutte, de manière offensive et créative, une fois l'usine fermée. Avec la création de *Chœurs de fondeurs*, ses fondateurs prenaient en effet acte que l'intersyndicale n'était plus le bon médium pour tenir sur les principes qu'ils avaient mis en avant pendant la phase offensive que le comité d'entreprise et toutes les autres instances de l'usine avaient disparu et ils recréaient la possibilité d'existence d'un collectif alternatif pour porter leurs idées : volonté de conserver un emploi localement, de se voir reconnu le préjudice causé par l'abandon de l'usine du jour au lendemain par le patron, de ne pas voir nier qu'il y avait là des ouvriers qui faisaient un métier utile et difficile. Les anciens salariés qui adhérèrent massivement à l'association ont bien compris ce point ; quand bien même, on le verra, leurs investissements en son sein furent divers et changèrent au fil du temps.

Dans la suite de ce premier article, A. Duhin, D. Corteel et moi-même avons réalisé plusieurs terrains dans le Nord-Pas de Calais et continuer à mettre en commun nos réflexions et nos matériaux tout en investissant chacune un aspect particulier de la question et en développant des problématiques spécifiques à chacun de nos questionnements : l'activité juridique et politique de l'association pour A. Duhin ; la création d'entreprises et de SCOP pour restaurer l'emploi dans la région après la fermeture de l'usine pour D. Corteel (2009) et enfin, les créations artistiques diverses des salariés et leur mobilisation pour la diffusion de ces créations, en ce qui me concerne. Ainsi, si les pages qui suivent sont de ma seule responsabilité, c'est un travail collectif qui en est initialement à l'origine et je tiens à remercier ici mes deux collègues pour avoir partagé avec moi leurs hypothèses ainsi qu'un certain nombre de matériaux qu'elles avaient recueillis sur le terrain, indépendamment de moi. D'autre part, si le travail initial réalisé sur *Chœurs de fondeurs* s'inscrit, je l'ai indiqué, dans une perspective d'anthropologie ouvrière, la poursuite de l'enquête a eu pour cadre la réponse à l'appel d'offre du PUCA sur « La citoyenneté urbaine : formes d'engagement et enjeux de solidarité », manière aussi de prendre acte que la phase classique de la mobilisation politique était close, ouvrant la voie à un nouveau type de collectif et partant à un nouveau type d'investigation. On verra cependant, l'intérêt et l'importance d'avoir questionné la subjectivité ouvrière des membres de *Chœurs de fondeurs*, pour être à même d'analyser leurs actions et la conception qu'ils en ont et aussi comment le paradigme post-classiste en travail dans la première partie de l'enquête s'avère significative également pour statuer en conclusion sur les formes de subjectivation à l'œuvre au sein de l'association.

A compter de 2007, mon travail s'est inscrit dans la proposition de recherche formulée par Bernard Eme, mon collègue à l'Université Lille 1, sous le titre : « Pratiques de citoyenneté ordinaire et dynamique participative régionale ». L'une des questions posées à Chœurs de fondeurs est en conséquence et comme je l'ai déployé ci-dessus de savoir si l'association entre dans le champ d'une « citoyenneté ordinaire » (B. Eme) ou d'une « citoyenneté urbaine » et si non comment qualifier ce qui est à l'œuvre là ?

1.2. Matériaux utilisés

L'enquête s'est étalée sur plusieurs années et a pris diverses formes. Parmi lesquelles, un suivi régulier des activités de l'association, notamment au travers de son site et de son journal qui existe sous version papier et sous version électronique et est envoyé aux adhérents de l'association et à ses soutiens.

J'ai également consulté la presse écrite en particulier la presse régionale : *Nord-Eclair* mais surtout *La voix du Nord,* quotidien dans lequel Pierre-Laurent Flamen le correspondant du journal à Hénin-Beaumont a fait une couverture systématique et bienveillante de l'association depuis sa création. Il a non seulement couvert les grandes activités de l'association et les grands évènements qui ponctuent la vie de celle-ci (AG, manifestations, auditions au tribunal, etc.) mais, pour parler et faire parler de CDF régulièrement dans les colonnes de la *Voix du Nord,* il a manifestement créé des

occasions également : portrait impromptu de l'un ou l'autre des anciens salariés ou par exemple des chercheurs qui s'intéressent à l'association et son activité. Sans doute, faut-il voir là une manière de relayer et soutenir l'activité de l'association et un service rendu à celle-ci qui lui assure en retour l'exclusivité de sa couverture – mode de fonctionnement qui n'est pas éloigné du type de rapports que les CDF aiment à nouer avec leurs interlocuteurs extérieurs privilégiés.

J'ai assisté à la plupart des Assemblées Générales (notamment celles de 2006, 2007 et 2008) et fait plusieurs séjours sur place, soit pour des missions de terrain de quelques jours (octobre 2006, décembre 2006, novembre 2007), soit à l'occasion d'évènements particuliers comme l'exposition « Fondre en Chœurs » en avril 2006, la présentation de l'association à des étudiants de Valenciennes en avril 2007 ou encore l'inauguration du centre Métallia en février 2010, par exemple.

J'ai aussi participé à des événements afférents à Metaleurop, comme la commémoration de la mort de Frédéric Fajardie lors du Salon du livre de critique populaire d'expression sociale de le 1er mai 2009 ou les projections en public suivies de débats du film *Les années de plomb* (Czucbeck, 2009) dans l'auditorium du musée des Beaux-Arts à Lille et à la Condition Publique, à Roubaix en 2009, occasions d'observer *in situ* la réception de ces œuvres relatives au site et à l'histoire de Metaleurop, par différents publics.

Au total, j'ai recueilli une vingtaine d'entretiens auxquels s'ajoutent une douzaine d'autres recueillis par mes collègues et le précieux recueil initial de F. Fajardie que j'exploite également ici. Certains sont des entretiens informels, comme les propos saisis au vol dans le café restaurant qu'elle possède de N-M. la propriétaire, qui a composé une chanson pour les ex-salariés de Metaleurop ; d'autres sont des entretiens non directifs dans lesquels les gens racontent leur version des évènements depuis l'annonce de la fermeture. La grande majorité des matériaux enfin est constituée d'entretiens plus directifs, organisés autour d'un guide d'entretien visant à inciter les personnes interrogées à dire ce qu'elles pensent de la situation et à questionner un certain nombre de mots, comme adaptés ou non pour en parler. Un certain nombre d'interlocuteurs, notamment les personnes les plus engagées dans les mobilisations créatives, a volontairement été interviewé plusieurs fois, mais à des périodes différentes et sous plusieurs formes, informelles, directives et non directives. Outre les entretiens et mes notes de terrain, qui remplissent près de 7 carnets, et que je citerai à l'occasion, j'ai également été amenée à analyser la retranscription de certaines de mes conversations téléphoniques avec les membres de *Chœur de Fondeurs* dont j'avais pris notes au regard de leur intérêt. En effet, l'organisation des missions et les prises de contact pour organiser celles-ci ou encore les échanges de nouvelles entre deux visites sur le terrain ont souvent été très révélatrices de l'état des relations au sein de l'association, tout comme certains échanges de mails. Ils sont donc devenus en propre l'un des matériaux de l'étude.

Dans cette recherche, j'ai également mobilisé les productions artistiques elles-mêmes qui furent mon premier champ d'enquête : textes, films, photographies, livres, chansons, etc. en particulier celles créées par des profanes : d'ex-salariés qui ont choisi ces médias pour matérialiser ou transmettre leurs sentiments mais aussi leurs thèses sur la situation de fermeture de l'usine. J'ai également étudié avec soin les productions de spécialistes de la culture : réalisateurs, photographes, dessinateurs de bande dessinée, écrivains, chanteurs, etc. qui ont été inspirés par la situation, l'ont prise pour objet dans leurs œuvres ou/et ont choisi de la populariser par leur travail (*cf.* annexe 1).

J'ai examiné ces œuvres à la fois pour ce qu'elles disaient et soutenaient sur la fermeture de l'usine, la lutte des ex-salariés et le contexte de ces évènements, mais aussi pour leurs choix artistiques et au regard de l'idée des ouvriers qu'elles renvoient. À titre d'exemple, entre le réalisme social virant au déterminisme sombre de la Bande dessinée, *Noir Métal, au cœur de Métaleurop* de Jean-Luc Loyer et Xavier Beteaucourt (2006) et le choix de réaliser des interviews des salariés en lutte pour diffuser « la parole ouvrière » de l'écrivain F. Fajardie, il y a des différences de forme qui recoupent aussi des orientations idéologiques et politiques différentes.

2. METALEUROP-NORD QUELQUES REPÈRES INDISPENSABLES

Les références permanentes à l'usine, son histoire, son activité de production, son ambiance et la lutte menée pour la défendre dans les propos des interviewés rendent indispensable une courte introduction historique, économique et sociale à son sujet ; sans quoi le lecteur manquera de repères pour apprécier les pages qui suivent. En outre, comme nous l'avons souligné dans l'article « Metaleurop : “du défensif au créatif”. Chronique et analyse d’une lutte singulière » cité plus haut, il ne s'agit pas tant d'une évocation nostalgique et passéiste de l’usine, que d'une ressource subjective, une façon de concevoir le lieu de travail et ce qui s’y passait, qui nourrit les analyses et les actions des ex-salariés ; ce que nous avions nommé à l’instar des salariés « l'usine dans la tête », expression dont on verra qu’elle peut recouvrir deux acceptions différentes. C’est pourquoi la présentation de l’usine et du travail est d'autant plus essentielle.

2.1. Histoire d’un groupe

L’usine métallurgique Metaleurop, d’abord appelée Malfidano puis Penarroya est implantée sur les communes de Noyelles Godeau et Courcelles-les-Lens depuis 1920, date du rachat d'une petite fonderie locale par l'entreprise Penarroya. Au début du XXe siècle, ce sont 300 ouvriers qui travaillent là. Comme le rappelle Frédéric Fajardie, dans la préface de son livre, pendant la seconde guerre mondiale, l’usine tourne au ralenti et est bombardée par la RAF. « En 1962, on rase les installations et on recommence avec une nouvelle usine à zinc dont Penarroya devient l'un des grands producteurs mondiaux » (Fajardie, *op. cit.* : 23). Au début des années 80, Rothschild le principal actionnaire quitte le capital de Penarroya qui change de nom en 1988 pour devenir Metaleurop. « En 95, le Suisse Glencore rachète (...) 15 % du capital (...) En 2000, la participation est passée à 32,99 % » alors que, comme le note Fajardie, « A 33 %, on est juridiquement responsable » (*idem*). Confronté à des pertes dans les années 2000, l'actionnaire principal abandonne l'entreprise et ses 830 salariés le 27 janvier 2003. Et ce, sans dépolluer le site industriel sur lequel se sont depuis des années déverser des produits toxiques, en raison même des activités productives qui étaient menées là et ce, en dépit des précautions utiles qui furent prises au fur et à mesure des avancées techniques en la matière. La liquidation judiciaire est prononcée le 10 mars de la même année.

On sait désormais grâce aux enquêtes cinématographiques militantes menées par John Paul Lepers (*Métaleurop, l’autre guerre,* 2003), Jean-Pierre Meurice (*L’Eléphant, la fourmi et l’État*, 2004) et d'autres cinéastes ou militants comme les membres de l'association ATTAC, mais surtout grâce à l'enquête menée par certains salariés eux-mêmes afin de nourrir le dossier des prud'hommes par lequel ils demandent reconnaissance du préjudice qui leur a été causé, qu’il s'est agi là d'une vaste opération volontaire de « dépeçage de l'entreprise », selon le mot de Frédéric Fajardie. La reconstitution des montages financiers mafieux opérés par Glencore atteste que l'entreprise n'a été rachetée que pour mieux être revendue, sans aucun souci des ouvriers employés et de leur devenir. Tout l’artifice a consisté par des jeux d’écritures et des emboîtements de capitaux à faire en sorte que plus aucune entité ne puisse être tenue responsable de la fermeture. Comme dans un mauvais film noir, un montage financier avec pour base une boîte aux lettres aux Bermudes a permis à Glencore de se dédouaner de toute responsabilité vis-à-vis de Metaleurop et de ses employés, de sorte que même un ministre français a qualifié « de patrons voyous » les responsables de l'entreprise. Rétrospectivement, plusieurs membres de Chœurs de fondeurs relèvent des incohérences qui, déjà dans les années 2000, leur avaient « *mis la puce à l'oreille* », « *donner le sentiment que les dés étaient pipés* », sans qu’ils parviennent à identifier de quoi il s’agissait sur le moment ou sans parvenir, malgré des courriers aux cadres parisiens de l’entreprise, à alerter qui de droit, parfois. L'arrêt des lignes de production les plus rentables alors même qu'elles avaient coûté de lourds investissements financiers ou encore l'annonce, présentée comme une bonne nouvelle, d'une exemption de certification ISO 9002, pourtant indispensable pour poursuivre la production, sont les exemples les plus notables. À noter qu'aujourd'hui, la raison sociale Metaleurop, d'abord recouverte dans des jeux d'écritures par le groupe Glencore s'est dissimulée sous le titre Recyclex, tant elle a mauvaise presse, depuis le battage médiatique autour du conflit, résultant de l'abandon par l'entreprise de ses 830 salariés. Après plusieurs décisions de justice favorables aux salariés puis annulées par les tribunaux dans le cadre de recours, le tribunal de grande Instance d’Arras a finalement reconnu la responsabilité sociale de l’entreprise

Metaleurop Nord vis-à-vis des salariés le 19 décembre 2009, obligeant ainsi l'entreprise à payer entre 10.000 et 30.000 euros à chacun des ex-salariés, somme inférieure à la requête initiale et dont sont exclus les personnels dit « protégés » c'est-à-dire les salariés qui siégeaient au Comité d'entreprise ou au conseil d'Administration du temps de l'activité (en particulier les syndicalistes). L'entreprise a fait appel mais le recours n'est pas suspensif. Symboliquement au moins, les Metaleurop ont donc gagné leur combat, et mieux vaut pour le groupe dissimuler sous un nouveau nom cet épisode peu reluisant qui est aussi un échec cuisant et coûteux.

2.2. Un lieu de travail symbole de l'activité et de la vie de plusieurs générations

Situés à cheval sur les territoires des deux communes qui l'abritent, les bâtiments de l'usine Metaleurop se dressaient autrefois en bordure de l'autoroute, à l'intersection de l'A21 et de l'A1. Construite sur les bords du canal de la Deûle, de manière à pouvoir être approvisionnée en matériaux par voie maritime, et à quelques kilomètres de la ville de Douai et de celle d'Hénin-Beaumont, c'est-à-dire dans le département du Pas-de-Calais, mais juste à sa frontière avec celui du Nord, l'usine était visible de nuit, de par la lumière qui l'éclairait et la fumée qui se dégageait de ses cheminées. Elle était, pour le conducteur arrivant de Paris, comme un repère de l'entrée dans ce territoire du Nord de la France, succédant à l'apparition des terrils, autres marqueurs symboles de la région. Pour les ouvriers qui connaissaient bien le site, la vieille tour à plomb était comme un étendard et un « *point de repère* » (TL), dans la région. C'est pourquoi son dynamitage dans le cadre de la destruction du site, en 2005, opéré en dépit d'une tentative de classement comme patrimoine industriel, a tant meurtri les ouvriers. Certains semblent même s'interroger sur la volonté d'éradiquer des traces de Metaleurop avec cette destruction. L'un d'entre eux m'explique par exemple :

> *« cette tour à plomb c'était un, …comment dire, moi ça m'a fait mal au cœur qu'ils l'abattent parce que, après tout, quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage. Et cette tour à plomb c'était un symbole...non seulement c'était un symbole mais, en plus, c'était un point de repère pour les gens. Quand on s'en allait quelque part on aurait pu dire aux gens... ben, écoutez, pour venir chez moi vous prenez l'autoroute, vous voyez la tour à plomb c'est comme une espèce de fusée en béton et hop, vous êtes pas loin. Hein ? Donc non seulement c'était un symbole, mais en plus c'est un point de repère. … ». (TL)*

Encore aujourd'hui, alors même que l'usine a été détruite et rasée, et que les bâtiments de Sita Agora l'ont remplacée, le panneau usine Metaleurop est toujours visible à la sortie 18 de l'autoroute A21... Nul doute qu'il provoque un serrement de cœur pour les anciens salariés qui empruntent aujourd'hui cet accès. Et ce, d'autant plus que pour nombre d'entre eux, l'usine fut une source d'emplois et un lieu de travail quotidien non seulement pour eux-mêmes et leurs enfants, mais encore pour leurs parents, leurs grands-parents, voire même les générations précédentes. Dans le secteur, on était d'autant plus attachés à l'usine Metaleurop qu'elle fournissait du travail pour plus de 830 salariés, sans compter les emplois induits auprès des sous-traitants. Outre, les métiers ouvriers, une panoplie de postes étaient disponibles. Des couples se formaient aussi à l'usine et, sans surprise, c'est à l'usine que dès 14 ans, les enfants nés de ces unions, garçons comme filles, venaient s'embaucher. En outre, et surtout, une belle progression de carrière était accessible aux salariés de « l'usine à » (diminutif pour celle que certains ouvriers désignent encore sous le vocable, teinté de paternalisme, de « l'usine à papa »). Les propos d'un de mes interlocuteurs dont la famille travaillait dans divers secteurs à Metaleurop depuis plus de 3 générations illustrent bien cette histoire. Je précise que celle-ci me fut racontée, tout d'une traite, telle que je la restitue ici, quoique minorée par quelques coupes :

> *« J'ai travaillé comme agent de maîtrise à Courcelles-Lès-lens pendant pratiquement 10 ans. Ce secteur, [celui dans lequel il travaillait initialement] cuir-textile-habillement étant sinistré et étant jeune marié avec ma femme qui travaillait avec moi, dont d'ailleurs j'étais son chef - c'était pas facile à la maison ! - (Rires de l'interviewé et l'interviewer) je me suis rendu compte, que n'ayant pas de facilité familiale pour garder cet enfant qui allait naître, j'ai décidé de trouver un métier où je pourrais gagner tout seul ce qu'on gagnait à deux. Donc, je suis rentré chez Metaleurop, enfin chez Penarroya à ce moment-là. Pour quelle raison ? Parce que*

toute ma famille y a travaillé. J'ai 4 générations qui ont travaillé là. Moi, j'ai mon arrière grand-père qui a travaillé à la construction de l'usine et puis qui s'y est embauché ; son fils, mon grand-père Lucien, y a travaillé en 1901. Il y a connu ma grand-mère qui était bonne du directeur à l'époque et qui était logée sur le lieu de travail à l'époque, à l'étage. Il s'est marié, il a eu 3 enfants. Donc mon grand-père il a travaillé jusqu'à la guerre de 14. Mon oncle Henry est né en 1912. Il est revenu en 1918, l'usine avait été démolie il est donc allé travailler à Courcelles, à la briqueterie. Ensuite, en 1920, quand la société Penarroya a racheté le site de l'usine - j'ai retrouvé y'a pas longtemps le document que j'ai donné à KM, c'est le document qui montre le rachat du site après dommages de guerre, signé et tout, qu'on a retrouvé avec un collègue – mon grand-père s'est donc rembauché en 1920 et il a travaillé jusqu'en 1959. Mon oncle Henry s'y est fait embauché, mon père s'y est fait embauché à 14 ans comme aide-chimiste. Il a passé des examens, il est devenu chimiste et il y a travaillé jusqu'en 45 où il s'est fait embauché à la Banque de France en entrant par la p'tite porte et il en est sorti directeur du personnel à Lille en 49. La sœur de mon père, Lucie est rentrée à l'usine à 14 ans, elle a été envoyée à Lille pour suivre les cours Piget comme dactylo et elle a fini sa carrière comme responsable du pool dactylo. C'est-à-dire, bein heu, E. et certaines dames de l'association travaillaient avec elle, parce que toutes travaillaient à la machine parce qu'il y avait pas d'ordinateurs, il fallait tout taper les notes, les comptes rendus de Comité d'Entreprise et voilà, elle était chef de gare pour ces 8 ou 10 dactylos. Et donc, moi, j'ai travaillé dans cette entreprise, j'y suis rentré comme OS 1, comme ouvrier, OS en 1974. En 1979, j'étais au raffinage, on m'a proposé de prendre la fonction d'adjoint du responsable des expéditions, après avoir suivi une formation bien sûr, parce que j'avais une expérience d'organisation du travail dans la fabrication sur la gestion des flux du travail, gérer les machines. Et là, y'avait le chef d'expédition qui allait partir en retraite, et l'adjoint qui avait de sérieux problèmes donc ça partait en live. Et donc je suis passé de la production en 3/8 comme P1 raffinage et deux mois après, j'étais chef d'équipe à l'expédition - j'ai remplacé le contremaître quand il est parti- [équipe] que j'ai gérée pendant 10 ou 12 ans. Ensuite, on m'a proposé de prendre le poste de chef d'atelier des mélanges. C'est l'atelier où on fabriquait les lingots, à partir du zinc liquide, du zinc alliage et ensuite on m'a proposé de me rajouter comme y'avait pas… beaucoup de volontaires pour prendre le raffinage, y'a eu quand même beaucoup d'accidents avec 10 morts la première fois et 1 mort la seconde, y'avait pas beaucoup de volontaires. Et moi, je connaissais quand même bien le raffinage donc on m'a proposé. Donc, j'ai pris la direction de l'atelier raffinage-mélange et toujours le service des expéditions puisque c'était mon adjoint qui était responsable. Et donc j'avais 130 personnes sous mes ordres et c'était un travail à mi-temps 12 heures à la maison, 12 heures à l'usine. Donc c'était un travail important mais assez prenant… J'étais bien, j'étais comme un poisson dans l'eau, quoi. J'aimais bien ce travail là. Voilà ma carrière. Fin 2002, comme j'avais 56 ans, et qu'ils organisaient les départs négociés, à 57 ans ils faisaient partir les gens, ils m'ont proposé d'intégrer la cellule reclassement puisqu'on devait licencier environ 220 personnes sur 800. J'ai donc accepté ce poste-là comme conseiller interne du cabinet de Lille, qui avait pour mission de reclasser les gens. (…) Donc j'ai suivi une formation avec eux pour être conseiller interne, connaissant non seulement le personnel de l'usine, celui dont j'étais responsable, mais aussi beaucoup d'autres gens dans l'usine (…). Ce truc de reclassement qui est tombé à l'eau puisqu'au début janvier on nous a annoncé le dépôt de bilan, enfin l'abandon par Paris. (….) Donc voilà ma carrière dans l'entreprise. (…) C'est le récapitulatif de ma carrière. Je dois dire que c'est une entreprise j'y étais bien parce que vous pouviez commencer balayeur et finir cadre ou assimilé. Si on avait la volonté de réussir on pouvait progresser. (Votre exemple le montre bien.) C'est pas le cas d'autres entreprises où on est dans une catégorie, on peut pas en changer. Là, vous aviez la porte d'entrée et la sortie devant, elle était très loin. J'ai connu des gens qui ont fait des carrières. Moi j'avais le Bac, mais certains avaient juste le certificat d'études et il y avait des possibilités de carrière liées à l'entreprise. Certains sont devenus agent de maîtrise ; fonction de votre personnalité, assiduité, capacité de travail et on reconnaissait la capacité des gens. C'est ça l'avantage d'une entreprise comme Penarroya-Metaleurop. »

Penarroya-Metaleurop, c'était on le voit, une histoire de famille et une histoire de territoire. Comme souvent dans ce genre d'entreprise, une politique de formation des employés permettait une progression de carrière en interne, comme le souligne mon interlocuteur. Il n'est pas le seul à évoquer une entrée à l'usine presque sans diplôme et une sortie par le haut. Nombreuses sont les personnes qui sont dans ce cas, d'où leur attachement à l'entreprise qui leur a offert de belles opportunités. D'où aussi leurs plus grandes difficultés lors du « reclassement » pour leur retour à l'emploi. En effet, si les ouvriers de Metaleurop ont progressé sur l'échelle hiérarchique interne, les compétences qu'ils ont acquises à cette occasion n'ont pas toujours été sanctionnées par un diplôme équivalent. Lorsqu'ils ont perdu brutalement leur emploi, en 2003, les métallurgistes mais aussi d'autres catégories de personnels à l'instar de la personne interrogée ci-dessus, ont eu fort à faire pour faire reconnaître leurs compétences pourtant hautement qualifiées et obtenir des équivalences de diplômes auprès de la Commission de Validation des Acquis de l'Expérience.

Le travail à Metaleurop était d'autant plus apprécié qu'il s'accompagnait le plus souvent de bons salaires. Nombreuses étaient en particulier les primes afférentes à la dangerosité du site, la pénibilité des tâches, le travail de nuit ou en trois huit qui finissaient par offrir d'assez bons salaires aux employés, surtout en regard d'autres industries :

> *« Les salaires à Metaleurop, on dit qu'ils étaient relativement élevés, mais : une partie étaient de l'ancienneté, plus les primes de postes (2/3 des personnes touchaient des contraintes liées aux postes), plus la progression des coefficients hiérarchiques (le coefficient de base est passé de 121 à 140), plus les primes de pénibilité…plus le 13e mois, plus insalubrité (prime de four), plus prime de chauffage, d'électricité, prime d'hiver plus prime de vacances en juin.Ca fait des ouvriers qui gagnaient 10000 à 11000 francs même sans grande progression. Ca fait une sacrée différence avec le SMIC », explique un ancien cadre (BM) lors d'une réunion.*

De sorte que, quand les salariés perdent leur emploi et se retrouvent au chômage, la baisse de leurs revenus est souvent très brutale. Qui plus est, la plupart des ouvriers étaient propriétaires de leur maison ou en voie d'accéder à la propriété dans les environs : puisqu'ils travaillaient souvent de père en fils à Metaleurop, la plupart avait choisi de s'installer là. Forcés de vendre pour faire face aux traites ou pour partir vivre et travailler ailleurs, les ex-salariés ont souvent rencontré de grandes difficultés à trouver preneurs pour leurs logements puisque la zone géographique est économiquement sinistrée avec la fermeture du site et de ses nombreux sous-traitants. En outre, la pollution bien réelle et le battage médiatique à son sujet ont contribué à faire chuter les prix ou détourner les acheteurs potentiels.

Il est intéressant de noter en écho aux concepts de Rosa et leur utilisation ailleurs dans ce rapport que l'histoire de Metaleurop résumée en quelques lignes ici atteste que pour les salariés de cette grande usine, l'embauche ouvrait au moins pour les plus anciens et jusque récemment, une perspective biographique toute tracée. On pouvait alors envisager sa vie en se pensant dans un groupe de pairs, représenté par des instances syndicales et politiques déjà là, imaginé une progression de carrière et même peut-être des projets pour soi et sa famille. Ces projets étaient ancrés dans un territoire lui-même inscrit dans une histoire bien jalonnée, l'industrie minière et l'industrie métallurgique. La fermeture de l'usine va mettre à mal cette temporalisation biographique et c'est aussi à la réinvention de ses bénévoles dans le temps que va procéder le travail de l'association.

2.3. Une production spécifique polluante mais innovante

Spécialiste du raffinage Plomb et du raffinage Zinc, mais aussi productrice de métaux ou d'alliages plus rares tels le Zamak, l'Indium ou encore le Germanium, l'usine Metaleurop s'inscrit dans l'histoire des grandes fonderies, avec son lot d'images afférents à l'aristocratie ouvrière des hauts-fourneaux : courage, vaillance, dangers du métier de métallo, images d'hommes bravant les matériaux en fusion, affrontant des émanations toxiques, etc. Simultanément, dans l'époque plus récente, Metaleurop fut aussi un fleuron de l'innovation dans le domaine métallurgique. Comme aiment à le rappeler les salariés, les alliages nouveaux évoqués plus haut, ont des applications importantes quoique méconnues du grand public dans la vie de tous les jours : écrans plats, téléphones

portables pour l’Indium ou encore des applications militaires dans le cas du Germanium. Ceci faisait d’ailleurs de certains départements de l’usine des espaces protégés par des mesures de sécurité très pointues. Ainsi, quand les ex-salariés parlent de leur travail dans les entretiens ou dans les films qui leur ont été consacrés, des thématiques récurrentes mais diverses apparaissent. Ce sont d’une part, les accidents souvent mortels et l’indispensable solidarité nécessaire pour faire face aux dangers de la production qu’évoquent les ex-salariés (en 1993-1994 deux explosions se succèdent sur une colonne de distillation du Zinc, après une première reconstruction : 11 personnes, ouvriers et ingénieurs y laissent la vie) ou encore les craintes d’avoir été plombés (Czubeck, 2008) ou les arrêts de travail qu’on leur a imposés ponctuellement au long de leur carrière quand leur taux de plomb dans le sang s’élevait de manière trop astronomique ; d’autre part, c’est aussi la fierté de travailler avec une matière rude mais belle, et celle d’être à l’origine de nouveaux procédés, de nouveaux produits, d’une nouvelle invention, que mes interlocuteurs évoquent. La conscience de produire des biens importants et utiles, et ce, quelle que soit la place qu’on tenait dans la chaîne de production, est très marquée parmi les salariés de Metaleurop-Nord. Cette subjectivation du travail et de ses résultats participe sans doute de l’importance que revêt pour presque tous mes interlocuteurs, quel que soit leur rang, leur statut, leur ancienneté ou leur métier effectif, le mot « ouvrier », dont on retrouvera l’importance tout au long de leur mobilisation et au fil des entretiens.

2.4. Contexte et conjoncture politiques lors de la fermeture en 2003

Évaluer le caractère institutionnel ou pas de Chœurs de fondeur, ou encore la portée politique de ses choix de ses activités, au fil de son existence, n'a de sens qu'une fois campé le décor de la région Nord-Pas de Calais où se situe l'action. C'est ce que je m'efforce de faire dans les lignes qui suivent, en indiquant qui sont les acteurs politiques de la région et en précisant le type de rapports que j'ai vu l'association entretenir avec eux.

Divers acteurs politiques sont concernés et/ou susceptibles d'intervenir dans l'affaire Metaleurop, au moment où éclate la nouvelle de son dépôt de bilan. On l'a dit, l’usine est sur le territoire de deux communes dont les habitants vont être immédiatement touchés par la fermeture. Les deux maires de l'époque, toujours en poste au moment où j'écris ces lignes, dont une part non négligeable des électeurs est, directement ou indirectement, touchée par la fermeture sont donc directement concernés.

Le maire de Courcelles-Les-Lens, Ernest Vendeville, se présente comme sans étiquette. Il revendique son attachement à la région minière et au passé minier de ses électeurs et de sa propre famille. Il aime à rappeler que, lui-même, est atteint de silicose. Il a, à l'occasion, usé de la proximité historique des mineurs du Nord de la France avec le Parti Communiste Français et des alliances qui existent entre le PCF et la CGT (principal syndicat de l'usine). Aux dires de mes informateurs, il a pu aussi parfois avoir des accointances avec des partis de droite voire d'extrême droite - ce qui éveille la méfiance d’un certain nombre d'entre eux qui le lui reprochent à demi-mot. En effet, de fondeur s'est toujours déclarée prête à discuter avec tous les partis politiques, à l'exception du Front National. Or la mairie de Hénin Beaumont toute proche a subi les assauts de Marine Le Pen, et le Pas-de-Calais est l'un des départements montrés du doigt depuis 2005 comme le terreau du vote ouvrier FN... Les membres actifs de l'association, dans leur immense majorité tiennent, au moins officiellement, à se démarquer de ce courant politique et soulignent au contraire que leur porte-parole pendant la grève était Farid Ramou, fils d'un ouvrier immigré, et que c'est aussi à lui qu'ils ont confié la présidence de l'association. Ils insistent également sur le fait que dans la lutte aucune distinction n'a été faite entre « ouvriers français » et « ouvriers immigrés ».

Le maire de Noyelles-Godault, Jean Urbaniak, est quant à lui membre du Modem. Il est aussi conseiller régional.

À noter que, là où le maire de Courcelle-Les-Lens, grande baraque toujours vêtue de noir, couleur qui fait ressortir l’aspect chenu de ses cheveux (dans l'entretien qu'il accorde à F. Fajardie, il explique que c'est parce qu'il est « en deuil de l'usine ») fait figure de personnage haut en couleurs, avec une réputation méritée de « fort en gueule », un tantinet ouvriériste et démagogue, le maire de

Noyelles-Godault apparaît plutôt comme un technocrate poli, discret dans ses costumes couleur neutres. Si je les décris aussi précisément, tant au plan politique que corporel, c'est parce qu'il est manifeste qu'ils ne provoquent pas le même genre de réactions (adhésion, empathie, sentiment de proximité, de se voir représenté par l'un des siens...) lorsqu'ils prennent la parole tour-à-tour lors des assemblées générales annuelles de l'association. Ils assistent toujours, tous les deux, à ces événements -preuve de l'importance qu'ils accordent à l'association et à ses membres- et les reçoivent alternativement dans leur ville. Le rituel est bien rodé : le maire qui accueille ouvre l'assemblée générale ; le maire en visite la clôt. Quand les assemblées générales ont eu lieu à Courcelles-les-Lens, en tant qu'observatrice, j'ai eu le sentiment très net que les gens se sentaient chez eux et dans leur élément et ce d'autant plus que, avec le local de l'association tout proche, le lieu est familier. Les attitudes furent plus rigides et retenues lors des assemblées générales qui se tinrent à Noyelles-Godault. Même s'il est souvent critiqué pour l'usage qu'il fait de son passé, le maire de Noyelles-Godault fonctionne manifestement comme un repère identitaire pour nombre de fondeurs qui l'associent en conséquence à un allié. Pour marquer le trait on serait même tenté de dire un allié de classe. Cette identification classiste, en écart avec la nouveauté du sens attribué à la notion de classe ouvrière pendant le conflit, basée alors non pas sur des conditions sociales et professionnelles communes mais sur la décision de lutter ou non (cf. introduction) est un des indices de la tension latente entre deux acceptions de la figure ouvrière, deux acceptions du mot ouvrier parmi les salariés de Metaleurop et au sein de l'association. Celles-ci traversent la mobilisation de CDF et participent de ses difficultés à faire ensemble, comme on sera amené à le souligner au travers d'autres symptômes.

Les maires ne sont pas les seuls politiques à s'être penchés sur le cas de Metaleurop. En effet Courcelles-Les-Lens et Noyelles-Godault appartiennent également à la communauté d'Agglomérations et de Communes d'Hénin Beaumont (CAC) et à une région déjà lourdement touchée par la désertification industrielle et le chômage aussi les politiques des instances supérieures : régions, départements, et même ministre d'État et présidents sont venus au chevet des salariés, non sans intentions électorales souvent.

Outre cet aspect électoraliste qui a vu l'intervention des élus des divers niveaux, si les politiques ont été saisis, qu'ils le veuillent ou non de cette affaire c'est aussi parce que Metaleurop-Nord fait partie de ses usines de plus en plus nombreuses qui, après avoir été rachetées par un grand groupe étranger, se sont vues abandonner dans la figure de l'absence du patron. Si l'État français s'était déclaré impuissant dans le cas de Renault Vilvorde en Belgique en 1997 la multiplication de ces situations, véritable marque de la conjoncture contemporaine (voir aussi par exemple Daewoo, 2002) l'oblige désormais à intervenir ; tout particulièrement quand on se trouve face à un nombre si massif de salariés concernés. Aussi, dans le cas qui nous intéresse, la région et l'État, aidés du fonds social européen se sont initialement substitués aux patrons absents non seulement dans la gestion du plan social qui a statué sur le sort des ex-salariés mais encore dans le traitement et la dépollution du site industriel. C'est sans doute aussi pour cette raison que Metaleurop a autant passionné les gens et que son histoire a connu un tel retentissement médiatique. Outre la lutte menée par les ouvriers et leur capacité à attirer l'attention la sympathie et des prises de position explicites à leur endroit, les habitants de la région se sont sentis d'autant plus concernés que c'est, pour part, avec leurs impôts que l'on a organisé le plan social et la dépollution du site. Par ailleurs, la figure de l'absence de patron questionne également les instances politiques et les formes institutionnelles classiques et leur mode d'action.

Réciproquement, on comprend pourquoi l'association s'est délibérément constituée pour interpeller les pouvoirs publics et politiques, tout autant que l'opinion publique et les médias. Dans la mesure où les responsables régionaux, départementaux, locaux, sont intervenus très concrètement sur le sort de ceux qui étaient aussi leurs futurs électeurs par des décisions de financement, des appuis, des directives politiques, Chœurs de fondeur est intrinsèquement prises dans le champ de la politique institutionnelle et parlementaire. De quelle autonomie de pensée et d'action dispose-t-elle vis-à-vis d'eux dans ces tractations, c'est ce qu'il conviendra aussi de juger dans le cours de l'analyse.

Un autre aspect de la fermeture de Metaleurop inscrit directement les activités de l'association dans le débat public médiatique. Il s'agit de la question de la pollution déjà évoquée plus haut. À l'annonce de la fermeture de l'usine, cet aspect a été d'autant plus débattu que les militants écologistes

du Nord-Pas de Calais s'en sont saisis, dénonçant haut et fort la dangerosité et la toxicité du site industriel et le préjudice environnemental que constituait ce terrain fortement pollué et laissé à l'abandon. La presse régionale et la presse nationale ainsi que la télévision dans un certain nombre de reportage, (REF) se firent l'écho de ces débats et par des raccourcis propres au champ médiatique on put parfois avoir le sentiment que les ouvriers licenciés étaient eux-mêmes tenus pour responsables de la pollution du site et de son abandon sans traitement. Un certain nombre d'anciens salariés de Metaleurop ont exprimé, notamment dans les entretiens conduits par Frédéric Fajardie, leur colère contre les écologistes et leur sentiment d'être devenus des « victimes accusées » au sens où l'entend P. Farmer (Farmer, 1996).

En effet, bien qu'étant les premiers touchés par l'abandon du site par Metaleurop, les salariés se retrouvaient en position d'accusés sur les questions de pollution comme s'ils étaient eux-mêmes responsables de cette dernière. Cette accusation était ressentie comme une affirmation d'autant plus injuste et diffamatoire que, en la matière, les ouvriers étaient bien sûrs aux premières loges tant à l'intérieur de l'entreprise que dans les villages avoisinants où ils habitaient. C'est bien eux qui furent les premières victimes de la pollution et c'est parmi les ex-salariés qu'on compte le plus grand nombre de décès pour cause d'amiante, de plomb etc. Accusation contre laquelle l'un d'entre eux déploie au contraire une identification positive de lui-même, lors d'un entretien, lorsqu'il évoque un débat à Paris où il déclare :

«[les réactions dans la salle] *c'était 'Metaleurop, pollueurs-payeurs'. Moi j'ai dit : 'j'suis ouvrier ; j'ai jamais empoisonné personne de ma vie' ».* (KQC). La revendication du nom d'ouvrier permet de produire une lecture alternative du réel. Elle récuse l'accusation personnelle de pollution en même temps qu'elle réaffirme la réalité de l'usine, c'est-à-dire la production, le travail et ceux qui l'exécutent. L'opération est double : dissocier l'entreprise et ses salariés confondu dans le discours courant et dans l'accusation 'pollueurs-payeurs' ; mais aussi, dissocier l'enjeu du travail ouvrier et ses finalités de ses conséquences polluantes éventuelles.

Cependant, les débats entre militants de gauche (PCF ou tendance trotskiste) et militants écologistes, dont j'ai été témoin lors de la projection du film *Les années de plomb* (Czubeck, *op. cit.*) au Cabaret de l'union à Roubaix attestent de cette polémique et de sa longévité. Près de quatre ans après la fermeture, en 2009, le débat était encore largement configuré par la question de savoir s'il fallait *d'abord* penser « l'impact économique et social sur les populations » ou bien *d'abord* penser « l'impact environnemental sur la région », sans qu'il semble possible du point de vue des écologistes, vivement attaqués sur ce point par d'autres spectateurs militants d'articuler ces deux points. Le débat était vif, animé, voire même violent. Il est vrai que le film se focalise sur les méfaits du plomb dans le bassin d'habitation de Metaleurop et défend la thèse discutable qu'une Omerta aurait conduit les ouvriers de l'usine à taire les dangers de la pollution, y compris quand ils en subissent les conséquences directes, de peur sinon, de perdre leur emploi. Reste que ce débat atteste qu'au travers de l'affaire Metaleurop se déploie aussi un affrontement idéologique et politicien entre les partisans des deux camps. Cet affrontement manifeste, sinon la récupération politique de l'affaire Metaleurop, du moins sa capacité à la parlementarisation ou, pour le dire sans néologisme, la capacité d'instrumentalisation parlementaire et électorale de la fermeture du site. Il conviendra en conséquence d'observer comment l'association et il faudrait même dire comment ses divers membres se positionnent chacun dans le champ de la politique institutionnelle. Sont-ils en mesure lors des négociations qu'ils engagent avec les partenaires institutionnelles de tenir et faire valoir leur idée phare, soit la reconnaissance que les CDF sont avant tout des ouvriers et que leur usine avant d'être une source de pollution était un lieu de production utile qui faisait vivre des ouvriers (« Moi je suis ouvrier, j'ai jamais empoisonné personne ») ? Ou en se fondant dans le discours institutionnel et son vocabulaire propre (juridique, professionnel, etc) ne courent-ils le risque de perdre ce qui fait le propre de leur subjectivité combattive et de leur façon de se compter « tous ensemble »?

3. L'ASSOCIATION

3.1. La structure officielle

La création de l'association a été décidée alors même que la mobilisation contre la fermeture du site touchait à sa fin. En dépit de près de trois mois de manifestations dans les principales villes des environs et même à Paris, d'une occupation prolongée de l'usine avec menace de pollution de la Deûle, de l'organisation de la vente des matières premières restantes à l'initiative des salariés (afin de payer le maximum des salaires, des congés et des primes dus aux salariés en dépit de la cessation d'activités), de la mobilisation de la presse, de réalisateurs, etc. la fermeture de Metaleurop est confirmée (*cf. Metaleurop l'autre guerre* ou *Metaleurop, le conflit* pour un bon suivi du conflit). Avec cette disparition officielle de l'entreprise, la représentativité et la légitimité de l'intersyndicale ou du comité d'entreprise cessent légalement tout au moins. Sentant que la décision finale en leur défaveur est proche, les salariés mobilisés, sont soucieux de rester un interlocuteur des pouvoirs publics qui prendront le relais du patron absent, suite à la signature d'un protocole d'accompagnement social en mairie d'Arras, le 3 avril 2003. De plus, ils veulent poursuivre leur action en justice contre Glencore, ainsi que l'interpellation de l'opinion publique sur leur sort. Ils décident donc de se constituer en association. C'est ainsi que germe l'idée de l'association. On retrouve parmi les porteurs de cette idée, les futurs chevilles ouvrières de l'association qui furent aussi très actives au sein de l'intersyndicale :

« *Chœurs de Fondeurs est née d'une intersyndicale au lendemain de la liquidation de Metaleurop Nord. Il était nécessaire de faire quelque chose. La meilleure solution était une association Loi 1901, ça nous identifiait comme entité par rapport aux communes pour obtenir des locaux et des subventions afin d'innover et de fonctionner*» explique le vice-président de l'époque, à l'occasion d'une présentation de Chœurs de fondeurs devant des étudiants et des chercheurs le 18 octobre 2006, en mairie de Courcelles-les-Lens.

La forme choisie est donc explicitement vouée à une reconnaissance institutionnelle par les pouvoirs publics, rendant possible la demande de subventions. Le choix est banal, mais il convient néanmoins de le souligner et l'expliciter car cet attachement au formalisme, qui caractérise certains membres de l'association mais pas tous, pour justifié qu'il soit, aura des conséquences sur les relations entre les membres de Chœurs de Fondeurs. En effet, pour notre interlocuteur, qui a l'expérience de la Loi 1901, pour en être à sa deuxième création d'association (certains membres de CDF travaillent d'ailleurs avec lui dans l'autre association à vocation plus sociale cette fois), « *les choses rationnelles et structurées* » qu'il oppose à l'occasion « *aux bla-bla des politiques dont tout le monde a marre* » (BM, 29/11/08) sont essentielles et rendent possible la collaboration efficace entre gens différents : « [Moi], *c'est fonctionnement structuré et transparence. J'estime que si on applique ces deux principes-là, on peut aller très loin, avec n'importe qui. Qu'on n'est pas la même couleur de peau, qu'on soit pas des mêmes religions, d'origines socio-professionnelles, etc. quoi* (…). ». Dans l'esprit de mon interlocuteur, la clarté des règles rend possible la collaboration de tous avec tous, quel que soit le statut ou les opinions de chacun. La thèse est ici que c'est la règle et sa bonne application ainsi que la transparence qui rendent indifférents le statut social ou hiérarchique des partenaires, leur appartenance ethnique, religieuse ou autre. Il convient de bien distinguer cette proposition de subordonner l'égalité des statuts à la mise en œuvre quasi administrative d'un fonctionnement, d'une autre thèse qui soutient, quant à elle, que la règle initiale de l'égalité de tous au sein de l'association est son principe primordial de fonctionnement

A l'instar de ce que déclare un des acteurs principaux de l'interpellation : « *Chaque fois que je parlais du débat, je présentais Chœurs de fondeurs, je disais, bein nous, on a essayé d'être tous ensemble et de parler d'une seule voix. Mais ça implique, je dirai qu'à l'intérieur d'abord on accepte ces exigences-là. Et puis que chacun puisse s'exprimer… qu'on ait un fonctionnement démocratique.* » Il parle en 2007 alors que la crise entre les deux modalités de fonctionnement au sein de CDF se dessine et lucide ajoute : *« C'est un peu ce qu'on avait et que j'espère on aura toujours au sein de Chœur de fondeurs. C'est une force énorme ».*

Dans le second cas, on est proche de la politique au sens du dissensus et de l'égalité universelle parlante de Rancière, le principe d'égalité posé d'emblée libère la parole de tous. Dans le premier cas, en revanche, l'énoncé des principes hiérarchise les rôles de chacun et on le verra peut aboutir à brider

la parole. Ces deux principes vont s'affronter d'abord implicitement puis de plus en plus ouvertement au sein de l'association.

En outre, la création de l'association prend acte de l'extinction de l'intersyndicale tout en voulant palier à sa disparition. Pourtant, l'ombre de l'ancienne structure et de l'équilibre syndicale en son sein plane encore. Si cette règle n'est jamais évoquée ni écrite nulle part, j'apprends au détour des entretiens qu'il convient implicitement de respecter le poids dominant de la CGT dans l'usine et la configuration de lutte d'origine, ce qui entrave lourdement la capacité novatrice de l'association. Si, par chance, on y reviendra, le travail du porte-parole de la lutte fut exemplaire et unitaire, il fallait en tout état de cause, disent les interviewés, que ce soit un élu CGT car ce syndicat était majoritaire. De même outre, sa légitimité et la reconnaissance acquise dans la mobilisation, si le même F. est choisi pour présider l'association c'est aussi dans cet équilibre. À nouveau, la représentation de classe et d'organes représentatifs (CGT, CGC, CFDT chacune censée incarnée l'un des corps de métiers) le dispute à la nouveauté organisationnelle et à l'égalité des statuts, tout comme la subjectivité combattive identifiée par le « tous ensemble » et le choix de lutter le dispute à un simple régime de représentativité syndicale classique.

Pourtant, en créant l'association, ses fondateurs ne se pensent pas comme un regroupement de chômeurs. Bien qu'adhérent du MNCP (le Mouvement National des Chômeurs et Précaires), Chœurs de fondeurs tient à s'en démarquer et se considère comme une invention sur mesure : *« Nous, on a une association ajustée au sort des anciens de Metaleurop. (…) Il y avait un vide, on espère qu'on l'a pas trop mal rempli.»* (BM) A sa création, les fondateurs sont également convaincus que l'association n'existera qu'un ou deux ans, trois tout au plus, le temps de faire aboutir les diverses missions qu'elle s'est fixées, ce qui atteste qu'ils ne la confondent nullement avec une amicale d'anciens salariés vouée à perdurer tant qu'il y a des anciens et à entretenir le souvenir de l'activité. Au fil des 3 années qu'a duré l'enquête, mes interlocuteurs se sont régulièrement étonnés d'être encore accaparés par leur travail au sein de l'association rappelant qu'ils ne l'auraient jamais imaginé auparavant. (Elle avait déjà 2 ans d'existence lors de notre première rencontre en 2005 et près de 7 ans aujourd'hui). Il est notable également que la question de la mémoire (conservation des bâtiments, des archives, etc.) n'est pas inscrite dans les statuts de l'association. À l'origine tel n'est pas son objectif. Ce n'est donc pas l'association elle-même qui fut éphémère dans le cas des CDF, tout au contraire, mais la subjectivité originale de l'interpellation et la prise de parole qui ne elle l'habita qu'un temps. C'est bien la fragilité de ce faire ensemble particulier qu'il faut analyser et expliciter ici.

L'adhésion à l'association fut massive et immédiate dès sa création : « *Le jour du vote, on avait 600 adhérents et on est arrivé à 95%, 96% d'adhésion sur les anciens salariés, dans l'année civile. Ça a été un raz-de-marée, un raz-de-marée. Les premiers qui sont venus adhérer sont les ouvriers modestes, pas de carte syndicale… ils ont dit : on vous fait confiance*. » (BM) Par la suite, ce taux d'adhésion n'a guère faibli. Il s'est stabilisé entre 85 et 90% des ex-salariés, y compris ceux qui ont retrouvé du travail, avec manifestement (et les membres actifs de l'association sont très lucides à ce propos et le soulignent régulièrement) une motivation juridique : la perspective de voir aboutir les différents recours en justice, pour la prise en compte de l'exposition à l'amiante et le dédommagement aux prud'hommes notamment, motive l'adhésion régulière puisque, en tant que membre de l'association, on voit son dossier représenté devant la justice avec pour corolaire, la possibilité de bénéficier des dédommagements demandés, si l'affaire aboutit. Ce n'est cependant pas la seule motivation des adhérents, ni surtout la seule raison d'agir de ex-salariés qui animent l'association (par opposition à ceux qui se contentent plus largement de « faire confiance » et se situent finalement dans un processus classique de délégation-représentation). L'activité juridique est en effet la tâche de la dernière des cinq commissions créées par CDF à sa naissance et intitulée : « agir en justice ». Ce sont les bénévoles eux-mêmes qui ont entrepris, non sans risque parfois, de documenter les malversations de Metaleurop et Glencore soit des adversaires de poids. Par un véritable travail de chercheur et de juriste, mais aussi d'analyste de la conjoncture économique et capitalistique, salué par les professionnels du champ ils ont démonté les mécanismes de la malversation qu'il s'est agi de faire reconnaître par la justice. L'enjeu a notamment consisté à rendre publics un certain nombre d'agissements frauduleux en en informant les média. Les réalisateurs qui ont pris pour sujet l'affaire

Metaleurop ont également bénéficié de ces informations que leurs films ont également contribué à approfondir par l'enquête.

Les quatre autres commissions répertoriées sont respectivement en charge de : l'accompagnement social, du suivi santé post-professionnel et de la réactivation du bassin d'emploi et de la promotion des valeurs des ex-salariés.

– La première assure l'accompagnement des salariés dans leur retour à l'emploi ainsi que celle des intérimaires mis au chômage par la fermeture du site. C'est notamment la tâche des référents sociaux qui sont les interlocuteurs des différentes instances de reclassement pour CDF. Les responsables de cette commission, deux anciens syndicalistes, ont eu pour tâche de soutenir les dossiers de candidature des anciens salariés auprès des recruteurs potentiels, dans le cadre de la Validation des Acquis de l'Expérience, etc. Ils sont au contact des multiples institutions qui ont constitué le quotidien des salariés au lendemain de la fermeture, avec lesquelles on peut supposer, qu'en tant qu'anciens syndicalistes de l'entreprise, ils avaient déjà des liens personnels ou par l'intermédiaire de leurs syndicats d'appartenance et autour desquelles ils indiquent que *« Pendant trois ans, [ils ont] tissé un réseau qu'[ils] font fonctionner au maximum… »* (CD). Ils aident les personnes licenciées à s'y reconnaître dans la jungle administrative et ce, non seulement parce qu'ils en ont les compétences en bons connaisseurs de droit du travail mais aussi parce qu'ils connaissent les ex-salariés et leurs métiers, sont bienveillants à leur égard et savent « *mettre en valeur* » leur parcours à l'usine et leurs qualités humaines. *« Dire de quoi les gens étaient capables »* s'est notamment avéré primordial quand il s'est agi de convaincre les membres d'une commission de VAE des capacités des postulants. Le titre et le rôle de « référent social » que revendiquent les deux responsables de la commission accompagnement social est inspiré de celui de Daniel Stayeart, ancien salarié de l'usine textile Mosley à Fives-Cailles qui a fait le même genre de travail dans le cadre de la fermeture de sa propre entreprise (cf. Stayaert, 2005). Cependant, contrairement à lui, qui déclarait à une journaliste : «Juriste, psy, assistante sociale, je suis un peu tout cela à la fois, (...) Mon travail est de redonner confiance aux ouvriers laminés par un licenciement», les deux référents sociaux de Metaleurop circonscrivent leur rôle à une action d'intermédiaire plutôt que de prétendre cumuler plusieurs casquettes : « *Nous ne sommes ni assistante sociale, ni l'ANPE. Nous sommes un lien pour aider, faire du suivi social, aider à retrouver un emploi dans les meilleures conditions. On suit aussi les conférences de reclassement. Nous sommes là tous les matins. Quand il y a le cas de quelqu'un en grande difficulté, nous recevons la personne l'après-midi. Nous faisons le lien entre les Assedic, l'ANPE, la CAF, la DDTE* (Direction Départemental du Travail et de l'Emploi)*, le conseil régional, les assistantes sociales. Nous ne prenons pas le travail de ces organismes, on aide à prendre des contacts* » (CD).

C'est comme relais, « lien » que les référents sociaux de CDF conçoivent leur rôle. Ils sont des intermédiaires entre les salariés et les institutions publiques ; ils travaillent aux intérêts des anciens salariés et défendent la possibilité d'un retour à l'emploi dans la région pour ces derniers. Cette idée fait partie des thèses défendues par l'association : la possibilité d'un retour à l'emploi dans la région même ; elle n'est pas anodine dans une région aux industries sinistrées, lourdement frappée par le chômage. Dès lors, en pratique, il s'agit notamment, pour les référents sociaux, de faire en sorte que, comme elle s'y est engagée, l'entreprise Sita agora, qui s'est établie sur le site Metaleurop, privilégie de recrutement des anciens salariés de cette entreprise.

– La seconde commission de suivi santé post-professionnelle « *milite pour la reconnaissance de toutes les formes de pénibilités, sous la forme d'une retraite anticipée : rythmes de travail (travail posté) reconnu en secteur hospitalier ; pénibilités physiques : par exemple les carreleurs qui travaillent sur leurs genoux toute leur vie, ou les personnes qui portent des charges lourdes ; les risques chimiques et cancérigènes (à Metaleurop tout particulièrement l'amiante et le plomb) ; le stress et la charge mentale* » (BM).. Ses promoteurs ont su interpeller les pouvoirs publics à propos de l'amiante, se mettre au contact de médecins et de chercheurs sur cette question et organiser la poursuite du suivi médical pour faire avancer ce dossier. À cet effet, ses responsables ont continué à organiser le suivi médical des anciens salariés, à l'instar de ce qui avait lieu pendant l'activité de l'entreprise. Ils ont également travaillé à la constitution des demandes de reconnaissance médicales

(amiantes, plomb, etc..) pour les personnes concernées. Dans cette commission, le travail est proche d'une mobilisation de victimes, ici celles de l'amiante et du plomb.

– La troisième commission prend en charge la réactivation du bassin d'emploi. C'est-à-dire d'une part, l'encouragement à la création d'entreprises par les ex-salariés, notamment sous forme de SCOP (société coopérative de production) : c'est le cas d'ACE (Active Chœur Environnement) l'entreprise créée par un ex-salarié et dont l'histoire est racontée dans *Metaleurop, Germinal 2003.* D'autre part, la commission prend aussi en charge la veille et le conseil sur l'emploi privilégié des ex-salariés par les entreprises de la région, que ce soit dans le cadre du contrat de site de la plateforme multimodale, toute proche, qui prévoit d'employer une centaine de personnes ou dans le cas de la reconversion du site de Metaleurop en usine de recyclage. À sa création, Chœurs de fondeurs espère vivement que la future entreprise embauchera de nombreux ex-salariés et entend faire en sorte que ce soit le cas. Les membres de cette commission militent aussi en faveur de l'investissement industriel dans la région et se rattachent à cet effet à l'économie solidaire avec des liens aux clubs cigale, par exemple (*cf. infra*). Ainsi, l'association Chœurs de fondeurs a-t-elle été consultée et écoutée dans le choix du repreneur du site qui doit précisément établir une industrie du recyclage. Il s'agit probablement là de l'exemple de reconnaissance institutionnelle le plus marqué. Comme nous l'avons écrit avec D. Corteel et A. Duhin : « dans son ordonnance, la juge commissaire à la liquidation judiciaire de Metaleurop Nord au Tribunal de Grande Instance de Béthune, souligne que le projet de Sita, qui a la faveur des ex-salariés, est également la sienne, 'a été élaboré en concertation avec les anciens salariés représentés par l'association chœurs de fondeurs '. Cette démarche inédite est cohérente avec l'implication initiale des ex-salariés pour la survie du site et à travers lui, de ses employés et plus largement de la région. Elle conforte la reconnaissance de Chœurs de fondeurs par les pouvoirs publics ». Sur cet aspect on se reportera avec profit aux articles de D. Corteel et O. Mazade.

A l'origine, une cinquième commission, citée dans le premier numéro du journal devait prendre en charge la promotion des valeurs des salariés. Sous cette appellation, ce sont les initiatives amicales et festives qui sont désignées : fête de la St Éloi, sorties pêche, rendez-vous hebdomadaire des métallos tous les mardis au café pour taper le carton ou faire un brin de causette. De fait, ces activités ont bien eu lieu mais sans réellement se référer à cette commission.

Enfin, il est notable que les initiatives individuelles de création dont j'ai parlé plus haut ainsi que les activités relatives à l'interpellation de l'opinion publique qui ont pris la forme de projections commentées de films, rencontres, expositions, débats dans les écoles, les salles de cinéma, les forums etc. bien que répertoriées et défrayées par l'association (remboursement des frais de transports) et souvent évoquées dans *l'Ecrit du Chœur,* le journal de l'association (*cf.* ci-après) ne sont pas officiellement organisées dans une commission spécifique. Lors de leur description détaillée, nous reviendrons sur le statut original de ces démarches dans le fonctionnement bien rôdé de l'association. Peut-être est-ce aussi ce qui les démarque des autres et leur offre un espace de liberté et d'invention supplémentaires ? Ce sont en tout cas, les activités les plus circonscrites dans le temps puisqu'elles ont débuté vers la fin de la phase défensive de la mobilisation contre la fermeture de l'usine et se sont développées dans la suite de la création de l'association (phase créative et offensive) mais n'ont pas résisté à la naissance de dissensions et d'affrontements au sein de Chœurs de fondeurs. En effet, je montrerai qu'elles sont soutenues par l'existence réelle du « tous ensemble » et de l'égalité des statuts au sein de l'association. Le terme de cette séquence subjective et politique clôt la capacité de prise de parole et d'interpellation publique au nom de CDF.

Cette présentation formelle de l'activité de l'association serait incomplète sans évoquer son journal : *l'Ecrit du Chœur,* sous titré *Journal de l'association des ex-salariés de Metaleurop-Nord* (initialement baptisé le Cri du Chœur pour son numéro zéro). Il s'agit d'un trimestriel au format A4, sur quatre pages en couleurs, imprimées sur papier glacé. Il est illustré de photos présentant les différentes activités de l'association durant les 3 mois écoulées ; le plus souvent elles sont prises par *le* photographe de l'association, un ancien ouvrier dont c'est le hobby et qui en a pratiquement fait une activité professionnelle occasionnelle depuis son licenciement. De nombreux schémas et illustrations ponctuent souvent les colonnes du journal. Sur la première page, on trouve l'éditorial signé du

Président, Farid Ramou et l'information phare du trimestre : solidarité avec les partenaires (n°10, octobre 2005), annonce de l'exposition à venir « Fondre en Chœur » en avril (n°11, janvier 2006), tentative de conciliation aux prud'hommes (n° 15, janvier 2007 par exemple), par exemple. À l'intérieur du journal, chaque commission présente généralement ses avancées sous forme de 4 ou 5 cadres distincts se partageant la place disponible sur l'intérieur des 4 pages. Des informations pratiques sont transmises aux adhérents, souvent relatives aux suites de leur licenciement, sur la dernière page. On y trouve aussi souvent le mot trésorier ou celui de la secrétaire. S'il ne fait que 4 pages, le journal est soigné et présente bien et n'a nullement l'air d'un simple tract. C'est un véritable organe de communication miniature qui manifeste le poids et la continuité du travail des CDF.

Le journal vendu un euro mais envoyé gratuitement aux adhérents et aux soutiens (et distribué généreusement aux chercheurs, en plusieurs exemplaires, à chacune de leurs visites sans aucune contre partie financière) est imprimé dans les environs, à Lens, et possède un numéro ISSN. L'*Ecrit du Chœur* a connu une parution régulière d'avril 2003 (n° 1) à octobre 2007 (n° 17). Le numéro 18 en revanche, et symptomatiquement n'est ensuite paru qu'en juin 2008, signe manifeste de la tension qui s'est emparée de l'association en 2007 et matérialisée en juin 2008 par une modification notable du conseil d'administration duquel sort notamment la personne qui avait la maîtrise et le savoir faire relatifs à la production du journal jusque-là. Un numéro 19 a vu le jour pour saluer la victoire aux prud'hommes en décembre 2009…c'est à ce jour le dernier numéro publié.

Le journal n'est donc pas à proprement parler un outil militant qui aurait pour vocation de porter à l'extérieur les revendications, idées, interpellations des CDF, mais plutôt un medium d'informations et de recommandations interne à l'association entre deux assemblées générales. Tout en saluant la qualité et la longévité de *l'Ecrit du Chœur*, force est de reconnaître que sa nature circonscrit étroitement le nombre de ceux qui débattent et agissent pour CDF : tendanciellement les rédacteurs et leurs partenaires. Pour les autres, il s'agit de s'informer de ce qui a lieu et d'en bénéficier, plus rarement de s'y adjoindre ou de le susciter.

En contre-point, la pratique d'interpellation non encadrée par les commissions apparaît comme d'autant plus hétérogène au caractère cadré du fonctionnement de l'association.

3.2. Domiciliation

Dans l'histoire de CDF, la question de savoir quel est le lieu des activités et le siège de l'association n'est pas anodine, on le verra. Aussi est-il utile de préciser comment les choses s'établissent initialement. Le local de l'association est situé à Courcelles-lès-Lens, Le maire de Courcelles, très engagé aux côtés des habitants dès le début du conflit Metaleurop, a dès la naissance de l'association, concédé un local au premier étage de la mairie aux Chœurs de Fondeurs. Cette pièce est située juste en face de la grande salle d'honneurs de l'hôtel de ville. C'est dans cette salle qui fait office, aussi bien de salle de réunion que de salle de réception et en alternance avec celle de Noyelles-Godault, que l'association tient ses Assemblées Générales annuelles en avril, chaque année depuis sa création en 2003.

Le local des Chœurs de fondeurs est donc ouvert aux heures ouvrables de la mairie, pour autant qu'un membre de l'association y travaille, mais c'est souvent le cas. Il s'agit d'une pièce de 20 mètres carrés environ, organisée autour d'une grande table centrale. Le long des murs, tables et armoires de rangement alternent. La plupart du temps la table centrale est parsemée d'archives en classement, de fichiers, de journaux, de bulletins d'abonnements et autres CD de l'association, témoignant de l'activité qui s'y déroule quotidiennement. Aux murs sont punaisés des photos du conflit, de l'usine, des notes de service, des photos montages, des coupures de journaux, etc. toutes traces relatives à l'activité du site et au conflit qui a suivi sa fermeture. C'est dans ce local que sont également stockés tous les matériaux relatifs à l'association : livres, CD, journaux, vendus ou donnés à son profit, courriers, fichiers des membres, etc.

Au moins jusqu'en 2007, c'est presque tous les jours ouvrables que le local était investi par les bénévoles de CDF. Il n'était pas rare de trouver le matin comme l'après-midi, et parfois pour la journée entière, 3 à 4 personnes studieusement installées pour saisir des côtes d'archives pendant la

période de l'archivage des documents de l'usine (2007-2008) ; organiser la mise sous pli et l'expédition de l'Ecrit du Chœur, le journal de l'association, au moment de sa publication trimestrielle ; réunir les pièces du dossier juridique pour les avocats des prud'hommes ; inviter les fondeurs pour le dîner traditionnel de la St-Eloi, patron des métallurgistes, le 1er décembre, etc.

Souvent, des ex-salariés viennent aussi « *dire bonjour* » au local, à l'occasion d'un passage en mairie ou d'une balade dans les parages. C'est également là qu'on donne rendez-vous aux visiteurs assez nombreux qui veulent entrer en contact avec l'association : journalistes, chercheurs, partenaires… et c'est sur la ligne téléphonique locale ou le répondeur associé qu'aboutissent les appels passés au numéro de l'association. J'ai moi-même réalisé plusieurs entretiens dans ce lieu. Le local de l'association fonctionne donc classiquement comme un point d'identification et aussi de ralliement pour ses membres. Y passer, c'est aussi un moyen de reprendre contact avec le collectif de travail et le collectif de lutte, ne serait-ce que brièvement. Soit pour demander aide, appui, soutien, service, soit pour se mettre à la disposition des autres en donnant un coup-de-main ou, tout simplement, pour rompre le quotidien des journées, notamment celles qui sont marquées par l'oisiveté forcée qui succède au licenciement, en prenant le prétexte d'une visite pour venir faire un brin de causette.

3.3. Qui sont les Chœurs de fondeurs ?

Il serait inexact de dire que tous les membres de CDF (c'est-à-dire tous les ex-salariés, puisque presque tous sont membres et que, eux seuls sont autorisés à être membres actifs) fréquentent assidument ce local. De même que pendant le conflit, mes interlocuteurs évaluent généralement à « *250 à 300 personnes seulement* » (sur 830 licenciés) les gens qui sont régulièrement dans les manifs, les cours de justice, ou autres actions militantes, ce sont tout au plus une trentaine de personnes, dites du « noyau dur » de l'association, qui viennent très régulièrement au local pour participer aux activités de l'association. Parmi elles, des « *piliers de l'association* », ses « *chevilles ouvrières* ». Ce sont principalement ces personnes que j'ai interrogées dans le cadre de l'enquête. En effet, si au-delà du statut banal d'une association loi 1901, CDF est une expérience originale, c'est à la collaboration de ses membres actifs qu'elle le doit. Dans les pages qui suivent, j'analyse donc qui sont les militants de CDF et je tente de les caractériser sociologiquement, tout en mettant en lumière les modalités du travail en commun qui furent les leurs, dans leurs diversités et leur succession. En effet, c'est en me penchant sur le fonctionnement du noyau dur de l'association et en étant attentive aux jugements des uns et des autres sur ce fonctionnement et ses ratés que me sont apparues les 3 séquences subjectives significatives du travail en commun dont j'ai parlé en introduction et que je retrace ici.

3.3.1. « Noyau dur »...

Présents depuis sa naissance, les membres du noyau dur sont des hommes et des femmes qui occupent des postes de responsabilités au sein du Conseil d'Administration auquel ils ont successivement et à tour de rôle été élus à divers postes, au fil des années. Ces personnes ont la charge des divers dossiers en cours et les pilotent ou/et prennent la tête des diverses commissions de l'association (accompagnement social, santé, promotion des valeurs, etc.).

D'autres personnes font des apparitions plus ponctuelles, selon qu'elles s'investissent plus assidument et longuement sur un projet donné : l'exposition de 2006, l'archivage, les rendez-vous hebdomadaires au café... ou au gré de leurs embauches successives en contrat à durée déterminée. Avoir retrouvé un emploi ou être en mesure d'en chercher un au regard de son âge et de sa formation influent beaucoup sur l'engagement dans CDF. Ainsi, il y a peu de jeunes salariés dans le noyau dur. Ces derniers ont le plus souvent retrouvé rapidement du travail car ils sont plus mobiles, plus flexibles et plus « employables » aussi selon le vocabulaire consacré, et ils n'ont pas eu l'occasion ou pas souhaité prendre une part active au travail de l'association. À l'instar de cet ouvrier, pourtant très engagé pendant le conflit initial, qui m'explique : « *J'étais... J'avais une patte dans le bureau sans y être élu quoi (...) Non, j'avais pas envie d'être élu, non. Non, d'abord déjà, je le dis, j'avais des tournées à faire* [pour la promotion du disque qu'il a enregistré dans le cadre de la mobilisation] *et puis, deuxièmement : la recherche d'emploi.* » (QD)

Symétriquement, les ouvriers plus âgés, très proches ou déjà à la retraite, au moment de la fermeture, même s'ils sont nombreux parmi les membres de CDF et assidus dans les assemblées générales, comme ils le furent dans les manifestations ou les réunions pendant le conflit, sont assez rares au local. Ils investissent d'autres lieux comme la rencontre hebdomadaire au café ou des instances plus conviviales (sortie pêche, visites touristiques, fête de la St Éloi). On les verra revenir plus nombreux sur des opérations mémorielles, comme lors de l'exposition « Fondre en chœur » de 2006 ou dans la perspective de la création du musée. On peut considérer que cela est cohérent avec le fait que, au moment de la fermeture brutale, l'usine qu'ils ont pour leur part quittée dans des circonstances normales, appartient déjà à leur passé, leur mémoire. Si la fermeture et la destruction de l'usine les affectent, elle n'a pas directement entamé leur vision d'eux-mêmes comme ouvriers et fondeurs. L'absence des murs de l'usine comme trace de leur passé peut certes les attrister ou les déstabiliser mais, contrairement à ceux qui ont été licenciés en plein parcours professionnel, elle ne bouleverse pas la façon dont ils peuvent se représenter ce qu'a été leur vie ou ce qu'elle sera à l'avenir.

La moyenne d'âge des ex-salariés les plus investis dans l'association tournent donc autour de la cinquantaine. C'est essentiellement avec les premiers évoqués que j'ai recueilli les entretiens exploités dans ce rapport.

3.3.2. ... et chevilles ouvrières

En examinant qui sont les chevilles ouvrières de l'association, on constate qu'un certain nombre de profils spécifiques y sont récurrents. Les syndicalistes ou tout au moins les syndiqués actifs sont, par exemple, surreprésentés parmi les membres actifs de l'association. Engagés pour la défense de leurs collègues du temps de l'usine, souvent très actifs au sein de l'intersyndicale pendant la lutte, ils ont assez logiquement poursuivi leurs activités au sein de l'association. Non sans que ressurgissent peu à peu, on le verra, un certain nombre de divergences d'orientation propres à leurs étiquettes syndicales respectives qui s'étaient pourtant tues ou effacées pendant le conflit, au nom du « tous ensemble ».

Lors de nos entretiens ces personnes signalent d'ailleurs que leur passé militant ou engagé, qu'il s'agisse de syndicalisme ou d'autres formes associatives très variées (association pour handicapés, accompagnement scolaire, projets culturels, aide auprès de personnes âgées du voisinage, etc.) n'est pas indifférent aux rôles qu'elles tiennent aujourd'hui et aux choix qu'elles ont faits. Souvent, ces interlocuteurs ne viennent à leur engagement dans la lutte de Metaleurop qu'après avoir spontanément égrené la liste des associations auxquelles ils ont participé et les mandats qui ont été les leurs dans l'entreprise au nom de tel ou tel syndicat, souvent choisi fonction de convictions religieuses et morales (adhésion à la CFDT, notamment) ou d'orientations politiques : FR, le porte-parole du mouvement explique dans l'entretien qu'il a accordé à Frédéric Fajardie (2005) que, bien qu'agent de Maîtrise, il s'est syndiqué à la CGT « par conviction » et non à la CGC comme le font généralement les salariés de son statut . Un autre précise qu'il a milité sous l'étiquette de FO car sa famille était proche du PS et pas du PCF et ajoute avant de parler de son rôle comme membre actif du CNL (Conseil National du Logement) : « *Alors déjà, faut remettre un peu dans le contexte, parce que ch'suis pas une personne qui aime se laisser faire, donc, vis-à-vis du syndicalisme au niveau Metaleurop, ex- Penarroya, j'ai été jusqu'à être délégué syndical »* (QD).

Dans la plupart des cas, on peut parler d'un itinéraire militant et d'un parcours biographique cohérents qui aboutissent à l'engagement au sein de l'association. Pour d'autres, en revanche, c'est la première expérience de militantisme qui parfois les surprend eux-mêmes, et on peut faire l'hypothèse qu'il n'y en aurait pas eue, sans la lutte autour de la fermeture de Metaleurop.

Les investissements créatifs de plusieurs membres de Chœurs de fondeurs ne sont pas non plus sans antécédents. Tel passionné de photos « depuis l'enfance et sa première cigarette » a pris son appareil pour le mettre au service de la lutte et en a, dans la foulée, fait une source de revenus pour financer sa passion en se mettant aux services des albums souvenirs des jeunes mariés (il leur fait payer une somme très symbolique, si on la compare aux tarifs d'un professionnel, mais finance son hobby avec ses gains) ; un autre, dont le groupe de musique se produisait régulièrement dans les cafés

ne s'est pas beaucoup fait prier par ses collègues pour écrire une chanson à propos du combat de Metaleurop et en a profité pour l'enregistrer ainsi qu'une dizaine d'autres titres, avec le soutien d'une association locale et en tirer un CD, vendu au profit de l'association. Féru de dessin depuis l'enfance, ayant suivi des cours dans ce domaine à l'adolescence, le même salarié avait spontanément réalisé des bannières, étendards de la lutte pendant les manifestations, en reproduisant des dessins tirés de *Charlie hebdo*. Un troisième, qui a toujours cultivé un goût pour l'histoire, l'archéologie, et même l'égyptologie a pris un plaisir immense à travailler sur les archives, non seulement pour constituer le dossier juridique de l'affaire Metaleurop et nourrir le travail des avocats aux prud'hommes, mais aussi pour écrire plusieurs volumes de l'histoire de Penarroya, Malfidano, ancêtre de Metaleurop. Enfin, si de nombreuses réalisations cinématographiques ont égrené les années de lutte (*cf.* liste dans la filmographie), c'est aussi en raison du goût prononcé pour ce médium de plusieurs membres de Chœurs de fondeur qui ont eux-mêmes touché à la réalisation et produit leurs propres films sur le métier de fondeur et les produits de la métallurgie (*fondre en Chœur,* 2006 ; Puchband, 2004). Par ailleurs, l'initiative de Frédéric Fajardie, sollicité par l'association Colères du présent pour organiser des ateliers d'écriture a révélé des vocations. Certains ex-salariés ont trouvé plaisir et réconfort à coucher sur le papier les sentiments, les colères, mais aussi les idées et les prescriptions suscitées par la fermeture du site. De ces pages écrites spontanément sur l'ordinateur familial après la fin de l'atelier, l'un d'entre eux a même tiré un petit livre : *Jour comme un autre,* qui a été publié par l'éditeur lillois, Vincent Valdelièvre, qui soutient régulièrement ce genre d'initiatives aux éditions du Sansonnet, dans sa collection « récits d'ici » (Knopik, 2004). Je reviendrai en détail dans les pages qui suivent sur ces investissements créatifs, ce qu'ils mobilisent, et la façon dont leurs maîtres d'œuvre conçoivent leur rôle dans la mobilisation et l'impact de leurs actions. Reste que, là aussi, on distingue souvent dans l'utilisation de ces procédés l'aboutissement d'un parcours biographique et la révélation et la réalisation d'un talent qui attendait d'éclore.

Parmi les leaders du groupe, on remarque aussi un certain nombre de personnes qualifiées, et en particulier un nombre notable d'anciens cadres ou agents de maîtrise qui ont pu user de leur savoir-faire pour structurer l'organisation, la doter d'outils informatiques ou organisationnels ad hoc (Corteel, 2009 b), au risque parfois de recréer la hiérarchie interne de l'usine. Certaines secrétaires et autres assistantes, ont, elles aussi, souvent repris leurs rôle professionnel mais au service de l'association cette fois et, disent-elles, *« pour leur plus grand plaisir* » et pour « *ne pas perdre non plus* – m'explique l'une d'entre elles – *pour pouvoir prétendre à un poste par la suite, pour pouvoir justifier que j'ai pas coupé non plus avec mes compétences* ».

Outre l'opportunité d'entretenir leurs compétences ou d'en développer de nouvelles dans la perspective d'un futur emploi, par le biais d'une activité bénévole au sein de l'association, un certain nombre de personnes insistent sur la volonté de rester « *actives* » ou de voir se reconstituer, sous une autre forme, le collectif de travail et l'activité d'autrefois. La secrétaire citée ci-dessus, m'explique par exemple : « *De toutes façons, le fait qu'on crée quelque chose,* [en l'occurrence, l'exposition de 2006] *moi, j'étais tout de suite partante. Je préférais faire quelque chose plutôt que de rester chez moi, entre quatre murs. Il fallait que je fasse quelque chose* » (BMa). Attitude dont une proche collègue a, en revanche, pris le contre-pied absolu précisément parce que : « *après s'être occupée du soutien moral et tout, maintenant elle veut plus en entendre parler, (…) ne plus se 'remettre dans le bain Metaleurop'* » explique son amie.

Continuité ou rupture avec le temps de l'usine, « le bain Metaleurop », se penser encore comme partie prenante de l'usine et du collectif de travail ou pas, constitue ici un choix personnel. Dans ce cas, la question du temps est saisie dans une dimension biographique auto-référée : faut-il définitivement considérer le temps de l'usine comme révolu et s'en détacher ou bien faut-il continuer à se représenter soi-même en regard de ce moment d'existence-là même après sa clôture ? La dame interrogée qui fait ce choix est explicite à ce sujet dans l'entretien. Elle indique en effet qu'il s'agit pour elle de prolonger le temps du collectif né dans la lutte, non seulement pour agir en justice mais aussi pour éviter une « coupure nette » en maintenant des contacts : « [à la création de l'association*] j'ai tout de suite été d'accord, hein. J'ai dit : on continue et puis bien sûr c'était pour revendiquer nos droits, c'est certain. Mais aussi pour se retrouver encore, parce que, y'aurait pas eu ça, on se serait*

éparpillés, on se serait plus vus, tandis que là, ça donne envie de se réunir, de venir et puis de rencontrer, nos collègues, ça fait pas une coupure nette. J'avais quand même un … un pied à terre, à venir ici puis à discuter ; je crois que je l'aurais plus mal vécu, si y'en n'avait pas eu ».

Dans le bouleversement induit par la fermeture de l'usine une base de continuité subsiste, ce qu'elle appelle de manière inattendue « un pied à terre », mais qui dit bien le caractère d'ancrage quasi-physique (c'est au local de l'association que cela devient possible) que cela permet : on est encore entre « collègues »

Dans cette première subjectivation du temps, il s'agit de se positionner et se représenter soi-même dans le temps de sa propre vie. Tout en prenant acte que l'usine est fermée, qu'on n'a perdu son emploi, etc, qu'une période de vie est close, le lien à l'association permet de se compter encore comme membre d'un collectif de conserver des repères d'appartenance positifs (pas les chômeurs mais les ex-salariés ou les collègues, termes que les interviewés emploient alternativement).

3.4. Le travail en commun : les aléas du « tous ensemble »

C'est en s'attachant aux modalités du faire ensemble et aux subjectivités qui soutiennent ces actions que l'on peut circonscrire le moment citoyen de l'association, au sens défini plus haut. En effet, trois séquences successives se font jour : 1) la phase défensive de la mobilisation (janvier 2003-avril 2003) , 2) la première séquence d'existence de l'association organisée autour des activités des 5 commissions et des mobilisations créatives (avril 2003-avril 2007) et enfin, 3) la deuxième séquence d'existence de l'association pendant laquelle se poursuit le travail des commissions et qui voit se concrétiser en parallèle et de manière clivée le projet de « musée » et le projet d'archivage (avril 2007-avril 2009). Les deux premiers moments sont caractérisés par l'idée du « tous ensemble » et la reconnaissance au sein de l'association d'une égale légitimité de tous à porter le sort de celle-ci et l'idée de l'usine. Le troisième moment se caractérise, au contraire, par la division du collectif en deux entités distinctes. Cette division coïncide avec la disparition de cette égalité des statuts et est incarnée par plusieurs symptômes, en particulier le retour à un fonctionnement hiérarchisé.

Des égaux dans et pour la lutte : mobilisation et première séquence de l'association

Dans l'article cité en introduction, D. Corteel, A. Duhin et moi-même avons souligné la subjectivité singulière qui anime les salariés mobilisés pendant la lutte, en insistant sur le sens spécifique de la référence à la classe ouvrière dans ce moment précis. Au-delà d'une analyse en terme de répertoire de lutte et de mobilisation collective, si l'on s'intéresse à la qualification subjective de ce moment par ceux qui l'ont vécu et qui en ont été les acteurs, on constate que beaucoup se revendiquent de la classe ouvrière et ce, quel que soit leur statut professionnel ou social réel. En l'espèce, être de la classe ouvrière c'est, au-delà de la place ou l'origine sociale, du poste occupé, avoir fait le choix de lutter. Ce dont témoignent ces quelques extraits d'entretiens choisis parmi beaucoup d'autres :

– *« Ce qu'il faut comprendre, c'est que, c'est pas une divisions ouvriers, maîtrise et cadres, la division c'était entre ceux qui luttent et les autres. Quand vous militez, le gars d'à-côté, c'est plus un fondeur ou un ingénieur, c'est un gars qui lutte avec vous » (Fajardie, p. 35, Jean-Claude 52 ans comptable)*

– *Durant la lutte, la maîtrise a été très responsable, absolument solidaire. C'est pareil pour les cadres, vraiment sur les positions des ouvriers. C'est pour ça que notre histoire est exceptionnelle. Ca, et le côté improvisé, je veux dire que les ordres n'arrivaient pas d'en haut, on discutait tout, on prenait les décisions entre nous, sans aucune hiérarchie d'aucune sorte. (…)». (Gérard 54 ans, laboratoire de contrôle et d'analyse, p. 43) »*

Dans cette séquence, s'est majoritairement établie l'idée d'une égalité des hommes et des femmes dans la lutte. Ceux qui ont choisi de se battre côte-à-côte se sont reconnus comme des égaux dans ce combat, tous légitimes à prendre la parole en réunion pour suggérer des actions ou des pistes de travail. Au titre de la « classe ouvrière », c'est-à-dire ici non pas, ou non pas tant, d'une appartenance objective, normée et préalable à un groupe une classe ou une condition sociale (que néanmoins certains convoquent aussi et en sus, ils disent le choix de lutter et évoquent leurs

ascendants mineurs par exemple), mais bien plutôt de l'attachement commun à des valeurs, une position et un choix qui relève de la décision en situation : être en lutte, « digne » et non pas « indigne » face au licenciement (choix qui ne fut pas celui de tous). Au travers de cette décision et de la mobilisation commune, une reconnaissance interindividuelle a eu lieu au sein du groupe de personnes mobilisées, autrefois séparées par le travail et la hiérarchie.

Précisons un point. Certains ouvriers dès cette période, rapportent, interrogés par Fajardie, qu'ils ne partagent pas cette idée que tous ceux qui luttent sont de la « classe ouvrière » et par là-même récusent qu'une subjectivité combattive commune ait pu s'instituer sur une base égalitaire entre des ouvriers et leurs anciens chefs. Ils n'y voient qu'une manœuvre de circonstances de la part de ceux dont ils soulignent l'appartenance à la hiérarchie, une autre classe sociale aux intérêts généralement antagoniques avec les leurs. Ainsi Bernard 51 ans, déclare, à F. Fajardie en 2003 (p.93) : « *dans le temps, la maîtrise et les cadres, dans les grèves, ils étaient contre nous, mais aujourd'hui, ils doivent regretter parce qu'on est à la même enseigne.* » tandis que Mario assène : *« Quand vous avez fait des postes pendant trente ans, vous appartenez vraiment à la classe ouvrière. Je crois pas trop aux cadres qui se sentent d'un seul coup ouvriers, je dirais que c'est quand leur cul a senti le bûcher que là ils se sont sentis ouvriers. […] Ben disons quand ils ont eu le feu au cul, quand ils ont compris que c'était la fin, vous comprenez mieux ? Parce que vous voyez dans les grèves d'avant, ces gars-là, on les avait jamais vus, ils vous auraient marché dessus »* (*op. cit.* p. 63) Dans cette acception classiste, ce sont à nouveau les conditions objectives communes qui auraient généré une unité de façade (« être à la même enseigne », « avoir le cul qui sent le bûcher »). Dans ce cas, la classe ouvrière désigne, un collectif forgé par l'expérience commune sinon de l'exploitation du moins de la domination. Cette thèse classiste n'est pas majoritaire mais elle incarne un des avis en présence dès le moment de la lutte.

Au contraire, la plupart des personnes interrogées insiste sur le fait que ce ne sont pas les conditions objectives qui les rendent égaux face à la situation mais bien une décision, un choix entre deux alternatives : accepter le sort qui leur est fait ou s'élever là-contre : être « digne » ou « indigne », lutter ou ne pas lutter. Pour eux, si égalité objective des conditions il y a, elle s'incarne dans la situation qui est faite par Glencore à l'ensemble des salariés, abandonnés et licenciés, quels que soient leurs rangs et leurs statuts. Mais dans cette situation, ce qui est déterminant et qui fonde le collectif subjectif de pairs ce n'est pas la situation qu'il partage mais bien le choix commun de lutter qu'ils font au regard de celle-ci. On n'est pas dans une configuration où la conscience serait déterminée par les conditions objectives mais dans une décision subjective relative à des principes et se prononçant sur ce qui est possible au regard de ce qui est. Les uns tiennent qu'on peut lutter pour une issue alternative à la fermeture et au chômage, les autres que rien n'est plus possible. Dans l'opposition à l'ordre établi, dans la volonté de proposer un autre possible, ils se considèrent sous le vocable revisité de classe ouvrière comme des égaux (et non pas à égalité dans le concret). C'est cette décision qui anime les membres actifs de l'association et fonde la subjectivité de leur travail en commun et leur fait déclarer qu'ils sont « tous ensemble » précisément au-delà de leurs différences et de leurs passés respectifs.

C'est par exemple le cas du « *trio infernal* », pour citer l'un de ses membres, qui a le plus promu les mobilisations créatives en direction de publics divers : écoles, autres associations, juristes, artistes, celui d'ailleurs avec qui nous avons établi le premier contact à St-Denis, (constitué, pour mémoire, d'un ancien ingénieur, un ancien agent de maîtrise et un ancien conducteur des trains qui transportaient les matériaux sur le site de l'usine). L'ingénieur rappelle ainsi, pendant un de nos entretiens, que c'est lors de la « *marche blanche* », première grande manifestation qui a cheminé sous la neige, dans les deux villes du site dont tous les commerçants avaient baissé le rideau en signe de deuil et de soutien aux salariés, que les premiers contacts se sont noués : « *La marche blanche, le défilé sous 3 bannières, un truc formidable, les cadres au début…* [longue pause hésitante] (Ils étaient à part ?) *Oui, y'avait CGT, CGC... puis CFTC et puis, je suis passé en tête avec la CGT et là, on a commencé à discuter. C'était un moment fort car jamais, ça c'était passé, hein … On m'appelait ' Mr Martin ', hein.. Jamais, dans l'histoire… c'est là, le tournant* » (KN).

Symétriquement, lors d'un autre entretien, un membre de Chœur de Fondeurs évoque « *ces Messieurs les ingénieurs qui,* [avant la lutte] *brisaient les piquets de grève, le matin, sans saluer personne* » et il rappelle que, si dans la lutte des collaborations nouvelles ont pris corps, du temps du

fonctionnement de l'usine, « *il y avait une certaine opposition* [avec certains cadres] *du fait de* (leur) *statut* » (QD).

Cet effacement des hiérarchies et des statuts caractérise la première séquence du conflit Metaleurop. « *Tous ensemble* », comme l'ont scandé au fil des manifestations les ex-salariés, c'est aussi l'abolition des hiérarchies et celle des statuts qui structuraient autrefois l'univers de travail et ses rapports, au profit d'une égalité de place et de poids au sein du collectif militant. *« On est tous ensemble, y a pas de cadre, pas d'ouvrier. C'est ça qui fait notre force »* (KC) déclare un interviewé. Plusieurs personnes soulignent ainsi qu'au fil des manifestations, des assemblées générales, du travail en commun avec l'association « (elles) *ont fait connaissance avec des gens qu'elles ne connaissaient pas à l'usine, car on pouvait pas connaître tout le monde : on était trop nombreux* » (BMa) et qu'elles s'entendent bien avec eux, voire qu'ils sont devenus de véritables amis comme en témoigne ces extraits d'un autre entretien :

> *« C'est des gens avec qui j'avais jamais échangé ; on s'est mis à parler. J'ai retrouvé ça en mai 1968, moi qui suis un vieux militant syndicaliste de mai 68. Heu, on s'est mis à parler, on s'est mis à s'écouter et on s'est mis à s'apprécier. Et y'a des amitiés très, très, fortes qui sont nées. J., je lui avais jamais, jamais adressé la parole ». (KNO)*
>
> *(…)*
>
> *« S. il était pas ouvrier, il était agent de maîtrise, responsable de l'atelier. D'ailleurs un poste important. Lui, par contre, on s'adressait la parole mais comme quelqu'un dans la hiérarchie hein. Et là, on s'est mis à parler de tout et de rien, mais le rien c'est souvent tout. C'est-à-dire de sa vie de ses problèmes, de ses dadas (…) Et voila, et on est des… moi j'me considère comme des, comme des amis ! Donc cette rupture-là c'est ce que j'adore… tu retrouves dans touts ses romans tu peux faire cette analyse-là : un passage ou t'as plus les.. t'a plus d'interdits, t'as plus à faire des courbettes etc.. tu es comme tu es, et les personnalités se révèlent. Et en général, elles se révèlent, c'est des personnalités formidables ! »*

Ainsi, la première modalité de reconnaissance qui opère dans le processus étudié est celle d'une reconnaissance interindividuelle au sein des ex-salariés en lutte. Elle apparaît dans les propos des uns et des autres comme fondatrice de la dynamique d'ensemble.

« *Solidarité* », « *amitié* », ou encore, « *camaraderie* » comme l'énoncent certains interviewés, sont des notions qui, aux yeux des interviewés caractérisent le travail de l'usine du temps de son activité ainsi que les liens noués au sein du collectif de travail, afin de résister à la pression, se transmettre des connaissances, se protéger du danger inhérent au maniement du métal en fusion. Pendant le conflit et dans la première séquence d'existence de l'association, un certain nombre de ces notions, propres au travail ouvrier dans l'usine, ont donc diffusé vers l'ensemble du corps salarial et ce, par le biais de l'échange, de la parole et du débat, évoqués ci-dessus par notre interlocuteur. Ces discussions et ces débats, entre salariés comme avec le monde extérieur, sont des ressources et des usages clés de l'association dont il faudra dans la partie suivante éclairer le sens, la portée et les enjeux multiples de cette « parole ». Dans la seconde période de l'association (après 2006, celle du musée et des archives) un double phénomène va entraver la poursuite de cette prise de parole et de l'interpellation au nom de l'intérêt général : la division de l'association en deux et la fin du principe d'égalité au sein des deux groupes ainsi formés.

Deuxième séquence de l'association : la division et le retour de la hiérarchie

Deux lignes de tension croisées vont venir ébranler cette subjectivité. Premier phénomène, rétrospectivement on peut affirmer que l'association s'est progressivement divisée en deux entités distinctes et hostiles qui travaillent en parallèle, comme l'anticipaient à demi-mots certains de ses membres dans les entretiens réalisés en 2007. Faute d'avoir su définir ensemble ce qui les réunit désormais en termes de choix et de principes, près de 4 ans après la création de Chœurs de fondeurs, les membres de l'association se sont affrontés de plus en plus violemment. Certains témoignages évoquent des moments de tension au sein du Conseil d'Administration où l'on pense les protagonistes prêts à « *en venir aux mains* » et ce, d'autant plus que nommer publiquement et ouvertement ce qui a lieu et les choix opérés semble exclu. En tout état de cause, faire état des tensions auprès de

l’ensemble des membres de l’association n’a jamais été possible, malgré des tentatives pour ouvrir le débat lors des assemblées générales. On peut penser que ceci a contribué à rendre les tensions inintelligibles au plus grand nombre et a profondément entamé l’association.

C’est l’autonomisation financière et physique de la fonction dite « d’accompagnement social » du reste des activités de l’association qui a suscité les premières tensions. En effet, le travail effectué pour le compte de Chœurs de fondeurs est bénévole mais, comme ne se lasse pas de le rappeler l’un de ces bénévoles les plus actifs : « *ce sont parfois des centaines d’heures qui ont été consacrées gratuitement à l’association* » (BM). De fait, il ne s'agit pas d'une exagération. Toutefois, en plusieurs occasions, des contrats à durée déterminée ont été signés pour embaucher certaines personnes en charge de tâches spécifiques et ponctuelles, pour lesquelles un petit financement avait été négocié auprès des institutions - Conseil régional, FSE, (Fonds social européen), par exemple. Ce fut notamment le cas de plusieurs femmes ex-secrétaires qui assurèrent la saisie de données pour les archives ou l’accompagnement social. Au moment du projet de création du musée, deux mi-temps de concepteurs de projets seront également alloués par le FSE sur la base d'une demande spécifique portée par une autre association proche mais différente de Chœurs de fondeurs, ACED (Au cœur de l’emploi durable). Enfin, et surtout, les postes des deux « référents sociaux » ont également bénéficié d’un contrat à durée déterminée pour financer leur travail d'appui aux ex-salariés dans leur retour à l’emploi, leur reconversion ou la valorisation de leurs compétences, en appui de la cellule de reclassement spécifique mise en place de concert avec l’ANPE (Mazade, 2010 ; Corteel 2009 a et b). La création de ces deux derniers CDD, d’abord deux temps-plein tant qu’existe la cellule de reclassement puis un seul, que décidèrent de se partager les deux référents sociaux, participe des tensions qui sont nées au sein de CDF. Cette mesure est mal vécue par certains membres. On peut penser que le statut privilégié des deux référents sociaux, salariés et en poste, quand la plupart des autres membres sont bénévoles, en retraite ou sans emploi, crée une certaine rivalité de statut. C’est d’ailleurs ce qui transparaît parfois au détour des entretiens au travers de quelques remarques acerbes sur la façon dont certains ont su mieux tirer avantage de la situation que d’autres.

Plus encore, c’est l’autonomisation de cette activité, concrétisée par une séparation des locaux qui crée le sentiment d’une scission et rompt le principe du « tous ensemble ». La distance est pourtant fort modeste entre le local en mairie et le local des référents sociaux puisque quelques centaines de mètres à peine, séparent les deux espaces. C’est sur une placette, non loin de l’église, que les référents sociaux arguant du besoin de confidentialité de leurs interlocuteurs ont ouvert leur propre local. Le lieu est minuscule, tout au plus 10 mètres carrés en longueur. Deux mètres sur cinq où s’alignent deux bureaux et où défilent en l’espace de la seule matinée que j’y passe, près d’une dizaine de personnes différentes. Pour avoir moi-même dû interrompre à plusieurs reprises l’entretien que je tentais d’y mener, faute du calme nécessaire, je peux attester qu’il ne s’agit pas à proprement parler d’un lieu « confidentiel ». Sans doute, l’est-il moins en particulier, que ne l’aurait été le petit local situé à l’autre bout de la grande salle d'honneurs de la mairie qui avait été dévolu à cette office. Une lourde porte et plusieurs dizaines de mètres le séparent en effet du local de CDF et, a priori, les propos qu’on y échangerait seraient inaudibles. Toutefois, il est clair que toute personne se rendant sur les lieux serait repérée par les bénévoles de l’association alors que certaines situations de détresse nécessitent confidentialité, discrétion et parfois dissimulation loin du regard d'autrui, comme l'ont défendu les référents sociaux. D'autre part, il aurait fallu traverser la salle d'honneurs, parfois dressée pour une réception ou occupée pour une réunion, afin de se rendre dans cette pièce. Sur la placette, le passage est important : on est juste à côté de la laverie, de la boulangerie et de plusieurs cafés mais on n’est pas visible des membres du CA qui sont souvent dans le local de l'association. Pourquoi le choix des référents sociaux d’installer dans cette pièce leur activité suscite-t-il dès lors tant de gêne et d’irritation ? (À plusieurs reprises dans les entretiens, ce local près de l’église est désigné comme le symbole de la discorde). Cette séparation géographique et la polarisation progressive des membres de l’association sur un lieu ou l’autre incarnent une division et une tension bien réelles, dont l’objectivation s’accentuera au fil du temps. Au-delà de la séparation objective de deux groupes de personnes dans l'association et des types d'activités différentes qu’ils pratiquent, au-delà même de la proximité institutionnelle avec une autre association, c’est l’incapacité à discuter de ce choix de

séparer les lieux qui traduit le mieux ce sur quoi achoppe le fonctionnement de l'association. Les désaccords n'ont pas fait l'objet de débats ouverts ; certaines décisions ont été imposées, sans discussions, par leur(s) partisan(s). Dans le cas qui nous intéresse, la séparation spatiale du local des référents sociaux que ces derniers ont souhaité distants du local de l'association pour « des raisons de confidentialité » a été décidée sans grande consultation avec le Conseil d'administration et les membres de l'association. Dans d'autres cas, c'est le caractère impératif des décisions de certains membres du CA qui a fait l'objet de vives critiques d'autoritarisme et d'atavisme hiérarchique, imputés au passé de l'usine, sans que l'association parvienne à débattre sereinement des protocoles décisionnels qui auraient dû être les siens afin de ménager son bon fonctionnement interne. Il ne s'agit pas là seulement d'une « affaire de personnes » comme me le soutinrent certains. Ce sont deux visions de l'engagement et de ses objectifs qui s'affrontent ici au travers de l'enjeu symbolique du local.

Conséquence, peu à peu deux groupes de bénévoles distincts s'organisent. Il y a d'un côté, le groupe qui se charge des archives en vue de leur dépôt officiel aux Archives du Monde du travail à Roubaix et fonctionne autour du local de CDF à la mairie et sous la houlette du vice-président, un ancien ingénieur ; de l'autre, le projet du « musée », terme et ambition qui connaîtront des évolutions notables qui les écartent d'une simple opération de patrimonialisation mémorielle pour les porter du côté d'une vitrine du passé mais aussi de l'avenir. Ce projet est adossé à une autre association ACE qui, comme je l'ai expliqué plus haut, gravite autour du local des référents sociaux sur la place près de l'église. Ces derniers sont au cœur du projet auquel ils associent un certain nombre des membres de chœurs de fondeurs. Il est notable que deux opérations de type culturel mais dont le cadre de reconnaissance est cette fois, par nature, institutionnel viennent ainsi se substituer aux mobilisations créatives. En effet, la première opération est chapeautée par les Archives du monde du travail de Roubaix, la seconde est dépendante à terme des capitaux régionaux et de la bonne volonté des politiques locaux.

Si le travail aux archives du monde du travail est une affaire publique, dûment annoncée dans l'Ecrit du Chœur, organisée de manière collaborative avec la conservatrice du lieu et faisant l'objet d'une formalisation spécifique, en revanche, le projet de musée est bien moins transparent. Il fait d'abord l'objet d'annonces non concertées dans la presse qui provoqueront les premiers remous avant-coureurs de la crise au sein de CDF. Au lendemain de la destruction de la tour à plomb en avril 2006 un article de la Voix du Nord annonce en effet, un projet de musée qui verrait la reconstitution d'une « tour à plomb couchée ». Puis s'inspirant de l'exposition organisée par les anciens fondeurs, un groupe de travail se constitue de manière volontairement discrète à partir de février 2007, qui va peu à peu reconstituer le « noyau dur de l'exposition ». Outre le désaccord visible mais non explicité entre ceux qui, à CDF, jugent le projet irréaliste et ceux qui le soutiennent, l'argumentaire de ce travail en catimini est multiple : la crainte de se voir piquer une bonne idée mais encore insuffisamment aboutie dans un contexte patrimonial concurrentiel (Leuwarde, Louvres-Lens, cockerie, etc..) ; la volonté de ne pas décevoir les ex-salariés avec un projet alléchant mais qui serait irréalisable, mais surtout, plus symptomatique du second phénomène évoqué plus haut, l'idée que les autres membres de CDF ne sont pas « prêts » à comprendre et à porter le projet.

Interrogés par mes soins à ce sujet lors d'un entretien collectif en novembre 2007, les principaux artisans du projet m'expliquent leur souci de confidentialité en ces termes :

« *Je ne veux pas qu'on en parle au sein de Chœurs de fondeurs car je pense que vous avez bien compris qu'on est dans une réflexion d'avenir que ne sont pas prêtes à faire d'autres personnes. Donc, si on en parle comme ça, sans qu'ils aient un accompagnement, une démystification, ça risque de…. »* (QH), m'explique le premier. « *Je pense qu'ils sont restés sur la mémoire de Metaleurop, Malfidano, Penarroya, mais si on en reste là, au bout de deux ans, on va fermer et mourir complètement »*, ajoute dans la foulée CT.

Relancés sur l'idée qu'ils semblent voir leurs anciens partenaires de l'association « bloqués dans la mémoire », QH répond « *Tous les fondeurs doivent adhérer !* [Mais pour le moment], *ils ne sont pas prêts à entendre la démarche globale que nous avons initiée, il faut leur présenter pédagogiquement ! Rien de pire que de donner des petits bouts de projet ; même à l'usine, quand je commençais à parler*

de trucs que j'avais pas complètement faits, tout de suite c'était interprété, déformé ! » et CT complète un moment plus tard : « *Eux* [les autres, ceux qu'on n'a pas prévenus du projet] *sont pas concrets, on leur présente mais eux n'ont pas, je crois, pris conscience.* »

Bien loin d'une discussion collective reconnaissant une égalité de statut et une égale capacité de pensée à chacun, le propos décrit les autres membres de l'association dans une aporie, une incapacité à : *restés dans la mémoire*, n'ayant pas pris *conscience*, nécessitant une *pédagogie* spécifique dans une acception de la pédagogie où la hiérarchie du maître et de l'élève nous met aux antipodes des méthodes du maître ignorant de Jacotot. Symptomatiquement, c'est l'univers de l'usine, celui-là même avec lequel l'association avait rompu dans ses principes implicites qui est convoqué à l'appui de cette affirmation : comme à l'usine dans le rapport à la hiérarchie ou aux subordonnés, il faut à tout prix clarifier le projet avant que de le mettre en partage sans quoi il serait inintelligible. Certaines personnes qui gravitent autour du projet musée, sans être strictement informées du projet ne se trompent pas sur ce retour de la hiérarchie et de la division. Tel cet interviewé qui déclare en 2007 : *« Dans le musée, t'as ceux qui gèrent et t'as ceux qui trient. Donc être dans le groupe, je le fais pas. Je me suis retiré (…)C'est la mentalité Metaleurop. T'a les gens qui sont au-dessus et t'as les gens qui sont en bas. Bon moi, j'étais que l'ouvrier, j'étais au niveau le plus bas quoi » (KX)*

Si le retour de la hiérarchie ou pour le moins d'une distinction entre ceux qui savent et ceux qui ne sauraient pas, ceux qui pensent juste et ceux qui ne pensent pas ou peu, frappe le projet « musée », il en est de même du côté de CDF avec la collecte des archives. En effet, c'est à la même période que l'atavisme hiérarchique de certains piliers, autrefois cadres à l'usine et de leurs anciens subordonnés qui s'y plient spontanément est dénoncé : « *il a gardé l'usine dans la tête, il se comporte comme un chef, il se croit à l'usine, il a oublié qu'après le licenciement, on était tous pareils !* », s'emporte, par exemple, un interlocuteur. À entendre la description qu'un de ses responsables me fait du travail d'archivage, on pourrait d'ailleurs croire qu'il décrit un protocole opérationnel ayant trait au fonctionnement d'un département de l'usine : ce sont les mêmes mots, les mêmes tournures, les mêmes procédures aussi. Cela n'a rien d'incohérent au regard de la nature du travail envisagé. Mais l'écho avec le temps de l'activité de l'usine est troublant : « (...) *On a fixé un ordre de travail en se fixant sur l'organigramme de l'usine, l'organigramme qualité, en disant on va récupérer des documents là, là, là (...) Donc ça, on à fixé avec B. Ensuite, chaque responsable équipe a été choisi (...) Par exemple, R. c'est un garçon sérieux quoi ! Donc on a choisi un certain nombre de personnes qui ont été agréées* (Agréées par vous ?) *Agréées par B. et l'ensemble des chefs d'équipe, tout le monde a donné son avis... (...) On s'est mis d'accord sur les personnes sachant qu'il fallait des gens sérieux, honnêtes et confidentiels parce qu'on avait aussi trouvé des choses dans les dossiers sur les accidents, des choses dont il fallait… donc il fallait des gens honnêtes aussi parce que les archives, c'est confidentiel (...)* » m'explique EI.

Si la nécessité de trouver des gens consciencieux et discrets pour traiter d'archives confidentielles se défend, il est néanmoins frappant de voir des collègues bénévoles mettre en œuvre des procédures « d'agrément » mutuel, en référer à « l'organigramme qualité de l'usine » ou encore se baser, sur ce qui relève sans doute d'une expérience du travail à l'usine pour décider qui est ou pas « sérieux » et donc légitime pour constituer une équipe de bénévoles associatifs…

Des lignes de fractures plus anciennes ?

Dans cette troisième séquence, on le voit, le « tous ensemble » est donc deux fois rompu : une fois dans la forme, scission de l'association en deux groupes -même si cela n'est jamais formellement énoncé- et une fois dans l'esprit. Les séquences sont repérables et datables mais on l'a dit, leurs bornes sont moins nettes qu'il n'y paraît. Et surtout, derrière la clarté du trait et la formalisation des séquences par le chercheur, on peut rétrospectivement complexifier le déroulement successif de ces trois moments en mettant en lumière des contradictions présentes dès la fondation de l'association.

En effet, à voir des deux côtés ressurgir la hiérarchie aussi clairement alors même que la lutte et le travail associatif semblaient l'avoir effacée, on est fondé à interroger la réalité de sa disparition initiale dans l'esprit de ceux qui la réinstaurent. Si dans les propos des simples membres, la notion d'égalité et de camaraderie est importante, en revanche, à relire avec attention et rétrospectivement les

propos des représentants du projet musée et ceux du projet archives, depuis le fondement de l'association, on s'aperçoit que le statut d'égalité n'est pas aussi clairement ancré dans leurs esprits que ne le laisse supposer le fonctionnement d'ensemble et l'appréhension générale. Bien qu'ils s'en défendent, on retrouve chez les référents sociaux, comme chez le vice-président la trace d'engagements syndicaux divergents qui, s'ils ont su s'effacer pendant la lutte au profit du « tous ensemble » et pour des raisons stratégiques (« l'union fait la force ») persistent néanmoins. En outre, c'est finalement chez eux, entre anciens cadres et anciens personnels de bureau que la différence hiérarchique semble la plus sérieusement ancrée : la mémoire des désaccords à l'usine réapparaît régulièrement.

D'autre part, l'autorité du chef censé savoir puisque c'est lui qui commande, pour les uns ; celle du délégué syndical, censé décider pour nous puisqu'il nous représente, pour les autres, semble être plus durablement ancré dans leurs esprits que dans celle d'autres membres de l'association. En d'autres termes, « l'ordre policier » reste prégnant dans leur façon de concevoir les choses et de les mener, quoi qu'ils déclarent sur le « tous ensemble ».

Plutôt qu'un retour du refoulé, il faut donc voir dans les tensions à l'œuvre une contradiction inhérente à la création de l'association et présente dès le début mais minorée par l'enthousiasme général et la subjectivité collective. Pourquoi ces contradictions persistent-elles ? Comment ces modalités contradictoires ont-elles subsisté aussi longtemps de concert ? On peut envisager deux raisons.

D'abord parce que rien n'a été explicitement élaboré ni collectivement énoncé sur ce que devait effectivement être les règles de collaboration interne ou les principes d'action collective. (Ce sont les interviewés qui les pratiquent et les énoncent et les rendent perceptibles à ma demande mais elles ne sont pas édictées comme telles : elles ne sont pas instituées et n'instituent pas en propre) Ainsi, repère-t-on les traces de ces tensions entre deux conceptions de l'engagement et du collectif, à chaque fois qu'une décision est portée plus clairement par l'un ou l'autre des responsables, et ce, avant même la troisième séquence. Au moment du choix des candidatures d'ex-salariés que l'on soutiendra pour le recrutement chez SITA, par exemple, une sourde bataille des critères s'est ainsi déployée : faut-il choisir les gens au mérite et au regard de leur passé sans tâches (pas de personne alcoolique ou déprimée diront en conséquence certains) ? Ou faut-il aussi/d'abord considérer la situation économique, sociale et familiale difficile des gens (qui, *a contrario*, excuse en partie, à défaut de le justifier, pourquoi ils/elles ont pu avoir de sérieux passages à vides parfois) ? Logique du mérite ou logique sociale, tel est le cadre d'un des débats qui oppose, en silence, les deux lignes de l'association. Symptomatiquement, cette discussion, au demeurant légitime ne se déploie pas tant dans les structures de décision de l'association qu'à l'occasion d'entretiens ou de présentations collectives. Ainsi, un interviewé commente « *J'ai entendu des gens* [il s'agit en l'occurrence de cadres] *qui disaient 'si le mec a des dettes, c'est de sa faute'. Et bon, ça, je suis pas trop d'accord* ». (KQC) et d'affirmer que de toutes façons « *si les gens, ils veulent faire du social ou quoi, ils vont au petit bureau* [de la place de l'église] ». Autrement dit, sous cet aspect, l'association est bien perçue comme clivée par ses membres eux-mêmes et orientée par des principes distincts. Il s'agit au demeurant d'une question aiguë et complexe à traiter au regard de la posture adoptée par les CDF. En effet, il s'agit de traduire concrètement l'idée que chacun est également légitime à retrouver un emploi, ne pas être écrasé par le licenciement, etc. Or cette affirmation ne relève pas seulement de la bonne volonté des fondeurs et de leurs principes internes verbalisés ou non, mais aussi des choix des institutions et des professionnels (ANPE, DDT, patrons) qui recruteront ou pas et à l'égard desquels certains membres de l'association se retrouvent en position d'intermédiaires privilégiés. Qui représentent-ils alors et comment ? Comment mettre en œuvre les principes à ce stade, sans se compromettre avec la décision politique institutionnelle, sans faire prévaloir un groupe de personnes au profit d'un autre ? Avec ce retour à un rôle de représentant vis-à-vis de l'institution, c'est aussi l'aporie du fonctionnement égalitaire qui apparaît et l'éternelle question de l'indépendance de l'association à l'égard des institutions, c'est-à-dire ici non seulement de leur emprise mais encore de leurs règles normatives. En l'occurrence, CDF revêt certes un rôle de « médiation » (Corteel, *op. cit.)* originale mais n'a pas su trouver, dans ce domaine, de résolution convaincante et originale à cette question, de sorte qu'en dépit de succès réels

et concrets dans le retour à l'emploi des ex-salarié elle est une source latente de tensions et de divisions. [Si engagé que l'on soit le statut d'intermédiaire et de passeur dans une négociation avec l'institution oblige à se caler dans les cadres de cette dernière. Même si on peut le faire en mettant en œuvre des principes, il est nettement plus malaisé de militer de l'intérieur de l'institution pour que ces principes deviennent les siens]

Il y a sans doute une autre source d'explication à la persistance latente des contradictions et surtout à leur réapparition aigüe. Elle a trait à la personne et surtout à l'activité ou peut-être faudrait-il dire à la relative passivité de F., symbole incontesté de la lutte contre la fermeture, qui a ensuite été nommé président de l'association mais n'a pas vraiment investi ce rôle sur la durée. F. a rapidement retrouvé du travail, au sein de Sita justement où il occupe un bon poste en lien avec ses compétences et son savoir-faire et où il œuvre au sein d'une structure précisément en charge de reclasser des travailleurs. Ce qu'il a tenté de faire y compris pour les Metaleurop, bien que de son propre aveu cela soit être à la fois « juge et parti ». Il a d'ailleurs été nommé à l'autre bout de la France, de sorte qu'il s'est progressivement retiré des activités effectives et quotidiennes de Chœurs de fondeurs tout en continuant à participer au conseil d'administration ou aux assemblées générales etc. En dépit de ce retrait bien compréhensible, vu sa situation (on a vu que l'investissement bénévole à plein temps n'était pas compatible avec une activité professionnelle) F. continue en revanche à symboliser les Chœurs de fondeurs tant vers l'extérieur – il est régulièrement interviewé, par les média, sollicité par les politiques- qu'en interne. Il a été le trait d'union de la lutte, celui qui peu ou prou a su faire taire les différents au sein de l'intersyndicale et parler « d'une seule voix » pour tous les salariés, et l'on s'attend à ce qu'il continue à le faire. Il est pour nombre d'adhérents, et cela perce dans les entretiens, un symbole fédérateur. Il est le symbole du « tous ensemble ». L'un de mes interlocuteurs (KMN) explique bien lors d'un de nos entretiens combien ce qu'il appelle le rôle de « porte-parole » de F. qui s'inscrivait en contrepoint de rivalités internes voir de l'agressivité qui existait entre les uns et les autres du temps de l'usine, a été central pour créer le sentiment et la façon d'agir collectivement et la possibilité de faire entendre une vision unitaire, et par là-même puissante. En outre, et ce point est notable, les entretiens révèlent que si F. a « libéré la parole », c'est aussi parce que tout en étant militant de la CGT, syndicat majoritaire dans l'entreprise il a, en prenant la tête de l'intersyndicale, rompu avec les modalités de travail de l'ancien représentant de ce syndicat au Comité d'Entreprise. En particulier, au-delà du « *double jeu* » que ce représentant syndical entretenait de l'avis de tous avec la direction de l'entreprise. F. a rompu avec l'antagonisme que nourrissait de façon systématique son prédécesseur. Un interlocuteur parle même « *d'une image de non communication et de haine* » (KMN) entretenue par l'ancien délégué, entre cadres et ouvriers mais aussi entre syndicats de diverses étiquettes et à l'occasion, entre ouvriers de diverses nationalités. Dans sa façon d'incarner le rôle de porte-parole de la lutte et par la création d'une intersyndicale parlant d'une seule voix, F. permet la création d'un autre type de rapports entre les salariés en lutte « *un déblocage de la parole des uns et des autres* », selon la personne déjà citée. En d'autres termes, la naissance du « tous ensemble » et d'une subjectivité égalitaire relève aussi d'un processus organisationnel sensiblement nouveau, tentant, dès la mobilisation, de rompre avec l'ancienne figure syndicale, antagonique et classiste ancrée de longue date à Metaleurop.

Pour que cet esprit perdure, il apparaît rétrospectivement que le rôle incarné par F. devait être maintenu ou plus exactement, ce qui nous ramène au point précédent, que les principes qu'il incarnait soient explicités et partagés et clairement promus comme base de l'association. Ce n'est pas le cas. Ainsi, quand les tensions naissent au sein de l'association, ses membres escomptent de F. qu'il prenne position joue un rôle de leadership, dirige les débats, en incarnant derechef cette unité à défaut d'apaiser les tensions qui permettraient peut-être que l'on parle à nouveau « d'une seule voix ». Mais tous constatent que tendanciellement F. ne joue pas ce rôle que personne d'autre ne veut ou ne peut endosser. Beaucoup de mes interlocuteurs déplorent l'absence ou le silence de F. et analysent avec lucidité les divisions à l'œuvre mais personne n'en prend véritablement acte à temps, ce qui laisse aussi la voie ouverte à l'installation et la croissance de la division.

Qu'une lutte intestine déchire une association et aboutisse à une lutte pour les postes de pouvoir (aux élections de 2008, d'aucuns diront qu'une manipulation des votes a volontairement écarté les uns

au profit des autres) est somme toute, chose classique. Ce qui, dans le cas présent requiert l'attention c'est l'articulation de ces deux états d'esprit distincts, ces deux manières contrastées de concevoir le travail ensemble aux formes de mobilisations choisies. Les rapports au politique institué qui en découle divergent. Selon que c'est un principe égalitaire (quand bien même celui-ci est au fond implicite) où la légitimité de tous est inscrite dans les rapports interindividuels qui guide les bénévoles de CDF ou au contraire, un principe hiérarchique qui défait le sentiment d'un agir ensemble, l'interpellation dissonante s'avère ou non possible. En l'occurrence, les mobilisations créatives cessent quand se concrétisent d'une part le projet de musée, d'autre part, la mise en archive. Le retour de la hiérarchie et la mise en mémoire sous ces deux formes referme peu ou prou la page ouverte de Metaleurop et la capacité particulière à parler de ce qui a eu lieu non pas seulement comme un donné de l'histoire mais comme la mise en présence de politiques différentes (logique des ouvriers, logique de l'État, logique de l'écologie, des groupes internationaux, etc.) ouvrant chacune à différents possibles.

4. LA PRISE DE PAROLE ET SES CARACTÉRISTIQUES

Après avoir examiné le mouvement d'ensemble de l'association, dans cette partie, j'entreprends de repérer comment les personnes interrogées qualifient elles-mêmes leurs activités de prises de parole (en particulier, emploient-elles le mot citoyen ou d'autres mots) et comment se situent-elles par rapport aux institutions politiques dans ces démarches ?

Comme dans le cas de l'association elle-même, force sera de constater que les motivations fluctuent, sont parfois contradictoires, et surtout de divers ordres. Souvent, les orientations choisies par les uns et les autres, en différence quand ce n'est pas en divergence, s'articulent à l'épineuse question de considérer l'activité de l'usine et sa cessation comme du passé révolu mais porteur de propositions sur l'avenir ou au contraire comme un patrimoine du registre de la mémoire clôturant l'espace des possibles non seulement advenus (ce qui était possible au regard de ce qui a effectivement eu lieu) mais aussi non advenus (ce qui aurait pu arriver si les choses avaient été différentes). En d'autres termes, la patrimonialisation et la bascule des activités, de la lutte pour la reconnaissance des ouvriers et de l'usine vers la mémoire de celle-ci tendent à étreindre les prétentions à formuler un possible ou quelque chose du registre du bien commun désirable. Il convient par ailleurs de préciser que la clarté d'esprit sur l'enjeu de telle ou telle action n'efface pas la souffrance vécue par les salariés. Quand la dynamique collective s'affaiblit ou se tend, on repère que certains, vaincus par le chagrin ou la dépression abandonnent l'engagement dans l'association. S'il faut le mentionner, faute sinon de gommer une part de la réalité, c'est bien au mécanisme sociologique de disparition de la subjectivité collective et à ses effets pour l'association et en particulier ses prises de parole que s'attachera l'analyse et non à la figure psychologique individuelle sous-jacente.

4.1. Activités créatives

Les activités que j'appelle créatives n'ont pas été anticipées dans les statuts de l'association. Quelles sont-elles, quand interviennent-elles, à l'initiative de qui et quels en sont les ressorts ? Vu leur quantité une présentation descriptive et ordonnée s'impose, suite à quoi j'entreprendrai de les caractériser, dans la suite du rapport et d'examiner ce qu'en disent et pensent les principaux intéressés.

Quand je parle ici d'activités créatives en faisant l'hypothèse qu'elles sont citoyennes au sens défini plus haut, je pense très spécifiquement aux créations des CDF et/ou aux usages militants qu'ils ont eus d'œuvres produites par des professionnels. Il ne s'agit donc pas de dispositifs d'insertion par la culture, dans lequel la création artistique est « le support » explicitement proposé par les institutions ou les associations d'insertion pour remédier à une situation de crise personnelle, de relégation sociale (« sortir les habitants des banlieues de leur ghetto par des ateliers slam ou d'écriture », réinsérer des chômeurs dans la vie sociale par le biais d'ateliers théâtre). Comme le démontre très justement S. Pryen dans ce cas, quelles que soient ses intentions la proposition institutionnelle conforme peu ou prou les participants à une normalité supposée elle est alors et « de manière ambivalente, en tension avec des logiques d'encadrement, de moralisation et de socialisation » (Pryen, 2004 : 5) et ce, dans la

mesure même où l'institution est à l'initiative de la démarche et qu'elle en détient tant les protocoles, que les codes, les financements ou les modalités de reconnaissance. Dans le cas qui nous intéresse au contraire, l'initiative vient des membres de l'association eux-mêmes qui, de leur propre chef, ont écrit des livres, créé des chansons qu'ils ont ensuite interprétées, ont pris des photos ou réalisé des films et/ou sont allés témoignés dans des conférences, des débats, des projections cinématographiques, etc à l'aide de ces instruments d'expression. S'il est indéniable que la venue de F. Fajardie, invité par les ouvriers et par l'intercession de l'association Colères du Présent a suscité une parole, ce ne sont donc pas les institutions qui sont à l'origine de ces expressions créatives et surtout, ce ne sont pas elles qui les encadrent. Que le choix du support d'interpellation ainsi que la forme de celle-ci soit à l'initiative des créateurs et non pas induits par l'institution est notable, c'est une modalité d'expression libre – même si, on l'a dit plus haut, elle est rarement choisie par hasard et découle en général d'un goût et /ou d'une pratique plus anciennes. L'activité créative s'entend par conséquent comme une interpellation dès sa geste initiale.

4.2. Matériaux de l'interpellation

Parmi les matériaux créatifs qui ont servi au travail d'interpellation mené par les CDF, on peut distinguer deux types d'œuvres : d'une part, les productions professionnelles construites à propos de l'expérience de Metaleurop ; d'autre part, les créations des anciens salariés eux-mêmes. Les unes et les autres ont servi aux CDF pour promouvoir leurs idées et faire connaître leurs luttes et leurs principes. Pour apprécier leurs usages et l'enjeu de leur existence ainsi que l'impact qu'en escomptent mes interlocuteurs, il convient en premier lieu de les présenter.

4.2.1. Productions professionnelles

Les réalisations professionnelles ont la plupart du temps bénéficié du soutien et de la mobilisation des ex-salariés. En effet, avec l'annonce de la fermeture de cette grosse usine et la révélation progressive du scandale économique, sociale, et écologique qui l'entoure, un certain nombre d'artistes vont travailler sur ce thème d'actualité, souvent de manière militante. Même si les films ou les ouvrages sortent parfois après la création de l'association, c'est principalement pendant la période de la mobilisation qu'ils sont réalisés. Dès l'annonce de la fermeture, un certain nombre de professionnels de la création ou du spectacle se penchent sur l'affaire Metaleurop. Parmi ceux qui habitent la région, on compte Stéphane Czubeck et Gilles Lallement, réalisateurs du film *Le conflit Metaleurop.* Le père du premier était métallurgiste à Metaleurop et sa mère est morte d'un cancer lié à l'amiante . Xavier Bettancourt et JL. Loyer dessinateurs et scénaristes de la bande dessinée *Noir Métal,* sont eux aussi originaires de la région et la famille du premier a travaillé à Metaleurop : là-aussi le père est décédé d'un cancer. D'autres réalisateurs sont venus de plus loin comme Jean-Pierre Meurice, J. Paul Lepers, ou encore Michel Vennemani ou les militants d'ATTAC de Romans. Au total, ce ne sont pas moins de six films documentaires qui sont tournés à propos de l'usine et du scandale de sa fermeture en l'espace de 18 mois (*cf.* liste en annexe, sur le site de Chœurs de fondeurs, une courte notice présente chaque film).

Les salariés en sont les sujets et les acteurs directs ou indirects : mobilisés dans les AG et les manifestations, quand ils sont filmés par Czubeck qui suit la mobilisation dès ses premiers moments (*Le conflit Metaleurop)* ; interviewés sur la fermeture et la lutte en plan fixe sur fond noir ou battant le pavé dans le documentaire de J. P Lepers (*Metaleurop l'autre guerre,* 2003) ; témoignant du pillage et du coulage de l'usine et de ses mécanismes dans l'enquête de J-P. Meurice (*L'éléphant, la fourmi et l'État,* 2004), ou tenant le rôle principal dans le documentaire de J.-M. Vennemani qui suit pendant plusieurs mois et dans l'intimité un salarié licencié et sa famille depuis l'annonce de la fermeture qui provoque l'effondrement psychique de ce salarié et bouleverse toute la maisonnée jusqu'à son rebond lorsqu'il décide de créer sa propre entreprise pour procéder à la dépollution du site (*Metaleurop : Germinal 2003)*.

Dans plusieurs cas de figure, les ex-salariés sont en interlocution directe avec les réalisateurs pendant la réalisation des films, comme en témoigne la longue correspondance entretenue par J.-P.

Meurice avec l'un d'entre eux ou encore le travail collaboratif de CDF avec les réalisateurs du film conçu par la section d'ATTAC de Romans afin de réaliser *Les naufrageurs démasqués,* un documentaire technique qui passe en revue et éclaire toutes les manipulations qu'a faites Glencore pour couler Metaleurop et pouvoir ensuite se laver les mains de la situation des salariés et du site.

Certains films sont plus descriptifs et témoignent de ce qui s'est passé : ce que fait la fermeture d'une usine non seulement aux personnes licenciées mais à leur famille *(Metaleurop : Germinal 2003*), la lutte et son déroulement (*Le conflit Metaleurop)*. D'autres sont des films ouvertement militants construits comme des tracts ou des réquisitoires défendant la possibilité pour les petites fourmis (les salariés) de faire face à l'éléphant (Glencore) et d'interpeller l'État (cette expression de JP Meurice est très souvent reprise dans les entretiens d'ailleurs) ou interrogeant la neutralité de la Suisse qui abrite les prédateurs de Metaleurop tandis que les ouvriers sont licenciés comme le fait J. P. Lepers, descendu jusqu'au canton de Zug en Suisse, siège de Glencore pour interroger les grands patrons et les parlementaires sur leurs responsabilités dans l'affaire. Ce dernier annonce en voix off au début du film que : « Avec [celui-ci] nous souhaitons dénoncer ces patrons voyous et interpeller nos politiques ». Cela sonne comme une citation tirée d'un des entretiens que j'ai pu réaliser et on peut sans doute y voir la marque de l'imprégnation du réalisateur par l'état d'esprit des ouvriers dont il dit, dans le film, « avoir gagné la confiance ».

Plusieurs réalisateurs interrogent : à quand des lois préventives pour empêcher de telles malversations ? À quel niveau prendre des mesures (national, européen, mondial) pour empêcher de telles opérations ? Beaucoup démontrent et expliquent ce qui a eu lieu, ce qui a rendu possible un tel lâchage de l'entreprise et mettent aussi en valeur la ténacité du combat des ex-salariés confrontés au licenciement. Certains films rendent manifeste le désarroi de ces derniers présenté comme un exemple de la fin des ouvriers, d'autres font plutôt apparaître leur mobilisation comme une force, en dépit de sa difficulté à aboutir.

Il est notable qu'aucun film n'a été réalisé sur l'association Chœurs de fondeurs elle-même. Comme si en l'absence du spectacle de la mobilisation et des hommes forts (les préfets, les politiques, les patrons mobilisés) hors de l'actualité directe, la scène perdait de son attractivité. Comme si au-delà de l'usine, les ouvriers n'existaient effectivement plus (sauf comme victimes de la pollution dans *Les années de plomb* où n'apparaissent pas en tant que tel les CDF) ? C'est précisément sur ce point, me semble-t-il que la prise de parole est une gageure. Pour ceux qui se prononcent il s'agit de faire perdurer le point de vue ouvrier au-delà de la disparition effective de l'usine, au-delà de l'activité effective d'ouvrier.

4.2.2. Productions profanes

Du côté des profanes, les arts mobilisés ont été divers. On a évoqué la photographie et l'écriture qui ont donné lieu à des expositions et des publications. Le petit livre racontant le jour de la fermeture de l'usine, tiré des écrits autobiographiques d'un des anciens salariés (*Jour comme un autre*) a d'ailleurs servi de voix off sur un montage de photos de Metaleurop prises par un autre ancien salarié. À l'initiative du club photos de Hénin Beaumont, Danièle et Alain Pruvost qui sont aussi responsables de la Ligue des Droits de l'Homme de Lens, partenaire de la première heure des CDF, ont réalisé un montage d'une dizaine de minutes qui a été réalisé sur la base de photos de l'usine qui défilent tandis que le texte de l'ouvrage est lu par un comédien professionnel (Jean Claude Van Fluten). Ce montage a remporté le prix national de la LDH dans ce domaine en 2006 (Pruvost, 2006). Plusieurs expositions dans des écoles, des mairies, des universités sans compter la grande exposition *Fondre en chœurs* d'avril 2006 dans la grande halle des sports de Courcelles-les-lens ont été l'occasion de produire un choix de photos parmi les centaines prises par J. Il existe au moins deux CD qui les regroupent et sont vendus par l'association: *Le conflit Metaleurop, 2 mois de luttes* (830 photos) et *Metaleurop 2003-2006* (171 photos), simplement présentés sous une jaquette de papier et signés Jacques avec la mention *« reproduction interdite »*. Sans légende, classées dans l'ordre chronologique de leurs prises, les photos sont un témoignage édifiant de la mobilisation, puis de la destruction pas à pas de l'usine. Cette

dernière étape est très impressionnante. Elle apparaît presque comme un film quand plusieurs clichés pris à quelques secondes d'intervalle défilent successivement à l'écran de l'ordinateur.

Plusieurs chansons ont été écrites à propos du conflit, deux au moins en traitent directement : *Métallo* de Pascal Chevallier (2003), *Monde ouvrier* de Marie Lore, qui tient un café à Noyelles-Godault et avait repris l'affaire juste avant la fermeture de l'usine. On peut les écouter en ligne sur le site de chœurs de fondeurs. L'une d'entre elles a été enregistrée par son auteur-compositeur -interprète sur un disque qui regroupe une dizaine d'autres titres. L'album porte le nom de la chanson phare : *Métallo.*

Plusieurs films de facture artisanale mais au contenu instructif et inédit ont été réalisés par des fondeurs, cinéastes amateurs, à partir d'images d'archives et de montages pour reconstituer la vie et surtout le travail à l'usine. Quels étaient-ils? Correspondant à quels métiers ? Comment étaient fabriqués les métaux ; à quoi servaient-ils ? Ils parlent aussi de la lutte des 830 salariés et expliquent leurs motivations, leur organisation, leurs raisons d'agir. Inaccessibles au grand public, ces films étaient présentés lors de l'exposition *Fondre en chœurs* et nous avons pu les visionner à nouveau, à la discrétion de leur réalisateur, un ancien formateur de l'usine qui réalise également des animations vidéos du même ordre, pour chacune des AG de l'association.

Enfin, deux volumes reconstituant l'histoire de Metaleurop et de ses ancêtres Malfidano et Penarroya sont en cours de rédaction. Le premier volume est bouclé, le second était encore en travail et en recherche d'éditeur lors de mon dernier dialogue avec son auteur.

Outre ces productions à proprement parler, je propose d'inclure dans la liste des mobilisations créatives ou interpellations créatives, la participation à un nombre conséquent de manifestations en France (Paris, Lille, Nantes, Reims, Charleville, Saint-Denis et divers villes de la région Nord Pas-de-Calais, notamment) et à l'étranger (Belgique, Portugal) dans lesquels les CDF sont intervenus, ont témoigné, discuté. Il s'est parfois agi d'intervenir devant un parterre de lycéens ou de collégiens, parfois devant un parterre de magistrats (Forum Social Européen à Saint-Denis) ou de syndicalistes (à Coïmbra), mais aussi dans des cadres universitaires comme des séminaires ou des colloques (*Fermetures d'usine et Après ?.. ,* à Nantes) ou encore devant un public de circonstance, réuni pour la projection d'un film sur Metaleurop (manifestation comme les bobines Sociales, Paris 20^{e}, par exemple).

Que le public soit nombreux ou pas, jeune ou vieux, que l'association invitante soit connue (ATTAC) ou plus obscure (l'AFIP, par exemple l'Association Formation, Information, développement d'initiatives rurales) les CDF ont toujours répondu présents avec autant d'enthousiasme. C'est ce qui unit ces différentes circonstances. Toutes les occasions de faire connaître la lutte des fondeurs à l'occasion de la projection d'un film, de l'interprétation d'un tour de chants, d'une lecture de texte ou en organisant une exposition, etc. ont été pensées et saisies comme autant d'opportunités, toutes aussi valables les unes que les autres, de débattre au sujet de la fermeture et de ce qui la provoque, de discuter de qu'il en faut en penser, de remettre en question sa nécessité et d'évoquer les solutions qui s'offrent aux ouvriers désormais (*cf.* liste des évènements en annexe 1). L'interpellation en ce sens, on le voit, ne s'entend pas uniquement comme une adresse aux institutions et aux politiques mais bien à chacun et n'importe qui, tous aussi légitimes à connaître et penser ce qui a eu lieu pour se prononcer eux-mêmes à ce sujet. On n'est pas loin, ce faisant de la notion cher à Jacques Rancière de « partage du sensible » . C'est à un nouveau partage du sensible que se livre les CDF non seulement parce qu'il diffuse des propositions et des idées que d'aucuns jugeraient inattendues venant de salariés licenciés, qui plus est souvent ouvriers, mais encore parce que symétriquement ce n'est pas qu'aux responsables, pas seulement à ceux censés savoir, comprendre, juger ou décider pour les autres, qu'ils adressent leurs analyses et leurs prescriptions mais à tous quel que soit leur statut. Car on va le voir ce qui unit œuvres profanes et œuvres professionnelles dans la conception et l'usage qu'en ont les CDF, c'est bien l'idée qu'elles constituent une prise de parole, une façon de prendre ou de reprendre la parole au nom de Metaleurop, des métallos et plus largement des ouvriers, vocable utilisé y compris par un certain nombre de cadres engagés dans l'association quand ils évoquent ces interventions. Cela est notable dès

l'examen de ce que disent mes interlocuteurs à propos des films réalisés sur Metaleurop et se précise encore quand ils indiquent ce qui motive leurs propres interventions et la façon dont ils les conçoivent.

4.3. Enjeux et qualifications de ces créations par les CDF

4.3.1. Les artistes doivent porter la parole des ouvriers

Quand on les interroge sur les films réalisés à propos de leur usine et leur combat et ce qu'ils en ont pensé, les interviewés parlent relativement peu, il est vrai qu'ils ne se souviennent pas toujours des contenus, visionnés il y a longtemps déjà. Pourtant, ils expriment des préférences, certains critiquent une approche trop intimiste et intrusive de la vie des gens à propos de *Metaleurop Germinal 2003* par exemple, quand d'autres saluent au contraire dans ce film, le témoignage porté sur ce qui a vraiment eu lieu, « *sans hypocrisie, ni romance* » (TL), il s'agit alors de faire apparaître la catastrophe éprouvée dans sa « *vérité* ».

Les personnes interrogées se reconnaissent souvent dans le combat de « la fourmi contre l'éléphant ». L'un des aspects sur lequel les interviewés sont unanimes et positifs, c'est sur le fait que ces films « *font parler d'eux* », et surtout font « *entendre leurs voix* », montrent qu'ils ne se sont « *pas laissés faire* » et parfois proposent de l'usine et de son devenir, une image alternative à celle défendue par Glencore. Significativement, ce sont les mêmes termes qu'ils utilisent quand ils exposent le sens et l'ambition de leurs propres mobilisations créatives. Ils sont notamment très attachés à l'idée qu'on présente d'eux une image combattive et digne. Si certains films ou œuvres sont dénoncés, voire littéralement boycottés comme ce fut le cas avec la bande dessinée *Noir Métal* comme me l'apprendront plusieurs interviewés, c'est parce qu'ils présentent une caricature de l'ouvrier nordiste.

Dans *noir Métal* c'est celle du délégué syndical CGTiste : « *alcoolique et raciste* » ou comme le dit un autre ouvrier « *le côté, alcoolique où on va pêcher du poisson plombé, j'ai pas aimé. (…). Bien que, bon, ça correspondait pt'êt à une réalité sur certaines personnes, (…) je me suis pas reconnu dans l'histoire du mec qui arrive bourré au boulot, qui picole dans les ateliers* ».

Dans *Germinal 2003*, c'est *la* « *famille aïe, aïe, aïe* » ou vécue comme telle par le téléspectateur - comprendre famille 'à problèmes' comme en a beaucoup (trop) montrées déjà le cinéma contemporain, quand il prend pour objet le Nord de la France. Les ouvriers ne nient pas qu'il s'agisse là de situations sociales réelles parfois, mais ils refusent d'être enfermés dans un prototype unique, en particulier s'il est méprisant ou caricatural, s'il les assigne à une place définie sans considérer aussi leur capacité à dire eux-mêmes qui ils sont et ce qu'ils veulent.

À ce titre, sans jamais dénier aux réalisateurs leur liberté de création, ils plébiscitent ceux qui, dans leurs propres termes ce sont fait leur « *porte-parole* ». Cette expression revêt un sens particulier ici. Il ne s'agit pas de déléguer à d'autres ou à un autre la tâche de parler pour soi mais au sens premier de « *porter* » la parole des ouvriers vers l'extérieur et une audience plus large. Un interlocuteur m'explique par exemple que, si les cinéastes « o*nt été les bienvenus* [c'est] *parce que manifestement le personnel de Metaleurop avait des choses à dire et voulait que ce soit dit* (…) »(KMN) Ainsi, les réalisateurs ou écrivains les plus appréciés (comme F. Fajardie) sont ceux qui ont su « *porter la parole* » (KMN) des gens. On l'a vu dans l'introduction de ce rapport où un CDF remercier les « *intellectuels* » qui avaient joué leur rôle en portant la parole des ouvriers, on le retrouve dans l'édito de l'*Ecrit du Chœur* n° 10, sous la plume du président de l'association qui écrit : « *Nous tenons à remercier ces artistes, porteurs de notre parole (…)* », car argumente-t-il, « m*ême s'il s'agit de livres, de CD, de cassettes, ce qui peut paraître « ludique » est en fait porteur de nos messages, ceci donne lieu à des contacts et initie des débats* ».

Une autre interviewée l'exprime en des termes proches en insistant sur le fait que les paroles qu'il faut porter ne se contentent pas de raconter, elles se prononcent sur ce qui a lieu : « (…)[Que Fajardie révèle] *le sentiment des gens, de chaque personne, je trouvais ça bien* (C'était important ?) *Oui, qu'on puisse dévoiler le fond des personnes* (Le fond ?) *De ce qu'ils pensent en fait, de ce que les gens pensent* ». (BMa)

On le voit, il ne s'agit pas seulement de témoigner montrer ou faire parler les gens ou la réalité de ce qu'ils ont vécu, mais au-delà de donner à connaître leurs points de vue, leurs idées du monde ; c'est ce relais-là que les CDF appellent de leur vœu ou qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre, en soulignant souvent que la parole ouvrière est le plus souvent absente des média ou confisquée et qu'il faut trouver le moyen – je cite l'un d'entre eux - de « *réinventer cette prise de parole* » dont mon interlocuteur souligne avec une grande lucidité l'absentement et l'enjeu qu'il y a à la réinstaller dans le débat d'opinion d'où elle est largement absente. C'est autour du choix du mot ouvrier, l'importance de s'en servir pour se nommer qu'il déploie cette idée dont on retrouvera l'importance en conclusion de ce rapport.

Réinventer la prise de parole ouvrière

« Ben écoute heu ce qui est quand même assez frappant c'est que le monde ouvrier est un monde qui est totalement méconnu et peut-être l'ouvrier lui-même : quand tu d'mandes à Pierre Paul ou Jacques… tu d'mandes à Jacques s'il est ouvrier il dira « non». Non, j'étais pas ouvrier, j'étais ceci. Je crois que c'est Roland Barthes qui disait que c'est la classe qui se refuse de se nommer hein ?. (…) Si tu veux … tu d'mandes à quelqu'un qui travaille en usine ou dans une grande surface ou autre, personne n'est ouvrier ! Alors comment veux-tu être tous ensemble ? Et moi, le reproche qu'on m'a fait et qu'on continue de faire – y compris F. [le président de CDF] – « mais toi, t'es un cadre, T'es un patron », hein ? Moi, j'explique que moi je suis d'un milieu modeste ouvrier, je considère, heu, j'ai fait des études, je suis capable de m'exprimer peut-être mais je me suis… je suis solidaire avec les gens avec qui je travaille.. » (KMN)

Plusieurs idées sont présentes dans cet extrait. D'abord l'importance et l'intérêt de brandir le nom ouvrier plutôt que de le dissimuler sous d'autres appellations. L'enjeu de cette nomination pour notre interlocuteur est la capacité à se doter d'un collectif autour de ce nom. En témoigne sa propre posture qui à nouveau (en miroir de ce qui se joue sur l'expression classe ouvrière) propose de ne pas limiter l'usage de ce terme à une description socio-professionnelle mais en fait un choix subjectif. Se dire ou pas ouvrier, n'est pas anecdotique dans son propos mais relève d'une affirmation de soi. En ce qui le concerne, se revendiquer ouvrier c'est affirmer sa solidarité avec les autres licenciés de l'usine, bien qu'il soit lui-même cadre et se voit reprocher de l'être. On retrouve la problématique du « tous ensemble » ; ici subjectivement portée par le terme ouvrier. Effectivement la question de l'identité et celle de la reconnaissance sont au cœur de l'interpellation comme le suggèrent les extraits qui suivent. Mais l'affirmation du nom ouvrier n'y est pas toujours aussi clair que dans le propos qui précède.

4.3.2. Connaissance et reconnaissance

Lorsqu'ils évoquent l'annonce du dépôt de bilan définitif, tous les interviewés soulignent la brutalité absolue de la chose et surtout son impact sur leur propre identité, sur leur propre rapport à eux-mêmes. On pense au titre et à la démonstration de Linhardt et *al.* : *Perte d'emploi, perte de soi*.

La négation de ce que sont les ouvriers opère à trois niveaux au plan quasi-physiologique, c'est un « *viol* » ; au plan du statut : c'est un « *tremblement de terre* » cela met leur vie sens dessus dessous et détruit leur vision professionnelle d'eux-mêmes ; c'est aussi une « *diffamation* » qui agit comme une négation de ce qu'ils pensent et disposent en leur propre nom sur ce qui a eu lieu.

« C'est un peu comme si on avait été violés, comme si que… déjà la fermeture j'lai très mal vécue ; pas de négociation, pas de préparation, pas de plan social, c'est du jour au lendemain, clac, c'est le couperet qui tombe » (KQC)

La soudaineté de l'annonce et l'absence de négociation avec les principaux intéressés semble indiquer qu'ils n'existent pas ou ne méritent nul respect, comme si on pouvait faire avec eux sans aucune considération pour la personne humaine et son intégrité, même physique comme l'exprime avec force le verbe violer. Le même interlocuteur emploiera plus tard l'image du « *kleenex* », pour

bien marquer le sentiment d'être considéré comme quelque chose dont on peut se débarrasser sans aucune considération ni arrière pensée une fois qu'on l'a utilisé.

Pour d'autres, c'est au plan du statut professionnel que la fermeture détruit une image de soi :

« C'est un tremblement de terre... (...) Tu vois ton atelier détruit, tu vois plus rien pour montrer à tes enfants et petits-enfants. Finalement, la vie était une vie difficile et heureuse et il n'en restera rien ou pas grand-chose. (...) Tu as un statut d'ouvrier, un statut, tu gagnes de l'argent, tu as une autonomie et tu es respecté en tant que fondeur ou en tant que technicien de surface. Et tu sors de ce monde-là et tu te dis mon avenir, c'est SDF, plus de salaire, t'a plus rien tu vas devoir dépendre des ASSEDIC, des machins... » (KMN)

Dans cette citation, c'est tout autant la perte des repères concrets qui servent à s'auto-définir qui est déplorée : la destruction objective de l'usine ne permet plus de matérialiser qui l'on est ou a été aux yeux du monde et de sa famille. Mais c'est plus largement au plan social qu'un repère pour se penser soi-même fait défaut au travers de la perte du statut professionnel et de la reconnaissance financière et sociale (le respect) qui y était liée.

Enfin, c'est la façon dont est présenté au monde ce qui les touche personnellement qui agit comme une forme d'effacement des ouvriers de Metaleurop : les principaux intéressés n'ont pas voix au chapitre ou pire la réalité de ce qui leur arrive est dissimulée par d'autres discours que les leurs et travestie.

"Toujours le point de vue des Verts. Par contre, le point de vue des ouvriers qui ont des familles et tout... Pourtant, on était plus exposés que tout le monde »(QD)

Il s'agit là d'un triple déni d'existence, les salariés de Metaleurop se voient trois fois traités comme s'ils n'existaient pas, ne comptaient pas ou en tout cas, pas pour ce qu'ils sont et ce comme quoi ils veulent être comptés et reconnus : ouvriers, fondeurs, salariés. C'est en regard de ce déni d'existence, on pourrait, avec A. Honneth (2002), parler de « pathologie de la reconnaissance », qu'il faut comprendre les deux premières raisons qu'ils mettent en avant pour justifier leur prise de parole. Il s'agit de parler pour faire advenir la vérité de la situation ; il s'agit aussi de parler des gens et de les faire parler parce que, en parlant d'eux, on manifeste qu'ils existent contre la volonté de les faire disparaître, sinon physiquement, en tout cas intellectuellement comme objet et enjeu de ce qu'il y a à penser ou comme personnes capables de cette pensée. Ils veulent manifester qu'ils sont un des paramètres centraux de la situation contrairement à ce qu'on veut faire croire :

« La dignité c'est la lutte, ne pas couler, ne pas se laisser avilir. On a montré au Nord Pas-de Calais et à la France qu'on était là »

« Tout s'explique par cette prise de paroles qu'on a voulue les uns et les autres par rapport à la presse et la volonté de prendre la parole. Cette volonté de prendre la parole, de reconnaître le témoignage des gens qui se sont vraiment sentis diffamés » (KNM)

Cela est particulièrement manifeste dans les propos suivants au travers de la question de l'existence et de l'oubli. À la question « Quelle importance ça avait qu'on parle de vous dans la presse ? » L'un de mes interlocuteurs explique :

« Ça prouvait que même s'ils avaient fermé l'usine, nous, comme métallos, on continuait à exister, c'était pas un … comment… l'expression qui est restée un peu partout c'est ' kleenex ', c'est surtout ça. » (KQC)

Tandis qu'un autre renchérit :

« Oui, de toutes façons tout ce qui a été fait sur nous, je trouve ça bien. Qu'on parle de nous (C'était important qu'on parle de vous ?) Oui, oui en fait, qu'on soit pas oubliés, en fait. (…) (L'oubli, si oubli il y avait, ça voudrait dire quoi ?) Ca voudrait dire qu'on s'est battus pour rien..» (BM)

Dans ces citations ressort clairement l'idée d'une affirmation d'existence opposée au désastre qui balaie la vie des gens et qui surtout leur dénie leur identité propre et le nom qu'il revendique : métallo, ouvrier. Le débat qui perdure autour de Metaleurop, quand bien même l'usine elle-même a

disparu, manifeste l'existence et la vitalité des métallos. Le combat dit le second interlocuteur serait sans efficace, si on n'en retenait pas d'abord l'existence et la volonté des gens.

Sur la base de cette première idée qui est commune à tous, plusieurs façons de concevoir les actions créatives sont mises en avant. Elles attestent que pour mes interlocuteurs la prise de parole est bien un moyen de faire connaître ce qui a eu lieu et de se faire reconnaître pour ce que l'on est contre la place que l'on veut vous assigner. Dès lors, la nécessité de parler et de se faire entendre et comprendre (par la voix mais aussi par d'autres media : images, écrits, chansons) recouvre, comme nous l'annoncions en introduction une fonction de dissensus et tente de créer des scènes nouvelles pour leur expression, sinon la réalisation de ce que soutiennent les fondeurs dans leurs déclarations. En effet, il s'est agi pour les CDF de refuser l'assignation au silence alors même que l'absence d'interlocuteur patronal les condamnait a priori à ce qu'ils nomment parfois la « *violence du non dialogue* » (KMN). Il fallait aussi contrer la vision portée par le verdict économique et mafieux qui en leur ôtant leur identité d'ouvriers et de fondeurs entendait les réduire au silence tout en les tenant habilement pour responsables de leur sort en déployant une vaste controverse sur la pollution. Une telle ambition supposait de se réapproprier les moyens de communication et ils l'ont bien compris. C'est ce qu'ils ont fait à la fois en parvenant à occuper les média avec leurs propres thèses contraires à celle de Metaleurop et Glencore, ce qui impliquait d'étayer les dossiers juridiques et de faire comprendre le monde industriel à des gens qui ne le connaissaient pas et plus largement de combattre ce que l'un d'entre eux appelle : *« la médiatisation à l'envers* » ou quand la presse « *explique que c'est une usine qui pollue qui est sale, qui apporte des maladies* » (KMN) .

En trouvant leurs propres modalités d'expression et leur propre audience locale, régionale, nationale, convoquée par leurs œuvres ou par celles des réalisateurs auxquels ils sont venus adjoindre leurs commentaires, leurs thèses, leurs mots sur la situation, les CDF ont œuvré à ce dissensus. Pour s'en convaincre, il convient de regarder de plus près ce qu'ils disent et soutiennent sur l'enjeu de leur démarche. Ces divers aspects se conjuguent ou alternent parmi les CDF qui parfois soutiennent plusieurs idées de la prise de parole à la fois.

4.3.3. Dire et montrer la vérité

Dans les extraits qui suivent différents salariés qui ont usé de leur créativité pour faire connaître Metaleurop et CDF justifient leur choix.

> *« J'ai fait un disque parce que j'étais bousculé ; montrer la simple vie d'un ouvrier, le contexte général depuis 77 déjà, le chômage qui a empiré Metaleurop, le textile, la sidérurgie. » (…) « faire parler de l'action des CDF, comme Allende les chansons pour le Chili. Laisser une trace, c'est la vérité, c'est pas égocentrique pour moi, c'est bien quand ça fait pleurer les collègues » (*QD à propos de l'album qu'il a enregistré en particulier la chanson Métallo *)*

> *« [Il fallait] en parler, c'était un drame : il fallait que ce soit une mise en garde, une mise en garde notamment pour les enfants. Au début des manifs, il y avait une rage de dénoncer. Utiliser les films, la manif, c'est du même ordre d'action. Une arme pacifique. Je ne pensais qu'à une chose, c'était dire la vérité »* (TL à propos de son livre et de l'utilisation des films*)*

> *« Bon y'a des gens qui l'ont plus ou moins bien pris, Germinal 2003 certains m'ont dit : 'c'est du cinéma', d'autres : 'ça t'a aidé'. Mais pour moi, c'est tout du moins… laisser… faire montrer le mal que ça peut faire une fermeture d'usine sur… une famille hein (il est très ému et sa voix tremble), détruire des gens comme ça simplement sur des... » (*KMC à propos de Metaleurop, Germinal 2003, film dont sa famille et lui-même sont les personnages principaux*)*

> *« C'était comme ça, il fallait le montrer. Pour moi,* [l'exposition d'avril 2006*] c'était l'inverse [de ce qu'on a fait qu'il fallait faire] : finir par la démolition et après Sita. L'histoire telle qu'elle s'était passée : les gens traumatisés » (*KX, à propos des photos qu'il a prises et de leur usage*)*

Chacun souligne l'importance de « *montrer* » ce qui a eu lieu, de « *dire la vérité* » à ce propos. Au regard de ce qui vient d'être rappelé et de l'argumentaire de cette affirmation, on mesure que ce

faisant il ne s'agit pas seulement de reproduire le réel, sous forme d'un témoignage, mais de présenter une alternative au discours ambiant, de manifester que derrière les chiffres et les impératifs économiques il y a des hommes et des femmes qui souffrent et que soutenir le contraire est un mensonge ou pour le moins une vision partielle, qu'il faut « dénoncer ». Contre le mensonge, on note l'usage répété du mot vérité. Qu'on ne s'y trompe pas le propos n'est pas misérabiliste, il ne s'agit pas en évoquant « *les gens traumatisés*» ou la destruction d'une famille par la perte d'emploi, de provoquer l'empathie et la commisération, mais de rétablir la vérité sur la dimension humaine que l'actualité et Glencore dans leur froid examen des faits ont eu tendance à gommer. Il s'agit de tenir la thèse que Metaleurop ce sont des ouvriers, des fondeurs, des vies, pas que des chiffres en bourse et d'affirmer par là-même que Metaleurop veut vivre

Ces gens traumatisés, on le voit ce sont aussi nos interlocuteurs eux-mêmes, « *bousculés* », au bord des larmes quand ils évoquent ce qui leur est arrivé même plusieurs années plus tard, ou encore en colère et obsédés par la situation avec la « *rage de dénoncer* ». En ce sens, prendre la parole est aussi une manière pour eux de transformer en force l'épreuve qu'ils vivent, de la transformer « *en arme* pacifique » dit même l'un d'entre eux et, ce faisant de s'extraire de la place et l'état dans lequel on les a mis et on veut les maintenir. On retrouve dans cette blessure et cette volonté qui les poussent à refuser la place à laquelle on les assigne, l'une des dynamiques classiques du processus de création.

Montrer mais montrer quoi ?

La dernière citation doit retenir notre attention un peu plus longtemps car elle est un indice que, même au sein des CDF, il peut y avoir débat sur ce qu'il faut montrer et sur la thèse à tenir sur ce qui a lieu. Pour mémoire, notre interlocuteur photographe déclare en effet :

« *C'était comme ça, il fallait le montrer. Pour moi,* [l'exposition d'avril 2006] *c'était l'inverse* [de ce qu'on a fait qu'il fallait faire] : *finir par la démolition et après Sita. L'histoire telle qu'elle s'était passée : les gens traumatisés* »

Au-delà de la question souvent évoquée qui consiste à savoir jusqu'à quel point l'intimité peut ou doit être présentée publiquement pour attester d'un des aspects de la réalité (par exemple, le débat sur *Germinal 2003*, authenticité ou voyeurisme ?), notre photographe évoque son désaccord avec la façon dont a été construite l'exposition de 2006. En effet, lorsqu'il s'est agi de choisir les photographies qui permettraient de constituer l'exposition « Fondre en chœur », on s'est mis à rechercher des traces photographiques de l'usine d'autrefois. Alors que l'usine était à l'époque en cours de destruction quasi totale ce qui désolait nombre d'ouvriers, déjà fragilisés par la perte de leur emploi, les référents sociaux voyaient l'exposition comme une occasion de « *redonner aux salariés de l'estime de soi* » (CD) - formule classique des institutions et autres ateliers visant à accompagner les demandeurs d'emploi. Pour le coup, on était peut être là dans une figure imposée de la créativité. À cet effet, l'équipe responsable de l'exposition a finalement choisi de reconstituer toute l'histoire de Metaleurop (Malfidano, Penarroya), jusqu'à son remplacement par Sita. Le conflit pour garder l'usine ouverte était évoqué par un film réalisé par d'anciens salariés, mais tendanciellement absent ou minoré. Si l'exposition fut un succès dans lequel les ouvriers mobilisés trouvèrent effectivement un profond réconfort à « *parler de leur travail* », évoquer aux visiteurs leur ancien atelier, commenter des photos ou présenter le fonctionnement des machines, ce qui permettait de restaurer leur identité de fondeur, notre photographe qui, pour autant ne ménagea pas son temps ni son énergie pour la réussite de l'opération indique ici son désaccord avec l'esprit d'ensemble. Pour lui, ce que l'exposition devait montrer avant tout, c'était précisément la démolition qu'il avait quant à lui soigneusement et systématiquement enregistrée sur ces pellicules.

Je ne pense pas qu'il faille voir dans cette affirmation un point d'orgueil, un ego d'artiste. D'ailleurs, il est notable qu'en plusieurs occasions K. m'a expliqué que certaines photos de démolition ou d'accidents qui avaient eu lieu à l'usine n'étaient tout simplement pas montrables, comme si elles étaient obscènes, trop violentes, trop intimes. De son point de vue, montrer ce qu'avait été l'usine, ce qui lui était arrivé c'était montrer «*l'histoire telle qu'elle s'était passée : les gens traumatisés*». Autrement dit, on ne pouvait pas s'exonérer de ce moment-là, que ce soit pour glorifier le passé de Metaleurop tendant ainsi vers la mythologie ou pour s'enthousiasmer d'un passé qu'on espérait radieux

: Sita. Passé, avenir, dans leurs rapports au réel et au présent de la situation, on retrouvera de manière aiguë cette question, quand les initiatives créatives deviendront enjeu de mémoire et de patrimonialisation.

D'autre part, au plan de l'esthétique comme éventuelle politique, les photos noirs et blancs de l'usine d'autrefois et celles en couleurs où l'usine rasée apparaît, par exemple depuis le terril d'en face comme une ville pilonnée par les bombes ne se décryptent pas de la même façon ce qui s'est passé. Dans le premier cas, on figure la fin de l'usine par l'évocation de ce qui a été, image relativement neutre et qui incarne le passé historique. Dans l'autre, on signifie la fin de l'usine par la destruction qui en est la cause et c'est, personnellement, l'image de la guerre qui me vient à regarder les tôles retournés sur des hectares et des hectares. Ce n'est pas le même message qui est transmis, pas non plus le même moment qui est présenté au spectateur.

4.3.4. Inspirer, alerter, mettre en garde

Deuxième élément notable dans la subjectivité des bénévoles auteurs de mobilisations créatives, prendre la parole pour dire ce qui leur arrive a une portée d'ensemble dans leur esprit. Les bénévoles de l'association ont le souci de faire œuvre d'intérêt général en faisant connaître leur situation : faire jurisprudence au plan des actions de justice, mais aussi prouver de manière exemplaire qu'on peut ne pas subir et disposer des pistes pour faire face.

« Rien n'est jamais fini »

Ainsi, l'ouvrier qui est au centre de *Metaleurop Germinal 2003* explique qu'avec la diffusion de ce film, il espère donner « *l'image que c'est pas parce qu'on est au fond du trou qu'il faut se laisser faire. Il faut redresser la tête et même quand on est au fond du trou, y'a toujours un espoir. Parce que, quand on est au fond du trou, y'a celui qui dit, bein soit j'me fous en l'air, soit il se fout dans l'alcool et puis il se détruit quand même, soit il prend son courage à deux mains et puis bon… C'est de se dire, rien n'est jamais fini. »*

À nouveau, c'est la mort qui rôde (c'est le même interlocuteur qui dit l'importance « *d'exister* » comme métallo après la fin de l'usine) et contre la mort le courage et la force du possible. Si le régime esthétique évoqué semble mimétique ici : en montrant ce que moi j'ai su faire, j'inspirerai, comme dans un continuum la même idée aux autres.

Il convient de noter que cette affirmation et cet appel au courage, pour banales qu'ils puissent sembler, prennent une force toute particulière au regard de la forme cinématographique adoptée par le réalisateur et acceptée par celui qui parle. En effet, JM Vennemani a mis sa caméra au cœur de la vie de cet homme qu'on voit à l'écran au bord des larmes quand il reçoit sa lettre de licenciement, dont on voit la fille aînée sombrer dans la dépression, épuisée par le soutien et l'affection désespérée qu'elle lui porte et l'énergie qu'elle met à l'accompagner pendant le conflit. On le voit aussi, sur le point de s'oublier dans l'alcool et finalement rebondir en décidant de créer une SCOP, ce qu'il a fait et cette entreprise a marché pendant plus de 4 ans avec succès et s'est même agrandie avant de déposer la clé sous la porte (comme c'est le lot beaucoup d'autres entreprises en création). C'est à tout cela - il évoque lui-même ces détails dans l'entretien- qu'il fait référence dans l'extrait ci-dessus, parfois surpris que le réalisateur ait conservé ces éléments à l'écran, jamais furieux et encore moins honteux, mais au contraire convaincu que cette exposition au double sens du terme (il s'est exposé à la caméra et le film expose désormais ce qu'il a vécu à tous) peut en inspirer d'autres et les faire rebondir. Si le mimétisme n'est pas nécessairement la modalité esthétique la plus politique en revanche le propos prononcé par mon interlocuteur, lui, est plus fort. « Rien n'est jamais fini », déclare-t-il. Cela peut ici s'entendre comme une véritable thèse : il y a toujours des possibles, des choses à initier quelque chose à commencer, et ce, quelle que soit la situation, mais ce possible reste à inventer le plus souvent, il n'est pas toujours déjà là, il est à construire avec « son courage » et « ses deux mains », si l'on peut dire en détournant un peu la citation. Les possibles évoqués dans le film sont très divers et manifestent bien le travail de réflexion et de projection subjective requis c'est tour à tour : déménager et ouvrir une pension, élever des escargots en Bourgogne et finalement créer une entreprise en SCOP.

Si pour certains, l'inspiration se donne comme un appel à inventer de nouveaux possibles, pour d'autres elle est plus standardisée et s'envisage comme un exemple à transmettre.

Une lutte de référence

Sur un registre moins personnel, un certain nombre d'ex-salariés considère aussi leur lutte et leur association comme une « *référence* » (QD) – une notion qui était déjà présente dans la mobilisation comme l'attestent les entretiens réalisés par F. Fajardie où l'idée que Metaleurop est un exemple est récurrente. Ils espèrent donc susciter ou pour le moins encourager des mobilisations du même ordre ailleurs. C'est pour cette raison qu'ils ont répondu présents à toutes les sollicitations des entreprises des environs confrontées à un sort similaire et suivent avec attention leur devenir. Comilog (Boulogne-sur-mer), Sublistatic (Lens), deux entreprises de la région au prises avec le dépôt de bilan sont, par exemple, régulièrement mentionnées dans les entretiens.

On notera que la conviction des CDF à propos de l'exemplarité de la lutte de Metaleurop dépasse l'idée d'émulation. Il ne s'agit pas seulement d'inspirer d'autres luttes, d'autres ouvriers ou simplement d'autres individus, mais aussi de leur faire partager un certain nombre d'acquis, d'analyses de pistes, d'expériences. Ainsi, sans trancher sur le caractère de répétabilité des mobilisations (ce qui a marché pour Metaleurop est-il vraiment reproductible à l'identique ailleurs ?), un de mes interlocuteurs se dit néanmoins sceptique, sur la base de son expérience personnelle, sur le devenir d'une des associations nées dans la région à la suite d'un licenciement parce qu'elle est trop structurée par les syndicats alors que l'expérience lui a montré qu'il fallait faire l'unité au-delà et hors la bannière syndicale pour perdurer : *« La reprise, ça peut pas être syndical, c'est un projet d'hommes qui ont un projet commun et qui veulent le créer »* (KQC)

Pour l'ancien ingénieur qui a monté le dossier juridique et reconstitué en grande partie la malversation financière de Glencore, les leçons et la montée en généralisation sont plus larges encore et il n'a pas ménagé sa peine pour aller les faire connaître aux magistrats, aux syndicats, aux universitaires avec l'ambition de prévenir de telles catastrophes. Pour lui, « prendre la parole » (expression qui revient sans arrêt au fil de ses propos) sur toutes ces questions est essentiel. D'ailleurs, il espère un jour faire écho au colloque *Fermetures d'usine et après ?...* organisé à Nantes du 10 au 14 mars 2005 (Cf. les actes du colloque éponyme) auquel il a participé, en organisant une manifestation intitulée *Fermetures d'usine et avant ?...* afin d'« *anticiper, trouver des pistes, faire face* (…)».

Dans un des entretiens fleuves qu'il m'a accordé, il met ainsi en avant un certain nombre de principes et de leçons qui manifestent combien l'ambition de CDF est bien loin d'être circonscrite au local, à la mémoire ou à l'intérêt particulier. Par exemple,

– l'importance de parler d'une seule voix pendant les négociations en confiant la parole à un seul représentant fiable et plus largement, celle de constituer une unité large ;

– l'importance de guider les experts (comptables, juristes) dans l'examen des dossiers d'entreprises, de les accompagner car ils ne les connaissent pas suffisamment pour s'y retrouver et statuer ;

– l'importance de guider aussi les média en leur donnant les moyens de documenter leurs papiers mais aussi en leur faisant comprendre les enjeux cachés de la situation ;

Sur tous ces plans, mon interlocuteur formule une série de recommandations pratiques qui sont le fruit de son expérience dans le cadre du conflit Metaleurop mais aussi de l'analyse qu'il a menée. On peut aussi penser que, très attentifs au propos des journalistes, des chercheurs, des média, etc. qui se sont penchés sur Metaleurop il a nourri sa réflexion à cette source autant qu'il l'a alimentée en mettant à leur disposition son temps, ses archives, ses connaissances. Il défend par exemple, l'importance et la puissance potentielle des comités d'entreprise à condition qu'ils se saisissent de leurs droits légaux « *d'inventaire, contrôle, expertise* (…) *c'est toi, le syndicat ou le CE qui doit dire* [aux magistrats, aux experts, aux comptables], *aller regarder ici ou là et il faut que les CE soient armés sur les droits du travail* (…) » (KMN) En l'occurrence, ce sont lui et d'autres qui ont fait ce travail « *aride* » pour monter les dossiers en justice. Et les mêmes se sont ensuite attachés à la diffusion large de ces leçons avec l'ambition de prévenir les problèmes.

En amont de la mise en œuvre des solutions, ou à défaut de les posséder déjà, un certain nombre de personnes interrogées conçoive leurs interventions comme une forme d'« *alerte* » ou de « *mise en garde* » pour tous. Dans ce cas, le terme « *pédagogie* » revient souvent dans leur propos. Par ce terme, elles désignent la nécessité de donner à comprendre les mécanismes qui rendent possible une fermeture comme celle de Metaleurop. Cette expression est intéressante car elle témoigne qu'il ne s'agit pas d'en appeler d'abord à l'émotion ou à la révolte, mais bien à la pensée de chacun. En outre, cette pédagogie est déployée dans toutes les directions, y compris, plusieurs interviewés y insistent, « les enfants ». Tout en reconnaissant que ces mécanismes sont extrêmement complexes, obscures les CDF invitent donc chacun à s'en saisir et se forger une opinion à leur endroit, prémisse à l'action. Quant aux enfants, c'est le travail à l'usine qu'il s'agit d'abord de leur donner à comprendre mais l'idée est que, ce faisant, ils acquièrent non seulement une connaissance des métiers mais se forgent plus largement une idée sur le travail ouvrier et industriel susceptible de les orienter lorsqu'il s'agira de se prononcer sur la fermeture d'une usine. On est cette fois dans une didactique qui donne à entendre que sans comprendre le travail ouvrier ou les mécanismes de la fermeture on ne peut pas se prononcer à son endroit ou bien l'on risque de se tromper sur sa raison d'être et surtout, on manque d'outils pour y faire face. Les CDF ont, ce faisant, une conscience assez nette de l'exemplarité de leur lutte mais aussi du caractère représentatif de la fermeture qu'ils ont subie comme marqueur de la période en cours. On reviendra sur cet aspect en conclusion lorsqu'il sera temps de théoriser la nature du phénomène.

Sous cette acception, en effet, l'étrange catégorie revisitée de « pédagogique » le dispute à celle de politique. En est-elle une version minorée, une anticipation ? Les entretiens ne permettent pas strictement de conclure. Après plusieurs occurrences de ce terme, j'ai systématiquement interrogé les gens sur le caractère pédagogique ou non de leurs actions mais tous ne reprennent pas ce terme à leur compte ou alors c'est dans une acception très classique la pédagogie de l'exposition ou du professeur. Si l'on pousse un peu plus loin la réflexion sur l'interpellation comme pédagogie cependant, peut-être faut-il voir dans cette conviction qu'il faut expliquer, donner l'analytique pour que d'autres puissent décider d'agir (l'inspiration) autant que savoir comment se battre, une intuition que face à de novelles formes capitalistiques ou nouvelles conjonctures politiques, il faut de nouveaux dispositifs pour y faire face. C'est ce que tente l'association et qu'il faudrait renouveler ailleurs. Aussi, les bénévoles engagés dans l'interpellation cherchent-ils à partager leur expérience. Toute la question reste de savoir si expliquer, montrer, témoigner suffit à susciter l'action et à en prescrire les formes. Y-a-t-il véritablement là dans l'esprit des fondeurs une proposition politique ? Les membres de l'association considèrent-ils leur combat comme politique ? C'est une des questions que je leur ai posée systématiquement.

5. Nature de l'interpellation et rapports aux institutions

Dans toutes ses activités, Chœurs de fondeurs exprime et soutient des propositions quant aux possibles d'une situation ; ou pour le dire en d'autres termes sur le devenir souhaitable du bien commun. On est par conséquent aux abords du politique ou plutôt de la politique. Ce qualificatif est-il dès lors ajusté pour parler de l'association ? J'examinerai dans un premier temps si ses membres en usent pour expliquer ce qu'ils font ou s'ils lui préfèrent un autre terme, comme celui de citoyen, par exemple. On constatera ce faisant que le rapport aux institutions est convoqué dans le cadre de ce débat. Dans un second temps, on reprendra ce questionnement mais cette fois du point de la recherche et de ce qu'elle peut conclure quant au travail de l'association, ses limites éventuelles, sa nouveauté et le concept adapté pour le nommer.

5.1. Les actions dites citoyennes par les CDF

C'est pour décrire les activités réalisées par Chœur de fondeurs dans le cadre des commissions explicitement créées pour entrer en interlocution avec les institutions et pouvoir influencer leur choix que le mot citoyen revient le plus souvent est le plus spontanément dans la bouche de certains interviewés et dans leurs écrits, sans même que je le sollicite. Est-ce à dire qu'on est là face à l'usage

du mot citoyen au sens habituel de la démocratie participative ou bien l'usage du terme relève-t-il ici d'une autre acception ?

C'est en ces termes que l'un des CDF présente l'activité de l'association aux syndicats portugais à un colloque où il s'est rendu à leur demande :

*« **Rester acteurs responsables et citoyens :** Collectivement, nous avons essayé, au moment des négociations, d'être acteurs pour la ré-industrialisation du site, en exprimant clairement notre avis sur les projets industriels qui devaient s'implanter sur notre ancien site. »* Plus loin, le même interlocuteur décrit les objectifs de l'association avec le même terme **:**

« Redevenir citoyen à part entière et participer activement à reconstruire son avenir : la santé, la reconversion du site, les emplois solidaires, la Justice »

Le propos d'un autre membre actif de l'association va dans le même sens, lors d'une AG où il évoque des activités connexes à celles menées dans le cadre de la réactivation du bassin d'emploi : « *On a pris notre participation dans la boucherie coopérative paysanne au sud d'Arras en lien avec le bio c'est une boucherie mixte itinérante. C'est de l'argent risqué mais sans cela sans risque, sans les citoyens que nous sommes, le pays ne progresse pas.* [avec emphase] *On ne peut pas tout attendre des candidats et futurs élus»* (BM, AG CDF 14/4/07)

Dans l'usage qui est fait ici du mot citoyen, on constate la connexion constante entre le fait d'agir (*être acteur, participer activement, prendre part*) et la capacité à ouvrir un chemin, proposer un possible (*prendre un risque, donner un avis, se prononcer sur l'avenir*). Être citoyen dans ce cas est tout l'envers d'un rôle imposé, obéissant voire passif, dans le vis-à-vis avec l'État. Est soutenue l'idée d'une « *prise de pouvoir* » (autre expression couramment employée par nos interlocuteurs lorsqu'ils sont plus en verve), d'un « *contrôle citoyen* » qui considère qu'on ne doit pas déléguer aux politiques la décision, mais que tout au contraire, c'est à chacun de se prononcer sur ce qu'il considère comme important et la manière d'y parvenir. Sans doute est-ce en ce sens qu'il faut entendre l'expression « *redevenir citoyen à part entière* », soit réinvestir une capacité de propositions et d'initiatives et ne pas simplement être, pour paraphraser un interviewé, « *dans l'attente* » de ce que les institutions proposent. Ne pas « être dans l'attente » suppose ici que, non seulement, on ne se contente pas de réagir ou de protester contre une décision mais que, éventuellement on prend les devants quant au possible d'une situation. En tant que membre de la communauté on considère avoir autant de légitimité à agir que n'importe qui.

C'est ce qui, chez les Chœurs de fondeurs, a pris le nom de position « offensive » (terme que nous reprenions avec mes collègues dans notre premier article), en écart avec la position traditionnelle des syndicats jugée « contre-productive » par un de mes interlocuteurs. On retrouve là une opposition classique relevée par ce dernier entre l'appel à l'autogestion de la CFDT et l'attitude antagonique de la CGT considérant que puisque les patrons étaient responsables c'était à eux seuls d'assumer la situation.

On notera également qu'être citoyen, sous cette acception relève d'une conception de l'intérêt général : « *faire progresser le pays* » ou pour le moins un intérêt collectif. En revanche, la décision d'agir, quand bien même elle se concrétise par la force d'une organisation collective, est bien d'abord individuelle. C'est ce que résume joliment l'interlocuteur que nous suivons depuis un moment dans une référence explicite aux valeurs républicaines de la France mais immédiatement assignées ici à la question du possible et de la décision : à la question **«** Citoyen du monde, ça serait quoi ? » qui fait suite à son usage de cette expression, ce dernier répond en effet, *« C'est difficile à définir pour moi. Je suis quelqu'un qui pense que la liberté, égalité et fraternité ne s'exercent que si on les utilise. Finalement, chaque individu doit se prendre en charge et, tous ensemble, on peut abattre des montagnes comme l'allégorie de la fourmi et de l'éléphant. »*

Dans cette citation, les « valeurs de la république » ne sont pas brandies comme un étendard formel (droits et des devoirs du citoyen), mais bien plutôt présentées comme une opportunité dont chacun doit se saisir. La puissance découle du collectif, mais le ressort initial de l'action est bien situé du côté de la volonté individuelle. Ce que mon interlocuteur désigne par la notion de « se prendre en charge» (. Cette dernière est connexe de la subjectivité qui a animé la lutte des ex-salariés de

Metaleurop. « Se prendre en charge » est une question de dignité. Cela touche autant à un enjeu d'intérêt général qu'à un rapport de soi à soi, un rapport qu'il s'agit de restaurer de manière positive. Ainsi, quand je le relance mon interlocuteur, il m'explique :

« - Tu dirais aussi que c'est en tant que citoyen du monde que tu t'attaques à la « mafia planétaire » [c'est ainsi qu'il désigne Glencore et ses réseaux mafieux]?

– *C'est pas ça ; s'attaquer à la mafia planétaire c'est retrouver notre dignité et je voulais montrer que en ayant une attitude comme ça, ne pas accepter l'inacceptable, être optimiste, voir carrément à moitié fou, se dire : on a un pouvoir, on a monté un dossier* [le dossier remis aux avocats pour faire accuser Glencore]. *L'avocat des liquidateurs est venu me voir en douce et m'a dit c'est grâce à vous en fait. C'est pas vrai, c'est grâce à tout le monde. Moi le petit citoyen face à eux … (…) voila comment avec 10 euros par personnes venus de chômeurs précaires on peut être citoyen du monde ! »*

– Qu'est-ce que ça veut dire pour toi, la dignité ?

– *Reconnaître l'individu comme quelqu'un qui a une pensée, une autonomie, qui est un homme ou une femme. »*

Cet échange, permet de mettre au jour le lien entre la notion de citoyen tel qu'elle est déployée ici et ce que j'ai présenté plus haut comme la subjectivité égalitaire de l'association. En effet, on constate que les mots dignité et citoyen sont ici partis prenante d'une même vision des individus, jugés tous capables de penser librement, et avec une force égale, pour peu qu'ils en décident ainsi. Cette capacité est présentée avant tout comme du ressort individuel même si en s'appliquant à tous, elle ouvre la perspective de fonder un collectif. La décision de se saisir des affaires du monde est toujours à portée de main affirme notre interlocuteur, y compris lorsque le rapport de pouvoir semble a priori défavorable.

Dès lors, comment se tissent les rapports à l'institution autour de ces activités dites citoyennes par nos interlocuteurs ? Plusieurs caractéristiques sont notables.

En premier lieu, on l'a dit la volonté offensive émane des ex-salariés et est nourrie par leur expérience de la lutte et leur conception de l'usine. Il ne s'agit pas d'une réponse aux sollicitations de l'État ou des institutions, mais bien d'une initiative qui vient de l'association. La réactivation du bassin d'emploi, notamment, est probablement l'activité de CDF la plus en prise avec l'institution, la plus reconnue aussi et sans doute la plus efficace, comme l'a bien montré D. Corteel (*op. cit.*) qui s'est plus particulièrement penchée sur cet aspect de l'activité de l'association. Le principe mis en œuvre est clairement énoncé et partagé par l'ensemble des bénévoles : faire en sorte que des usines perdurent dans le bassin d'emploi, que les emplois créés permettent aux salariés licenciés de se recaser. Cette formulation entre en concordance avec des ambitions politiques régionales (voir Mazade). Il est dans l'intérêt de l'État, de l'ANPE, de la DDT etc. de voir revenir à l'emploi les salariés licenciés elle a donc tout intérêt à accueillir positivement le concours des CDF dans cet effort. Pour autant, ces derniers doivent s'imposer pour faire droit à leurs principes. En effet, au-delà des chiffres positifs, des situations de crise dépassées, pour les CDF, il s'agit aussi d'une façon d'affirmer qu'il y a eu et qu'il y a encore des ouvriers dans la région, qu'il y a eu une activité, et que la fermeture brutale du site ne saurait être effacée d'un coup de plume, sans reconnaissance des victimes et réparation du préjudice causé. Il s'agit donc comme un des membres de l'association l'explique encore à l'occasion d'un colloque au Portugal, de faire passer *leur* vision de l'emploi auprès des autorités compétentes :

« *Dans notre association, nous avons défini un cahier des charges pour ses futurs emplois. Nous voulions des emplois qui correspondent aux possibilités et compétences des licenciés. Le deuxième critère concernait la remise en état du site : nous voulions que les problèmes de pollution soient pris en compte de façon transparente. Le troisième était celui de la durabilité des emplois. Nos préconisations ont été apportées devant la justice et ont été acceptées. Nous avons réussi à imposer la création de coopératives ouvrières par d'anciens syndicalistes* » (KMN à Coïmbra)

On notera que, ce faisant le vocabulaire utilisé est proche de celui de l'économie sociale et solidaire, (durabilité, emplois solidaires, plus bas on retrouvera des notions de responsabilité, celle

sociale des entreprises notamment, l'ambition de produire bio, etc.) proche donc d'un discours plus formaté que les mots d'ordre initiaux de la lutte : « Metaleurop vivra ! » mais cherchant à conserver dans le jargon institutionnel l'inspiration initiale : « coopérative ouvrière » et « durabilité des emplois » se côtoient. Ce lexique contraste sensiblement avec celui qui est employé sur des interventions plus ouvertes et non exclusivement destinées aux institutions.

Aussi, plutôt que de citoyenneté ou même de citoyenneté urbaine, je préfère parler ici de subjectivation civique. Soit un processus intellectuel au travers duquel devient pensable l'agir ensemble par le biais d'une représentation de soi dans l'agir individuel qui convoque d'une part la question de l'intérêt général mais surtout de l'autre, l'idée d'une capacité de chacun à se prononcer sur celui-ci. C'est sous ce dernier aspect que la subjectivation sera dite civique plutôt que citoyenne, eu égard à la définition de la concitoyenneté posée en introduction de ce rapport.

5.2. L'interpellation est politique mais laquelle ?

Interrogées directement sur le fait de savoir si ce qu'ils font à CDF est « politique », beaucoup de bénévoles s'étonnent de la question et répondent que « non » ils ne voient pas leur action comme politique. Dans ce cas, c'est au politique du point de l'Etat qu'ils pensent, aux élections et aux partis et cela leur semble distinct de leurs activités dont ils parlent alors avec les catégories que nous avons évoquées plus haut (vérité, interpellation, témoignage, etc.) tandis que souvent ils fustigent les politiques.

Néanmoins, certaines des personnes que j'ai interrogées, affirment que l'interpellation qui est la marque de leur activité revêt une dimension politique. Dans ce cas, lorsqu'elles emploient ce mot, leur premier soin est précisément de se distinguer du politique institutionnel et étatique ou parlementaire pour donner à leur usage de l'adjectif une acception singulière dont l'examen minutieux conforte ce que nous avons déjà pu repérer et comprendre sur le sens de l'interpellation et la subjectivité qui l'anime sans pour autant qu'une interprétation unifiée de ce que recouvre alors la notion de politique apparaisse.

Dans les deux citations que nous examinerons tour à tour, on retrouve la question de la parole qui est à nouveau au cœur du propos. Se prononcer sur la situation est désigné comme un acte politique, bien distinct du politique des partis ou des politiciens ; mais nos deux interlocuteurs en proposent deux versions sensiblement distinctes.

Le premier déclare en effet :

« [Politique oui mais] p*as la politique des partis mais avoir une position sur le sort des ouvriers entraînés dans le marasme, même pareil ailleurs, pas seulement à Noyelles-Godault, une chanson supplémentaire pour parler de la désindustrialisation et donner son argumentaire ». (QD)*

Dans ce cas, ce qui est dit –en l'occurrence dans la chanson composée – est une analytique de la situation (donner l'argumentaire de l'industrialisation) visant à la généralité (c'est comme ça ici comme ailleurs) mais ne proposant pas réellement de possible alternatif. Effectivement, si on se rapporte au joli titre *Métallo* on constate qu'il retrace la vie d'un ouvrier de sa naissance, au combat pour garder l'usine Metaleurop ouverte. Le titre est marqué par un certain déterminisme sociologique que la nécessité de lutter contre « *la maffia, les holdings financiers, tous ensemble, tous ensemble* » amène à dépasser. Au début de la chanson, il est question du « *chemin programmé par ton père, ta mère ou ta destinée* » avec ce commentaire en refrain, *« plus dur sera le chemin de ta liberté* ». Puis, devant l'annonce mi-janvier qu'il « *n'y a plus de patron* » le refrain devient : « *tu prends le chemin de ta liberté, tu casses tes chaines, tu te mets à lutter* ». C'est une chanson de lutte et de résistance où le fait de se mettre à « *gueuler* » est très clairement un rejet de la domination : « *on a cassé nos chaînes, on s'est mis à gueuler* » mais où il n'y a pas en revanche de retournement de l'assignation, pour le dire dans les termes que nous avons employés jusqu'ici. Le vis-à-vis antagonique et courageux est disposé, expliqué, salué, et cela est notable connecté à l'absence du patron. Tout ceci et la circulation de la chanson empêche le silence autour de ce qui a lieu, et c'est déjà beaucoup. Mais comme le dit lucidement notre interlocuteur-interprète ce n'est, en ce sens, « *qu'une chanson supplémentaire* ». Dans cette première acception, la parole politique est opposition à ce déterminisme, à ce qui s'impose

socialement et économiquement et dans la composition créative, elle se donne à la fois comme une analytique et comme une capacité de révolte et de résistance mais pas nécessairement comme une capacité de prescription politique ou de déploiement du possible.

La proposition du second bénévole qui affirme le caractère politique du travail de l'association est sous cet aspect un peu différente. En effet, il explique :

« *C'était politique, à partir du moment où en parle, c'est toujours politique. C'est quelque chose qui fait que le peuple s'exprime pour dire ce qui est bien ou pas*. (…) *parce que, moi, j'aime pas trop le terme politique ; les politiques, les politiciens, c'est des orateurs pour moi. Et je crois que je te l'ai déjà dit…Les politiques c'est quelqu'un qui a des soucis ou bien même des bonnes choses* [à dire] *et qui veut les exprimer.* (…) *C'est pas à nos chers orateurs de parler et de le mettre à leur profit.* »

Cette citation contient une thèse forte : « *à partir du moment où on en parle, c'est toujours politique* ». Celle-ci pourrait sembler n'être que l'écho direct de ce que dit notre précédent interlocuteur si l'on n'examine pas la relation d'oppositions systématiques qui est faite ici entre la « parole de l'orateur, du politicien » et celle « des politiques, du peuple ». En effet, ces mots s'opposent terme à terme dans les propos de la personne interrogée et éclairent le sens de sa proposition. Qu'est-ce que l'orateur en effet ? C'est celui qui parle pour que son discours soit plaisant accepté, et surtout reconnu sans discussion. On n'est pas loin de la figure du sophiste. L'orateur est d'ailleurs clairement assigné par notre interlocuteur à l'intérêt particulier : il parle pour « *son profit* ». En contre-point, le terme politique (et non politicien), quand il est utilisé positivement, sert à désigner une parole qui appelle l'expression contradictoire de tous non pas tant pour installer ce qui est mais pour proposer ce qui pourrait être : « *dire ce qui est bien ou pas* » pour s'en plaindre mais aussi pour ouvrir un chemin alternatif « *les bonnes choses* » qui aille dans le sens de l'intérêt général. Cette fois on n'est pas seulement dans le registre de la révolte et de l'antagonisme mais dans une tentative pour disposer positivement une suite alternative possible.

On retrouve donc ici la notion d'interpellation. Il ne s'agit pas de parler pour soi ou pour dire simplement mais de parler pour proposer, engager le débat, provoquer la parole des autres y compris de ceux qui ne parlent pas d'habitude - c'est bien ainsi qu'on peut aussi interpréter l'opposition entre la parole du « peuple » et celle de « l'orateur ». C'est aussi ce qui est disposé dans la thèse initiale par l'usage du pronom indéfini « on ». Ce « on » qui parle c'est chacun et n'importe qui. Ce qui rend la parole politique c'est que tout un chacun soit au même titre que son voisin apte à se saisir de ce qui est en question et à se prononcer à son endroit. On retrouve en fait sous la qualification de politique, cela même qui nous avait amené plus haut à dire de l'interpellation qu'elle était politique au sens du dissensus et du partage du sensible.

Il faut enfin préciser que pour d'autres interlocuteurs le questionnement sur le caractère politique ou citoyen de leurs actions au sein de CDF ne donne rien. Ils ne savent pas ou n'en pensent rien ce qui est en soi une indication intéressante. Ce n'est nullement dans ces termes qu'ils conçoivent leur engagement. Pas plus qu'ils n'utilisent d'ailleurs l'adjectif citoyen.

CONCLUSION

La volonté d'être reconnus et comptés, considérés aussi comme des ouvriers, d'anciens salariés toujours présents quoi que désormais licenciés, la volonté de ne pas être « oubliés » comme métallos, fondeurs, est, on l'a vu, primordiale chez nos interlocuteurs. C'est le moteur subjectif de l'engagement des bénévoles dans des processus créatifs et d'interpellation. Cependant, si recouvrer sa dignité est au cœur de la démarche celle-ci ne s'y limite pas. D'abord, parce que les actions menées sont à la fois des décisions largement individuelles mais menées au nom du collectif de CDF. De plus, elles sont vécues et conçues comme des enjeux collectifs, d'intérêt général et ce, au-delà du cercle même de Metaleurop. Ensuite, parce que la reconnaissance recherchée, elle non plus, n'est pas seulement du registre interindividuel, elle se combine avec une reconnaissance sociale, financière, juridique plus large que le groupe des bénévoles et d'ailleurs souvent institutionnelle aussi.

D'autre part, si être reconnu et compté par chacun comme un ouvrier et non un SDF ou quelqu'un qui ne compte pas est un des effets recherchés de la prise de parole, au-delà en se prononçant sur le sort de l'usine, la conjoncture économique ou encore les malversations financières

de Glencore, l'association dispose une analyse de la situation cherchant à faire apparaître la « vérité » à « mettre en garde » la société et ouvrant sur un certains nombre de recommandations, de suggestions, de principes, parfois affirmés, parfois simplement esquissés. Or nous l'avons vu en examinant les séquences d'existence de l'association cette subjectivation civique est extrêmement fragile et précaire en particulier parce que les modalités de fonctionnement de l'association ne sont pas explicitement énoncées et partagées par ses membres ou qu'en tout état de cause des différends non résolus se font jour. Plus précisément encore, la fin de l'égalité des statuts et de l'identification collective à une notion revisitée de classe ouvrière n'entame finalement pas les modalités de reconnaissance institutionnelle. Elle peut provoquer des tensions (cf. ce qui se passe autour du local des référents sociaux ou autour du musée et des archives) mais l'action en justice suit son cours, (elle est finalement gagnée en 2010 bien après l'explosion de l'association en deux groupes) la promotion des salariés aussi et la reconnaissance de la pénibilité également. Dans ces cas de figure les requêtes sont formulées dans le vocabulaire des institutions, la reconnaissance passe par des processus institués et, au fond, les transformations de la subjectivité du groupe qui les porte ont peu d'impact (même s'il faut souligner que la présence massive des salariés mobilisés à toutes les audiences de cour n'est pas indifférente, sans doute aux décisions des juges). Pour ce qui est des actions en justice et de l'ambition de faire reconnaître le « lâche abandon » de l'usine par Glencore pour ce qu'il est et en escomptant faire jurisprudence ; des actions pour la réactivation du bassin d'emploi ou de la reconnaissance des maladies professionnels, CDF a su peu ou prou recréer, là où il n'y en avait pas, des vis-à-vis patronal et étatique et peser sur les décisions des institutions. Rétrospectivement, la création d'emplois localement, les pensions d'invalidité pour cause d'amiante ou la reconnaissance de la responsabilité de Glencore dans la fermeture de l'usine par la justice constituent une reconnaissance de la véracité et l'exactitude de leur jugement sur la situation.

Sur cet aspect des choses, les initiatives prises par l'association constituent une collaboration productive avec les institutions : la justice a tenu compte des propositions de CDF à propos de l'entreprise vouée à reprendre le site, les référents sociaux ont participé à la cellule de reclassement et aux conférences de reclassement avec la cellule de l'ANPE, les informations diffusées par leurs soins aux fondeurs ainsi que le soutien apporté aux SCOP ont effectivement facilité le retour à l'emploi des salariés de Metaleurop. De même, la constitution du dossier juridique, la mobilisation auprès des tribunaux, et la volonté que soit reconnu le préjudice moral, économique et financier du licenciement est une demande de reconnaissance directe aux pouvoirs publics qui est finalement entendue. Ici la reconnaissance attendue est juridique et financière : il s'agit qu'une décision de justice sanctionnée par un paiement statuant sur la culpabilité de Glencore. Qu'une telle décision ait finalement été rendue, que Metaleurop ait du dissimuler son passé sous le nom de Recyclex témoignent de l'efficace de ces actions. Pour en parler, certains CDF eux-mêmes utilisent l'expression « action citoyenne » pour les désigner.

En revanche, l'interpellation elle, cesse quand cesse la subjectivation civique basée sur l'égalité des statuts. Revenons-y un instant. On l'a dit ce qui est visé dans ce cas ce sont moins les institutions et l'État que « le peuple » pour reprendre l'expression d'un des bénévoles et le propos est qu'il s'alerte, prenne conscience de la vérité, comprenne ce qui se passe, n'oublie pas les ouvriers et le travail de l'usine. Au travers de ces actions, l'association veut mettre en lumière un certain nombre d'enjeux et de principes touchants aux ouvriers et aux fermetures d'usines dont un certain nombre de ses adhérents se sont faits les hérauts dès qu'une occasion s'y prêtait et notamment sous la forme d'interventions créatives. Impossible, de dire clairement qui a entendu ou vu ces œuvres, qui s'en est saisi pour agir ou penser. Contrairement à une simple mise en histoire de ce qui a eu lieu, à un simple compte-rendu d'un passé désormais historique, comme le sont les archives ou le projet de musée, on peut penser que ces interpellations demeurent, au moins pour certaines d'entre elles, « pensives » pour le dire encore dans les mots de Rancière. On ne sait pas quelle est leur réception, elle n'est peut être pas entièrement disposé par l'artiste mais elle continue à convoquer le spectateur et en ce sens perpétuent une dimension politique. D'ailleurs, les bénévoles eux-mêmes considèrent qu'elles ont vocation à s'adresser à tous mais pour provoquer quoi, cela reste relativement flou. Jamais les CDF ne

vont jusqu'à parler de mobilisation ou de conscientisation par exemple pour utiliser un mot ancien. Un certain nombre de conclusions et de remarques s'en suivent.

Premièrement, on peut penser que ce qui fait défaut à CDF est une façon plus tranchée et plus affirmative de se prononcer sur les ouvriers et d'affirmer ce nom pour reprendre le propos d'un interlocuteur cité plus haut. Si cela avait été le cas si on peut penser que la notion revisitée de classe ouvrière aurait stabilisé une subjectivité civique commune, au lieu d'un affrontement. Et ce, d'autant que les entretiens attestent, que quel que soit leur statut et leur rang, mes interlocuteurs valorisent le mot ouvrier en qui il reconnaisse celui qui « œuvre ». Cette attention commune au travail de l'ouvrier aurait pu être un point à défendre. Pourquoi cela n'a-t-il pas lieu ? Il ne s'agit pas de faire de la politique fiction mais de souligner avec cette question la nature singulière du collectif, de cet agir ensemble que j'ai cherché à décrire ici, nature qui le rapproche des autres terrains étudiés dans ce rapport. Quelque chose se cherche à CDF sans véritablement se trouver, s'inventer. Sous certains aspects par son origine, une intersyndicale et par son statut et ses instances loi 1901, l'association est une organisation de type ancien. Qui plus est on a à faire à une usine ancienne, un groupe à part parmi les ouvriers, se référant eux –mêmes aux mineurs, bref, on pourrait être dans une forme quasi-classiste de la figure ouvrière. Dans le même temps, j'ai tenté de montrer comment quelque chose de propre au moment contemporain s'esquisse, se cherche et comment c'est cela précisément qui interroge la commande sur la citoyenneté urbaine et les enjeux de solidarité actuels. On est peut être avec CDF dans une espèce hybride, une organisation de transition cherchant à s'éloigner des regroupements identitaires socio-professionnels tout tracés et peinant à le faire pour inventer une nouvelle subjectivité civique. Les propos d'un interviewé, déjà souvent cité dans ces pages témoigne de cette tentative et de la conscience qu'il s'agit par là-même de s'adapter à des temps nouveaux. En effet, il explique qu'il y a « *deux types d'associations… une du passé où t'avait un patronat heu ben peut être quand c'est l'État je dirais entre parenthèse [comprendre entre guillemets] responsable. Parce qu'il faut en rendre des comptes. Et puis un autre* [type d'association] *où là on fait des bras d'honneur aux élus ou.. Et, et, parfois on a… obligé de le dire on a de la corruption. Et des gens qui sont mal armés pour empêcher ce type de et disons que c'est un peu le combat personnel que je mène en tout cas. »* Pour ce qui est des nouvelles organisations, mon interlocuteur poursuit en soulignant qu'il «y *a à la fois le souci de montrer qu'y avait une vie aux petits enfants et puis qu'y a eu aussi un phénomène un phénomène nouveau. Qui change les rapports avec le patronat. Qui change aussi… qui montre aussi que les lois sociales sont complètement obsolètes. Que la justice est complètement dépassée par ce système là. Et que finalement les Etats seuls ne peuvent rien.* » Il a donc bien, quant à lui, conscience que quelque chose se cherche sur le contemporain qui ne peut revêtir la forme ancienne d'une lutte des classes qui serait du reste parfaitement inopérante pour faire face à la situation : « *je pense que la vieille logorrhée de la CGT sur le patron, les 100 familles etc… est complètement dépassée. »* En regard, il prêche pour des lois, de la justice sociale repensée et insiste derechef sur ce qu'il appelle « l'image des gens » notamment dans les média, autrement dit la façon dont on nomme et décrit les gens, en l'occurrence les ouvriers sur laquelle on l'a vu s'exprimer plus haut (« la classe qui refuse de se nommer disait Barthes ».)

Si les autres situations étudiées sont d'un autre ordre, il me semble néanmoins que ces paradigmes y sont présents aussi ce qui fait la fécondité de leur rapprochement.

EPILOGUE

19 Février 2010. Il y a beaucoup de grosses berlines garées sur le parking de SITA pour cette présentation officielle du projet Metallia. Si je suis là c'est un peu par la bande, j'ai reçu le carton d'invitation officiel (marqué R-éponse-SVP) par l'intercession de K. le photographe de CDF qui est partie prenante de ce projet avec ses photos et me tient régulièrement informée des grands évènements. Je dénote parmi tous ces costumes sombres, des hommes en majorité qui, en dehors des bénévoles sont presque tous des politiques ou des industriels. C'est à eux que s'adresse manifestement cet évènement, pas au grand public. Cela est sensible dans la constitution sociologique de l'assistance et se confirmera dans les propos échangés et tenus. Même les Chœurs de fondeurs sont absents. « On aurait bien voulu qu'ils soient là » m'explique un organisateur, « on les a invités, mais ils ne sont pas venus». Seuls sont présents ceux qui appartiennent à la fois aux deux associations : CDF et ACED qui porte le

projet de musée. Manifestement, la réconciliation est impossible entre les deux clans ; le dossier juridique qui plus est, est quasi clos ; le « tous ensemble », c'était avant.

La présentation commence par une projection de dix minutes dévoilant le projet : pas seulement un lieu de mémoire rappelant l'activité métallurgique de l'usine mais un espace d'avenir pour la promotion des métaux, la bonne connaissance de leurs usages, des métiers qui y sont liés, etc. L'avenir, celui de la région notamment, c'est l'idée clé. Ceci n'est pas un musée, c'est un centre du métal, une action citoyenne pour la mémoire du métal et l'avenir de la région. On y verra des collections, mais on viendra aussi s'y former sur l'activité métallurgique d'aujourd'hui. S'il voit le jour, Metallia doit trouver sa place aux côtés du Louvre Lens, dans ce bassin minier présenté par la région à l'UNESCO pour un classement au patrimoine mondial de l'Humanité. Il y sera question de la production, de l'histoire de l'usine, mais et cela est remarquable, de la lutte contre sa fermeture, du combat pour le bassin d'emploi, de tout cela, il n'est pas prévu d'en parler. En tout cas on n'en parle pas en cette occasion, peut-être pour éviter la rengaine agressive : « pas encore les Metaleurop ! » et ne mettre en avant que ce qui plaira aux bailleurs de fonds. Rien n'y fait non plus référence dans « l'appartement témoin » que nous sommes ensuite invités à visiter. C'est ainsi qu'on nomme le bâtiment de 100 mètres carrés, cédés par SITA dans lequel les promoteurs du musée présentent la future configuration de ce que serait un grand centre du métal. Ce bâtiment, c'est aussi l'ancienne cantine où se sont tenues toutes les AG d'avant et après les manifs…un des seuls bâtiments d'origine de l'usine encore debout. Pour l'instant, le futur centre esquissé là a encore un air très artisanal, comme l'avait l'exposition de 2006. On pense à ces musées de village où les enfants ont été invités avec l'aide des adultes à faire des panneaux pour parler de l'histoire du lieu. Les objets y sont peu nombreux mais on distingue une belle réplique miniature (1,5 m quand même) de la tour à plomb ; quoi qu'il advienne, ce sera l'un des principaux problèmes, il reste peu de traces physiques de l'activité de l'usine et chacun le sait.

Retour à la salle de projection pour les discours. On a évacué les chaises, laissant apparaître les tables dressées de petits fours (ils viennent d'une des SCOP créés par un ex-salarié de Metaleurop) et coupes de champagne pour le cocktail qui suivra. Derrière un pupitre recouvert du drapeau français, la présidente d'ACED prend la parole. Si j'avais encore un doute sur le caractère politique et institutionnalisé de la cérémonie, le décorum et le préambule m'ôtent toute illusion. « Monsieur le Préfet, Monsieur le sous-préfet, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, etc … ». Les orateurs se succèdent à la barre, le président d'Euro-métaux, un belge qui dit qu'il voit dans le centre la future vitrine européenne des métaux en première position et ensuite tous les politiques. Ils sont presque tous là, les gens qui comptent politiquement : ceux de la région, de l'agglomération de commune et même Delevoye maintenant médiateur de la République qui fut l'un des premiers interlocuteurs. Qui plus est, on est en pleine campagne des élections régionales et comme à chacune de ces occasions, une visite aux fondeurs est sûrement une manière de capter des voix…Pourtant, officiellement, l'enjeu de l'évènement c'est le financement, les politiques soutiendront-ils ou pas l'initiative de Metallia ? Chacun d'entre eux y va de son discours, de son salut, à la mémoire, à l'histoire de la région mais aussi à l'avenir et on félicite les bénévoles qui ont porté le projet et des gens de Metaleurop de leur « action citoyenne » – c'est l'adjectif que, quant à eux, unanimement, les politiques choisissent. La notion de territoire est aussi à l'honneur : Metallia ce sera une nouvelle façon « d'affirmer l'importance de la région lensoise » déclare D. Percheron (Sénateur et Président du Conseil Régional), et comme pour le Louvre Lens déclare-t-il, il mettra 60% de financements régionaux pour le budget du centre évalué à 9 Millions d'euro. Qui mettra les 40% restants ? On ne le saura pas aujourd'hui, les politiques qui prennent la suite ne se prononcent pas. Après le dernier orateur et les applaudissements de circonstances, pas de discussion, on passe au pot. Déception tangible des bénévoles qui circulent avec les plateaux.

Espérons que le centre Métallia verra le jour bientôt et sera rentable et qu'il deviendra un aussi bel hommage au travail des fondeurs que l'est pour les mineurs, l'écomusée de Leuwarde tout proche. Si c'est le cas, en laissant une trace de l'existence de l'usine le centre aura contribué sous un certain angle à maintenir l'idée qu'il y avait eu des fondeurs et c'est à cela aussi qu'on travaillait dur les artisans de ce projet. En revanche, sous cette forme patrimonialisée et institutionnalisée parlera-t-on

vraiment de l'avenir comme le souhaitent les leaders du projet qui ont bien compris que ce mot-clé avait bonne presse ? Sans doute pas, pas sous l'angle du possible ou de l'exemplarité de la lutte des CDF ou des principes et leçons qu'on peut en tirer en tout cas, car en se muséifiant le passé risque plutôt de clore le débat sur les ouvriers, la vie des gens, etc. D'ailleurs, insister à ce point et de manière un peu artificielle sur l'avenir n'est-ce pas avant tout une façon de remiser l'affaire Metaleurop et les fondeurs dans le passé ? En ce sens la comparaison avec les mineurs, mémoire du terroir, peut paraître élogieuse mais elle signe aussi l'enfermement dans un passé historique révolu.

Le contraste entre cette cérémonie et l'épisode décrit en ouverture de ce rapport fait écho à cette clôture. La présentation du projet Metallia n'est pas une interpellation politique c'est une audition pour obtenir de l'argent. Les réponses des politiques ne se prononcent pas sur l'avenir des gens que ce soit sous la forme de ce qui devrait présider à l'avenir ou en se prononçant sur la façon dont il faudrait leur assurer une vie bonne, ils parlent du projet, du territoire, de la région, mais paradoxalement pas vraiment de ceux qui l'habitent. Il ne s'agit pas ici de le déplorer mais de souligner à nouveau en creux, la singularité de la démarche des Metaleurop-CDF dans ses autres attendus et jusqu'à cette clôture. C'est ce que ce rapport a tout du long essayé de mettre en valeur et d'identifier.

ANNEXE 1 : ACTIVITÉS CRÉATIVES DE CHŒURS DE FONDEURS : UNE SÉLECTION

Octobre 2003, Intervention au séminaire du syndicat de la magistrature, Forum social européen.

18 octobre 2003, invitation à l'Ire en fête au Palais St-Waast à Arras dans le cadre de l'association Colères du Présent.

15 janvier 2004, intervention dans l'émission *Passé simple* avec Myriam Schelscher et Cédric Faiche.

12 février 2004, intervention sur RFI dans l'émission *Le monde change* de Patrick Champré.

11 mai 2004, collège du Rouvroy, projection d'un documentaire à l'initiative de l'association envie d'agir : échanges avec les élèves de troisième autour de l'histoire du bassin minier.

1er juin 2004, intervention dans le Master Professionnel de l'IST à Moulins, en parallèle de l'exposition des photos de Cédric DHalluin.

Exposition des photos de Metaleurop de Cédric DHalluin au Transphotographique Lille 2004.

Décembre 2004, participation aux Bobines sociales Belleville, Paris, 20e autour du film *Metaleurop : Germinal 2003*.

Projection de *Metaleurop : Germinal 2003* et présentation des photos de Cédric Halluin, MJC St André

24 janvier 2005, intervention sur Radio Libertaire

Mars 2005, colloque *Fermetures de boîtes ...et après ?*, Nantes Maison des Hommes et des techniques

Avril 2005, invitation aux journées de l'AFIP, l'Association Formation, Information, développement d'initiatives rurales, sur le thème « Nouvelles formes de mobilisation ».

21 avril 2005, rencontre entre les anciens salariés et Czubeck autour de son film au cabaret de l'Union en collaboration avec les archives du monde du travail.

28 avril 2005, Lectures du livre de Fajardie à Herringhem

4 juin 2005, Participation à une émission sur France culture avec O. Mazade, F. Fajardie, S. Czubeck

Décembre 2005, rencontre avec les étudiants et enseignants de la MST Banlieues à l'Université Paris 8 à St-Denis , en présence de JM Vennemani et F. Fajardie.

25-29 août 2005 participation des Chœurs de fondeurs et les Lustrucrus à l'Université du Mouvement National des Chômeurs et Précaires.

Avril 2006 Exposition à Courcelles-Les-Lens *Fondre en cœur*

1er juin 2006, concert et présentation du montage des photos de J. Wyart sur texte de S. Knopik, à Hénin-Beaumont.

Création d'un groupe de travail avec ATTAC Romans dans la perspective de réaliser les Naufrageurs.

2007, Intervention à l'Université de Reims auprès d'une formation en travail social.

Janvier 2008, intervention devant les syndicats portugais à Coïmbra (Portugal)

Février 2010, inauguration du centre Metallia

ANNEXE 2 : DE LA PLACE DU CHERCHEUR AU LONG COURS : QUELQUES REMARQUES SUR LA POSTURE

exemple, de sorte que bien souvent les interrogations que j'ai formulées sur le travail de l'association en cours ont donné lieu à des interrogations, parfois critiques, en retour : pourquoi les articles ne s'écrivent-ils pas plus vite ? Pourquoi ne pas passer plus de temps sur le terrain (n'est-ce pas plus important que d'enseigner, que d'aller sur mes autres terrains lointains ?) Pourquoi ne pas monter un colloque « fermetures de boîtes… et avant ? » moi qui suis universitaire ? Etais-je d'accord pour faire partie, avant même sa création, du comité scientifique du futur musée/centre du métal ? Serai-je prête à relire le manuscrit du livre sur l'histoire de l'usine ? Ai-je des liens avec des imprimeurs et si oui, pourquoi ne pas me charger de la faire aboutir la publication, moi qui ai souvent dit combien le travail des CDF me semblait utile et intéressante?, etc. Les sollicitations de ce type n'ont pas manqué plus ou moins explicites et d'autant plus complexes à gérer qu'au fil du temps avec certains CDF ce sont de véritables liens sinon d'amitié, du moins de réelle confiance et de grande connivence qui se sont noués. Le paradigme le plus manifeste du rôle qu'aurait aimé me voir tenir certains membres de l'association, fut sans doute d'être à mon corps défendant désigner comme « la chercheuse qui travaille sur Metaleurop » par un des CDF alors que j'étais venue incognito observer la projection du film de Czubeck les *années de plomb* et le débat qui suivit au Cabaret de l'Union à Roubaix. Furieux des propos tenus par les écologistes, un des membres de l'association présents m'interpellait devant le public en m'incitant à prendre fait et cause pour les ex-salariés au registre de ma compétence scientifique supposée et étendue, pour l'occasion, des phénomènes sociaux aux phénomènes de pollution. En résumé, en plusieurs occasions, les CDF auraient bien aimé que je passe du statut de chercheuse à celui de bénévole ou quasi-bénévole de l'association ; de chercheuse à la subjectivité assumée à partenaire engagée et militante.

En toutes ces occasions, pourtant, je me suis cantonnée à mon rôle de chercheuse. Je n'ai jamais prêché la neutralité objective car c'est une notion que je récuse ne croyant qu'aux vertus d'une subjectivité avertie et assumée mais refusant également de m'impliquer au-delà de la stricte enquête, pendant le déroulement de celle-ci. Je n'ai pas choisi la participation ou l'engagement aux côtés de l'association, j'ai au contraire réaffirmé ma place d'anthropologue, extérieure au collectif sinon aux processus auxquels j'ai régulièrement assisté et participé, mais sans contribuer à leur existence initiale cependant. Si l'on utilise la métaphore militante je me suis posée en compagnon de route pas en membre actif.

Cette posture peut étonner de la part d'une anthropologue, d'autant que, on l'aura, je l'espère deviner, à me lire, faire connaître et saluer le travail des CDF m'importe. Nul hasard ni thématique, ni de sensibilité, à m'être intéressée à cette association-là, je m'en suis expliquée dans l'introduction du rapport : la subjectivité assumée est donc résolument favorable et admirative. Pourtant, j'ai choisi, tant que l'enquête n'était pas achevée de ne pas laisser croire que je pouvais faire plus que ce que j'avais annoncé vouloir faire : mener l'enquête, comprendre, documenter les actions et les idées des bénévoles à leur endroit avec la conviction que si ce travail était bien menée alors la recherche pourrait ensuite contribuer à faire connaître et encourager l'action des CDF et déployer les principes qui sont les leurs. Lucide sur ma posture et mes marges de manœuvre, je n'ai pas voulu leurrer mes interlocuteurs sur mes capacités, ma disponibilité, ni mon identité.

En outre, j'ai été extrêmement attentive aux effets quasi transférentiels de la situation d'enquête. Mes interlocuteurs lorsqu'ils me parlaient de leur combat, évoquaient aussi parfois leur famille, leurs problèmes personnels, leurs moments de désespoir, j'ai toujours prêté une oreille extrêmement attentive à leurs propos, mais là aussi je ne me suis pas laissée placer ni dans le rôle de la confidente, ni dans celui de la psychologue ou l'assistante sociale car je savais qu'aux moments où mon interlocuteur aurait à nouveau besoin de ce type d'écoute bienveillante, compassionnelle et éventuellement clinique, je ne serai pas nécessairement là pour l'offrir ; et ce n'était pas mon rôle. Pratiquer une anthropologie des formes de pensée (et non de la souffrance ou des sentiments) est en cette occasion un cadrage précieux pour autant qu'il est, bien entendu, utiliser avec l'empathie suffisante et que l'interlocution nouée laisse s'exprimer les subjectivités.

tangible sans pour autant être immédiatement intelligible, il m'importait de pouvoir approcher l'ensemble des protagonistes pour les interroger sur leurs activités et aussi sur leurs sentiments et leurs regards à propos de l'association. Or tout investissement auprès de l'un, l'autre ou le troisième pouvait être interprétée comme une prise de parti pour une des lignes de l'association me fermant la discussion avec les protagonistes d'une autre. Déjà ma proximité connue avec le « trio infernal » m'inscrivait d'emblée dans une sensibilité plutôt qu'une autre et en contrecoup suscitait parfois une certaine méfiance. La règle de la confidentialité absolue des propos, le fait de pouvoir en toute bonne foi rappeler que j'étais extérieure à la situation bien que je la suive depuis un moment déjà, furent à cet égard essentiels. En plusieurs occasions d'ailleurs, je fus soumise à des tests discrets : « qu'avez dit untel ou untel que j'avais vu hier sur la question des tensions ? » Le propos n'était pas de profiter de mon rôle pour me faire divulguer des informations confidentielles à propos des « autres » mais de vérifier que, précisément, que je ne trahirai pas leurs propos, signe que j'opposerai demain aux mêmes s'ils m'interrogeaient à leur tour sur ce qu'on s'apprêtait à me dire, la règle de la confidentialité que j'avais annoncée être la mienne. Aucune porte ne me fut donc fermée à l'époque mais mon choix de non implication, lui, fut mis à rude épreuve, sans pour autant que je le remette en question. En effet, si je n'ai pas immédiatement compris que c'était l'esprit égalitaire qui s'estompait avec la scission de l'association et le secret posé sur le projet de centre, j'ai immédiatement anticipé que l'unité du groupe était en péril et avec elle la pérennité de ses projets. C'est du reste à cette époque que l'absence de controverses ouverte m'est apparue comme patente. Je me suis alors longuement interrogée comme en témoigne mon journal de bord de l'époque sur la pertinence ou non d'enjoindre mes interlocuteurs à ne pas dissimuler leurs projets, à renouer le dialogue entre eux quitte à voir leurs points de vue s'affronter. Etait-ce de mon ressort de les mettre en garde contre les effets de leurs choix stratégiques ? Mais tenir un tel discours et l'argumenter c'était rompre le secret des entretiens en révélant l'étendue des tensions aux uns, celle des dissimulations aux autres, au risque d'accentuer encore la division. Sauf à s'impliquer bien au-delà de la mise en garde pour jouer les médiateurs, les passeurs, les diplomates ou les consultants c'est selon, en tentant de solutionner la crise. Dans ce cas, je changeais radicalement de rôle et de posture, en contradiction avec les principes que je m'étais fixés et sans garantie pour autant de parvenir à sauver CDF quand on sait combien il est difficile de s'inscrire dans un collectif alors qu'on y a été longtemps extérieur, tout particulièrement quand celui-ci se délite. Non sans inquiétude, je me suis à nouveau tenue à ma posture de chercheuse sensible mais extérieure au devenir de l'association, dont rétrospectivement, je pense que le sort était déjà scellé à l'époque.

Troisième partie : pratiques de citoyenneté ordinaire, le cas de la Bulgarie

« La connaissance du monde est
toujours la connaissance de la réalité de ce monde
accessible à d'autres »
Daniel Innerarity

INTRODUCTION : UNE BRÈVE SOCIOANALYSE DE LA RECHERCHE DU POINT DE VUE DE L'ÉQUIPE BULGARE

Le contrat de prestation de service, entre le CNRS, les régions Nord-Pas de Calais et Picardie, et l'Institut de Sociologie auprès de l'Académie bulgare des sciences, signé en juin 2009 n'était qu'une forme de régularisation du travail de recherche contemporain. Travail sans doute nécessaire et incontournable dans le processus de rationalisation bureaucratique propre à chaque type d'activité dans la société moderne et postmoderne, y compris celle de la recherche. Fixant nos engagements mutuels et les délais respectifs, le contrat ne pouvait pas, du fait de son caractère formel, exprimer ou du moins faire/laisser entrevoir l'historique qui le précédait et l'affinité intellectuelle qui le fondait.

S'il y a des recherches où le lien entre les chercheurs repose sur une « parenté par alliance » que Weber utilise souvent dans ses travaux sous l'expression *Wahlverwandtschaft*, c'est bien la collaboration franco-bulgare dans le cadre de l'étude sur les pratiques de citoyenneté ordinaire et la dynamique participative régionale conçue et mise en œuvre par l'équipe française sous la direction de Bernard Eme. Le travail de recherche y était traversé par des affinités électives en plusieurs points. D'une part, entre les responsables de l'équipe française et de l'équipe bulgare qui, depuis leur connaissance en 2000 dans le cadre d'un colloque de l'AISLF à Ohrid (Macédoine), ont toujours partagé la même façon de faire de la sociologie tout en restant autonomes dans leurs approches théoriques et leurs objets d'étude. Il s'agit d'une posture intellectuelle où l'activité de recherche est guidée par la volonté de comprendre, la reconnaissance de ce que le chercheur ne sait pas, le respect de tous les acteurs dans une recherche, dès les répondants jusqu'aux chercheurs en passant par les bénéficiaires des résultats, le refus des réponses théoriques tout faites, la passion de réfléchir ensemble. D'autre part, c'est l'entente profonde entre les membres de l'équipe bulgare, au-delà des parcours intellectuels et statuts professionnels différents, qui était à l'origine de sa composition. De longues années de côtoiement et de travail à l'intérieur de l'Institut de sociologie avaient bien prouvé que la confiance, le respect, la responsabilité à l'égard d'autrui et du travail en commun, l'équité dans le processus de recherche étaient des valeurs non seulement partagées mais suivies par chaque membre

de l'équipe bulgare. Et en troisième lieu, la visite de prospection de Bernard Eme à Sofia au début de janvier 2009 était d'importance décisive pour le commencement du projet conjoint. Si, sur le plan chronologique, cela était le dernier moment de la préhistoire de la signature du contrat, il s'avérait le vrai déclencheur de la collaboration effective car c'est en ce moment que les affinités intellectuelles entre le responsable de l'équipe française et tous les membres de l'équipe bulgare se sont senties. L'expression la plus éloquente de cette complicité intellectuelle réside dans les propos d'une des Bulgares, membre de l'équipe, ne connaissant rien à la langue française : « Pour la première fois il m'arrive de comprendre quelqu'un [Bernard Eme] sans comprendre sa langue ». C'est ainsi que la communication scientifique entre les deux équipes a commencé – avec le sentiment profond de compréhension mutuelle et de partage du même intérêt pour l'objet d'étude et des mêmes préoccupations pour la saisie adéquate des problèmes relatifs à la transformation du politique et aux figures de la citoyenneté dans deux sociétés d'histoire fort différente et à des étapes de développement diverses, voire incommensurables.

Pourquoi alors cette tentative de confronter des pratiques de citoyenneté ordinaire qui se déploient dans deux contextes sociétaux historiquement et actuellement différents au point d'être incompatibles ? L'annexe scientifique du contrat décrit l'intention initiale de la recherche et les défis à relever :

> « Dans une vue interprétative et comparative avec un pays en transition de l'ancien "bloc de l'est", il s'agit de comprendre l'émergence ou non d'une conscience et de pratiques de citoyenneté ordinaire dans un pays rétif, du fait de son histoire récente du XX^{e} siècle aux formes de mise en commun ou collectives de savoirs, de pratiques, d'interpellation politique. Dans un tout autre contexte sociétal que celui de la France, qu'en est-il d'une possible émergence de cette citoyenneté ordinaire qui met l'accent sur le faire ensemble au nom de principes supérieurs communs, dans une cocitoyenneté, au regard des questions et des pratiques de l'idée du commun d'interpellation dans la cité publique et dans les espaces publics ? Y a-t-il production d'un commun dans ces pratiques citoyennes, d'espaces publics de négociation, d'interpellation du politique ou de la société civile ? Comment se comprend le contexte sociétal, culturel et historique au regard de ces questions, au regard de notre situation, en décentrant notre possible regard ethnocentrique ? » (*Contrat de prestation de service*, p. 7)

Le cas bulgare n'est donc pas un supplément d'enquête qui diversifierait l'éventail des modalités de citoyenneté possibles ou nuancerait le regard sociologique parfois trop rigidifié par le prisme de l'État-nation. Dans cette recherche, les deux sociétés nationales, française et bulgare, se constituent comme un « miroir de l'altérité » qui éclaire en profondeur les facettes contextuelles de la citoyenneté tout en obligeant les chercheurs à fournir des explications des phénomènes observés en cohérence avec leur particularité, sans se réfugier dans des schémas d'interprétation préétablis. Autrement dit, la société française et la société bulgare forment ensemble le terrain d'approbation des hypothèses de la recherche à partir d'un cadre théorique et conceptuel partagé.

La citoyenneté y est considérée/entendue dans un sens large, presque illimité, « en tant que pratique plurielle ordinaire des individus dans leurs relations à eux-mêmes et à autrui, au regard d'un être-ensemble et de l'édification d'institutions désirables »[203]. Cette définition liminaire de la citoyenneté aux frontières floues et ouvertes n'est pas fortuite. N'en éliminant que les formes classiques d'institutionnalisation de l'action politique (partis, syndicats, mouvements sociaux, etc.), elle se veut un outil conceptuel susceptible de repérer une multitude infinie d'expériences humaines qui émergent, se construisent et se développent autour d'un bien commun inégalement et injustement réparti, exproprié ou étouffé ou d'un problème vital refoulé ou non reconnu par les autorités publiques ; bref autour de ce qui fait que le vivre-ensemble devient un faire-ensemble pour le meilleur de tout un chacun et de tous ensemble. Cette définition ouverte de la citoyenneté s'accorde très bien avec l'acception du politique comme capacité d'agir collectivement pour exister socialement (Joseph

203 Document no 2 *: Descriptif de la proposition*, p. 1.

Yvon Thériault). Une telle vision du politique et de ses modalités d'existence place l'interrogation sur le terrain beaucoup plus complexe et multidimensionnel des relations au quotidien qui se déroulent et se font dans un rapport face-à-face sans l'intermédiaire des acteurs sociaux porteurs de pouvoir, des média ou d'autres types de communications interposées. Ici ce sont les questions de la reconnaissance, de l'engagement, des légitimités, de l'articulation entre solidarités collectives et trajectoires individuelles, du vécu et de la présence publique, de l'initiative et des contrariétés qui deviennent au centre de l'investigation sociologique.

Élaborée par l'équipe française, cette problématique a "séduit" l'équipe bulgare par au moins deux avantages qu'elle recelait. Premièrement, elle permettait le déplacement de l'attention du niveau macro et mésosocial du politique, tels ceux de l'État national, des partis politiques, des pouvoirs locaux vers le niveau microsocial où les citoyens de provenances sociale, ethnique, professionnelle, confessionnelle, politique, culturelle différentes entrent en interaction quotidienne pour résoudre un problème qui leur est commun. Et deuxièmement, elle permettait de sortir du carcan des formes instituées du politique pour aller chercher des points de rencontre et d'articulation dans l'agir pratique ordinaire qui se déploie comme un va-et-vient constant entre ce qui nous est donné et ce que nous voulons et/ou pouvons faire. Une telle problématisation de la citoyenneté promettait d'être plus adéquate à la genèse et aux vicissitudes de la construction politique de chaque société nationale sans négliger pourtant le poids des héritages historiques et culturels et des cadres législatifs et étatiques particuliers. Une promesse conceptuelle qui ne s'est pas démentie au cours de la recherche.

1. Cerner l'objet d'étude en Bulgarie : quelques mises au point

Que signifie l'étude de la citoyenneté telle qu'elle s'exprime et se construit dans « des agirs d'être ensemble » en Bulgarie contemporaine ? En quoi consiste l'analyse des « engagements d'acteurs dans des pratiques qui portent la question de la citoyenneté aux marges de l'action politique proprement dite » ?[204] Quelles sont ces pratiques dans la société bulgare et comment les identifier ?

Telles étaient les questions par lesquelles a commencé le dialogue avec la conceptualisation de la citoyenneté proposée par l'équipe française. Pour mieux répondre à la visée analytique de la recherche, nous avons effectué 1) une mise en perspective historique de la construction démocratique de la société bulgare, et 2) une mise en contexte bulgare de la réalité sociale des pratiques citoyennes.

À la différence de la France où les pratiques démocratiques se sont développées durant plus de deux siècles, la Bulgarie, depuis le début de sa modernisation[205] jusqu'à nos jours, se trouve en phase de restructuration presque tous les cinquante ans ; ce qui fait que la société bulgare a du mal à créer des traditions institutionnelles stables, des structures citoyennes reconnues et efficaces, des conditions de possibilité des pratiques d'intervention dans les affaires publiques, des repères, des normes et des valeurs qui sous-tendent la résistance délibérée contre les pouvoirs arbitraires.

Depuis la fin du XIX^{e} siècle jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale, les questions de la modernisation et de l'identité nationale structurent tant les idées que les actions des élites politiques, économiques et intellectuelles dans une Bulgarie récemment réapparue sur la carte de l'Europe, à peine sortie des dévastations des guerres successives du début du XX^{e} siècle, confrontée à la crise économique mondiale et à la montée du fascisme au début des années 1930 (Daskalov, 2005 ; Nedeltcheva, 2004). Bref, dans une jeune société-état-nation qui reste déchirée entre des tendances contradictoires d'interprétation du passé récent et des modèles de développement européens. L'héritage de la Renaissance bulgare[206] est jugé soit comme un obstacle à la modernisation du pays soit

204 *Contrat de prestation de service*, p. 8.

205 Après cinq siècles d'existence sous la domination de l'Empire ottoman (1393-1878), la Bulgarie acquiert le statut d'état autonome à la suite de la guerre russo-turque (1877-1878) et du traité de Berlin de mars 1878.

206 Période de redressement économique, d'éveil de la conscience nationale, et d'épanouissement culturel des Bulgares, qui se rapporte aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles à cause de la domination ottomane du pays depuis le XIV^{e} siècle. Débuté par l'*Histoire slavo-bulgare* de Paissii de Khilendar (1762), ce mouvement a des composants économique, politique (lutte de libération nationale et formation de la nation bulgare), religieux

comme un ancrage nécessaire pour ce même développement rapide. L'Europe et ses pays phares, France, Allemagne, Angleterre, demeurent l'étalon du progrès mais les opinions sur la façon dont leurs modèles de civilisation doivent être adoptés ou adaptés en Bulgarie divergent considérablement. Toutes les combinaisons d'idées deviennent possible sans rester anodines, car certaines contiennent des implications idéologiques dangereuses comme la défense de l'idéal d'une « Bulgarie grande, puissante et unie », produit du contexte socio-historique et géopolitique de la Renaissance bulgare, qui, de pair avec la critique du système politique et culturel bourgeois comme modèle de notre futur développement, alimente l'idéologie du fascisme montant (Tomov, 1990, pp. 20-23).

À la fin de la deuxième guerre mondiale (1944-1945) la Bulgarie retardée dans son développement économique, politique et social bascule dans le système d'économie planifiée et de formation politique de type soviétique, et quarante-cinq ans plus tard, en 1989, elle entreprend le chemin d'une autre transition inouïe dans l'histoire de l'humanité, celle d'un régime totalitaire à l'économie de marché et à la démocratie moderne. Ces deux dernières transformations radicales de la société bulgare ont bouleversé, en moins de cinquante ans, tant les structures économiques, politiques et sociales que les comportements collectifs et individuels dans toutes les sphères du vivre-ensemble. De même que l'État-parti communiste a laissé, à travers les pratiques de sanction et de reconnaissance, les normes et les politiques, ses empreintes sur les rapports aux autres, sur la perception du soi au regard d'autrui, sur la vision du bien commun, la nouvelle société en construction démocratique et en voie d'une économie libre a travaillé les vestiges d'un lourd héritage relationnel et l'a modifié par l'intermédiaire des pratiques empruntées, des modèles recommandés, des exigences imposées au nom d'un avenir toujours plus juste et glorieux. On est loin de la confrontation banale entre l'ancien et le moderne, le périmé et le neuf, le régressif et le progressif. On est au cœur de la construction du social dès l'édification des nouvelles structures institutionnelles de toutes sortes, économique, politique, juridique, culturelle jusqu'à la mise en œuvre des mécanismes et des normes de mobilisation collective efficace en passant tant par la prise de distance à l'égard des manifestations institutionnalisées de solidarité formelle de l'époque socialiste, que par la remise en cause des leurs avatars contemporains, à savoir les ONG de toutes couleurs, tant par la réticence à chaque forme d'action collective que par la quête d'aide, de solidarité, de soutien là où l'humain n'entre pas dans la conception d'une démarche institutionnelle et institutionnalisée du social.

Étant donné ce tourbillon d'attitudes comportementales et d'approches institutionnelles de la vie en commun, dont nous sommes à la fois acteurs et témoins depuis 1989, nous avons commencé l'enquête exploratoire habité par un certain scepticisme de pouvoir trouver des analogues plus ou moins "impurs" des cas français. Au fur et à mesure que la prise de connaissance des initiatives à caractère citoyen s'élargissait, il nous a paru plus pertinent :

- de ne pas suivre strictement la définition de la citoyenneté pratique entendue comme pratique civique/civile qui se déploie exclusivement hors des "sentiers battus" de la mobilisation institutionnelle,
- de rectifier les deux sites d'étude proposés dans le *contrat de prestation de service*, à savoir une association de jeunes mères créée pour surmonter les défaillances du système de santé et de services sociaux bulgares et des initiatives locales d'entraide et d'activités culturelles liées à l'installation des citoyens occidentaux dans certaines régions de Bulgarie,
- de diversifier le terrain de travail en Bulgarie pour pouvoir étudier des expériences de type différent, ce qui correspondrait plus à la spécificité actuelle (au présent spécifique) de la réalité bulgare.

Les raisons en étaient les suivantes :

(lutte pour une église autonome), culturel (création d'une langue littéraire unifiée et d'un système d'éducation nationale) et aboutit à la création d'un État-nation indépendant à la suite de la guerre russo-turque (1877-1878).

Tout d'abord, du fait des particularités du processus de démocratisation de la société bulgare, interrompu à plusieurs reprises au cours du XX[e] siècle, la *citoyenneté démocratique plurielle* se manifeste en Bulgarie aussi bien dans des espaces de mise en commun des connaissances, des expériences, des pratiques des gens ordinaires animés par la volonté de partager et de s'aider que dans des actions à caractère bénévole qui, pour réussir, sont contraintes de s'appuyer sur les structures classiques de la démocratie représentative et directe. Tourner le dos aux expériences qui utilisent des « dispositifs institués du pouvoir » signifierait l'omission d'un pan assez important de pratiques où les ressources restreintes, les lenteurs des habitudes, les inerties institutionnelles, les engagements personnels s'entremêlent pour défendre un bien commun ou reconnaître une injustice avant de la surmonter. D'où la décision de rester ouvert aux manifestations de l'agir ensemble qui naissent dans le quotidien des gens et y restent ancrées indépendamment du cadre institutionnel qu'elles utilisent ou de la forme organisationnelle qu'elles prennent.

Cela nous a conduits à repenser l'un des deux sites d'étude proposés lors de la phase préparatoire du projet, celui des activités locales d'ordre culturel liées à l'installation des citoyens de nationalité étrangère dans de petites villes et des villages en Bulgarie. Choisi au début en regard des investigations de l'équipe française sur le culturel et l'artistique, ce cas d'étude possible s'est avéré, au cours de l'enquête exploratoire, comme une pratique de cohabitation et d'interconnaissance progressive entre des gens ordinaires intéressante à scruter sous plusieurs angles mais moins significative des processus et des mécanismes de genèse de la citoyenneté ordinaire. Fortement médiatisées[207], les histoires de vie des étrangers qui avaient décidé de vivre en Bulgarie, d'y rester ou de s'en aller au bout d'un moment, focalisent un faisceau de problèmes de la vie au quotidien dans la Bulgarie contemporaine. Même si ces expériences témoignent de solidarités de voisinage, de gestes d'aide, d'amitiés nouées, elles ne génèrent pas d'action délibérée et organisée pour contester ou surmonter les dédales bureaucratiques, les absurdités des différents systèmes de service, les contradictions législatives. Les mobilisations collectives autour d'une cause commune sont plutôt rares, initiées plutôt par les étrangers que par les Bulgares et la participation bulgare y est en aval, plutôt qu'en amont, de l'action enclenchée. Tenant compte des particularités de ce type d'expériences à couleurs mixtes, bulgares et étrangères, il nous a semblé plus judicieux d'abandonner ces pratiques encore embryonnaires et sporadiques en Bulgarie[208] pour concentrer notre attention sur l'émergence des pratiques de cocitoyenneté "autochtones". À cela s'ajoute une raison proprement méthodologique. Le souci de préserver la "pureté" des cas étudiés ne vise qu'à construire notre objet d'étude de façon que les facteurs "exogènes" restent sous contrôle afin de démonter ce que l'"endogène" peut produire par ses propres moyens.

En troisième lieu, ce n'est pas pour compenser l'abandon du cas susmentionné que nous avons diversifié le terrain d'étude bulgare. Et cela est d'autant plus vrai qu'il ne s'agit pas d'une substitution ni d'un remplacement mais d'un élargissement de l'espace d'investigation sur le plan aussi bien sociogéographique que typologique (par cela, on entend des expériences dont le caractère, la sphère d'activité, la forme d'organisation, le type d'intervention sont différents). Ici ce sont de nouveau les objectifs et les hypothèses de la recherche qui nous ont guidés. Choisissant des pratiques se déployant dans des régions au développement économique, démographique et social différent, nous voulions

207 Il s'agit de l'émission « Telle (est) la vie » de type "réalité documentée" de la télévision nationale privée bTV, propriété de News Corporation. Mise en place en 2006, et construite sur un principe thématique en 2007, l'émission consacre ses éditions aux étrangers vivant en Bulgarie sous le titre « Telle la vie : les nouveaux Bulgares ». L'intérêt des téléspectateurs est si grand et la critique si favorable que la sixième saison de l'émission (septembre-décembre 2008) reprend le thème de la vie des étrangers en Bulgarie en produisant « Telle la vie : les nouveaux Bulgares – 2 » (http://www.slusham.com/2078).

208 Il est hors de question que les rapports quotidiens qui se tissent entre Bulgares et étrangers dans un lieu de cohabitation constituent un excellent terrain d'investigation de la citoyenneté moderne, celle basée sur la mobilité où le statut juridique de nationalité s'estompe face aux interactions réelles qui mettent en jeu les compétences, les systèmes de valeurs, les stéréotypes, les attitudes et connaissances des uns et des autres. Il est à noter aussi que l'installation des étrangers en Bulgarie est un phénomène nouveau pour le pays qui, à la différence de la France, n'était pas un pays d'immigration jusqu'en 1989.

observer si les caractéristiques du contexte local influencent la dynamique et les formes des expériences citoyennes. Quant à la diversité des pratiques, c'est l'acuité des problèmes sociaux actuels qui opérait comme critère de discrimination. Nous avons opté pour les secteurs de la santé publique, du développement local et de l'environnement où non seulement les problèmes s'étaient accumulés et aggravés au fil des années mais ils étaient reliés entre eux dans la mesure où tous renvoyaient à la question de la vie et de la survie des gens. Une précision s'impose tout de suite. Il ne s'agit pas du domaine des besoins vitaux et naturels qui, selon la stricte définition du politique de Hannah Arendt[209], reste hors du politique. Tant que la vie des individus est menacée par les décisions et les actions/inactions des autres, et en conséquence « équivaut à la privation d'un droit au monde, un droit d'exister mais surtout, au sens où l'entend Arendt, un droit de participer au monde en s'associant à une communauté existante ou à rebâtir » (Vigneault, 2006, p. 65), les initiatives dans les trois secteurs susmentionnés relèvent du politique.

2. Les cas bulgares étudiés dans le cadre de la recherche

La citoyenneté ordinaire dans la société bulgare contemporaine a été étudiée à travers trois cas de figure, à savoir :

1) une initiative purement individuelle et novatrice d'un jeune couple de créer un site Internet destiné aux problèmes de la grossesse et de la maternité (http://www.bg-mamma.com), en 2002 qui est devenu le premier site bulgare en la matière;
2) deux initiatives citoyennes liées aux problèmes des personnes handicapées et des parents ayant des enfants handicapés physiques ou mentaux ;
3) deux initiatives dans le domaine du développement régional qui utilisent les supports institutionnels des ONG et du pouvoir municipal.

Bien que le premier cas et le deuxième groupe de deux cas séparés se ressemblent de part les motifs et les ressorts d'activité et le domaine de son exercice, ils sont considérés et traités comme des pratiques distinctes du fait de la façon dont elles naissent, se déploient et s'expriment et de l'espace qu'elles habitent. Du point de vue analytique, leurs particularités sont utiles pour examiner la citoyenneté ordinaire au regard de la citoyenneté virtuelle et de la citoyenneté classique comme les deux formes de citoyenneté sous lesquelles le politique postmoderne est le plus souvent examiné.

Au total, l'étude bulgare a scruté cinq terrains de travail où ont été effectués trois entretiens non-directifs avec quatre acteurs, trois discussions de groupe et des observations. À cela s'ajoutent l'analyse de la documentation recueillie des initiatives observées ainsi qu'un entretien non-directif avec un acteur très actif dans le mouvement citoyen dans les secteurs des droits de l'homme, de la santé publique, des activités écologiques depuis 1995 ; ce dernier nous a dressé un panorama des ONG bulgares en la matière et leur rapport à la citoyenneté plurielle, aux ressorts des expériences d'engagement et à leurs temporalités spécifiques.

Le travail du terrain a été effectué au cours des mois de septembre et de novembre 2009.

3. Saisir la citoyenneté ordinaire en Bulgarie à travers les cas étudiés

3.1. L'information comme axe organisateur de l'activité citoyenne

Commençons par les activités qui s'organisent autour et dans le cadre du site Internet ***Bg-Mamma (http://www.bg-mamma.com)***. Ce cas d'étude possède une primauté sur les autres aussi bien du point de vue chronologique (le premier à être étudié), que par rapport aux dimensions, à l'intensité

209 Selon Arendt la pluralité est la condition la plus fondamentale de l'activité du politique, d'où la distinction stricte entre le politique et la politique qu'elle fait. Si la politique suppose un cadre étatique en soi, le politique se rapporte à ce que les hommes libres font et expriment dans leur relation avec les autres. L'espace d'agir et l'espace d'apparaître se recoupent et constituent ensemble l'authentique activité du politique (Arendt).

et à la densité de la mise en commun des acteurs individuels que le support technique permet de créer. À l'instar des autres agents dans le réseau qu'est Internet, le site est accessible 24h/24 de partout dans le monde interconnecté; ce qui le rend à la fois un moyen universel de mise en contact des individus singuliers et un espace aux frontières ouvertes au-delà des présences locales. La question essentielle, pour ce qui nous concerne, est celle-ci : *qu'est-ce que les individus font et expriment dans cet espace commun ? L'acte d'entrer, de paraitre et d'exister dans le cyberespace conduit-il à un acte politique, c'est-à-dire à l'association aux autres afin d'agir, de délibérer, d'apparaitre aux autres ? Autrement dit, à quoi sert et à quoi aboutit cette interconnexion réellement et potentiellement globale où la présence anonyme et la prise de parole réelle sont les deux faces de la relation aux autres et à soi-même ?*

Enregistré le 12 novembre 2002, le site Internet *Bg-Mamma* est né spontanément pour répondre aux besoins d'un club de 30-40 jeunes mères, actuelles et futures, auparavant constitué/formé *via* Internet dans le portail d'information *dir.bg*. L'objectif est de chercher et d'échanger de l'information et des conseils concernant la grossesse, la maternité, les soins de bébés. Les initiateurs et les créateurs du site[210] - un jeune couple d'informaticienne et d'économiste – qui viennent d'avoir leur fils en février 2002, travaillent à l'époque dans une compagnie – fournisseur d'Internet et la mère est en communication active avec ces 30-40 mères en quête d'information pour leurs bébés. Le couple participe au concours « La meilleure page web de l'année » avec un matériel sur leur mariage intitulé « Les noces, le mariage, la famille ».

> *« Nous y avons participé par plaisanterie, j'avais dit aux mamans du club de voter pour notre matériel et si nous gagnons, je leur promets de créer un site spécial pour le club où toute l'information sera réunie. […] Nous avons eu le prix spécial du jury, mais même si on ne l'avait pas obtenu, j'aurais créé le site car le moment était venu. C'est ainsi qu'on a commencé avec ces 30-40 mères du club, on a conçu ensemble toute la structure du site, le forum était créé plus tard ».* (*Mamma*)

Le début est marqué par l'enthousiasme, le dévouement et le sacrifice des néophytes : « *Toutes les mères avec qui on a commencé ont donné corps et âme à la mise en marche du site : ramasser de l'information, répertorier, cataloguer, traduire ; au bout de cinq-six mois nous avions 500-700 matériaux* ». Les problèmes techniques que le portail d'information *dir.bg* commence à rencontrer au cours de l'année 2002 sont à l'origine de la création d'un forum dans le cadre du site *Bg-Mamma* en tant que lieu alternatif d'échange et non pas en concurrence avec *dir.bg* au cas où l'accès à ce dernier soit défaillant. Débutant le forum avec un seul thème « Mères – futures et actuelles », le site se présente aujourd'hui dans les paramètres statistiques suivants[211] :

Nombre des sous-forums thématiques	**70**
Nombre d'usagers enregistrés (il s'agit du nombre réel des usagers vers fin septembre 2009 car un nettoyage se fait périodiquement afin d'éliminer les enregistrements doubles ou non actifs ; selon les propriétaires du site il y a probablement 10 % de comptes d'usagers invalides au moment de l'entretien, le 26 septembre 2009)	**102 610**
Hommes/femmes (les chiffres ne concernent que les usagers ayant mentionné leur sexe)	**1 : 25,2**
Nombre de publications dans le forum actif	**5 020 408**
Nombre de thèmes dans le forum actif	**79 730**

210 Depuis la création du site, ces deux initiateurs et propriétaires sont connus par tous les usagers sous les surnoms *Mamma (Maman)* et *Tatti (Papa)*. Ils sont également les administrateurs du site.

211 Cette information nous était généreusement offerte par les propriétaires du site.

Nombre de publications dans les archives du forum	**6 646 857**
Nombre de thèmes dans les archives du forum	**164 422**
Nombre moyen d'enregistrements par jour*	**133.13**
Nombre moyen d'opinions échangées par jour	**7 488.63**
Nombre moyen de thèmes par jour	**173.75**
Nombre moyen d'usagers en ligne simultanément par jour	**1675.91**
Nombre moyen de pages consultées par jour	**482356.52**
* La valeur moyenne des indicateurs est sur la base de l'information statistique dont la cueillette débute le 5 mai 2005.	

Quant au mois de février 2010, la vie du site est animée par 4 043 thèmes nouveaux (144 en moyenne par jour), 341 530 nouvelles opinions (12 197 par jour), 5 600 usagers nouveaux (200 par jour) et 4 402 usagers simultanément en ligne. Les usagers avaient consulté 28 263 060 pages (1 009 395 pages par jour)[212].

Les forums sont gérés par plus de 40 modérateurs bénévoles, et alimentés par les consultations gratuites d'un corps important de professionnels, médecins, avocats, pédagogues, psychiatres, etc.

Bref on a affaire à un espace privé qui, grâce à son support technique, devient un lieu d'expression commun et public où un nombre illimité d'individus s'expriment, se consultent, s'aident, s'ignorent, se méconnaissent ou reconnaissent tout en restant vigilants aux attaques et offensives verbales, aux faux appels au secours, aux messages publicitaires déguisés, aux revendications en cours, aux promesses non tenues. À l'heure actuelle, le site *Bg-Mamma* est tant une réplique virtuelle à tous les problèmes possibles qui tourmentent la société bulgare qu'un véritable espace d'initiatives et d'apparences qui vit par et à travers ceux qui le peuplent et animent.

Dans quel sens ce qui se passe sur le site peut-il être considéré comme porteur et même générateur des pratiques citoyennes aux marges de l'action politique proprement dite ? La réponse peut être cherchée dans plusieurs directions.

Tout d'abord, ce n'est pas tant les thèmes débattus (ils sont des milliers et une centaine par jour) que leur genèse et développement qui peuvent apporter des éclaircissements à la question. Cela ne veut pas dire que les problèmes commentés ne sont pas intéressants en soi, mais comme ils peuvent toucher à l'infini, ce qui est beaucoup plus parlant de la dynamique des interlocutions et des actions résidant dans les voies par lesquelles les thèmes sont introduits et consacrés dans l'espace de discussion, ainsi que dans les façons dont les interlocuteurs s'en saisissent, se contrôlent, se sanctionnent et s'organisent pour réagir. Regardons de près ces points-là.

Au fur et à mesure que le site se développe, le choix de thèmes pouvant constituer un sous-forum devient plus difficile et les créateurs du site mettent en place des outils à l'aide desquels les propositions différentes se confrontent ouvertement et les problèmes émergent dans leur importance relative les uns par rapports aux autres. *Mamma* avoue :

> *« Nous observons les gens, nous ne prenons pas de décisions autoritaires, nous ne nous sentons pas comme des maîtres-possesseurs d'un oui ou d'un non. Nous avons plus de 40 modérateurs bénévoles qui sont avec nous dans les forums sur le pied d'égalité […], et nous décidons avec l'aide des modérateurs et des usagers. Nous avions un sous-forum « Mise en grossesse problématique et grossesse risquée » et c'était les usagers qui ont décidé que les deux problèmes devaient être séparés bien qu'ils aient écrit durant cinq ans dans le même espace. Une enquête a été menée et ils ont effectivement pris cette décision. Nous essayons d'être utiles aux usagers. […] Plusieurs fois nous avions mis de côté nos propres points de vue, désirs, émotions ».*

212 Cette information est tirée du http://www.bg-mamma.com/index.php?action=stats.

(Mamma).

Partant de l'idée d'entraide, les créateurs du site *bg-mamma* mettent **l'information**[213] au centre de leur projet dans l'objectif de la faire circuler, communiquer, partager. Face à la diversité de problèmes rencontrés et de situations vécues, ils adoptent l'attitude d'écoute, d'observation, de mise en lien des gens pour assurer une place à chaque thème autour duquel un groupe d'intéressés se forme tout en surveillant le risque d'éparpillement et de dispersement. « *Quand l'accumulation des mêmes choses arrive à une masse critique, si on ne les divise pas, elles commencent à obstruer, à étouffer les autres* », mais « *il est très important de trouver la place exacte, la formulation, l'organisation d'une question qui pointe car les gens qui la posent et la partagent veulent se distinguer du reste, ils ont leur propre opinion* » (Tatti). Cette mise en échange de l'information *via* Internet génère une communauté qui, quoique virtuelle, est de l'ordre citoyen car la prise de position à l'égard d'une information et son jugement transforment le sujet individuel en sujet politique, voire citoyen, dans la mesure où l'individu entre, de son propre chef, en relation avec l'autre.

Dans cet espace d'échange d'information et de prise de parole, à la fois public et anonyme[214], le rôle des modérateurs est d'une grande importance. Ce sont eux qui veillent au respect des règles et des lois et bloquent les manifestations de xénophobie, de racisme, d'antisémitisme. Le modérateur « *n'est pas un censeur, c'est quelqu'un qui aide les usagers quand ils ont des problèmes liés à l'utilisation du forum, qui étouffe les scandales, donc il doit posséder la qualité d'être impartial* » (Mamma). « *Il est toujours sous la loupe, privé de son propre avis dans la plupart des cas, il s'autorégule car son point de vue n'est pas comme le point de vue de l'usager ordinaire. Tout usager peut se permettre des libertés ou des confrontations avec un autre usager, tandis que le modérateur doit se retenir et être patient* » (Tatti). Il s'agit d'une grande responsabilité, c'est « *du travail, du sacrifice du temps personnel et du travail ingrat, car en général le modérateur est coupable de tout* » (Mamma). Étant un groupe de contrôle, les modérateurs se contrôlent eux-mêmes. Dès le début, un forum spécial dont l'accès est réservé uniquement aux modérateurs est mis en place pour les aider à servir d'arbitres objectifs, de rester impartiaux et en même temps justes. C'est là où « *nous discutons les uns avec les autres non seulement des scandales mais aussi les règles et le mode d'agir, la structure du forum, etc.* » (Mamma).

Le choix du modérateur devient donc la condition préalable du débat libre, correct, ouvert et pluriel que le site veut assurer sur tous les thèmes. Au début, durant les deux premières années d'existence du site, quand la communauté du site est relativement restreinte, ce sont les usagers qui choisissent le modérateur d'un forum. Progressivement le « modérateur » *« commence à sonner prestigieux ; avec le développement des forums apparaissent des gens qui veulent faire le beau temps et la pluie ; pour la fonction de modérateur se présentent des gens qui transgressent les règles, qui ont un comportement sinon vulgaire, au moins arrogant. Et au moment du choix de modérateur, ils organisent des groupes de soutien* » (Mamma). Pour éviter les confrontations entre les usagers, la pratique en la matière a changé. Présentement, les modérateurs sont nommés par les administrateurs selon les règles annoncées dans « *Règles et politique des forums* ». La responsabilité et l'engagement d'être une instance morale et compétente octroient aux modérateurs de l'autorité et du prestige, et cela explique, dans une certaine mesure, la compétitivité et les stratégies de mobilisation parmi les usagers pour désigner le modérateur d'un forum ancien ou nouvellement créé. Ici, de nouveau une dimension citoyenne apparaît. Reconnaître quelqu'un comme capable de gérer l'échange d'opinions diverses se déploie inévitablement comme une activité à caractère citoyen car cela engage les capacités de justification et de délibération de chacun face à celles des autres. La nomination de la personne qui incarnerait les principes et les normes d'une communication publique, respectueuse et libre, passe par l'interaction avec les autres. C'est exactement cette interaction qui garantit la pluralité comme la

213 Ici l'information est utilisée comme un nom générique désignant toute sorte de connaissance, de savoir, de compétence.

214 Le cyberespace de communication permet à l'individu de se dissocier de ses propres caractéristiques sociales (tels le sexe, l'âge, la nationalité, la profession, etc.) et, plus encore, de les contrôler. La disparition du corps de la situation de communication rend la participation à la fois anonyme et possible sous une multitude d'identités.

condition fondamentale du politique, selon Arendt. Car l'interaction est inclusive, elle exclut l'exclusion, l'élimination de l'autre, la privation d'un espace d'apparence (et élimine la possibilité d'éliminer l'autre et de le priver d'un espace d'apparence).

Les interactions entre les usagers du site au sujet d'un problème et de l'information nécessaire pour le résoudre sont pourtant clairement régulées. Entrer au débat ne signifie en aucun cas une participation sans condition. Le site dispose des « *Règles et politique des forums* » qui définissent clairement le type d'information et la forme de sa présentation, les interdictions concernant l'utilisation des propos xénophobes et racistes, la propagande politique, la diffusion de la publicité dissimulée, le mode d'enregistrement des usagers et leurs droits, l'exigence d'écrire en cyrillique, les fonctions des modérateurs, les sanctions en cas de violation des règles. On a affaire à une véritable « constitution citoyenne » qui prescrit les droits et les devoirs de chaque catégorie de sujets présents sur le site. « *Nous avons fait de façon que pour chaque cas problématique, on peut s'appuyer sur quelque chose d'écrit, on peut citer, montrer, argumenter* » (Papa), et « *les usagers savent déjà ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, ils se sont auto-éduqués […] il y a donc un processus très intéressant d'autorégulation des usagers* » (Mamma). Prise en soi, cette constitution peut être considérée comme une des manifestations de la citoyenneté ordinaire dans la mesure où elle s'appuie sur les interactions des usagers, synthétise l'expérience de la communication virtuelle et instaure des règles et normes valides pour tout le monde.

Créé pour pallier les défaillances de communication et d'information dans le système de santé publique, le site constitue un des moyens les plus efficaces de réponse à un problème particulier et de mise en contact des personnes confrontées à des problèmes identiques. L'accès gratuit à toutes les informations sur le site et la présence des spécialistes dans différents domaines professionnels font du site un espace de communication où les demandeurs et les fournisseurs d'information apparaissent les uns aux autres dans un rapport d'égalité. Bien plus, grâce à l'information qui circule à travers le réseau du site, un grave problème de santé, un état de détresse ou une situation de crise peuvent devenir des détonateurs d'actions collectives. C'est là où se reflète tout le potentiel citoyen que le site renferme. Peuvent être distingués deux types de mobilisation collective dont la source provient de l'échange d'information et des discussions menées parmi les usagers. Il s'agit des manifestations publiques et de la mise en place des ONG.

Les manifestations publiques organisées à l'aide des forums dans le site portent une double empreinte, humanitaire et contestataire. Soit on répond à un appel à l'aide pour un enfant malade, une famille en grosses difficultés ou un orphelinat, soit on s'oppose à une décision du pouvoir exécutif en défaveur de certains groupes sociaux ou à un projet de loi à caractère discriminatoire. Parmi les actions les plus importantes des usagers du site nous pouvons citer :

- la collecte d'argent et l'achat de tout le nécessaire pour l'opération de greffe de foie qu'une petite fille devait subir[215]. À partir d'une annonce à la télé, Mamma s'adresse aux mères du réseau et l'enfant est finalement sauvée. « *L'organisation était très rapide et spontanée* – se souvient-elle. *En un mois et demi on a collecté 60 000 leva* ».
- l'aide aux orphelinats par la collecte de manuels et d'articles scolaires lors de la rentrée ou au cours de l'année.
- plusieurs protestations en 2007 devant le Parlement et une pétition pour les amendements des lois concernant la maternité grâce auxquelles les mères en Bulgarie touchent actuellement 90% de leur salaire au cours de la première année de l'enfant.
- une protestation de 200-300 personnes devant le Ministère des affaires sociales contre les conditions de vie et le traitement des enfants de l'orphelinat dans le village Mogilino trois mois avant la campagne lancée par la télévision privée nationale bTV[216] qui « *a transformé le*

215 Il est à noter que la pénurie du système de santé publique en Bulgarie fait qu'aujourd'hui encore on demande aux patients d'apporter des produits sanitaires dans certains cas. Cela était encore plus fréquent dans les années 1990 et au début des années 2000.

problème en farce médiatique», tandis que « *notre démonstration n'a été couverte que par deux-trois Internet média* » (Mamma).

- une protestation devant la cathédrale Alexandre Nevski contre les amendements dans la *Loi sur la langue bulgare* proposant la suppression de l'étude obligatoire du bulgare lors de l'année scolaire précédant les examens de baccalauréat.
- différentes actions de charité.

C'est dans le cadre de ces initiatives que les participants se rendent compte qu'il y a des cas où la défense effective d'une cause doit prendre des formes institutionnelles. Ils doivent se constituer comme des acteurs reconnus par la législation bulgare pour légitimer leur action et intervenir légalement. L'intermédiaire d'une organisation légale et légitime s'avère nécessaire lors de chaque cueillette d'argent pour des enfants malades ou abandonnés, des interventions auprès des instances législatives et gouvernementales. « *Au bout d'un moment il se trouvait que pour que quelque chose ait du poids, il lui faut un revêtement juridique* » (Mamma). C'est ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales sont créées par les usagers du site et grâce au réseau du site, telles Mouvement des mères bulgares, Multimama (association des mères qui ont des jumeaux ou plus de deux enfants), Association des mères actuelles et futures, Association des parents ayant des enfants handicapés, etc. « *Notre site est le milieu dans lequel se retrouvent des gens, les idées cristallisent, en fait c'est un lieu très favorable […] où parmi un nombre si important d'usagers, on peut toujours trouver une communauté de vues* » (Mamma).

Est-ce que le recours aux formes institutionnelles des mouvements sociaux signifie un retour à la tradition de l'action politique classique et/ou un essoufflement de l'initiative citoyenne spontanée ? Ni l'une ni l'autre supposition est vraie. De même que le site se distingue nettement de tous les acteurs politiques classiques (partis, gouvernement, parlement, syndicats, etc.) et interdit toute sorte de propagande et de publication politique dans les forums, de même les actions des usagers organisées sous forme de démonstrations, de pétitions, d'organismes non gouvernementaux suivent une ligne de conduite indépendante et s'opposent à chaque tentative de récupération politique. En quoi consiste alors la différence entre le politique classique et l'activisme des gens ordinaires à l'écart des voies politiques tracées et fréquentées ? Dans l'interprétation de nos interlocuteurs ce qu'ils font n'a rien à voir avec les revendications politiques, « *nous voulons certains amendements législatifs […], des modifications législatives concrètes indépendamment des partis, couleurs, appartenances* » (Tatti). La ligne de démarcation passe entre "revendiquer politiquement" et "réagir civilement" où le politique est fortement associé aux actes des acteurs politiques institués, tandis que le civique renvoie aux prises de position en tant qu'individus libres et moralement et socialement responsables. Cette perception du politique est sans doute à la base de la décision initiale de préserver l'espace du site des jeux politiques des partis et de le défendre du moindre signe d'action politique quelconque. Cette philosophie d'indépendance tant politique qu'économique inspire également la lutte intransigeante contre toute tentative de récupération politique d'une action citoyenne organisée grâce au site. « *Il y avait un nombre vachement important de tentatives de nous utiliser, de récupérer la vague d'indignation et de mécontentement, mais peu importe le prix, on luttera autant qu'on peut. […] Jusqu'à ce qu'ils [usagers d'appartenance politique différente] n'entrent pas en collision avec nos règles, ils sont des clients, [mais…] à partir du moment où la campagne politique commence, il faut les arrêter* » (Tatti)[217].

216 Le grand scandale autour de cet orphelinat éclate après la diffusion d'un documentaire fait par une journaliste de BBC dans certains pays de l'Union Européenne. Les médias bulgares ouvrent le débat une fois que le fait devient public.

217 L'exemple le plus éloquent dans l'histoire du site est ce qui s'est passé lors de la préparation d'une manifestation des mères contre la politique municipale au sujet des places insuffisantes dans les garderies d'enfant à Sofia. Un des partis politiques bulgares, moyennant leurs représentants déguisés en usagers, a essayé d'utiliser les forums sur le site pour réorienter la manifestation citoyenne vers une contestation politique. N'ayant pas réussi, leurs représentants toujours sous la casquette de clients ont commencé à inonder les forums de messages offensifs et d'accusation de discrimination. En réponse à leur plainte, la commission de la défense contre la discrimination a effectué une inspection du site et a donné raison aux administrateurs

D'un simple espace d'échange d'information le site *Bg-Mamma* devient un lieu commun de prises de parole et d'apparences et un vivier d'initiatives citoyennes. Son histoire et sa vie actuelle montrent bien :

- comment l'espace virtuel d'échange d'information, d'expériences individuelles et de conseils personnels se transforme en source d'actions collectives ayant des effets réels sur différents aspects de la vie en société ;
- comment une situation individuelle problématique enclenche une mobilisation collective des énergies individuelles ;
- comment l'agir individuel prend sa source dans le rapport aux autres devenant ainsi un engagement personnel pour la défense d'une cause que l'association des agirs individuels rendent collective/commune/communautaire.

3.2. L'handicap et sa reconnaissance ou « nous » à l'épreuve de « vous »

« Nous sommes comme vous, même si on est différents » – c'est le fil conducteur d'une initiative, le support à la fois émotionnel et rationnel de la motivation d'agir, le gage de la réunion d'individus indépendamment du quel pronom personnel ils se rangent. C'est sous cette phrase que nous relions les deux cas d'associations créées pour aider et défendre les handicapés, enfants ou adultes, à savoir l'association « Avenir pour les handicapés » de la ville de Shumen dans la région Nord-est de la Bulgarie et l'association « Nos enfants sont capables » de la ville de Svilengrad dans la région Sud-est du pays.

Il s'agit de deux structures associatives mises en place pour assurer la réussite de l'action collective des gens confrontés à des problèmes identiques. Ici, la forme institutionnelle d'une organisation reconnue par la législation en vigueur est consciemment cherchée non pas parce qu'il n'y a pas d'autres formes collectives d'action possible mais parce que cela s'avère la forme la plus prometteuse d'une action réussie dans une situation socio-économique donnée et dans une configuration d'acteurs particulière. L'association « Avenir pour les handicapés » créée en 2003 et l'association « Nos enfants sont capables » enregistrée en novembre 2008 sont des minuscules maillons dans le réseau de 3000 organisations enregistrées portant sur les problèmes des personnes handicapées en Bulgarie. De taille, longévité, représentativité et structure différentes, elles partagent toutes le souci de rendre la vie et la présence publique de ces gens digne et respectueuse. La question qui se pose au regard de la recherche est la suivante : *quelles sont les particularités de ces deux acteurs de la société civile parmi tant d'autres en la matière qui font qu'ils deviennent porteurs d'une pratique citoyenne autonome dont la force motrice est la reconnaissance des capacités, des droits, des devoirs comme condition préalable à l'égalité des chances* ?

De par ses initiateurs, membres et bénéficiaires ainsi que de par le terrain d'action et l'infrastructure utilisée, l'association de Shumen est étroitement liée à deux autres organismes œuvrant dans le domaine des handicapés, notamment l'organisation régionale de l'Union des personnes handicapées en Bulgarie (UPHB)[218] et le Centre de réhabilitation sociale et d'intégration des handicapés physiques de la ville de Shumen[219]. Cependant, il n'est question ni d'une greffe

du site qui avaient strictement appliqué les règles du site.

218 Structure non gouvernementale partiellement financée par l'État bulgare, l'Union est créée en décembre 1989 après dix ans de lutte avec la machine politico-bureaucratique de l'État-parti communiste. Elle regroupe présentement 377 structures et associations dans les 27 régions du pays et rassemble plus de 42 603 membres individuels. À la différence des associations nationales des handicapés visuels, auditifs, mentaux, plus anciennes et disposant de structures d'encadrement plus développées, l'UPHB, du fait de sa naissance tardive dans la période charnière des années 1990, suit un chemin moins tracé, plein d'embûches et de difficultés, ce qui rend ses membres plus combatifs et innovants.

219 Le Centre de réhabilitation sociale et d'intégration des handicapés physiques est un établissement de services sociaux délégués par l'État selon la récente législation en la matière (Règlement d'application de la *Loi des services sociaux* de 2006). Partout dans le pays, il y a une forte concurrence entre ce type de centres et les services sociaux de la mairie pour fournir des services aux handicapés. L'enjeu réside bien sûr dans la

administrative ni d'une structure parasitaire ni d'une duplication institutionnelle. Bien au contraire, l'association est le produit d'une analyse réaliste des blocages législatifs et des absurdités bureaucratiques au regard des handicapés et d'une décision bien réfléchie, les deux fondées sur la conviction que les personnes touchées par un handicap sont égales aux autres mais ont des besoins spécifiques. Les satisfaire est la première condition de possibilité de l'égalité des conditions (de possible égalité des conditions).

Initiée par la responsable de l'organisation régionale de l'UPHB à Shumen, elle-même handicapée depuis l'âge de cinq ans, l'association réunit quinze membres et travaille avec trois groupes cible – enfants, adolescents et adultes. De prime abord, c'est le pur pragmatisme qui est à l'origine de sa création. « *Vous savez bien, tous les sponsors pensent qu'une organisation ne peut postuler qu'avec un seul projet. L'union des handicapés est une grande organisation et cela signifie que si on postule à Sofia [au nom de l'Union auprès d'un organisme subventionnaire], les possibilités sont limitées. […] Une organisation ne peut exister sans financement et nous cherchions un moyen pour trouver des possibilités réelles de travailler et non pas de prendre de l'argent, [nous voulons travailler] – c'est notre objectif à la différence de bien d'autres organisations* » (la présidente de l'association). Sans s'attarder sur ces « autres organisations », la présidente de l'association, au cours de l'entretien, laisse entrevoir la nette distinction entre des organisations légitimes et reconnues qui instrumentalisent très souvent la condition des handicapés pour siphonner des programmes et des sponsors sans apporter quelque chose de réel aux groupes concernés, d'un côté, et son association qui « *en associant les gens lutte pour leur égalité avec les autres* », de l'autre. Ce constat correspond à celui de notre interlocuteur connaissant de près, par sa propre expérience, le secteur non gouvernemental en Bulgarie. « *Je connais des ONG qui gagnent de l'argent de façon voilée, préparent des projets pour une chose mais font en effet autre chose. Une autre partie de ce secteur sont des escrocs purs et simples, ils répètent à satiété une et seule chose, reçoivent de l'argent pour cette chose, remâchent les mêmes "capacity building", et il est triste que c'est exactement là que la plus grosse somme d'argent est versée. […] L'imitation se fraie le chemin. L'imitation fait leur affaire* ».

Cette digression nous ramène cependant au cœur de l'initiative des handicapés de Shumen. Il suffit de contextualiser l'association, d'observer ses activités au quotidien, d'écouter ses membres et bénéficiaires pour dégager les dimensions citoyennes de ce qui s'y passe. Ce faisant, nous constatons que :

Premièrement, l'acte de création de l'association fait preuve d'une lucidité pragmatique qui rend les idées réalisables et la force des valeurs partagées réelle. Très au fait des rouages et des blocages des structures bureaucratisées des institutions étatiques et des gros organismes associatifs, partageant le sort des handicapés depuis son enfance, un des membres fondateurs de l'UPHB, fervente militante des droits des handicapés, l'actuelle présidente de l'association a parfaitement bien détecté les défaillances de toute sorte, tant administratives et législatives que financières et en matière de ressources humaines. La lenteur du fonctionnement d'une grande organisation et son incapacité de réagir rapidement aux besoins des différents membres, le budget restreint et le mandat limité des structures municipales, le manque de spécialistes et d'éducateurs, etc. peuvent être surmontés par une structure beaucoup plus dynamique, moins figée dans des subordinations hiérarchiques et tournée plutôt vers les valeurs humanistes que vers la rentabilité économique. L'idée est donc de créer une association non pas pour concurrencer les autres acteurs travaillant dans ce secteur mais pour mobiliser leur potentiel à résoudre des problèmes relatifs aux droits, au travail, à la formation, aux soins des personnes handicapées et intervenir là où les voies rigides de la bureaucratie étatique et associative ne le permettent pas.

« *Encore aujourd'hui on dit que les invalides ne sont pas capables – ce n'est pas vrai. Je suis invalide depuis l'âge de 5 ans, je n'ai jamais touché d'allocation sociale, je pense que je suis utile à la société, c'était toujours mon objectif. […] Dès l'école, on m'a appris que je suis capable de faire des choses, que je peux, ma famille m'a élevée également dans cet esprit. […] Il faut que les attitudes*

subvention en provenance de l'État.

de la société changent, il faut qu'on commence à investir dans ce groupe [des handicapés], en commençant par la création d'un environnement accessible car absolument tout est lié à cela. Puis, bonne formation, contacts sociaux, emploi, car nous sommes capables et nous pouvons être utiles à la société. C'est ainsi que nous serons utiles à nous-mêmes et l'attitude de la société changera ».

À lire ce témoignage, il est clair qu'on est en quête de la juste forme pour réaliser un objectif qui puise sa force de mobilisation dans les valeurs de dignité, d'estime de soi, de responsabilité à l'égard de soi et des autres. En un mot, on est loin de la logique de l'instrumentalisation d'un objectif pour pouvoir exister. Dans le contexte de rigidités administratives, on veut se faire reconnaître comme égal par delà la différence non pas pour obtenir des privilèges mais pour avoir le droit propre à tous de vivre dignement et respectueusement. La stratégie adoptée est celle de s'afficher, de ne pas cacher le problème, de se prouver à soi-même qu'un déficit physique ou une infirmité ne sont pas synonymes d'incapacité, d'inaptitude, d'inhabilité totale, et par cela de prouver aux autres qu'il s'agit uniquement de différentes façons d'être performant. Le moyen consiste dans la mise en commun du potentiel de trois sources de forces, à savoir les connaissances et les énergies individuelles, les ressources d'une structure financée par l'État qu'est le Centre de réhabilitation sociale et d'intégration des handicapés physiques de la ville de Shumen, et le réseau relationnel de l'UPHB au niveau national et régional. Ce qui octroie une dimension citoyenne à la combinaison de ces trois facteurs, c'est sans doute la préoccupation d'être à l'écoute de l'autre et de satisfaire ses besoins spécifiques par une action commune et bénévole.

Deuxièmement, à part les personnes d'handicap différent qui sont au centre de l'activité de l'association, il y a encore deux catégories de gens visées, à savoir les parents des enfants handicapés et les gens sans handicap. C'est là que les rapports citoyens se construisent, se déploient ou buttent sur les stéréotypes sociaux et les inerties institutionnelles. « *Le problème avec les parents est énorme* – avoue la présidente de l'association. *J'ai parlé à la rectrice de l'Université, je veux créer une école pour les parents des enfants handicapés et j'ai pensé qu'ils étaient nos partenaires mais …. Les enfant passent par le chemin que j'avais traversé […]. Je sais ce qu'ils sentent et éprouvent et quels sont leurs problèmes. Les parents souffrent en tant que parents mais ils sont en parfaite forme, ils peuvent aller voir des amis, se distraire, je n'ai rien contre. Mais malheureusement bien des parents cachent leurs enfants, et pourtant ce sont des gens intelligents. Résolvent-ils le problème ainsi ? Non, au contraire, ils l'aggravent car ils ne font rien pour intégrer leur enfant. Le môme est encore petit et il doit comprendre qu'il est comme tous les autres* ». Et elle continue : « *d'où mon acharnement de travailler avec les enfants et les adolescents car ils ont besoin de socialisation. C'est une chose d'être parent et de souffrir comme parent, une autre chose d'être porteur du problème. […] De par mon expérience, je sais que la communication avec les semblables est la meilleure thérapie. Tu vois quelqu'un qui a ton problème, qui avait trouvé la "planche de salut" – pourquoi ne la trouveras-tu pas toi aussi* ».

S'éduquer ensemble exprime probablement le plus pleinement possible l'esprit qui anime toutes les activités de l'association. Le territoire du Centre de réhabilitation sociale et d'intégration des handicapés physiques de la ville de Shumen a l'air d'une véritable fourmilière où les handicapés viennent pour toute sorte de choses – pour consultation et information, pour participer aux ateliers de peinture, d'art décoratif ou aux cours d'anglais, pour avoir une séance de kiné et d'exercices physiques, ou tout simplement pour bavarder. Pour avoir une idée de la bonne symbiose entre une structure financée par l'État et l'action bénévole des citoyens, il suffit de voir que le Centre de réhabilitation sociale et d'intégration des handicapés physiques offre des services gratuits aux 43 personnes bien que son budget soit prévu pour 25 handicapés. « *Nous ne renverrons jamais personne, surtout si c'est un enfant ou un adolescent* ». Qui couvre la différence en termes de recettes et dépenses ? Bien entendu, l'association grâce aux efforts déployés pour obtenir des subventions. C'est l'un des cas où monter des projets est entièrement subordonné à l'objectif d'aider un plus grand nombre de gens, de leur redonner le moral et le courage de pouvoir exister dignement grâce au faire-ensemble.

Bien plus, à travers ces projets l'association cultive également un esprit citoyen chez les gens non touchés par un handicap. Assurer la transportation des handicapés ne se réduit pas à payer les chauffeurs de taxi moyennant les subventions obtenues. L'effet le plus durable et bénéfique à tous consiste à sensibiliser les autres aux problèmes des handicapés, à les faire participer à leur quotidien, à les faire partager leurs soucis et leurs joies. « … *Les chauffeurs de taxi sont devenus une partie de notre famille, ils nous aident beaucoup* » (un des membres de l'association). Les gestes peuvent être petits – quelqu'un qui, en passant par le Centre pour apporter et prendre quelque chose pour son proche handicapé, remet en place des stores ou répare quelque chose ; des invités aux événements organisés par l'association qui lui font une donation informelle ; des bibliothécaires et des conservateurs du musée de la ville qui aident bénévolement l'association à préparer ses expositions et vernissages, etc. Ce qui compte est d'ordre symbolique, à savoir reconnaître l'existence, la présence, le travail des handicapés et créer ensemble un espace où cette reconnaissance est visible pour tout le monde.

Troisièmement, le volet législatif des interventions que l'association effectue est une autre piste qui pourrait éclairer le sens et les dimensions de la citoyenneté ordinaire. Rendre l'environnement accessible aux handicapés, créer un milieu de travail dans lequel les handicapés sont intégrés et non pas isolés[220], aider les handicapés à se maintenir en forme et à vivre ensemble avec les autres recèlent le principe d'égalité qui fonde les activités de l'association. Si dans tous les domaines du social le grand enjeu est de rendre l'égalité en droits effective, dans le cas des handicapés s'y ajoute un autre volet, et notamment, veiller à ce que le droit reste attentif aux particularités, celles que le hasard de la vie a engendrées et qui, non respectées, peuvent infirmer les droits, en principes, égaux. C'est l'attention constamment prêtée à toute la législation qui réglemente la situation des handicapés qui porte l'engagement citoyen au sens plus large du mot. Chaque détail dans les lois relatives aux handicapés est important et le moindre changement guidé par des raisons économiques ou juridiques peut s'avérer nuisible non seulement aux acquis mais aussi au fragile équilibre des solidarités sociales. Si les lois sur les handicapés et sur l'intégration des handicapés physiques sont parmi les réussites et les fiertés collectives de l'UPHB et des petites associations comme celle de Shumen, les amendements prévus alimentent leurs inquiétudes. L'argumentaire des gens est très significatif de la conscience citoyenne qu'ils se sont forgés au cours des luttes menées. Ayant obtenu une minime allocation fixe de 9,75 leva par mois indépendamment des revenus[221], ils s'indignent aujourd'hui contre la décision du gouvernement de la réserver uniquement aux handicapés qui ne travaillent pas. « *Je reçois ce supplément de salaire pour débuter à certaines conditions égales avec d'autres, et non pas car je suis pauvre. L'invalide ne signifie pas pauvre. Beaucoup d'handicapés seront privés de cette aide. Pourquoi on veut introduire la profession de chômeur dans notre milieu, pourquoi on nous prend cet argent, pour le donner à qui* ? » (Membre de l'association). Et les argumentations continuent : « *il paraît qu'il est mieux qu'un handicapé reste les bras croisés, ne travaille pas pour qu'il reçoive une allocation d'intégration. Il s'ensuit que je dois ne pas aller travailler et aider des tas de gens comme moi et je toucherai ces 9 leva. Nous ne sommes pas pour ces 9 leva, nous nous en passerons, nous sommes pour l'égalité des conditions d'existence. […] Tous les gens ici ont fait des efforts pour s'intégrer par eux-mêmes. Ce n'est pas l'État qui les a intégrés. L'intégration forcée n'est pas possible. Nous ne jouissons pas de préférence ni de privilège, nous avons des droits obtenus/acquis* » (la présidente de l'Association).

Une autre atteinte aux droits de travail provient de l'arrêt des programmes de stimulation des emplois. Pour le même poste, une personne handicapée et une autre sans handicap vont recevoir désormais des salaires de montant différent. Outre la discrimination qu'un tel règlement introduira, la façon dont la décision est prise constitue aussi un sujet d'indignation et de mobilisation des efforts des

220 L'Association est contre les entreprises mises en place expressément pour les handicapés physiques à l'instar des entreprises pour les aveugles et les sourds-muets. Sa philosophie prône les valeurs de l'intégration dans un environnement partagé par tous moyennant le travail comme un droit de tous.

221 La somme de 9,75 leva est égale à 4,88 Euros et jusqu'à la fin de l'année 2009, elle a été octroyée à toute personne handicapée étant considérée comme un instrument d'intégration appliqué de façon égale. Cela se reflète d'ailleurs dans les considérations de nos interlocuteurs.

gens de Shumen. « *C'est une pure folie de modifier la loi sans consulter le Conseil national des associations nationales des handicapés. Mais l'objectif est autre : soit de dissoudre ce Conseil soit d'y introduire d'autres organisations représentant une poignée de gens qui existent pratiquement pour ceux qui les ont créées car leurs leaders n'ont rien demandé pour les gens. On essaie de s'approprier de moyens et de les transformer en rémunérations* » (la présidente de l'association). Le problème de la corruption au sein des ONG se profile de nouveau, et, par sa seule évocation, laisse entrevoir un autre terrain d'action citoyenne où le combat est parfois plus difficile et désespérant car il est avec « ceux de nous » qui profitent et abusent d'une condition commune.

Quatrièmement, la façon dont l'association travaille bâtit une pratique résolument citoyenne. « *Chaque année nous préparons un nouveau programme à la suite des discussions et des conversations avec les gens pour savoir de quoi ils ont besoin et ce qu'ils veulent* » (la présidente de l'association). C'est plus qu'être à l'écoute de l'autre, c'est créer un espace où chacun se sent libre d'exprimer et de parler de désirs, de besoins, d'aspirations et où le dire est respecté. Cet espace délibératif est l'une des plus grandes réussites de l'association car c'est là où on participe « au monde en s'associant à une communauté existante » (Vigneault, 2006, p. 65). Bien plus, c'est un espace ouvert aux autres – aux médias, aux étudiants en travail social de l'Université de Shumen, aux représentants de la municipalité, aux représentants d'autres organismes travaillant pour les handicapés. L'association n'est pas dans une stratégie concurrentielle avec les autres ni pour les subventions ni pour l'attention publique. Si quelqu'un d'autre peut apporter une pierre à l'amélioration de la situation des handicapés, c'est déjà un succès pour toute la communauté ainsi que pour la société toute entière. D'un côté, les personnes handicapées se débarrassent de la pensée pénible d'être un fardeau pour leurs proches et voient qu'ils peuvent mener une vie digne, de l'autre, la société découvre en eux une ressource précieuse.

Il serait exagéré de conclure que le processus de rencontre et de reconnaissance mutuelle entre les handicapés et les autres bat son plein et se déploie de la meilleure façon possible. Les difficultés surgissent et les inerties persistent des deux côtés. À l'intérieur même de la communauté des handicapés il y a des divisions – entre les actifs et les inertes (« *il est très difficile de leur faire croire qu'on le fait pour eux, dans leur intérêt* »), entre associations qui travaillent réellement pour les handicapés et celles qui brandissent l'handicap pour tirer des bénéfices. Quant aux autres, c'est le reste de la société et ici le combat avec les perceptions et les attitudes discriminatoires explicites ou cachées est mené sur un front assez large – avec l'État qui ne tient pas ses promesses[222], avec la municipalité qui essaie de faire des économies ou de s'accaparer d'activités sans avoir les compétences nécessaires juste pour augmenter son budget, avec les universitaires et les étudiants qui ne savent même pas comment utiliser le laboratoire naturel que le Centre et l'association constituent pour eux car « *ils ne veulent pas simplement travailler* »[223], avec les proches des handicapés qui ne savent pas comment se comporter avec eux. Bref, un terrain d'action à explorer, à défricher, à bâtir ensemble pour rendre le monde commun un meilleur lieu à vivre.

Dans la même veine se développe l'activité de l'association « Nos enfants sont capables » de la ville de Svilengrad. Il y a quand même une petite différence d'une grande importance par rapport aux autres initiatives citoyennes qui rend l'acte de création encore plus significatif de la genèse de la citoyenneté ordinaire dans nos sociétés contemporaines. Si l'association de Shumen s'appuie sur une pratique institutionnelle et des expériences humaines d'une dizaine d'années et se déploie dans une ville chef-lieu d'une région relativement bien développée de la Bulgarie, celle de Svilengrad est une première tentative d'une action organisée dans une petite ville de 27 000 habitants qui se trouve à la frontière avec la Turquie, loin de la capitale (à 300 km de Sofia) et du chef-lieu de la région (à 70 km

222 La directrice de la coopération des invalides, membre de l'association, a longtemps raconté les difficultés financières et matérielles dans lesquelles l'État met les travailleurs avec ses propres règlements et procédures de commande publique.

223 Nous n'avions pas eu le temps de faire des entretiens avec les représentants du Département de travail social de l'Université de Shumen pour vérifier ce jugement et essayer de comprendre leur faible collaboration avec l'association et les raisons de l'échec de l'idée de créer une école pour les parents des enfants handicapés dont parlait la présidente de l'Association.

de la ville de Haskovo). Une ville déchirée entre la prospérité des douaniers[224] affichée sans vergogne et l'appauvrissement du reste de la population, une ville où tout le monde se connait sans se connaitre vraiment.

Afficher le problème et être prêt à chercher de l'aide collectivement, à travers les canaux institutionnalisés des services sociaux, médicaux, éducatifs, juridiques est déjà un geste citoyen particulièrement précieux dans le contexte bulgare de reconstruction démocratique. C'est un acte qui se débarrasse de la honte et du malaise d'avoir un problème et de l'habitude de tenter de le résoudre individuellement, moyennant des pistons et des contacts personnels restant toujours cachés, donc à l'abri de l'espace public et de ses mécanismes d'approbation et de critique. Parents des enfants handicapés physiques et mentaux, enseignants, médecins de la ville de Svilengrad se réunissent préoccupés tous par un seul problème – celui de la santé, du développement, de l'éducation et de l'intégration des enfants atteints par un handicap psychique ou mental. La fondation de la société à but non lucratif « Nos enfants sont capables » est le fruit d'un long processus de prise de conscience du problème et de l'incapacité personnelle d'y faire face au quotidien. Directement concernés, les parents de ces enfants sont à l'origine de l'idée mais des enseignants et médecins y adhèrent vite, étant donné que les soins et l'éducation des enfants est un processus long de responsabilité commune et partagée.

« *Quelqu'un ou quelque chose devait rallier/unir les parents des enfants et les enfants eux-mêmes. Quelque chose qui devait faciliter la résolution des problèmes de santé et d'éducation de ces enfants, qui devait rassembler les enfants et redonner confiance aux parents de pouvoir tenir bon. Tout ce qui est lié aux soins de ces enfants est difficile – diagnostiquer l'handicap, trouver un bon médecin, commencer le traitement à temps et le faire durer, s'occuper de l'enfant quand il n'est pas à l'école. Surtout dans une petite ville où ce type de service est absent. Les mères se sont réunies pour s'aider, en plus quand on est ensemble, on peut faire plus, c'est plus facile* » (une des mères fondatrices de l'association).

Ce sont les enseignants qui matérialisent l'idée du point de vue organisationnel car ils réalisent à quel point la carence en matière d'outils et d'articles didactiques, de cabinets spécialisés et de centres de rééducation nuit aux efforts personnels des parents ainsi qu'à ceux des enseignants. Comme dans le cas de l'association de Shumen, le déficit matériel et financier, les cadres législatifs rigides, la carence normative déterminent la forme que l'initiative citoyenne prend. Face à la pénurie dans tous les sens du mot, le recours à la forme institutionnelle d'organisme non gouvernemental est inévitable car c'est la seule voie de recueil de fonds et de ressources pour l'achat d'équipements des cabinets spécialisés et d'outils didactiques, pour le transport des enfants et des parents lors des consultations et des examens dans les centres et les laboratoires éloignés de la ville, pour la prise en charge des frais de consultation ou d'intervention qui ne sont pas couverts par l'assurance sociale. Une fois de plus, une structure classique de la société civile sert la citoyenneté ordinaire. Au nom de la reconnaissance des enfants handicapés comme « non différents des autres » et capables de se développer comme les autres, les adultes se réunissent et s'institutionnalisent. Pour créer un monde sans peur et impuissance, plus accueillant et plus confiant. La lutte n'est donc pas contre les autres mais pour persuader les autres que les différences peuvent être inclusives et non pas discriminatoires.

224 Pendant les 20 ans de transition vers l'économie de marché, les douanes en Bulgarie sont devenues le haut-lieu de la corruption et de toute sorte de trafic illégal comme source d'enrichissement illicite. La ville de Svilengrad est située à quelques kilomètres de la douane à la frontière bulgare-turque. Depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'Union Européenne en janvier 2007, c'est la frontière ouest des 27 pays membres de l'Union Européenne.

3.3. Les communautés locales en détresse – se/les prendre en main

Le groupe d'initiative de la ville d'Ivailovgrad et l'association « Matotchina » du village de Matotchina dans le sud-est de la Bulgarie présentent deux cas de figure d'action collective provoquée par une situation de détresse identique. Le sauvetage, que les initiatives locales visent, mobilise les gens différemment bien qu'elles prennent la forme de structures institutionnelles en conformité avec la législation en vigueur. Dans le premier cas, celui de la ville d'Ivailovgrad, il s'agit de se prendre en main collectivement pour s'en sortir socialement en tant que communauté et l'image du baron de Münchhausen[225], utilisée d'ailleurs par une de nos interlocutrices, y colle bien. Dans le cas de l'association « Matotchina », la célèbre expression du héros d'Ilf et Petrov « le sauvetage des noyés est entre les mains des noyés eux-mêmes » résume assez bien la façon dont les choses ont été conçues et se réalisent actuellement et ici l'image d'Ostap Bender[226] est plus appropriée.

3.3.1. « Baron de Münchhausen » dans le contexte bulgare

De prime abord, le groupe d'initiative d'Ivailovgrad n'a rien de spontané et comme venant d'en bas. Il s'inscrit dans les initiatives incitées par le Fonds européen agricole (ou d'agriculture), pour le développement des régions rurales et son programme LEADER (Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale)[227]. Le cadre de travail, les règles, les procédures et les mandats sont strictement définis par l'Union Européenne et concernent toute une panoplie de moyens et d'outils par lesquels se réalisent les pratiques bien connues de partenariat entre la sphère publique et la sphère privée, d'incitations d'innovations territoriales, de collaboration, de travail en réseaux, d'intégration de l'ensemble de ressources, de compétences et d'actions des partenaires de profil différent. Encore en gestation, le groupe de la ville d'Ivailovgrad est en étroit contact avec les groupes des municipalités de Stambolovo et de Madjarovo[228] pour élaborer la stratégie de développement de ces trois mini-régions voisines. Puis, cette stratégie sera la principale arme dans la compétition nationale pour obtenir le statut de groupe d'initiative local œuvrant dans les trois municipalités sous le label du programme LEADER. Tout est donc inscrit dans une démarche instituée et articulée à tous les niveaux de gestion, tel européen, national, régional, municipal. *Où se situent alors les marges dans lesquelles on peut apercevoir une pratique citoyenne ordinaire ? En quoi l'action instituée se rapproche-t-elle de la citoyenneté ?*

C'est à travers la confrontation entre le statut officiel du groupe d'initiative et la position administrative des acteurs impliqués, d'un côté, et leurs discours, de l'autre, que ressort toute la complexité de la citoyenneté plurielle contemporaine dans une petite ville secouée par des crises successives depuis les guerres balkaniques (1912-1913), une ville victime des politiques de

225 Personnage à la fois historique et littéraire, baron de Münchhausen est connu par le récit de ses aventures extraordinaires. Dans la Bulgarie d'aujourd'hui, la référence à ce personnage devient de plus en plus fréquente comme un condensé de la situation de quelqu'un qui s'enfonce inexorablement et ne peut s'en tirer/sortir que par le fait de se prendre/se tirer par les cheveux à la Münchhausen.

226 Ostap Bender est le personnage principal dans les romans des écrivains russes Ilia Ilf et Evguéni Petrov, *Les Douze chaises* (1928) et *Le Veau d'or* (1931). Ce filou sympathique se proclamant lui-même le « grand combinateur » et un « militant idéel pour les billets de banque » connaît, à ses dires, « 400 moyens relativement honnêtes de soutirer (d'arracher) de l'argent ». Depuis sa naissance littéraire dans l'URSS de la NEP, il est synonyme de la débrouillardise sans limites ni failles, de la ruse à la limite de l'escroquerie, de l'ingéniosité contre la grosse machine bureaucratique et les arrivistes.

227 Le programme Leader, qualifiée encore de méthodologie de la politique de développement des régions rurales de l'Union Européenne, repose sur l'idée qu'étant donné la diversité des régions rurales en Europe, les stratégies de leur développement seront plus efficaces si elles sont élaborées et appliquées au niveau local avec la participation des acteurs locaux concernés et le support institutionnel, technique, administratif du pouvoir local.

228 Les municipalités de Ivailovgrad, Stambolovo et Madjarovo ont chacune un nombre d'habitants insuffisant (au dessous de 10 000 habitants) pour pouvoir obtenir le statut d'un groupe d'initiative selon le règlement du programme Leader. En plus d'être voisines, elles ont des problèmes communs, ce qui motive les gens à réunir leurs efforts pour postuler à être reconnu 'groupe d'initiative local' dans le cadre du Leader.

développement inconséquentes et contradictoires durant les sept dernières décennies qui ont induit des vagues d'immigration périodiques.

En fait, le groupe d'initiative rassemble des personnalités officielles de la ville de Svilengrad, chacune œuvrant dans un secteur particulier. On y retrouve le président et le vice-président du Conseil municipal de la ville, des députés municipaux et des fonctionnaires de la mairie qui ont plusieurs casquettes, la directrice du lycée collégial, des présidents des organisations professionnelles et culturelles. Élus, cadres de l'administration municipale, dirigeants au niveau moyen, ils sont tous investis d'autorité, ce qui leur octroie le droit et la responsabilité de participer à la mise en place d'une structure rigoureusement définie. Ils ont aussi l'expertise professionnelle, l'expérience gestionnaire et les compétences organisationnelles pour pouvoir dresser un tableau objectif de l'état des lieux de la municipalité d'Ivailovgrad et élaborer la vision stratégique de son développement.

« En fait, nous tous participons à un projet conjoint de création de Groupe d'initiative local entre les municipalités d'Ivailovgrad, de Stambolovo et de Madjarovo. Nous avions un tel groupe qui n'était que sur le territoire d'Ivailovgrad, c'était un projet pilote subventionné par le Programme de développement de l'ONU et le Ministère de l'agriculture. Mais comme le groupe était sur un territoire trop petit, le Ministère ne tolère plus de tels projets. Et c'est pour cela que le processus a recommencé de nouveau et nous sommes en train de créer un tel groupe sur un territoire plus vaste, celui des trois municipalités. L'objectif de ce groupe est d'élaborer la stratégie de développement des trois municipalités. […] Il sera enregistré comme une ONG selon la Loi des personnes juridiques ayant une activité à but non lucratif, il aura son conseil de direction, sa structure, etc. Une fois créé, ce groupe aura pour mission d'évaluer et d'approuver des projets visant le bien-être commun en conformité avec les priorités de la stratégie. En fait, c'est le Groupe d'initiative local qui va participer au concours du programme Leader pourvoyeur de financements pour des projets locaux. Il n'y aura que 50 groupes d'initiative locale qui seront soutenus et il y a 180 candidats. Donc, le financement n'est pas garanti même si on a créé le groupe » (le président du Conseil municipal).

Encore à cette étape préparatoire de la future activité du Groupe d'initiative local, l'engagement citoyen est bien présent et évident. Tous les membres du groupe d'Ivailovgrad se lancent dans une entreprise risquée dans la mesure où son futur n'est pas garanti. Ils ont une chance sur trois d'obtenir le financement à gérer pour le bien-être de la région. Rien n'assure donc la pérennité du projet collectif au nom duquel ils travaillent actuellement. Qu'est-ce qui les motive alors à y mettre du temps, des efforts, de l'énergie ? Et là le témoignage de la directrice du lycée collégial en dit long :

« *[…] Si grand optimiste qu'on soit, personne n'est aveugle que la région se dépeuple. Cela n'est pas propre à Ivailovgrad ni à la Bulgarie ; partout dans le monde l'urbanisation a des effets sur les petites régions. Mais ce qu'on voit à travers les projets européens, c'est ce qu'on essaie, par différents moyens, économiques et administratifs, de faire revenir la population dans ces régions. Bref, en observant ce qui se passe ici et ailleurs, je me suis rendu compte qu'avant de toucher le fond, avant que tout le monde ne s'en aille d'ici, il faut faire quelque chose au moins pour ceux qui sont ici pour qu'ils ne nous quittent pas définitivement. On ne peut arrêter personne mais on peut essayer de les retenir. Il n'y a pas d'autre endroit que l'école où ça se sent si tangiblement et douloureusement. En dix ans comme directrice de l'école, je peux vous dire qu'il y avait des années où 30-40 enfants partaient par an. Les gens immigrent massivement. On avait des promotions de 4-5 classes, cette année on a commencé l'enseignement primaire élémentaire avec une seule classe de 23 enfants. C'est plus que tragique car cela se répercute sur les classes supérieures et sur la ville toute entière. Et quant à moi, cela était la principale raison de prendre part à ce groupe et de consacrer le temps libre autant que j'ai ou j'essaie de trouver à cette communauté, à cette région car j'y habite moi aussi et cela me touche. Il n'y a rien de plus désagréable de licencier 5 à 10 personnes par an […], de plus terrible de dire à quelqu'un « tu dois partir, tu n'es plus utile […] » tout en sachant qu'il ne trouvera pas de boulot dans cette petite ville. Et pourtant ce sont de très bons spécialistes et tous les résultats de leur travail le prouvent. […] En fait, le capital le plus précieux qu'on met à la porte en ce moment ce sont nos spécialistes, on les gaspille imprudemment, à la légère, en pensant qu'ils vont revenir demain. Ils ne reviendront pas, ils ne reviendront jamais !* »

L'arrivée au seuil critique du dépeuplement de la région, la prise de conscience de cette situation dramatique, le sens de la responsabilité, l'attachement à ce à quoi on croit et tient indépendamment de « *très peu d'argent qu'on reçoit* » font que l'élite politique, intellectuelle, culturelle, économique de la ville se met ensemble pour sauver la région. Certes, il y a une opportunité organisationnelle offerte par un programme européen, mais pour qu'elle se transforme en réalité, il faut du travail bénévole, de l'investissement personnel, de la volonté de travailler ensemble pour une cause commune. La conscience citoyenne de chaque membre du groupe d'Ivailovgrad prévaut dans ce processus de prise en main. La fonction de responsabilité et la mise en commun des compétences, des ressources, des aptitudes qui en découlent s'ajoutent à ce mobile citoyen et le renforcent.

Du point de vue prospectif, c'est-à-dire dans la perspective de ce que le Groupe d'initiative local des trois municipalités fera s'il est subventionné par le programme Leader, le travail actuel de nos interlocuteurs d'Ivailovgrad est également révélateur des différents visages de la citoyenneté ordinaire dans la Bulgarie postcommuniste et post-totalitaire. Pour pouvoir élaborer le plan stratégique de développement de la région, le groupe de chaque municipalité, y compris celui d'Ivailovgrad, doit identifier les secteurs d'activité et les acteurs porteurs du dynamisme régional, les mobiliser et les coordonner dans un réseau dont la force bénéficiera à tous. Autrement dit, le groupe doit trouver des acteurs collectifs actuels ou futurs (dans le sens d'inciter l'institution de tels acteurs sous forme d'associations ou de sociétés dans un domaine particulier), afin qu'ils puissent profiter des financements du programme Leader. Ici, les efforts des membres du groupe s'apparentent au travail de Sisyphe tant les obstacles et les écueils sont nombreux et difficilement surmontables. C'est en fait la capacité de s'auto-organiser qui est en jeu. Une capacité en déficit dans tous les domaines car « *nous avons vécu de longues années de façon canalisée et il y avait toujours quelqu'un qui nous disait ce que nous devions faire et même comment nous devions penser* » (la directrice du lycée collégial). Acquérir une telle capacité s'avère aussi un long processus d'éducation et d'apprentissage mutuel qui a un degré de réussite différent selon le milieu et la sphère d'activité. La communauté d'enfants, de parents et de professeurs qui se crée autour de l'école constitue une sorte de pionnier en la matière. L'initiative vient de la direction du lycée mais elle est adressée aux parents des écoliers pour faire quelque chose ensemble au nom des enfants. À la fin des années 1990, en cette « *période du jouet en verre où tout ce qu'on touchait se brisait car tout était si vieux et délabré* », on commence par un petit projet d'équipement d'une salle informatique mais l'important se situe à un niveau beaucoup plus profond, celui des convictions et des attitudes, des idées reçues et de leur dépassement. Il était d'une importance capitale de montrer aux parents que « *nous pouvions faire quelque chose ensemble* ». La mise en place du conseil d'école et la réussite de son premier projet (celui de l'équipement de la salle d'ordinateurs), constituent cet événement qui enclenche le processus de renforcement de la solidarité, du sentiment de pouvoir initier les actions et réussir ensemble par « nous-mêmes » sans attendre de l'aide de l'extérieur. Bref, c'est la confiance dans la force du soi collectif qui renaît après quarante ans d'exercice d'une force collective imposée et aliénée dans laquelle le soi individuel ne se reconnaissait pas.

Le même processus de mobilisation des efforts individuels au nom du sauvetage collectif s'observe dans le domaine de la culture. Les membres du *tchitalitshé*[229] de la ville d'Ivailovgrad se donnent corps et âme à des projets destinés non seulement à préserver l'art populaire de musique, de danse, d'artisanat mais aussi à réhabiliter et rénover le bâtiment du *tchitalishté* pour le revaloriser

229 Le tchitalishté est une création spécifique de la Renaissance bulgare qui depuis le XIX[e] siècle demeure un foyer de l'esprit créatif des gens ordinaires. Créés dans le cadre de l'empire ottoman pour préserver et transmettre la langue et les traditions culturelles des Bulgares, les tchitalishtés faisaient office, à cette époque-là, de premières écoles de langue bulgare qui forgeaient en même temps la conscience nationale. Ayant subi les vicissitudes de l'histoire du pays, le tchitalishté a su préserver sa vocation initiale d'être une institution populaire où la créativité, le don, le désir d'apprendre se rencontrent dans une libre communication. Il y a des tchitalishtés dans chaque ville (même dans chaque arrondissement dans les grandes villes) et village bulgare qui abritent une bibliothèque, des ateliers de danse, de musique, de peinture, des chorals en fonction des moyens pour maintenir les diverses activités. Le tchitalishté de la ville d'Ivailovgrad a une histoire de 95 ans et fait preuve d'une vitalité étonnante au regard du marasme dans lequel la ville est plongée.

comme un espace de conférences et de séminaires. Cette logique de rentabilité économique va au-delà des profits à tirer pour soi-même. L'activité du *tchitalishté* est pensée en termes de bénéfices pour la communauté entière de la ville. Ceux qui vont venir utiliser les locaux du *tchitalishté* seront également des clients potentiels des hôtels, des sites du tourisme écologique, des artisans, des sites historiques.

Si l'école est le terrain le plus propice à forger de l'esprit citoyen tant chez les enfants que chez les adultes ne serait-ce que parce que cela concerne les enfants comme ce qu'il y a de plus précieux, si la culture est une source de dynamisme en soi, les choses se présentent autrement dans les autres secteurs de l'activité, tels le tourisme agraire, l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture. Les causes sont différentes mais l'apathie et le chacun pour soi sont généralisés. Et pourtant, il s'agit partout des problèmes qui pourraient devenir des mobilisateurs d'activité citoyenne, tant la méconnaissance, l'ignorance, la négligence du travail des gens, l'indifférence des autorités politiques et la méfiance des concitoyens à l'égard des problèmes des autres sont fortes et puissantes. Les propriétaires d'un gîte écologique qui offrent en même temps des produits de leur ferme restent non seulement isolés dans leur activité, mais ils n'arrivent même pas à rentabiliser leur travail car il manque de mécanismes leur permettant de vendre leurs produits. L'un de nos interlocuteurs évoque un cas tout récent dans un village où un groupe de 50 touristes s'arrêtent dans une maison et les hôtes leur offrent du vin, de l'eau de vie, du fromage, tout fait à la maison. Au désir d'en acheter que certains touristes expriment, les hôtes répondent « *nous ne vendons pas, nous ne pouvons pas vendre, nous pouvons vous donner* ». Loin de la confrontation entre commercialisation rationnelle et générosité humaine, cet exemple peut être lu sur deux registres au regard de la problématique de la citoyenneté ordinaire. L'un est celui de l'éthique de l'hospitalité qui porte en soi la liberté de « donner et de recevoir au-delà des impératifs de la réciprocité » (Innerarity, 2009, p. 4). Ici le geste de donner exprime la générosité la plus spontanée qui puisse traverser un rapport à l'autre en marquant à jamais celui qui la reçoit. Ce rapport de face-à-face isolé, restant dans l'espace privé des hasards du quotidien, est autant constructif du lien social et formateur du rapport à soi et à l'autre qu'une action collective organisée et publique. Le deuxième registre est celui de la reconnaissance officielle du travail d'un groupe social au niveau de la société tout entière qui seule peut assurer de façon légale les revenus nécessaires à la vie de ses représentants. Le déni du travail de quelqu'un par les pouvoirs institués constitue l'atteinte la plus fondamentale à son existence et à son inscription sociale dans la communauté des citoyens. Dans ce sens, la mobilisation des efforts individuels pour faire reconnaître ce type de travail par les autorités constituées porterait en soi une dimension profondément citoyenne.

Le manque d'esprit d'auto-organisation caractérise également le milieu des hôteliers et restaurateurs. Quoique déjà nombreux dans la ville, ils restent séparés et ont du mal à créer une société qui défendrait mieux leurs propres intérêts. Étant encore dans la période de concurrence farouche, ils « *n'arrivent pas à comprendre que seulement unis, leurs possibilités vont accroître et s'élargir. Mais c'est une question de culture* » - conclut un autre membre du groupe d'initiative d'Ivailovgrad. La situation est la plus désastreuse dans l'agriculture. Pays de culture de plusieurs produits (amandes, sésame, vigne, tabac), la région d'Ivailovgrad réduit de plus en plus son profil agricole à une viticulture développée par les gros producteurs de vin et à la production de tabac dont les champs sont divisés, parsemés et cultivés par de petits propriétaires. Si les efforts des responsables de l'agriculture à la mairie étaient consacrés à aider les petits producteurs de tabac à organiser leur activité en conformité avec la législation européenne pour pouvoir bénéficier des subventions, les promesses non tenues du gouvernement bulgare les ont mis en l'échec. « *Savez-vous comment les gens croyaient ! […] Et finalement les subventions n'ont pas été octroyées. Pourquoi ? Nous ne le savons pas et nous ne pouvons rien faire. Mais les gens ont lâché prise* – témoigne la chef du département agricole de la mairie et elle continue – *C'est très difficile de créer des associations, des coopératives des producteurs dans l'agriculture. À entendre le mot "coopérative" ou "association", les gens pensent*

immédiatement aux APK[230] *et se disent « non, ils vont nous tromper de nouveau, on ne veut pas, on n'en peut plus* ».

Comment peut-on reconstruire la confiance entre les gens, la foi dans la force commune, l'autorité d'une organisation collective ? C'est la question la plus difficile quant à la citoyenneté ordinaire dans une société où la base fondamentale du vivre-ensemble, à savoir la confiance, a été minée par quarante ans de régime du soupçon généralisé. Dans ce sens, la moindre brèche dans les attitudes et les stéréotypes est déjà une réussite sur le plan de la posture citoyenne des gens. Réunis autour des opportunités que le programme Leader propose, les représentants de l'élite de la ville d'Ivailovgrad effectuent un travail d'éducation citoyenne au quotidien beaucoup plus important dans une certaine mesure que tout le reste lié à la reconnaissance institutionnelle de la stratégie de développement de la région. Ce travail prend des formes aussi bien informelles qu'officielles (consultations et discussions avec différents groupes socioprofessionnels, diffusion de l'information, rencontres avec les habitants des villages, les leaders institués et informels, etc.)[231] et passe par des hauts et des bas. L'amertume, le découragement, la déception les abattent chaque fois quand ils rencontrent la méfiance, l'apathie, la suspicion des autres. Même au sein de ce groupe des gens les plus éclairés, l'opposition entre « nous » et « eux » subsiste, « nous » qui pensons, inventons des idées, faisons des projets, nous cassons des nerfs à expliquer, et « eux » qui se tiennent à côté, regardent, attendent car « *ils ont l'habitude que quelqu'un leur donne sans qu'ils donnent quelque chose, ils pensent que l'argent vient tout seul et doit venir dans l'immédiat, ils profitent quand l'argent est là, et le reste du temps, ils le passent à la brasserie, à se fouler et se lamenter* ». Cet épanchement d'un des membres du groupe d'initiative reflète une fois de plus la difficile tâche de rétablir la confiance entre les citoyens comme le plus grand défi de la citoyenneté ordinaire en Bulgarie contemporaine.

En tout cas, on a affaire à une figure particulière de citoyenneté ordinaire dans le cadre du programme Leader tel qu'il se réalise à Ivailovgrad. Le programme européen constitue une opportunité pour toutes les régions agricoles de se prendre en main. L'élite politique, économique, intellectuelle, administrative de la ville saisit cette opportunité et se met à la tête du processus d'élaboration du plan stratégique de la région tout en mobilisant différents acteurs sociaux. Si la fonction de responsabilité autorise les représentants de l'élite locale à devenir membres du groupe d'initiative dans le cadre du programme Leader, leur participation de fait provient de la volonté de s'aider ensemble pour faire sortir les habitants de la ville du marasme écrasant. Ce sont leurs actes au quotidien qui sortent du cadre institué par l'Union Européenne et engendrent des solidarités, éveillent les esprits, battent l'inertie et la résignation pour créer des îlots d'activités où l'agir individuel se voit et se reconnaît comme indispensable pour l'amélioration des conditions de vie, de travail, d'épanouissement individuel de tous. Ici, le statut officiel et la posture citoyenne se combinent, les habitants les plus actifs, les plus investis de pouvoir et d'autorité utilisent le dispositif institutionnel pour dynamiser la région en secouant leurs cocitoyens, et il ne peut pas être autrement, nous semble-t-il, dans un contexte où la détresse économique est déprimante et le collectif a été longuement encadré, dirigé, assujetti à des objectifs impersonnels et idéologisés.

3.3.2. « Ostap Bender » au secours d'un village en perdition

Qu'en est-il avec la situation de détresse dans le petit village de Matotchina ? Le 25 août 2009 le village de Matotchina se dote d'une association créée en conformité avec la loi des personnes/sujets juridiques ayant une activité à but non lucratif. L'association qui porte le nom du village dispose d'un règlement et d'une fiche d'adhésion en bonne et due forme ainsi que d'un questionnaire destiné à récolter l'opinion des gens, locaux et en visite, afin d'élaborer la stratégie de développement local. Selon le Règlement de l'association :

230 APK [apéka] c'est l'abréviation des complexes agraires-industriels (agrarno-promishleni kompleksi) créés à la fin des années 1970 dans le but d'améliorer la base technologique de l'agriculture et de hausser ainsi son rendement. Ils se substituaient aux coopératives socialistes organisées en Bulgarie après la mondiale à l'instar des kolkhozes soviétiques.

231 Toutes les formes mentionnées font partie du plan de travail de chaque groupe d'initiative en voie d'élaboration de la stratégie de développement régional.

« *Art. 6. La mission de l'association est de mettre ensemble le potentiel de tous ceux qui prennent à cœur le développement économique et culturel du village de Matotchina et de la région du Sakar sud pour préserver leur réputation, leurs traditions et leur aspect attirant.*

Art. 7. Les principaux objectifs de l'association consistent à :

/1/ inciter et organiser des activités communes pour la prospérité et l'amélioration du niveau de vie des gens locaux ;

/2/ préserver et gérer de façon raisonnable le patrimoine naturel, culturel et historique sur le territoire et dans les alentours du village ;

/3/ faire du village une destination touristique attrayante » (Règlement, p. 2).

Comment se fait-il qu'un village d'une poignée d'habitants[232] où tout a l'air à l'abandon arrive à avoir une organisation si bien structurée et organisée ? Il suffit de regarder du côté des membres fondateurs de l'association pour saisir la source de cette initiative. Présidée par l'adjoint à la mairie, l'association compte parmi ses 17 membres individuels (au moment de l'entretien) :

- un moyen propriétaire foncier[233], originaire du village, qui habite dans la ville de Svilengrad[234] et fait transporter ses ouvriers de la ville vers le village et *vice versa* tous les jours. Il remplit la fonction de vice président de l'association et est en même temps membre du conseil municipal de la ville de Svilengrad ;
- un citadin qui a acheté une maison dans le village au début des années 2000 et a déjà réalisé la réparation du toit de l'église du village dans le cadre d'un programme gouvernemental (2000-2004) ; membre individuel de cette association, il est cependant président de l'association du tourisme de la région d'Yambol[235] ;
- un habitant de la ville de Bourgass[236] qui est président de l'association du tourisme alternatif de la ville ;
- quelques représentants de différentes organisations écologiques, telles « Les Balkans verts », société bulgare de protection des oiseaux.

Quant aux habitants du village, « *il n'y en a pas mal qui veulent adhérer, mais ils craignent encore, ils attendent. Ils ne savent pas comment les choses vont aller et ils ne se précipitent pa*s – avoue le président de l'association ». Ayant seulement croisé quelques vieux messieurs du village et échangé avec eux avant de rencontrer notre principal interlocuteur, nous avons constaté que l'enthousiasme n'habitait pas tellement les gens locaux. Il y avait même une certaine méfiance exprimée à travers les histoires de malversation et de fraude rapidement racontées. À nos impressions, la réponse était la suivante : « *Ah oui, les gens ne sont pas enthousiasmés, au début et même encore il y en a des gens qui ne croient pas trop dans cette affaire-là. Même parmi ceux qui sont devenus membres, comme si ils ont adhéré juste pour y adhérer, pour être comme les autres. Mais ils continuent à penser – "ah, qu'est-ce qu'on va réussir à faire, rien" ! Quoique depuis quelques mois,*

232 Le village a une vingtaine d'habitants dont presque tous retraités, excepté l'adjoint à la mairie qui a 43 ans, sa femme et leur fille d'un an. De par sa taille, le village n'a pas le statut administratif de municipalité, et par conséquent, il n'est pas géré par un maire et un conseil municipal, mais uniquement par un adjoint.

233 À l'échelle bulgare, un propriétaire qui possède 300 hectares de terres agricoles. En général, prédominent les petits propriétaires dont les terres sont de 200-300 ares.

234 Le village de Matotchina est situé à 40 km de la ville municipale de Svilengrad et à 110 km de la ville de Haskovo – chef-lieu du département.

235 La ville d'Yambol (82 394 habitants) est le chef-lieu d'un des départements administratifs situés dans le Sud-est de la Bulgarie. La ville se trouve à 112 km du village de Matotchina.

236 La ville de Bourgass (348 000 habitants) est le chef-lieu de la région sur la côte est de la mer Noire, située à 212 km du village de Matotchina.

comme ils voient que les choses commencent à bouger, ils se disent "pourquoi pas, peut-être quelque chose se réalisera" ».

Comme dans le cas d'Ivailovgrad, l'association « Matotchina » repose sur une opposition entre les initiateurs d'une mobilisation citoyenne et ceux qui la suivent ou y participent. Cependant, l'opposition se construit différemment et la différence est non seulement de degré mais également de fond. Si les membres du groupe d'initiative d'Ivailovgrad organisent d'en haut la mobilisation des habitants de la ville tout en partageant avec leurs concitoyens les conditions de vie difficiles au quotidien, l'association « Matotchina », par sa propre composition, se constitue comme une intervention de l'extérieur. Dans leur majorité, les initiateurs de l'association ne vivent pas dans le village, victime de sa propre situation géographique et de politiques destructrices de plusieurs décennies. Systématiquement dépeuplé depuis les années 1960[237], administrativement isolé du reste du pays car, du fait de son emplacement à quelques kilomètres de la frontière avec la Turquie et la Grèce, il existait une procédure d'autorisation d'accès durant les années 1945-1990, le village décline encore plus rapidement pendant les vingts ans de transition vers l'économie de marché. Les très peu de gens en âge d'activité professionnelle quittent le village, il n'y a que des retraités, originaires du village, qui reviennent. Une fois libéré du régime d'accès, le village s'enfonce paradoxalement dans l'isolement à cause du manque d'activité économique, ce qui entraîne la dégradation de l'infrastructure routière. Un petit détail, malheureusement exhaustif, sur les communications qui relient le village au monde – une seule ligne de bus Svilengrad-Matotchina–Svilengrad existe qui dessert le village trois fois par semaine, c'est le moment de la livraison du pain également. Et pourtant le village recèle des trésors tant historiques que naturels. Sur un plateau au sud du village se dresse le donjon de la forteresse Bukelon datée du XII-XIV^{e} siècle et les chroniqueurs historiques identifient l'endroit comme le lieu des deux batailles importantes dans l'histoire européenne, l'une en 378 après J. C. entre les Romains et les Goths qui vaut la mort de l'empereur romain Valens, l'autre, le 14 avril 1205, entre les troupes bulgares du tsar Kaloyan et les Croisés de la quatrième croisade menés par l'empereur Baudouin IX où les Bulgares l'emportent. Le village abrite également une église de roche du X^{e} ayant fonctionné jusqu'aux années 1935-1936 tandis que ses alentours constituent un des douze lieux dans le pays où niche l'aigle de roche (*Aquila chrysaetos*), espèce protégée.

Il est certain que c'est ce patrimoine historique, culturel et naturel du village qui devient le gage commun de la création de l'association. En le préservant et le mettant en valeur, l'association pourrait attirer des touristes et visiteurs et aider ainsi le redressement du village. Pour ce faire, il faut qu'il y ait des financements et le seul moyen d'en obtenir est de prendre la forme d'un organisme non gouvernemental. Donc, la tâche est d'une clarté épatante : « *nous sommes là exactement pour cela – pour ramasser de l'argent* ». Ce franc-parler du président de l'association atténue d'un seul coup les grandes valeurs et la noble vocation de l'association affichées dans son règlement. Qui plus est, la juxtaposition du profil socioprofessionnel des membres fondateurs de l'association au statut social et à l'attitude de retrait de la plupart des villageois montre le fossé entre l'activisme de ces bons professionnels venus de l'extérieur qui ont mis en commun leur expérience organisationnelle pour monter cette ONG, d'un côté, et la posture aliénée et méfiante des habitants du village qui hésitent encore à y prendre part, de l'autre. Cela jette de l'ombre à une de nos hypothèses selon laquelle quoique portée par des citoyens les plus actifs, expérimentés et intéressés, l'association pourrait devenir un espace de débat libre et ouvert pour tous les habitants, une forme incitative d'investissements de forces et d'énergies individuelles, un pôle d'attraction pour la communauté villageoise et celle des villages voisins. Les informations rapportées les derniers mois sur l'implication de certains membres de l'association dans des projets à but lucratif (tels achats de maisons dans le village pour en faire des gîtes), nous poussent à penser qu'à la différence du cas d'Ivailovgrad, l'association « Matotchina » ne vise pas à forger une culture d'action en commun et se réduit à un outil organisationnel dans la quête de financements au profit de ses propres initiateurs. Cela la rapproche de ces cas d'instrumentalisation des formes de mobilisation collective par les intérêts économiques dont a parlé un des interlocuteurs, militant et connaisseur des ONG en Bulgarie.

237 Jusqu'à la fin des années 1960, le village avait environ 1200 habitants et disposait d'une école secondaire.

4. UNE TENTATIVE D'INTERPRÉTATION : QUELLES PRATIQUES CITOYENNES DANS QUELLE SOCIÉTÉ ?

Interroger la citoyenneté ordinaire dans deux sociétés aux parcours historiques, politiques et culturels différents représente un défi de taille. Même quand on partage la même position théorique et la même posture intellectuelle envers l'objet d'étude. Si la tâche consiste à saisir, à partir d'une acception assez large, voire lâche, de la citoyenneté ordinaire, des pratiques d'agir ensemble nées et déployées aux marges de l'action politique instituée dans chaque contexte sociétal, l'enjeu ne demeure pas simplement dans une comparaison des cas étudiés pour dégager les ressemblances et les écarts. Il s'agit d'une telle mise en perspective des résultats qui pourrait révéler le jeu en tension des différences et des similitudes dans lequel le distinct contient en germe les convergences et où le commun semble masquer les divergences fondamentales. C'est l'explication de ce jeu de tensions qui apportera un approfondissement aussi bien à la connaissance du phénomène étudié qu'au cadre explicatif proposé.

Au regard des cas français, les cas bulgares montrent quelques particularités. Tout en étant produits d'une activité citoyenne ordinaire, ils

- tendent à des formes associatives de "mobilisation" ;
- restent tributaires des dispositifs du politique institué ;
- contiennent l'opposition entre activisme et attentisme, implication et réticence, leaders et partisans, citoyen éclairé et citoyen rétif ;
- sont liés à des pratiques où l'éducation citoyenne prime sur les résultats de l'action citoyenne elle-même.

Mises en lumière par l'enquête empirique, ces particularités étaient d'une certaine façon "préconçues" par le choix des cas à étudier. Un choix délibéré à la suite de l'étude exploratoire qui nous a montré que la "pureté" des pratiques françaises de citoyenneté ordinaire était rare en Bulgarie, et que, pour rester fidèles au sujet d'étude, il était judicieux d'examiner des formes hybrides où l'agir ensemble au nom d'un bien commun ou d'un intérêt général se construit et déploie à la fois hors et dedans les canaux du politique institué et les institutions politiques classiques. Dans ce sens, du point de vue de notre propre démarche, les modifications apportées au terrain bulgare se sont justifiées par les résultats obtenus. Cependant, reste à élucider et expliquer le décalage par rapport au terrain français.

Dans la mesure où la citoyenneté ordinaire participe au plus haut point du politique, son étude est inséparable d'une certaine idée du politique servant aussi bien à délimiter l'objet d'étude qu'à ouvrir le champ des interprétations possibles. La conceptualisation de la citoyenneté ordinaire par l'articulation de la tradition de la théorie critique (Adorno, Horkheimer, Habermas, Axel Honneth), et de la problématique phénoménologique des mondes vécus (*Lebenswelt*), implique une acception large du politique. Dans son optique, le politique dépasse le cadre étatique et s'associe à la présence publique au monde et dans la Cité, à la prise de position et de parole au regard d'un bien commun, d'un intérêt général ou des affaires publiques. Cette perception du politique renvoie à la conception de Hannah Arendt qui, sans être mentionnée dans le modèle théorique de la recherche, dessine, nous semble-t-il, son horizon de sens.

Lors de l'interprétation des résultats de recherche, la référence explicite à Hannah Arendt devient cependant doublement utile. Tout d'abord, son analyse du politique et du public permet de mieux comprendre le sens de ce qu'on appelle ici citoyenneté ordinaire. Étant intimement liés au point de s'auto-référencer et se substituer l'un à l'autre[238], le "politique" et le "public" constituent, chez Arendt, l'espace d'apparence, c'est-à-dire cet espace où les individus peuvent agir, délibérer, être reconnus par les autres. La condition de possibilité de cette activité dans le monde et devant les yeux des autres réside dans la « pluralité comme condition humaine », comme « la condition de l'action humaine, parce que nous sommes tous pareils, c'est-à-dire humains, sans que jamais personne soit

238 Arendt elle-même utilise le politique et le public comme des synonymes et parle d'espace public-politique.

identique à aucun autre homme ayant vécu, vivant ou encore à naitre » (Arendt, 1961, p. 43). Autrement dit, c'est en exprimant la distinction absolue dans le pareil, l'unicité des individus en tant qu'humains (et non pas comme représentants de la nature commune d'une espèce biologique), que la pluralité rend possible la vie humaine comme une vie parmi les hommes et l'agir humain (*praxis*), comme une action en relation avec les autres inséparable de l'intention de révéler son sens, c'est-à-dire de la capacité de parler (*lexis*). Dans sa dimension philosophique, l'idée de pluralité est liée au principe phénoménologique du monde comme apparition et de l'être comme réponse spécifique à cette apparition à travers une intentionnalité spécifique, la soi-disant « pulsion d'apparaitre » (*Drang zu erscheinen*). Cela veut dire que si le public en tant qu'espace d'apparence est la base constituante de notre être ensemble, le politique est cet être ensemble authentique qui s'accomplit dans les activités d'agir et de parler. En un mot, les activités d'agir et de parler et les espaces qui se construisent autour d'elles font un et seul domaine de notre présence dans le monde en libre association avec les autres. Ce domaine précède toute constitution formelle du domaine public et des formes de gouvernement et se distingue ainsi des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'instituer. C'est là (dans ce domaine là) où se situent les pratiques de citoyenneté ordinaire – porteuses de l'authentique pouvoir politique car, suivant Arendt, ce qui assure l'existence du domaine public, de l'espace potentiel d'apparence entre les hommes agissant et parlant, c'est la puissance due au rassemblement des hommes.

Deuxièmement, la conception du public et du politique qu'Arendt développe offre un instrument analytique des plus adéquat à l'examen des situations de transformation du politique et de reconfiguration de l'espace public surtout dans des sociétés héritières du totalitarisme. Pour mieux saisir ce qui se passe dans la Bulgarie postcommuniste et post-totalitaire, il nous faut comprendre ce qui a présidé à l'état actuel des affaires publiques et politiques. Et là, la théorisation de la condition humaine par Arendt qui succède à son analyse des origines du totalitarisme[239] éclaire en profondeur l'héritage du communisme dans le domaine du politique et peut nous servir de clé de compréhension de sa transformation durant la période de transition démocratique. Le régime totalitaire introduit une rupture dans toute la tradition politique de l'humanité en transformant les classes en masses, en remplaçant le système des partis par un mouvement de masse, en substituant le principe d'action par l'idéologie, en instaurant des organisations de façade, en mettant en œuvre une domination totale (Arendt, 1972). Tout cela n'est que la suppression de la pluralité comme la condition la plus fondamentale de l'activité du politique. Le totalitarisme nie «la pluralité et la différenciation infinies des êtres humains » (*ibid*., p. 173), en les réduisant « à une identité immuable des réactions » (*ibid*.). Cette logique de l'exclusion du monde paralyse « les sources singulières des initiatives, cela même qui constitue l'activité du politique » (Vigneault, 2006, p. 65). Ce qui est détruit, c'est la sphère politique de la vie des hommes « où ils agissent ensemble dans la poursuite d'une entreprise commune » (Arendt, 1972, p. 225).

Sur le plan organisationnel, cet anéantissement des communautés politiques s'objective dans une structure sociétale monocentrique, pyramidale et tentaculaire. Son centre de gravité est le pouvoir politique dont le porteur est un seul parti fonctionnant en symbiose avec les structures étatiques. L'État-parti communiste, pour ce qui nous concerne, ainsi construit, couvre toutes les sphères de la vie en société et traverse tous les niveaux. L'idéologie communiste vient renforcer cette symbiose politico-administrative en légitimant la nouvelle construction étatique comme produit de la révolution prolétaire sous l'égide du parti communiste. D'où la tâche primordiale du sujet politique – monopoliste qui consiste à défendre les intérêts "collectifs" par l'occupation de tout l'espace de vie en société et l'appropriation de toutes les fonctions de gestion des formes de vie sociale. Cela aboutit à deux principes majeurs internes à l'organisation communiste des rapports sociaux, à savoir une dépendance organisée de tous les citoyens par rapport à la carrière, au travail, au logement, etc. à l'État-parti, et un contrôle politico-étatique de tous les aspects de la vie des individus (Walder, 1994).

Alors comment vit-on ensemble après quarante cinq ans d'existence dans un monde privé d'espaces d'agir collectif bâtis sur la réunion d'hommes libres ? Quelles sont les séquelles de la

239 *La condition de l'homme moderne* est publiée en 1957 à Chicago tandis que la première édition des *Origines du totalitarisme* date de 1951 ; bien que le manuscrit ait été achevé en 1949.

« sphère publique théâtralisée du socialisme » (Deyanova, 2001) quant à la faculté d'être soi et d'apparaitre aux autres ? Arrive-t-on à se débarrasser de toute forme de parole, d'action, d'organisation qui implique une certaine exclusion de l'autre dans un monde qui nous est commun ? Réussit-on à devenir une source d'action après avoir longuement vécu comme moyen ou figurant d'une action conçue, mesurée et jugée toujours idéologiquement ? Comment la confiance dans la parole, l'idée, l'action peut-elle renaitre après tant de décennies de « vie dans le mensonge » (Vaclav Havel) ? Comment la Cité se reconstruit-elle après avoir été enterrée par les structures établies et les expériences vécues lors du régime totalitaire ? Qu'est-ce qui commence une fois que l'armature institutionnelle de la domination totalitaire s'est effondrée ?

Telles sont les questions qui singularisent le problème de la citoyenneté ordinaire dans la société bulgare contemporaine. Ce n'est pas le manque d'espace d'agir, de délibérer, d'interpeler ensemble que l'impossibilité d'existence de tel espace dans la société totalitaire qui préside à la naissance des pratiques citoyennes d'aujourd'hui et définit leurs modalités et trajectoires. Il s'agit donc d'un nouveau commencement. « Ce commencement – qui selon Arendt – est la seule promesse, le seul "message" que la fin puisse jamais donner. Le commencement, avant de devenir un évènement historique, est la suprême capacité de l'homme ; politiquement, il est identique à la liberté de l'homme » (Arendt, 1972, p. 231-232).

4.1. Une citoyenneté à géométrie variable

Hypothétiquement parlant, après la fin de l'absorption du politique par la politique officielle, tous les champs de possible sont ouverts. Qu'est-ce qui se produit réellement en Bulgarie ? À travers les cas étudiés, on peut distinguer trois cas de figure de citoyenneté ordinaire.

4.1.1. Une citoyenneté ordinaire allergique à toute forme d'action politique instituée

L'espace de discussion, d'échange, de partage, d'organisation des mobilisations citoyennes que le site *Bg-mamma* crée et abrite est un espace ouvert à tous et muré à tous les acteurs politiques institués. Dès ses « *Règles et politique des forums* » jusqu'aux actions organisées en passant par la vigilance des modérateurs et leur réaction intransigeante à l'égard de la moindre tentative d'intrusion politique, le site se veut indépendant des acteurs institués aussi bien politiques qu'économiques et défend sa vocation initiale d'être le lieu « *d'entraide, d'échange, de solidarité, de compassion* ». C'est l'espace où les gens peuvent "se rencontrer", parler de leur propre voix, s'auto-organiser pour résoudre un problème **en opposition** avec toutes les formes d'action politique institutionnalisée où on parle en leur nom. À la lumière des idées d'Arendt, on est dans l'espace de l'authentique activité du politique qui se construit par la propre volonté des gens. La dimension virtuelle de l'espace n'enlève rien à son contenu citoyen. L'échange d'idées, de compétences, d'information se transforme en mobilisations en acte quand un problème reste irrésolu ou aggrave la situation de quelqu'un ou d'un groupe de gens. De véritables communautés de citoyens se constituent dans l'interrelation des paroles et des actions des gens différents qui y participent de leur propre chef.

Il y a donc une nette distinction entre les actions des usagers du site et celles portées par les professionnels de la politique qui en plus est consciemment entretenue. Il est intéressant de voir la perception que les créateurs du site ont de l'initiative citoyenne. « *Nos initiatives n'ont rien à voir avec le gouvernement, avec les partis. Deux de nos meetings*[240] *ont été qualifiés de premières manifestations de la société civile, comparable aux contestations des écologistes, car en fait les contestateurs n'avaient aucun profit personnel. […] Nul participant à la manif [en défense des enfants de l'orphelinat à Mogilino] n'avait d'intérêt personnel – on mettait en cause l'attitude de l'état à l'égard des enfants abandonnés dans les internats* » (Tatti). On se situe non seulement au pôle opposé à la politique institutionnalisée mais également dans une posture éthique qui met en avant l'autre, inconnu mais souffrant, éloigné mais devenu proche par ses problèmes, et qui défend une valeur de

240 Il s'agit des protestations contre les amendements de la *Loi sur la langue bulgare* et contre les conditions de vie et le traitement des enfants de l'orphelinat dans le village de Mogilino. V. aussi p. 19 du *Rapport final de synthèse*.

portée générale dans laquelle l'individu se reconnait non pas comme agent égoïste mais comme faisant partie d'une communauté. Selon la qualification de la citoyenneté pratique proposée par l'équipe française (*Esquisse de synthèse pour le rapport intermédiaire*, p. 8), il s'agit bien d'une *montée relative en généralité*. Dans une bonne partie des initiatives nées au sein du site, un problème enclenche une activité en devenant d'intérêt général sans que l'individu soit personnellement concerné ou y trouve une voie d'accomplissement des intérêts particuliers (de groupe). Les usagers du site réfléchissent à leurs comportements en termes d'aide, de solidarité, d'indignation devant une injustice, d'attitude *humaine* à l'égard de l'autre (« *qu'on réussit à aider une mère, un enfant, un orphelinat, c'est déjà quelque chose de bien* »). C'est leur sens des valeurs morales partagées qui est engagé bien au-delà de leur perception des intérêts généraux, particuliers ou personnels. Ce qui explique également l'acharnement avec lequel ils veillent à toute instrumentalisation de l'action au nom des intérêts particuliers des sujets et groupes politiques et économiques. En ce sens, ce type de pratiques citoyennes se construit comme une action rationnelle par rapport à une valeur plutôt que par rapport à un but (Weber). Leur moteur principal réside dans ce que George Orwell appelle la *common decency*, c'est-à-dire ces valeurs humaines élémentaires, telles l'honnêteté, la générosité, la bienveillance qui sont à la base du vivre ensemble.

4.1.2. L'action citoyenne de la reconnaissance versus la politique de la reconnaissance

Un combat dont l'enjeu est la reconnaissance d'être là égal aux autres tout en étant différent. Telle est la quintessence de l'activité des deux associations qui s'occupent des problèmes des handicapés, enfants et adultes. C'est parce que la politique officielle aux niveaux différents de l'organisation étatique envers un groupe particulier de citoyens est défaillante, incomplète, contradictoire et discriminatoire que l'action citoyenne naît. Elle vise tous les aspects de la vie en société de ce groupe, dès l'accès et la présence au monde jusqu'à la juste dénomination en passant par le travail, l'éducation, les soins, les loisirs. Ici, au nom des droits, du respect, du bien-être des handicapés, tout est mobilisé – énergies et compétences individuelles, structures institutionnelles étatiques et associatives, autorités publiques. Cela ne peut pas être autrement car l'obtention de conditions de vie et de présence publique des handicapés égales à celles des autres citoyens exigent :

- un travail d'interpellation sur l'état des affaires dans la Cité dont le principal porteur sont les concernés ;
- un travail de justification et de légitimation des revendications où l'expérience vécue des handicapés est autant nécessaire que l'expertise professionnelle de différents sujets ;
- un travail de mise en forme légale des résultats des négociations qui incombe aux pouvoirs institués.

Bien que cette mobilisation d'acteurs, de moyens, d'individus d'ordre différent est liée aux problèmes spécifiques d'un groupe particulier, le travail destiné à les résoudre se déploie comme une *montée relative en généralité*, mais dans un sens autre que celui du cas précédent. Les intérêts particuliers des handicapés sont jugés, par les concernés eux-mêmes, à l'aune de l'intérêt général, celui de la société toute entière. Cette dernière profiterait au même titre que les handicapés et leurs proches, si les besoins spécifiques de ce groupe étaient satisfaits. La conscience de devoir envers la vie en commun, la conviction de pouvoir y contribuer, le sens de la responsabilité (ne pas être fardeau pour personne) sont les principaux mobiles de l'action de la reconnaissance. Revendiquer auprès des pouvoirs publics et des autres citoyens de reconnaître les besoins spécifiques des handicapés n'est qu'une voie d'entrer au monde commun sur le pied d'égalité.

Un volet particulièrement intéressant de cette pratique citoyenne de reconnaissance représente le travail de dénomination de ce groupe et de certaines catégories socioprofessionnelles qui y sont liées. Voici quelques exemples :

- « *Nous préférons que les autres nous appellent "des gens aux besoins spécifiques". Nous ne sommes pas invalidés, y compris les gens ayant des problèmes mentaux. Pour moi*

personnellement, il n'y a pas d'homme invalidé 100 %. Si on travaille avec lui, il y aura des résultats. Un grippé en ce moment a aussi une certaine incapacité ».

- « *Une aide-soignante est un travailleur social, ce n'est pas un domestique* »[241].
- La façon dont le travail de ceux qui aident un handicapé est traitée – de travail d'aide ou de travail d'accompagnement – a des répercussions sur le montant des allocations ainsi que des impôts.
- Les parents des enfants ayant des handicaps psychiques et mentaux faibles ou moyens insistent sur la nouvelle appellation « enfants ayant des besoins éducatifs spécifiques », sanctionnée déjà par la loi car cela permet leur intégration dans les établissements scolaires ordinaires.

Il ne s'agit donc pas de cacher un malaise, un manque, un déficit derrière les euphémismes. Il est question d'appeler/de désigner de manière juste car nommer c'est reconnaître par excellence quelque chose dans son essence la plus profonde et lui permettre de le faire apparaître aux autres et de le développer. C'est aussi instituer des règles, des repères, des catégorisations communes et valables pour tous sans lesquelles aucune coprésence, coexistence, coaction ne sont possibles.

4.1.3. Une citoyenneté ordinaire en gestation ou comment le politique et la politique se servent mutuellement

Il a été démontré par bien des études au cours des vingts dernières années, nous le confirmons par la nôtre également, que le plus lourd héritage du régime communiste dans le domaine du politique est celui qui concerne les attitudes à l'égard des affaires publiques, la perception du bien commun, les comportements dans la Cité. L'apathie envers tout ce qui sort de l'espace privé, le désintéressement de ce qui pourrait constituer l'intérêt général, l'absence totale de soi dans l'espace de la Cité résument en gros les effets du fonctionnement de la machine politico-administrative de l'État-parti communiste durant quatre décennies. À cela s'ajoutent les résultats du travail des acteurs et des institutions de la démocratie en voie de construction depuis déjà vingt ans. Méfiance, désabusement, désistement à l'égard de la politique professionnelle, indépendamment du secteur de son exercice, qu'il soit public, privé ou non gouvernemental, accompagnés de sauve-qui-peut et d'un chacun-pour-soi dans les conditions de mise en place d'une économie de marché sans règles ni scrupules.

Sur cette base, aucune action commune délibérément conçue et réalisée par des gens libres et autonomes au nom d'une idée, d'une cause, d'un objectif partagé ne semble possible. Et pourtant, des activités à caractère citoyen émergent grâce à la reconstitution de la condition fondamentale de leur naissance et déploiement, à savoir la pluralité des hommes. L'étude des deux cas de développement local montre comment la pratique citoyenne éclot dans un effort de persuader, de faire convaincre l'autre que sa présence, son inscription, son implication dans une affaire commune sont salvatrices tant pour lui-même que pour tous les autres. La ligne de démarcation entre ceux qui initient du fait de leur position sociale, statut professionnel ou compétence organisationnelle, et ceux qui suivent, demeure, et cela traduit le caractère hiérarchique des rapports sociaux qui n'existe pas dans l'espace public arendtien.

Dans ce sens, il s'agit là d'une pratique, certes, dans le domaine du politique qui, engendrée, dirigée, orientée par les représentants des pouvoirs institués et/ou les plus dotés, les mieux armés, les plus expérimentés, vise à mobiliser les autres au nom de leur bien-être. La prise de position et de parole des autres par rapport à ce qu'est leur bien-être en est encore au balbutiement. En même temps, dans la mesure où les relations entre ceux qui sont actifs et ceux qui sont inertes se déploient dans un espace de vivre ensemble partagé, elles sont traversées par une dynamique des engagements qui va au-delà des positions établies et leurs intérêts sous-jacents. La défense des intérêts d'un groupe particulier qui n'est pas le sien (par exemple les intérêts des agriculteurs, des restaurateurs, etc.) se transforme en

241 Ici l'indignation provient du mot bulgare utilisé pour désigner les aides-soignants et aides-soignantes dont la signification est plus proche de celle du mot domestique.

activité dont les résultats peuvent bénéficier à tous, c'est-à-dire à l'intérêt général. Tout cela nous amène à qualifier ces pratiques de citoyenneté en gestation.

4.2. La citoyenneté ordinaire en Bulgarie – engagement, implication ou cause militante ?

Entre un passé récent où le faire-ensemble était forcé, imposé, contrôlé, et un présent des désabusements et désillusions à l'égard de l'importance de l'agir collectif, il n'est pas facile de se réconcilier avec l'acteur-citoyen en soi même, de s'ouvrir aux autres et de croire à la réussite d'une action collective renforcée par des apports individuels. Dans un climat de méfiance et de soupçon généralisés, alimenté, les vingts dernières années, par l'avortement de nombreuses tentatives d'action collective et les effets pervers des réussites politiques et économiques, la posture citoyenne d'un individu semble être susceptible de paraître/naître là où les moyens institutionnels sont épuisés, les insuffisances et défaillances des structures officielles deviennent étouffantes, l'équilibre psychologique et la survie physique des gens sont fortement menacés, ou tout simplement quand une injustice sociale est criante. La prise de conscience d'un problème particulier ou d'un problème d'intérêt général et la prise de position à son égard semblent être les forces motrices du processus d'association aux autres afin de concevoir, de monter, de réaliser des solutions ensemble.

Une des difficultés évoquées par nos interlocuteurs est justement la capacité de s'auto-organiser, de se mettre ensemble, d'agir conjointement sans attendre une intervention ou une aide qui viennent de l'extérieur, de loin, d'un autre méconnu mais puissant. D'où la question de l'éducation citoyenne comme une des premières tâches à accomplir dans la Bulgarie d'aujourd'hui pour forger une attitude citoyenne.

Là où s'effectue une pratique citoyenne, ce qui ressort de tous les entretiens, est un complexe plus ou moins identique de motifs et de mobiles par lequel les interlocuteurs pensent leur comportement. Ils s'impliquent dans une activité citoyenne guidée par la volonté d'aider, le besoin d'être utile, l'indignation devant une injustice. Les idées d'engagement et de cause sont moins présentes, ne serait-ce que parce qu'elles portent les empreintes d'une discursivité récente, encore trop politisée et idéologisée. Lorsqu'on en parle, quoique pour mentionner leur absence, on les utilise dans le sens d'une opposition par rapport à une instance plus puissante et dominante. Pour qu'il y ait une véritable communauté citoyenne, il faut qu'il y ait une cause ; pour qu'il y ait une cause, il faut à la fois une distinction et une opposition. Cela explique pourquoi les représentants du pouvoir local de la ville d'Ivailovgrad s'identifient à la cause citoyenne de la communauté locale non pas, comme des fonctionnaires, mais en tant que citoyens ordinaires face à une structure hiérarchique dont ils font partie en tant que subordonnés.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les cas bulgares retenus pour cette recherche montrent bien que les expériences observées peuvent être interprétées sous l'angle de la citoyenneté ordinaire entendue dans un sens assez large, celui d'une mise en commun des ressources, des connaissances, des compétences des gens face à un problème propre soit à une seule personne soit à un groupe de personnes. Ce sont le rapport à l'autre, l'attitude envers les autres, la volonté de partage qui sont engagés dans ce processus de mobilisation des énergies individuelles afin de surmonter une situation difficile quelconque. Cette mobilisation construit par son propre mouvement cet espace commun d'initiatives et d'apparences qui est le lieu authentique de l'activité du politique.

Les cas étudiés en Bulgarie montrent également les différentes figures de citoyenneté, des plus classiques aux plus innovantes en passant par les formes hybrides. Ce qui les relie, c'est l'activité elle-même qui va à l'encontre de la pratique du politique institué dans laquelle le politique est réduit à une fonction instrumentale, au service de la nécessité, aux institutions étatiques. C'est à cette acception et cette pratique du politique que s'oppose Hannah Arendt car elles détruisent la condition fondamentale du politique qu'est la pluralité. Elle rétablit la valeur ontologique du politique comme l'existence authentique de l'homme qui se réalise par sa participation au monde moyennant ses capacités d'agir et de parler toujours en relation avec les autres. À l'aune de ces idées, la citoyenneté ordinaire comme

une des formes du politique n’est-elle pas une responsabilité commune pour le monde, une responsabilité pour le monde qui commence dans une responsabilité pour l’autre homme ?

Bibliographie

PREMIÈRE PARTIE : UNE DÉMOCRATIE ACTIVE ?

Bibliographie générale

Sociétés (1994), « Niklas Luhmann », Paris, Dunod, n° 43.

ABÉLES M. (2005), *Anthropologie de l'État*, Paris, Éditions Payot et Rivages ("Petite bibliothèque Payot").

ABÉLES M. (2008), *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.

ABENSOUR M. (2004), *La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, Paris, Éditions du Félin.

ALLEMAND S. (1998), « La démocratie : une idée simple et… un problème », *Sciences humaines*, n° 81, mars.

ALTER N. (2005), *L' innovation ordinaire*, PUF, ("Quadrige").

ALTER N. (2009), *Donner et prendre. La coopération en entreprise*, Editions La Découverte.

ALTHUSSER L. (2006 [1970]), « Idéologies et appareils idéologiques d'Etat », *PenseR Althusser*, Le Temps des Cerises, p. 93-144.

APPADURAI A. (2005 [1996]), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.

ARENDT H. (1983), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

ASPE B. (2006), *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant*, Paris, La Fabrique.

AUBENAS F., BENASAYAG M. (2008), *Résister, c'est créer*, Paris, la Découverte.

AUGÉ M. (2003), *Pour quoi vivons-nous ?*, Paris, Fayard.

AUGÉ M. (2009), *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot & Rivages ("Manuels Payot").

AUROUX S (dir.) (1990), *Les notions philosophiques*, Dictionnaire, Paris, PUF.

Autrement (1979), *Et si chacun créait son emploi ?*, Paris, *Autrement*, dossier n°20, Septembre.

Autrement (1980), *Nouveaux entrepreneurs*, rapport du colloque tenu à Lille les 23-24 novembre 1979, février.

BAILLY J.-C., NANCY J.-L. (1991), *La comparution (politique à venir)*, Paris, Christian Bourgois éditeur.

BAKHTINE M. (1998 [1970]), *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Age et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard ("Tel").

BALIBAR E. (2001), *Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple*, Paris, La Découverte.

BALIBAR E. (2002), *Droit de cité*, Paris, PUF ("Quadrige").

BALIBAR E. (2010), *La proposition de l'égaliberté*, Paris, PUF ("Actuel Marx confrontation").

BAREL Y. (1984), *La société du vie*, Paris, Seuil.

BARTHÉLÉMY M. (2000), *Associations : un nouvel âge de la participation*, Paris, Presses de Sciences Po.

BASTENIER A. (2004), *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration*, Paris, PUF.

BECKER H. S. (2009 [2007]), *Comment parler de la société. Artistes, écrivains, chercheurs et représentations sociales*, Paris, La Découverte.

BELORGEY J.-M. (2000), *Cent ans de vie associative*, Paris, Presses de Sciences Po.

BENASAYAG M., SCAVINO D. (1997), *Pour un nouvelle radicalité*, Paris, La Découverte.

BENASAYAG M., SZTULWARK D. (2002), *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte.

BENASAYAG M., DEL REY A. (2007), *Éloge du conflit*, Paris, La Découverte.

BENVENISTE E. (1969]), *Problèmes de linguistique générale*, 1, Paris, Gallimard.

BENVENISTE E. (2008 [1974]), « Deux modèles linguistiques de la cité », in *Problèmes de linguistique générale*, 2, Paris, Gallimard ("Tel").

BENVENISTE E. (2003 [1969]), *Le vocabulaire des institutions indo-européennes, 1*, Paris, Les Editions de Minuit ("Le sens commun").

BEROUD S., MOURIAUX R., VAKALOULIS M. (1998), *Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique*, Paris, La Dispute.

BÉTHUNE C. (2003), *Le Rap. Une esthétique hors la loi*, Paris, Autrement.

BEVORT A., LALLEMENT M. (2006), *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, La Découverte.

BEY H. (1997), *TAZ, Zone Autonome Temporaire*, Paris, Editions de l'Eclat.

BIRNBAUM P., LECA J. (1986), *Sur l'individualisme*, Paris, PFNSP.

BLANC LE G. (2009), *L'invisibilité sociale*, Paris, PUF ("Pratiques théorique").

BOLTANSKI L. (2009), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.

BOLTANSKI L., THÉVENOT L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

BOLTANSKI L., CHIAPELLO E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BONNIN P., REYNAUD P. (1982), « Les utopistes du m2. Mouvements et expériences de l'habitat autogéré ». *Autogestions n° 11*, Automne 1982, 136 p., Toulouse, Privat.

BONNY Y. (2002), « Modernité, postmodernité : comment définir l'urbanité et la citoyenneté aujourd'hui ? », in PENVEN A, BONNY Y., RONCIN C., *Au coeur de la cité. Vivre ensemble, travailler, s'engager*, Rennes, PUR.

BOUCHER M. (dir.), *Discrimination et ethnicisation. Combattre le racisme en Europe.*

BOURRIAUD N. (1998), *Esthétique relationnelle*, Paris, Les Presses du Réel.

BREAUGH M. (2007), *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinue de la liberté politique*, Paris, Payot.

BUTLER J. (2002 [1997]), *La vie psychique du pouvoir*, Paris, Editions Léo Scheer.

CAILLÉ A. (2000), *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, Desclée de Brouwer.

CARREL M. (2007), *La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés*, Synthèse bibliographique, Atelier PUCA-CNRS « Citoyenneté urbaine ».

CARREL M., NEVEU C., ION J. (2009), *Les intermittences de la démocratie*, Paris, L'Harmattan.

CARREL M. (2013), *Faire participer les habitants ? Les quartiers d'habitat social entre injonction participative et empowerment*, Lyon, ENS Editions, (« Gouvernements en question(s) »).

CASSIN B. (dir.) (2004), *Vocabulaire européen des philosophies*, Paris, Seuil/Le Robert.

CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

CASTORIADIS C. (1996), *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil.

CAUQUELIN A. (1982), *Essai de philosophie urbaine*, Paris, PUF.

CEFAÏ D. (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/Mauss.

CEMS, *Arguments ethnométhodologiques*, III, (Problèmes d'épistémologie en sciences sociales).

CERTEAU DE M. (1980), *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Union Générale d'Editions (10/18).

CERTEAU DE M. (1980a [1974]), *La Culture au pluriel*, Paris, Christian Bourgois éditeur.

CHANIAL P. (2001), *Justice, don et association. La délicate essence de la démocratie*, Paris, La Découverte.

CHAUDOIR P. (1997), « L'interpellation dans les arts de la rue », *Espaces et sociétés*, n°90-91, p 167-192.

CHAUDOIR P. (1998), « Distance/Décalage. Intervention artistique et regard sociologique : une impossible alliance ? », novembre. www.iul-urbanisme.fr/DISTANC2.PDF

CHAUDOIR P. (2002), « Les temps et les rythmes urbains de la ville », *Entretiens du Musée Gadagne*, 2 décembre.

CLÉBERT J.-P. (2009 [1952]), *Paris insolite. Roman aléatoire*, Paris, Attila.

COLAS D. (2004), *Citoyenneté et nationalité*, Paris, Gallimard ("Folio histoire").

COLAS D. (dir.), *Citoyenneté et nationalité : perspectives en France et au Québec*, Paris, PUF.

COLLECTIF (1983), *Habitats autogérés, M.H.G.H* (mouvement pour l'habitat groupé autogéré). Paris, Editions alternatives/Syros, collection AnArchitecture, préface de Jean-Pierre Bonnin.

COLLECTIF (2008), Dossier spécial « Le logement déménage ». L*a Nouvelle revue*, n° 2, Bruxelles, février 2008.

COMETTI J.-P. (2010), *Qu'est-ce que le pragmatisme ?*, Paris, Gallimard ("Folio essais").

COSTES L. (2010), « Le droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », *Espaces et sociétés*, n° 140-141, p. 177-191.

DEBBASCH C., BOURDON J. (1985), *Les associations*, Paris, PUF.

DELORS J., GAUDIN J. (1979), *Pour la création d'un troisième secteur, comment créer des emplois*, Paris, Centre de Recherche Travail et Société, Université de Paris IX Dauphine, mars.

DEMIER F. (2000), *La France du XIXe siècle*, Paris, Seuil ("Points histoire").

DERATHÉ R. (1970), *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, Vrin.

DERRIDA J. (1994), *Politiques de l'amitié*, Paris, Galilée.

DETIENNE M. (2003), *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, Seuil ("Le genre humain").

DEWEY J. (2003 [1984]), *Le public et ses problèmes*, Tours/Paris, Farrago/Editions Léo Scheer.

DOBRÉ M., JUAN S. (2009), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan.

DONZELOT J. (2009), *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Editions Rue d'Ulm.

DRUMMOND D. (1981), *Architectes des Favelas*, Paris, Dunod.

DUBAR C. (1991), La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles, Paris, Armand Colin.

DUBAR C. (2000), *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF (coll. "Lien social").

DUBET F. (1994), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.

DUBET F. (2002), *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil.

DUBET F., MARTUCCELLI D. (1998), *Dans quelle société vivons-nous ?*, Paris, Seuil.

DUMONT L. (1983), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil.

EHRENBERG A. (1998), *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Ed. Odile Jacob.

ELDEN S. (2004), « Certains naissent de façon posthume : la survie d'Henri Lefebvre », *Actuel Marx*, 2, n° 36, p. 181-198.

EME B. (2000), « L'incessante recréation d'économie de proximité », in GINSBOURGER F.K, LANDRIEU J. (dir.), *Une "autre nouvelle économie" ? Services mutualisés, ville et proximités*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube.

EME B. (2001), « Les associations ou les tourments de l'ambivalence », in LAVILLE J.-L., CAILLE A., DACHEUX E., EME B., LATOUCHE S., *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte.

EME B. (2006), « La question de l'autonomie de l'économie sociale et solidaire par rapport à la sphère publique », in CHOPART J.-N., NEYRET G., RAULT D. (dir.), *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, Paris, La Découverte.

EME B. (2006), *Généalogie de l'appartenance déliée. Insertions et société*, mémoire d'HDR, Université Paris Dauphine.

EME B. (2006C), « Espaces publics », in LAVILLE J.-L., CATTANI A. D., *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard ("Folio actuel").

EME B. (2007), « Gouvernance territoriale, puissance publique et société civile », in KLEIN J.-L., HARRISSON D. (dir.), *L'innovation sociale. Emergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

EME B., GARDIN L., GOUNOUF M.-F. (1995), « Le travail, creuset du lien civil », in *Les régies de quartier. Expériences et développements*, Paris, Plan Urbain (diff., La Documentation française).

EME B., LAVILLE J.-L. (dir.) (1994), *Cohésion sociale et emploi*, Paris, Desclée de Brouwer.

ESPOSITO R. (2000), *Communitas. Origine et destin de la communauté*, Paris, PUF ("Les essais du Collège international de philosophie").

FABUREL G. (2010), « Des mots de l'environnement aux maux des territoires », in Paquot, Younès, 2010.

FAVRE P. (1980), « Nécessaire mais non suffisante. La sociologie des effets pervers de Raymond Boudon », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 6, décembre, p. 1229-1271.

FILLIEULE O. (dir.) (2005), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

FINLEY M. I. (1994), *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot.

FISCHBACH F. (2009), *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La Découverte.

FOUCAULT M. (1984), *Histoire de la sexualité 3. Le souci de soi*, Paris, Gallimard, ("Bibliothèque des histoires").

GARFINKEL H. (1967), *Studies in Ethnomethodology*, N.Y., Englewood Cliffs, Prentice Hall.

GARFINKEL H. (2007 [1967]), *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF.

GAUCHET M. (1998), « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, n° 99, mars-avril.

GERNET L. (1968), *Anthropologie de la Grèce antique*, Paris, Maspéro.

GIDDENS A. (1987), *La constitution de la société*, Paris, PUF ;

GIDDENS A. (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris, Éditions de L'Harmattan ("Théorie sociale contemporaine).

GILROY P. (2003 [1993]), *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*, Paris, Editions Kargo.

GINSBOURGER F.K, LANDRIEU J. (dir.) (2000), *Une "autre nouvelle économie" ? Services mutualisés, ville et proximités*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube.

GLISSANT E. (1981), *Le discours antillais*, Paris, Seuil.

GODELIER M. (2007),

RAY H. P., ANDERSON S. R. (2001), *L'émergence des créatifs culturels. Enquête sur les acteurs d'un changement de société*, Barret-le-bas, Yves Michel pour la traduction française.

HABERMAS J. (1987), *Théorie de l'Agir communicationnel*, tomes I et II, Paris, Fayard.

HABERMAS J. (1988), *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard.

HABERMAS J. (1988a), « Vingt ans après : la culture politique et les institutions en RFA », *Le débat*, septembre-octobre.

HABERMAS J. (1990), *Écrits politiques*, Paris, Éditions du Cerf.

HABERMAS J. (1992), « "L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, n° 18, automne.

HABERMAS J. (1993), *L'espace public*, Paris, Payot.

HARTOG F. (2012), Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps, Paris, Seuil ("Points histoire").

HASS C., HÉRARD M. (2007), *Les Halles, un lieu sans transitivité avec la banlieue* in BAUDOUIN T., BERTHO A., COLLIN M., HASS C., HÉRARD M., *Jeunes métropolitains aux Halles*, Contrat de Recherche CEME et LTMU, université Paris 8, Paris, septembre.

HAZAN E. (2002), *L'invention de Paris. Il n'y a pas de pas perdus*, Paris, éd. Seuil.

HEDBIGE D. (2008 [1979]), *Sous-culture. Le sens du style*, Paris, Zones.

HERMET G. (1986), « L'individu-citoyen dans le christianisme occidental », in BIRNBAUM P., LECA J., *Sur l'individualisme*, Paris, PFNSP.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE (1970), *1958-69*, Amsterdam, Van Gennep.

HIRSCHMAN A. O. (1980), *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF ("Sociologies").

HIRSCHMAN A. O. (1995 [1970]), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard ("L'espace du politique").

HONNETH A. (1996), « La dynamique sociale du mépris. D'où parle une théorie critique de la société », in BOUCHINDHOMME C., ROCHLITZ R. (dir.), Habermas, la raison, la critique, Paris, Cerf.

HONNETH A. (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

HONNETH A. (2004), *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte.

HONNETH A. (2006), *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, Paris, La Découverte.

HONNETH A. (2007), *La réification. Petit traité de Théorie critique*, Paris, Gallimard.

HONNETH A. (2008), *Les pathologies de la liberté. Une réactualisation de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, La Découverte ("Théorie critique").

HOSSARD N., JARVIN M. (dir.) (2005), *« C'est ma ville ! » De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, Paris, L'Harmattan.

http://espacestemps.net/document2142.html

HUSSERL E. (1976), *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, Gallimard (rééd. coll. "Tel", 1989).

Internationale situationniste, 1958-69 (1972), Amsterdam, Van Gennep.

ION J. (1997), *La fin des militants ?* Paris, Les Éditions de l'Atelier.

ION J., FRANGUIADAKIS S, VIOT P. (2005), *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement.

JOAS H. (1999 [1992]), *La créativité de l'agir*, Paris, Cerf.

JUAN S. (dir.), CORBIN S. (2003), *Utilité sociale des associations, analyse comparative Ile-de-France et Basse-Normandie*, LASAR-Université de Caen/DIES-MIRE.

KOKOREFF M. (2006), « Comprendre le sens des émeutes de l'automne 2005 », *Comprendre les violences urbaines*, Regards sur l'actualité, La documentation française, p 15-25.

LAPEYRONNIE D., *L'individu et les minorités*, Paris, PUF, 1993.

LAVILLE J.-L. (2010), *Politique de l'association*, Paris, Seuil.

LAZARUS S. (1996), *Anthropologie du nom*, Paris, Seuil.

LECA J. (1986), « Individualisme et citoyenneté », in BIRNBAUM P., LECA J., *Sur l'individualisme*, Paris, PFNSP.

LEFEBVRE H. (1974a [1968]), *Le droit à la ville*, Paris, Seuil, coll. "Points".

LEFEBVRE H. (1974b [1973]), « Espace et politique », in *Le droit à la ville*, Paris, Seuil, coll. “Points”.

LEFORT C. (1981), *L’invention démocratique*, Paris, Fayard.

LEMIÈRE J. (2007), *Le cinéma comme interpellation du pays. Parcours de cinéastes, évenement politique et idée nationale. Le cas du Portugal après avril 1974*, Thèse de doctorat, Université de Lille 1.

LEMIÈRE J. et LAIDEBEUR M.-L. (2011), *Fenêtres du Bassin minier du Nord-Pas de Calais*, ANR. L’imaginaire urbain dans les régions ouvrières en reconversion : le bassin stéphanois et le bassin minier du Nord-Pas de Calais.

LEVY J., RENNES J. ZERBIB D. (2007), "Jacques Rancière : « Les territoires de la pensée partagée ».", *EspacesTemps.net*, Actuel, 8 janvier,

LOURAU R. (1970), *L’analyse institutionnelle*, Paris, Les Editions de Minuit (“Arguments”).

LÖWY M., SAYRE R. (2007 [1992], *Révolte et mélancolie. Le romanisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot.

LYOTARD, J.-F., (1979), *La condition postmoderne*, Paris, Minuit.

MACHEREY P. (2009), *Petits riens. Ornières et dérives du quotidien*, Paris, Le Bord de l’eau.

MARAIS J.-L. (1986), *Les sociétés d’hommes*, La Botellerie, Ivan Davy Editeur.

MARCOLINI P. (2012), *Le Mouvement situationniste. Une histoire intellectuelle*, Montreuil, Editions L’échappée.

MARSHALL, T. H. (1950). *Citizenship and social class and other essays*. Cambridge, CUP.

MARX K. (1982), « Argent, État, prolétariat », in *Œuvres, Philosophie, III*, Paris, Gallimard (“Bibliothèque de la pléiade”).

MAUSS M. (1950), « Essai sur le don », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.

MAYER N. (2007), « Dispositions et situation : la démocratie mise à l’épreuve », in FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F. (dir.), *L’atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte/PACTE, p. 149-161.

MEISTER A. (1957), *Coopération d’habitation et sociologie du voisinage*, Paris, E. Minuit.

MESLIN M. (2001), *L’Homme romain, des origines au 1er siècle de notre ère*, Paris, Editions Complexe, 2001.

MILLET H. (1989), *De l’implication des habitants à la citoyenneté urbaine*, AUBS, ronéo, novembre.

MUSIL R. (1973 [1957]), *L’homme sans qualités*, Paris, Seuil (“Folio”).

NEVEU C. (dir.) (1999), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, L’Harmattan.

NEVEU C. (2003), *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Villeneuve-d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.

NEVEU E. (2005), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte (“Repères”).

NICOLET C. (2006 [1976]), *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Paris, Gallimard (“Tel”).

NORDMANN C. (2006), *Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Amsterdam.

OGIEN A. (1995), *L’esprit gestionnaire. Une analyse de l’air du temps*, Paris, Éditions de l’École des hautes études en sciences sociales.

OLIVA J.-P., BESSE-PLATIÈRE A., AUBERT C. (2007), *Maisons écologiques d’aujourd’hui*, Mens, Terre Vivante.

PALOMARES E., RABAUD A. (2006), « Minoritaires et citoyens ? Faites vos preuves ! » in *L’homme et la société*, n°160-161, avril-septembre, p 135-160.

PAQUOT I. (2009), « Redécouvrir Henri Lefebvre », *Rue Descartes*, 1, n° 63, p. 8-16.

PAQUOT I., YOUNÈS C. (dir.) (2010), *Philosophie de l'environnement et milieux urbains*, Paris, La Découverte.

PECHU C. (2007), « "LAISSEZ PARLER LES OBJETS !" De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets » in FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F. (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte/PACTE, p. 59-78.

PENVEN A., BONNY Y., RONCIN C. (2002), *Au cœur de la cité. Vivre ensemble, travailler, s'engager*, Rennes, PUR.

PERRET B., ROUSTANG G. (1993), *L'Économie contre la société*, Paris, Éditions du Seuil.

PETCOU C. (2009), « La ville – construction du commun », *Rue Descartes*, 1, n° 63, p. 113-121.

PHARO P. (1985), *Le civisme ordinaire*, Paris, Librairies des Méridiens.

PONS A. (1995), « Civilité – urbanité », in Montandon A. (1995), *Dictionnaire raisonné de la politesse et du savoir-vivre*, Paris, Seuil.

PRYEN S. (2004), « Injonction à l'autonomie et quête de supports dans les actions culturelles à visée sociale », in CARADEC V., MARTUCCELLI D., *Matériaux pour une sociologie de l'individu*, Lille, Septentrion.

RANCIERE J. (1981), *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard ("L'espace du politique").

RANCIERE J. (1995), *La Mésentente. Philosophie et politique*, Paris, Galilée.

RANCIERE J. (2000), *Le partage du sensible*, Paris, La Fabrique Editions.

RANCIERE J. (2004 [1998]), *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard ("Folio essais").

RANCIERE J. (2004a [1997]), *Le maître ignorant*, Paris, Fayard ("10/18).

RANCIERE J. (2004b), *Malaise dans l'esthétique*, Paris, Galilée.

RANCIERE J. (2005a), *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique Editions.

RANCIERE J. (2005b), *Chroniques des temps consensuels*, Paris, Seuil ("Librairie du XXIe siècle").

RANCIERE J. (2007 [1976]), « Introduction », in RANCIERE J., FAURE A., *La Parole ouvrière. Textes choisis et présentés*, Paris, La Fabrique Editions.

RANCIERE J. (2008), *Le spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique Editions.

RANCIERE J. (2009a), *Moments politiques. Interventions 1977-2009*, Paris, La Fabrique Editions.

RANCIERE J. (2009b), *Et tant pis pour les gens fatigués. Entretiens*, Paris, Editions Amsterdam.

RANCIERE J. (2011), *Aisthesis. Scènes du régime esthétique de l'art*, Paris, Galilée.

Raymond H., Haumont N., Raymond M.-G., Haumont A. (1996), *L'habitat pavillonnaire*, Paris, Centre de Recherche et d'Urbanisme (CRU) et Institut de Sociologie Urbaine, 148 p.

REDIKER M., LINEBAUGH P. (2008), *L'hydre aux mille têtes*, Paris, Amsterdam.

REICH R. (1993), *L'économie mondialisée*, Paris.

RENAULT E. (2004), *L'expérience de l'injustice. Reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris, La Découverte.

Rey A. (dir.) (2010), *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert.

RICOEUR P. (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris, Éditions du Seuil ("L'ordre philosophique").

RICOEUR P. (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Paris, Stock ("Les essais").

ROSA H. (2010), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

ROSANVALLON P. (2004), *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil.

ROSANVALLON P. (2006), *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.

ROSANVALLON P., VIVERET P. (1977), *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil.

ROUSSEAU J.-J. (1964), *Du contrat social*, *Œuvres complètes*, III, Paris, Gallimard, (“Bibliothèque de la pléiade”).

ROZENBERG P. (1973), *Le romantisme anglais. Le défi des vulnérables*, Paris, Larousse.

RUBY C. (2009), *L’interruption. Jacques Rancière et la politique*, Paris, La Fabrique Editions.

SAINSAULIEU R. (1985), *L’identité au travail*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques (1ère éd., 1977).

SAINSAULIEU R. (1998), « L’identité au travail d’hier à aujourd’hui », *L’orientation scolaire et professionnelle*, 27, n° 1, p. 77-93.

SAINSAULIEU R. (2001), *Des sociétés en mouvement. La ressource des institutions intermédiaires*, Paris, Desclée de Brouwer.

SAINSAULIEU R., TIXIER P.-E., MARTY M.-O. (1983), *La démocratie en organisation*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

SANSOT P. (1991), *Les gens de peu*, Paris, PUF (“Sociologie d’aujourd’hui”).

SANSOT P. (2000), *Du bon usage de la lenteur*, Paris, Payot.

SCHNAPPER D., *La communauté des citoyens : sur l’idée moderne de la nation*, Paris, Gallimard.

SCHÜTZ A. (1967), *The Phenomenology of the Social World*, Evanston, Northwestern University Press.

SCHÜTZ A. (1994), *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck (“Sociétés”).

SCHÜTZ A. (2007), *Essais sur le monde ordinaire*, Paris, Le Felin.

SCOTT J. C. (2008), *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Amsterdam.

SENNETT R. (2002), *La chair et la pierre. Le corps et la ville dans la civilisation occidentale*, Paris, Les Editions de la Passion.

SIEYES E. (1982 [1789]), *Qu’est-ce que le Tiers État ?*, Paris, PUF.

SIMONDON G. (2005), *L’individuation à la lumière des notions de forme et d’information*, Grenoble, Million (“Krisis”).

SOMMIER I. (2003), *Le renouveau des mouvements contestataires à l’heure de la mondialisation*, Paris, FlamÉlise (“Champ”).

TASSIN E. (1992), « Espace commun ou espace public ? L’antagonisme de la communauté et de la publicité », *Hermès*, n° 10.

TCHERNONOG V. (2007), *Les associations en France. Poids, profils et évolution*, Paris, ADDES, novembre.

TCHERNONOG V. (2008), « Les grandes tendances de l’évolution des associations », *Juris-associations*, Dalloz, 15 septembre.

THÉVENOT L. (2006), *L’action au pluriel. Sociologie des régimes d’engagement*, Paris, La Découverte.

THOREAU H.-D. (1993), *La Désobéissance civile*, Bats, Utovie.

THOMPSON E. P. (1988), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Seuil.

THOMPSON E. P. (2004), *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique.

VIDAL-NACQUET P. (1994), « Tradition de la démocratie grecque », in FINLEY M. I., *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot.

VIRILIO P. (1977), *Vitesse et politique*, Paris, Galilée.

WEIL P. (1991), *La France et ses étrangers*, Paris, Gallimard (“Folio actuel”).

WIEVIORKA M. (éd.), *Une société fragmentée ?* Paris, La Découverte, (1996)

WINCH P. (2009 [1958]), *L’idée d’une science sociale et sa relation à la philosophie*, Paris, Gallimard (“Bibliothèque de philosophie”).

WORMS J.-P. (2006), « Le capital social associatif hier et aujourd’hui », in Bévort, Lallement.

ZACCAI-REYNERS N. (1995-1996) *Le monde de la vie*, t. 1, t. 2, t. 3, Paris, Les Éditions du Cerf.

ZINN H. (2002), *Une histoire populaire des États-Unis*, Marseille, Agone, 2002.

Bibliographie spécifique

Habitat groupé

BERNARD N., LEMAIGRE T. (2008), « *Le logement déménage* » dossier de *La nouvelle revue*, n° 2, février, Bruxelles, p. 24-89.

BONNIN P. ET REYNAUD P. (1982), « Les utopistes du m2. Mouvements et expériences de l'habitat autogéré ». *Autogestions n° 11*, Automne, 136 p.

LA GRANGE C. (2008), *Habitat groupé. Écologie, partage, convivialité*, Mens, Terre vivante.

Mouvement de l'Habitat Groupé Ecologique et Solidaire (2009), *Charte*, 8 mars.

Les Fenêtres qui parlent

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2000), *Qui sommes-nous ?*, Lille, octobre.

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2002), *Qui sommes-nous ?*, Lille, novembre.

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2005), *Les fenêtres qui parlent. Carnet littérature et photographique*.

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2007), *Qui sommes-nous ?*, Lille, juin.

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2008), *Dossier de demande de subventions.*

RÉSO-ASSO-MÉTRO (2009), *Revue de presse 2009.*

VivaCités Nord-Pas de Calais (2007), *Babelles*. *Des mots pour la ville*, Lille.

Hip-hop

BAZIN H. (2008 [1995]), *La culture hip-hop*, Paris, Desclée de Brouwer.

BÉTHUNE C. (2003 [1999]), *Le rap, une esthétique hors la loi*, Paris, Editions Autrement ("Mutations").

Fondation Cartier pour l'art contemporain, *Né dans la rue. Graffiti*, Paris, 2009.

La Brique

ESTEBAN (coord.) (2008), *Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes*, Paris, Edition Le p'tit gavroche : www.guidaltern.Org

Romans

ENSENSBERGER H. M. (2010), *Hammerstein ou l'intransigeance. Une histoire allemande*, Paris, Gallimard.

LITTELL R. (2009), *L'hirondelle avant l'orage*, Paris, Editions Baker Street.

MUSIL R. (?), *L'homme sans qualités*, Paris, éd. Seuil.

VARGAS F. (2201), *Pars vite et reviens tard*, Paris, Viviane Hamy.

Slam

BADUEL R. (2007), *Est-ce que le slam peut être une bonne thérapie pour soigner le bégaiement et pourquoi ? Méthodologie musicale*, Master, Université de Montréal

GUAY DE BELLISSEN H. (2009), *Au cœur du slam : Grand Corps Malade et les nouveaux poètes*, Monaco, Editions Alphée-Jean-Claude Bertrand.

KARIM A. (2009), « Préface », in GUAY DE BELLISSEN H., *Au cœur du slam : Grand Corps Malade et les nouveaux poètes*, Monaco, Editions Alphée-Jean-Claude Bertrand.

MARTINEZ S. (2007), *Slam entre les mots*, anthologie, Paris, Editions La Petite Vermillon.

MEYRAN R. (2007), « Slam », EspacesTemps.net, 17/06.
http://espacestemps.net/document2473.html
MIGLIORINI R. (2007), « Musique », *Etude*, 12, t. 407, p. 687-688.
PEILLON C. (2007), « Slam, un art poétique », *La pensée de midi*, 1, n° 20, p. 176-181.
PETETIN V. (2009), « Slam, rap et "mondialité" », *Etudes*, 6, t. 410, p. 797-808.
SCHWEYER M. (2005) *Le Goût du Slam, ce qui attire une partie de la population rennaise vers le Slam*, Université de Rennes 2.

Filmographie spécifique

AHEARN C., *Wild Style*, Etats-Unis, 1982, 82 min.
HANSON C., *8 miles*, 2003.
LEWIN M., *Slam*, 1997.
LIBRE PAROLE, *Les Productions Imagées*, 2005.
RABATÉ J., *Petrouchka en terre hip-hop*, France, 2002.
RIOLON L., *Le Vif du sujet*, France, 2000.
SHÉRIDAM J., *Réussir ou mourir*, 2005.
THORN J.-P., *Faire kiffer les anges*, France, Agat Films & Cie/Arte, 1996.
ZOOM' ALLURE, *Les Fenêtres qui parlent*, Les fenêtres qui parlent, 2007.

Albums musicaux

Spocke Orchestra, *Interdit aux mineurs*, Fifty Five, BMG, 2004.
Rocé, *Identité en Crescendo.*
Le Pouvoir des Innocents, *LPI.*
Le Pouvoir des Innocents, *Réalité.*
Le Pouvoir des Innocents, *Fiction.*
Le Pouvoir des Innocents, *Le Pouvoir des Innocents.*

Sites

Ajoncs :
http://ajonc.org/
Atelier 2 :
http://www.atelier-2.com/
Autour des Rythmes actuels :
http://www.ara-asso.fr/
Eclaireuses et Éclaireurs de France :
http://www.eedf.fr/
Education à l'environnement urbain :
http://www.citephile.org/
http://www.vivacites-npdc.org/
Fabulous Trobadors :
http://www.fabulous-trobadors.com/site.html

Feddal Karim :

http://www.slam-lille.com/artistes-associes-et-intervenants-slam/karim-feddal-dit-acetone/

Générale d'Imaginaire :

http://slam-lille.com/

Idées à coudre :

http://idees.a.coudre.over-blog.com/pages/Presentation_de_lassociation-695215.html

La Générale d'Imaginaire :

http://www.slam-lille.com/

Les fenêtres qui parlent :

http://www.lesfenetresquiparlent.org/

LPI :

http://lapageinternet2.free.fr/

Maison régionale de l'environnement et des solidarités ;

http://www.mres-asso.org/spip.php?rubrique1

Raoul :

http://www.reseau-raoul.com/

Rif association :

http://www.rif-asso.fr/dotclear/index.php

DEUXIÈME PARTIE : CHŒUR DE FONDEURS

BRÜSEWITZ K., (2004), *La signification de la fermeture de l'usine Metaleurop Nord pour les différents habitants de Courcelles-les-Lens*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Olivier Mazade, Université Lille 1.

CARADEC V. et MARTUCELLI D. (Eds), (2009), *Matériaux pour une sociologie de l'individu. Perspectives et débats,* Presses Universitaires du Septentrion,

CAUSER J.Y, DURAN J.-P. & GASPARINI W. (coord.), *Les identités au travail. Analyses et controverses*, Toulouse, Octarès éditions, pp. 113-122.

CORTEEL D., (2009 a), « Lutter pour la reconversion d'un site industriel et la dignité des hommes qui l'ont fait vivre. Analyse d'expériences menées par les ex-salariés de Metaleurop-Nord *in* CAUSER J.Y, DURAN J.-P. & GASPARINI W. (coord.), *Les identités au travail. Analyses et controverses*, Toulouse, Octarès éditions, pp. 113-122.

CORTEEL D. (2009 b), « Fermetures d'usine : les associations d'anciens salariés comme espaces de médiation originaux », *Formation emploi,* n°108, octobre-décembre 2009, pp. 53-65.

CORTEEL D., DUHIN de A., HAYEM J. (2009), « Metaleurop :'dal defensive al creativo'. Cronaca e analisi di una lotta singolare », *in* Romittelli V., *Fuori dalla società della conoscenza,* Infinito, Roma, pp.265-280

Ethnologie Française, (2001) numéro spécial *Anthropologie ouvrière et enquête d'usine*, XXXI.3

FAJARDIE F., (2003), *Metaleurop : paroles ouvrières*, Paris, Mille et une nuits.

FARMER P. (1996), *Sida en Haïti, la victime accusée,* Paris, Karthala.

Fermetures de boîtes … et après ? Maison des Hommes et des Techniques, Edition du Centre d'Histoire du travail, Nantes, 2007, (livre +Cédérom)

GAULIN M.-J., (2005), *Metaleurop : une crise locale aux causes internationales et aux conséquences nationales*, Mémoire de maîtrise sous la direction du Professeur Robert Franck, Université Paris I.

GIMEL J., (2009), *Mémoire ouvrière, mémoires d'ouvriers. Une analyse sociologique des pratiques mémorielles des ouvriers de l'usine Metaleurop*, Mémoire de maîtrise de sociologie sous la direction d'Alain Chenu, Institut d'Etudes Politiques de Paris.

HONNETH A., (2002), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

KNOPIK S., (2004), *Jour comme un autre*, Lille, Editions du Sansonnet.

LAZARUS S., (2001), « Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine : état des lieux et problématique », *Ethnologie Française*, 2001-3 : 389-400.

LAZARUS S., (1996), *Anthropologie du nom*, Paris, Seuil.

LEACH E., (1954), *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie*, Paris, François Maspero.

LINHART D., RIST B., DURAND E., (2002), *Perte d'emploi, perte de soi*, Paris, Erès.

MAZADE O., (2005), « Cellules de reclassement et individualisation du traitement du chômage. Le cas de Metaleurop et des Houillères du Nord. », *Revue de l'IRES*, 47 : 195-214.

MAZADE O., (2010) , *La reconversion des hommes et des territoires. Le cas Metaleurop*, Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques sociales. (Ouvrage non consulté mais signalé dans cette bibliographie car il sort au moment du bouclage de ce rapport. Il concerne l'aspect économique de l'affaire Metaleurop plus que son aspect citoyen).

MONJARET A., (2005), « Quand les lieux de travail ferment… », *Ethnologie Française*, XXXV-4 : 581-592.

PRYEN S., (2004), « Injonctions à l'autonomie et quête de supports dans les actions culturelles à visée sociale » *in* CARADEC V. et MARTUCELLI D. (Eds), *Matériaux pour une sociologie de l'individu. Perspectives et débats*, Presses Universitaires du Septentrion, pp. 95-115.

RANCIÈRE J., (2005), *La haine de la démocratie*, Paris, La fabrique.

RANCIÈRE J., (2008), *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvriers*, Paris, Fayard (1981).

RANCIÈRE J., (1987), *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard.

RANCIÈRE J., (2000), *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La fabrique.

RANCIÈRE J., (2007), *Le spectateur émancipé*, Paris, La fabrique.

ROMITTELLI V., (2009), *Fuori dalla società della conoscenza*, Infinito, Roma.

STAYEART D., (2005), *Remonteur de moral*, Paris, Le cherche midi.

TRIGANO S., (2006), *La représentation théâtrale des ouvriers : lieu d'engagement artistique et citoyen, source d'un nouvel imaginaire*, Mémoire de Maîtrise d'ethnologie sous la dir. de M. RAUTENBERG, Université Lille 1.

Films

BRUANDEL J., MICHEL G., *METALEUROP : du chômage au braquage***,** film documentaire, durée 20 mn, présenté par Benoît DUQUESNE pour l'émission de France 2 : *Complément d'enquête*. Production : France 2.

Chœurs de Fondeurs et de ATTAC-Romans, (2004), *METALEUROP : Les Naufrageurs démasqués*, film documentaire, durée 50 min. Coproduction : Chœurs de Fondeurs et de ATTAC-Romans (diffusion Chœurs de fondeurs), première diffusion : Avant première le 16 décembre 2004 après le délibéré du Tribunal de Douai.

CZUBECK S. et LALLEMENT G., (2004), *Le conflit METALEUROP*, film documentaire de Coproduction : Flight Production durée 1h18, première diffusion : Avant première le 11 septembre 2004 à Roubaix. Première diffusion télévisée : 15 janvier 2005 sur France 3 Nord Pas de Calais

CZUBECK S. et MOURNAUD C., (2008), « Les années de plomb », film documentaire Coproduction : CRRAV, France 3 Nord-pas de Calais, 52 min.

*FONDRE EN CHŒUR, METALEUROP ... 3 ans après***,** Un film documentaire collectif des ex metaleurop, durée 60 mn, Production : Chœurs de fondeurs. Première diffusion lors de l'exposition Fondre en Chœurs en 2006. Déposé aux archives du monde du travail de Roubaix.

KERVERN G., DELÉPINE B. (2008), *Louise-Michel*, film français de 90 minutes.

LEPERS J. P, (2003), *METALEUROP : L'autre guerre ...* film documentaire, durée :1 h 00, coproduction : CANAL+ ; première diffusion télévisée: avril 2003 sur CANAL +.

MAZERY P. (2004), *GLENCORE : la multinationale des flibustiers de l'économies,* film documentaire pour lundi investigation, durée : 39 mn, coproduction : CANAL+, première diffusion télévisée : 5 janvier 2004 sur CANAL +.

MEURICE J.M. et DAURIAC C., (2004) *L'éléphant, la fourmi et l'État. Aujourd'hui METALEUROP, demain ... ?* Film documentaire de 1 h 30, coproduction : ARTE France, Cinétévé, Anthracite. Première diffusion télévisée: lundi 2 février 2004 sur ARTE.

PUCHBAND L., (2004), *METALEUROP : Les fondeurs se souviennent,* film documentaire, durée : 5 min, Production : Chœurs de fondeurs

VENEMMANI J.-M., (2004), *Metaleurop, Germinal 2003***,** film documentaire, durée 1h00, coproduction : Distribué par Phares & Balises 55 bis rue de Lyon 75012, première diffusion télévisée: mars 2004 sur France 3.

Disques et Cédéroms

CHEVALLIER P., (2003), *Métallo,* CD 11 titres, Droit de cité, Mairie de Harne, SING Studio.

PRUVOST A. et D., (2006) *Stanis, Jacques et les autres,* Montage photos et sons d'une dizaine de minutes réalisé avec des photos de J. WYART et le texte de S. KNOPIK lu par Jean Claude VAN FLUTEN.

WYART Jacques, *Metaleurop 2003-2006,* CD, 171 photos.

WYART Jacques, *Conflit Metaleurop, 3 mois de lutte,* CD, 830 photos.

Bande dessinée

BETAUCOURT X., LOYER J-L, BARROUX S., (2006), *Noir Métal, au cœur de Metaleurop,* Delcourt.

TROISIÈME PARTIE : PRATIQUES DE CITOYENNETÉ ORDINAIRE. LE CAS DE LA BULGARIE

ARENDT H. (1972), *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire, Paris, Seuil.*

ARENDT H. (1961), *La condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Lévy.*

DASKALOV *R. (2005),* La société bulgare 1878-1939/Bylgarskoto obtshetstvo 1878-1939*, t. 1-2, Sofia, Éditions Gutenberg (en bulgare).*

DEYANOVA*, L. (2001), « Les sociologues et la sphère publique critique », dans J. L. Boucher, G. Fotev et S. Koleva (sous la direction), Mutations de société et quête de sens, Sofia, Éditions LIK, p. 258-268.*

INNERARITY*, D. (2009),* Éthique de l'hospitalité, *Québec, Les Presses de l'Université Laval.*

NEDELTCHEVA T. (2004), *Identité et temps/Identitchnost i vreme*, Sofia, Édition académique « Marin Drinov » (en bulgare).

THÉRIAULT, J.-Y. (2006-2007), « Petit pays et gouvernance », *Télescope*, hiver, p. 89-93.

TOMOV *Tz. (1990),* Ivan Hadjiiski, époque, œuvre, destin/Ivan Hadjiiski, vreme, tvortchestvo, sydba, *Sofia, Édition Narodna mladej (en bulgare).*

VIGNEAULT L. (2006), « L'universalisme des droits de l'homme après le totalitarisme », dans B. Melkevik et L. Vigneault (sous la direction), *Droits démocratiques et identités,* Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 63-73.

WALDER, A. G. (1994), « The Decline of Communist Power: Elements of a Theory of Institutional Change », *Theory and Society*, n° 23, p. 297-323.